This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG
PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons
OF DETROIT
1871

1021

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ÉTATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE
depuis 1808 *jusqu'à présent.*

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS.
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VII. Première Partie.
1820 — 1827 *incl.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1829.

1.

Convention entre le Danemarc et la principauté de Waldeck concernant l'abolition réciproque du droit de détraction, publiée le 25 Août 1820. 1820

(*Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen den Koniglich Dänischen und den Fürstlich-Waldeckschen Landen* s. d. Frederiksberg, den 25. August 1820. Kopenhagen, 1821. 4.)

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden, König zu Dännemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund und bekennen hiedurch, dafs zwischen Unserer und der Fürstlich-Waldeckschen Regierung folgender Freizügigkeits-Vertrag eingegangen und abgeschlossen ist:

Art. I. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus Unserem Königreiche Dännemark und Unserem Herzogthum Schleswig in die Fürstlich-Waldeckschen Lande, oder aus diesen in Unser Königreich Dännemark und Unser Herzogthum Schleswig soll (so wie solches bereits, zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundesacte vom 8ten Junii 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg bestimmt ist) irgend ein Abschofs (gabella haereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben.

1820 Art. II. Diese Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die Landesherrlichen Kassen fliefsen würde, als auf dasjenige Abschofs- und dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welches etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonial-Gerichte, und Corporationen fliefsen würde.

Die Gutsbesitzer in Unserm Königreiche Dännemark und Unserm Herzogthum Schleswig, so wie in den Fürstlich-Waldeckschen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bei Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschofs- noch Abfahrtsgeld fordern noch nehmen.

Art. III. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel I und II. sollen sich auf alle jetzt pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken.

Art. IV. Die in den obigen Artikeln I, II und III bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, dieser Uebereinkunft ungeachtet, diejenigen Dänischen und Waldeckschen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bei Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäfs, zu bitten.

In dieser Hinsicht soll auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zum Kriegsdienst und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beyden, die gegenwärtige Convention abgeschlossen habenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Landen beschränkt werden.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben auf Unserm Schlosse Frederiksberg, den 25sten August 1820.

FREDERIK R.

N. Rosenkrantz.

2.

Ordonnance de S. M. le Roi de Danemarc, concernant les droits et les privilèges des agents consulaires des puissances étrangères en Danemarc, publiée en 1821.

1821

1. Wenn diejenigen, die als General-Consuln, Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten fremder Mächte in den Königlichen Staaten künftig anerkannt werden, Königliche Unterthanen sind, kann jene Eigenschaft sie nicht von Abgaben und Lasten befreien, sie mögen persönlich oder solche seyen, die von ihrer bisherigen bürgerlichen Stellung herrühren, und auf ihr unbewegliches Eigenthum, Gewerbe oder Vermögen Bezug haben, jedoch sind davon diejenigen Lasten ausgenommen, die den Bürgern und Einwohnern einer Stadt obliegen, und persönliche Verrichtungen erfordern.

2. Dagegen sind die Unterthanen einer fremden Macht, welche beauftragt werden, sich in die Königlichen Staaten zu begeben, um daselbst Consulat-Geschäfte auszuüben, von jeder persönlichen Last befreiet, so wie auch von allen persönlichen Abgaben, so lange sie nicht unbewegliches Eigenthum im Lande erwerben oder bürgerliches Gewerbe und Handlung treiben, in welchen Fällen sie von ihrem Eigenthum und Gewerbe dasselbe zu entrichten haben, was von andern Königlichen Unterthanen, unter welche sie in solchem Falle zu begreifen sind, entrichtet wird.

2. Die in Frage stehenden Agenten, sie mögen vor ihrer Anerkennung als Consular-Agenten Königliche oder fremde Unterthanen gewesen seyen, sind nur in ihren Consulat-Geschäften der Gerichtsbarkeit des Landes nicht unterworfen. — Was aber die hier im Lande von ihnen etwa eingegangenen Contracte und Verpflichtungen, unbewegliches Eigenthum, wenn

1821 sie solches besitzen, oder das bürgerliche Gewerbe, welches sie etwa treiben, betrifft, so wie auch in criminalibus, sind sie den Gesetzen und der Verfassung des Landes und folglich auch derselben Jurisdiction wie die Königlichen Unterthanen unterworfen.

3.

Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles du 29 Septembre 1821.

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 2. p. 93.)

Les Bourgmestres et Conseil d'état de Zurich, Directoire actuel de la Confédération Suisse: Vu le décret rendu par Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, daté de Naples le 12 Août 1818, transmis au Consul général de la Confédération Suisse dans cette résidence, avec un office du Ministère des relations extérieures du 25 du même mois, par lequel Sa Majesté, en explication des dispositions générales contenues aux articles II. et 726 du code civil en vigueur dans le Royaume, a prononcé l'abolition du droit d'Aubaine envers les ressortissans des états étrangers, dont les Gouvernemens déclarent vouloir observer pleine et parfaite réciprocité à l'égard des sujets et ressortissans du Royaume des Deux-Siciles.

Considérant, que déjà en l'an 1803 la diète de la Confédération Suisse s'est prononcée d'une manière générale sur l'abolition des droits d'Aubaine envers les sujets des pays, qui renoncent à soumettre les Suisses à ces mêmes droits, et que dès cette époque ils n'ont plus été exercés par le fait envers ceux de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles.

Après avoir pris l'assentiment constitutionnel des Gouvernemens confédérés du Corps Helvétique — 1821

déclarent par les présentes:

1) Le droit d'Aubaine est et demeure aboli dans les vingt-deux Cantons de la Confédération Suisse envers les sujets de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, lesquels pourront en conséquence recueillir librement les successions ouvertes à leur avantage sur le territoire des dits Cantons.

2) Cette déclaration est donnée dans la confiance et sous la condition d'une parfaite réciprocité en faveur des ressortissans de la Suisse dans le Royaume des Deux-Siciles, en vertu du décret Royal du 12 Août 1818.

3) Comme la Suisse, conformément aux résolutions de la Diète de 1803, n'a point exercé depuis plusieurs années le droit d'Aubaine envers les sujets du Royaume des Deux-Siciles, de même le Corps Helvétique croit pouvoir attendre de la justice et de la bienveillance de Sa Majesté, que les successions, qui se trouveraient ouvertes dans ses états à l'avantage des citoyens des Cantons, pourront être réglées et librement recueillies.

4) La présente déclaration sera portée à la connaissance du Gouvernement du Royaume des Deux-Siciles par l'Agent de la Confédération Suisse en résidence à Naples.

Donnée à Zurich le 29 Septembre 1821.

Le Bourgmestre en charge,

Président du Directoire fédéral et de la diète Suisse;

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

4.

1822 *Convention entre la Hesse electorale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des vagabonds, signée le* $\frac{28\ Août}{12\ Sept.}$ 1822.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für die kurhessischen Staaten.* Dritter Band. Jahr 1822. Nro. IX. Octobr. p. 45.)

Diese Uebereinkunft — abgeschlossen zwischen dem kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und den herzoglich-sachsen-koburgischen Landes-Ministerium, unterzeichnet vom Ersteren am 28sten August 1822 und von Letzterem am 12ten September 1822 — enthält dieselben Bestimmungen, wie die in der Gesetzsammlung vom Jahre 1820. S. 80 bis 82. abgedruckte) Uebereinkunft mit dem Königreiche Preufsen über denselben Gegenstand, nur unter der Abänderung, dafs

1. Der §. 12., ohne Uebernahms-Orte festzusetzen, folgende Fassung hat:

"Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungen und obern Polizei-Behörden überlassen, unter einander das Nöthige, wegen der den Transporten zu gebenden Richtung zu verabreden. Hinsichtlich der Durchführung der Ausgewiesenen durch einen zwischen den beiderseitigen Landen befindlichen Staat, liegt der ausweisenden Behörde sowohl die erforderliche Einleitung bei den Behörden dieses Staats, als die Bestreitung aller aus der Durchführung entspringenden Kosten ob." —

und

2. der erste Satz des §. 13.:

"Die Ueberreichung der Vagabonden geschieht in der Regel vermittelst Transportes und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist."

weggeblieben ist.

5.

Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Strelitz concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits refractaires, publiée à Copenhague le 1 Février 1823.

1823

(*Kanzelei-Patent, betreffend die in einer Convention mit der Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Regierung wegen Auslieferung der Deserteure und entwichenen Militairpflichtigen enthaltenen Bestimmungen, für die Herzogthümer Schleswig und Holstein.* Kopenhagen 1823. 4.)

Nachdem zwischen der Königl. Dänischen und der Grofsherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Regierung eine Convention wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure und Militairpflichtigen abgeschlossen worden, werden die in dieser Convention enthaltenen Bestimmungen hierdurch zur Nachricht und gebührenden Nachachtung bekannt gemacht.

§. 1. Alle von der Armee Sr. Majestät des Königs von Dännemark, und von den Truppen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz desertirte, oder künftig desertirende Militairpersonen, sollen gegenseitige ausgeliefert werden.

§. 2. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades, oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres, oder der bewaffneten Landesmacht nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und demselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie, oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

§. 3. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der contrahirenden Theile früher schon aus

1823 einem anderen Staate desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Staates, oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. Wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark, oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original, oder Auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienste geeignet sei, oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 31sten December 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ansässig gemacht hat.

Schulden, oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,

Armatur und Muntirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nicht ausgeliefert wird. 1823

§. 6. Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebenen Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben, zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze des respectiven Dänischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Gebiets ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen.

Die Requisition zur Auslieferung der dänischen Deserteurs, die zum Mecklenburg-Strelitzischen Kriegsdienste angenommen seyn möchten, geschieht bei der Landesregierung zu Neustrelitz, in allen übrigen Fällen aber, wenn der Reclamirte im Fürstenthum Ratzeburg sich aufhält, bei der Landvogtei zu Schönberg, und wenn er im Herzogthum Mecklenburg-Strelitz sich aufhält, bei der Landesregierung in Neustrelitz.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königl. dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg-Strelitzischen Deserteurs, werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber, an

1823 die betreffenden Königl. dänischen höchsten Civil-Obrigkeiten gerichtet. Diese sind der Polizeidirector in Kopenhagen, und im Königreich Dännemark, aufserhalb Kopenhagen, die Amtmänner, im Herzogthum Schleswig, das Schleswigsche Obergericht zu Schleswig, im Herzogthum Holstein das Holsteinisch-Lauenburgische Obergericht zu Glückstadt, für die Stadt Altona jedoch der dortige Oberpräsident, und für das Herzogthum Lauenburg die Lauenburgische Regierung zu Ratzeburg.

§. 9. An Unterhaltungskosten wird für jeden auszuliefernden Deserteur von dem Tage der Verhaftung bis zum Tage seiner Auslieferung einschliefslich, dänischer Seits für den Tag 16 Rbfs. Silbermünze, oder 5 Lfs., für ein Cuirassierpferd $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 9 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh, für ein Lanzenier-Dragoner- und Husarenpferd aber täglich $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 7 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh, dänisch Maafs und Gewicht gut gethan, und Mecklenburg-Strelitzischen Seits für den Deserteur täglich $5\frac{1}{4}$ fs. neue $\frac{2}{3}$ Stücke zu voll angenommen, für ein Cuirassierpferd aber täglich $\frac{1}{3}$ Scheffel Hafer, 9 Pfd. 9 Loth Heu und 6 Pfd. 6 Loth Stroh, für ein Lanzenier-, Dragoner- und Husarenpferd aber täglich $\frac{1}{3}$ Scheffel Hafer, 7 Pfd. 7 Loth Heu und 6 Pfd. 6 Loth Stroh, Lübecksches Maafs und Gewicht, gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschiehet nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung vorgenommen ist, und die Bezahlung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung, wegen Krankheit, höhere Verpflegungskosten haben verwandt werden müssen, so werden diese ebenfalls sofort bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besonderen Berechnung erstattet.

§. 10. Aufser diesen Kosten und der im nachstehenden §. 11. bemerkten Belohnung kann ein mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung,

Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. 1823

§. 11. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 6 Rbthlr. 4 Mk. in Silbermünze oder, in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 4 Rthlr. 8 Lfs. Hamburger Courant (Mecklenburg-Strelitzischer Seite von 4 Rthlr. 18 fs. N. $\frac{2}{3}$ zu voll angenommen) für einen Mann ohne Pferd, und von 13 Rbth. 2 Mk. in Silbermünze oder, in soweit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 8 Rthlr. 16 fs. Hamburger Courant (Mecklenburg-Strelitzischer Seits von 8 Rthlr. 36 fs. N. $\frac{2}{3}$ zu voll angenommen) für einen Mann mit den Pferde verabreicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen, und sofort bei der Ablieferung wieder erstattet werden.

In Rücksicht anderer ausgetretener Militairpflichtigen, die nicht nach §. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

§. 12. Ueber den Empfang der §. 9 und 11 gedachten Kosten und Gratifications-Erstattung, hat die ausliefernde Behörde zu quitiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, aufzuhalten.

§. 13. Allen Behörden, besonders den Gränzbehörden, wird es zur unverbrüchlichen Pflicht gemacht, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen, oder anderen Anzeigen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sei, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

§. 14. Alle, die nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserven oder Landwehr- und überhaupt Militairpflichtig, und welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande Sr. Majestät des Königs von Dännemark, und Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Strelitz, oder zu den Truppen eines der paciscirenden Staaten begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll

1823 mit dieser Auslieferung im übrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

§. 15. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen ist es strenge untersagt, Deserteure, oder solche Militairpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch wird es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen, innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile, angeworben werden.

Auch soll die Niederlassung Königl. dänischer Unterthanen im Grofsherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Gebiete, und Grofsherzogl. Mecklenburg-Strelitzischer Unterthanen in den Königl. dänischen Staaten nur dann gestattet werden, wenn selbige nachgewiesen haben, dafs sie entweder überall nicht militairpflichtig sind, oder dafs sie ihrer Militairpflicht in ihrem Vaterlande genügt haben.

§. 16. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs, oder Militairpflichtigen, und der Beförderung der Flucht desselben, schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

§. 17. Gleichmäfsig ist es den Unterthanen beider contrahirenden Staaten untersagt, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur- und Muntirungsstücke zu kaufen, oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gegenstände, oder zur Erstattung des Werths, ohne den mindesten Ersatz angehalten, sondern überdiefs, wenn er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat, mit Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

In einem solchen Uebertretungsfalle hat der dä- 1823
nische Unterthan entweder eine Geldstrafe von 5 bis 50 Rthlr., oder eine Gefängnifsstrafe bei Wasser und Brod bis zu 3 mal 5 Tage verwirkt.

§. 18. Jede gewaltsame, oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militairpflicht, ist strenge untersagt.

Derjenige dänische Unterthan, welcher sich einer solchen Uebertretung in den Mecklenburg-Strelitzischen Landen schuldig macht, soll nach den unterm 9ten und 25sten Juni 1819 erlassenen, die Bestrafung fremder Werbungen betreffenden Verordnungen, bestraft werden.

Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus, auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird, auf desfallsige Requisition, in seinem Vaterlande zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden, welche für einen dänischen Unterthan in diesem Falle in gefänglicher Haft, oder in Strafarbeit bis auf ein Jahr, nach den Umständen, bestehen soll.

§. 19. Diejenigen Deserteure, oder ausgetretene Militairpflichtigen, welche innerhalb zweier Monate, von der Publication dieser Convention angerechnet, in den Staat, aus welchem sie entwichen sind, wieder zurückkehren, werden ihrer Entweichung wegen, nicht bestraft.

§. 20. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militairdienste des anderen Staates sich befinden, soll die Wahl frei stehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre, nach Publication gegenwärtiger Convention, desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Vorstehende Bestimmungen treten sogleich nach Publication dieser Verfügung in Kraft, und dienen

1823 bis zur etwanigen anderen Verfügung Allen, die es angeht, zur unabweichlichen Richtschnur.

Königl. Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzelei zu Kopenhagen, den 1sten Febr. 1823.

MOLTKE.

ROTHE. HAMMERICH. JENSEN. HÖPP. LANGHEIM.

6.

Convention entre le Danemarc et la Suède concernant la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège, signée à Stockholm le 7 Mars 1823.

Déclaration.

Afin de prévenir les discussions qui pourroient possiblement survenir entre les autorités respectives en Danemarc et en Norvège sur la nationalité de criminels et de vagabonds renvoyés de l'un de ces deux Royaumes à l'autre, Sa Majesté le Roi de Danemarc et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège sont convenus d'adopter les principes suivants.

§. 1. Les autorités competentes en Danemarc, auront le droit de renvoyer en Norvège, et les autorités Norvégiennes, à qui il appartient, seront tenues de recevoir tout individu prévenu de crime ou de vagabondage qui, né en Norvège, se seroit rendu dans les états de Sa Majesté le Roi de Danemarc postérieurement au traité de paix, conclu à Kiel, le 14 Janvier 1814.

Par contre les individus nés en Norvège, mais domiciliés dans les états de Sa Majesté le Roi de Danemarc avant la signature du dit traité de paix et qui, après cette époque, ne seroient point retournés dans leur patrie avant l'expiration du terme de six ans, determiné par l'Article XX., ne pourront point y être renvoyés.

De même les autorités compétentes en Norvège 1823
auront le droit de renvoyer en Danemarc, et les autorités Danoises, à qui il appartient, seront tenues de recevoir tout individu prévenu de crime ou de vagabondage, qui né dans les états de Sa Majesté le Roi de Danemarc, se seroit rendu en Norvège postérieurement au traité de paix, conclu à Kiel, le 14 Janvier 1814. Les individus nés dans les états de Sa Majesté le Roi de Danemarc, mais domiciliés en Norvège avant la dite époque, et qui avant le terme des six années stipulées ne seroient point retournés dans leur patrie, ne pourront point y être renvoyés.

§. 2. Les villes ci-après nommées sont désignées pour la réception réciproque des criminels et vagabonds Danois et Norvégiens renvoyés, savoir: pour le Danemarc: Elseneur et Frédéricshavn, et pour la Norwège: Helsingbourg et Frédéricswärn.

§. 3. Le magistrat ou le juge compétent, qui aura pris acte des déclarations faites par le criminel ou le vagabond rélativement à sa patrie, à son dernier domicile etc. en donnera un extrait formel, et y joindra copie de la sentence par laquelle le renvoi a été prononcé. — Sur la production de ce document, qui accompagnera l'individu renvoyé, le Commandant ou le Chef de police du lieu de débarquement est tenu de donner les ordres nécessaires pour l'admission de la personne expulsée.

§. 4. L'Article XXVII. du traité de paix, conclu à Kiel le 14 Janvier 1814, maintenant en vigueur les traités antérieurement conclus entre les Royaumes de Danemarc et de Suède, et nommément le traité conclu à Jönköping le 16 Décembre 1809; les deux Gouvernemens sont tombés d'accord que l'Article séparé du dit traité, concernant l'extradition réciproque des criminels, sera de part et d'autre reconnu également applicable au Royaume de Norvège.

En foi de quoi Nous soussignés, au nom de Nos Augustes Souverains et par suite des autorisations, à Nous données, avons signé la présente Déclaration dressée en deux exemplaires conformes, et y avons apposé les cachets de nos armes.

Fait à Stockholm, le Stockholm, le 7 Mars 1823.

KRABBE. *Le Comte* D'ENGESTRÖM.

7.

1823 *Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin concernant l'extradition réciproque des déserteurs, et des conscrits refractaires, publiée à Copenhague le 1 Avril 1823.*

(*Kanzelei-Patent, betreffend die in einer Convention mit der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinischen Regierung wegen Auslieferung der Deserteure und entwichenen Militairpflichtigen enthaltenen Bestimmungen, für die Herzogthümer Schleswig und Holstein.* Kopenhagen, 1823. 4.)

Nachdem zwischen der Königl. Dänischen und der Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinischen Regierung eine Convention wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure und Militairpflichtigen abgeschlossen worden, werden die in dieser Convention enthaltenen Bestimmungen hierdurch zur Nachricht und gebührenden Nachachtung bekannt gemacht:

§. 1. Alle von der Armee Sr. Majestät des Königs von Dännemark und den Truppen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin unmittelbar oder mittelbar in des Anderen Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirte oder künftig desertirende Militairpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

§. 2. Als Deserteure werden ohne Unterschied des Grades oder der Waffe alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

§. 3. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Deserteur der contrahirenden Theile früher schon aus einem andern Staate desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines Dritten und von diesen wiederum in die Lande des anderen paciscirenden Staates oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an: ob letzterer Staat mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Staate, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert. 1823

§. 4. Nur folgende Fälle werden als Gründe die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern anerkannt:

a. wenn der Deserteur aus den Staaten Sr. Majestät des Königs von Dännemark oder aus den Landen Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

b. Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey oder nicht.

c. Wenn der Deserteur sich vor dem 1sten Januar 1820 in dem Staate, in welchen er entwichen ist, durch Grundbesitz ansässig gemacht hat.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

§. 5. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,

1823 Armatur und Montirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels nicht ausgeliefert wird.

§. 6. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der etwa bei ihm vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen etc. veranlafst.

§. 7. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen sein, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

§. 8. Ein Deserteur oder Militairpflichtiger, dessen Auslieferung beschafft wird, soll an der Gränze des respective Dänischen und Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinischen Gebietes ausgeliefert werden, und die competente Behörde soll den Deserteur von da abholen lassen.

Die einzuliefernden dänischen Deserteurs und Militairpflichtigen werden zu diesem Zweck nach Ratzeburg an die dortige Militairbehörde, und die Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinischen Deserteurs und Militairpflichtigen, nach Boizenburg abgeliefert, wo der dort residirende Vice-Kreis-Polizeimeister sie entgegennehmen wird, der zugleich auch das Geschäft der Auslieferung von Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinischer Seite an die Königl. Dänische Behörde betreibt.

Die mit den Requisitionen dieser Art dänischer Seits beauftragten Behörden sind, in so weit es die Requisition von eigentlichen Deserteuren betrifft, die

beikommenden Regimenter und Corps, in Ansehung der Auslieferung von Landmilitair - Reserven aber die Land - und Seekriegscommissaire im Königreich Dännemark, und die Landkriegscommissaire in den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg, an welche die Obrigkeiten sich in Fällen, wo ausgetretene Landmilitairpflichtige zu reclamiren sind, deshalb zu wenden haben. 1823

Von Mecklenburg - Schwerinischer Seite, ist dagegen der Vice - Kreis - Polizeimeister zu Boizenburg als der einzige legitimirte Requirent, wenn Auslieferungen von dort nachzusuchen sein möchten, zu betrachten.

Die Requisition zur Auslieferung sowohl der dänischen Deserteurs als der entwichenen Militairpflichtigen ist von den betreffenden dänischen Militair - oder Civilbehörden unmittelbar an die Grofsherzoglich-Mecklenburg - Schwerinische Regierung zu richten.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königlich dänischen Diensten befindlichen Mecklenburg - Schwerinischen Deserteurs werden bei dem Generalcommando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber an die betreffenden Königl. dänischen höchsten Civilobrigkeiten gerichtet. Diese sind: der Polizeidirector in Kopenhagen, und im Königreiche Dännemark aufserhalb Kopenhagen die Amtmänner; im Herzogthum Schleswig das Schleswigsche Obergericht zu Schleswig; im Herzogthum Holstein das Holsteinisch - Lauenburgische Obergericht zu Glückstadt, für die Stadt Altona jedoch der dortige Oberpräsident, und für das Herzogthum Lauenburg die Lauenburgische Regierung zu Ratzeburg.

§. 9. An Unterhaltungskosten wird für jeden auszuliefernden Deserteur von dem Tage der Verhaftung bis zum Tage seiner Auslieferung einschliefslich, dänischer Seits für den Tag 16 Rbfs. Silbermünze oder 5 Lfs; für ein Cürassierpferd $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 9 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh; für ein Lanzenier - Dragoner - und Husarenpferd aber täglich $\frac{7}{16}$ Scheffel Hafer, 7 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh dänisch Maafs und Gewicht; und Mecklenburg - Schwerinischer Seits für den Deserteur täglich 5 Schilling Lübisch, für

1823 ein Pferd aber täglich 10 Pfd. Hafer, 8 Pfd. Heu und 6 Pfd. Stroh gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung vorgenommen ist, und die Bezahlung erfolgt ohne die geringste Schwierigkeit gleich bei der Auslieferung.

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs, nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung, wegen Krankheit, höhere Verpflegungskosten haben verwandt werden müssen, so werden diese ebenfalls sofort bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besonderen Berechnung erstattet.

§. 10. Aufser diesen Kosten und der im nachstehenden §. 11. bemerkten Belohnung kann ein mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der einzuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben sein sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung oder Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden.

§. 11. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur entdeckt und zur Haft bringen läfst oder selber verhaftet, soll eine Gratification von 6 Rbth. 4 Mk. in Silbermünze, oder in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 4 Rthl. 8 fs. grob Courant (Mecklenburg-Schwerinischer Seits gleichfalls von 4 Rthl. 8. fs. Mecklenburger *valeur*) für einen Mann ohne Pferd, und von 13 Rbth. 2. Mk. in Silbermünze, oder in so weit es das Herzogthum Lauenburg betrifft, von 8 Rthl. 16 fs. grob Courant (Mecklenburg-Schwerinischer Seits gleichfalls von 8 Rthl. 16 fs. Mecklenburger *valeur*) für einen Mann mit dem Pferde verabreicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Ablieferung wieder erstattet werden.

In Rücksicht anderer ausgetretener Militairpflichtigen, die nicht nach §. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs, gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

§. 12. Ueber den Empfang der §. 9 und §. 11. gedachten Kosten und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quitiren.

Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten. 1823

§. 13. Allen Behörden, besonders den Gränzbehörden, wird es zur unverbrüchlichen Pflicht gemacht, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen, oder anderen Anzeichen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sey, sogleich ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

§. 14. Alle die nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt Militairpflichtig sind, und welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande Sr. Majestät des Königs von Dännemark und Sr. Königl. Hoheit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin oder zu den Truppen eines der paciscirenden Staaten begeben, sind, auf vorgängige Reclamation der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im übrigen sowohl in Hinsicht der dabei zu beachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

§. 15. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen ist es strenge untersagt, Deserteure oder solche Militairpflichtige, die ihre desfalsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegs- oder anderen Diensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu beförderen. Auch wird es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden.

Auch soll die Niederlassung Königl. Dänischer Unterthanen im Grofsherzogl. Mecklenburg-Schwerinischen Gebiete, und Grofsherzoglich Mecklenburg-

1823 Schwerinischer Unterthanen in den Königl. dänischen Staaten nur dann gestattet werden, wenn selbige nachgewiesen haben, dafs sie entweder überall nicht militairpflichtig sind, oder dafs sie ihrer Militairpflicht in ihrem Vaterlande genügt haben.

§. 16. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

§. 17. Gleichmäfsig ist es den Unterthanen beider contrahirenden Staaten untersagt, von einem jenseitigen Deserteur, Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen.

Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gegenstände, oder zur Erstattung des Werthes, ohne den mindesten Ersatz angehalten, sondern überdies, wenn er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat, mit Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

§. 18. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militairpflicht, ist streng untersagt. Derjenige, welcher sich einer solchen Uebertretung schuldig macht, soll nach den in den respectiven Staaten bestehenden Verordnungen bestraft werden.

Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht oder von seinem Vaterlande aus, auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfalsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden.

§. 19. Diejenigen Deserteure oder ausgetretene Militairpflichtige, welche innerhalb zweier Monate von der Publication dieser Convention angerechnet in den Staat, aus welchem sie entwichen sind, wieder zurückkehren, werden ihrer Entweichung wegen nicht bestraft.

§. 20. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militairdienste

des anderen Staates sich befinden, soll die Wahl 1823
freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Bei freiwilligen Capitulanten, die sich nicht zur Auslieferung qualificiren, treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Vorstehende Bestimmungen treten sogleich nach Publication dieser Verfügung in Kraft, und dienen bis zur etwanigen anderen Verfügung Allen, die es angeht, zur unabweichlichen Richtschnur.

Königl. Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzelei in Kopenhagen, den 1sten April 1823.

MOLTKE.

ROTHE. HAMMERICH. JENSEN. HÖPP. LANGHEIM.

8.

Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée à Cassel le 22 Avril 1823.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen*, Vierter Band, J. 1823. Nr. III. April. S. 15.)

Zwischen dem kurfürstlichen Staatsministerium und der Regierung des Fürstenthums Waldeck sind wegen gegenseitiger Uebernahme der Landstreicher und anderer Ausgewiesenen dieselben Bestimmungen, welche die Uebereinkunft mit dem Königreiche Preufsen über jenen Gegenstand (abgedruckt in der Gesetzsammlung vom J. 1820 S. 80-82) enthält, nur mit der Aenderung verabredet worden, dafs

1823 1. in dem Satze des §. 9: "ist dieser Staat den Eintritt in sein" "Gebiet zu gestatten nicht schuldig," nach dem Worte "Gebiet" beigefügt ist: oder den Aufenthalt in demselben, und

2. zu Uebernahme-Orten diesseits die Städte Volkmarsen, Fritzlar und Frankenberg, hingegen auf fürstlich waldeckischem Gebiete die Städte Arolsen, Nieder-Wildungen und Sachsenberg festgesetzt sind.

Die Behörden und sonst Alle, die es angehet, haben sich danach gebührend zu achten.

Cassel am 22sten April 1823

Kurfürstliches Staatsministerium
SCHMERFELD. WITZLEBEN. SCHMINKE.
vt EGGENA.

9.

Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit d'Aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles, du 26 Mai 1823.

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 2. pag. 95.)

Le Directoire de la Confédération Suisse, informé par la Note de Son Excellence le Prince de Scaletta, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, addressée à l'Agent de la Confédération Suisse à Naples le 11 Janvier 1823: — que Sa Majesté satisfaite de l'acte rendu au nom du Corps Helvétique le 29 Septembre 1821, concernant l'abolition réciproque du droit d'Aubaine entre les deux états, consent à fixer l'époque de cette

abolition réciproque à la date de Son décret royal du 12 Août 1818, en ce qui concerne les droits que le Gouvernement aurait pu exercer sur les successions ouvertes dans ses états par décès de ressortissans Suisses; mais que Sa Majesté réserve pour le tems qui s'est écoulé depuis le 12 Août 1818 jusques au 1 Septembre 1819, époque de la promulgation du code civil qui régit le Royaume, les intérêts éventuels de particuliers tiers sur les dites successions, auxquels droits éventuels la rétroactivité de l'abolition du droit d'Aubaine, durant ce même tems, ne devrait dès-lors nullement porter préjudice — 1823

déclare:

Que la condition ci-dessus est acceptée au nom de la Confédération Suisse, sous réserve de réciprocité pour les droits éventuels, qui pourraient être exercés par des tiers sur des successions échues à des sujets Napolitains en Suisse dès le 12 Août 1818 jusques au 1 Septembre 1819.

En conséquence, la Confédération Suisse envisagera l'abolition réciproque du droit d'Aubaine entre les deux états, comme définitivement consentie et réglée, lorsque Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, aura rendu et fait notifier officiellement à la Suisse un décret analogue à l'acte précité du Corps Hélvetique du 29 Septembre 1821, avec la réserve mentionnée dans la présente déclaration.

Donné à Berne le 26 Mai 1823.

L'Avoyer en charge,

Président du Directoire fédéral et de la diète Suisse:

R. DE WATTEVILLE.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

10.

1823 *Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers du 20 Mai 1823.*

(*Sur copie officielle.*)

Det kongelige Departement for de udenlandske Sager har tilmeldt Cancelliet, at det har behaget Hans Majestæt Kongen under 30te f. M. allernaadigst at resolvere, at det ikke skal være nogen Kaper, af hvilkensomhelst Nation han maatte være, tilladt at opholde sig i de danske Havne og Farvande. Kun i det Tilfælde, at saadanne Kapere, tvungne af en oeiensynlig, ved Storm og Uveir eller fiendtlig Forfoelgelse foraarsaget Fare, soege deres eneste Redning i disse Havne, maae de der modtages, og erholde den Hjelp, som Menneskeligheden kræver, men de skulle være forpligtede til, saasnart Faren er forbi, igjen at gaae i Soeen. Det tillades ei heller nogen Kaper at sende sine Priser til Danmark, eller der at sælge dem, og endog i det nysnævnte Tilfælde, naar Kapere i Noedsfald loebe ind i danske Havne, maae de ikke udlosse eller omlade de medbragte Priser, eller sælge disse eller deres Ladning hverken under eet eller stykkeviis. Til den Ende skal det ved offentlig Bekjendtgjoerelse paa det strengeste forbydes alle Hans Majestæts Undersaattere at kjoebe fremmede Kaperes Priser. Naar fremmede Krigskibe loebe ind i de danske Havne, maae de vel medbringe de Priser, de maatte have taget, men skulle være forpligtede igjen at foere dem bort med sig, og hverken udlosse eller omlade dem, eller sælge dem selv eller deres Ladning hverken under eet eller stykkeviis.

Ved at tilmelde denne allerhoeieste Resolution, skulde Man tjenstligst anmode Dem om, behageligst at ville communicere de underDeres Embedsdistrict hoerendeOevrigheder samme til Jagttagelse, samt med Tilhold offentligen at bekjendtgjoere, at det er Alle og Enhver under strengeste Straf forbuden at kjoebe de af fremmede Kapere gjorte Priser.

Det Kongelige Danske Cancellie, den 20 Mai 1823.

Kaas.

Cold. Monrad. Oersted. Lassen. Lövenskjold. Hansen. Fischer. Moltke.

10.

Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers du 20 Mai 1823. 1823

(*Traduction privée.*)

Le departement royal des affaires étrangères a informe la chancellerie qu'il a plu à S. M. le roi d'ordonner très gracieusement sous la date du 30ème du mois passé, qu'il ne doit être permis à aucun corsaire de quelque nation qu'il soit de s'arrêter dans les ports et dans les parages Danois. Seulement dans le cas où de pareils corsaires seroient forcés par un danger imminent causé par la tempête, le gros tems ou la poursuite ennemie de chercher leur unique salut dans ces ports, ils y peuvent être reçus et le secours que l'humanité demande, leur peut être rendu, mais ils doivent être obligés de se remettre en mêr sitôt que le danger sera passé. De même il n'est permis à aucun corsaire d'envoyer en Danemarc ses prises, et de les y vendre, et même dans le cas précité où des armateurs en cas de besoin entreroient dans les ports danois, ils ne devront pas y décharger ou recharger les prises qu'ils ont introduites avec eux ou les vendre elles mêmes ou leurs cargaisons en tout ou en partie. Sous ce rapport il sera defendu très sevèrement par une proclamation à tous les sujets de Sa Majesté d'achêter les prises des corsaires étrangers. Si des vaisseaux de guerre étrangers entrent dans les ports Danois, ils peuvent bien introduire avec eux dans les ports Danois les prises qu'ils ont faites, mais ils seront obligés de les emmener avec eux sans avoir le droit de les décharger ou de les récharger ou de les vendre elles mêmes et leur cargaison en tout ou en partie.

En Vous communiquant cette resolution royale, nous Vous invitons de vouloir bien la communiquer à tous les magistrats appartenans à Votre ressort pour y tenir la main et de déclarer en même tems qu'il est defendu à tous et à chacun sous les peines les plus sevères d'achêter des prises faites par des corsaires étrangers.

De la chancellerie royale Danoise, du 20 Mai 1823.

Kaas.

Cold. Monrad. Oersted. Lassen. Lövenskjold. Hansen. Fischer. Moltke.

11.

1823 *Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre la confédération Suisse et le grand-duché de Hesse du* $\frac{15\ Juillet}{19\ Sept.}$ 1823.

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 2. p. 89.)

Wir Schultheifs und Räthe der Stadt und Republik Bern, als wirklicher Eidgenössischer Vorort, beurkunden hiemit im Namen und nach der uns erklärten Zustimmung der XXII Stände der Schweiz: dafs die Schweizerische Eidgenossenschaft mit Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzogen von Hessen, in Hinsicht einer wechselseitigen allgemeinen Freizügigkeit, über nachstehende Bestimmungen übereingekommen ist:

1. Alle Vermögensabzüge, welche bisher von dem, aus der Schweizerischen Eidgenossenschaft in die Grofsherzoglich Hessischen Lande, oder umgekehrt aus den Grofsherzoglich Hessischen Landen in die Schweizerische Eidgenossenschaft gehenden Vermögen, unter was immer für einen Namen erhoben worden, sollen zwischen den beiden Staaten gänzlich aufgehoben seyn, ohne allen Unterschied, ob das Vermögen durch erlaubte Auswanderung, Kauf, Tausch, Schenkung, Erbschaft oder auf andere Weise ausgezogen werde.

2. Diejenigen Abgaben jedoch, welche in dem einen oder dem andern der beiden kontrahirenden Staaten, bei Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder allenfalls künftig eingeführt werden könnten, und auch von den eigenen Unterthanen ohne Rücksicht auf Vermögensexportation entrichtet werden müssen, — sind hierdurch nicht aufgehoben.

3. Die gegenwärtige Uebereinkunft erstreckt sich auf den ganzen Umfang der beiden kontrahirenden Staaten.

4. Nach diesem Grundsatze soll kein Unterschied 1823
defswegen gemacht werden, ob die bisherigen Abzüge in die Staatskassen geflossen, oder sonst von Standesherrschaften, Grundherrschaften, Individuen oder Corporationen bezogen worden seyen; und es sollen daher auch alle Privatberechtigungen zu Nachsteuer oder Abzug in Beziehung auf beide Staaten aufgehoben seyn.

5. Uebrigens soll bei der Anwendung der gegenwärtigen Uebereinkunft nicht der Tag des Vermögensanfalls oder der erhaltenen Erlaubnifs zur Auswanderung, sondern nur jener der wirklichen Vermögensexportation in Betracht genommen werden, so dafs von dem Augenblick an, wo die Freizügigkeitsconvention in Wirksamkeit tritt, und wozu der 1. August des laufenden Jahres 1823 als bestimmter Termin angenommen wird, — das zwar schon früher angefallene, aber noch nicht exportierte Vermögen als freizügig behandelt werden mufs.

6. Gegenwärtige, im Namen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Sr. Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen zweimal gleichlautend ausgefertigte Convention soll, nach erfolgter Auswechslung, von dem im Art. 5. genannnten Tage an, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Von dem Amtsschultheifsen der Stadt und Republik Bern, Praesidenten der Tagsatzung und des Vororts, so wie von dem Eidgenössischen Kanzler unterschrieben und mit dem Eidgenössischen Siegel versehen in Bern den 15. July 1823.

Darmstadt d. 19. Sept. 1823.

Der Amtsschultheifs des Eidgenössischen Vororts Bern,
Praesident der Tagsatzung:
R. VON WATTENWYL.
Der Eidgenössische Kanzler:
MOUSSON.

Auf besondern Allerhöchsten Befehl:
Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
Freiherr DU THIL.
V. ZANGEN.

12.

1824 *Déclaration conc. l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le duché d'Oldenbourg, publiée à Copenhague le 28 Janvier 1824.*

(*Declaration wegen gänzlicher Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den sämmtlichen Königlich Dänischen zum Deutschen Bunde nicht gehörigen Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen.* Copenhagen, 1824. 4.)

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dännemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, Thun kund hiemit: nachdem zwischen Unsern Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen die früher von den um- und wegziehenden Landes-Eingesessenen auch in Erbschafts- und andern Fällen geforderten Abschofs- oder Abzugsgelder, in so fern solche in die beiderseitigen landesherrlichen Kassen geflossen, mittelst wechselseitig getroffener und unterm 2ten August 1776 ausgefertigten Vereinbarungen gänzlich abgestellt und aufgehoben worden, haben Wir Uns nunmehro mit des rigierenden Herrn Herzogs zu Holstein-Oldenburg Liebden dahin vereinbaret, dafs die wechselseitige Aufhebung der besagten Abschofs- oder Abzugsgelder zwischen sämmtlichen Unsern zum Deutschen Bunde nicht gehörigen Staaten und den gesammten Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Landen, — so wie solches zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 in Rücksicht Unserer Herzogthümer Holstein und Lauenburg bereits Statt findet, — auch, von dem 1sten Januari des laufenden Jahres an gerechnet, auf alle die Fälle

zu erstrecken sey, wo die Erhebung derselben bis jetzt den dazu berechtigten Städten, Corporationen oder Communen vorbehalten worden. 1824

Hierüber stellen Wir demnach Unsererseits die gegenwärtige Declaration aus, welche von gleicher Kraft und Gültigkeit als die oberwähnten früheren Vereinbarungen vom 2ten August 1776 sein soll.

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Copenhagen den 28sten Januari 1824, Unserer Regierung im 16ten Jahre.

FREDERIK R.

E. *Gr.* SCHIMMELMANN.

13.

Déclaration conc. l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le ville libre et Anséatique de Hambourg, publiée à Copenhague le 26 Février 1824.

(*Declaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthume Schleswig einer und der freien und Hanse-Stadt Hamburg anderer Seits.* Copenhagen, 1824. 4.)

Nachdem Seine Majestät der König von Dännemark mit dem Senate der freien und Hanse-Stadt Hamburg dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien und Hanse-Stadt Hamburg bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie und Hanse-Stadt

1824 Hamburg mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen; so wird hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dännemark erkläret, dafs:

1. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie und Hanse-Stadt Hamburg und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschofs oder Abfahrtsgeld, (*jus detractus, census emigrationis*) erhoben werden.

2. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle denjenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmäfsig zu erlegen sind.

3. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliefsen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Communen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

4. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel treten von dem 1sten Januarii 1824 an in Kraft, wobei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftsanfalls, sondern der Exportation des Vermögens zu berücksichtigen sein wird.

5. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung; sondern es verbleibt hierunter bey den zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dännemark und der freien und Hanse-Stadt Hamburg bestehenden Verträgen und Concordaten, so wie bei den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität, welche die Person des Auswandernden und seine persönlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von Dännemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 26. Febr. 1824.

E. *Gr.* SCHIMMELMANN.

14.

Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et la confédération Suisse, du 22 Mars 1824. 1824

(*Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffende Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 2. p. 96.)

Napoli, 22 Marzo 1824.

Ferdinando I., per la grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec., Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. Gran Principe Ereditario di Toscana ec. ec. ec. —

Veduto l'articolo 2. del nostro Real decreto de' 12 Agosto 1818 col quale fu stabilito che gli stranieri non possono cominciare a godere in questo Regno delle Due Sicilie gli effetti risultanti dall' abolizione del diritto di Albinaggio che dal giorno in cui la Potenza alla quale appartengono avrà manifestato con una dichiarazione officiale di accordare la reciprocazione à Nostri Sudditi.

Vedute le dichiarazioni emesse dal Direttorio della Confederazione Svizzera à 29 Settembre 1821 ed à 26 Maggio 1823, copia delle quali è annessa al presente Decreto —

Sulla proposizione del Nostro Consigliere Ministro di Stato incaricato interinamente del Portafoglio degli Affari Esteri, —

Abbiamo risoluto di decretare e decretiamo quanto segue:

Art. I. A contare dal primo Settembre 1819, il diritto di Albinaggio non sarà esercitato nel nostro Regno delle Due Sicilie rispetto à sudditi della Confederazione Svizzera, in quella stessa guisa che à termini dell' enunciata dichiarazione de' 29 Settembre 1821, non è esercitato pe' sudditi de' Nostri Reali Domini.

1824 Per le successioni aperte nel Regno dal di 12 Agosto 1818 al di 1 Settembre 1819, il diritto di Albinaggio non sarà esercitato verso i sudditi della Confederazione Svizzera in ciò che concerne i diritti che il Regio Erario avrebbe potuto esercitare; ma restano salvi sulle successioni stesse i diritti che riguardano gl' interessi de' particolari terzi nella stessa guisa che à termini della citata dichiarazione de' 26 Maggio 1823, il diritto anzidetto non è esercitato pe' sudditi de' Nostri Reali Domini, ed è riservato à particolari terzi negli stati della Svizzera.

Art. II. I Nostri Ministri Segretari di Stato sono incaricati della esecuzione del presente decreto, ciascuno nella parte che lo riguarda.

Firmato:
FERDINANDO.

Il Consigliere Ministro di Stato, Incaricato interinamente del Portafoglio degli Affari Esteri,
firmato:
DE' MEDICI.

Il Consigliere Ministro di Stato, Presidente interino del Consiglio de' Ministri,
firmato:
DE' MEDICI.

15.

Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Meiningen, concernant la reception réciproque des vagabonds, signée le 6 Mars 1824.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Vierter Band. Jahr 1824. Nr. II. März. S. 33.)

In dieser Uebereinkunft — abgeschlossen zwischen dem kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und dem herzoglich sachsen-meiningischen geheimen Ministerium, datirt vom 6ten März d. J. — sind gleiche Bestimmungen, wie in der (durch die Gesetzsammlung vom Jahre 1820, S. 80 bis 82. mitgetheilten) Uebereinkunft mit dem Königreiche

Preufsen wegen desselben Gegenstandes, enthalten, 1824
nur unter der Abänderung, dafs

1. zum Schlusse des §. 5. zugesetzt ist:

"Auch soll den Wittwen, ingleichen den geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts-oder vorherigen Aufenthalts-Ort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden oder kinderlos geblieben ist".

2. der §. 6. am Ende den Zusatz erhalten hat:

"Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahr und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweite Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt."

3. im §. 8. nach dem Worte: "Dienstboten" eingeschaltet ist:

"Schäfer und andere Hirten"

und am Ende sich noch bestimmt findet:

"Zeitpächter sind den vorbenannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder nicht mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben."

4. im §. 9. nach den Worten: "Eintritt in sein Gebiet" beigefügt ist:

"oder den Aufenthalt in demselben".

und

5. zu Uebernahme-Orten diesseits die Stadt Schmalkalden und das Dorf Barchfeld, hingegen auf dem herzoglich meiningischen Gebiete die Städte Wasungen und Salzungen festgesetzt sind.

16.

1824 *Convention entre la Hesse électorale et le grand duché de Saxe-Weimar, concernant la réception réciproque des vagabonds, signée le* $\frac{15\ Mars}{13\ Févr.}$ 1824.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Vierter Band. Jahr 1824. Nr. II. März. S. 34.)

Diese Uebereinkunft — abgeschlossen zwischen dem kurfürstlichen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten und dem grofsherzoglich sächsischen Staatsministerium zu Weimar, unterzeichnet jenseits am 13ten Februar und diesseits am 15ten März d. J. — enthält gleiche Bestimmungen, wie die (in der Gesetzsammlung vom Jahre 1820, S. 80 bis 82 abgedruckte) Uebereinkunft mit dem Königreiche Preufsen wegen desselben Gegenstandes, jedoch unter der Abänderung, dafs sie

1. diejenigen Zusätze, welche bei der deshalbigen Uebereinkunft mit dem Herzogthume Sachsen-Meiningen verabredet und in der vorhergehenden Bekanntmachung unter Nr. 1, 2, 3 und 4. aufgeführt sind, ebenfalls begreift, und
2. zu Uebernahme-Orten auf diesseitigem Gebiete die Orte Hünfeld, Philippsthal und Netra, und auf grofsherzoglich sächsischem Gebiete die Orte Geisa, Vacha und Kreuzburg festsetzt.

17.

Ordonnance de S. A. R. le Grand-Duc de Bâde concernant le commerce avec le royaume de Wurtemberg, du 26 *Janvier* 1826.

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. II. d. 28. Januar 1826.)

Ludwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

Nachdem die im Jahr 1822. mit der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung verabredeten Zollbestimmungen, (Regierungsblatt v. J. 1822. Seite 66.) durch die gänzliche Veränderung der Zollgesetzgebung beider Staaten ihre Anwendbarkeit verloren haben, so finden Wir Uns veranlafst, in Folge der mit der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung gepflogenen Verhandlungen, folgendes zu verordnen: 1826

Art. I. In der Regel findet auf den Verkehr zwischen Baden und Würtemberg die beiderseitige allgemeine Zollgesetzgebung ihre Anwendung.

Hiernach werden auf die aus Würtemberg eingehenden Fabrikate von Seide und Floretseide, gemachte Kleider, so wie auf die, nicht durch den Marktverkehr eingebrachten, Schuhe und Hüte, ferner auf Oele aller Art, auf Fabrikate von Wolle, Baumwolle, Leder und Linnen, auf unverarbeitetes Leder, Corduan und Saffian, endlich auf *Bijouterie*-Waaren, die in der diesseitigen Verordnung vom 28. Juli v. J. Regierungsblatt Seite 117. vorgeschriebenen allgemeinen Zölle angewendet, wogegen auch die gleichen aus Baden nach Würtemberg eingeführten Gegenstände den allgemeinen Würtembergischen Zollgesetzen unterworfen sind.

Art. II. In Ansehung des Weins, welcher Würtembergisches Erzeugnifs ist, und unmittelbar aus Würtemberg eingeführt wird, bleibt es bei dem im Art. IV. der Verordnung vom 28. Juli bestimmten Zollsatz von

Einem Gulden 30 kr. per Ohm,

so wie auch der Würtembergische Zoll von

Sechs Gulden per Würtembergischen Eimer

auf Badischen Wein ferner besteht.

Art. III. Für Schuhe und Hutmacher-Arbeiten aller Art, welche unmittelbar aus Würtemberg auf Badische Märkte gebracht werden, wird ausnahmsweise ein Zoll von

Einem Gulden 40 kr. vom Centner

in der Art festgesetzt, dafs die aus Baden auf Würtembergische Märkte gebrachte Schuh- und Hutmacher-Arbeiten aller Art dort auf gleiche Weise behandelt werden.

Art. IV. Die in der Verordnung vom 18. März v. J. Regierungsblatt Seite 17. auf die Reisenden

1826 auswärtiger Handels-Häuser und Fabrikanten gelegte Abgabe findet auf die Reisenden Würtembergischer Handelshäuser und Fabrikanten ferner keine Anwendung; wogegen auch die Reisenden Badischer Handelsleute und Fabrikanten in Würtemberg von der dort eingeführten ähnlichen Abgabe frei bleiben.

Ebenso sollen die Kaufleute, Krämer und Handwerker aus Würtemberg bei dem Besuch inländischer Märkte nur solchen Abgaben unterworfen werden, welche die Inländer gleichfalls zu entrichten haben, wogegen auch die Badener bei dem Besuch der Würtembergischen Märkte der, durch §. 4. des Königlich Würtembergischen Accisgesetzes vom 18. Juli 1824. vorgeschriebenem Markt-Accise ferner nicht mehr unterliegen.

Hieran geschieht Unser Wille, mit dessen Vollziehung Unser Finanz-Ministerium beauftragt ist.

Gegeben zu Carlsruhe, in Unserm Grofsherzoglichen Staats-Ministerium, den 26. Januar 1826.

LUDWIG.

Vdt. von Böckh.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit.
Eichrodt.

18.

Convention entre le grand duché de Bâde et celui de Hesse concernant le commerce sur les frontières respectives des deux états, publiée à Carlsruhe le 2 Février 1826.

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. III. den 7. Februar 1826.

Um den Grenz-Verkehr mit dem Grofsherzogthum Hessen zu erleichtern, sind nach gepflogener Unterhandlung mit der Grofsherzoglich Hessischen Staats-Regierung, folgende Bestimmungen verabredet worden:

A. Folgende Gegenstände, welche nach vorgenommener Bearbeitung aus dem einen Grofsherzogthum wieder zurückgebracht werden, namentlich:

1. Getraide, welches Badische Staatsangehörige zum Mahlen auf Hessische Mühlen bringen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückführen: 1826
2. Holz, welches Badische Staatsangehörige auf Hessische Sägmühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen;
3. Getraide, welches Hessische Staatsangehörige zum Mahlen auf Badische Mühlen führen, und das daraus gewonnene Mehl, welches sie zurückbringen;
4. Holz, welches Hessische Staatsangehörige auf Badische Sägmühlen führen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückbringen;
5. Werkzeuge und Hausgeräthe, welche im unverpackten Zustand zur Reparatur ein- und ausgehen —

sollen, in sofern die vorgeschriebenen Kontroll-Maasregeln befolgt worden sind, völlig abgabenfrei ein- und ausgehen.

B. Zur bessern Benutzung eigenthümlicher oder gepachteter Güter, welche Bewohner des Grofsherzogthums Baden im Grofsherzogthum Hessen, oder Bewohner des Grofsherzogthums Hessen im Grofsherzogthum Baden besitzen, sollen Ein- und Ausgangszollfrei sein:

1. Die Aussat und andere zur Feld- und Reben-Kultur erforderlichen Gegenstände, welche auf solche Grundstücke geführt werden;
2. die darauf gewonnenen Früchte, Trauben und Erzeugnisse aller Art, welche unmittelbar nach der Trennung vom Grundstück eingebracht werden;
3. das Vieh, welches zum Arbeiten oder zum Waiden darauf geführt wird, und wieder zurückkehrt.

C. Von dem Transitzoll oder der Durchgangs-Gebühr sind frey: alle landwirthschaftlichen Erzeugnisse und Vieh, wenn diese Gegenstände, um von einem Ort zum andern desselben Grofsherzogthums gebracht zu werden, nicht mehr als drei Stunden Wegs das Gebiet des andern Grofsherzogthums passiren.

Vorstehende Bestimmungen werden hiermit zur allgemeinen Kenntnifs gebracht.

Carlsruhe den 2. Febr. 1826.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
In Abwesenheit des Ministers.

VON MÜSSIG.

Vdt. RÖMER.

19.

1826 *Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à Saint Petersbourg le 4 Avril 1826, entre la Russie et la Grande-Bretagne.*

(*The Times* 1828. Febr. 4. Nr. 13506.)

His Britannic Majesty having been requested by the Greeks to interpose his good offices, in order to obtain their reconciliation with the Ottoman Porte — having in consequence, offered his mediation to that power and being desirous of concerting the measures of his government, upon this subject, with his Majesty the Emperor of all the Russias: and His Imperial Majesty, on the other hand, being equally animated by the desire of putting an end to the contest of which Greece and the Archipelago are the theatre, by an arrangment which shall be consistent with the principles of religion, justice and humanity, the undersigned have agreed —

1. That the arrangment to be proposed to the Porte, if that Government should accept the proffered mediation, should have for its object to place the Greeks towards the Ottoman Porte in the relation hereafter mentioned: —

Greece should be a dependency of that empire and the Greeks should pay to the Porte an annual tribute, the amount of which should be permanently fixed by common consent. They should be exclusively governed by authorities chosen and named by themselves, but in the nomination of which authorities the Porte should have a certain influence.

In this state, the Greeks should enjoy a complete liberty of conscience, entire freedom of commerce and should, exclusively, conduct their own internal government.

In order to effect a complete separation between individuals of the two nations, and to prevent the collisions which must be the necessary consequences

19.

Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à Saint Petersbourg, le 4 Avril 1826, *entre la Russie et la Grande-Bretagne.*

1826

(*Le Moniteur* 1828. Nr. 37.)

S. M. Britannique ayant été priée par les Grecs d'interposer ses bons offices, à l'effet d'obtenir leur reconciliation avec la Porte-Ottomane, ayant en consequence offert sa médiation, à cette puissance et desirant concerter les mesures de son gouvernement à ce sujet, avec S. M. l'empereur de toutes les Russies, et d'autre part S. M. impériale étant animée du désir de mettre fin au conflit dont la Grèce et l'Archipel sont le théâtre, par un arrangement compatible avec les principes de la religion, de justice et d'humanité, les soussignés sont convenus:

1. Que l'arrangement à proposer à la Porte, si ce gouvernement acceptoit la médiation offerte, auroit pour objet de placer les Grecs, à l'égard de la Porte-Ottomane, dans la relation, ci après mentionnée.

"La Grèce seroit une dépendance de cet empire, et les Grecs payeroient à la Porte un tribut annuel dont le montant seroit, de commun accord, fixé d'une manière permanente. Ils seroient exclusivement gouvernés par des autorités choisies et nommées par eux-mêmes, mais dans la nomination desquelles la Porte auroit une certaine influence."

"Dans cet état, les Grecs jouiroient d'une liberté publique complette de conscience et de commerce, et dirigeroient exclusivement leur gouvernement extérieur."

"Afin d'effectuer une séparation complette entre les individus des deux nations, et de prévenir les collisions qui seroient la conséquence d'une lutte aussi

1826 of a contest of such duration, the Greeks should purchase the property of the Turks, whether situated on the continent of Greece, or in the islands.

2. In case the principle of a mediation between Turks and Greeks should have been admitted, in consequence of the steps taken with that view by His Britannic Majesty's Ambassador at Constantinople, His Imperial Majesty would exert, in every case, his influence to forward the object of that mediation. The mode in which and the time at which, his Imperial Majesty should take part in the ulterior negociations with the Ottoman Porte, which may be the consequence of that mediation, should be determined hereafter by the common consent of the governments of His Britannic Majesty and His Imperial Majesty.

3. If the mediation offered by His Britannic Majesty should not have been accepted by the Porte, and whatever may be the nature of the relations between His Imperial Majesty and the Turkish Government, His Britannic Majesty and His Imperial Majesty will still consider the terms of the arrangment specified in Nr. 1. of this protocol, as the basis of any reconciliation to be effected by their intervention, wheter in concert or separately, between the Porte and the Greeks; and they will avail themselves of every favourable opportunity to exert their influence with both parties, in order to effect their reconciliation on the above-mentioned basis.

4. That His Britannic Majesty and His Imperial Majesty should reserve to themselves to adopt, hereafter, the measures necessary for the settlement of the details of the arrangment in question, as well as the limits of the territory and the names of the islands of the Archipelago to which it shall be applicable and it shall be proposed to the Porte to comprise under the denomination of Greece.

5. That, moreover, His Britannic Majesty and His Imperial Majesty will not seek, in this arrangement, any increase of territory, nor any exclusive influence, nor advantage in commerce for their subjects, which shall not be equally attainable by all other nations.

longue, les Grecs acheteroient les propriétés des Turcs 1826
situées sur le continent de la Grèce ou dans les isles.

2. Dans le cas où le principe d'une médiation entre les Turcs et les Grecs auroit été admis en conséquence des mesures prises dans cette vue par l'ambassadeur de S. M. Britannique à Constantinople, S. M. Impériale emploieroit dans tous les cas son influence pour atteindre l'objet de cette médiation. Le mode et le tems où S. M. Imperiale prendroit part aux négociations ultérieures avec la Porte-Ottomane, qui peuvent être la conséquence de cette médiation, seroit ci-après déterminé du consentement commun du gouvernement de S. M. Britannique et de S. M. Impériale.

3. Si la médiation offerte par S. M. Britannique n'avoit pas été acceptée par la Porte, et quelle que puisse être la nature des relations entre S. M. Impériale et les gouvernement Turc, S. M. Britannique et S. M. Impériale n'en considéreront par moins les termes de l'arrangement specifié dans le Nr. 1. du présent protocole, comme la base de toute reconciliation à effectuer par leur intervention, soit de concert, soit séparément, entre la Porte et les Grecs; et elles profiteront de toutes les occasions favorables pour employer leur influence auprés des deux parties, afin d'effectuer leur reconciliation sur la base ci-dessus mentionnée;

4. Que S. M. B. et S. M. I. se réserveront d'adopter par la suite les mesures nécessaires pour régler les détails de l'arrangement en question ainsi que les limites du territoire et les noms des îles de l'Archipel auxquelles il sera applicable, et qu'il sera proposé à la Porte de comprendre sous la dénomination de Grèce;

5. Qu'en outre, S. M. B. et S. M. I. ne chercheront dans cet arrangement aucun aggrandissement de territoire, aucune influence exclusive ni avantages commerciaux pour leurs sujets qui ne seroient pas également accessibles pour toutes les autres nations;

1826 6. That His Britannic Majesty and His Imperial Majesty, being desirous that their Allies should become parties to the definitive arrangments of which this protocol contains the outline, will communicate this instrument, confidentially, to the courts of Vienna, Paris and Berlin, and will propose to them, that they should, in concert with the Emperor of Russia, guarantee the treaty by which the reconciliation of the Turks and Greeks shall be affected, as His Britannic Majesty cannot guarantee such a treaty.

St. Petersburgh, April 4 (March 23) 1826.

(*Signed*) WELLINGTON.
NESSELRODE.
LIEVEN.

20.

Convention entre le grand duché de Bâde et le royaume de Wurtemberg, concernant le commerce sur les frontières respectives des deux états, publiée à Carlsruhe le 15 *Avril* 1826.

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. IX. d. 20. April 1826.)

Zur Erleichterung des Gränzverkehrs mit dem Königreich Würtemberg wird in Folge der mit der Königlich Würtembergischen Staats-Regierung getroffenen Verabredung und nach erfolgter allerhöchsten Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit hiermit verordnet:

A. Frei vom Eingangszoll und Ausgangszoll sind:

1. Holz, welches Badische Staats-Angehörige auf Würtembergische Sägmühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen.

6. Que S. M. B. et S. M. I. desirant que leurs alliés 1826
deviennent parties aux arrangemens définitifs dont le présent protocole contient l'esquisse, communiqueront confidentiellement cet instrument aux cours de Vienne, de Paris et de Berlin, et leur proposeront de garantir, de concert avec l'empereur de Russie, le traité au moyen duquel la réconciliation des Turcs et des Grecs sera effectuée, S. M. B. ne pouvant garantir un tel traité.

Saint Petersbourg, le 4 Avril (23 Mars) 1826.

Signés : WELLINGTON.
NESSELRODE
LIEVEN.

---

2. Holz, welches Würtembergische Staats-Angehörige auf Badische Sägmühlen bringen, und die daraus gefertigten Schnittwaaren, welche sie zurückführen.
3. Die Aussaat und andere zur Feld- und Reben-Cultur erforderlichen Gegenstände, welche auf eigenthümliche oder gepachtete Grunstücke auf benachbartem auswärtigen Staats-Gebiet gebracht werden.
4. Vieh, welches zum Arbeiten oder zum Waiden darauf geführt wird, und wieder zurückkehrt.
5. Die darauf gewonnenen Früchte, Trauben und Erzeugnisse aller Art, welche unmittelbar nach der Trennung vom Grundstück eingebracht werden.

B. Frei vom Ausgangszoll sind, aufser den durch Art. 5. der Landesherrlichen Verordnung vom 28ten Juli 1825. im Allgemeinen freigegebenen Erzeugnissen, bei der Ausfuhr nach Würtemberg folgende Gegenstände:

1. Abfälle zum Düngen,
2. Butter,
3. Kartoffeln,
4. Dünger,
5. Eyer,
6. Geflügel,
7. Gemüse,
8. Milch,
9. Obst,
10. Runkelrüben,
11. Schmalz,
12. Spreu,
13. Wurzelgewächse.

1826 C. Frei von dem Transitzoll sind alle Landwirthschaftlichen Erzeugnisse und Vieh, wenn diese Gegenstände, um von einem Ort zu einem andern desselben Staates gebracht zu werden, nicht mehr als 3 Stunden Wegs das Gebiet des andern Staates passiren.

D. Der Controle wegen sind die Staats-Angehörigen, welche Holz und resp. Schnittwaaren ein- und ausführen, und die sub lit. A. 1. und 2. genannte Freyheit geniefsen wollen, verbunden, sowohl an der Austritts- als Eingangs-Station die Anzeige zu machen, und gegen Entrichtung eines Kreuzers einen Passirschein zu nehmen.

Die Zollbehörden führen Aufzeichnungen über die Transporte, und erheben nachträglich den gesetzlichen Zoll, wenn nicht innerhalb 4. Wochen die entsprechende Quantität Schnittwaaren zurückgebracht wird. Die Aus- und Einfuhr mufs an derselben Station geschehen.

Dieselben Vorschriften sind auch bei dem durch Verordnung vom 17. December vorigen Jahrs Regierungsblatt S. 225. frei gegebenen Besuch der benachbarten Mühlen zu beobachten.

Wenn der Transportant mit den sub. lit. C. genannten Gegenständen auf dem Transit eine Zollstation passirt, so mufs er daselbst die Anzeige machen, und einen Passirschein gegen Entrichtung eines Kreuzers nehmen.

Die Kreisdirectorien werden beauftragt, diese Anordnung durch die Anzeigeblätter bekannt zu machen, und mit dem ersten May laufenden Jahrs in Vollzug zu setzen.

Carlsruhe den 15ten April 1826.

Finanz-Ministerium.

VON BÖCKH.

Vdt. SCHWARZ.

21.

Recès principal de liquidation entre le Danemarc et l'Hanovre concernant le duché de Lauenbourg, signé à Hambourg le 24 Juin 1826. 1826

(*Haupt - Liquidations - Recefs zwischen Dännemark und Hannover wegen des Herzogthums Lauenburg.* Copenhagen, 1826. 4.)

Nachdem der zur Vollziehung der tractatenmäfsigen Uebergabe des, von der Krone Hannover zuerst an die Krone Preufsen und von Letzterer wieder an die Krone Dännemark cedirten Theils des Herzogthums Lauenburg, zu Ratzeburg am 26sten Juli 1816 abgeschlossene Recefs einige Gegenstände zu künftiger Erledigung ausgesetzt und die gänzliche Auseinandersetzung des nunmehrigen Königl. Dänischen Herzogthums Lauenburg, sowohl von dem bei der Krone Hannover tractatenmäfsig verbliebenen Theile des vormaligen Herzogthums Lauenburg, als von den übrigen Königl. Hannoverschen Provinzen, eine Uebereinkunft nothwendig gemacht hat; so sind um über alle hierauf Bezug habende Gegenstände in Unterhandlung zu treten, von beiden Seiten Bevollmächtigte ernannt worden, nämlich:

von Sr. Majestät dem Könige von Dännemark, der Geheime Legationsrath Johann Georg Rist, Ritter vom Dannebrog und Dannebrogsmann, wie auch der wirkliche Etatsrath, Amtmann zu Schwarzenbeck, Friederich Wilhelm Compe, Ritter vom Dannebrog und Guelphen-Orden, und

von Sr. Majestät dem Könige des vereinigten Königreichs Grofsbritannien und Irland, König von Hannover, der Geheime Legationsrath Johann Friederich Albrecht von Duve, Ritter des Guelphen-Ordens und des Kaiserl. Königl. Oesterreichschen Leopold-Ordens, Minister-Resident bei den freien und Hansestädten und General-Consul zu Hamburg,

1826 und haben vorbenannte Bevollmächtigte, welche sich zu seiner Zeit durch die ad acta genommenen Vollmachten gehörig legitimirt, und über die zu verhandeln vorgekommenen Gegenstände längere Unterhandlung gepflogen, nunmehr unter Vorbehalt der Ratification von Seiten der Allerhöchsten Committenten sich über folgende Bestimmungen vereinbart.

Erster Abschnitt.

Auseinandersetzung der landschaftlichen Schuld-Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Theils, des Herzogthums Lauenburg und des ganzen Herzogthums Lauenburg, von den mit demselben in gemeinschaftlichem Verbande gewesenen Hannoverschen Provinzen.

§. 1. Die Vertheilung der auf dem ganzen vormaligen Herzogthum Lauenburg haftenden privativen Landesschulden unter den Königl. Dänischen und den Königl. Hannoverschen Theil des Herzogthums Lauenburg, geschieht in Gemäfsheit einer dieserhalb unterm 14ten Februar und 10ten März 1818 getroffenen Commissarischen Vereinbarung, nach einem Theilungs-Maafsstabe, bei dem eine aus der Zählungs-Liste der Einwohner vom Jahre 1810, dem Ertrage der Defensions-Steuern des Jahres 1810 und der provisorischen Contribution im Jahre 1814 gezogenen Durchschnitts-Summe zum Grunde gelegt wird, und der hiernach das Verhältnifs des Königl. Dänisch-Lauenburgischen zu dem Königl. Hannoverisch Lauenburgischen Landes-Antheil wie c^a 3½ zu 1 festsetzet.

§. 2. Nach dem angenommenen Theilungs-Principe hat die Krone Hannover von den auf dem ganzen vormaligen Herzogthum Lauenburg haftenden Landesschulden von . . . . . 249,559 Rthl. 22 fsl. für den bei dem Königreiche Hannover verbliebenen Lauenburgischen Landes-Antheil die Quote von

56,126 Rthl. 13 Mgr. 7 Pf. in N⅔ Stücken.

übernommen.

Diese Capital-Summa von 56,126 Rthl. 23 Mgr. 7 Pf. in N⅔ Stück. ist nebst den darauf bis zum 1sten November 1813 rückständigen Zinsen von der Krone Hannover mittelst angekaufter Lauenburgischen Lanschaftlichen Obligationen bezahlt, und der Empfang

dieser Obligationen von dem Bevollmächtigten der Lauenburgischen Ritter- und Landschaft quittirt, und damit die Rata der Landschaftlichen Schuld, welche auf den Königl. Hannoverschen Theil des Herzogthums Lauenburg fällt, für gänzlich getilgt erklärt worden. 1826

Die auf diese Capital-Rata seit dem 1sten Januar 1816 als dem Termino a quo der Auseinandersetzung des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Lauenburgischen Landes-Antheils aus der Landschaftlichen Casse vorgeschossenen Zinsen

bis zum	1sten Nov.	1819	von	6680 Rthl.	17 Mgr.-Pf.
— —	1sten Mai	1820	—	1113 —	13 - - -
— —	1sten Nov.	1820	—	1113 —	13 - - -
			in Summa	8907 Rthl.	7 Mgr.-Pf.

werden in der landschaftlichen Schluſs-Abrechnung §. 13. der Krone Hannover zur Last gerechnet.

§. 3. Die von der Krone Hannover an die Krone Frankreich in Gefolg der Friedensschlüsse vom 31sten Mai 1814 und 20sten November 1815, wegen der, während der Französischen Occupation der Hannoverschen Lande, den gesammten Gläubigern der Landschaften mit Einschluſs der Gläubiger der Lauenburgischen Landschaft, nicht ausbezahlten Zinsen ihrer Capitalien, angebrachte Reclamation ist mit andern Forderungen durch den zu Paris am 25sten April 1818 geschlossenen Vergleich mittelst eines Aversional-Quantums erlediget worden.

Die aus diesem Aversional-Fond den Gläubigern der Lauenburgischen Landschaft für ihre Retardat-Zinsen nach den dieserhalb angenommenen Grundsätzen zustehende, und zu

16, 172 Rthl. 32 ſs. 4 Pf. in N$\frac{2}{3}$ Stücken
und 9, 280 Rthl. 4 ſs. 3 Pf. in Pistolen à 5 Rthl.

liquidirte Summe, ist von der Krone Hannover der Lauenburgischen Landschaft zur Vertheilung an die einzelnen Gläubiger ausbezahlt worden.

§. 4. Nach dem Uebergabe-Recesse Art. XV. gehen die Landes-Revenüen des an die Krone Dännemark cedirten Lauenburgischen Landestheils vom 1sten Jan. 1816 an diese Krone über. Folglich wer-

1826 den die vor dem 1sten Jan. 1816 aus dem ganzen Herzogthum Lauenburg, und die seit diesem Termino aus dem bei der Krone Hannover verbliebenen Lauenburgischen Landestheile, in die landschaftliche Casse geflossenen öffentlichen Abgaben, der Krone Hannover restituirt, welche nach geschehener Liquidation betragen:

1. An erhöheter Contribution und Exemten-Steuer vom Jahre 1816: Rthl. 1,200 31 Gr. 6 Pf. Courant oder . . N⅔

	Rthl.	Mgr	Pf.
	1,239	21	7½
2. Ueberschuſs der Stempelsteuer-Rechnung vom Jahre 1815 113 Rthl. 13 Gr. 4 1/7 5/6 Pf. Court. oder	117	1	2
und von den in dieser Rechnung von 1815 in der Ausgabe als Zuschuſs zu den Zinsen pro 1mo Mai 1816 berechneten 1,650 Rthl. 2 Gr. 6 Pf. die Rata des Königl. Dänisch Lauenburgischen Theils	1,278	34	3
in Summa N⅔ Rthl.	2,635	21	4½

Dahingegen die Krone Hannover aus der Contributions-Liquidation von 1816 einen Vorschuſs von Rthl. 2,905. 28 Mgr. 2 11/14 Pf. in N⅔ zu erstatten hat, so kommen der Krone Dännemark nach Abzug obiger 2,635 Rthl. 21 Mgr. 4½ Pf. in N⅔ zu Gute Rthl. 270. 6 Mgr. 6 8/28 Pf. in N⅔ Stücken, und werden diese der Krone Hannover in der landschaftlichen Schluſs-Abrechnung §. 13. zur Last gerechnet.

§. 5. Die Auseinandersetzung der Lauenburgischen Landschaft von den übrigen Landschaften des vormaligen Churfürstenthums Hannover, wegen der, durch die Französische Occupation verursachten Kosten, geschieht nach dem im Anfange der Occupation von dem Landes-Deputations-Collegio zu Hannover festgesetzten Prinzipe, daſs zu diesen Kosten alle Landschaften pro Rata beitragen, und zu einem Gesammt-Beitrage von 100,000 Rthl. die Lauenburgische Landschaft mit Einschluſs der Möllnschen Pertinenzien Rthl. 1,915. 23 Mgr. 4 Pf. concurriren solle.

Die nach diesem Principe der Lauenburgischen Landschaft zur Last fallenden Occupations-Kosten werden zwischen dem bei der Krone Hannover verbliebenen, und dem an die Krone Dännemark cedirten Lauenburgischen Landestheil gleichfalls nach dem im §. 1. festgestellten Principe vertheilt. 1826

§. 6. Von den Natural-Magazin Lieferungs-Quoten ist die X, XI und XII Quote von dem Herzogthum Lauenburg nicht eingeliefert worden, und wird von dieser im Ganzen 16,286 Rthl. 7 Mgr. 2 Pf. betragenden Schuld, nach Abzug der davon nach dem angenommenen Theilungs-Maafsstabe auf den bei der Krone Hannover verbliebenen Lauenburgischen Landestheil fallenden . . . . Rthl. 3,662. 29 Mgr. 2 Pf.

der Krone Dännemark für den Königl. Däuischen Lauenburgischen Landestheil . mit — 12,623. 14 — - -

in der landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13 zur Last gerechnet.

§. 7. Die Ausgleichungs-Berechnung der im gemeinschaftlichen Verbande gewesenen Hannoverschen Landschaften wegen der, durch die französiche Occupation veranlafsten Leistungen an baarem Gelde und Naturalien, aus den einzelnen Landschaften, hat ergeben, dafs die Lauenburgische Landschaft an Vorschufs zu fordern hat:

	Rthl.	Mgr	Pf.
a. aus der Periode vom 3. Junii 1803 bis ultimo Junii 1806	21,279	11	5
b. aus der Periode vom 1. Julii 1806 biz 19. Septbr. 1807	17,308	20	7
c. aus der Periode vom 19. Septbr. 1807 bis 1. März 1810	20.213	1	-
Summa .	58,800	33	4

von welcher Summe nach Abzug der davon auf den bei der Krone Hannover verbliebenen Theil des Herzogthums Lauenburg fallenden

Rthl. 13,224. 19. Gr. - Pf.

der Krone Dännemark für den Königl. Dänisch-Lauenburgischen Theil . . . . — 45.576. 14 - 4 -

in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. zu Gute gerechnet werden.

1826 §. 8. Die aus der französischen Occupations-Zeit herrührenden, auf den gesammten Hannoverschen Landschaften jener Zeit annoch haftenden Schulden betragen:

1,717,683 Rthl. 5 Mgr. N$\frac{2}{3}$,

von welchen das ganze Herzogthum Lauenburg die Summa von . . . . . 32,904 Rthl. 30 Gr. 2 Pf.

und von dieser der bei der Krone Hannover verbliebene Theil desselben . 7,400 — 16 Gr. - Pf.

und der an die Krone Dännemark cedirte Theil desselben . . . . . 25,504. — 14 - 4 -

übernimmt.

Aufser obigen Gesammt-Schulden sind im Jahre 1820 noch einige Forderungen Hannoverscher Unterthanen aus der französischen Occupations-Zeit ad statum liquidi gebracht, und als Landesschuld anerkannt worden, welche zusammen die Summa von

4,293 Rthl. 3 Mgr. in N$\frac{2}{3}$

betragen, und von denen der an die Krone Dännemark cedirte Theil des Herzogthums Lauenburg

63 Rthl. 28 Mgr. 2 Pf. in N$\frac{2}{3}$

übernimmt.

Da auf diese Weise die Krone Dännemark für den ihr cedirten Lauenburgischen Landestheil einen verhältnifsmäfsigen Antheil von der aus der französischen Occupations-Zeit erwachsenen Hannoverschen Gesammt-Landesschuld übernimmt und an die Krone Hannover vergütet, so werden dagegen sämmtliche aus dieser Schuld entstehende Forderungen allein aus den Landesmitteln des Königreichs Hannover befriediget, und sind die von einzelnen Communen zu fordern gehabten Hospitalkosten, welche zusammen die Summe von 6,643 Rthl. - Mgr. 2 Pf. betragen, an dieselben auch baar ausgezahlet worden.

Von den während der Französischen Occupation von den sämmtlichen Hannoverschen Provinzen angeliehenen Capitalien sind die Retardat-Zinsen bis zum 1sten November 1813, so wie die laufenden Zinsen von da bis zum 1sten Nov. 1820 zu

308,900 Rthl. in Pistolen zu 5 Rthl.

berechnet worden, und übernimmt von diesen die Krone Dännemark die auf den Königl. Dänischen Antheil des Herzogthums Lauenburg fallende verhältnifsmäfsige Rata von 4,591 Rthl. 25 Mgr. in Pistolen, 1826

	Rthl.	Mgr.	Pf.
oder	4,285	21	N⅔
welche nebst oben berechneten Antheil an der gesammten Capital-Schuld von	25,504	14	4
und	63	28	2
in Summa .	29,853	27	6

in N⅔ Stücken der Krone Hannover in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. zu Gute gerechnet werden.

§. 9. Die auf Veranlassung der französischen Gewalthaber von den drei freien Hansestädten Bremen, Hamburg und Lübeck in den Jahren 1804 und 1805, gegen Verbriefungen der vereinigten Hannoverschen Provinzen hergeliehenen Capitale, und zwar

von Bremen
unterm 17ten September 1804 250,000 Rthl. Gold

von Hamburg
unterm 12. Jan. 1804 1,500,000 Mk. Bco.
— 26. Oct. 1804 625,000 Mk. —
2,125,000 Mk. Bco.

von Lübeck
unterm 5. Mai 1804 350,000 Mk. Bco.
— 25. Apr. 1805 105,000 Mk. —
455,000 Mk. Bco.

sind wegen der dabei obwaltenden besonderen Umstände anfangs als Landesschuld nicht anerkannt worden; die Krone Hannover hat sich aber nachmals mit den drei Hansestädten dahin verglichen, dafs sie, unter Verzichtleistung auf alle rückständige Zinsen, für ihre Capital-Forderungen überall nur

1. die Stadt Bremen . . 200,000 Rthl. in Golde
2. die Stadt Hamburg . . 1,700,000 Mk. Bco.
3. die Stadt Lübeck . . . 364,000 Mk. Bco.

aus der Hannoverschen Landes-Casse bezahlt erhalten.

Von diesen Vergleichs-Summen hat der an die Krone Dännemark cedirte Theil des Herzogthums

1826 Lauenburg einen verhältnifsmäfsigen Antheil zu übernehmen, und ist dieser nach den in obigen §§. 1 und 4 angegebenen Proportionen berechnet worden:

	Rthl.	Mgr.	Pf.
1. zu der Bremischen Vergleichs-Summe 2,969 Rthl. 22 Mgr. 6½ Pf. Gold, oder	2,901	29	4½
2. - - Hamburgisch. Vergleichs-Summe 25,241 Mk. 8 fsl. Banco	10,959	9	—
3. - - Lübeckschen Vergleichs-Summe 5,404 Mk. 12 fsl. Banco	2,346	20	—
in Summa	16,207	22	4½

in N⅔ Stücken,

welche Summe der Krone Dännemark in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13 zur Last gerechnet wird.

§. 10. Die von der Krone Dännemark gegen die Krone Hannover erhobenen Ansprüche wegen des während der Französischen Occupation der Hannoverschen Lande von dem Französischen Intendanten *Belleville* im Jahre 1807 ausgeschriebenen gezwungenen Anlehns sind, abgesondert von den übrigen Liquidations-Gegenständen, von den beiderseitigen Commissarien, mittelst eines am 11ten December 1822 abgeschlossenen, und von Seiten der Krone Dännemark am 23sten December 1822, und von Seiten der Krone Hannover am 27sten December 1822 ratificirten Vergleichs, dahin ausgeglichen worden, dafs die Krone Hannover an die Krone Dännemark eine Aversional-Summe von

30,000 Rthl. in N⅔ Stücken

zahlt, welche Summe auch, nach erfolgter gegenseitiger Ratification, sofort ausgezahlt worden ist, und dagegen die Krone Dännemark für sich und Namens der Landstände des Herzogthums Lauenburg auf alle aus diesem gezwungenen Anlehn herrührende Entschädigungs-Ansprüche an die Krone Hannover und an die Hannoverschen allgemeinen Stände für ewige Zeiten verzichtet hat.

§. 11. Die von der Landschaft des Herzogthums Lauenburg gemachten Forderungen aus dem Kriegs-Ueberzuge 3er Französischen und 1nes Preufsischen Armee-Corps im Herbste 1806 sind, da solche nicht völlig ad statum liquidi haben gebracht werden können, nach einer vergleichsmäfsigen Liquidation vom

20sten September 1821 dahin ausgeglichen worden, 1826
dafs die Krone Hannover an die Krone Dännemark, für den Königl. Dänischen Antheil des Herzogthums Lauenburg, die Summe von 47,657 Rthl. 8 Mgr. $-\frac{25}{28}$ Pf. N$\frac{2}{3}$ auszahlt, und dagegen die Krone Dännemark alle Ansprüche der Eingesessenen im Königl. Dänischen Antheile des Herzogthums Lauenburg aus diesem Kriegs-Ueberzuge allein befriediget.

Vorgenannte Summa von

47,657 Rthl. 8 Mgr. $-\frac{25}{28}$ Pf. N$\frac{2}{3}$

wird der Krone Hannover in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. zur Last gerechnet.

Die Angelegenheit wegen der frühern Prästationen an Kaiserl. Russische Truppen in den Jahren 1805 und 1806 ist von Seiten der Krone Hannover mit der Krone Rufsland dahin beseitiget worden, dafs unter Zurechnung der zu der Zeit erhaltenen Magazin-Vorräthe, und unter Verzichtleistung auf die in die 3te und 4te Classe gesetzten Ansprüche, der Gesammt-Betrag der in die 1ste und 2te Classe gesetzten Forderungen bezahlt sind.

Der davon den Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen gebührende, und die Summe von

13,800 Rthl. 17 Mgr. 8 Pf. und 6,184 Rthl.

betragende Antheil ist gegen Quittungen, welche zugleich den namentlichen Verzicht auf die von Seiten der Krone Rufsland zurück gewiesenen in die 3te und 4te Classe gesetzten Ansprüche enthalten, von der Krone Hannover an die Krone Dännemark baar ausbezahlet worden.

§. 12. Die Unterthanen in dem an die Krone Dännemark abgetretenen Theile des Herzogthums Lauenburg haben, gleich andern in gleichem Falle befindlichen Einwohnern der Hannoverschen Lande, während der Kriegs-Operationen in den Jahren 1813 und 1814 bedeutende Prästationen an die alliirten Truppen geleistet, und darauf nach und nach aus Hannoverschen Cassen Zahlung erhalten, nicht allein für diejenigen Corps deren Zehrung auf Hannoversche Kosten ging, sondern auch für andere Corps, mit deren Dienstherrschaften dieserhalb von der Krone Hannover Uebereinkunft wegen des Ersatzes getroffen worden ist.

1826 Die weitere Betreibung der noch unberichtigten Forderungen der Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen an fremde Souveraine wegen der ihren Truppen geleisteten Verpflegungsmittel, bleibt der Krone Dännemark allein überlassen, und ist Derselben zu diesem Behufe eine General-Uebersicht dieser Forderungen, nebst sämmtlichen zur Begründung derselben bei der anzustellenden Liquidation dienenden Original-Belegen unter dem 30sten Januar 1818 übergeben worden.

Da indessen früher schon eine Forderung der Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen für Verpflegung Kaiserlich Russischer Truppen von

13,276 Rthl. 33 Mgr. in N$\frac{2}{3}$,

und für Verpflegung Königl. Preussischer Truppen von

1,269 Rthl. 18 Mgr. in N$\frac{2}{3}$,

von der Krone Hannover bei den Liquidations-Verhandlungen mit dem Kaiserl. Russischen und Königl. Preufsischen Gouvernement mit zur Liquidation gebracht und justificirt worden war, so sind, nach dafür von diesem beiden Gouvernements erhaltener Vergütung, gedachte Forderungen von

13,276 Rthl. 33 Mgr. und 1,269 Rthl. 18 Mgr. N$\frac{2}{3}$

von der Krone Hannover an die Krone Dännemark zur Auszahlung an die Reclamanten baar ausgezahlt worden.

Die Forderung der Krone Dännemark für die von den Königl. Dänisch-Lauenburgischen Unterthanen an die Hanseatischen und andere im Königl. Grofsbritannischen Solde gestandenen Truppen im Jahre 1813 und 1814 geschehenen Lieferungen ist dahin ausgeglichen worden, dafs dafür eine Aversional-Summe von 1,800 Rthl. in N$\frac{2}{3}$ Stücken und anfserdem, als besonders liquidirt, die Summe

von 45 Rthl. 31 Mgr. 6 Pf. N$\frac{2}{3}$,

von der Krone Hannover an die Krone Dännemark ausbezahlt wird, und werden diese beiden Summen

mit 1845 Rthl. 31 Mgr. 6 Pf. N$\frac{2}{3}$

in der Landschaftlichen Schlufs-Abrechnung §. 13. der Krone Hannover zur Last gerechnet.

§. 13. Das Resultat der in vorstehenden §§. 1826
näher angegebenen Auseinandersetzung der Landschaftlichen Schuld-Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg und des ganzen Herzogthums Lauenburg von den mit demselben in gemeinschaftlichem Verbande gewesenen Hannoverschen Provinzen ergibt:

1. als Schuld der Krone Hannover.

	Rthl.	Mgr	Pf.
a. Die Zinsen der von dem Königl. Hannoversch-Lauenburgischen Landes-Antheil übernommenen Quote von den Lauenburgischen privativen Schulden vom 1sten Januar 1816 bis 1sten Nov. 1820 (§. 2),	8,907	7	—
b. Vorschufs aus der Contributions- und Stempel-Steuer Liquidation (§. 4.)	270	6	$6\frac{8}{28}$
c. Aus der Ausgleichungs-Rechnung der gesammten Hannoverschen Provinzen . . . . . (§. 7.)	45,576	14	4
d. Wegen Kriegs-Prästationen im Jahre 1806 . . . . . (§. 11.)	47,657	8	$\frac{25}{28}$
e. Für Lieferungen an im Grofsbritannischen Solde gestandene Truppen in den Jahren 1813 und 1814. (§. 12.)	1,845	31	6
N⅔ Rthl. .	104,256	32	$1\frac{5}{28}$

2. als Schuld der Krone Dännemark.

	Rthl.	Mgr.	Pf.
a. Die nicht eingelieferten Natural-Magazin-Lieferungs-Quoten (§. 6.)	12,623	14	-
b. Von der gesammten Hannoverschen Schuld an Capital und Zinsen . . . . . (§. 8.)	29,853	27	6
c. Von den Hanseatischen Anleihen (§. 9.)	16,207	22	$4\frac{1}{2}$
N⅔ Rthl. .	58,684	28	$2\frac{1}{2}$

Nach Abzug der letztern als Schuld der Krone Dännemark berechneten Summe von 58,684 Rthl. 28 Mgr. $2\frac{1}{2}$ Pf. N⅔ von der erstern als Schuld der

1826 Krone Hannover berechneten Summe von 104,256 Rthl. 32 Mgr. $1\frac{1}{28}$ Pf. N$\frac{2}{3}$ bleibt von der Krone Hannover an die Krone Dännemark noch auszuzahlen die Summa von

45,572 Rthl. 3 Mgr. $7\frac{19}{28}$ Pf. in N$\frac{2}{3}$.

Die baare Auszahlung dieser Summe geschieht gleich nach erfolgter gegenseitiger Ratification des gegenwärtigen Recesses, und erklären beide Theile, dafs damit alle aus dem früheren landschaftlichen Verhältnisse des Königl Dänischen und Königl. Hannoverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg und aus dem frühern Verbande dieses Herzogthums mit den Hannoverschen Landschaften herrührende gegenseitige Ansprüche und Anforderungen an baarem Gelde, ein für allemal abgethan und für immer beseitiget seyn sollen.

Zweiter Abschnitt.

Auseinandersetzung der Domanial - Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Theils des Herzogthums Lauenburg.

§. 14. Zur Ausgleichung und Beseitigung der Differenz, welche wegen der auf dem an die Krone Dännemark abgetretenen Theile des Herzogthums Lauenburg haftenden Kammerschulden obgewaltet hat, ist zwischen beiden Allerhöchsten Gouvernements die unmittelbare Uebereinkunft getroffen worden, dafs die Krone Dännemark statt der Uebernahme dieser Kammerschulden an die Krone Hannover eine Aversional-Summe von 100,000 Rthl. in Golde unter der Bedingung auszahlt, dafs dafür die Krone Hannover ferner wie bisher die Zinsen von diesen Kammerschulden entrichtet, überhaupt jede aus diesem Schulden-Verhältnisse gegen die Hypothecarischen Gläubiger fliefsende Verbindlichkeit in der Maafse erfüllt, dafs die auf dem abgetretenen Theile des Herzogthums Lauenburg haftenden Kammerschulden der Krone Dännemark auf keine Weise zur Last fallen können. Und ist gedachte Aversional - Summe von 100,000 Rthl. in Golde in vier gleichen Terminen am 1sten Januar, 1sten April, 1sten Juli und 1sten October 1821 von der Krone Dännemark an die Krone Hannover baar ausgezahlt worden.

§. 15. Nach dem Art. XV. des Uebergabe-Recesses sind die Domanial-Rechnungen von den an die Krone Dännemark abgetretenen Aemtern und dem Elbzoll zu Lauenburg vom 1sten Mai 1815 bis 1sten Mai 1816 aufgestellt, und von den Revenüen dieses Jahrs der Krone Dännemark $\frac{1}{3}$ und der Krone Hannover $\frac{2}{3}$ zu Güte gerechnet worden. 1826

In Folge der dieserhalb statt gefundenen Liquidation hat die Krone Hannover

	zu erstatten *Lübs. Court.*			zu erhalten *Lübs. Cour.*		
	Rthl.	ßl.	Pf.	Rthl.	ßl.	Pf.
1. Aus dem Amte Lauenburg	. .	.	.	1,187	2	6
2. aus dem Amte Ratzeburg, incl. des zur Kammer-Casse eingezogenen Vorschusses des Pächters des Vorwerks Klempau	4,855	30	2			
3. aus d. Amte Schwarzenbeck	. .	.	.	2,349	5	2
4. aus dem Amte Steinhorst	. .	.	.	288	13	3
5. aus dem Elbzoll zu Lauenburg, incl. der auf den Register-Ueberschuſs v. $18\frac{16}{17}$ nach Hannover gelieferten 3867 Species	10,458	41	6			
Summa .	15,314	23	8	3,824	20	11
davon ab die von der Krone Hannover zu empfangenden	3,824	20	11			
verglichen mit der von derselben zu erstattenden Summe, bleibt an die Krone Dännemark zu erstatten Rthl.	11,490	2	9			

welche Summe in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 22. der Krone Dännemark zu Gute gerechnet wird.

§. 16. Bei Auseinandersetzung der Post-Revenüen vom Jahre 1816 sind zwei Epochen in Betracht gezogen worden.

Die erste, vom 1sten Januar bis ultimo Junii 1816, während welcher das Königlich Hannoversche Postwesen die Kosten der Expedition und Beförderung der Posten im Herzogthum Lauenburg allein getragen

1826 hat, und von deren Intraden der Krone Dännemark nur der Ueberschuſs gebührt, und

Die Zweite, vom 1sten Julii 1816 bis zum Abschluſs einer am 1sten November 1817 unterzeichneten Uebereinkunft zwischen der Königl. Dänischen und Königl. Hannoverischen Post-Administration. Während dieser letzten Epoche ist die Beförderung der Posten zum Theil noch von dem Königl. Hannoverschen, zum Theil von dem Königl. Dänischen Postwesen beschafft worden, und erst mit dem Dato jener Uebereinkunft gänzlich an Letzteres übergegangen. In Folge dieser Uebereinkunft sind die Ansprüche der Königl. Dänischen Generalpostdirection aus der zweiten Epoche völlig befriediget worden.

Da folglich für die gegenwärtige Liquidations-Verhandlung nur noch die erste Epoche vom 1sten Januar bis 30sten Junii 1816 zu berücksichtigen geblieben, aber aus den Post-Rechnungen selbst eine Liquidation der, der Krone Dännemark aus dieser Epoche gebührenden Post-Revenüen, nicht thunlich gewesen ist; so hat man sich dahin verglichen, daſs dafür der Krone Dännemark eine Aversional-Entschädigungs-Summe von

562 Rthl. 26 ſsl. Court.

ausgezahlt werde, und wird diese in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 22. der Krone Hannover zur Last gerechnet.

§. 17. Zur Deckung einer von dem Französischen General Tilly im Jahre 1806 von der Stadt Ratzeburg gemachten Requisition, hat die Lauenburgische Landschaft von der Lauenburgischen Elbzoll-Casse einen der Königl. Hannoverschen Domanial-Casse, wieder zu erstattenden Vorschuſs von 15,300 Franken erhalten und darüber einen Empfangsschein unterm 17ten Januar 1807 ausgestellt.

Von dieser Schuld übernimmt, nach dem bei der Auseinandersetzung über die Landesschuld angenommenen Quoten-Verhältnisse, der an die Krone Dännemark abgetretene Theil des Herzogthums Lauenburg den zu 3,453 Rthl. 28 Mgr. in N$\frac{2}{3}$ zu voll, oder

in N$\frac{2}{3}$ zu 30 ſsl. zu 3,238 Rthl. 26 ſsl.

berechneten Antheil, und wird dieser in der Domanial-Schluſs-Abrechnung §. 22. der Krone Dännemark zur Last gerechnet.

§. 18. Der mit der Einführung der Verkoppelungen im Herzogthum Lauenburg verbunden gewesene Kostenaufwand hat mehrere Vorschüsse veranlafst, welche aus den Domanial-Cassen den verkoppelten Gemeinden gegen 3 p. Ct. Zinsen und unter der Bedingung gegeben worden sind, dafs, so lange die Gemeinden Zinsen entrichten, der Abtrag des Capitals in ihrer Willkühr beruhet. 1826

Die wegen dieser Verkoppelungs-Vorschüsse in dem an die Krone Dännemark abgetretenen Lauenburgischen Landestheile von der Krone Hannover erhobenen und in dem Abtretungs-Recefse zu künftiger Erledigung ausgesetzten Ansprüche, sind dahin ausgeglichen worden, dafs der Krone Hannover von diesen Vorschüssen nur die einzelnen Unterthanen gegen gerichtliche Schuld-Verschreibungen dargeliehenen Capitalien, nämlich:

400 Rthl. aus Wentorf und 50 Rthl. aus Fühlenhagen,

gegen Aushändigung der Original-Obligationen, vergütet, und der Krone Dännemark diese

450 Rthl. Court.

in der Domanial Schlufs-Abrechnung §. 22. zur Last gerechnet; dagegen die in die Amts-Register als eine ständige Abgabe fliefsenden Zinsen von den übrigen Vorschüssen gleich den übrigen Domanial-Revenüen an die Krone Dännemark abgetreten werden.

§. 19. Die von der Krone Hannover erhobenen und in dem Abtretungs-Recesse zu künftiger Erledigung ausgesetzten Ansprüche wegen des von der Königl. Kammer zu Hannover in Folge eines mit der Stadt Ratzeburg am 7ten September 1815 abgeschlossenen Vertrages übernommenen Wiederaufbaues der im Feldzuge von 1813 vom Feinde verbrannten sogenannten Langen-Brücke bei Ratzeburg, und wegen der auf die Acquisition dieser Brücke und des Brückengeldes verwandten Kosten, hat man dahin verglichen, dafs die Krone Hannover auf Entschädigung dieser Kosten gänzlich Verzicht leistet.

Die bei Uebernahme der Langen-Brücke an die Königl. Kammer in Hannover überwiesenen Obligationen sind an die Krone Dännemark cedirt, dagegen werden von Derselben alle auf dieser Brücke haftenden Passiva übernommen.

1826 §. 20. Die Forderung der Krone Dännemark, dafs die zu 973 Rthl. 3 fsl. N$\frac{2}{3}$ specificirten Kosten des Ankaufs des zu Reparaturen einiger geistlichen Gebäude zu Brunstorf, Hohenhorn, Schwarzenbeck, Potrau und Sandesneben erforderlich gewesenen Tannenholzes von der Krone Dännemark zu $\frac{1}{3}$, und von der Krone Hannover zu $\frac{2}{3}$ bei der Domanial-Abrechnung übernommen werden mögen, ist dahin verglichen worden, dafs von der genannten Summe der Krone Hannover

612 Rthl. 22 fsl. Lübs. Court.

in der Domanial-Schlufs-Abrechnung §. 22. zur Last berechnet werden.

§. 21. Von dem der Königl. Regierung in Ratzeburg im Jahre 1814 aus der Königl. General-Casse zu Hannover gegebenen Vorschusse von 300 Rthl. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl., um davon die vorfallenden Ausgaben für Schreibmaterialien zu bestreiten, werden die in der Periode vom 1sten Januar bis 31sten Julii 1816 verwendeten

151 Rthl. 47 fsl. 3 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl.

der Krone Dännemark in der Domanial-Schlufs-Abrechnung §. 22. zur Last gerechnet.

§. 22. Nach geschehener Auseinandersetzung der Domanial-Verhältnisse des Königl. Dänischen und Königl. Hannoverschen Antheils des Herzogthums Lauenburg, bleibt bei der Schlufs-Abrechnung:

1. Schuld der Krone Hannover.

	Lübs. Cour. Rthl.	fsl.	Pf.
a. an Domanial-Revenüen vom Jahre 18$\frac{15}{16}$ . . . . . (§. 15.)	11,490	2	9
b. Aversional-Summe wegen der Post-Revenüen . . . . . (§. 16.)	562	26	-
c. an Reparatur-Kosten geistlicher Gebäude . . . . . (§. 20.)	612	22	-
Rthl. . .	12,665	2	9

2. Schuld der Krone Dännemark. 1826

	Lübs. Rthl.	Court. fsl.	Pf.
a. Vorschuſs der Domanial-Casse an die Lauenburgische Landschaft (§. 17.)	3,238	26	-
b. die baar ausgeliehenen Capitalien wegen der Verkoppelungen . (§. 18.)	450	-	-
c. an Ausgaben für Schreibmaterialien (§. 21.)	151	47	3
Rthl. .	3,840	25	3

Letztere Summa von 3,840 Rthl. 25 fsl 3 Pf. von der erstern Summe von 12,665 Rthl. 2 fsl. 9 Pf. abgezogen, bleibt Schuld der Krone Hannover

8,824 Rthl. 25 fsl. 3 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl.

Beiderseitige Commissarien haben sich aber unterm 10ten April 1823 dahin verglichen, daſs statt dieser Summe die Krone Hannover an die Krone Dännemark nur die Summe von

8,512 Rthl. 14 fsl. 6 Pf. in N$\frac{2}{3}$ zu 30 fsl.

baar auszahlt.

Die Auszahlung dieser Summe ist bereits unterm 19ten August 1823 geschehen und erklären beide Theile, daſs damit alle aus der Verwaltung und Ueberweisung der Domanial- und Landesherrlichen Revenüen des an die Krone Dännemark abgetretenen Theils des Herzogthums Lauenburg herrührenden gegenseitigen Ansprüche, so wie alle sonstige hierauf Bezug habende Anforderungen an baarem Gelde ein für allemal abgethan und für immer beseitigt seyn sollen.

Dritter Abschnitt.

Auseinandersetzung der übrigen Verhältnisse.

§. 23. Den Bestimmungen der Art. X. des Uebergabe-Recesses vom 26sten Juli 1816 ist durch die zu verschiedenen Zeitpunkten beschaffte Ablieferung und Empfangnahme:

1. der aus dem Archiv der vormaligen Herzöge von Sachsen-Lauenburg herrührenden Haus-Acten, mit Ausnahme von 5, das Durchlauchtige Haus Braunschweig-Lüneburg näher angehenden Nummern,

2. der vor Uebergabe an die Krone Dännemark aus der Amt-Lauenburgischen Registratur entnom-

1826 menen Acten, mit Ausnahme von einigen das jenseitige Amt Artlenburg besonders interessirenden Nummern,

3. der sämmtlichen Staats- Hoheits- und Regiminal- Acten, so weit solche bis jetzt in den Königl. Archiven und Registraturen der verschiedenen Departementer in Hannover haben aufgefunden werden können,

4. der sämmtlichen Kammer- und Domainen-Acten worunter auch die älteren Elbzoll- und Amts-Register der Aemter Ratzeburg, Schwarzenbeck und Steinhorst begriffen,

5. der sämmtlichen Lauenburgischen Lehn- Jagd- Zoll- Post- und Militair- Acten,

6. der sämmtlichen bei dem Königl. Ober-Appellations-Gerichte zu Celle befindlichen Lauenburgischen Gerichts- und Procefs- Acten,

7. der sämmtlichen das abgetretene Herzogthum Lauenburg, so wie einzelne Theile desselben angehenden Charten und Risse, so weit solche zu finden gewesen,

8. der im Königl. Archiv zu Hannover aufbewahrten Lauenburgischen Urkunden, so weit solche bis jetzt haben aufgefunden werden können,

Genüge geleistet worden, und verspricht die Krone Hannover, die dem Uebergabe-Recefs gemäfs auszuliefernden Documente, welche in dem Königl. Archive bis lang noch nicht haben aufgefunden werden können, baldmöglichst ausliefern lassen zu wollen.

Königl. Dänischer Seits hat man sich, um den Abschlufs der Haupt-Liquidations-Verhandlung nicht aufzuhalten, mit dieser Zusicherung vorerst begnügen wollen, und siehet demnächst deren baldiger und pünktlicher Erfüllung mit völligem Vertrauen entgegen.

Königl. Hannoverscher Seits erklärt man sich ferner bereitwillig, von den nicht mit ausgelieferten älteren Registern des Amts Lauenburg, so wie von den dazu gehörenden Belegen vorkommenden Falles auf näheres Verlangen beglaubte Abschriften mitzutheilen, wogegen die Krone Dännemark auf die Auslieferung der Original-Register verzichtet.

Was die in dem Lauenburgischen Archive befindlichen, die bei der Krone Hannover verbliebenen

adelichen Güter speciell angehenden Acten betrifft, 1826
so werden diese, so wie Abschriften anderer landschaftlichen Acten, den Besitzern jener Güter auf Verlangen und gegen Erstattung der Kosten jederzeit mitgetheilt werden.

§. 24. Da in dem Art. XIII. des Uebergabe-Recesses einer besondern Vereinbarung vorbehalten worden ist, ob die Lauenburgische Prediger-Wittwen-Casse und die Gemeinschaft der in dem Königl. Dänischen Theile und Königl. Hannoverschen Theile des Herzogthums Lauenburg befindlichen Interessenten derselben in dem bisherigen Bestande beibehalten, oder darin eine Abänderung vorgenommen werden solle: und nach näherer Erwägung der dabei statt findenden Verhältnisse eine gänzliche Auseinandersetzung dieses Instituts rathsamer befunden worden ist, so hat man sich unterm 30sten Julii und 1sten October 1821 über folgende Grundsätze verglichen, nach welchen die Theilung des Vermögens-Bestandes dieser Wittwen-Casse bewerkstelligt werden solle.

1. Alle Capitalien und der baare Vorrath in der Casse des Instituts, wie solcher sich bei Abschliessung des Uebergabe-Recesses vom 26sten Juli 1816 befunden hat, werden getheilt, und erhalten davon die Königl. Dänischen Lauenburgischen Parochien $\frac{30}{37}$, und die Königl. Hannoverschen Lauenburgischen Parochien $\frac{7}{37}$.

2. Zu den $\frac{7}{37}$ des Capital-Fonds und baaren Vorraths werden noch hinzugerechnet:

a. Die Zinsen, welche von den $\frac{7}{37}$ Theilen des Capital-Fonds vom 26sten Julii 1816 bis dahin 1821 eingegangen sind,
b. die $\frac{7}{37}$ Theile von den Retardat-Zinsen auf die landschaftlichen Capitalien die bezahlt sind, und
c. die von den Predigern des Königl. Hannoverschen Landestheils wirklich bezahlten Beiträge.

Dahingegen werden abgesetzt:

3. Die an die Wittwen in dem Königl. Hannoverschen Landestheile bezahlten Pensionen.

Die nach vorstehendem Theilungsplane aufgestellte Schluſs-Abrechnung hat ergeben, daſs die im Königl. Hannoverschen Lauenburgischen Landestheile befind-

1826 lichen Interessenten von dem vorhandenen Prediger-Wittwen-Cassen-Fonds, welcher

6,003 Rthl. 39 ſsl. N⅔ zu 30 ſs.
und 900 Rthl. N⅔ zu voll

beträgt, erhalten:

N⅔ zu 30 ſs. . . . . 1547 Rthl. 18 ſs. 9 Pf.
und N⅔ zu voll . . . . . 223 — 41 — — —

und sind diese Capitalien auf folgende Art berichtiget worden:

1. Durch Sechs dem Königl. Consistorio zu Hannover abgetretene und mit den Cessions-Scheinen versehenen Obligationen der Lauenburgischen Ritter- und Landschaft:

in N⅔ zu 30 ſs. . . . . 1120 Rthl. 11 ſs. 6 Pf.
in N⅔ zu voll . . . . . 216 — 9 — — —

2. Durch baare Zahlung

in N⅔ zu voll . . . . . 463 — 14 — 2 —

§. 25. Nach vorgängiger Untersuchung der Verhältnisse und Rechnungen des unter den Namen des Artlenburger-Armenhauses auf dem rechten Elb-Ufer unfern Schnackenbeck belegenen St. Georgs-Hospitals, sind beide contrahirende Theile dahin übereingekommen, daſs:

1. Das gedachte Armenhaus nach wie vor unter Verwaltung und Aufsicht des Amts Lauenburg und des Königl. Consistoriums zu Ratzeburg verbleiben,

2. die Besetzung von 5 der darin befindlichen 6 Präbenden auf die bisherige Weise von Seiten der Amt-Lauenburgischen Behörden geschehen,

3. dem Königl. Hannoverschen Amt Artlenburg aber der Vorschlag zur jedesmaligen Besetzung der 6ten Präbende mit einem Artlenburger Armen zustehen,

4. dagegen aber das Armenhaus von beiden Seiten die herkömmlichen und aus den Acten ersichtlichen Einkünfte, Emolumente, Gerechtsame und Begünstigungen ferner genieſsen solle.

§. 26. Die im Art. XII des Uebergabe-Recesses wegen des Weberschen Stipendiums getroffene Bestimmung, findet gleichfalls Anwendung auf die sonst

etwa von Privat-Personen für Studirende aus dem 1826
ganzen früher ungetheilten Herzogthume Lauenburg angeordneten Stipendien, deren Verwaltung der Königl. Regierung, dem Königl. Consistorio, dem Magistrate oder den Geistlichen zustehet.

§. 27. Nachdem sämmtliche bei der Liquidations-Commission in Anrege gebrachte Ansprüche und Forderungen Lauenburgischer Beamten wegen, aus den früheren Jahren rückständiger Besoldungen und Emolumente, namentlich der Geistlichkeit des Königl. Dänischen Landestheiles, im Laufe der gegenwärtigen Verhandlungen berichtiget worden, so wird dieser Punct hiedurch als völlig erlediget angesehen.

§. 28. Der Bestimmung des Art. XXV des Uebergabe-Recesses gemäfs, sind bald nach Anfang der Liquidations-Verhandlung, alle vorgefundenen Wappenschilder, 41 an der Zahl, und amtliche Siegel, 6 an der Zahl, der Königl. Hannoverschen Behörde gegen Quittung ausgehändiget worden.

§. 29. Da die Deputirte der Lauenburgischen Ritter- und Landschaft angezeiget, dafs der gröfste Theil der Eingesessenen den Wunsch äufsere, rücksichtlich der Versicherung ihrer Gebäude gegen Feuers-Gefahr in den ihnen von längerer Zeit her bekannten und vortheilhaften Verhältnissen zu den Hannoverschen Brand-Versicherungs-Anstalten auch ferner verbleiben zu dürfen, abseiten des Königl. Dänischen Gouvernements gegen die vorläufige Fortdauer des bestandenen Verhältnisses nichts zu erinnern gefunden ward, so hat die Liquidations-Commission sich auf Ansuchen der gedachten Deputirten zu mehreren Malen bei der Königl. Hannoverschen Behörde dahin verwendet, dafs der zum Austritt der Lauenburgischen Versicherten aus den Hannoverschen Brand-Versicherungs-Associationen angesetzte Termin bis zur endlichen Regulirung dieses Verhältnisses verlängert werden möge, und ist, nachdem diese Verlängerung bis zum Jahre 1820 bewirkt worden, die Verhandlung selbst über die Möglichkeit und die Bedingungen der Fortdauer der gegenwärtigen Lauenburgischen Versicherungen in den Hannoverschen Instituten, wie eine reine Privatsache zwischen den Interessenten und den beikommenden Hannoverschen

1826 Landschaften, Ersteren überlassen worden, so wie auch beiderseitige Regierungen in dieser Rücksicht keinerlei Verfügungen getroffen haben, oder Verpflichtungen eingegangen sind.

§. 30. Es hat zwar, nachdem die, wegen Abfassung eines Regulativs für den Strom- und Uferbau auf dem gemeinschaftlichen Tractus der Elbe, gepflogenen Unterhandlungen bisher nicht zu dem erwünschten Erfolge geführt haben, dieses Regulativ künftiger Vereinbarung zwischen beiden Allerhöchsten Regierungen vorbehalten werden müssen. Da jedoch durch den Art. III des Uebergabe-Recesses vom 26sten Julii 1816 festgesetzet ist, dafs die Mittellinie der Elbe die Grenze zwischen beiden Uferstaaten bilden soll, und daher erforderlich wird, solche nach richtigen hydrotechnischen Grundsätzen dergestalt fest zu bestimmen, dafs solche immer wieder aufgefunden werden könne, so ist rücksichtlich dieses Punktes bestimmt worden, dafs:

diejenige continuirliche Linie, welche bei dem Wasserstande von 2 Fufs über dem Nullpunkt der Hohnstorfer Marque die verschiedenen Breiten des Elbstromes auf allen seinen Punkten innerhalb des gemeinschaftlichen Tractus in zwei gleiche Hälften schneidet, für immer als Grenze zwischen beiden Uferstaaten gelten soll. Wobei wegen des oft getheilten Stromstriches angenommen ist, dafs die jedesmalige Breite des Flusses immer in der kürzesten Linie über solche genommen werden soll.

§. 31. Es hat beiden contrahirenden Theilen von wesentlichem Nutzen zu seyn geschienen, rücksichtlich der Strom- Polizei- Fischerey- und Fähr-Sachen auf der Elbe, die aus der getheilten Hoheit über den Elbstrom und aus dem beiderseitigen Interesse hervorgehenden Grundsätze und Vorschriften provisorisch festzusetzen.

Und haben sich demzufolge die Bevollmächtigten beider Allerhöchsten Höfe über diejenigen Bestimmungen vereinigt, welche in dem gegenwärtigen Recefs beigefügten: "Provisorischen Regulativ für die Strom- Polizei- Fischerey- und Fähr-Sachen auf der Elbe", enthalten sind, und werden die respecti-

ven Verwaltungsbehörden demnach von beiden Seiten, spätestens binnen 2 Monaten nach Auswechselung der Ratificationen *) zu instruiren seyn. Beiden contrahirenden Theilen wird indessen die Befugnifs vorbehalten, unter veränderten Umständen auch über andre Bestimmungen mit einander zu communiciren und sich deshalb zu vereinbaren. 1826

§. 32. Wegen des im Art. XXIII. des Uebergabe-Recesses verstatteten Gebrauchs der auf dem rechten Elb-Ufer befindlichen und zu Deich- und Wege-Bauten im Amte Artlenburg benötigten Materialien, hat man sich dahin verglichen, dafs von diesen Materialien nur Lehm, Sand und Steingrand, als eine nachbarliche Vergünstigung, und so lange es nach Beurtheilung der Königl. Dänischen Behörde ohne Schaden des Königl. Dänischen Ufers geschehen kann, oder sonst thunlich zu erachten, auch in der Folge, jedoch unter den Bedingungen verabfolgt werden sollen:

1. dafs diese Materialien nicht zur Anlegung oder Ausbesserung von Werken gebraucht werden, welche das Königl. Dänische Ufer in Abbruch setzen, oder demselben sonst nachtheilig sind,

2. dafs jedes Jahr das verlangte Quantum mit Bezeichnung der Deiche, wozu es gebraucht werden soll, dem Forstamte Lauenburg angegeben, und die jedesmalige Requisition der Hannoverschen Behörde zeitig genug bei gedachtem Forst-Amt eingereichet werde, um die Genehmigung der Königl. Rentekammer darüber einholen zu können,

3. dafs das Material nur an den Orten, wo der Forstbediente es anweiset, genommen, und auf anzulegenden Appareillen bis zu den im Flufs stationirten Fahrzeugen herabgeführt werde.

Dagegen werden dem Königl. Dänischen Amte Lauenburg die jährlich benötigten 25 Schock Waidenbusch aus den Elb-Wärdern des Königl. Hannoverschen Amts Artlenburg unentgeltlich und allein gegen Erlegung des Haue- und Bindelohns und der

*) Diese Auswechselung hat am 23sten Septbr. 1826 zu Hamburg statt gefunden.

1826 Anweisungs-Gebühren so lange überlassen, als es ohne Besorgniſs vor eigenem Mangel geschehen kann, jedoch unter der Bedingung, daſs die Anzeige des Amts Artlenburg an welcher Stelle die Lieferung geschehen werde, jedesmal erwartet, und bei Abholung und Annahme des Busches, so wie rücksichtlich der Zeit der Lieferung, die dieserhalb bestehenden Vorschriften befolgt werden.

§. 33. Die in dem Art. VI. des Abtretungs-Recesses von dem Königl. Dänischen Bevollmächtigten abgegebene Erklärung, daſs alle Rechte und Verbindlichkeiten in Beziehung auf die Stecknitz-Schiffart, so wie sie aus der in den Cessions-Verträgen enthaltenen Bestimmung über die freie Schiffahrt der Königl. Hannoverschen Unterthanen, oder anderweitigen für das zu übernehmende Land begründeten aus den eigenen Landes-Archiven oder sonst zu ersehenden Rechtsverhältnissen rechtlich können abgeleitet werden, fortgesetzt in Kraft bleiben, findet namentlich Anwendung auf die in dieser Hinsicht von der Stadt und Saline zu Lüneburg besonders erhobenen Ansprüche.

§. 34. In Rücksicht sämmtlicher in dem Uebergabe-Receſs vom 26ten Julii 1816 zur künftigen Verhandlung ausgesetzten Gegenstände, deren in gegenwärtigem Auseinandersetzungs-Receſs keine Erwähnung geschiehet, wird angenommen und festgesetzet, daſs solche definitive erlediget, und die auf selbige etwa zu begründenden Ansprüche und Forderungen für immer beseitiget sind, so daſs solche in Zukunft nicht weiter geltend gemacht werden können.

§. 35. Die Ratificationen des gegenwärtigen Recesses abseiten der Allerhöchsten Committenten werden innerhalb drei Monaten, vom Tage der Unterzeichnung an gerechnet, ausgewechselt.

Urkundlich ist vorstehender Receſs von beiderseitigen Bevollmächtigten eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Hamburg, den vier und zwanzigsten Junius, eintausend acht hundert sechs und zwanzig.

I. G. Rist. F. W. Compe. I. F. A. v. Duve.

Provisorisches Regulativ für die Strom-Polizei- Fischerey- und Fähr-Sachen. 1826

Art. I.

Als Hoheits-Grenze zwischen beiden Staaten ist die Mitte des Elbstroms durch den Uebergabe-Recess festgesetzet und solche in § 30 des Haupt-Recesses näher bestimmt worden.

Art. II.

Alle eigentliche Grenz- und Hoheits-Sachen werden nach oberwähntem Grundsatz zu entscheiden seyn.

Dahingegen soll die Elbstrecke von Lauenburg bis Geesthacht, rücksichtlich der in den folgenden Art. III, IV, V, dieses provisorischen Regulativs erhaltenen Gegenstände, wie ein gemeinschaftliches Gebiet betrachtet und behandelt werden.

Art. III.

Fluſs - Polizei.

Da es den Uferstaaten obliegt, die in dem Flusse befindlichen, oder darin entstehenden, der Schiffahrt nachtheiligen, Hindernisse, als:

a. herabgeschwemmte Steine und Bäume, versunkene Schiffe, Anker etc., jeder auf seinem Gebiete aus dem Wege zu räumen, aus oben angeführten Ursachen aber Schwierigkeiten und nachtheilige Zögerung entstehen könnte, wenn in vorkommenden Fällen erst die Mitte des Stromes ausfindig gemacht und danach bestimmt werden sollte, welchem von beiden Nachbarn die jedesmalige Verpflichtung obliege, so ist man übereingekommen, daſs die solchergestalt erforderlichen Arbeiten auf der ganzen oben bezeichneten Stromstrecke auf gemeinschaftliche Kosten durch das Königl. Dänische Elb-Zollgeleite in Lauenburg, welches früher damit beauftragt gewesen, und welches auch im Besitz der dazu erforderlichen Vorrichtungen und Werkzeuge ist, sofort nach erfolgter Anzeige beschaffet werden sollen.

Das Elb-Zollgeleite legt jedesmal die Kosten-Berechnung dem Königl. Hannoverschen Amt Artlenburg vor, welches angewiesen wird, solche unverzüglich an die Ober-Behörde in Hannover einzusen-

1826 den, und auf die desfalls ungesäumt erfolgende Zahlungs-Anweisung die Hälfte des Belaufs spätestens innerhalb drei Monaten a termino gegen Quittung zu bezahlen.

b. die Rettung Verunglückter, und Aufsuchung todter Körper wird den Pächtern der Fischerey zur Pflicht gemacht, und die dadurch verursachten Kosten werden gemeinschaftlich getragen, vide Art. IV.

c. die Unterhaltung der Ziehpfade wird sich nach Beschaffenheit der Oertlichkeit auf dieser Strecke darauf beschränken können, dafs der im Wege stehende Busch auf den Werdern gehörig gekappet werde.

Art. IV.

Fischerei.

Den beiderseitigen Fischern werden bei der Verpachtung folgende Verpflichtungen zur Bedingung gemacht:

1. Verpflichtungen rücksichtlich der Fischerey.

a. Sie dürfen die Neunaugen-Stacken nicht an solche Stellen setzen, wo sie das Wasser gegen die Ufer drängen und zu Versandungen Anlafs geben können, und sind in dieser Hinsicht den Anweisungen und Befehlen der beiderseitigen Beamten und Wasser-Bau-Officianten unterworfen,

b. Sie müssen sich in der Laichzeit des Fischens ganz enthalten,

c. Die Netze müssen so weit seyn, dafs man den Daumen durch die Maschen stecken kann,

d. In den Gräben und Werdern des linken Elb-Ufers, so wie in den seichten Stellen der Aue, soll nicht anders, als wenn die Fischer bei hohem Wasser mit den Kähnen hineinfahren können, gefischt werden, und ist alles Ueberziehen der Kähne verboten.

Auch müssen die Fischer den zur Schonung der Werder etwa für nöthig erachteten sonstigen Vorschriften sich unterwerfen.

2. Andere Verpflichtungen.

a. Die Fischer geben dem Elb-Zoll-Geleit von Schiffern, die sie bei Nacht solches vorbei fahren sehen, Nachricht.

b. Sie müssen nach Verunglückten, und todten Körpern für eine bestimmte Vergütung fischen.

Diese Vergütung wird mit ihnen von den Beamten bei der Verpachtung bestimmt, und ist verschieden: 1826

Wenn der Verunglückte gerettet,
Wenn derselbe todt gefunden,
Oder überall nicht gefunden wird.

Art. V.

Fährsachen.

Rücksichtlich der beiden auf der oben bezeichneten Elbstrecke bestehenden Fähren, nämlich:

der Lauenburger Fähre, zwischen Lauenburg und Hohnstorf, und der Hannoverschen Fähre, zwischen Artlenburg und dem Armenhause bei Schnackenbeck, nebst der zu jeder derselben gehörigen Winter- oder Eisbahn, bleibt es bei der hergebrachten Observanz, und machen sich beide contrahirende Theile nur noch ausdrücklich verbindlich, die respectiven Fahrzeuge so wie die Abfahrten und Landungs-Plätze in gutem und fahrbarem Stande zu erhalten, namentlich Königl. Hannoverscher Seits:

1. Die grofse Steinkiste zur Sicherung des Landungs-Platzes der Lauenburger Fähre gegen hohes Wasser, Eisgang und heftige Ostwinde, wobei jedoch die Hinwegräumung des Sandes der sich hinter der Kiste zu sammeln pflegt, so weit es zur bequemen und sichern Anlandung der Fähre nothwendig ist, nach davon vorher zu machender Anzeige bei dem Deich-Vogte zu Hohnstorf, auf Kosten des Lauenburger Fährpächters geschiehet.

2. Die Hohnstorfer-Deiche.

3. Die Auffahrten oder Appareillen.

4. Den Weg der sogenannten Fährtwiete bei Schoffshause, wohin unter gewissen Umständen die Fähre und die Eisbahn verlegt werden mufs.

Dagegen verpflichtet sich ebenfalls die Königl. Dänische Regierung die Abfahrt der Lauenburger, so wie den Landungsplatz der Artlenburger Fähre, wie sie itzund bestehen, jederzeit in gutem Stande zu halten, auch nöthigenfalls zu verbessern.

22.

1826 *Convention entre la Bavière et la principauté de Reuſs-Greitz concernant l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations, signée à Francfort sur Main le* 30 *Août* 1826.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern.* Nr. 3. den 17. Jänner 1827.)

Damit die in der deutschen Bundes-Acte Art. 18. Ziffer 1 und 2 lit. b. vorbehaltene nähere Bestimmung gleichförmiger Grundsätze über die Militärpflichtigkeit in Beziehung auf die Befugniſs der Unterthanen zum freyen Wegziehen in einen andern deutschen Bundesstaat, oder zum Eintritt in desselben Civil- oder Militärdienste, einstweilen wenigstens zwischen dem Königreiche Bayern und dem Fürstenthume Reuſs-Greitz zum Besten der beyderseitigen Unterthanen festgesetzt werde; so sind die Unterzeichneten, Namens ihrer höchsten Höfe, über folgende Bestimmungen übereingekommen, und erklären hiemit:

I. Die Jahre der Militärpflichtigkeit, in soferne als dieselbe der Befugniſs des freyen Wegziehens aus den Königlich Bayerischen in die Fürstlich Reuſs-Greitzischen Lande, und aus diesen in jene, oder des Eintretens in Königlich Bayerische und Fürstlich Reuſs-Greitzische Dienste, im Wege steht, werden von dem Anfange des 18ten bis zum vollendeten 27ten Lebensjahre festgesetzt.

II. Innerhalb dieses Lebensalters behalten Sich die Königlich Bayerische und Fürstlich Reuſs-Greitzische Regierung bevor, ihre auszuwandern oder in auswärtige Dienste zu treten wünschenden Unterthanen entweder zum persönlichen Kriegsdienste, oder nach den allenfalls bestehenden Reluitions-Gesetzen, zum Ersatz derselben anzuhalten.

III. Vor dem Anfange des 18ten und nach voll- 1826
endetem 27ten Jahre ist der Wegziehende als von allem Kriegsdienste frey anzusehen, und er soll in dem Staate, aus welchem er ausgewandert, weder zum Dienste bei dem stehenden Heere, noch bei den unter dem Namen von Nationalgarde, mobile Legionen, Landwehr oder Landsturm begriffenen, oder wie immer Namen habenden Vertheidigungs-Anstalten angehalten werden, noch hiefür einen Ersatz zu leisten haben.

IV. Der abziehende Vater nimmt seine Söhne, die noch nicht das 18te Jahr angetreten haben, mit sich. Von diesem Alter anfangend müssen die Söhne vor der Auswanderung der Dienstpflichtigkeit Genüge leisten.

V. Während des Krieges wird die Befugniſs des Wegziehens für jeden, zu irgend einer Art von Vaterlands-Vertheidigung verpflichteten Unterthanen suspendirt.

VI. In jedem Falle muſs sich derjenige, welcher aus den Königlich Bayerischen Staaten in die Fürstlich-Reuſs-Greitzischen, oder aus diesen in jene auszuwandern, oder in derselben Kriegs- oder Civil-Dienste zu treten wünscht, vorher an seine vorgesetzte Landes-Behörde wenden, und deren Einwilligung erholen, wobei jedoch lediglich — in wieferne die gesetzlichen Bestimmungen erfüllt sind — beurtheilt, in keinem Falle aber das Wegziehen über die Bestimmungen dieser Uebereinkunft hinaus erschwert werden soll.

VII. Endlich machen sich beide Regierungen gegen einander verbindlich, darauf zu halten, daſs jeder Einwandernde, der sich in den Militärpflichtigkeits-Jahren, entweder in Rücksicht auf das stehende Heer, oder auf die unter dem Namen von National-Garde, mobilen Legion, Landwehr oder Landsturm begriffenen, oder wie immer Namen habenden Vertheidigungs-Anstalten nach den Gesetzen des Staates befindet, in welchen er übergeht, als unmittelbar in dessen Militärpflichtigkeit übergehend betrachtet werde, demnach sie sich wechselseitig versprechen, solchen Einwandernden keine Vergünstigung dahin zu ertheilen, daſs dieselben von der Waffenpflichtigkeit befreit werden sollen.

1826 Gegenwärtige Erklärung soll durch das Regierungsblatt, oder auf die sonst hergebrachte Art zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werden.

Frankfurt am Main den 30. August 1826.

Freiherr v. LERCHENFELD.

Freiherr v. LEONHARDI.

23.

Décret du pouvoir exécutif de la republique de Colombie concernant le commerce sur les côtes de Guagiri, de Darien et de Mosquitos, daté du 21 Septembre 1826.

(*The Times* 1827. January 6. Nr. 13, 169.)

Francisco de Paula Santander, Vice-president to the Republic etc. In order that the law, sanctioned on the 1st of May last, relative to tribes of the natives who inhabit the coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, may have due effect, and taking into consideration, not only, the reasons that gave rise to this law, but also that it is the duty, and at the same time the established and indisputable right of independent governments to make, for the whole of their territory, and for the ports under their dependence, the special and necessary commercial arrangements which the situation and nature of the said ports require, I have decreed and do decree as follows: —

1. The rules contained in the orders promulgated by the secretary of state for the department of the revenue on the 19th of November 1824, shall remain in full force.

2. Therefore, national and foreign vessels that may be engaged in the trade with the before-mentioned coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, are to observe the said rules, and be subject to the penalties attendant on their infringement.

3. On the coast of Mosquitos, no vessel coming from a port where there is not an agent of the republic shall be allowed to trade with the natives. 1826

4. Vessels coming from ports where the republic has a commercial agent, shall be permitted to trade with the natives of the Mosquito coasts, on producing their invoices, with a certificate from the said commercial agent attached thereto, stating that the duty provided by the law has been satisfied. Vessels detected in trading on the said coast without the documents just mentioned, will incur the penalty of confiscation, conformably to the existing laws.

5. Vessels intending to trade on the coasts of Guagiri and Darien must first enter one of the ports of the republic appointed for the purpose, sollicit there the necessary passport for the said coasts, pay the established duty and provide themselves with a certificate of their having complied with these formalities.

6. Without these requisites, no vessel, whether national or foreign, shall be permitted to trade on the said coasts; and such as may be taken trading there without them, will incur the penalty of confiscation.

7. No vessel, whether national or foreign, shall trade with the natives of the said coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, with implements or articles of war that are prohibited. And all such as may be detected in carrying on their illegal traffic, shall be confiscated, together with their whole cargo although they may have complied with the formalities required by the preceding articles and be provided with the documents to prove their having done so.

8. In order to enforce these regulations, cruisers shall be constanty stationed on the before-mentioned coasts, to be provided out of the national navy, until the guarda costas, referred to in the additional law to the one passed in the 14th year, and the establishment ordered to be formed by the decree sanctioned on the 1st of May last, can be provided.

9. In the foregoing regulations it is not intended to include the coasting trade that may be carried on between any of the licensed ports of the republic and the coasts, provided the same be carried on in national vessels, and sufficient proof be adduced of the lawful exportation of the articles.

1826 10. The duty to be paid by national and foreign vessels, in the trade which they may carry on with the coasts of Guagiri, Darien and Mosquitos, under the conditions stipulated in the preceding articles, shall be 12 reales, or one dollar and a half per ton without being subject to any other.

11. In the custom-houses, a separate book shall be kept, in which shall be entered the receipts and distribution of this duty, and at certain periods (not exceeding three months) particular statements thereof shall be transmitted to the treasury, setting forth the names of the vessels, their tonnage, the place from whence they came, the nature of their cargoes, and where they were shipped, the names of the masters, owners, supercargoes, and in short, the amount of duties they may have paid.

12. The same obligation is binding on the commercial agents of the republic in the ports from whence the vessels come, that may trade with the Mosquito coast, which agents shall retain the amount until they receive instructions as to the manner of disposing of it.

The secretary of state for the department of the treasury is intrusted with the execution of this decree.

Bogota, 21st of September 1826. 16th year of independence.

(*Signed*) FRANCISCO DE PAULA SANTANDER.
JOSE MARIA DEL 'CASTILLO,
secretary of state for the treasury department.

24.

Convention conclue entre le Royaume des Pays-Bas, et les Royaumes de Suède et de Norvège à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction, (jus detractus.) $\frac{\text{le 26 Octr.}}{\text{le 30 Nov.}}$ 1826.

(*Le Moniteur* 1827. Nr. 302. *Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1827).

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Suède et de Norvège étant reciproquement disposés d'abolir les droits sur l'exportation des héritages d'un Ro-

yaume à l'autre, sont convenus à cet égard des articles suivans; 1826

ART. I. Les droits connus sous le nom de jus detractus ne seront plus exigés ni perçus à l'avenir entre le Royaume des Pays-Bas d'une part, et les Royaumes de Suède et de Norvège de l'autre.

ART. II. Cette disposition s'étend non seulement aux droits et autres impositions de ce genre qui sont partie des revenus publics, mais encore à ceux qui jusqu'ici pourraient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations, arrondissement, ou communes, de manière que les sujets respectifs qui exporteront des biens, ou auxquels il en échoirait à titre quelconque dans l'un ou l'autre Etat, ne seront assujettis sous ces rapports à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles, qui, à raison de droit de succession, de vente ou de mutations de proprieté quelconques, seraient également acquittés par les habitans du Royaume des Pays-Bas, ou par ceux du Royaume de Suède et de Norvège, d'après les réglemens et ordonnances qui existent ou qui émaneront par la suite dans les deux pays.

ART. III. La présente convention est applicable non seulement à toutes les successions à écheoir à l'avenir, et à celles déja evolues, mais à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

ART. IV. Cette convention, expediée en double et de même teneur, signée par les ministres respectifs de S. M. le Roi des Pays-Bas et de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, sera echangée mutuellement et aura force et valeur du jour où les échanges auront eu lieu.

Fait et signé à Bruxelles, le 26 Octobre 1826.

Le Ministre des affaires étrangères
de S. M. le Roi des Pays-Bas:
Signé VERSTOLK DE SOELEN.

Le Ministre des affaires étrangéres déclare qu' une pareille déclaration a été delivrée par le ministère des Royaumes de Suède et de Norvège en date du 20 Novembre 1826, que les ratifications des Souverains respectifs ont eu lieu en date du 11 Decembre 1826 et 14 Mars 1827, et que les actes de ratification ont été echangés le 7 Mai 1827.

Signé VERSTOLK DE SOELEN.

25.

1826 *Treaty of amity, commerce and navigation between His Majesty and the United States of Mexico, together with two additional articles thereunto annexed. Signed at London. December 26, 1826.*

(*Presented to both houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London. Fol.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

Extensive commercial Intercourse having been established, for some time, between the Dominions of His Britannick Majesty and The United States of Mexico, it seems good for the security, as well as the encouragement, of such commercial Intercourse, and for the maintenance of good understanding between His said Britannick Majesty and the said States, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed, by the signature of a Treaty of Amity, Commerce and Navigation.

For this purpose they have named their respective Plenipotentiaries, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable William Huskisson, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, and Treasurer of His Said Majesty's Navy; — and James Morier, Esquire: —

And His Excellency the President of The United States of Mexico, his Excellency Señor Sebastian Camacho, His First Minister of State, and for the Department of Foreign Affairs:

25.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du Méxique, avec deux articles additionnels; signé à Londres le 26 Décembre 1826. 1826

(*D'après la copie officielle présentée au parlement en* 1828).

En el Nombre de la Santisima Trinidad.

Habiendose establecido hace algun tiempo un estenso trafico comercial entre los Estados Unidos de Mejico y los Dominios de Su Magestad Britanica, ha sido conveniente para la seguridad, como tambien para fomento, de sus mutuos intereses, y para la conservacion de la buena inteligencia entre los mencionados Estados Unidos Mejicanos y Su Magestad Britanica, que las relaciones que ahora existen entre ambos sean reconocidas y confirmadas formalmente, por medio de un Tratado de Amistad, Comercio, y Navegacion.

Con este obgeto, han sido nombrados los respectivos Plenipotenciarios, á saber:

Por Su Excellencia el Presidente de los Estados Unidos de Mejico, á Su Excellencia el Señor Sebastian Camacho, Su Primer Secretario de Estado, y del Despacho de Relaciones: —

Y por Su Magestad el Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, al Muy Honorable William Huskisson, Miembro del Consejo Privado de Su dicha Magestad, Miembro del Parlamento, Presidente de la Comision del Consejo Privado para los Negocios del Comercio y de las Colonias, y Tesorero de la Marina de Su dicha Magestad; — y á James Morier, Escudero: —

1826 Who, after having communicated to each other their Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. There shall be perpetual amity between the Dominions and Subjects of His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of Mexico, and their Citizens.

Art. II. There shall be, between all the Territories of His Britannick Majesty in Europe and the Territories of Mexico, a reciprocal freedom of Commerce. The Inhabitants of the two Countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their Ships and Cargoes, to all Places, Ports and Rivers in the Territories aforesaid, saving only such particular Ports to which other foreigners shall not be permitted to come, to enter into the same, and to remain and reside in any part of the said Territories respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their Commerce; and, generally, the Merchants and Traders of each Nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their Commerce.

In like manner, the respective Ships of War, and Post-Office Packets of the two Countries, shall have liberty freely and securely to come to all Harbours, Rivers and Places, saving only such particular Ports (if any) to which other foreign Ships of War and Packets shall not be permitted to come, to enter into the same, to anchor, and to remain there and refit; subject always to the laws and statutes of the two Countries, respectively.

By the right of entering the Places, Ports and Rivers mentioned in this Article, the privilege of carrying on the coasting trade is not understood, in which National Vessels only are permitted to engage.

Art. III. His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the Inhabitants of Mexico shall have the like liberty of Commerce and Navigation stipulated for in the preceding Article, in all His Dominions situated out of Europe, to the full extent in which the same is per-

Quienes, despues de haberse comunicado mutuamente sus Plenos Poderes, y hallandolos en debida y regular forma, han acordado y concluido los Articulos siguientes: — 1826

Art. I. Habrá una perpetua amistad entre los Estados Unidos de Mejico, y sus Ciudadanos, y los Dominios y Subditos de Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda.

Art. II. Habrá entre los Estados Unidos Mejicanos, y todos los Dominios de Su Magestad Britanica en Europa, libertad reciproca de Comercio. Los habitantes de los dos paises tendrán la respectiva libertad, franquicia, y seguridad para ir, con sus Buques y cargamentos, á todas las plazas, puertos, y rios de los Estados y Dominios respectivos, en los que actualmente se permite ó permitiere entrar á otros estrangeros, y á permanecer y residir en cualquiera parte de los mencionados Estados y Dominios; arrendando y ocupando en ellos casas y almacenes para los fines de su Comercio; y, en general, los comerciantes y negociantes de cada Nacion, respectivamente, gozarán, en los Territorios de la otra, la mas completa proteccion y seguridad para su Comercio.

Del mismo modo, los respectivos Buques de Guerra, y Paquetes de los dos paises, tendrán libertad para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios, y lugares, ecsepto unicamente aquellos particulares puertos (si hai alguno) en donde tampoco se les permita á los Buques de Guerra y Paquetes de otras Naciones entrar, anclar, permanecer, ni repararse; sugetos siempre á las leyes y estatutos de los dos paises, respectivamente.

Por el derecho de entrar en parages, puertos, y rios de que se hace relacion en este Articulo, no está comprendido el privilegio del comercio de escala y cabotage, que unicamente será permitido á Buques Nacionales.

Art. III. Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda se obliga ademas, á que los habitantes de Mejico tengan la misma libertad de Comercio y Navegacion, estipulada en el precedente Articulo, en todos Sus Dominios situados fuera de

1826 mitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other Nation.

ART. IV. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the Dominions of His Britannick Majesty, of any article of the growth, produce, or manufacture of Mexico, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Territories of Mexico, of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's Dominions, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign Country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the Territories or Dominions of either of the Contracting Parties, on the exportation of any articles to the Territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign Country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation of any articles the growth, produce, or manufacture of his Britannick Majesty's Dominions, or of the said Territories of Mexico, to or from the said Dominions of His Britannick Majesty, or to or from the said Territories of Mexico, which shall not equally extend to all other Nations.

ART. V. No higher or other duties or charges on account of Tonnage, Light or Harbour Dues, Pilotage, Salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the Ports of Mexico, on British Vessels, than those payable, in the same Ports, by Mexican Vessels; nor, in the Ports of His Britannick Majesty's Territories, on Mexican Vessels, than shall be payable, in the same Ports, on British Vessels.

ART. VI. The same duties shall be paid on the importation into the Territories of Mexico, of any article the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's Dominions, whether such importation shall be in Mexican or in British Vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the Dominions of His Britannick Majesty, of any article the growth, produce, or manufacture of Mexico, whether such importation shall be in British

Europa, del mismo modo que se permite, ó mas adelante se permitiere, á cualquiera otra Nacion. 1826

ART. IV. No se impondrán otros ni mas altos derechos á la importacion en los Dominios de Su Magestad Britanica, á ningun articulo de producto natural, fruto ó manufacturas de Mejico, ni, en esta Nacion, se impondrán tampoco á las de los Dominios de Su Magestad Britanica, sino los que pagan ó pagasen los mismos articulos de otras Naciones; observandose el mismo principio para la esportacion; ni se impondrá prohivicion alguna sobre la esportacion de algunos articulos, ni á su importacion, de producciones naturales, frutos, y manufacturas de los Dominios de Su Magestad Britanica en los Territorios de Mejico, y ni á las de esta Nacion en los Dominios de Su Magestad Britanica, que igualmente no sean estensivas á todas las otras Naciones.

ART. V. No se impondrán otros ni mas altos derechos ni cargas por razon de Toneladas, Fanal, Emolumentos de Puerto, Practico, Derecho de Salvamento en caso de perdida ó naufragio, ni algunas otras cargas locales, en ninguno de los Puertos de Mejico, á los Buques Ingleses, sino los que unicamente pagan en los mismos los Mejicanos; ni, en los Puertos de los Territorios de Su Magestad Britanica, se impondrán á los Buques Mejicanos otras cargas que las que, en los mismos, pagan los Ingleses.

ART. VI. Se pagarán los mismos derechos de importacion en los Territorios de Mejico, por los articulos de productos naturales, producciones, y manufacturas de los Dominios de Su Magestad Britanica, bien sean importados en Buques Ingleses ó Mejicanos; y los mismos derechos se pagarán por la importacion en los Dominios de Su Magestad Britanica de las manufacturas, efectos, y producciones de Mejico, aúnque su importacion sea en Buque Ingles ó Mejicano.

1826 or in Mexican Vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation to Mexico of any articles of the growth, produce, or manufacture of His Britannick Majesty's Dominions, whether such exportation shall be in Mexican or in British Vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any articles the growth, produce or manufacture of Mexico, to His Britannick Majesty's Dominions, whether such exportation shall be in British or in Mexican Vessels.

Art. VII. In order to avoid any misunderstanding with respect to the regulations which may respectively constitute a British or Mexican Vessel, it is hereby agreed that all Vessels built in the Dominions of His Britannick Majesty, or Vessels which shall have been captured from an enemy by His Britannick Majesty's Ships of War, or by Subjects of His said Majesty furnished with Letters of Marque by the Lords Commissioners of the Admiralty, and regularly condemned in one of His said Majesty's Prize Courts as a lawful prize, or which shall have been condemned in any competent Court for the breach of the laws made for the prevention of the Slave-trade, and owned, navigated, and registered according to the laws of Great Britain, shall be considered as British Vessels: and that all Vessels built in the Territories of Mexico, or captured from the enemy by the Ships of Mexico, and condemned under similar circumstances, and which shall be owned by any Citizen or Citizens thereof, and whereof the Master and three-fourths of the Mariners are Citizens of Mexico, excepting where the laws provide for any extreme cases, shall be considered as Mexican Vessels.

And it is further agreed, that every Vessels, qualified to trade as above described, under the provisions of this Treaty, shall be furnished with a Register, Passport, or Sea-letter, under the signature of the proper person authorized to grant the same, according to the laws of the respective Countries, (the form of which shall be communicated), certifying

Los mismos derechos pagarán, y gozarán las mismas 1826
franquicias y descuentos concedidos, á la esportacion de cualesquiera articulos de los productos naturales, producciones, ó manufacturas de los Dominios de Su Magestad Britanica, ya sea que la esportacion se haga en Buques Mejicanos ó en Ingleses; y pagarán los mismos derechos, y se concederán las mismas franquicias y descuentos á la esportacion de cualesquiera articulos de los productos naturales, producciones, ó manufacturas de Mejico en los Dominios de Su Magestad Britanica, sea que esta esportacion se haga en Buques Ingleses ó Mejicanos.

Art. VII. Para evitar cualquiera mala inteligencia con respecto á las cualidades que respectivamente constituyan un Buque Britanico ó Mejicano, se estipula por el presente, que todos los Buques construidos en los Dominios de Su Magestad Britanica, ó Buques que hayan sido apresados al enemigo por los Buques de Guerra de Su Magestad Britanica, ó por Subditos de Su referida Magestad provistos de patentes de corso de los Lores Comisionados del Almirantazgo, y condenados, conforme á las reglas establecidas, en uno de los Tribunales de Presa de Su Magestad como buena presa, ó que hayan sido condenados en un Tribunal competente por infraccion de las leyes sancionadas para impedir el Comercio de Esclavos, y que pertenezca y esté navegado y registrado segun las leyes de la Gran Bretaña, será considerado como Buque Britanico; y que todos los Buques construidos en el Territorio de Mejico, ó apresados al enemigo por los Buques Mejicanos, y condenados en los mismos terminos, y que sean de la pertenencia de algun Ciudadano ó Ciudadanos de dicha Nacion, y cuyo Capitan y tres cuartas partes de la tripulacion sean Ciudadanos Mejicanos, escepto en los casos en que las leyes provean otra cosa por circunstancias estremas, serán considerados como Buques Mejicanos.

Y se estipula ademas, que todo Buque habil para traficar segun los requisitos arriba espresados, y las prevenciones que se hacen en este Tratado, se hallará provisto de un Registro, Pasaporte, ó Carta de seguridad, firmada por la persona debidamente autorizada para espedirla, conforme á las leyes de los respectivos paises (cuya forma se comunicará), certifi-

1826 the name, occupation, and residence of the Owner or Owners, in the Dominions of His Britannick Majesty, or in the Territories of Mexico, as the case may be; and that he, or they, is, or are, the sole Owner or Owners, in the proportion to be specified; together with the name, burthen, and description of the Vessel, as to built and measurement, and the several particulars constituting the national character of the Vessel, as the case may be.

Art. VIII. All Merchants, Commanders of Ships, and others, the Subjects of His Britannick Majesty, shall have full liberty, in all the Territories of Mexico, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as Broker, Factor, Agent, or Interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons for those purposes than those employed by Mexicans, nor to pay them any other salary or remuneration than such as is paid, in like cases, by Mexican Citizens; and absolute freedom shall be allowed, in all cases, to the buyer and seller, to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize, imported into, or exported from Mexico, as they shall see good, observing the laws and established customs of the Country. The same privileges shall be enjoyed in the Dominions of His Britannick Majesty, by the Citizens of Mexico, under the same conditions.

The Citizens and Subjects of the Contracting Parties, in the Territories of each other, shall receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the Courts of Justice in the said Countries, respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ, in all causes, the Advocates, Attornies, or Agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy, in this respect, the same rights and privileges therein, as native Citizens.

Art. IX. In whatever relates to the succession to personal estates, by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, or testa-

cando el nombre, la ocupacion, y residencia del Propietario ó Propietarios en los Dominios de Su Majestad Britanica, ó en los Territorios de Mejico, cada una en su caso; y que el, ó ellos, es, ó son, el solo Propietario ó Propietarios, en la proporcion que haya de especificarse, junto con el nombre, cargamento, y demas circunstancias del Buque, con respecto al tamaño, medida, y otras particularidades que constituyen el caracter nacional del Buque, como puede suceder. 1826

Art. VIII. Todo comerciante, comandante de Buque, y otros, Subditos de Su Magestad Britanica, gozarán de libertad completa, en los Estados Unidos Mejicanos, para manejar por si sus propios negocios, ó para encargar su manejo à quien mejor les parezca, sea Corredor, Factor, Agente, ó Interprete; y no se les obligará á emplear para estos obgetos á ninguna otra persona mas que las que se emplean por los Mejicanos; ni estarán obligados á pagarles mas salario ó remuneracion que la que, en semejantes casos, se paga por los Mejicanos; y se concederá libertad absoluta, en todos los casos, al comprador ó vendedor, para ajustar y fijar el precio de cualesquiera efectos, mercaderias, y mercancias importadas ó esportadas de Mejico, como crean conveniente; conformandose con los leyes y costumbres establecidas en el pais. Los mismos privilegios disfrutarán, en los Dominios de Su Magestad Britanica, los Ciudadanos de Mejico, y sugetos á las mismas condiciones.

Los Ciudadanos y Subditos de las Partes Contratantes, en los Territorios de la otra, recibirán y gozarán de completa y perfecta proteccion en sus personas y propiedades; y tendrán libre y facil acceso á los Tribunales de Justicia en los referidos paises, respectivamente, para la prosecusion y defensa de sus justos derechos; y estarán en libertad de emplear, en todos esos casos, los Abogados, Procuradores, o Agentes de cualquier clase, que juzguen conveniente; y gozarán, en este respecto, los mismos derechos y privilegios que alli disfrutaren los Ciudadanos nativos.

Art. IX. Por lo que toca à la sucesion de los propiedades personales por testamento ó de otro modo, y al derecho de disponer de la propiedad personal de cualquiera clase ó denominacion, por venta,

1826 ment, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice, the Subjects and Citizens of the Two Contracting Parties shall enjoy, in their respective Dominions and Territories, the same privileges, liberties, and rights, as native Subjects; and shall not be charged, in any of these respects, with any higher imposts or duties, than those which are paid, or may be paid, by the native Subjects or Citizens of the Power in whose Dominions or Territories they may be resident.

ART. X. In all that relates to the Police of the Ports, the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the Subjects of His Britannick Majesty, and the Citizens of Mexico, respectively, shall be subject to the local laws and regulations of the Dominions and Territories in which they may reside. They shall be exempted from all compulsory military service, whether by sea or land. No forced loans shall be levied upon them; nor shall their property be subject to any other charges, requisitions, or taxes, than such as are paid by the native Subjects or Citizens of the Contracting Parties, in their respective Dominions.

ART. XI. It shall be free for each of the Two Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the Dominions and Territories of the other Party: but, before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted. The Mexican diplomatick Agents and Consuls shall enjoy, in the Dominions of His Britannick Majesty, whatever privileges, exceptions, and immunities are or shall be granted to Agents of the same rank belonging to the most favoured Nation: and, in like manner, the diplomatick Agents and Consuls of His Britannick Majesty in the Mexican Territories shall enjoy, according to the strictest reciprocity, whatever privileges, exceptions, and immunities are or may be granted to the Mexican diplomatick Agents and Consuls in the Dominions of His Britannick Majesty.

donacion, permuta, ó destamento ó de otro modo cualquiera, asi como tambien la administracion de justicia, los Subditos y Ciudadanos de las dos Partes Contratantes gozarán, en sus respectivos Dominios y Territorios, los mismos privilegios, libertades, y derechos, que si fueran Subditos nativos; y no se les cargará, en ninguno de estos puntos ó casos, derechos que los que pagan, ó en adelante pagaren, los Subditos ó Ciudadanos nativos de la Potencia en cuyo Territorio residan. 1826

Art. X. En todo lo relativo á la policia de los puertos, á la carga y descarga de Buques, la seguridad de las mercancias, bienes, y efectos, los Subditos de su Magestad Britanica y los Ciudadanos de Mejico, respectivamente, estarán sugetos à las leyes y estatutos locales de los Dominios y Territorios en que residan. Estarán ecsentos de todo servicio militar forzoso en el egercito y armada: no se les impondrán especialmente á ellos préstamos forzosos; y no estará su propiedad sugeta á otras cargas, requisiciones, ó impuestos, que los que se pagan por los Subditos ó Ciudadanos nativos de las Partes Contratantes, en sus respectivos Dominios.

Art. XI. Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Consules para la proteccion del Comercio, que residan en los Dominios y Territorios de la otra Parte; pero antes que ningun Consul funcione como tal, deberá ser aprobado y admitido, en la forma acostumbrada, por el Gobierno á quien se dirige; y cualquiera de las Partes Contratantes puede ecseptuar de la residencia de Consules aquellos puntos particulares en que no tengan por conveniente admitirlos. Los Agentes diplomaticos y los Consules Mejicanos gozarán, en los Dominios de Su Magestad Britanica, de todos los privilegios, esenciones, é inmunidades concedidas, ó que se concedieren, á los Agentes de igual rango de la Nacion mas favorecida; y del mismo modo, los Agentes diplomaticos y Consules de Su Magestad Britanica en los Territorios Mejicanos gozarán, conforme á la mas exacta reciprocidad, todos los privilegios, esenciones, é inmunidades que se conceden, ó en adelante se concedieren, á los Agentes diplomaticos y Consules Mejicanos en los Dominios de Su Magestad Britanica.

1826 ART. XII. For the better security of Commerce between the Subjects of His Britannick Majesty and the Citizens of the Mexican States, it is agreed that if, at any time, any interruption of friendly intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the Two Contracting Parties, the Merchants residing upon the Coasts shall be allowed six months, and those of the interior a whole year, to wind up their accounts, and dispose of their property; and that a safe conduct shall be given them to embark at the Port which they shall themselves select. All those who are established in the respective Dominions and Territories of the Two Contracting Parties, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade and employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property, belonging to the native Subjects or Citizens of the respective Dominions or Territories in which such Subjects or Citizens may reside. In the same case, debts between individuals, publick funds and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

ART. XIII. The Subjects of His Britannick Majesty, residing in the Mexican Territories, shall enjoy, in their houses, persons, and properties, the protection of the Government; and, continuing in possession of what they now enjoy, they shall not be disturbed, molested, or annoyed, in any manner, on account of their religion, provided they respect that of the Nation in which they reside, as well as the constitution, laws, and customs of the Country. They shall continue to enjoy, to the full, the privilege already granted to them of burying, in the places already assigned for that purpose, such Subjects of His Britannick Majesty as may die within the Mexican Territories; nor shall the funerals and sepulchres of the dead be disturbed in any way, or upon any account.

ART. XII. Para mayor seguridad del Comercio 1826
entre los subditos de Su Magestad Britanica y los Ciudadanos de los Estados Unidos Mejicanos, se estipula que si, en algun tiempo, ocurriese desgraciadamente una interrupcion en las relaciones amistosas, y se efectuase un rompimiento entre las Partes Contratantes, se concederán á los comerciantes que residen en las costas seis meses, y un año entero à los que esten en el interior, para arreglar sus negocios, y disponer de sus propiedades; y que se les dará un salvo conducto para que se embarquen en el puerto que ellos eligieren. Todos los que estan establecidos en los Dominios y Territorios respectivos de las dos Partes Contratantes, en el egercicio de algun trafico ú ocupacion especial, tendrán el privilegio de permanecer y continuar dicho trafico y ocupacion en el referido pais, sin que se les interrumpa en manera alguna, en el goze absoluto de su libertad y de sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente, y no cometan ofensa alguna contra las leyes; y sus bienes y efectos, de cualquier clase que sean, no estarán sugetos á embargo ó secuestro, ni á ninguna carga ó imposicion que la que se haga con respecto á los efectos ó bienes pertenecientes á los Subditos ó Ciudadanos nativos de los respectivos Dominios ó Territorios en que dichos Subditos ó Ciudadanos residan. De igual modo, ó en el mismo caso, ni las deudas entre particulalares, in los fondos publicos, ni las acciones de compañias, serán jamas confiscadas, secuestradas, ó detenidas.

ART. XIII. Los Subditos de Su Magestad Britanica, residentes en los Estados Unidos de Mejico, gozarán, en sus casas, personas, y bienes, la proteccion del Gobierno; y continuando en la posesion en que estan, no serán inquietados, molestados, ó incomodados, en manera alguna, á causa de su religion, con tal que respeten la del pais en que residan, asi como la constitucion, leyes, usos, y costumbres de este. Continuarán gozando en un todo el privilegio que ya les esta concedido de enterrar, en los lugares destinados al efecto, á los Subditos de Su Magestad Britanica que mueran dentro del Territorio de los Estados Unidos Mejicanos; y no se molestarán los funerales ni los sepulcros de los muertos, de ningun modo ni por ningun motivo. Los Ciudadanos de

1826 The Citizens of Mexico shall enjoy, in all the Dominions of His Britannick Majesty, the same protection, and shall be allowed the free exercise of their religion, in publick or private, either within their own houses, or in the chapels and places of worship set apart for that purpose.

ART. XIV. The Subjects of His Britannick Majesty, shall, on no account or pretext whatsoever, be disturbed or molested in the peaceable possession and exercise of whatever rights, privileges and immunities they have at any time enjoyed within the limits described and laid down in a Convention, signed between His said Majesty and The King of Spain, on the 14th of July 1786; whether such rights, privileges and immunities shall be derived from the stipulations of the said Convention, or from any other concession which may, at any time, have been made by The King of Spain, or His Predecessors, to British Subjects and Settlers residing and following their lawful occupations within the limits aforesaid: the Two Contracting Parties reserving, however, for some more fitting opportunity, the further arrangements on this Article.

ART. XV. The Government of Mexico engages to co-operate with His Britannick Majesty for the total abolition of the Slave-trade, and to prohibit all persons inhabiting within the Territories of Mexico, in the most effectual manner, from taking any share in such trade.

ART. XVI. The Two Contracting Parties reserve to Themselves the right of treating and agreeing hereafter, from time to time, upon such other Articles as may appear to them to contribute still further to the improvement of their mutual intercourse, and the advancement of the general interests of their respective Subjects and Citizens; and such Articles as may be so agreed upon, shall, when duly ratified, be regarded as forming a part of the present Treaty, and shall have the same force as those now contained in it.

ART. XVII. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London, within the space of six months, or sooner if possible.

Mejico gozarán, en todos los Dominios de Su Magestad Britanica, la misma proteccion, y se les permitirá el libre egercicio de su religion en publico ó en privado, ya sea dentro de sus casas, ó en los templos y lugares destinados al culto. 1826

Art. XIV. Los Subditos de Su Magestad Britanica no podrán, por ningun titulo ni pretesto, cualquiera que sea, ser incomodados ni molestados en la pacifica posesion y egercicio de cualesquiera derechos, privilegios, é inmunidades, que en cualquiera tiempo hayan gozado dentro de los limites descritos y fijados en una Convencion firmada entre el referido Soberano y el Rey de España, en 14 de Julio de 1786, ya sea que estos derechos, privilegios, é inmunidades provengan de las estipulaciones de dicha Convencion, ó de cualquiera otra concesion que en algun tiempo hubiese sido hecha por el Rey de España, ó Sus Predecesores, á los Subditos ó Pobladores Britanicos, que residen y siguen sus occupaciones legitimas dentro de los limites espresados; reservandose, no obstante, las dos Partes Contratantes, para ocasion mas oportuna, hacer ulteriores arreglos sobre este punto.

Art. XV. El Gobierno de Mejico se compromete á cooperar con Su Magestad Britanica á fin de conseguir la abolicion total del Trafico de Esclavos, y á prohivir á todas las personas que habiten dentro del Territorio de Mejico, del modo mas positivo, que tomen parte alguna en este Trafico.

Art. XVI. Las dos Partes Contratantes Se reservan el derecho de tratar y ajustar en adelante, de tiempo en tiempo, cualesquiera otros Articulos que, á su entender, puedan contribuir aun mas eficazmente á estrechar las relaciones existentes, y el adelanto ó progreso de los intereses generales de sus respectivos Subditos y Ciudadanos; y los Articulos que en este caso se estipularen, deberán, luego que estén competentemente ratificados, ser tenidos como parte del presente Tratado, y tendrán la misma fuerza que los contenidos en el.

Art. XVII. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones serán cambiadas en Londres en el termino de seis meses, ó antes si posible fuere.

1826 In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the twenty-sixth day of December, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six.

WILLIAM HUSKISSON.
JAMES J. MORIER.

Additional Articles.

ART. I. Whereas, in the present state of Mexican Shipping, it would not be possible for Mexico to receive the full advantage of the reciprocity established by the Articles V. VI. VII. of the Treaty signed this day, if that part of the VIIth Article which stipulates that, in order to be considered as a Mexican Ship, a Ship shall actually have been built in Mexico, should be strictly and literally observed, and immediately brought into operation, — it is agreed that, for the space of ten years, to be reckoned from the date of the exchange of the Ratifications of this Treaty, any Ships, wheresoever built, being *bonâ fide* the property of, and wholly owned by, one or more Citizens of Mexico, and whereof the Master and three fourths of the Mariners, at least, are also natural born Citizens of Mexico, or persons domiciliated in Mexico, by act of the Government, as lawful Subjects of Mexico, to be certified according to the laws of that Country, shall be considered as Mexican Ships; His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland reserving to himself the right, at the end of the said term of ten years, to claim the principle of reciprocal restriction stipulated for in the Article VII above referred to, if the interests of British Navigation shall be found to be prejudiced by the present exception to that reciprocity, in favour of Mexican Shipping.

ART. II. It is further agreed that, for the like term of ten years, the stipulations contained in Articles V and VI of the present Treaty shall be suspended; and, in lieu thereof, it is hereby agreed that, until the expiration of the said term of ten years,

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado el presente, sellandolo con sus Sellos respectivos. 1826

Fecho en Londres, á los veinte y seis dias del mes de Diciembre, del año del Señor Mil ochocientos veinte y seis.

SEBASTIAN CAMACHO,

Articulos Adicionales.

Por cuanto, en el presente estado de la Marina Mejicana, no seria posible que Mejico gozase todas las ventajas que deberia producir la reciprocidad establecida por los Articulos V°. VI°. VII°. del Tratado firmado en este dia, si aquella parte del Articulo VII°. que estipula que para ser un Buque considerado como Mejicano, debe haber sido realmente construido en Mejico, fuese exacta y literalmente observada, é inmediatamente puesta en egecucion, se conviene en que, por el espacio de diez años, contados desde el dia en que se verifique el cambio de la Ratificacion de este Tratado, todo Buque, de cualquiera construccion que sea, y que pertenezca *bonâ fide*, y en todos sus partes, á alguno ó algunos de los Ciudadanos de Mejico, y cuyo Capitan y tres cuartas partes de la tripulacion, al menos, sean Ciudadanos nativos de Mejico, ó personas domiciliadas en Mejico, segun un acto del Gobierno que les constituya Subditos legitimos, certificado segun las leyes del pais, serán considerados Buques Mejicanos; reservandose Su Magestad El Rey del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda el derecho de reclamar, luego que se haya cumplido el referido termino de diez años, el principio de restriccion reciproca, estipulada en el Articulo VII°, si los intereses de la Navegacion Inglesa resultasen prejudicados por la presente ecsepcion de aquella reciprocidad, en favor de los Buques Mejicanos.

ART. II. Se estipula ademas, que durante el mismo espacio de diez años, se suspenderá lo convenido en los Articulos V°. y VI°. del presente Tratado; y, en su lugar, se estipula que, hasta la conclusion del termino mencionado de diez años, los

1826 British Ships entering into the Ports of Mexico from the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or any other of His Britannick Majesty's Dominions, and all articles the growth, produce, or manufacture of the United Kingdom, or of any of the said Dominions, imported in such Ships, shall pay no other or higher duties than are or may hereafter be payable, in the said Ports, by the Ships, and the like goods, the growth, produce, or manufacture of the most favoured Nation: and, reciprocally, it is agreed that Mexican Ships entering into the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or any other of His Britannick Majesty's Dominions, from any Port of the States of Mexico, and all articles the growth, produce, or manufacture of the said States, imported in such Ships, shall pay no other or higher duties than are or may hereafter be payable, in the said Ports, by the Ships and the like goods, the growth, produce, or manufacture of the most favoured Nation; and that no higher duties shall be paid, or bounties or drawbacks allowed, on the exportation of any article the growth, produce, or manufacture of the Dominions of either Country, in the Ships of the other, than upon the exportation of the like articles in the Ships of any other Foreign Country.

It being understood that, at the end of the said term of ten years, the stipulations of the said Vth and VIth Articles shall, from thenceforward, be in full force between the two Countries.

The present Additional Articles shall have the same force and validity as if they were inserted, word for word, in the Treaty signed this day. They shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective Seals.

Done at London, the twenty-sixth day of December, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-six.

WILLIAM HUSKISSON.

JAMES J. MORIER.

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN 1820

Buques Britanicos que entren en los puertos de Mejico, procedentes del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, ó de cualquiera otro de los Dominios de Su Magestad Britanica, y todos los articulos de producto, fruto, ó manufactura del Reyno Unido, ó de alguno de los dichos Dominios, importados en tales Buques, no pagarán otros ni mayores derechos que los que se pagan, ó en adelante se pagaren, en los referidos puertos, por los Buques é iguales articulos de fruto, producto, ó manufactura de la Nacion mas favorecida; y, reciprocamente, se estipula, que los Buques Mejicanos que entren en los puertos del Reyno Unido de la Gran Bretaña é Irlanda, ó en cualquiera otro de los Dominios de Su Magestad Britanica, procedentes de los Estados Unidos de Mejico, y todos los articulos de fruto, producto, ó manufactura de los dichos Estados, importados en tales Buques, no pagarán otros ni mayores derechos que los que se pagan, ó en adelante se pagaren, en los mencionados puertos, por los Buques y semejantes articulos de producto, fruto, ó manufactura de la Nacion mas favorecida; y que no se pagarán mayores derechos, ni se concederán otras franquicias y descuentos, á la esportacion de cualquiera articulo de producto, fruto, ó manufactura de los Dominios de cada uno de los dos paises, en los Buques del otro, mas que á la esportacion de dichos articulos en los Buques de cualquiera otro pais estrangero.

Debiendo entenderse, que al fin del termino referido de diez años, las estipulaciones de los mencionados Articulos V°. y VI°. regirán en adelante con todo su vigor entre las dos Naciones.

Los presentes Articulos Adicionales tendrán la misma fuerza y valor que si se hubieran insertado, palabra por palabra, en el Tratado de este dia. Serán ratificados, y las Ratificaciones serán cambiadas al mismo tiempo.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios los han firmado, y sellado con sus Sellos respectivos.

Fecho en Londres, á los veinte y seis dias del mes de Diciembre, del año del Señor Mil ochocientos veinte y seis.

SEBASTIAN CAMACHO.

26.

1827 *Traité entre l'Hanovre et la ville libre et Anséatique de Bremen, concernant les rapports de commerce et de navigation et l'etablissement d'un port sur la Geeste et le Weser; signé à Hanovre le 11 Janvier 1827 et ratifié par l'Hanovre le 28 Février de la même année.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover.* 1827. Abth. 1. Nr. 7. pag 19).

Da die Bewohner des Königreichs Hannover und die der freien Hansestadt Bremen gleichmäfsig dabei interessirt sind, dafs Maasregeln ergriffen werden, wodurch die Schwierigkeiten, denen der Handel und die Schiffahrt der freien Hansestadt Bremen durch den Mangel genügender Haven-Anstalten auf der untern Weser ausgesetzt sind, möglichst beseitigt werden, und den Bewohnern des Königreichs Hannover, neben vermehrter Belebung ihrer Industrie und erleichtertem Absatze ihrer Producte, ein lebhafterer Antheil an diesem Handelsbetriebe gesichert wird; und da dieser in dem wohlverstandenen und im Wesentlichen übereinstimmenden Handels-Interesse beider Staaten begründete Zweck nur dann dauerhaft erfüllt werden kann, wenn die hiezu erforderlichen Maasregeln in gemeinsamer Uebereinstimmung und mit gegenseitiger Hülfsleistung beider Staaten getroffen, und durch einen besondern Tractat gesichert werden, dessen Grundlagen bereits am 11ten Julius 1826 zu Derneburg festgestellt und beiderseits genehmigt worden: so haben Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover und der Senat der freien Hansestadt Bremen zu solchem Ende Commissarien ernannt und zwar

Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover Allerhöchstdero Staats- und Cabinets-Minister Friedrich Franz Dieterich von Bremer, Grofskreuz des Königlichen Guelphen-Ordens, so wie des Churhessischen goldnen Löwen-Ordens 1827

und

der Senat der freien Hansestadt Bremen deren Bürgermeister und dermahligen Gesandten zum deutschen Bundestage, Johann Smidt,

welche nach Auswechselung ihrer gültig befundenen Vollmachten, über nachfolgende Bestimmungen übereingekommen sind:

Art. I. Es soll an der Hannoverschen Küste der Unterweser ein Haven angelegt werden, welcher geeignet ist, Seeschiffe von wenigstens 120 Lasten einzunehmen.

Art. II. Die freie Hansestadt Bremen macht sich verbindlich, diesen Haven anzulegen, auch solche Etablissements damit zu verbinden, welche geeignet sind, diesen Haven zu einen bequemen Lösch- und Ladeplatz für die Weserschiffahrt zu gestalten, um durch die thunlichste Concentrirung des mittelst der Weser betriebenen Seeschiffahrts-Verkehrs auf diesem Puncte nicht blofs ihr eigenes Interesse, sondern zugleich das einer erhöheten industriellen Belebung der Hannoverschen Umgegend nach besten Kräften fördern zu helfen.

Art. III. Die Krone Hannover räumt der freien Hansestadt Bremen dazu einen District an den Ufern der Geeste und Weser, beim Einflufs der erstern in die letztere, mit Einschlufs des einen Ufers der Geeste und Weser ein, und zwar dergestalt, dafs den von und nach diesem Districte bestimmten Schiffen ein ungehinderter Ab- und Zugang, auch zur Erhaltung desselben, so wie der Havenwerke, die Vornahme der erforderlichen Strombauten gesichert wird.

Es versteht sich indefs von selbst, dafs durch solche Strombauten und sonstige Anlagen das andere zu Hannovers Disposition bleibende Ufer der Geeste, so wie das Flufsbette nicht gefährdet und Hannover die Ausführbarkeit und Benutzung eigener Haven-Anlagen an diesem Ufer dadurch nicht erschwert

1827 werden darf. Gleiche Rücksicht soll auf Hannovers wie auf Bremens Interesse genommen werden, falls die Geeste durch Hannoversche oder Bremische Haven-Anlagen etwa ihr Flufsbette oder ihre Ausmündung in die Weser verändern sollte, weshalb denn alle auf beiden Ufer derselben Einflufs habende Strombauten durch eine gemeinschaftliche Commission regulirt werden sollen. Sollte diese commissarische Verhandlung ergeben, dafs es zum Schutze der Mündung der Geeste oder des Eingangs des Havens, oder zum Ein- und Ausbugsiren der Schiffe, dem Bremischen Interesse entspreche, auf dem linken Ufer der Geeste die dazu erforderlichen Wasserbauwerke zu machen: so wird Hannover, so weit und so lange ihm solches unschädlich befunden wird, gestatten, dafs dieses auf seinem Territorium geschehe. Unter gleichen Voraussetzungen erklärt Bremen gleiche Bereitwilligkeit.

Für eine Communication zwischen beiden Ufern der Geeste, wird von Seiten der freien Hansestadt Bremen, durch Anlage und Unterhaltung einer auch für den Transport von Fuhrwagen geeigneten Fähre, oder wenn es ihr convenirt, einer zu erbauenden Brücke in der Gegend des Königlich-Hannoverschen Zollhauses am linken Geest-Ufer, Sorge getragen werden, ohne dadurch jedoch die Schiffahrt auf der Geeste zu verhindern.

Art. IV. Zum Behuf der Art. III. gedachten Einräumung überläfst und überträgt

a. die Krone Hannover an die freie Hansestadt Bremen das der ersteren zuständige Grundeigenthum von 75 Morgen 13 [] R. Calenbergisch an den Ufern der Geeste und Weser, mit den nämlichen Rechten und Verpflichtungen, unter welchen sie dasselbe besitzt, worüber die Documente der freien Hansestadt Bremen übergeben werden sollen, und mit allen darauf befindlichen der Krone Hannover zuständigen Anlagen, Gebäuden, Haven- und Schiffahrts-Etablissements, Pfahlhöft, Steinböschung, Siel und wie sie weiter Namen haben mögen, für die Summe von = Fünf und dreifsig Tausend Thaler in Conventions-Gelde, welche in folgenden Terminen baar ausgezahlt werden sollen, nämlich:

auf Ostern 1828 = Funfzehntausend Thaler, 1827
auf Ostern 1829 = Zehntausend Thaler,
auf Ostern 1830 = Zehntausend Thaler.

b. Ferner überläſst und überträgt die Krone Hannover an die freie Hansestadt Bremen die mittelst des diesem Vertrage angelegten Kauf-Contracts vom 14ten November 1826 von ersterer acquirirten Bremerleher Aussendeichs-Ländereien von 266 Morgen 63 [] R. 42 [] F. Calenbergisch und Zubehör für die in jenem Contracte stipulirte Summe, so daſs die freie Hansestadt Bremen hinsichtlich dieses Contractes und aller darin enthaltenen Stipulationen völlig in die Stelle der Krone Hannover tritt.

c. Sollte die freie Hansestadt Bremen auch wünschen, den Umfang dieses Haven-Districts noch zu erweitern, so erklärt sich die Krone Hannover bereit, sich mit derselben über eine solche Erweiterung, so weit die Umstände solches irgend zulassen, bis auf einen Flächeninhalt von 150 Morgen weiter freundlich zu verständigen und die desfalsigen näheren Bestimmungen, nach Anleitung der gegenwärtigen, mit derselben darüber zu treffen.

Art. V. Die freie Hansestadt Bremen macht sich verbindlich, auſser den Kosten, welche ihr die Art. IV. stipulirten Acquisitionen verursachen werden, im Laufe von drei Jahren, von der Ratification des gegenwärtigen Tractats angerechnet, eine Summe von Zweihundert tausend Thalern auf die Ausführung der Kraft Art. I und II. von ihr übernommenen Anlagen zu verwenden.

Art. VI. Die Hoheits- oder sonstigen Rechte, welche dem einen oder den andern der contrahirenden Theile an dem Art. III und IV. gedachten Districte zustehen, oder durch gegenwärtigen Tractat eingeräumt werden, dürfen von Seiten Hannovers so wie von Seiten Bremens weder ganz noch theilweise und unter keiner Bedingung irgend einem dritten Staate abgetreten oder eingeräumt werden. Auch entsagt die Krone Hannover, zur Begünstigung dieses Etablissements und zur Befestigung des vollen Glaubens an die Dauer und Sicherheit der durch gegenwärtige Uebereinkunft begründeten Verhältnisse, im voraus freiwillig allen Ansprüchen auf eine Zurück-

1827 nahme oder Schmälerung der in diesem Vertrage enthaltenen Stipulationen, und namentlich solchen, welche aus Motiven des sogenannten jus eminens hergenommen werden könnten.

Art. VII. Da auch die freie Hansestadt Bremen zu vollständigerer Benutzung dieses Haven-Etablissements und namentlich zur Aufrechthaltung der Bestimmungen ihrer Handels-Tractate mit fremden Mächten, nach welchen die Vortheile der Bremer Flagge nur solchen Schiffen zustehn, welche in Bremischen Häven auf wirklichem Bremischen Gebiete erbauet worden, der vollen Staatshoheit auf einem Theile des gedachten Terrains bedarf: so ist, unter Berücksichtigung dieses Bedürfnisses, hinsichtlich einer circa 100 Morgen einnehmenden, sich an die Geeste und Weser erstreckenden und einen Winkel zwischen denselben bildenden Theiles des gedachten Districts, ein vollkommener Gebietsaustausch gegen den weiter unten (Art. XV.) näher angegebenen Flächen-Inhalt von circa 200 Morgen des Gebiets der freien Hansestadt Bremen auf dem rechten Ufer der Wumme vereinbart.

In den mit voller Staatshoheit an die freie Hansestadt Bremen abzutretenden Bezirk von circa 100 Morgen darf jedoch nur ein Theil des anzulegenden Haven-Bassins fallen, und die Anhöhe, auf welcher sich gegenwärtig die Batterie befindet, mit deren zur Vertheidigung des Havens erforderlichen Erweiterung, nebst einem an eine Seite derselben sich anschliefsenden bis in das Haven-Bassin herabgehenden Raume soll nicht mit zu jenem Bezirke von 100 Morgen gehören, über dessen Belegenheit und Gränzen man dergestalt übereingekommen ist, wie die unter A anliegende, von den Bevollmächtigten beider Staaten signirte Charte näher nachweiset. Die auf dieser Charte angegebenen Gränzen sollen im Laufe des gegenwärtigen Jahres durch eine gemeinschaftliche Commission ausgemessen, beschrieben und versteint werden.

Auch sind beide Theile übereingekommen, dafs zu möglichster Vermeidung ungleichartiger Verhältnisse die Art. VIII. sub. 4. 5. 6. weiter vorkommenden Bestimmungen und Vereinbarungen vertragsmäfsig auch für mehrgedachte 100 Morgen in volle Anwendung kommen sollen.

Nicht minder erklären sich beide Staaten, unter gleicher Berücksichtigung gemeinschaftlichen Interesses und Vortheiles, einverstanden, dafs die sämmtlichen Bestimmungen in Betreff des weiter unten (Art. VIII. 7.) von Hannover hinsichtlich des übrigen Terrains der Ueberlassungen ausgesprochenen Vorbehaltes und der dabei gegenseitig ertheilten Zusicherungen, für diese mit voller Staatshoheit abgetretenen 100 Morgen vertragsmäfsig eintreten, und von der einen wie von der andern Seite übernommen und geleistet werden sollen. 1827

Art. VIII. Im übrigen sind über die Verhältnisse dieses Havens und Haven-Districts (in sofern solcher nicht mit voller Hoheit übertragen ist) und der Bewohner desselben zu beiden Staaten, oder zu jedem einzelnen derselben, die folgenden Bestimmungen vereinbart worden:

1. Der freien Hansestadt Bremen ist das Recht eingeräumt, dem solchergestalt von ihr anzulegenden Haven nebst dem dazu gehörigen Districte den Namen Bremer-Haven beizulegen, daselbst die Bremer Flagge aufzuziehen und zu führen, Bremische Beilbriefe, Schiffspässe, Patente, Musterrollen und sonstige Schiffspapiere und Documente auszustellen, die Aus- und Eingangssteuern, Havengelder, so wie andere Schiffahrts- und Handels-Abgaben zu bestimmen und zu erheben, in Beziehung auf die Benutzung des Havens und des Handels- und Schiffahrts-Verkehrs in und mit dem Haven-Orte, so wie über die Eigenschaft und Feststellung rechtlicher Verhältnisse der auf den Werften desselben zu erbauenden Schiffe Bestimmungen zu treffen und mit fremden Staaten Verträge abzuschliefsen, und Consuln und Handels-Agenten fremder Staaten daselbst zuzulassen und aufzunehmen.

2. Die Krone Hannover überläfst der freien Hansestadt Bremen ferner das Recht der Annahme und Verpflichtung der Colonisten, welche sich in diesem Haven-Orte niederzulassen wünschen sollten, so wie die Festsetzung der Bedingungen dieser Aufnahme und der Verhältnisse dieser Einwohner zum Bremischen Staate. — Alles jedoch den Bestimmungen dieser Convention unbeschadet.

1827 3. Damit auch der diesem Etablissement zum Grunde liegende gemeinschaftliche Zweck desto vollständiger erreicht werden könne, sind beide Theile übereingekommen:

a. dafs die Königlich-Hannoverschen Zoll- Steuer- und sonstigen Abgaben, wie sie auch Namen haben mögen, auf den Bremer Haven, dessen District und Bewohner keine Anwendung finden sollen.

b. dafs es der freien Hansestadt Bremen daselbst, wie und insoweit sie solches angemessen findet, wie in ihrem eigenen Gebiete zustehen soll, die Abgaben anzulegen und für ihre eigene Rechnung erheben zu lassen.

4. In den Bedingungen für die Aufnahme der Colonisten des Bremer Havens soll für die Bürger und Unterthanen beider Staaten kein Unterschied gemacht werden.

Jedoch verpflichtet sich die freie Hansestadt Bremen, keine Hannoversche Unterthanen zu solchen Colonisten aufzunehmen, welche der Militärpflicht gegen dieses Königreich noch nicht genügt haben.

5. Die Bewohner des Königreichs Hannover, so wie die der Stadt Bremen und ihres Gebietes, sollen hinsichtlich des Gebrauchs des Bremer Havens und der dazu gehörigen Anlagen, so wie hinsichtlich des Verkaufs ihrer Producte und Fabrikate, der Errichtung und Haltung von Waaren-Niederlagen daselbst und Ueberlassung des erforderlichen Raumes wegen zu miethender Etablissements und überhaupt bei Errichtung von Handels-, Schiffahrts- und sonstigen Abgaben, gleiche Rechte und Verpflichtungen haben.

6. Um den Königlichen Unterthanen zum Absatze ihrer vorzüglichsten Producte, sowohl für die Consumtion im Haven-Orte als für die Verproviantirung der im Haven befindlichen Seeschiffe, eine vortheilhafte Gelegenheit zu verschaffen, ist weiter vereinbart, dafs die Producte der Königlichen Provinzen an Korn, Mehl, Schlachtvieh, frischen, geräucherten und gesalzenem Fleische, welche von den Bewohnern derselben landwärts oder auf ihrem Stromfahrzeugen auch flufswärts in den Bremer Haven ein-

geführt werden, daselbst mit keinerlei Abgaben beschwert werden sollen. 1827

7. Da der mehrgedachte Bezirk von dem jedesmaligen für die umliegende Gegend des Königreichs Hannover bestehenden Kriegsvertheidigungs-Systeme nicht isolirt werden kann: so behält sich Hannover in dessen Umfange die Militairgewalt und die Vertheidigung desselben gegen äufsere Feinde, indem es diese Vertheidigung zu besorgen übernimmt, so wie die dazu gehörigen Mafsregeln in Kriegs- und Friedenszeiten bevor, wird jedoch solchen Vorbehalt nur mit der thunlichsten Rücksicht und Schonung der gemeinschaftlichen Schiffahrts- und Handels-Interessen in Ausübung bringen.

Es sind in dieser Hinsicht noch folgende nähere Bestimmungen verabredet:-

a. Bewaffnete Kriegsschiffe oder bewaffnete Mannschaft, dürfen nicht anders als mit ausdrücklicher Erlaubnifs Hannovers zugelassen werden. Es sind unter jenen jedoch weder die gewöhnlichen Bewaffnungsmittel gröfserer Kauffartheischiffe, die Bremischen Tonnenleger, Leuchtschiffe und etwanige gemeinschaftliche Quarantaine-Wachtschiffe, noch unter diesen das Bremische bewaffnete Polizeipersonal zur Erhaltung der innern Ruhe und der Havenpolizei, zu begreifen.

b. Sollte Hannover nöthig finden, an diesem Haven-Orte eine Besatzung zu unterhalten oder unter vorwaltenden Umständen hineinzulegen, so soll dieselbe in jeder Beziehung Hannoverschen Militair- und Civil- Autoritäten und Gesetzen unterworfen bleiben. Auch soll sie den Einwohnern zwar auf keine Weise zur Last fallen, jedoch verpflichtet sich Bremen dagegen, den etwa nöthigen Raum zur Errichtung von Casernen oder anderer militairischen Etablissements, in Gemäfsheit darüber zu treffender näheren Localbestimmung, entweder gleich Anfangs auszunehmen, oder doch unbebaut zu lassen, wie dieses mit der für die Batterie und deren Erweiterung Art. VII. bestimmten Anhöhe sofort zugesichert wird, und dann erforderlichen Falls, gegen Erstattung des Werths, welchen es den gegenwärtigen Eigenthümern dafür bezahlt hat, zum Zwecke solcher Bauten herzugeben;

1827 auch an Hannover für die Uebernahme der militairischen Vertheidigung des Havens und Haven-Ortes jährlich eine Aversionalsumme zu bezahlen, welche für die ersten 25 Jahre den Betrag der Grundsteuer, welchen Hannover gegenwärtig aus diesem Districte erhält, begleichen wird. Nach Ablauf dieser 25 Jahre soll jene von der Stadt Bremen zu zahlende Aversionalsumme, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung des Bremer Havens zu der Bevölkerung des Königreichs Hannover und dem ordentlichen Beitrage der Hannoverschen General-Steuer-Casse zu der Unterhaltung des Militair-Etats, von zehn zu zehn Jahren festgestellt werden.

c. Nach Ablauf von 25 Jahren stellt Bremen für jede 100 Seelen der Bevölkerung des Bremer Bodens das bundesgesetzmäfsige Militair-Contingent, sei es aus den Einwohnern oder durch Stellvertreter derselben, zu der Hannoverschen Armee.

d. Man ist darüber einverstanden, dafs die verschiedenen in diesen Bestimmungen ausgesprochenen Bremischen Gegenleistungen, (so wie überhaupt Alles, was in diesem ganzen Tractate über Bremische contra praestanda wegen der Hannoverschen Ueberlassung vorkommt), nur von dem Bremischen Staate zu leisten sind.

8. Ueber alle sonstigen Gegenstände der inneren Verwaltung, mögen sie den Handel, die Schiffahrt, das Abgabenwesen, das bürgerliche und peinliche Recht und dessen Pflege, die Polizei, die Errichtung von Kirchen und Schulen und damit verbundene Oberaufsicht und geistliche Gerichtsbarkeit, oder sonst die inneren Verhältnisse des Havens und Haven-Ortes und die Rechte und Verhältnisse seiner Bewohner betreffen, wird der Stadt Bremen überlassen, ihre eigenen Gesetze (den Bestimmungen und Grundsätzen dieser Convention jedoch unbeschadet) zu erlassen, und solche durch die nöthigeu von ihr zu ernennenden oberen und unteren Beamten jeder Art, von denen der Recurs an die verschiedenen Ober-Behörden der Stadt Bremen gehen wird, handhaben zu lassen.

9. Die sämmtlichen Bestimmungen dieses Artikels sollen auch für die Art. IV. c. vorbehaltene etwanige

Erweiterung des Haven-Districtes in Anwendung 1827
kommen, und für dieselbe überhaupt die nämlichen Verhältnisse eintreten, wie, mit Ausnahme der Art. VII. gedachten 100 Morgen, für alles Uebrige.

Art. IX. Die Unterhaltung, Direction und Handhabung der im Bremer Haven etwa zu errichtenden Quarantaine-Anstalten wird auf gemeinschaftliche Kosten beider Staaten und durch ein gemeinschaftlich von denselben zu bestellendes Personal besorgt. Die gemeinschaftlich zu bestimmenden Quarantaine-Abgaben werden zur Unterhaltung dieser Anstalt verwendet.

Das nämliche wird Statt finden, wenn es zweckmäfsig befunden werden sollte, über die Etablirung solcher Anstalten an einem anderweitigen Orte sich zu vereinbaren. Auch behalten sich beide Staaten vor, über eine Verbindung mit benachbarten Staaten hinsichtlich der Gemeinschaft solcher Quarantaine-Anstalten weitere Vereinbarungen zu treffen.

Art. X. Ueber die zwischen Bremen und dem Bremer-Haven zu errichtenden Post-Communication wird der Abschlufs einer besonderen Post-Convention vorbehalten.

Art. XI. Die Güter, welche von dem Haven-Orte nach Bremen oder in das Bremische Gebiet und vice versa durch das Hannoversche Gebiet, so wie diejenigen, welche von dem Haven-Orte durch Bremen oder das Bremische Gebiet in das Hannoversche Gebiet und vice versa, auf Einer Axe und ohne Lagerung oder Umladung geführt werden, sollen gegen eine Zoll-Abgabe von 1 Ggr. Conventions-Geld für 100 Pfund Bremer Gewicht ungehindert durchgelassen werden, so dafs vermöge dieser Uebereinkunft auch den Königlich-Hannoverschen Unterthanen zum directen Betrieb eines eigenen Seehandels und directer Waarenbeziehung aus dem seewärts belegenen Auslande, mittelst Erbauung des Bremer Havens und dieser Bestimmungen über den Verkehr in und mit denselben, eine erleichterte und gesicherte Gelegenheit gegeben wird.

Wie die Erhebung und Controllirung dieser Zoll-Abgaben sei es an den beiden Ufern der Geeste, oder

1827 zu Vegesack, Burgdamm, Burg, Bremen, Brinkum und Arbergen, näher zu bestimmen und zu regeln, soll im Laufe des gegenwärtigen Jahres durch eine gemeinschaftliche Commission weiter verhandelt und ausgemittelt und dabei als leitendes Prinzip angenommen werden, dafs an der einen Seite der Handel und Verkehr durch Erleichterung und Beschleunigung des Verfahrens und möglichste Vereinfachung aller Formen diejenigen Begünstigungen erhalte, welche zur Beförderung einer frequenten Benutzung dieses Landtransportes geeignet sind, und an der andern Seite auch den Defraudationen durch zweckmäfsige und wirksame Mittel, (wobei jedoch nur, wenn sich kein anderes zweckmäfsiges Auskunftsmittel findet, die Plombirung eintreten soll) vorgebeugt werde.

Art. XII. Hannover wird der Chaussee, welche es gegenwärtig in der Nähe von Bremen, Lehe und Geestendorf südlich zu errichten begonnen, die möglichste Direction nach der Gegend von Vegesack zu geben bemüht seyn und dieselbe, ihres übrigen Laufes unbeschadet, von dem dazu geeigneten Puncte aus mit Vegesack in Verbindung bringen, zu welcher Verbindung ein näher zu concertirender Geldbeitrag von Bremen geliefert wird.

Art. XIII. Da auch der Flecken Vegesack sich mit dem übrigen Bremischen Gebiete in keiner unmittelbaren Land-Communication befindet, und es um diesen durch seine Handels-, Gewerbs-, Schifffahrts- und Haven-Anstalten auch auf die Indüstrie der Hannoverschen Umgegend vortheilhaft einwirkenden Ort sowohl in engere Verbindung mit dem Bremischen Handelsverkehr überhaupt zu setzen, als auch diesen ganzen Verkehr dem anzulegenden Bremer-Haven dadurch näher zu rücken, dem beiderseitigen Interesse gemäfs erachtet worden, einen directen Zoll-, Steuer- und Abgabenfreien Communications-Weg zwischen Vegesack und dem demselben am linken Ufer der Lesum so nahe liegenden Bremischen Gebiete einzurichten: so bewilligt die Krone Hannover die Etablirung eines solchen Weges, und sollen die dazu auf dem rechten Ufer der Lesum zu bestimmende Strafse, so wie der dazu geeignete Uebergangspunkt an beiden Ufern der Lesum und nicht

minder die Controll-Maasregeln, wodurch einem 1827
Misbrauche dieses Weges, welcher nur die ermangelnde directe freie Communication zwischen Vegesack und dem Bremischen Gebiete herstellen soll, hinreichend vorgebeugt wird, im Laufe dieses Jahrs gemeinschaftlich näher erörtert und ausgemittelt werden.

Art. XIV. Gleiche Erörterung und Ausmittelung soll wegen eines directen Zoll-, Steuer- und Abgabenfreien Communications-Weges zwischen den Aemtern Lilienthal und Ottersberg Statt finden, welchen Bremen auf seinem Gebiete am rechten Ufer der Wumme an Hannover einzuräumen verspricht.

Art. XV. Da es zur Regulirung der Gränzen zwischen dem Königlich-Hannoverschen Amte Lilienthal und dem Gebiete der freien Hansestadt Bremen überhaupt, und namentlich zur Regulirung des Wasserlaufes der Worpe und der Schiffahrt auf derselben, dem Hannoverschen Interesse entspricht, oberhalb der Wassermühle zu Lilienthal die Hoheit über beide Ufer der Worpe allein zu besitzen: so tritt die freie Hansestadt Bremen, zur Beförderung solchen Interesses und zur Bewirkung des Art. VII. angeführten vollkommenen Gebiets-Austausches wegen der ihr an der Geeste und Weser übeslassenen circa 100 Morgen, von ihrem auf dem rechten Ufer der Wumme und dem linken der Worpe belegenen Gebiete einen Flächeninhalt von circa 200 Calenbergschen Morgen in gedachter Gegend, einschliefslich der darauf befindlichen Gebäude und deren Bewohner, mit voller Staatshoheit an die Krone Hannover ab, und soll dieser Landstrich im Laufe des gegenwärtigen Jahres durch eine gemeinschaftliche Commission dem erwähnten Zwecke entsprechend, abgemessen, beschrieben und versteint werden.

Art. XVI. Beide Staaten werden sich überhaupt in ihren Bemühungen, das gemeinsame Handelsinteresse durch vermehrte, verbesserte und erleichterte Communicationen zu fördern und den bisherigen Schwierigkeiten derselben durch gegenseitige Unterstützung und Aushülfe zu begegnen, auf alle thunliche Weise die Hand reichen und zu unterstützen bemüht sein, auch deshalb weitere freundliche Verhandlungen Statt finden lassen.

1827 Als Gegenstände derselben sind bei dieser Veranlassung anerkannt und bezeichnet:

a. Vereinbarung über zweckdienliche Maasregeln, die Aufrechthaltung der gegenseitigen Abgabensysteme sicher zu stellen, besonders an den Gränzen des Haven-Orts und bei Benutzung der Communicationswege. Namentlich sollen zur Verhütung der Salz- und Branntwein-Defraudation angemessene Bestimmungen getroffen werden.

b. Die Anlage eines Bremischen Anker-, Ladungs- und Löschungsplatzes an der Weser, in der Gegend des Neuenlander oder Drepter Siels, unweit der Gränze des Landes Wührden.

c. Die zweckmäfsigste Art und Weise, die Strombahnen der das Handels- und Schiffahrts-Interesse beider Staaten zunächst in Anspruch nehmenden Flüsse und sonstigen Wasser-Communicationen zu verbessern.

d. Endlich wird über die Frage, ob und wie die neuesten künstlichen Wege-Verbesserungen auf den bedeutendsten Communications-Strafsen beider Staaten in Anwendung zu bringen seien, näher berathen und desfallsige Untersuchung durch Sachverständige auf gemeinschaftliche Kosten angestellt werden.

Für die Ratification dieser Uebereinkunft ist, mit Vorbehalt einer kürzeren Frist, eine Zeit von zwei Monaten bestimmt, und werden die Ratifications-Urkunden gleich nach deren Ertheilung von den dazu Bevollmächtigten ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist gegenwärtiger Tractat doppelt ausgefertigt, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben und mit deren Insiegel versehen.

So geschehen Hannover, den 11ten Januar 1827.

FRIEDRICH FRANZ DIETERICH VON BREMER. JOHANN SMIDT.

27.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le duché d'Oldenbourg, publiée à Oldenbourg, le 19 Janvier 1827. 1827

(*Oldenburgische Anzeigen* 1828. Nr. 7.)

Da von Seiten des Staats-Secretairs der Vereinigten Staaten von Amerika hierher die Versicherung ertheilt ist: „dafs in den Vereinigten Staaten von Amerika überall keine Abgabe auf Personen oder Eigenthum gelegt sey, die von den Vereinigten Staaten ins Ausland gehen", und diesseits eine Zusicherung der Reciprocität ertheilt ist, so wird solches, in Gemäfsheit Höchsten Auftrags Seiner Herzoglichen Durchlaucht, hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

Oldenburg, den 19. Januar 1827.

V. Brandenstein.

Kückens.

28.

1826 *Convention entre S. M. le roi de la Grande-Bretagne et S. A. R. l'infante régente de Portugal, signée à Londres le 19 Janvier 1827.*

(*Le Moniteur universel* 1817 Nr. 86.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. A. R. l'infante régente de Portugal ayant reclamé par suite des aggressions commises contre le territoire portugais, l'exécution des anciens traités d'alliance et d'amitié existans entre les deux couronnes, et S. M. Brit. ayant en conséquence résolu d'envoyer, et ayant en effet envoyé, un corps de troupes en Portugal, les deux hautes parties contractantes pensent qu'il est nécessaire de convenir de certains arrangemens pour la subsistance des troupes britanniques pendant leur séjour en Portugal, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande a nommé le très-honorable Georges Canning, membre du très honorable conseil privé de la dite Majesté, membre du parlement et principal secrétaire d'état de la dite Majesté pour les affaires étrangères, S. A. R. l'infante de Portugal a nommé le très excellent seigneur don Pedro de Souza et Holstein, marquis de Palmella, pair du royaume de Portugal, grand'croix de l'ordre de Christ, chevalier de l'ordre de la toison d'or, grand'croix de plusieurs autres ordres et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de S. M. B. etc.

28.

Convention between His Majesty and Her Royal Highness the Infanta Regent of Portugal; for providing for the maintenance of a corps of british troops, sent to Portugal Dec. 1826, *signed at Brighthelmston Jan.* 19. 1827. 1827

(*The Times* 1827. *March* 22 Nr. 13, 233)

In the name of the most holy and undivided Trinity.)

Her Royal Highness the Infanta Regent of Portugal having, in consequence of aggressions committed against the Portuguese territory, claimed the fulfilment, by His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, of the ancient treaties of alliance and friendship, which subsist between the two crowns; and His Britannic Majesty having thereupon resolved to send, and having actually sent a body of troops to Portugal, the two high contracting parties think it necessary to agree upon certain arrangements for the maintenance of the said troops during their stay in Portugal, and have named as their plenipotentiaries for that purpose, viz:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right. Hon. George Canning, a member of His said Majesty's Most Hon. Privy Council, a member of parliament, and His said Majesty's principal secretary of state for foreign affairs: — And Her Royal Highness the Infanta Regent of Portugal, the most illustrious and most excellent Lord, Don Pedro de Souza e Hostein, Marquis of Palmella, a peer of the Kingdom of Portugal, Grand Cross of the order of Christ, Knight of the order of the Golden fleece, Grand cross of several other orders, and Her Royal Highness's ambassador extraordinary and plenipotentiary to His Britannic Majesty; who after having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon, and concluded the fallowing articles: —

1827 Art. I. S. A. R. l'infante régente du Portugal désirant que le corps de troupes qui a été envoyé si promptement au secours de S. A. R. par S. M. B. soient traités avec l'hospitalité qui convient aux relations des deux nations alliées, s'engage à fournir les bâtimens dont on auroit besoin pour en faire des hôpitaux, des dépots de vivres ou de munitions de guerre, pour les casernes, les logemens et les rations de vivres et fourrages nécessaires pour les officiers, sous-officiers et soldats, et pour les chevaux et bestiaux appartenant à l'armée auxiliaire, le tout d'après les réglemens de l'armée britannique.

Art. II. Les vivres et les fourrages ci-dessus mentionnés seront livrés au commissariat britannique, à la distance de six lieues portugaises au plus du quartier-général du détachement britannique auquel ils seront destinés, à moins qu'on ne fasse d'autres arrangemens du consentement du commissariat britannique.

Art. III. Afin d'obvier aux difficultés auxquelles, dans les circonstances actuelles, le gouvernement portugais pourroit être exposé s'il lui falloit débourser des fonds pour l'achat des susdits vivres et fourrages, il est convenu que le commissaire-général anglois fournira, pour le moment, l'armée angloise desdits objets, en mettant le coût des dépenses au compte du gouvernement portugais.

Comme cependant il peut arriver des cas où il soit plus convenable de tirer les susdites provisions des magasins portugais, afin d'éviter la concurrence dans les marchés, le commissaire général anglois concertera de tems en tems, pour l'exécution de la présente disposition, ses opérations avec une personne désignée à cet effet par le gouvernement de Portugal.

Art. IV. Les comptes du commissaire général anglois, approuvés et signés par le commandant de l'armée auxiliaire, seront remis tous les trois mois au gouvernement portugais qui, après les avoir également vérifiés, en paiera le montant au commissaire général, ou bien le portera au crédit du gouvernement anglois, ainsi qu'il sera jugé plus convenable par les deux gouvernement.

ART. I. Her Royal Highness the Infanta Regent of Portugal, anxious that the body of troops which has been so promptly sent to Her Royal Highness's aid by His Britannic Majesty, should be treated with the hospitality becoming the relations of the two allied nations, engages to provide the necessary barracks and quarters, and buildings for hospitals, and for stores and magazines, and the necessary rations of provisions and forage, for the officers, non-commissioned officers and soldiers, and for the horses and cattle of the British auxiliary army according to the regulations of the British service. 1827

ART. II. The provisions and forage above specified are to be delivered to the British commissariat, at a distance not greater than six Portuguese leagues from the headquarters of each british detachment to which they are supplied, unless in cases where a different arrangement shall be made, with the consent of the british commissariat.

ART. III. In order to obviate the difficulties which an immediate disbursement of funds for the purchase of the aforesaid provisions and forage might occasion, under the present circumstances, to the government of Portugal, it is agreed that the british commissary-general, shall, for the present, provide those supplies for the british army, charging the cost thereof to the account of the Portuguese government.

As however, cases may arise, in which it may be more convenient to receive such supplies from Portuguese magazines, for the purpose of avoiding competition in the markets, the british commissary-general shall, in the execution of this agreement, concert his proceedings from time to time with a person appointed for that end by the government of Portugal.

ART. IV. The accounts of the british Commissariat being approved and signed by the commander of the auxiliary army, shall be delivered every three months to the Portuguese government, which having verified the same, shall either pay the amount thereof forthwith to the british commissary-general, or carry it over to the credit of the british government, as shall be judged most convenient by the two governments.

1827 Art. V. Les dépenses pour les vivres et fourrages des troupes angloises seront au compte du gouvernement portugais à dater du jour du debarquement desdites troupes en Portugal, et il cessera de les supporter à dater du jour de leur départ, ou du moment où elles dépasseroient les frontières du Portugal.

Art. VI. S. A. R. la princesse régente de Portugal ayant consenti à ce que dans cette circonstance, comme cela a eu lieu dans d'autres, les forts de St. Julien et de Bugio fussent occupés par les troupes angloises, il est convenu que la dite occupation continuera tant que l'armée auxiliaire restera en Portugal. Ces forts seront régulièrement et convenablement approvisionnés par le gouvernement portugais, ou par le commissaire-général anglois, au compte du gouvernement portugais, de la même manière que celle fixée ci-dessus en ce qui regarde l'armée auxiliaire.

Des arrangemens seront faits entre le gouvernement de Portugal et le commandant de l'armée angloise pour l'exécution de ce qui concerne la libre pratique et la police des ports et des douanes, par les officiers du gouvernement portugais employés ordinairement dans ces sortes de fonctions.

Une liste de ces officiers sera donnée à l'officier commandant anglois, et ils seront immédiatement sous ses ordres en tout ce qui peut être relatif au service militaire et à la défense des forts.

Art. VII. S. M. B. ne réclamant de son allié que ce qui est indispensablement nécessaire pour assurer l'entretien de ses troupes et pour le bien commun du service, déclare qu'elle n'élevera contre le gouvernement portugais, à l'occasion des secours fournis en cette circonstance au Portugal, aucunes demandes pécuniaires au-delà de ce qui est spécifié dans les articles précédens.

Art. VIII. Les dispositions de la présente convention resteront en pleine vigueur jusqu'à ce que les deux hautes parties contractantes conviennent mutuellement, d'y apporter quelque modification.

Art. IX. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres dans

ART. V. The cost of provisions and forage for the british troops shall be placed to the account of the portuguese government from the day of the landing of the said troops in Portugal, and shall cease to be placed to that account from the day of their departure or of their passing the frontiers of Portugal. 1827

ART. VI. Her Royal Highness the Infanta Regent of Portugal having consented that on this, as on former occasions, the forts of St. Julien and of Bugio shall be occupied by the british troops, it is agreed that the said occupation shall continue so long as the auxiliary army shall remain in Portugal. Those forts shall be, from time to time, duly provisioned by the portuguese government, in the same manner, as is provided in the foregoing articles, with respect to the auxiliary army.

Arrangements shall be made between the government of Portugal and the commander of the british army, for the carrying on of the service of the pratique, of the police of the harbour, and of the customs, by the proper officers of the portuguese government, usually employed for those purposes. A list of those officers shall be given to the british commanding officer, and they shall be strictly under his command in all that may relate to military service, and to the defence of the forts.

ART. VII. His Britannic Majesty requiring, on the part of his ally, only that which is indispensably necessary for ensuring the proper maintenance of his troops, and for the good of the common service, declares that he will not bring forward any pecuniar claim whatever against the portuguese government, on account of the assistance furnished by His Majesty on this occasion to Portugal, beyond what is specified in the preceding articles.

ART. VIII. The stipulations of this convention shall remain in full force until the two high contracting parties shall mutually agree to make any change therein.

ART. IX. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in London in

1827 l'espace de six semaines, à compter de sa date, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé et ont apposé à l'acte le sceau de leurs armes.

Fait à Brighthelmston, 19 Janvier, dans l'année de N. S. 1827.

GEORGES CANNING.
MARQUIS DE PALMELLA.

29.

Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché de Brunsvic pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Berlin le 23 Janvier 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 11. pag. 59).

Nachdem die Königlich-Preufsische Regierung mit der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung übereingekommen ist, wirksamere Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen gegenseitig zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes:

ART. I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich-Preufsische als die Herzoglich-Braunschweigische Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald die betreffenden Forstbedienten oder Beamten, welche darauf mit zu achten haben, davon Kenntnifs erhalten, untersuchen und bestrafen zu lassen. Die Königlich-Preufsischen Gerichte werden in solchen Fällen die in Preufsen geltenden Gesetze zum Grunde legen, und auch die Herzoglich-Braunschweigische

the space of six weeks from the date hereof, or sooner 1827
if possible.

In withness whereof the respective plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Brighthelmston January 19 in the year of our Lord 1827.

GEORGE CANNING.
MARQUEZ DE PALMELLA.

Regierung macht sich anheischig, die Herzoglich-Braunschweigischen Gerichte anzuweisen, in solchen Fällen, wo von Braunschweigischen Unterthanen in Forsten des Königlich-Preufsischen Territorii gefrevelt worden, nach den anjetzt bestehenden im Ganzen gelinderen Königlich-Preufsischen Gesetzen zu erkennen. Sollte jedoch in Zukunft etwa eine Veränderung in der Gesetzgebung über die Forstfrevel in dem einen oder andern Lande getroffen werden, so wollen die beiderseitigen Regierungen sich auf solchen Fall ein anderweites Uebereinkommen vorbehalten.

ART. II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Frevler durch die Förster oder Waldwärter und das Polizei-Militär bis auf eine Stunde Entfernung von der Gränze verfolgt und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei den obrigkeitlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach den Anordnungen des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Ortsvorstehers, vorgenommen werden.

ART. III. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorsteher sogleich ein Protocoll aufnehmen und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr.

1827 für denjenigen Ortsvorsteher, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Auch kann der Angeber verlangen, dafs der Förster, oder in dessen Abwesenheit der Waldwärter des Orts worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. IV. Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des Andern verübt worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen des kompetenten Forst- oder Polizeibeamten des Orts des begangenen Frevels, die volle gesetzliche, zur Verurtheilung des Beschuldigten hinreichende Beweiskraft, von der zur Aburtelung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, wenn dieser Beamte, der übrigens keinen Denunzianten-Antheil an den Strafgeldern und keine Pfandgelder zu geniefsen hat, vor Gericht auf die wahrheitsmäfsige Treue und gewissenhafte Angabe seiner Wahrnehmung und Kenntnifs eidlich verpflichtet worden.

Art. V. Die Einziehung der Gerichtskosten und Pfandgebühren verbleibt demjenigen Staate, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt. Die nach Preussischen Gesetzen zu erkennende Strafe und der Ersatz des taxmäfsigen Werths des entwendeten Holzes fällt dem Waldeigenthümer anheim. In solchen Fällen, wo der Holzdieb nicht vermögend ist, die Geldstrafe ganz oder zum Theil zu erlegen, und wo Gefängnifsstrafe eintritt, soll letztere niemahls nach der Wahl des Waldeigenthümers in Forstarbeit verwandelt werden können.

Art. VI. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich-Preufsischen und in den Herzoglich-Braunschweigischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur immer möglich sein wird.

Art. VII. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig zweimahl gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit

in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich 1827
bekannt gemacht werden. So geschehen Berlin, den 23sten Januar 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

30.

Traité pour régler les limites entre la France et le grand duché de Bâde, signé à Strasbourg le 30 *Janv.* 1827. (*Extrait*).

(*Grofsherzoglich-Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. XXVIII. d. 10ten December 1827).

Ludwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

Um im Einverständnifs mit Seiner Majestät dem Könige von Frankreich und Navarra diejenigen Bestimmungen in Vollzug gesetzt zu sehen, welche in den Pariser Friedensschlüssen vom 30ten Mai 1814. Art. 3. §. 5. und vom 21ten November 1815. Art. 1. §. 2. sowohl in Beziehung auf die Berichtigung der Gränze zwischen Frankreich und Teutschland, als auch hinsichtlich der Wiederherstellung des Besitzstandes und Eigenthums der Rheininseln, enthalten sind; haben Wir Unsern Staatsminister des Innern, Freiherrn von Berckheim, mit den gehörigen Vollmachten versehen, um mit den zu diesem Behuf von Seiner allerchristlichsten Majestät gleichfalls ernannten bevollmächtigten Commissarien, Herrn Grafen von Guilleminot, Pair von Frankreich, und Generallieutenant der Armeen des Königs etc., und dem späterhin an dessen Stelle getretenen Herrn Staatsrath von Esmangart,

1827 Präfecten des Niederrheinischen Departements, die nöthigen Unterhandlungen zu pflegen.

Nachdem diese Bevollmächtigten, nach einer Reihe von Verhandlungen, unterm 30ten Januar d. J. zu Strasburg einen umfassenden Vertrag abgeschlossen, welcher in allen seinen Punkten beiderseitig genehmigt worden ist, und worüber die Auswechslung der Ratificationsurkunden bereits unterm 22ten September d. J. statt gefunden hat: So verfügen und verordnen Wir, dafs die nachstehende Uebersetzung des wesentlichen Inhalts des besagten Vertrags zur gehörigen Nachachtung und Kenntnifsnahme für Unsere Unterthanen und Behörden, soweit es solche berührt, andurch öffentlich bekannt gemacht werde:

I. Eigenthumsgränze.

Von der Wiederherstellung des Besitzes und Eigenthums der Rheininseln in denjenigen Zustand, wie er zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens Statt hatte.

Art. I. Die Wiederherstellung des Besitzes und des Eigenthums der Rheininseln in denjenigen Zustand, wie er zur Zeit der Unterzeichnung des Friedens von Lüneville Statt hatte, so wie ihre gegenseitige Zurückgabe werden von Seiten der unterzeichneten Bevollmächtigten durch subdelegirte Commissarien vollzogen werden. In Gemäsheit dessen soll alles Eigenthum, welches vermöge der in den §§. 1. 2. 3. und 4. der unterm 7ten September 1817. verabredeten, und von den beiderseitigen höchsten Regierungen genehmigten Uebereinkunft ausgesprochenen Grundsätzen, als Insel zu betrachten ist, durch die subdelegirten Commissarien den ehemaligen Besitzern zurückgegeben werden.

Diese Zurückgabe wird durch Protokolle constatirt werden, welche dem gegenwärtigen Vertrag beigefügt bleiben.

Art. II. Die alten Gemeindsbanngränzen, welche zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens die Gränze des Eigenthums und des Besitzes bildeten, sind wieder herzustellen, und auf dem Terrain mittelst Unterscheidungsmarken, zu bezeichnen. Da, wo diese Gränzen über festes Land gehen, werden

sie in den dem Festland zunächst gelegenen Rheinarm übertragen, in welchem sich zur Zeit der Beobachtung des Mittelwassers, Wasser befindet. 1827

Art. III. Die Gemeinschaftsverhältnisse, welche ehemals zwischen gewissen, auf dem einen Rheinufer gelegenen Gemeinden und ihren Zugehörden bestanden, namentlich die Vereinigungen von Einwohnern, die sich zwar innerhalb des Umfangs der Markungen dieser Gemeinden, jedoch auf dem jenseitigen Ufer niedergelassen haben — welche aber zur Zeit des Lüneviller Friedens oder schon früher dergestalt aufgelöfst worden sind, dafs die auf dem linken Rheinufer befindlichen Gemeindsgenossen, sowie das daselbst liegende Territorium, französisch geblieben oder geworden, während diejenigen, welche sich auf dem rechten Rheinufer befanden, mit ihrem dortigen Territorium teutsch geblieben oder geworden sind;— diese Gemeinschaftsverhältnisse unter den Gemeinden und ihren Zugehörden, so wie die damals hieraus hervorgegangenen politischen Folgerungen, sind und bleiben aufgehoben.

In Folge dessen soll der Besitzstand jeder dieser Gemeinden hinsichtlich der Rheininseln so hergestellt werden, wie er factisch zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens bestand, jedoch blos nur hinsichtlich der gegenwärtig in dem Flufsbett befindlichen Inseln und ohne dafs die Zugehörden der Gemeinden diefsfalls einen Anspruch zu machen vermögen.

Art. IV. Wenn in Folge der gegenseitigen Zurückgaben, welche durch die gegenwärtige Gränzbestimmung veranlafst werden, Privatpersonen aus dem Besitz von Rheininseln gesetzt werden sollten, welche sie auf rechtmäfsige Art von den Souverains oder von Gemeinden erworben haben, die durch den Vollzug des Lüneviller Friedens Eigenthümer derselben geworden sind, so sollen diese Privatpersonen sowohl für das Ankaufscapital, als auch für die in den Kaufverträgen ausgesprochenen Kosten entschädigt werden.

Art. V. Es soll im Lauf eines Jahrs gemeinschaftlich, und nach Maasgabe der von den beiderseitigen Herrn Commissarien gegebenen Instruction eine

1827 Karte vom Rhein und dem angränzenden Landstriche beider Staaten aufgenommen werden, auf welcher die Eigenthumsgränze pünktlich zu bezeichnen ist, und welche sofort mit der von den Herrn Commissarien gutgeheissenen geometrischen Gränzbeschreibung gegenwärtigem Vertrag wird angehängt werden.

Art. VI. Die Behörden auf beiden Ufern sind verpflichtet, die in Gemäsheit der von den Ingenieurs beider Staaten, unter Mitwirkung der Vorgesetzten der Ufergemeinden vorgenommenen Untersuchung der Nomenclatur, auf der Rheinkarte eingetragenen Benennungen der Rheininseln beizubehalten; sollte sich eine neue Insel bilden, so wird die Regierung, welcher sie angehört, der andern Regierung den dieser Insel beigelegten Namen bekannt machen.

Art. VII. Beide Regierungen machen sich verbindlich, jede auf ihrer Seite und auf eine der eingeführten Landesadministration am meisten entsprechende Art, für die Erhaltung der sichtbaren Gränzzeichen Sorge tragen zu lassen, und zwar nach Maasgabe der unter ihnen übereingekommenen, dem gegenwärtigen Vertrag angefügten besondern Convention.

II. Hoheitsgränze.

Von der hinlänglich zu bestimmenden Bezeichnung, welche der Gränzberichtigung zwischen dem Königreich Frankreich, und dem Grofsherzogthum Baden zu geben ist, um in Zukunft soviel wie möglich jeder Ungewifsheit sowohl hinsichtlich der Hoheits- als Eigenthumsgränze vorzubeugen, und um auf die thunlichste Weise den Eigenthümern den Genufs zu sichern.

Art. VIII. Der Thalweg des Rheins, welcher die Gränze zwischen Frankreich und den teutschen Staaten bildet, bestimmt auch in Zukunft die Hoheitsgränze zwischen Frankreich und dem Grofsherzogthum Baden.

Art. IX. Der Thalweg des Rheins ist der während des gewöhnlichen niedrigsten Wasserstandes für die Thalschiffahrt geeigneteste Weg. Im Fall dafs über zwei Aerme des Flusses Streit entstehen sollte, so wird derjenige der beiden Aerme, welcher im Lauf der Achse seines [illegible]en Thalwegs die fortlaufende

gröfste Tiefe hat, als ein Arm des Hauptthalwegs 1827
angesehen. Man nennt Achse des Thalwegs diejenige Linie seines Laufes, welche durch die ununterbrochen auf einander folgenden gröfsten Tiefen bestimmt ist.

Art. X. Der Thalweg soll jedes Jahr im Monat October nach Abflufs des Hochgewässers durch einen Französischen und Badischen Ingenieur-Offizier unter Zuziehung eines verpflichteten Steuermanns aus jedem Staat untersucht und bestimmt, auch dessen Lauf durch Pfähle bezeichnet werden.

Art. XI. Der auf diese Art einmal bestimmte Thalweg bildet die conventionelle Hoheitsgränze zwischen beiden Staaten, ohne Rücksicht auf die Veränderungen, die der wirkliche Thalweg in der Zwischenzeit von einer Untersuchung zur andern erleiden könnte. Die Zolllinie darf daher solche unter keinem Vorwand überschreiten.

Art. XII. Da der Thalweg des Rheins die Hoheitsgränze zwischen Frankreich und dem Grofsherzogthum Baden bildet, so unterliegt diese Gränze allen Folgen, welche aus der periodischen Thalwegsbestimmung entstehen, indem sie stets die Scheidelinie bleibt, bis wohin sich die Ausübung der Hoheitsrechte beider Staaten erstreckt.

Art. XIII. Weil indessen durch diese Veränderungen der Hoheitsgränzen die bedeutenden Nachtheile entstehen, dafs das gute Einverständnifs der beiderseitigen Unterthanen oft gestört und einzelne Gebietstheile einem beständigen, für die Ausübung der Eigenthumsrechte sehr lästigen Wechsel der Staatsverwaltungsart unterworfen würden, so ist man übereingekommen, dafs das Recht zum Waiden, Fischen, Jagen, zum Sammeln des angeschwemmten Holzes, zum Goldwaschen, so wie alle andere Nutzungsrechte, in soweit solche nach den bestehenden Gesetzen desjenigen Staates zulässig sind, unter dessen Hoheit sich das Eigenthum befindet, auch jenseits des Thalwegs bis zu den unveränderlichen Banngränzen der Gemeinden beider Staaten, ausgeübt werden dürfen.

Art. XIV. Die zwischen dem Thalweg und der unveränderlichen Eigenthumsgränze der Gemarkungen der Ufergemeinden befindlichen Land- und Was-

1827 serflächen, zu welcher Zeit solche auch entstanden seyn mögen, sollen als volles Eigenthum derjenigen Gemeinde gehören und von ihr besessen werden, deren Bann vom Thalweg des Rheins durchschnitten wird. Die Verlandungen, welche sich in Zukunft sowohl an den Inseln, als an dem Festland bilden könnten, gehören der Gemeinde, welche Eigenthümerin des Banns ist, bis an die Gränze ihres Banns; derjenige Theil der Verlandungen, welcher sich über diese Gränze hinaus erstreckt, gehört der angränzenden Gemeinde.

Art. XV. Die Souverains der beiden Ufer behalten sich das Recht vor, die zur Unterhaltung der Flufsbauten benöthigten Faschinen von den Eigenthümern der Rheininseln zu beziehen.

Art. XVI. Im Monat October eines jeden Jahres werden sich die betreffenden Behörden beider Staaten das Verzeichnifs über die Anzahl der Faschinen, Flechtgerten und Pfähle einander mittheilen, welche die Ingenieurs eines jeden Ufers im Fall sind, zur Unterhaltung der Flufsbauten ihres Ufers, auf den Rheininseln hauen zu lassen, welche den Gemeinden des jenseitigen Staates angehören.

Art. XVII. Das Holz, worüber die Ingenieurs zum Behuf der Verfertigung von Faschinen, Flechtgerten und Pfähle, verfügen werden, soll im Laufe des Jahrs von demjenigen Staat, welcher es verwendet, derjenigen Gemeinde bezahlt werden, welcher das Eigenthum gehört. Diese Hölzer dürfen nur in Gegenwart der Vorgesetzten dieser Gemeinden und gegen Ausstellung eines Abzahlungsscheins weggeführt werden.

Das Hauen und Aufmachen der Faschinen, Flechtgerten und Pfähle wird von den Unternehmern der Flufsbauten besorgt, und geschieht unter der Aufsicht der Inseleigenthümer, der Forstbehörde und Ingenieurs. Die Unternehmer sind für alle Frevel und Beschädigungen verantwortlich, welche durch sie, oder durch ihre Arbeiter an dem Eigenthum verübt werden.

Wenn die Flufsbauten auf Rechnung des Staats vorgenommen und das Hauen und Verfertigen der Hölzer im Abstreiche versteigert werden, so sollen

die Gemeinden, welchen die Inseln gehören, zu den 1827
Versteigerungen zugezogen werden, und bei gleichen Geboten den Vorzug haben.

Art. XVIII. Die beiden Regierungen werden über einen gleichförmigen Tarif übereinkommen, nach welchem die Faschinen, Flechtgerten und Pfähle an die Eigenthumsgemeinden der beiden Ufer von demjenigen Staat, der solcher bedarf, werden bezahlt werden, und zwar nach Maasgabe der bestehenden, durch Sachverständige jeweils für die Dauer der periodisch vorzunehmenden Thalwegsbestimmung auszumittelnden Holzpreise.

Art. XIX. Die Gemeinden beider Staaten, welche Rheininseln besitzen, — können ohne dafs die Behörden des Staats, unter dessen Hoheit ihre Inseln liegen, es verweigern dürfen — unter Beobachtung der vorgeschriebenen gesetzlichen Formalitäten, auf diesen Inseln Holzhiebe vornehmen, sobald das Holz, beim weichen Holz, ein Alter von sechs, beim harten Holz aber ein Alter von acht Jahren erreicht hat; dagegen bleibt es vor Erreichung dieses Alters zum Behuf der Verwendung zu den Flufsbauten der Verfügung der Ingenieurs desjenigen Staats unterstellt, unter dessen Hoheit die Inseln gelegen sind.

Art. XX. Jede Gemeinde wird ermächtigt; einen Waldaufseher aufzustellen, welcher für die Erhaltung ihrer unter der Hoheit desjenigen Staats gelegenen Waldungen und Eigenthums zu wachen hat, dem sie nicht angehört.

Diese Waldaufseher müssen die erforderlichen Eigenschaften haben, um von den Behörden derjenigen Regierung, unter deren Hoheit die ihrer Hut anvertrauten Waldungen und Güter sich befinden, verpflichtet werden zu können.

Art. XXI. Die denjenigen Eigenthümern gebührende Entschädigung, welche in dem Fall sind, für das allgemeine Wohl Grundstücke zur Anlage von Flufsbauten abtreten zu müssen, soll nach den Gesetzen desjenigen Staats ausgemittelt werden, unter dessen Hoheit sich diese Grundstücke befinden, welches auch diejenige der beiden Regierungen seyn mag, welche die Flufsbauten vornehmen läfst.

1827 Art. XXII. Beide Regierungen kommen überein, darauf zu wachen, dafs die Behörden der beiderseitigen Ufer in der kürzesten Frist und zu gelegener Zeit diejenigen Gesuche erledigen, welche von den fremden Gemeinden, welche Inseln unter der Hoheit des andern Staats besitzen, sowohl wegen Bewilligung von Holzhieben, als wegen Erlaubnifs zur Benutzung des Grafses, Schilfrohrs und Weidgangs, eingereicht werden, vorausgesetzt, dafs dieses zur gehörigen Zeit und in den vorgeschriebenen Formen geschieht.

Art. XXIII. Das bestehende Zollsystem kann die Eigenthümer der zwischen dem Thalweg und der Banngrenze einer fremden Gemeinde liegenden Grundstücke nicht hindern, die Erzeugnisse dieser Grundstücke, so wie der in dem Art. XIII. dieses Vertrags vorbehaltenen Nutzungen und Berechtigungen frey von allen Abgaben auszuführen, wobei sie sich jedoch immerhin den durch die Zollverordnungen für nöthig erachteten Maasregeln und Declarationen zu unterziehen haben.

Gegeben in unserer Residenzstadt Karlsruhe den 29ten November 1827.

LUDWIG.

Vdt. *Frhr.* v. Berstett.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit.

Hägelin.

31.

Publication concernant l'admission réciproque des sujets de l'electorât de Hesse et du royaume de Bavière au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis, datée de Cassel, du 3 Mars 1827.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahr. 1827. — Nr. III. — März).

Da in Folge einer allerhöchsten Entschliefsung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten mit dem König-

reiche Baiern eine Uebereinkunft, um die Wohlthat 1827
des Armenrechts bei gerichtlichen Streitigkeiten allen dazu sich eignenden gegenseitigen Unterthanen einzuräumen, getroffen worden ist; so werden die Obergerichte ermächtigt, den diesseitigen Unterthanen, wenn dieselben ihre Dürftigkeit gehörig nachgewiesen haben, zum Behufe ihrer bei Königlich-Baierischen Gerichten zu führenden Rechtsstreitigkeiten Armuthszeugnisse auszustellen, die sämmtlichen Gerichtsbehörden aber haben die Armuthszeugnisse, welche für Königlich-Baierische Unterthanen von der betreffenden Königlich-Baierischen Kreisregierung ausgestellt worden sind, anzunehmen, und auf den Grund derselben die Wohlthat des Armenrechts eben so, wie in gleichen Fällen für Kurhessische Unterthanen geschieht, zu bewilligen.

Cassel am 3ten März 1827.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

32.

Déclaration concernant l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction entre le Wurtemberg et la Sardaigne, publiée à Stouttgart le 8 Mars 1827.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* Nr. 10. den 17. März 1827.

Da durch einen zwischen der diesseitigen und der Königlich Sardinischen Regierung abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag vom 20. Januar d. J. an, als dem Tage der Auswechslung der Genehmigungs-Urkun-

1827 den beider Souveraine, die Erhebung des Abzugs und der Nachsteuer gegenseitig aufgehoben und dabei bestimmt worden ist, dafs diese Uebereinkunft auf alles noch nicht ausgeführte, wenn gleich früher angefallene Vermögen angewendet werden solle; so wird solches zur allgemeinen Nachricht und Nachachtung hiemit bekannt gemacht.

Stuttgart den 8. März 1827.

BEROLDINGEN.

SCHMIDLIN.

33.

Convention entre la France et la Bavière pour l'extradition des déserteurs, signée à Paris le 10 *Mars* 1827.

(*Le Moniteur* 1827. Nr. 152. *Regierungsblatt für das Königreich Bayern.* Nr. 20. d. 16. März 1827).

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et Sa Majesté le Roi de Bavière, étant convenus de conclure une convention de cartel, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre,

Le Sieur baron de Damas, pair de France, lieutenant-général de ses armées, grand'croix de l'ordre royal de la légion d'honneur etc. son ministre et secrétaire-d'état au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière,

Les Sieur comte de Bray, chambellan, conseiller intime actuel, membre du conseil-d'état, grand'croix des ordres du merite civil, de la couronne de Bavière, de l'aigle rouge de Prusse, de Sainte-Anne de Russie et de l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jerusalem, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très Chretienne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

ART. Ier A dater de l'échange des ratifications de la présente convention, tous les individus qui déserteront le service militaire des hautes parties contractantes, seront restitués de part et d'autre. 1827

ART. II. Seront réputés déserteurs, non seulement les militaires de toute arme et de tout grade qui quitteront leurs drapeaux, mais encore tous les individus qui, appelés au service de toute branche militaire quelconque, ne se rendroient point à l'appel, et chercheroient à se réfugier sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes, enfin les condamnés aux travaux dans les fortresses et ateliers qui seroient susceptibles de rentrer au service militaire.

ART. III. Sont exceptés de la réstitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu de la présente convention,

1° Les individus nés sur le territoire de l'état dans lequel ils auroient cherché un asile et qui, moyennant la désertion, ne feroient que rentrer dans leur pays natal;

2° Les individus qui, soit avant soit après leur désertion, se seroient rendus coupables d'un crime ou délit quelconque à raison duquel il y auroit lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays, où ils se seront retirés. Neanmoins, en ce dernier cas, l'extradition sera effectuée après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine; et il n'y aura aucun remboursement de frais pour le tems pendant lequel il aura été détenu à raison du délit ou du crime dont il aura été accusé. Dans tous les cas, on communiquera réciproquement les actes de l'instruction qui concernent les délinquans, pour en prendre connoissance, soit en copies authentiques, soit par extraits légalisés, afin que l'on puisse juger si le coupable est encore digne de rentrer, ou non, au service.

ART. IV. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement: ces officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales, afin qu'elles aient à le faire arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes char-

1827 Präfecten des Niederrheinischen Departements, die nöthigen Unterhandlungen zu pflegen.

Nachdem diese Bevollmächtigten, nach einer Reihe von Verhandlungen, unterm 30ten Januar d. J. zu Strasburg einen umfassenden Vertrag abgeschlossen, welcher in allen seinen Punkten beiderseitig genehmigt worden ist, und worüber die Auswechslung der Ratificationsurkunden bereits unterm 22ten September d. J. statt gefunden hat: So verfügen und verordnen Wir, dafs die nachstehende Uebersetzung des wesentlichen Inhalts des besagten Vertrags zur gehörigen Nachachtung und Kenntnifsnahme für Unsere Unterthanen und Behörden, soweit es solche berührt, andurch öffentlich bekannt gemacht werde:

I. Eigenthumsgränze.

Von der Wiederherstellung des Besitzes und Eigenthums der Rheininseln in denjenigen Zustand, wie er zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens Statt hatte.

Art. I. Die Wiederherstellung des Besitzes und des Eigenthums der Rheininseln in denjenigen Zustand, wie er zur Zeit der Unterzeichnung des Friedens von Lüneville Statt hatte, so wie ihre gegenseitige Zurückgabe werden von Seiten der unterzeichneten Bevollmächtigten durch subdelegirte Commissarien vollzogen werden. In Gemäsheit dessen soll alles Eigenthum, welches vermöge der in den §§. 1. 2. 3. und 4. der unterm 7ten September 1817. verabredeten, und von den beiderseitigen höchsten Regierungen genehmigten Uebereinkunft ausgesprochenen Grundsätzen, als Insel zu betrachten ist, durch die subdelegirten Commissarien den ehemaligen Besitzern zurückgegeben werden.

Diese Zurückgabe wird durch Protokolle constatirt werden, welche dem gegenwärtigen Vertrag beigefügt bleiben.

Art. II. Die alten Gemeindsbanngränzen, welche zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens die Gränze des Eigenthums und des Besitzes bildeten, sind wieder herzustellen, und auf dem Terrain mittelst Unterscheidungsmarken, zu bezeichnen. Da, wo diese Gränzen über festes Land gehen, werden

sie in den dem Festland zunächst gelegenen Rheinarm übertragen, in welchem sich zur Zeit der Beobachtung des Mittelwassers, Wasser befindet. 1827

Art. III. Die Gemeinschaftsverhältnisse, welche ehemals zwischen gewissen, auf dem einen Rheinufer gelegenen Gemeinden und ihren Zugehörden bestanden, namentlich die Vereinigungen von Einwohnern, die sich zwar innerhalb des Umfangs der Markungen dieser Gemeinden, jedoch auf dem jenseitigen Ufer niedergelassen haben — welche aber zur Zeit des Lüneviller Friedens oder schon früher dergestalt aufgelöfst worden sind, dafs die auf dem linken Rheinufer befindlichen Gemeindsgenossen, sowie das daselbst liegende Territorium, französisch geblieben oder geworden, während diejenigen, welche sich auf dem rechten Rheinufer befanden, mit ihrem dortigen Territorium teutsch geblieben oder geworden sind; — diese Gemeinschaftsverhältnisse unter den Gemeinden und ihren Zugehörden, so wie die damals hieraus hervorgegangenen politischen Folgerungen, sind und bleiben aufgehoben.

In Folge dessen soll der Besitzstand jeder dieser Gemeinden hinsichtlich der Rheininseln so hergestellt werden, wie er factisch zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedens bestand, jedoch blos nur hinsichtlich der gegenwärtig in dem Flufsbett befindlichen Inseln und ohne dafs die Zugehörden der Gemeinden diefsfalls einen Anspruch zu machen vermögen.

Art. IV. Wenn in Folge der gegenseitigen Zurückgaben, welche durch die gegenwärtige Gränzbestimmung veranlafst werden, Privatpersonen aus dem Besitz von Rheininseln gesetzt werden sollten, welche sie auf rechtmäfsige Art von den Souverains oder von Gemeinden erworben haben, die durch den Vollzug des Lüneviller Friedens Eigenthümer derselben geworden sind, so sollen diese Privatpersonen sowohl für das Ankaufscapital, als auch für die in den Kaufverträgen ausgesprochenen Kosten entschädigt werden.

Art. V. Es soll im Lauf eines Jahrs gemeinschaftlich, und nach Maasgabe der von den beiderseitigen Herrn Commissarien gegebenen Instruction eine

1827 florins; et dans le second cas, de dix huit francs soixante-treize centimes ou huit florins quarante-un kreutzers.

Art. X. Les frais et gratifications dont il est fait mention dans l'article précédent seront acquittés immédiatement après l'extradition dans le lieu même où la remise du déserteur aura été faite, et par les soins de l'autorité qui le recevra.

Les réclamations qui pourroient être faites à cet égard, ne seront examinées qu'après que le payement aura été provisoirement effectué.

Art. XI. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage, à cet effet, de tous les moyens que leur offrent les lois du pays, et elles sont convenues particulièrement,

1° De faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus qui franchiroient les frontières des deux pays, sans être munis de passeports en règle;

2° De défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le service militaire un sujet de l'autre des hautes parties contractantes qui n'aura pas justifié par des certificats ou attestations en due forme, qu'il est dispensé du service militaire dans son pays.

Art. XII. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquelles elle continuera d'être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

Art. XIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plus tôt si faire de peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 10 Mars 1827.

Signé le baron de Damas.

Signé le comte de Bray.

(Cette convention a été ratifiée par S. M. le roi de France le 26 Mars et par S. M. le roi de Bavière le 2 Avril et les ratifications ont été échangées à Paris le 27 Avril 1827).

34.

Convention entre le grand duché de Hesse d'une part et la Russie et la Pologne de l'autre, concernant l'abolition du droit de détraction; signée le 12 Mars 1827.

1827

(*Grofsherz. Hessisches Regier. Blatt* Nr. IX. Seite 49. vom 15. März 1827).

Die Grofsherzoglich Hessische Regierung und die Kaiserlich Russische sind miteinander dahin übereingekommen, dafs das Abzugsrecht, so weit dasselbe bisher zum Vortheile ihrer respectiven Staatskassen auf Erbschaften oder sonstiges Vermögen in Anwendung gebracht wurde, welche aus einem der beiden Staaten in den anderen übergingen, und Unterthanen des anderseitigen Staats gehörten, oder zugefallen waren, fortan wechselseits abgeschafft sein und bleiben, und dafs die Aufhebung dieses Rechts ihre volle und gänzliche Wirkung, nicht nur in allen künftigen, sondern auch in allen denjenigen Fällen haben soll, wo bis zum 12ten März 1827, als dem Tage der Unterzeichnung jener Uebereinkunft, die durch dieselbe abolirten Abgaben noch nicht wirklich und definitiv erhoben worden sind.

Zugleich haben die beiden contrahirenden Theile, an dem nämlichen Tage des 12ten März 1827 eine weitere Convention geschlossen, vermöge welcher das Abzugsrecht auch zwischen dem hiesigen Grofsherzogthum und dem Königreich Polen, und zwar ganz unter denselben Bedingnissen, die der erst gedachte Vertrag enthält, gegenseitig aufgehoben worden ist.

Es wird daher dieses zur Wissenschaft und Nachachtung aller derer, welche es angeht, hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

Darmstadt am 15ten März 1827.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

Graf VON GÖRLITZ.

35.

1827 *Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse, de l'autre, fait et conclu à Stockholm le 14 Mars 1827, et ratifié à Stockholm le 14 Avril, et à Berlin le 4 Avril de la même année.*

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Maj:tis. Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet*, 1827. 4).

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté le Roi de Prusse, également animés du désir d'étendre et de consolider, pour le bien réciproque de Leurs Sujets, les relations commerciales, qui subsistent entre Leurs Etats respectifs, et convaincus, que ce but salutaire ne saurait être mieux rempli, que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité, basé sur des principes équitables, sont convenus, en conséquence, d'entrer en négociation pour la conclusion d'un Traité de Commerce, et ont nommé, pour cet effet, des Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Gustave Comte de Wetterstedt, Son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères, Chevalier Commandeur de Ses Ordres, Chevalier des Ordres de Russie de S:t. André, de S:t. Alexandre Newsky et de St. Anne de la Première Classe, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la Première Classe, Grand' Croix de l'Ordre de Leopold d'Autriche, Un des Dix Huit de l'Académie Suédoise, et le Sieur Paul Chretien Holst, Son Conseiller d'Etat du Royaume de Norvège, Commandeur de Son Ordre de l'Etoile Polaire: et Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur François Frédéric

Louis de Tarrach, Son Conseiller intime d'Ambassade, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge de la Seconde Classe, Commandeur de celui de l'Etoile Polaire de Suède, lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des Articles suivans: 1827

Art. I. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports du Royaume de Prusse, de même que les bâtimens Prussiens, qui arrivent dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage, et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la Couronne, aux Villes, ou à des établissemens particuliers quelconques.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume de Prusse est légalement permise dans des bâtimens Prussiens, pourront, également y être importées sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées dans des bâtimens Prussiens; et, réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, soit de tout autre Pays, dont l'importation dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège est légalement permise dans des bâtimens Suédois et Norvégiens, pourront également y être importées sur des bâtimens Prussiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées dans des bâtimens Suédois et Norvégiens.

Les stipulations de l'article précédent et de celui-ci, sont, dans toute leur plénitude, applicables aux

1827 navires Suédois et Norvégiens, qui entreront dans les ports du Royaume de Prusse, ainsi qu'aux navires Prussiens, qui entreront dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, alors même, que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des Royaumes de Suède et de Norvège, ou bien de ceux de la Monarchie Prussienne, arriveraient en droiture des ports d'une domination tierce ou étrangère.

Art. III. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports des dits Royaumes, dans leurs propres bâtimens, est légalement permise, pourront, de même, être exportées des dits ports sur des bâtimens Prussiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Suédois et Norvégiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports du Royaume de Prusse, de sorte, que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports du dit Royaume, dans Ses propres bâtimens, est légalement permise, pourront, de même, être exportées des dits ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens Prussiens.

Art. IV. Les stipulations générales des articles I. II. et III. inclusivement, seront, de même, appliquées aux navires de la Colonie de S:t. Barthelémy de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège aux Indes Occidentales, qui entreront dans les ports de la Monarchie Prussienne, et aux Navires Prussiens, qui entreront dans les Ports de la dite Colonie.

Art. V. Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, ni par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation ou Agent, agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achât d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des deux Etats, soit de tout autre pays, importée dans le territoire de l'au-

tre, à cause ou en considération de la nationalité du navire, qui aurait transporté cette production légalement permise, l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant, qu'aucune difference ou distinction quelconque n'ait lieu á cet égard. 1827.

Art. VI. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Prussiens, ne pourront profiter des immunités et avantages, que leur accorde le présent Traité, qu'autant qu'ils se trouveront munis des papiers et certificats, voulus par les règlemens existans des deux côtés, pour constater leur port et leur nationalité.

Les hautes parties Contractantes se réservent d'échanger des déclarations, pour faire une énumeration claire et précise des papiers et documens, dont l'un et l'autre Etat exigent, que leurs navires soient munis. Si, après cet échange, qui aura lieu, au plus tard, deux mois après la signature du présent Traité, l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait dans le cas de changer ou modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. VII. Les stipulations de l'article XI. du Traité conclu à Vienne le Sept Juin Mil Huit Cent Quinze, entre les Deux Hautes Parties Contractantes, sont maintenues dans toute leur intégrité.

Art. VIII. Le présent Traité sera en vigueur pendant huit années, à compter du Premier Avril de la présente année, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des deux Hautes Parties Contractantes n'aura point annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera encore obligatoire une année au de là, et ainsi de suite, jusqu'á l'expiration des douze mois, qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des deux Hautes Parties Contractantes à l'autre, pour qu'il soit annullé.

Art. IX. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, et les ratifications en seront échangées à Stockholm, dans l'espace de quatre semaines après la signature, ou plutôt si faire se peut.

1827 En foi de quoi, Nous Sous-signés, en vertu de nos pleinpouvoirs, avons signé le présent Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Stockholm le Quatorze Mars, l'An de Grace Mil Huit Cent Vingt Sept.

G. *Comte de* WETTERSTEDT. F. DE TARRACH.
P. C. HOLST.

36.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Hambourg, concernant la restitution des fraix en cas d'extradition de criminels, publiée à Hanovre le 14 *Mars* 1827.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1827. Abth. 1. Nr. 5. pag. 13.)

Ueber die Grundsätze der Kosten-Erstattung in Fällen der Auslieferung verhafteter Verbrecher ist mit dem Senate der freien Hansestadt Hamburg eine Vereinbarung dahin getroffen:

daſs zwar in Fällen, wenn die Auslieferung eines Verbrechers von einer Königlich-Hannoverschen Behörde an eine Hamburgsche Behörde, oder umgekehrt, nach den bestehenden Grundsätzen des einen oder des andern Staats geschehen kann und verfügt wird, und der an die requirirende Behörde ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt, der requirirten Behörde aus solchem Vermögen nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei der letztern üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichts-Ge-

bühren, welche durch die Haft, die Unterhaltung 1827
und den Transport des Verbrechers und durch die gegen ihn geführte Untersuchung bis zu seiner Ablieferung veranlafst sind, entrichtet werden sollen;

dafs aber in den Fällen, da der ausgelieferte Verbrecher kein zu dem Ende hinreichendes Vermögen besitzt, die Gebühren für die Arbeiten der requirirten Behörde durchgehends wegfallen sollen, und dafs die requirirende Behörde der requirirten dann lediglich die Auslagen, welche durch die Haft, die Unterhaltung und den Transport des Verbrechers bis zur erfolgten Ablieferung desselben veranlafst worden, zu erstatten hat.

Es wird diese Vereinbarung hierdurch zur allgemeinen Wissenschaft gebracht und werden alle Justitz- und Polizei-Behörden angewiesen, die durch selbige bestimmten Grundsätze in vorkommenden Fällen zur Anwendung zu bringen.

Hannover, den 14ten März 1827.

Königl. Grofsbritannisch-Hannoversche zum Cabinets-Ministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime-Räthe.

BREMER.

37.

Déclaration signée entre le royaume de Saxe et de duché de Saxe-Altenbourg concernant les rapports féodaux et de jurisdiction entre les deux états, du 29/7 Mars 1827.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1827. Nr. 7).

Es haben sich die Königlich Sächsische Landesregierung zu Dresden und die Herzoglich Sächsische

1827 Landesregierung zu Altenburg, nach hierzu erhaltener allerhöchster und höchster landesherrlicher Autorisation, über nachstehende Punkte vereiniget:

Herzoglich Sächsischer Seits entsagt man nicht nur der, in Folge des Patents vom 29sten September 1809., reclamirten Lehnherrlichkeit über die, bei den Königlich Sächsischen Rittergütern Wolftitz, Wolkenburg, Frankenhausen, Sahlis und Rüdigsdorf, verliehene Erbgerichtsbarkeit, Lehn-, Zins-, Trift- und andere Gerechtsame über mehrere im Altenburgischen Territorio befindliche Unterthanen und Grundstücke, sondern auch, für andere Fälle, der Lehnherrlichkeit über einzelne, zu einem Hauptgute des Königlich Sächsischen Gebietes gehörige, aber im Altenburgischen ausübende Gerechtsame, an Gerichten, Zinsen, Lehen, Triften und, wie sie sonst Namen haben mögen, insoferne nur dergleichen Objecte sich wirklich sub nexu feudali vasallitico befinden, auch als für sich bestehende Berechtigungen nicht anzusehen, oder mit einem im Altenburgischen gelegenen Grundbesitze nicht verbunden sind.

Dagegen entsagt man Königlich Sächsischer Seits, für alle vorkommende Fälle, der Lehnherrlichkeit, welche, zufolge Patents vom 9ten August 1809., über einzelne zu einem Altenburgischen Hauptgute gehörige, jedoch im Königlich Sächsischen Territorio befindliche Gerechtsame, an Gerichten, Zinsen, Lehnen, Triften und wie sie sonst Namen haben mögen, in Anspruch genommen werden könnte, insofern nur dergleichen Objecte sich wirklich sub nexu feudali vasallitico befinden, auch als für sich bestehende Berechtigungen nicht anzusehen, oder mit einem im Königreiche Sachsen gelegenen Grundbesitze nicht ververbunden sind.

Es wird jedoch dieser gegenseitigen Entsagung, was insonderheit die einer Behörde des Königlich Sächsischen, oder des Herzoglich Sächsischen Gebiets zustehende Gerichtsbarkeit über Grundstücke und Unterthanen des unstreitigen andern Gebietes anbelangt, die ausdrückliche Bedingung beigefügt, dafs die Gerichtsunterthanen dieser auswärtigen Behörden zwar da, wo es bis jetzt hergebracht gewesen, auch ferner noch gegenseitig in die betreffende Gerichtsstelle citirt

werden können und daselbst Recht zu nehmen, verbunden sind, die Gerichtsbarkeit selbst aber jedenfalls nach den Gesetzen des Landes, in welchem sich die der fraglichen Gerichtsbarkeit unterworfenen Grundstücke oder Unterthanen befinden, ausgeübt werde; es sollen auch die bei Ausübung einer solchen Gerichtsbarkeit vorkommenden Appellationen nur an die competente Behörde des Landes, in welchem sich die fraglichen Unterthanen und Grundstücke befinden, gerichtet werden können und bei dieser Behörde zur Cognition kommen. 1827

Die bei einer zu einem Hauptgute des Königlich Sächsischen, oder des Altenburgischen Gebiets befindlichen Gerichtsstelle, welcher Unterthanen oder Grundstücke des andern Landes unterworfen sind, angestellten Justitiarien sollen, in allen dazu geeigneten Fällen, an diejenige Landesherrschaft, deren Hoheit die Unterthanen oder Grundstücke unterworfen sind, die Erbhuldigung zu leisten haben, wiewohl nur dergestalt, dafs diese Erbhuldigung nicht Namens der Gerichte des betreffenden Hauptgutes selbst, sondern Namens derjenigen Gerichte geleistet werde, welche für die im andern Territorio befindlichen, der Gerichtsbarkeit des Hauptgutes mit unterworfenen Unterthanen und Grundstücke bestellt sind. In eben diesem Namen sollen auch die an die obere Behörde des Landes, wo die Unterthanen und Grundstücke befindlich sind, in vorkommenden Fällen zu erstattenden Berichte abgefafst werden.

Es versteht sich übrigens von selbst, dafs die in dieser Vereinigung beabsichtigte Purification der, in den gegenseitigen Staaten ausgeübt werdenden, Jurisdictionsverhältnisse auf die beiderseits zustehenden Domanial- und Steuer-Verhältnisse nicht zu beziehen sei, sondern selbige allenthalben unverändert bleiben.

Ueber vorstehende Vereinigung ist gegenwärtige Declaration, gegen eine gleichlautende Erklärung der Herzoglich Sächsischen Landesregierung zu Altenburg, ausgestellt und, in Folge höchster Genehmigung, vollzogen worden.

Dresden, den 29sten März 1827.

Königlich Sächsische Landesregierung.
Freiherr von WERTHERN.
HEINRICH LUDWIG HAUSMANN, S.

38.

1827 *Bulles concernant l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le* 16 *Août* 1821 *et le* 11 *Avril* 1827 *et publiées en Bâde le* 16 *Octbr.* 1827, *en Wurtemberg le* 24 *Octbr. et en Nassau le* 9 *Octbr. de la même année.*

(*Grofsherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt.* Nr. XXIII. den 16. October 1827. *Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg.* Nr. 46. d. 30. October 1827. *Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau* Nr. 16. d. 17. Nov. 1827).

PIUS Episcopus,
servus servorum Dei,
Ad perpetuam rei Memoriam.

Provida, solersque Romanorum Pontificum sollicitudo in iis componendis, et ordinandis, quae ad aptiorem Dominici Gregis custodiam, ac procurationem ex ipsa etiam temporum, ac locorum natura magis expedire dignoscantur, eos adigit ad novas Episcopales sedes quandoque constituendas, et quandoque illarum aliquas transferendas, ut Domino messis benedicente, aptiora exinde in Fidelis Populi spirituale bonum praesidia queant comparari. Statim ac itaque reddita fuit Germaniae tranquillitas, Nos, ad componendas res Ecclesiasticas, in praeterita temporum calamitate perturbatas, continuo direximus curas Nostras, iisque in Bavariae Regno quatuor ab hinc annis opportune ordinatis, Nostras pariter sollicitudines absque mora convertimus ad illos omnes orthodoxae Fidei cultores, qui actu subsunt dominationi Serenissi-

morum Principum, statuumque Germaniae, nempe 1827
Regis Würtembergiae, Magni Ducis Badensis, Electoris Hassiae, Magni Ducis Hassiae, Ducis Nassovii, Liberae Civitatis Francofurtensis, Magni Ducis Megalopolitani, Ducum Saxoniae, Ducis Oldenburgensis, Principis Waldeccensis, ac Liberarum Civitatum Hanseaticarum, Lubecensis, et Bremensis, qui sese paratos ostendendo ad omnem operam dandam pro Episcopatuum ab Apostolica Sede vel erigendorum, vel instaurandorum convenienti dotatione, Legatos communi nomine Romam, hujus rei causa, miserunt. Ast cum res omnes Ecclesiasticae, de quibus actum fuit, conciliari minime potuerint, spe tamen non decidentes fore ut pro eorumdem Principum, ac statuum sapientia valeant illae in posterum componi; ne interea Christi fideles in dictis regionibus commorantes, quos in maxima spiritualis regiminis necessitate agnoscismus constitutos, diutius propriis destituantur Pastoribus, ad nonnullarum, in praecipuis ipsorum Principum et statuum civitatibus, ac Territoriis sedium erectionem, ac Dioecesium circumscriptionem procedendum esse decrevimus, ut celerrime Ecclesiis illis de suis Episcopis providere valeamus: reservata Nobis cura Catholicos aliorum Principum subditos, iis Dioecesibus, quas commodiores judicabimus, in posterum adjungendi. Audito igitur consilio nonnullorum venerabilium Fratrum Nostrorum, Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium ex certa scientia, ac matura deliberatione Nostris, deque Apostolicae potestatis plenitudine, supprimimus, annullamus, et extinguimus titulum, denominationem, naturam, et essentiam, totumque praesentem statum vacantium tam Episcopalis Ecclesiae Constantiensis, quam praepositurae vere nullius Sancti Viti Elvacensis, una cum suis Capitulis, ad effectum libere procedendi ad infra dicendas novas Ecclesiarum erectiones, ac Dioecesium circumscriptiones, atque ulterius immutamus statum praesentem Episcopalium Ecclesiarum Moguntinae ac Fuldensis, ita ut illa a quocumque Metropolitico jure Archiepiscopi Mechliniensis omnino subtracta, et non amplius dispositioni Nostrarum literarum Apostolicarum incipien = Qui Christi Domini = datarum tertio Kalendas Decembris anni millesimi octingentesimi primi, subjecta remaneat; atque ista a regulari statu per alias Apostolicas Literas fel.

1827 mem. Benedicti decimi quarti Praedecessoris Nostri, quarum initium = In Apostolicae = constituto, ad statum saecularem translata intelligatur, ac scientia, deliberatione et potestate similibus ad omnipotentis Dei gloriam, orthodoxae fidei exaltationem, et Catholicae Religionis incrementum, Friburgum Brisgoviae civitatem principem, studiorum Academiae, aliisque fundationibus insignem, atque a novem mille, et amplius Civibus inhabitatam, in civitatem Archiepiscopalem, ac celeberrimum Templum sub titulo assumtionis Beatae Mariae Virginis in Ecclesiam Archiepiscopalem et parochialem; pariterque Rottenburgum ad Nicarum, olim caput Ducatus Hohenbergensis in medio Regni Würtembergiae, in quo Tribunal Provinciae existit, quodque Incolae quinque mille quingenti inhabitant, in civitatem Episcopalem, in eaque peramplum Templum, sub invocatione Sancti Martini Episcopi et Confessoris in Ecclesiam Episcopalem; nec non Limburgum ad Lahnam, fertili solo, in medio Ducatus Nassovici situm, et bismille septingentos continens habitatores in civitatem similiter Episcopalem, et in illa existens Templum sub invocatione Sancti Georgii in Ecclesiam item Episcopalem cum omnibus juribus, jurisdictionibus, praeeminentiis, honoribus, et privilegiis Archiepiscopali et Episcopalibus respective sedibus legitime competentibus, perpetuo erigimus, et constituimus. Antedictae vero Metropolitanae Ecclesiae Friburgensi praefatas quatuor Episcopales Ecclesias Moguntinam, Fuldensem, Rottenburgensem, ac Limburgensem Suffraganeas assignamus. Porro quodlibet Capitulum tam Metropolitanae Friburgensis, quam Cathedralium Ecclesiarum Moguntinae, ac Rottenburgensis ex unica Decanatus dignitate, et sex Canonicatibus; Fuldense vero ex dignitate Decanatus et quatuor Canonicatibus; ac Limburgense ex Decanatus dignitate, ac quinque Canonicatibus respective constabunt; ac insuper ad Ministrorum numerum aliquantulum augendum, sex in Friburgensi ac Rottenburgensi, quatuor in Moguntina et Fuldensi, ac duo in Limburgensi respective Ecclesiis Praebendae seu Vicariae pro totidem Praebendatis seu Vicariis erunt constabiliendae. Unicuique autem ex memoratis Capitulis, ut pro Chori servitio, pro distributionum, et aliorum quorumlibet emolumentorum

divisione, pro onerum supportatione, pro rerum, ac 1827
jurium tam spiritualium quam temporalium prospero, felicique regimine ac directione quaecumque statuta, Capitula et Decreta, licita tamen et honesta, et Canonicis regulis minime adversantia, sub respectivi, pro tempore existentis, Antistitis praesidentia inspectione et adprobatione condere atque edere, nec non gratiis, insignibus ac privilegiis, quibus alia Cathedralium Ecclesiarum in illis partibus Capitula legitime fruuntur et gaudent, frui et gaudere libere ac licite possint et valeant, licentiam et facultatem concedimus ac impartimur. Cuilibet profecto Antistiti supradictarum Ecclesiarum expresse injungimus, ut, servatis servandis, deputet ex canonicis unum, qui munus Poenitentiarii stabiliter exerceat, ac alterum a quo Sacra Scriptura, statis diebus, populo exponatur, vel si minus commode Canonici ad haec munera deputari possint, curabunt Episcopi, ut muneribus hujusmodi ab aliis idoneis Presbyteris satisfiat, utque media ad congruam laborum mercedem Presbyteris ipsis comparandam, opportune conquirantur. Cumque ad praescriptum Sacri Concilii Tridentini pro Cleri educatione, ac institutione Seminarium Puerorum Ecclesiasticum, ab Episcopo libere regendum et administrandum existere debeat in singulis ex praedictis tam Archiepiscopali quam Episcopalibus Ecclesiis, ubi is alumnorum alatur numerus, quem respective Dioecesis necessitas et utilitas postulat; cumque in quatuor ex illis jam adesse sciamus, in reliqua Ecclesia, quam primum poterit, congrue erigendum mandamus. Volentes nunc ad quinque supradictarum Dioecesium circumscriptionem procedere, ut, distinctis singularum finibus, nulla quaestio inter respectivos Episcopos circa Ecclesiasticae jurisdictionis exercitium exsurgere possit, praevia dismembratione infra nominandorum Locorum a Dioecesibus et Ecclesiis, e quibus actu dependent de simili Apostolicae potestatis plenitudine, sequentia decernimus, praescribimus, et constituimus. Metropolitana Friburgensis Ecclesia pro Dioecesano suo territorio habebit cunctam ditionem Magni Ducatus Badensis, nempe Paraecias intra limites hujusce Ducatus positas, quae partim ad Constantiensem, partim etiam ad Argentinensem, Spirensem, Wormatiensem, Herbipolensem, Basiliensem

1827 ac Ratisbonensem Dioeceses vel pertinent, vel jam pertinebant; alias quatuordecim Paraecias cum sua filiali positas in Principatu Hohenzollern Hechingen ad proefatam Dioecesim Constantiensem pertinentes, nec non viginti quatuor Paraecias in Principatu Hohenzollern Sigmaringen existentes eidem Constantiensi Dioecesi spectantes, atque insuper octodecim Paraecias Decanatus Vöhringen, ac Paraecias septemdecim Decanatus Haigerloch in dicto sitas Principatu, et ad praedictam Dioecesim pertinentes. Episcopalis Ecclesia Moguntina pro suo Territorio Dioecesano habebit universam ditionem Magni Ducatus Hassiaci, nempe Paraecias omnes Dioecesi Moguntinae reliquas post separationem Locorum sub Ditione Bavarica existentium, aliaque Loca et Paraecias ex Ratisbonensi, ac Wormatiensi Dioecesibus, nec non unicam Paraeciam Loci Herbstein ex Dioecesi Fuldensi ad Magnum Ducatum praedictum in temporalibus pertinentes, ac denique Paraecias in Locis Darmstadt, Giessa et Offenbach ejusdem Magni Ducatus Hassiaci, ita tamen ut a primo futuro Episcopo, in Locis quae maxima in parte ab Acatholicis inhabitantur, novae Parochiales Ecclesiae pro Catholicis, fundentur, si ipsi in magno sint numero, si vero in exiguo Paraeciis Catholicis vicinioribus adscribantur. Ecclesia Episcopalis Fuldensis pro Dioecesano suo Territorio habebit totum Electoratum Hassiae, videlicet quadraginta Paraecias actu in ipsa Dioecesi comprehensas, Paraecias viginti ex antiqua Metropolitana Dioecesi olim Moguntina, postea Ratisbonensi, atque unam in Loco Wolkmarsen ex Dioecesi Paderbornensi, demptis illis Paraeciarum fractionibus, quae in Bavarico Regno existentes proximioribus aliis Paraeciis Dioecesium Regni Bavariae aut jam applicatae fuerunt, aut brevi ex Apostolica delegatione applicabuntur. Paraeciarum autem exterarum fractiones in ditione Hassiaca existentes, proximiori alicui Dioecesis Fuldensis Paraeciae vel Paraeciis erunt applicandae. Eidem interea Fuldensi Dioecesi unitas relinquimus novem Paraecias in Magno Ducatu Saxonico Vimariensi sitas, de quibus aliter, si opus fuerit, disponendi Nobis, et Romanis Pontificibus Successoribus Nostris facultatem libere reservamus. Rottenburgensis Episcopalis Ecclesia pro suo Territorio Dioecesano habebit inte-

grum Regnum Würtembergense cum Paraeciis omnibus, quae jam ab anno millesimo octingentesimo decimo sexto ab Augustana, Spirensi, Wormatiensi et Herbipolensi Dioecesibus fuerunt separatae, nec non Paraeciis ad suppressam Praeposituram Sancti Viti Elvacensis nullius Dioecesis antea pertinentibus. Episcopalis demum Ecclesia Limburgensis pro Dioecesano suo Territorio habebit totum Ducatum Nassovicum, in quo comprehenduntur quinquaginta octo Paraeciae ad antiquam Ratisbonensem, et Paraeciae quinquaginta duo ad antiquam Trevirensem olim Dioeceses Metropolitanas spectantes, nec non viginti quatuor Paraeciae in Provincia Dillenburg et Weilburg existentes, ac insuper Territorium liberae Civitatis Francofurtensis, in quo cum tribus Filialibus unica existit Parochialis Ecclesia sub Invocatione Sti. Bartholomei Apostoli, ad quam Catholici omnes dictae Civitatis ac Territorii pertinent, quaeque a supradicta Ratisbonensi Dioecesi pendebat. Supradictas idcirco Civitates et Ecclesias in Archiepiscopalem, et Episcopales erectas cum praedictis Locis et Paraeciis quinque supranumeratis Ecclesiis pro respectivo Dioecesano Territorio attributis illorum Incolas utriusque sexus tam Clericos quam Laicos pro Clero, et Populo, perpetuo assignamus, et cujuslibet Antistitis jurisdictioni spirituali omnimode subjicimus, ita ut Personis juxta canonicas Sanctiones dignis et idoneis ad easdem Archiepiscopalem et Episcopales Ecclesias regendas tam pro hac prima vice, quam futuris temporibus Apostolica auctoritate, praevio Inquisitionis processu, a Romano Pontifice, ad formam instructionis piae memoriae Urbani Papae octavi Praedecessoris nostri jussu editae in singulis casibus committendo praeficiendis liceat, quemadmodum nos praecipimus et mandamus per se ipsos, vel per alios eorum nomine postquam tamen praesentes Literae debite atque integre fuerint executae, et Praesules ipsi Apostolicae provisionis Literas consecuti fuerint, veram, realem, et corporalem possessionem regiminis, administrationis, et omnimodi juris Dioecesani in praedictis Ecclesiis Civitatibus ac Dioecesibus et bonis aliisque redditibus pro dotatione assignatis, vel assignandis libere apprehendere, apprehensamque perpetuo retinere. Decernimus interea, ut omnia et singula Loca su- 1827

1827 pramemorata ab iisdem sive vicariis, sive administratoribus legitime deputatis temporarie pergant gubernari, quibus actu subduntur. Ut autem omnia, et singula superius a Nobis disposita celerem felicemique sortiantur effectum, venerabili Fratri Joanni Baptistae de Keller Episcopo Evariensi, quem nominamus, eligimus, ac deputamus praesentium Literarum nostrarum Exequutorem committimus, et mandamus, ut ad supradictorum Ecclesiarum, Capitulorum, et Seminariorum in bonis, fundisque stabilibus, aliisque redditibus cum jure Hypotecae specialis, et in fundos postmodum ac bona stabilia convertendis, ab iis in proprietate possidendis, et administrandis respectivam dotationem procedat, modo, et forma quibus a Serenissimis Principibus, quorum sub ditione singulae Dioeceses sunt positae oblata et expressa fuerunt per infra enumeranda Instrumenta legitima forma exarata, et ad Nos transmissa, quae servantur in actis hujus Congregationis rebus Consistorialibus praepositae, et quorum authentica exempla a praedicto Exequutore singulis Ecclesiis tradentur in eorum respective Archivis asservanda; videlicet Archiepiscopali Ecclesiae Friburgensi in Brisgovia assignabit Dominatum Lincensem, vulgo Linz, aliosque redditus, quae bona redditusque in totum septuaginta quinque millium tercentum sexaginta quator florenorum Rhenensium annuam Summam producunt, prout clare ac distincte describitur in Instrumento ex Speciali mandato magni ducis Badensis die vigesima tertia Decembris, anni millesimi octingentesimi vigesimi confecto. Fundos vero dictus Joannes Baptista Episcopus ita distribuet, ut ex iis obveniant quotannis Archiepiscopali mensae Floreni tresdecim mille quatuor centum, quibus addendo eas praestationes infra enarrandas, a Tribus Cathedralibus Ecclesiis annuatim persolvendas ejusdem Friburgensis mensae Archiepiscopalis annui redditus erunt Florenorum quatuordecim millium septingentorum et decem. Decano Capituli floreni quatuor mille; Primo ex Canonicis floreni Bismille tercentum; cuilibet ex aliis quinque Canonicis Floreni mille octingenti; unicuique demum ex sex Praebendatis Floreni Nongenti; Seminario insuper Dioecesano Floreni vigenti quinque mille; Fabricae Cathedralis Ecclesiae floreni quinque mille ducenti sexaginta quatuor; Cancellariae

Archiepiscopali floreni Termille; Domibus denique 1827
Ecclesiasticorum emeritorum, et demeritorum, vel jam existentibus, vel ab Ordinario, cujus jurisdictioni subdentur, erigendis, Floreni octomille. Praeterea pro Archiepiscopi habitatione assignabit Palatium in civitate Friburgensi, Foro Ecclesiae Metropolitanae adjacens, antea statibus Provincialibus Brisgoviae destinatum, cum suis adnexis pertinentiis, atque Horto ante Portam civitatis, et pro habitatione tam Decani quam sex canonicorum, et sex Prebendatorum alias domos in praedicto Instrumento descriptas. Episcopali Ecclesiae Moguntinae, firmis redditibus, et proventibus quibus actu gaudet, annuam tribuet Summam viginti mille Florenorum Rhenensium percipiendam ex proventibus ac redditibus Praefecturae Moguntinae ad exigenda vectigalia, redditusque Dominicos constitutae, solvendam quotannis praedictae Ecclesiae ea lege, ut memorata Summa gaudeat jure Hypothecae in bonis fundis et redditibus Dominicis ejusdem Praefecturae Moguntinae, utque hujusmodi dispositio firma, stabilis, et inconcussa maneat, donec ipsi Episcopali Ecclesiae Moguntinae Praedia, et fundi, quorum fructus viginti millium Florenorum Summam annuatim producant, pleno jure ab ea possidenda assignentur, prout expresse cavetur in Instrumento ex speciali mandato magni ducis Hassiae, et ad Rhenum die vigesima sexta Augusti, anni millesimi octingentesimi vigesimi exarato. Hac autem Summa viginti millium Florenorum annuorum adjuncta redditibus, qui dotem modo extantem Moguntinae Ecclesiae constituunt, tamquam Supplementum dotationis, tota quantitas redditiuum, quae inde exurget, ita a praefato Exequutore distribuenda erit, ut Episcopo Florenorum octo millium, Vicario ejus Generali Florenorum bismille quingentorum, cuilibet ex sex canonicis Florenorum mille octingentorum; Primo vero ex quatuor Praebendatis nongentorum Florenorum, et cuilibet ex aliis Tribus octingentorum Florenorum annuos redditus liberos praebeant. Haec tamen dispositio quoad Decanum, Canonicos, et Praebendatos suum non sortietur effectum, nisi cum Moguntinae Cathedralis Ecclesiae Canonicorum numerus ad senarium fuerit redactus, in quem finem decernimus, ut quatuor ex decem illius Capituli actualibus Praeben-

1827 mille Floreni, Decano Capituli bismille quatuor Centum Floreni, unicuique e sex Canonicis Floreni mille octingenti, Primo e sex Praebendatis Floreni nongenti, cuilibet ex aliis quinque Praebendatis Floreni octingenti, Fabricae Cathedralis Ecclesiae et manutentioni aliorum Aedificiorum Floreni mille quatuor centum, Seminario Dioecesano Floreni octomille nonaginta duo, Cancellariae Episcopali Floreni sex mille nongenti et sexdecim, Cathedrali Ecclesiae pro divini cultus expensis Floreni bis mille centum, et quinquaginta pro aedituo aliisque Ecclesiae inservientibus Floreni octingenti, et Archiepiscopo Friburgensi, tamquam Metropolitano, octingenti sexaginta quatuor Floreni annuatim obveniant. Quod si Decanus ad munus etiam Vicarii Generalis ab Episcopo eligatur, alii Floreni mille et centum ipsi erunt persolvendi; si vero simplex Canonicus Capitularis ad predictum Vicarii Generalis munus ab Episcopo designabitur, eidem Florenorum mille septingentorum augmentum attribuetur. Praeterea pro habitatione Episcopi, proque Curia Episcopali, Domum in Civitate Rottenburgi versus Vallem Nicari sitam, Praefecturae Regiae antea destinatam, cum adjacente Horto, ac pertinentiis suis; pro habitatione Decani Capituli, sex Canonicorum, et sex Praebendatorum alias Domos in praedicto Instrumento pariter descriptas, nec non pro Seminario Episcopali praevia Suppressione Conventus olim inhabitati a Fratribus Ordinis Beatae Mariae Virginis de Monte Carmelo, domum ipsius quondum Coenobii ad Nicarum sitam in Seminarii Clericorum usum respective addici mandamus. Episcopalis Ecclesia Limburgensis gaudebit bonis, fundis, censibus, decimis, aliisque redditibus annuam Summam constituentibus Viginti unius millium sexcentum sex Florenorum, prout apparet ex Instrumento de Speciali mandato Ducis Nassoviae die tertia Januarii currentis, anni millesimi octingentesimi vigesimi primi confecto, quos quidem redditus Exequutor praedictus ita distribuet, ut in singulos annos obveniant. Episcopo Floreni sex mille, Decano Capituli Bismille quatuor centum Floreni, Primo Canonico, qui simul Parochus Limburgensis erit, Floreni Mille octingenti, secundo Canonico Floreni pariter mille octingenti, Tertio Canonico, qui simul erit Parochus Ecclesiae Dietkirchensis, Floreni item mille

octingenti, quarto Canonico, qui simul Parochus erit 1827
in Altavilla, Floreni Bismille tercentum, et quinto canonico simul Parocho in Libera Civitate Francofurtensi ejusque Territorio, ea ipsa Summa, quam uti Parochus actu jam percipit Super dictarum retentione Paraeciarum cum memoratis quatuor Canonicis Apostolica delegata auctoritate dispensando, cum hoc tamen quod curae animarum Paraeciarum hujusmodi per idoneos Vicarios ab Ordinario, servatis servandis ad formam Canonicarum sanctionum approbandos et instituendos opportune provideatur; Primo Sacellano, qui Canonicum Parochum Limburgensem in animarum cura adjuvabit, Floreni octingenti, secundo Sacellano, cui Missas in Sacello Ptochii Limburgensis satisfacere incumbet Floreni octingenti, Archiepiscopo Friburgensi, uti Metropolitano, pro rata augmenti ejus dotationis biscentum Septuaginta Floreni, Seminario intra Provinciam constituto, vel constituendo, pro Clericorum Limburgensis Dioecesis educatione, et instructione Floreni mille quingenti, Cancellariae denique Episcopali, ac pro caeteris Sumptibus administrationis tam Ecclesiasticae, quam bonorum Floreni bis mille centum triginta. Pro Episcopi praeterea habitatione praevia suppressione Monasterii seu Coenobii, olim a Fratribus Ordinis Sti Francisci inhabitati, partem ipsius Monasterii, quam hucusque obtinuit Praefectus Ducalis cum finitimo Horto muris septo, pro Decano vero, quinque Canonicis, et duobus Sacellanis, alias Domos in praedicto Instrumento descriptas, respective assignandas decernimus. Antedicto insuper Joanni Baptistae Episcopo injungimus, ut animarum curae in Metropolitana et Cathedralibus Ecclesiis opportune consulat, statuatque a quibus Presbyteris, praevio concursu, ad normam Canonicarum Sanctionum, a respectivo Ordinario approbandis ac instituendis, et qua cum congrua dotatione in Ecclesiis ipsis debeat exerceri; utque designet in quod Seminarium Provinciae Ecclesiasticae Friburgensis Clerici Dioecesis Limburgensis recipi valeant, cum assignatione annua supradictorum Mille quingentum Florenorum usque dum proprium Limburgense Seminarium erigatur; atque ut ulterius Summam determinet a respectivis Principibus Territorialibus subministrandam, qua divini cultus impensis in suppressis tam

1827 Episcopali Constantiensi, quam Praeposituali Elvacensi Ecclesiis opportune, ac stabiliter provideatur, ac demum curet, quod suppressorum Capitulorum actu existentibus Canonicis annua praestatio ad eorum vitam integre ac fideliter persolvatur. Ad consulendum praeterea respectivorum Dioecesanorum bono et commoditati praescribimus, ut omnia et singula documenta respicentia Paraecias, et loca ab antiquis Dioecesibus dismembrata, novisque applicata, a veteribus Cancellariis extrahantur, atque opportuna forma tradantur novis Archiepiscopali et Episcopalibus respective Cancellariis, in quibus perpetuo erunt asservanda. Habita vero ratione redituum, Supra memoratis Archiepiscopali et Episcopalibus Ecclesiis, respective assignatorum in libris Camerae Apostolicae, prout sequitur nempe Ecclesiam Friburgensem in Florenis sexcentum sexaginta octo cum uno tertio, Ecclesiam Moguntinam in Florenis Tercentum quadraginta octo cum uno sexto, Ecclesiam Fuldensem in Florenis Tercentum triginta duobus Ecclesiam Rottenburgensem in Florenis quatuor centum nonaginta, et Ecclesiam Limburgensem in Florenis tercentum triginta duobus taxari mandamus. Atque ut cuncta a Nobis, ut supra, disposita, rite ad exitum producantur, Supradicto Joanni Baptistae Episcopo Evariensi, harum Literarum Exequutori deputato, omnes et singulas ad hujusmodi effectum necessarias et oportunas concedimus facultates, ut, praeviis respectivis dotationibus, per Instrumenta in valida diversorum statuum forma exaranda, ad uniuscujusque Ecclesiae cum suo Capitulo sive erectionem, sive novam ordinationem, ac respectivi Territorii Dioecesani circumscriptionem procedere, cunctaque alia, ut supra ordinata peragere, ac statuere, delegata sibi apostolica auctoritate libere, ac licite possit, et valeat; atque ulterius ipsi Joanni Baptistae Episcopo facultatem pariter tribuimus, ut ad plenam rerum omnium, in Locis praesertim ab ejus residentia remotis Executionem, unam, seu plures personam, vel personas in Dignitate Ecclesiastica constitutam vel constitutas subdelegare, et tam ipse Joannes Baptista, quam persona, vel personae ab eo sic subdeleganda, vel subdelegandae super quacumque oppositione, in actu Executionis hujusmodi quomodolibet forsan oritura, servatis tamen de jure servandis,

etiam definitive, et quacumque appellatione remota 1827
pronunciare libere item ac licite possint et valeant, ac quilibet eorum respective possit, et valeat. Eidem porro Joanni Baptistae Episcopo expresse injungimus, et mandamus, ut exempla singulorum actorum tam per se, quam per subdelegatos suos in harum Literarum executionem conficiendorum intra quadrimestre ab expleta ipsarum executione ad Apostolicam Sedem, in authentica forma transmittat, in archivio praedictae Congregationis Consistorialis de more asservanda. Praesentes autem Literas, et in eis contenta ac Statuta quaecumque etiam ex eo quod quilibet in praemissis vel in eorum aliquo jus, aut interesse habentes, vel quomodolibet etiam in futurum habere praetendentes cujusvis Status, ordinis, conditionis, et praeeminentiae, ac speciali quoque, specifica, expressa, et individua mentione digni sint, illis non consenserint, seu quod aliqui ex ipsis ad praemissa minime vocati, vel etiam non satis, aut nullimodo auditi fuerint, sive ex alia qualibet juridica, privilegiata, ac privilegiatissima causa, colore, praetextu, et capite etiam in corpore juris clauso, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis Nostrae, aut interesse habentium consensus, aliove quolibet defectu quantumvis magno, et substantiali, sive etiam ex eo quod solemnitates, et quaecumque alia forsan servanda, et adimplenda in praemissis minime servata et adimpleta, seu causae, propter quas praesentes emanaverint, non sufficienter adductae, verificatae, et justificatae fuerint notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi, restringi, limitari, vel in controversiam vocari, sive adversus eas restitutionis in integrum aperitionis oris, aut aliud quodcumque juris, facti vel justitiae remedium impetrari, aut sub quibusvis contrariis Constitutionibus, revocationibus, limitationibus, modificationibus, Decretis, ac Declarationibus generalibus, vel specialibus quomodolibet factis minime posse comprehendi, sed semper ab illis exceptas esse et fore, ad tamquam ex Pontificae providentiae officio, certa scientia, et potestatis plenitudine Nostris factas, et emanatas perpetuo validas, et efficaces existere, et fore suosque plenarios et integros effectus sortiri, et obtinere, ac ab omnibus, ad quos spectat, et quomodolibet

1827 spectabit in futurum perpetuo, et inviolabiliter observari; ad supradictarum Ecclesiarum Episcopis, et Capitulis, aliisque, quorum favorem praesentes Nostrae Literae concernunt, perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere, eosdemque super praemissis omnibus et singulis, vel illorum causa ab aliquibus quavis auctoritate fungentibus quomodolibet molestari, pertubari, inquietari, vel impediri, nec ad probationem, seu verificationem quorumcumque in iisdem praesentibus narratorum unquam teneri, neque ad id in judicio, vel extra cogi seu compelli posse, et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum et prorsus inane esse, ac fore volumus atque decernimus. Non obstantibus de jure quaesito non tollendo, de suppressionibus committendis ad partes vocatis quorum interest, aliisque Nostris, et Cancellariae Apostolicae regulis, nec non Ecclesiarum etiam confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, Statutis, privilegiis, et indultis quamvis specifica, et individua mentione dignis, omnibusque et singulis Apostolicis, ac in Sinodalibus Provincialibus, et universalibus conciliis editis specialibus, vel generalibus Constitutionibus, et Ordinationibus, quibus omnibus, et singulis, illorum tenores praesentibus pro insertis habentes, ad premissorum effectum latissime, ac plenissime, specialiter et expresse scientia, et potestatis plenitudine paribus derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus insuper, ut praesentium Literarum Transumptis, etiam impressis, manu tamen alicujus Notarii Publici subscriptis, et Sigillo Personae in Ecclesiastica dignitate munitis, eadem prorsus fides ubique adhibeatur, quae ipsis praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae vel ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam Nostrae suppressionis, extinctionis, annullationis, reordinationis, erectionis, dismembrationis, unionis, aggregationis, applicationis, concessionis, indulti, circumscriptionis, assignationis, attributionis, statuti, commissionis, deputationis, mandati, decreti, derogationis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem anno

Incarnationis Dominicae Millesimo octingentesimo Vigesimo primo, Decimo Septimo Calendas Septembris, Pontificatus Nostri anno Vigesimo Secundo. Loco † Plumbi. 1827

Leo Episcopus,

servus servorum Dei.

Ad perpetuam rei Memoriam.

Ad Dominici Gregis custodiam Pastores praeficere, qui et sacrorum procuratione et ministerio Verbi in semitis illum regant justitiae, ac salutis maxima semper adsiduaque contentione, Romani Pontifices adnisi sunt, probe gnari, id sibi ex muneris sui Officio a Pastorum Principe inprimis commendari. Hoc proinde consilio pro summo, quo in Ecclesiae bonum flagrabat studio, felicis Recordationis, Praedecessor Noster Pius septimus maxime sibi religioni duxit, intentas in eos Orthodoxe fidei cultores sollicitudines convertere, qui Serenissimorum Principum, Statuumque Germaniae, Regis nempe Würtembergiae, Magni Ducis Badensis, Electoris Hassiae, Magni Ducis Hassiae, Ducis Nassoviensis, Liberae Civitatis Francofurtensis, Magni Ducis Megalopolitani, Ducum Saxoniae, Ducis Oldenburgensis, Principis Waldecensis, ac Liberarum Civitatum Hanseaticarum Lubecensis et Bremensis, Dominationi subsunt; ac proinde diligentissime iis omnibus perpensis, quae magis ex re esse visa sunt, presides sacrorum, iisdem adsignandos, curavit. Datis idcirco ad diem septimam Calendas Septembris Anno Millesimo Octingentesimo Vigesimo Apostolicis Literis, quarum initium = Provida Solersque = Archiepiscopalis Friburgensis sedes, ejusque suffraganeae quatuor, Rottemburgensis nimirum, Moguntina, Limburgensis, ac Fuldensis constitutae sunt, cunctis opportune in id operis sancitis, quae ad Antistitum Censum, ad Canonicorum Collegia, ad Seminaria, ad Paraecias, ad Cathedrales aedes erant praefinienda. Quin imo Deo bene juvante, qui Pater est luminum et Auctor totius consolationis, in eo jam sumus, ut iis sedibus suos quam primum Pastores praeficiamus. Ve-

1827 rum nonnulla adhuc concilianda desiderabantur, quibus in futura tempora de Antistitum praesertim electione opportuna pro locorum ratione esset consultum, ut integra in id causae perstent Apostolicae sedis jura, et omnia quae idcirco erunt ibidem peragenda communis opinionis testimonio commendentur. Nostras in id curas impense appulimus, id unice in gravissimo hoc et difficili Negotio revolventes Animo, ut ea omnia adimerentur, quibus adhuc praepediuntur maxima Animarum lucra per memoratae Bullae, dispositiones procurata, et optatum exitum tandem nanciscantur, quae in Religionis commodum fuerant constituta. Omni itaque Negotii ratione in examen deducta, iisque susceptis consiliis, quae ex rei natura ejusque adjunctis universis occurerunt, auditis nonnullis ex Venerabilibus Fratribus Nostris Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus, atque ex certa scientia et matura deliberatione Nostris deque Apostolicae potestatis plenitudine haec, quae sequuntur, decernimus, ac mandamus. Primo: Quotiescumque sedes Archiepiscopalis, vel Episcopalis vacaverit, illius Cathedralis Ecclesiae Capitulum intra mensem a die vacationis computandum Summos respectivi Territorii Principes certiores fieri curabit de nominibus Candidatorum ad Clerum Dioecesanum spectantium, quos dignos et idoneos juxta Sacrorum Canonum praescripta judicaverit ad Archiepiscopalem vel Episcopalem Ecclesiam sancte sapienterque regendam; si forte vero aliquis ex Candidatis ipsis summo Territorii Principi minus gratus extiterit, Capitulum e catalogo eum delebit, reliquo tamen manente sufficienti Candidatorum numero, ex quo Novus Antistes eligi valeat; Tunc vero Capitulum ad canonicam electionem in Archiepiscopum, vel Episcopum unius ex Candidatis, qui supererunt, juxta consuetas canonicas formas procedet, ac documentum electionis in forma authentica intra mensem ad Summum Pontificem perferri curabit. Secundo: Confectio Processus informativi super qualitatibus Promovendorum ad Archiepiscopalem vel Episcopales Ecclesias a Romano Pontifice ad formam instructionis piae memoriae Urbani P. P. octavi jussu editae uni Episcoporum Provinciae vel Ecclesiastico respective Dioecesis viro in Dignitate constituto committetur, quo accepto si Summus Pontifex compere-

rit Promovendum iis dotibus instructum, quas sacri 1827
Canones in Episcopo requirunt, eum, quantocitius fieri poterit, juxta statutas canonicas formas per Apostolicas Literas confirmabit. Tertio: Si vero aut electio minime fuerit canonice peracta, aut promovendus praedictis dotibus instructus non reperiatur, ex speciali gratia Summus Pontifex indulgebit, ut Capitulum ad novam electionem, ut supra, canonica methodo valeat procedere. Quarto: Capitula, tam Metropolitanum, quam Cathedralia pro prima vice eo, qui sequitur, modo efformabuntur. Postquam Archiepiscopus, vel Episcopus respective Sanctae Sedis auctoritate fuerint instituti, eis a Summo Pontifice committetur, ut ejusdem Summi Pontificis nomine ad nominationem Decani, Canonicorum, et Vicariorum Capituli procedant, iisque dent canonicam institutionem. Deinceps vero quotiescumque Decanatus, aut Canonicatus, vel Vicariatus vacaverint, Archiepiscopus, vel Episcopus cum respectivo Capitulo alternis vicibus intra sex hebdomadas a die vacationis proponent Summo Territorii Principi quatuor Candidatos in sacris ordinibus constitutos iisque praeditos qualitatibus, quas sacri Canones in Capitularibus requirunt. Quod si forte aliquis ex ipsis Candidatis Summo Territorii Principi minus sit gratus, id quamprimum Archiepiscopo vel Episcopo vel respectivo Capitulo idem Summus Princeps indicari curabit, ut ab Elenco Candidatorum deleatur: Tunc vero Archiepiscopus aut Episcopus ad collationem Decanatus, Canonicatus, aut Praebendae, vel Vicariae, seu respective Capitulum intra quatuor hebdomadas procedet ad nominationem unius ex reliquis Candidatis, cui Archiepiscopus, aut Episcopus canonicam dabit institutionem. Quinto: In Seminario Archiepiscopali vel Episcopali is Clericorum numerus ali, atque ad formam Decretorum sacri Concilii Tridentini institui, ac educari debebit, qui Dioecesis amplitudini et necessitati respondeat, quique ab Episcopo congrue erit definiendus. Sexto: Liberum erit, cum Sancta Sede de negotiis Ecclesiasticis comunicare, atque Archiepiscopus in sua Dioecesi et Provincia Ecclesiastica uti, et Episcopi in propria quisque Dioecesi pleno jure Episcopalem jurisdictionem exercebunt, quae juxta Canones nunc vigentes et praesentem Ecclesiae

1827 disciplinam eisdem competit. Haec porro, quae tenore praesentium Apostolicae sanctionis robore communimus, districte mandamus, ut Antistites ac Capitula memoratarum sedium in iis, quae ad ipsos spectant, accurate ac diligenter exequantur, et servent. Id vero et ab Serenissimis Principibus certa jucundaque spe praestolamur, ut animo, quo sunt magno et excelso atque ad populorum felicitatem operandam intento animadvertentes, quonam Nostra toto hoc in negotio sese protulerit indulgentia benevolos se in dies magis prebeant erga Catholicos subditos, quos certe et fide, et obsequio, et obediendi studio sibi quamqui maxime devinctissimos tempore quolibet nanciscentur — Decernentes easdem praesentes Literas nullo unquam tempore de subreptionis et opreptionis, aut nullitatis vitio notari, aut impugnari posse, sed semper firmas, validas, et efficaces existere, et fore, non obstantibus Apostolicis generalibus, vel specialibus constitutionibus, et ordinationibus, ac Nostris et Cancellariae Apostolicae regulis praesertim de jure quaesito non tollendo ceterisque etiam speciali mentione dignis contrariis quibuscumque. Quibus omnibus et singulis illorum tenores pro expressis et ad verbum insertis habentes illis alias in suo robore permansuris ad praemissorum effectum duntaxat specialiter et expresse derogamus. Volumus insuper, ut praesentium Literarum transumptis, etiam impressis manu tamen alicujus Notarii Publici subscriptis et sigillo Personae in Ecclesiastica dignitate constitutae munitis eadem prorsus fides ubique adhibeatur, quae ipsis praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae, vel ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam Nostrae concessionis, adprobationis, derogationis, statuti, mandati, et voluntatis infringere, vel ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum, Petri et Pauli, Apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Romae apud sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae Millesimo Octingentesimo Vigesimo septimo, Tertio Idus Aprilis Pontificatus Nostri Anno Quarto. Loco † Plumbi.

Ludwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Salem, Petershausen und Hanau etc. etc. 1827

Wir geben gnädigst zu vernehmen:

Da die päbstliche Bulle vom 16ten August 1821, welche mit den Worten: „Provida solersque" und diejenige vom 11ten April 1827, welche mit den Worten: „Ad dominici gregis custodiam" beginnt, insoweit solche die Bildung der Oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begrenzung, Ausstattung und Einrichtung der dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Domcapiteln, so wie die Besetzung der erzbischöflichen und bischöflichen Stühle und der Domstiftischen Präbenden zum Gegenstand haben, von Uns angenommen werden und unsere landesherrliche Staatsgenehmigung erhalten, ohne dafs jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet, oder begründet werden kann, was Unsern Hoheitsrechten schaden, oder ihnen Eintrag thun könnte, oder den Landesgesetzen und Regierungsverordnungen, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder den Rechten der evangelischen Confession und Kirche entgegen wäre, so wird solches hiermit unter dem Vorbehalte, dafs wegen der Vollziehung weitere Anordnungen werden getroffen werden, zur Nachachtung bekannt gemacht.

Carlsruhe den 16ten Oktober 1827.

LUDWIG.

Vdt. *Frhr.* VON BERSTETT.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit.
V. KETTNER.

Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Württemberg.

Da die päbstliche Bulle vom 16. August 1821, welche mit den Worten: „Provida solersque" und diejenige vom 11. April 1827, welche mit den Worten: „Ad Dominici gregis custodiam" beginnt, in so

1827 weit solche die Bildung der oberrheinischen Kirchen-Provinz, die Begrenzung, Ausstattung und Einrichtung der dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Domcapiteln, so wie die Besetzung der erzbischöflichen und bischöflichen Stühle und der domstiftischen Präbenden zum Gegenstand haben, von Uns angenommen werden, und Unsere landesherrliche Staats-Genehmigung erhalten, ohne dafs jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet werden könnte, was Unsern Hoheitsrechten schaden oder ihnen Eintrag thun möchte, oder den Landes-Gesetzen und Regierungs-Verordnungen, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder den Rechten der evangelischen Confession und Kirche entgegen wäre, so wird solches hiermit unter dem Vorbehalte, dafs wegen der Vollziehung weitere Anordnungen werden getroffen werden, zur Nachachtung bekannt gemacht.

Stuttgart den 24. Oktober 1827.

WILHELM.

Der Minister des Innern:

VON SCHMIDLIN.

Auf Befehl des Königs:

Der Staats-Sekretär,

VELLNAGEL.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner Herzog von Nassau etc. etc. haben die päbstliche Bulle vom 16ten August 1824, welche mit den Worten „provida sollersque" und diejenige vom 11ten April dieses Jahrs, welche mit den Worten: „Ad dominici gregis custodiam" beginnt, insoweit solche die Bildung der Oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begrenzung, Ausstattung und Einrichtung der dazu gehörigen fünf Bisthumer mit ihren Domcapiteln, so wie die Besetzung der erzbischöflichen und bischöflichen Stühle und der Domstiftischen Präbenden zum Gegenstand haben, angenommen und diesen Bullen Unsere landesherrliche Genehmigung ertheilt, ohne

dafs jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet oder begründet werden kann, was Unsern Hoheitsrechten schaden oder ihnen Eintrag thun könnte, oder den Gesetzen und Verordnungen Unseres Herzogthums, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten oder den Rechten der evangelischen Confession und Kirche entgegen wäre. 1827

Gegeben Bieberich den 9ten Oktober 1827.

WILHELM.

Vdt. *Freiherr von* MARSCHALL.

39.

Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg, signé le 12 Avril 1827.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern.* Nr. 17. d. 28. April 1827.

Se. Majestät der König von Bayern und Se. Majestät der König von Württemberg, vom gleichem Wunsche beseelt, dem gegenseitigen Handel und Verkehr Ihrer Unterthanen jede thunliche Erleichterung zu sichern, und auf diese Weise das so glücklich bestehende freundschaftliche und nachbarliche Vernehmen zwischen beyden Staaten immer mehr zu befestigen und zu begründen, haben, in solcher Absicht, Unterhandlungen eröffnen lassen, und dazu als Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Se. Königliche Majestät von Bayern: Allerhöchstihren Staatsminister des Königlichen Hauses und des Aeufsern, Herrn Carl Friedrich Grafen von Thürheim, des K. Hausordens vom heil. Hubertus Ritter und Kapitular, Grofskreuz des Civilverdienstordens der Bayerischen Krone;

Se. Königliche Majestät von Württemberg: Allerhöchstihren aufserordentlichen Gesandten und Bevoll-

1827 mächtigten Minister an dem Königl. Bayerischen Hofe, Herrn Philipp Moritz Freiherrn v. Schmitz-Grollenburg, Staatsrath und Commenthur des K. Ordens der Württembergischen Krone, dann

Allerhöchstihren Oberfinanzrath Herrn Christoph Ludwig v. Herzog, Ritter des K. Ordens der Württembergischen Krone,

welche nach Vorlegung ihrer beiderseitigen Vollmachten, unter Vorbehalt der Ratification ihrer allerhöchsten Höfe, über nachstehende Punkte sich einverstanden haben.

Verbindung zu einem gemeinsamen Zoll- und Handels-Systeme,

Art. I. Beide K. Regierungen werden sich zu einem gemeinsamen, vorerst nur den Länder-Umfang der Königreiche Bayern und Württemberg begreifenden Zoll- und Handels-Systeme vereinigen, in welche Verbindung auch andere an diese Königreiche gränzende deutsche Staaten mit vereinter Beistimmung Bayerns und Württembergs aufgenommen werden können.

In Folge dieser Vereinigung sollen die längst den gemeinschaftlichen Bayerisch-Württembergischen Gebietsgränzen, dermal bestehenden Zollämter aufgelöst, und die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Zölle an den äufsern Gränzen der in dieser Beziehung vereinten Staaten, für derselben gemeinsame Rechnung, erhoben werden.

Beide Regierungen verzichten für die Dauer des Vereins auf alle und jede einseitige Handels-Verträge mit dem Auslande.

Grundlagen dieser Verbindung.

Art. II. Die Zoll-Gesetzgebung des Königreichs Bayern und diejenigen Bestimmungen, worüber beide allerhöchste Paciszenten schon in den früheren zu Stuttgard diesfalls gepflogenen Verhandlungen übereingekommen, sollen, vorbehaltlich der hierunter für nöthig erkannten Modifikationen, dieser Vereinigung zur Grundlage dienen.

Ueber die eben gedachten Modifikationen, so wie über die nähere Ausbildung und Vollziehung des Vereins selbst, sollen, alsbald nach erfolgter Auswechselung der allerhöchsten Ratifikationen gegenwärtiger Uebereinkunft, dahier, in München, weitere Verhandlungen eröffnet, und wo möglich, bis zum ersten Oktober laufenden Jahres, zu Ende geführt werden, damit die neue Einrichtung sodann unverzüglich in das Leben trete. 1827

Verhältniſs zur Schweizerischen Eidgenossenschaft.

Art. III. Da in dem Artikel XII. des zwischen dem Königreiche Württemberg und der Schweizerischen Eidgenossenschaft am 30. September 1825 abgeschlossenen Handels-Vertrags, für den Fall, wo die K. Württembergische Regierung mit einem oder mehreren deutschen Staaten sich über eine gemeinschaftliche Zoll-Linie vereinigen würde, eine neue Unterhandlung über angemessene Modificirung jenes Vertrages vorbehalten worden; so werden hierzu die erforderlichen Einleitungen, in ununterbrochenem Einverständnisse beider Königlicher allerhöchsten Höfe, getroffen werden.

Transitorische Bestimmungen.

Art. IV. Um noch vor Einführung des gemeinschaftlichen Zoll-Systemes den beiderseitigen Unterthanen, wenigstens theilweise, die Vortheile eines erleichterten Verkehrs zuzuwenden, vereinigen sich beide Regierungen über die hier nachfolgenden Bestimmungen hinsichtlich des Gränz-Verkehrs, dann der Verminderung der Eingangs- und Durchgangszölle, welche, sogleich nach beiderseits erfolgter allerhöchster Genehmigung dieses Vertrags, in Kraft treten, und so lange gelten sollen, bis die gemeinschaftliche Zoll-Linie hergestellt seyn wird.

Gränz - Verkehr.

Art. V. Für die Erleichterung des Gränz-Verkehrs wird Folgendes bestimmt:

1. Die Natur-Erzeugnisse, welche die Gränz-Unterthanen von ihren im Gebiete des andern Staats gelegenen Grundbesitzungen an Gärten, Weinbergen,

1827 mächtigten Minister an dem Königl. Bayerischen Hofe, Herrn Philipp Moritz Freiherrn v. Schmitz-Grollenburg, Staatsrath und Commenthur des K. Ordens der Württembergischen Krone, dann

Allerhöchstihren Oberfinanzrath Herrn Christoph Ludwig v. Herzog, Ritter des K. Ordens der Württembergischen Krone,

welche nach Vorlegung ihrer beiderseitigen Vollmachten, unter Vorbehalt der Ratification ihrer allerhöchsten Höfe, über nachstehende Punkte sich einverstanden haben.

Verbindung zu einem gemeinsamen Zoll- und Handels-Systeme,

Art. I. Beide K. Regierungen werden sich zu einem gemeinsamen, vorerst nur den Länder-Umfang der Königreiche Bayern und Württemberg begreifenden Zoll- und Handels-Systeme vereinigen, in welche Verbindung auch andere an diese Königreiche gränzende deutsche Staaten mit vereinter Beistimmung Bayerns und Württembergs aufgenommen werden können.

In Folge dieser Vereinigung sollen die längst den gemeinschaftlichen Bayerisch-Württembergischen Gebietsgränzen, dermal bestehenden Zollämter aufgelöst, und die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Zölle an den äufsern Gränzen der in dieser Beziehung vereinten Staaten, für derselben gemeinsame Rechnung, erhoben werden.

Beide Regierungen verzichten für die Dauer des Vereins auf alle und jede einseitige Handels-Verträge mit dem Auslande.

Grundlagen dieser Verbindung.

Art. II. Die Zoll-Gesetzgebung des Königreichs Bayern und diejenigen Bestimmungen, worüber beide allerhöchste Paciszenten schon in den früheren zu Stuttgard diesfalls gepflogenen Verhandlungen übereingekommen, sollen, vorbehaltlich der hierunter für nöthig erkannten Modifikationen, dieser Vereinigung zur Grundlage dienen.

b. mit Beschränkung auf eine Trag-, Karren- oder 1827
Handschlitten-Last:
Bienenkörbe,
Brechen,
Bücheln,
Butter, unverpackt,
Eicheln,
Eyer,
Erdengeschirr, gemeines,
Garten-Sämerey,
Holzschuhe,
Holzwaaren, gemeine und unverpackt;
Käse, gemeine, oder s. g. Handkäse,
Kartoffeln,
Klauen,
Knochen,
Kübler- und Kiefer-Arbeiten, (Fässer, Butten etc.)
Kümmel,
Milch,
Nüsse,
Obst, frisches,
Rechen, hölzerne,
Schleifsteine im unverpackten Zustand,
Schmalz, } im unverpackten Zustande,
Schmeer, }
Schreiner-Arbeiten, gemeine,
Spanferkel,
Speck,
Spindeln und Spuhlen,
Spinnrocken, gemeine,
Wagner-Arbeiten,
Wetzsteine im unverpackten Zustande,
Wildpret,
Wurzelgewächse, frische,
Ziegen, junge;

c. mit Beschränkung auf ein Stück:
Gefährte zum Oekonomie-Dienste, unbeschlagen und beschlagen;

d. mit Beschränkung auf zehn Pfund Bayerischen Gewichts und im unverpackten Zustande:
Bäcker-Waaren, gemeine,

1827 Flachs, Hanf, Wolle,
Garne von Flachs, Hanf und Wolle;

c. mit Beschränkung auf ½ Scheffel Bayerischen Maafses:
Feldfrüchte, rauhe und glatte,
Hülsenfrüchte,
Mehl.

4. In allen Fällen, wo der Zoll von den Waaren, die ein Zollpflichtiger mit sich führt, nicht mehr als 4 Kreuzer beträgt, sollen sie ganz zollfrei bleiben, jedoch ebenfalls zur Anmeldung bei den Zollstätten verbunden seyn.

5. Das Getraide, das Holz, die Lohe und die Oelsaamen, welche die Gränz-Unterthanen des einen Staats zum Abgerben, Vermahlen, Schneiden und Stampfen auf die Mahl-, Säge-, Lohe- und Oel-Mühlen des anderen Staates bringen und in abgegerbten Kernen oder in Mehl, in geschnittener Waare, gestampfter Lohe und Oel wieder zurückführen, sollen gegenseitig vom Eingangs- und Ausgangszolle frei seyn.

6. Das Vieh, welches die Unterthanen des einen Staates, während der Weidezeit auf die Alpen und Weiden des andern Staates ein- und zurücktreiben, wird bei den Zollstätten blos vorgemerkt, und ist zollfrei. Nur von dem Ab- und Zugang wird bei dem Zurücktriebe die betreffende Zollgebühr erhoben, insofern nicht nachgewiesen werden kann, dafs die abgängigen Stücke auf der Alpe oder Weide durch Unglück zu Verlust gegangen sind.

Die während der Weidezeit gewonnenen Produkte, als: Milch, Butter, Schmalz, Käse, Wolle etc. unterliegen nur der Hälfte des Ausgangszolles, und im Heimathstaate sind sie vom Eingangszolle ganz frei.

7. Die Gegenstände, welche die beiderseitigen Gränzbewohner zur Verarbeitung, Veredlung, Ausrüstung und Ausbesserung einander sich zubringen, sollen bis zu Quantitäten von 1 Centner oder bis zu ganzen Stücken in beiden Staaten, gegen Entrichtung einer Stempelgebühr von 1 Kreuzer für den auszustellenden und wieder einzuziehenden Zollschein, vom Eingangs- und Ausgangszolle ganz frei seyn, jedoch

unter der Bedingnifs, dafs die Gegenstände der Verarbeitung, Veredlung u. s. w. in angemessenen Terminen bei den nämlichen Zollstätten ein- und wieder ausgebracht werden. 1827

8. Das Vieh, welches aus einem der beiden Staaten auf die Viehmärkte des andern Staats gebracht wird, unterliegt den gegenseitigen Ausgangs- und Eingangszöllen nur in soweit, als es auf den Märkten verkauft wird.

Das unverkaufte und wieder zurückgehende Vieh soll gegen Entrichtung der Stempelgebühr von 1 Kreuzer für den Vormerkschein vom Eingangs- und Ausgangs-Zolle ganz frei seyn, wenn es zum Behufe der Controle über die nämliche Zollstätte ein- und wieder ausgeführt, und mit dem Vormerkscheine begleitet wird.

9. Die an der Gränze wohnenden Gewerbsleute, welche mit den von ihnen selbst verfertigten Artikeln die Gränzmärkte des andern Staates besuchen, haben zwar bei der Eintrittszollstätte von den Waaren den ganzen Eingangszoll zu deponiren, erhalten aber denselben von den unverkauft zurückgehenden Parthien wieder ganz zurück, wenn

a. der Ort sowohl, wo die Gewerbsleute wohnen, als der Ort des Marktes, den sie besuchen, von der gemeinschaftlichen Gränze nicht über drei Stunden entfernt ist;

b. die Gewerbsleute bei den Zollstätten durch obrigkeitliche Zeugnisse nachweisen, dafs die Gewerbsartikel, die sie zu Markte bringen, von ihnen verfertigt seyen,

c. die Einfuhr und Wiederausfuhr der Waaren bei einer und der nämlichen Zollstätte geschieht,

d. die Eigenthümer ihre Waaren entweder selbst verführen, oder wenn diese durch Fuhrleute besorgt werden, wenigstens persönlich begleiten, und den Zollbehandlungen selbst beiwohnen, endlich,

e. die verkauften Waaren längstens am dritten Tage nach dem notorisch beendigten Markte wieder zurückgehen.

1827 *Eingangs - Zölle.*

Art. VI. 1. Von den Getreidefrüchten, welche aus dem Gebiete des einen Staates in das des andern eingeführt werden, sollen folgende Eingangszölle erhoben werden:

	In Bayern.		In Württemb.	
a. von Weitzen und gegerbten Kernen . . .	12 Kr.	v. 1 Scheff. Bayerischen Maaſses.	10 Kr.	v. 1 Scheff. Württemb. Maaſses.
b. von Roggen	9 —		7 —	
c. von Gerste und ungegerbten Kernen . .	6 —		5 —	
d. von Hafer u. Wicken	3 —		2 —	

2. Von dem aus dem einen Staate in den andern eingehenden Vieh sollen gegenseitig folgende Eingangszölle erhoben werden, nämlich:

von Pferden . . .	1 Fl.	— Kr.	pr. Stück.
— Fohlen . . .	— —	40 —	
— Maulthieren	— —	24 —	
— Eseln . . .	— —	3 —	
— Ochsen	— —	20 —	
— Stieren	— —	20 —	
— Kühen	— —	12 —	
— Rindern	— —	12 —	
— Kälbern . .	— —	4 —	
— Schweinen	— —	8 —	
— Frischlingen	— —	8 —	
— Spanferkeln	— —	2 —	
— Schaafen . . .	— —	4 —	
— Lämmern	— —	1 —	
— Geisvieh . .	— —	4 —	
— Kitzen . . .	— —	1 —	

3. Die in Württemberg erzeugten Stab-, Schien-, Stangen-, Knoppern- und Zain-Eisen, Eisengufswaaren, unverarbeiteten Eisenbleche und unverarbeiteten Stahle sollen in Bayern nur einem Eingangszolle von 1 Fl. 40 Kr. vom Bayerischen Centner; dagegen aber auch die in Bayern (einschlüssig des Rhein-Kreises) erzeugten Artikel dieser Art in Württemberg nur einem Eingangszolle von 1 Fl. 20 Kr. vom Württembergischen Centner unterliegen.

4. Die in Württemberg erzeugten Weine und Weinmoste (einschlüssig der Württembergischen See-

weine und Seewein-Moste) sollen in Bayern einem Eingangszolle zu 1 Fl. vom Bayerischen Centner; — dagegen aber auch die in Bayern erzeugten Weine und Weinmoste (einschlüssig der Rhein-Bayerischen Weine und Weinmoste) in Württemberg ebenfalls nur einem Eingangs Zolle von 48 Kr. vom Württembergischen Centner, oder zu 6 Fl. vom Württembergischen Eimer unterworfen seyn. 1827

5. Von nachstehenden in Württemberg und Bayern erzeugten Waaren und Fabrikaten, nämlich:

a. Bein-Arbeiten, mit Galanteriewaaren unvermengt,

b. Fabrikaten von weifsen oder verzinntem Bleche,

c. lakirten Blechwaaren,

d. Kupferfabrikaten, und

e. feineren Messingfabrikaten

soll der Eingangszoll in Bayern in 10 Fl. vom Bayerischen Centner, und in Württemberg in 8 Fl. vom Württembergischen Centner bestehen.

6. Die in Württemberg erzeugten Lein- Hanf- und Reps- oder Rüb-Oele sollen in Bayern einem Eingangszolle zu 2 Fl. 30 Kr. vom Bayerischen Centner, und die nämlichen in Bayern erzeugten Oele in Württemberg einem Eingangszolle zu 1 Fl. 44 Kr. vom Württembergischen Centner unterliegen.

7. Dem eben bemerkten Eingangs-Zolle sollen gegenseitig auch die in Württemberg und Bayern erzeugten Schreib- und Druckpapiere unterworfen seyn.

8. Die in Württemberg fabricirten Silber- Schmid- und Massiv-Arbeiten sollen in Bayern einen Eingangszoll zu 20 Fl. vom Bayerischen Centner und die in Bayern fabricirten Arbeiten dieser Art in Württemberg einen Eingangszoll zu 15 Fl. 36 Kr. vom Württembergischen Centner zu entrichten haben.

Die Anwendung der oben für die genannten Eisenwaaren und für die Weine festgesetzten Zollsätze setzt voraus, dafs der Ursprung als Bayerisches oder Württembergisches Erzeugnifs nach denjenigen Vorschriften nachgewiesen werde, welche hierüber in dem Bayerischen Rhein-Kreise für den Fall bestehen, dafs diese Artikel von dort in die übrigen Kreise

1827 des Königreichs Bayern mit Anspruch der Zollbegünstigung eingeführt werden wollen. Sie werden in beiden Staaten durch besondere Verordnungen bekannt gemacht werden.

Die von 5. bis 8. einschlüssig bezeichneten gegenseitigen Begünstigungen finden nur dann statt, wenn die Fabrikanten und Producenten die Fabrikate und Produkte unmittelbar und ohne Dazwischenkunft eines Zwischenhändlers, mit den vorschriftmäfsigen Ursprung-Zeugnissen, verführen oder versenden.

Die K. Württembergische Regierung macht sich anheischig, die Württembergischen Eingangszölle von den durch die vorhergehenden Bestimmungen begünstigten Artikeln gegen andere Staaten den Bayerischen gleichzustellen, in so weit jene dermalen niedriger stehen.

Durchgangs-Zölle.

Art. VII. In Bayern wird der Durchgangszoll von dem aus Württemberg durch Bayern transitirenden — a. Vieh, und — b. Wein, — nur zur Hälfte erhoben werden. Eben so wird auch in Württemberg von dem aus Bayern einschliefslich des Rhein-Kreises transitirenden

a. Vieh, und — b. Wein — der Durchgangszoll auf die Hälfte herabgesetzt, und
c. vom Bayerischen Getreide, vorbehaltlich der erforderlichen Sicherheits-Mafsregeln, ganz aufgehoben, wie das Getreide auch in Bayern von demselben ganz frei ist.

Gegenseitige Sicherstellung der Zoll-Gefälle und anderer Staatsabgaben.

Art. VIII. Zur gegenseitigen Sicherung der Zoll-Gefälle und anderer Staatsabgaben sind beide Regierungen über folgende Punkte übereingekommen.

1. Sie werden sich hinsichtlich der Ursprungs-Zeugnisse über ein gleichförmiges Verfahren verständigen, und ihre Behörden zur gewissenhaften Ausübung der ihnen in dieser Hinsicht übertragenen Funktionen verpflichten.

2. Sie machen sich gegenseitig verbindlich, nach Möglichkeit dahin zu wirken, dafs die Zoll- und übri-

gen Abgaben-Gesetze des einen Staates nicht durch 1827
die Unterthanen des anderen verletzt werden, und die Behörden sich zum Schutze dieser Gesetze gegenseitig unterstützen.

3. Sie werden ihre Gränz-Zollstätten zu einer gegenseitigen Controle ermächtigen, wodurch das gegenseitige Einschmuggeln und insbesondere die Gefährden mit den angeblich transitirenden Gütern erschwert werden.

4. Sie werden ihre Staatsangehörigen, die überwiesen werden sollten, die Zoll- und sonstigen Staats-Abgaben des andern Staates gefährdet zu haben, zur Strafe ziehen lassen.

Verkehr mit den Hohenzollerischen Fürstenthümern.

Art. IX. Da die Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Sigmaringen durch Staats-Vertrag in einem gemeinschaftlichen Zoll-Systeme mit dem Königreiche Württemberg stehen; so finden die transitorischen Bestimmungen der Artikel V., VI., VII. und VIII. auch auf den Verkehr mit diesen Ländern ihre Anwendung.

Schlufs.

Art. X. Ueber die gegenwärtige zweifach ausgefertigte Uebereinkunft sollen die Ratifikationen beider Königlichen Höfe innerhalb 14 Tage, oder, wo möglich früher, eingeholt, und hier in München ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterschrieben und besiegelt zu München den zwölften April 1827.

Friedrich *Graf* v. Thürheim.

Philipp Moritz *Freiherr* von Schmitz-Grollenburg.

Christoph Ludwig v. Herzog.

(Ce traité a été ratifié par S. M. le Roi de Bavière le 16 Avril 1827 et par S. M. le roi de Wurtemberg le 17 Avril de la même année.)

40.

1827 *Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant les rapports de juridiction, publié à Stouttgart le 28 Avril 1827.*

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* Nr. 16. d. 5. Mai 1827).

Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Würtemberg. Nachdem mit der Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringenschen Regierung über die Festsetzung der gegenseitigen Jurisdiktions-Verhältnisse Unterhandlungen eingeleitet worden sind, und hienach nunmehr eine umfassende Uebereinkunft zwischen beiden Regierungen über jenen Gegenstand zu Stande gekommen, auch solcher von Uns die Genehmigung ertheilt worden ist; so verfügen und verordnen Wir, dafs der nachstehende wörtliche Vertrags-Inhalt zur allgemeinen Nachachtung für Unsere sämmtlichen Unterthanen und Behörden, so weit dieselben hiebei, jetzt oder in Zukunft, betheiligt sein mögen, andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werde.

Gegeben Stuttgart den 28. April 1827.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:

Graf v. Beroldingen.

Auf Befehl des Königs:

Der Staats-Sekretär,

Vellnagel.

Vertrags-Punkte.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Jeder von den beiden contrahirenden Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechtskraft

und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse 1827
des andern Staats, so fern dieselben nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Staats-Vertrags von einem beiderseits als competent anerkannten Gerichte ausgegangen sind.

Art. II. Ein von einem zuständigen Gerichte erlassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor dem Gerichte des anderen Staats die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; desgleichen werden solche Erkenntnisse an den, in dem andern Staate gelegenen Gütern des Verurtheilten unweigerlich vollstreckt, wenn

1. durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerichten erkannt worden, keine, auch der Zeit und den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite und hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden seien; und

2. keine eigene Unterthanen mit solchen Forderungen entweder sich gemeldet haben, oder nach Ausweis der öffentlichen Bücher versichert sind, für welche ihnen an den zur Vollstreckung des fremdrichterlichen Erkenntnisses angewiesenen Sachen ein gleiches oder vorzügliches Recht gesetzlich zusteht.

Art. III. Beide Staaten versichern sich gegenseitige Rechtshülfe, sowohl in bürgerlichen als peinlichen Sachen, so weit nicht hierüber in gegenwärtigem Vertrage besondere Einschränkungen enthalten sind.

Begründung des Gerichtsstandes im Allgemeinen.

Art. IV. Beide contrahirenden Staaten erkennen gegenseitig den Grundsatz, dafs der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe. Es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur in so fern es den Beklagten, sondern auch in so fern es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung der Gerichts-Kosten und dergleichen betrifft, in dem andern Staate als rechtsgültig erkannt und vollzogen.

1827

Besondere Bestimmungen.

I. *Rücksichtlich der bürgerlichen streitigen Gerichtsbarkeit.*

Unstatthaftigkeit der freiwilligen Prorogation.

Art. V. Keinem Unterthanen ist erlaubt, durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des andern Staates, dem er nicht angehört, sich zu unterwerfen.

Keine Gerichts-Behörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses Statt zu geben.

Jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntniſs wird in dem einen und dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Von dem Gerichts-Stande des Wohnsitzes.

Art. VI. Beide Staaten erkennen den Gerichtsstand des Wohnsitzes (forum domicilii) dergestalt an, daſs bei persönlichen Klagsachen, welche keinen besondern Gerichtsstand (forum speciale) begründen, der Unterthan des einen Staates von dem Unterthanen des andern nur vor dem Richter seines Wohnsitzes belangt werden darf, und das von diesem Richter ausgesprochene rechtskräftige Erkenntniſs wird aushülfsweise an den in dem andern Staate sich befindenden Gütern des Verurtheilten vollzogen. Hat jemand neben seinem ordentlichen Wohnsitze in seinem Staate auch einen zeitlichen Aufenthaltsort in dem andern Staate, sei es wegen des Besitzes unbeweglicher Güter, oder wegen irgend eines Gewerbes oder einer Beschäftigung; so hat der Kläger bei persönlichen Klagen die Wahl, ob er den Beklagten an dem Orte des Wohnsitzes oder des Aufenthaltes belangen will, in welchem Falle der Gerichtsstand durch Prävention begründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden Staaten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb eines gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen der vor seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor den Gerichten des Landes, das er verläſst, Recht zu geben oder zu nehmen hat; so wird die Zuständigkeit

dieser Gerichte von dem andern Staate, wenn auch 1827
keine Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vorhanden ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rechtshängig werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

Art. VII. Klagen aus persönlichen Ansprüchen gegen den Erblasser können, so lange die Theilung nicht geschlossen ist, gegen die Erben bei dem Gerichte angebracht werden, unter welchem sich die Erbschaft noch befindet; wenn aber die Theilung bereits geschlossen ist, sind die Erben vor ihrem eigenen Richter zu belangen.

Allgemeiner Gant-Gerichts-Stand.

Art. VIII. Geräth Jemand, welcher in dem einen Staate wohnt, in dem andern aber Vermögen besitzt, in Concurs; so wird von beiden Seiten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gant-Gericht anerkannt, und einem Partikular-Concurs nicht Statt gegeben; aufser in dem Falle, wenn Erbschafts-Gläubiger in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende Absonderungs-Recht geltend machen wollen, und mit weiterer Ausnahme des Falles, wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder dem andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzt; wefshalb zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung solcher Etablissements demselben besonders kreditirt haben, ein Partikular-Concurs eröffnet werden darf.

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil, in dem andern nach dem Sinne des Art. VI. einen Aufenthalt hat, so ist, die so eben ausgedrückten Fälle ausgenommen, der Gerichtsstand des Concurses in dem Staate begründet, wo sich der gröfsere Theil des austheilbaren Vermögens befindet.

Ist in beiden Staaten ungefähr eine numerisch gleiche Vermögens-Masse; so kommt es darauf an, in welchem von beiden die meisten der von dem Schuldner genannten oder sonst vorläufig bekannten Gläubiger wohnhaft sind.

1827 *Rechtliche Wirkungen des allgemeinen Gant-Gerichtsstandes.*

a) *Im Allgemeinen.*

Art. IX. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gant-Gerichte einzuklagen.

Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Effekten durch den Richter der gelegenen Sache zur Verfügung des Gant-Gerichts gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert, als nicht daraus inländische Gläubiger zu Folge des rechtskräftigen Gant-Urtheils zu befriedigen sind (vergl. Art. XI., Nr. 3).

b) *Besonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderungen.*

Art. X. Dagegen zieht der allgemeine Gant-Gerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Lokation an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gant-Gerichte bei Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das Lokations-Erkenntnifs an gehörigem Orte eingereiht werden, die Haupt-Liquidation der Forderung aber von dem Gerichte wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger oder Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

Ist der Streit über die besonders verhandelte Forderung zur Zeit der Abfassung des Gant-Urtheils noch nicht beendigt; so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

c) *Rücksichtlich der Lokation der Gläubiger.*

Art. XI. Das allgemeine Gant-Gericht hat

1. Die Forderungen der Gläubiger hinsichtlich ihrer Gültigkeit und Liquidität, nach den Gesetzen desjenigen Staates zu beurtheilen, in welchem sie entstanden sind.

2. Hypothekar-Forderungen, welche auf einzelnen unbeweglichen Gütern haften, werden nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt und locirt.

Dasselbe gilt von Absonderungs-Ansprüchen auf unbewegliche, im Besitze des Gemeinschuldners befindliche Güterstücke.

3. Die Unterthanen des einen Staates, welche, vor 1827
dem allgemeinen Gant-Gerichte des andern Staates irgend ein Vorzugsrecht in Anspruch nehmen, sind zu verlangen berechtigt, dafs sie aus demjenigen Theile der Gantmasse, welcher von den in ihrem heimathlichen Staate befindlich gewesenen Vermögens-Stücken herrührt (vergl. Art. IX), besonders und nach den Prioritäts-Gesetzen dieses Staats befriedigt werden.

3. Reicht in solchem Falle der oben erwähnte Theil der Gantmasse zu ihrer Befriedigung nicht zu, so sind sie wegen dieses Rests ihrer Forderungen, und in Beziehung auf den übrigen Theil der Gantmasse, nach den Gesetzen des Gantgerichts zu lociren.

Von den besonderen Gerichtsständen.

a) *Gerichtsstand der gelegenen Sache.*

Art. XII. Alle Realklagen, sie mögen eine bewegliche oder unbewegliche Sache betreffen, alle actiones mixtae, welche theils Real- theils Personal-Prästationen zum Gegenstande haben, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae werden vor dem Gerichte erhoben, in dessen Bezirke sich die Sache befindet, welche den Gegenstand der Klage ausmacht, vorbehältlich dessen, was für den Fall eines Concurses in den Art. IX und X bestimmt ist.

Das von dem Gerichte der gelegenen Sache gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird von dem Richter des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem ganzen Inhalte anerkannt und an den in dem Wohnorte befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die in dem andern Staate gelegenen Güter des Sachfälligen unzureichend sind.

b) *Gerichtsstand für Erbschafts-Klagen.*

Art. XIII. Erbschafts-Klagen werden nicht in dem Wohnorte des Erben, sondern da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben, und zwar dergestalt, dafs, wenn die Erbschafts-Stücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Gebiete der contrahirenden Staaten sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist.

Bewegliche Erbschafts-Stücke werden angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

1827 Aktiv-Forderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind, oder nicht, den beweglichen Sachen gleich geachtet.

c) *Vom Gerichtsstande des Arrestes.*

Art. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes soll Statt haben

a. für dessen Erkennung;

b. für die Justifikations-Verhandlungen;

c. für die Wieder-Aufhebung des Arrestes oder Verurtheilung des Impetraten in der Hauptsache, je nachdem sich durch das Justifikations-Verfahren, das sich durchaus innerhalb der Gränzen des summarischen Prozesses halten mufs, die Forderung als ungegründet, oder als liquid dargestellt hat.

Jedoch darf sich der Spruch des Arrest-Richters in keinem Falle weiter, als auf den Werth der arretirten Sache ausdehnen; vielmehr ist auch der angelegte Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenige Gericht, unter welchem der Impetrat steht, die amtliche Versicherung von sich giebt, dafs es den Spruch des Arrest-Richters ohne Anstand vollziehen werde.

Hat sich der Arrest-Richter zwar nicht von dem Ungrunde der Forderung, aber doch davon überzeugt, dafs sie nicht anders, als im Wege des ordentlichen Prozesses zur Liquidität gebracht werden könne, oder hat er während der Justifikation von der Concursmäfsigkeit des Impetraten Nachricht erhalten; so hebt er zwar wegen Sicherheit des Impetranten den Arrest nicht eher auf, als bis er von dem ordentlichen Richter dazu veranlafst wird: hingegen überläfst er nun diesem unter Zusendung der angefangenen Verhandlungen das Erkenntnifs in der Hauptsache.

d) *Gerichtsstand des Contraktes.*

Art. XV. Der Gerichtsstand des Contraktes findet nur dann seine Anwendung, wenn sich der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichts-Bezirke anwesend findet, in welchem der Contrakt geschlossen worden ist. Dieses ist besonders bei den auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contrakten und bei Viehhändeln anwendbar.

e) Besonders bei Wechsel-Verschreibungen. 1827

Art. XVI. Die Clausel in einer Wechsel-Verschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechsel-Gerichts, in dessen Gerichtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sey, unterworfen hat, wird von beiden Staaten als gültig, und das hiernach eintretende Gericht für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerkannt.

f) Gerichtsstand der geführten Verwaltung.

Art. XVII. Den Gerichtsstand der geführten Verwaltung hat der Ausländer, der sie führt, da anzuerkennen, wo entweder die bevormundete Person ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter liegen, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verwaltung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe in seinem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g) Gerichtsstand der Wider-Klage.

Art. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters ist zugleich für die Widerklage begründet. Es können in diesem Wege alle und jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, deren der Art. XII. erwähnt, angebracht werden, ihr Gegenstand mag übrigens mit dem Gegenstande der Vorklage in Verbindung stehen oder nicht.

Nur mufs

a. dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit zustehen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheidung der Wider-Klage befugt ist,

b. dem Kläger in Ansehung der Wider-Klage das Recht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und

c. die Wider-Klage entweder vor, oder wenigstens mit der Antwort auf die Klage vorgebracht werden; auch mufs

d. die Wirkung der Wider-Klage nach der Einlassung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch der Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

Art. XIX. Die Provocations-Klagen (ex lege diffamari, oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte des Provo-

1827 canten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist. Es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provokaten als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

Von der Intervention.

Art. XX. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechts-Sache in einen schon anhängigen Prozefs einmischt, sie sey principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey nach vorgängiger Streits-Verkündigung (litis denunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staats, in welchem der Hauptprozefs geführt wird; jedoch nur in Beziehung auf die Intervention und deren nächste rechtliche Folgen, nicht aber auf die, aus deren Veranlassung künftig etwa entstehenden Regrefs-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispendenz).

Art. XXI. Sobald bei irgend einem in den vorangehenden Artikeln dieses Staats-Vertrags bestimmten Gerichte eine Sache rechtshängig (pendent) geworden ist; so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit (Litispendenz) wird durch die Insinuation der Ladung für begründet erkannt.

II. *Von der nicht streitigen Gerichtsbarkeit.*

Art. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind, sofern nicht die Handlung selbst einem verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen ist. Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Uebertragung des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und dergleichen richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Gegenstande haben.

Von Bevormundung der Minderjährigen. 1827

Art. XXIII. Die Vormundschaft über minderjährige Kinder eines verstorbenen Ehegatten, der in beiden contrahirenden Staaten zugleich Vermögen besafs, ist in demjenigen Staate zu bestellen, in welchem der Verstorbene zuletzt den Wohnsitz gehabt hat. Das Bestehen und die Dauer der Minderjährigkeit, die Nothwendigkeit einer wirklichen Bevormundung, und was dabei sonst in Frage kommt, richtet sich nach den Gesetzen des nämlichen Staates.

Art. XXIV. Der andere Staat macht sich verbindlich, alles bewegliche Vermögen, welches der Verstorbene in demselben besessen hat, an diese Vormundschaft auszufolgen, oder zur Verwaltung zu überlassen; auch sollen der Vormund oder die Vormünder in Ansehung dieses Vermögens nur ihrer Obrigkeit verantwortlich sein.

Art. XXV. Hat der oder die Verstorbene in demjenigen der beiden Staaten, in welchem sie nicht wohnten, unbewegliches Vermögen; so wird in Ansehung desselben für die Minorennen in diesem Staate auch noch eine Güter-Curatel (cura realis) obrigkeitlich bestellt.

Werden in der Folge diese Immobilien in gesetzmäfsiger Art ganz oder zum Theil veräufsert, verkauft, gegen auswärts gelegene Güter vertauscht und dergl.; so löst sich auch die Güter-Curatel in so weit auf, und insbesondere sind die beweglichen Surrogate der veräufserten Güter nach §. 24. zu behandeln.

Art. XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in welchem eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist, macht sich im Voraus verbindlich, den oder die im Staate des Wohnortes aufgestellten, ihm namhaft zu machenden Vormund oder Vormünder auch als Güter-Curator oder Curatoren anzuerkennen; jedoch sollen der Vormund oder die Vormünder in ihrer letztgedachten Eigenschaft verpflichtet sein, der Ober-Curatel-Behörde desjenigen Staats, in dessen Gebiete die Güter liegen, über deren Verwaltung Rechnung abzulegen, und ihre Genehmigung zu Veräufserungen, Verpfändungen oder Belastungen derselben, so wie zu gerichtlichen Klagen und Vergleichen über liegenschaftliche Rechte der Bevormundeten einzuholen.

1827 Auch müssen sie sich wegen Erfüllung dieser Verpflichtungen auf Verlangen jener Ober-Curatel-Behörde an Eidesstatt reversiren.

Art. XXVII. Wenn der Vater oder die Mutter der Minderjährigen einen Wohnsitz in einem jeden der beiden Staaten hatte; so wird die Vormundschaft in demjenigen Staate bestellt, in welchem Er oder Sie gestorben ist, oder sich, wenn der Tod in keinem der beiden Staaten erfolgte, vor dem Ableben zuletzt aufgehalten hat; vorbehältlich einer besondern gegenseitigen Uebereinkunft in denjenigen einzelnen Fällen, in welchen nach Bewandtniſs der Umstände die Anwendung dieses Grundsatzes unbequem oder für die Minderjährigen nachtheilig seyn könnte.

Wegen Bestellung der Güter-Curatel in dem andern Staate hat es jedenfalls bei demjenigen, was in den Artikeln XXIV, XXV und XXVI festgesetzt ist, sein Bewenden.

Art. XXVIII. Hatte endlich der oder die Verstorbene in beiden Staaten zwar Vermögen, aber in keinem von beiden einen Wohnsitz; so wird in einem jeden dieser beiden Staaten ohne Rücksicht auf den andern eine Güter-Curatel bestellt: vorbehältlich dessen, was in Staats-Verträgen mit demjenigen dritten Staate, in welchem der oder die Verstorbene gewohnt hat, solcher Vormundschaften halber verabredet ist.

Bevormundung der Wahnsinnigen, Verschwender und Abwesenden.

Art. XXIX. Wahnsinnige, Verschwender und Abwesende, die in beiden Staaten Vermögen besitzen, werden nach den Gesetzen und von den Behörden desjenigen Staats unter Vormundschaft oder Pflegschaft gestellt, in dessen Gebiete sie ihren Wohnsitz haben, oder, in Beziehung auf die Abwesenden, zuletzt hatten.

Die Artikel XXV und XXVI finden hierbei analoge Anwendung.

III. *Von der Straf-Gerichtsbarkeit.*

Art. XXX. Uebertreter von Straf-Gesetzen jeder Art werden, so ferne der nachfolgende Art.

XXXII. keine Ausnahme begründet, von dem einen Staate dem andern nicht ausgeliefert. 1827

Vollstreckung der Straf-Erkenntnisse.

Art. XXXI. Wenn der Unterthan des einen Staats in dem Gebiete des andern sich einer Uebertretung schuldig gemacht hat, und daselbst in Untersuchung gezogen und abgeurtheilt worden ist; so wird das Erkenntnifs dieses Gerichts von dem Staate, dem er als Unterthan angehört, an den in seinem Gebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen.

Gleiches gilt von dem Falle, wenn der Schuldige in dem Staate, dem er als Unterthan angehört, verurtheilt worden ist, und in dem Gebiete des andern Staats Güter besitzt.

Namentlich sollen alle durch die Untersuchung und Bestrafung erwachsenen Kosten, welche der Verurtheilte in Gemäfsheit des Erkenntnisses zu erstatten schuldig ist, nach deren vorgängiger Revision von Seite des urtheilenden Richters aus dem Vermögen der Verurtheilten berichtigt werden.

Auslieferung der gegenseitigen Angehörigen, welche wegen Vergehen oder Verbrechen ihr Land verlassen.

Art. XXXII. Unterthanen des einen Staats, welche wegen Verbrechen oder Vergehen ihr Land verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, werden auf vorgängige Requisition und Bescheinigung der verübten That, wie auch gegen Ersatz der Kosten, an ihre Landes-Gerichte ausgeliefert.

In demselben Falle, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Verbrechers zu fordern, ist derselbe auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung gegen Erstattung der Kosten anzunehmen.

Bestimmungen über Kosten-Ersatz, Fang-Geld und Akten-Mittheilung.

Art. XXXIII. In allen strafrechtlichen Fällen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des

1827 des Staates oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, hat die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegung, Transport und Bewachung der Gefangenen zu erstatten; wogegen alle anderen Kosten, Protocollirungs-, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie die an die Gerichts-Personen oder an die Kasse sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden.

In Fällen, wo der Fiskus die Untersuchungs-Kosten zu tragen hat, wird gegenseitig keine Fanggebühr geleistet; in solchen Fällen aber, wo der Kosten-Ersatz durch den Angeschuldigten, als hierzu vermögend, geschieht, wird eine solche Fanggebühr im Betrage von zehen Gulden gegenseitig zugestanden.

Von den beiderseitigen Gerichts-Behörden werden die requirirten Untersuchungs-Akten in Urschrift und postfrei mitgetheilt.

IV. *Von Stellung der Unterthanen zu Ablegung des Zeugnisses.*

Art. XXXIV. In Straffällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, wird die Stellung der Unterthanen des einen Staats vor das Untersuchungs-Gericht des andern zu Ablegung des Zeugnisses, zur Confrontation, oder Recognition, gegen vollständige Vergütung der Reise-Kosten und der Versäumniſs nicht verweigert. Ebenso wird auch in Civilfällen, in welchen das Zeugen-Verhör ohne Nachtheil der Sache nicht wohl anders, als an dem Orte, wo der Prozeſs geführt wird, oder wo sich die Sache befindet, geschehen kann, der Stellung der Unterthanen zum Zeugen-Verhör Statt gegeben.

V. *Anfang der Wirksamkeit des Vertrages.*

Art. XXXV. Vorstehende Bestimmungen treten mit dem 1. Mai 1827 in Wirksamkeit.

VI. *Transitorische Bestimmungen.*

Art. XXXVI. Die in den Art. IV bis VII. und XII bis XXI. über den bürgerlichen Gerichtsstand

enthaltenen Bestimmungen gelten nur für diejenigen 1827
Rechtssachen, welche nicht schon durch die vor dem 1. Mai 1827 insinuirte Ladung im Sinne des Art. XXI. rechtshängig geworden sind.

Art. XXXVII. Auf gleiche Weise kommen die Bestimmungen der Art. VIII — XI. über den allgemeinen Gant-Gerichtsstand und über die Location der Gläubiger blos in jenen Fällen zur Anwendung, in welchen nicht schon vor dem ebengedachten Termine der förmliche Gant erkannt und die Edictalladung beschlossen ist.

Art. XXXVIII. Dagegen werden die von den Gerichten eines der beiden Staaten auch vor eingetretenen Termine gefällten bürgerlichen oder Straf-Erkenntnisse von den Gerichten des andern Staats, nach eingetretenem Termine in Gemäfsheit der Art. I — XXI. und XXX — XXXIII. vollzogen, soweit nicht etwa diese letzteren Gerichte in denselben bürgerlichen oder Strafsachen bereits erkannt oder vorbereitende Verhandlungen eingeleitet haben sollten.

Art. XXXIX. Die Artikel XXIII — XXIX. finden auf die am 1. Mai 1827 schon bestandenen und nicht streitigen Vormundschaften oder Pflegschaften keine nothwendige Anwendung; vielmehr sollen dergleichen auf die bisher Statt gehabte Weise, wenn nicht durch besondere gemeinschaftliche Uebereinkunft eine Abänderung beliebt wird, bis zu ihrer Beendigung fortgeführt werden.

Dagegen treten die vorerwähnten Artikel mit dem gedachten Termine in Ansehung jener zu bevogtenden Personen in Wirksamkeit, für welche noch keine Vormundschaft oder Pflegschaft bestellt ist.

41.

1827 *Ordonnance de S. M. Catholique relative aux consuls et vice-consuls étrangers en Espagne, publiée à Madrid le 8 Mai 1827.*

(*Le Moniteur universel* 1827 Nr. 163).

Art. I. Aucun consul ou vice-consul étranger ne pourra exercer dans le port d'Espagne de sa residence, aucun acte de jurisdiction, attendu que ce droit appartient aux autorités locales, desquelles ils reclameront au besoin la protection qu'on doit leur accorder d'après la loi.

Art. II. Aucun consul ou vice-consul étranger, ne sera empêché par les autorités locales de recevoir et légaliser des protestations d'avarie et autres documens extra-judiciaires qui appartiennent à son emploi, lorsqu'ils émaneront des sujets de sa nation.

Art. III. Dans les affaires contentieuses et dans toutes les autres où ils auront à solliciter le pouvoir coërcitif des autorités locales, où il faudra employer quelques formalités judiciaires, la répresentation des consuls et vice-consuls étrangers se bornera uniquement à celle de simples agens des sujets de leurs nations respectives.

Art. IV. Les autorités locales abrégeront, autant que cela sera compatible avec la droite administration de la justice, le cours judiciaire et la conclusion des procès et des contestations qui s'élèveront parmi les sujets des autres nations, afin de leur éviter les préjudices, que les lenteurs pourroient apporter.

Art. V. Les autorités observeront très exactement les traités et les conventions en vigueur entre l'Espagne et les autres nations, relativement aux demandes et droits déduits par les sujets étrangers.

Art. VI. La juridiction particulière que les autorités locales exerceront dans ces cas sera exactement

réglée sur la loi 6e du titre II, livre 6e de la *Novissima Recopilacion.* 1827

Art. VII. Les consuls et vice-consuls étrangers jouiront en Espagne du caractère et de la considération publique que leur assigne la même loi.

Art. VIII. Encourront le mécontentement du roi les autorités qui, par leur omission et leur négligence, donneroient lieu à ce qu'on introduise le moindre abus, soit en tolérant aux consuls ou vice-consuls la latitude qu'ils n'auroient pas dans leurs fonctions privatives, soit en dépouillant les tribunaux de celles qui leur appartiennent, au préjudice du pouvoir suprême du roi notre seigneur et de la juridiction qu'il a daigné leur déléguer.

Madrid le 8 Mai.

Signé: Louis-Lopez Ballesteros.

42.

Convention entre la Sardaigne et plusieurs cantons Suisses au sujet des établissemens réciproques, datée du 12 Mai 1827; avec les actes y relatifs.

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Hft. 4. p. 185 sqs).

A. *Déclaration du 12 Mai 1827, échangée entre le Directoire fédéral au nom des Cantons Suisses ci-après nommés et le Gouvernement de Sa Majesté Sarde, concernant les établissemens réciproques.*

Art. I. Les sujets nés ou originaires des Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne qui ont aujourd'hui un établissement dans l'un des Cantons de Zurich, Berne, Glarus, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel, et leurs femmes catholiques ou protestantes,

1827 sujettes ou étrangères et tous leurs descendans, recevront de la Légation Sarde, contre les pièces, par lesquelles ils se seront légitimés jusqu'ici, des passeports à domicile, qu'ils déposeront auprès de l'autorité compétente du lieu de leur résidence; moyennant quel dépôt le permis d'établissement leur sera accordé de la même manière, qu'il l'est aux ressortissans des Cantons compris dans le concordat du 10 Juillet 1819 sur l'établissement des Suisses.

Les descendans de ces sujets Sardes, qui voudraient former un établissement séparé ou exercer une industrie, ou prendre service dans un autre Canton que celui pour lequel il aurait été délivré au chef de famille un passe-port à domicile, en recevront un particulier de la Légation Sarde.

De même les sujets Sardes d'une communion chrétienne, qui viendraient par la suite en Suisse avec le projet d'y former un nouvel établissement ou de fixer leur domicile dans l'un des Cantons sus-mentionnés, s'adresseront au Gouvernement respectif pour en obtenir l'autorisation, après qu'ils auront produit à la Légation de Sa Majesté en Suisse un certificat de bonne conduite et de bonnes moeurs du lieu de leur dernière résidence et obtenu d'elle un passe-port indiquant l'intention de fixer leur domicile dans l'un ou l'autre de ces Cantons.

Les passe-ports à domicile pour les sujets Sardes déjà établis ou qui viendraient former un nouvel établissement dans l'un des Cantons sus-mentionnés, comprendront le chef de famille, sa femme, s'il en a, ou celle qu'il épouserait en Suisse, et les enfans qui seraient nés ou naîtraient de ce mariage.

Ils seront délivrés pour le terme de deux ans, et leur renouvellement par la Légation Sarde sera obligatoire au troisième retour du 1. Juillet à dater de leur délivrance. L'échéance de ces passe-ports est fixée invariablement au 1. Juillet, sans qu'un retard de renouvellement puisse être imputé aux Cantons, rière lesquels le sujet Sarde sera domicilié; mais de leur côté les Gouvernemens de ces Cantons n'accorderont ni ne renouvelleront le permis d'établissement sur leur territoire au sujet du Roi, dont le passeport à domicile serait périmé, avant qu'il se soit mis en règle sous ce rapport auprès de la Légation Sarde.

ART. II. Ayant obtenu le permis d'établissement sur le dépôt du passe-port à domicile, le sujet de Sa Majesté Sarde entre dans tous les droits et obligations des citoyens du Canton où il a formé son établissement, à l'exception des droits politiques et de la participation aux biens des communes, des corporations ou fondations pieuses. Il peut dès-lors aussi y exercer son industrie selon les lois et réglémens de police de ce Canton. On ne pourra exiger de lui aucune imposition, taxe ou rétribution en argent plus forte que celles, auxquelles sont assujettis les ressortissans des Cantons Suisses compris dans le présent arrangement, lorsqu'ils habitent un autre Canton d'après le concordat précité, dont une copie authentique sera remise à la Légation de Sa Majesté Sarde. 1827

ART. III. Les sujets Sardes qui ne viendront passer en Suisse qu'une partie de l'année, pour y travailler comme ouvriers, journaliers etc. etc. ou y exercer leur industrie sans former d'établissement, ni prendre de domicile fixe, se muniront pour être en règle, de passe-ports particuliers délivrés par les Commandans de la Province respective, moyennant quoi ils ne seront assujettis en Suisse à aucune autre formalité que celle du visa, dont les autorités cantonales ou locales revêtiront ces passe-ports, si elles ne préfèrent les faire viser par la Légation Sarde. Ces passe-ports assurent le retour des porteurs dans les Etats Sardes; toutefois les Cantons ne renouvelleront pas ce visa, ni n'accorderont de permis de séjour où d'établissement sur leur territoire, à l'individu dont le passe-port serait périmé, avant qu'il l'ait échangé à la Légation du Roi en Suisse contre un passe-port à domicile.

ART. IV. - Par réciprocité les ressortissans des Cantons compris dans le présent arrangement, sur la présentation de l'attestation de bourgeoisie (Heimathschein) ou d'un passe-port, délivré par une autorité compétente de leur Canton, et dûment légalisé, seront dans les Etats du Roi participans des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que les sujets de Sa Majesté, à l'exception des droits politiques et de la participation aux biens des communes, corporations et fondations pieuses. Ils seront en général

1827 traités, à l'égard de leur établissement et de l'exercice de leur industrie, comme les nationaux.

Art. V. En exception à ce qui vient d'être déterminé, les sujets et ressortissans de l'un des deux pays établis dans l'autre, demeureront, quant aux obligations militaires, soumis aux lois de leur patrie; et celles de leur domicile ne les atteindront pas.

Art. VI. Les sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne aujourd'hui établis, ou qui viendraient s'établir soit exercer leur profession et industrie en Suisse au moyen de passe-ports à domicile, et les Suisses établis, ou qui iraient s'établir ou exercer leur industrie dans les Etats de Sa Majesté lorsquils voudront retourner dans leur patrie, ou y seront renvoyés par sentence juridique, par mesure de haute police, ou d'après les lois et ordonnances sur la police des moeurs et l'état des pauvres, y seront reçus en tout tems et en toute circonstance, eux et leurs femmes catholiques ou protestantes, sujettes ou étrangères, et tous leurs descendans. A cet égard la présente déclaration, et les passe-ports qui seront délivrés d'après le modèle annexé, donnent aux Gouvernemens Suisses compris dans la dite déclaration, la même garantie pour le retour des sujets Sardes, qui est assurée au Gouvernement de Sa Majesté quant aux Suisses, par l'attestation de bourgeoisie.

Art. VII. Sa Majesté le Roi de Sardaigne et les Cantons Suisses sus-nommés, voulant régler les formalités à observer par les sujets ou ressortissans de l'un des Etats qui voudront se marier dans l'autre, stipulent qu'aucun mariage ne pourra dorénavant être conclu par des sujets de Sa Majesté dans les Cantons, qui prennent part au présent arrangement, ou par des Suisses dans les Etats du Roi, sans la production d'une autorisation de leur Gouvernement, d'une attestation de la publication des bans dûment légalisée, et d'un passe-port particulier à domicile, délivré au nouveau chef de famille Sarde.

L'omission de ces formalités, qui seront remplies par la Légation Sarde au nom de son Gouvernement quant aux sujets Sardes établis en Suisse et par les Chancelleries cantonales pour les ressortissans Suisses établis dans les Etats Sardes, exposerait le Gouvernement qui aurait laissé conclure un tel mariage dans

sa jurisdiction, à garder à sa charge et les époux et leurs descendans, dans le cas, où à raison de cette même irrégularité, ils viendraient à perdre leurs droits dans leur patrie primitive. 1827

ART. VIII. Les Cantons non compris dans la présente convention, auront en tout tems la faculté d'y accéder.

ART. IX. Le présent arrangement relatif aux domiciles des sujets Sardes dans les Cantons précités et des Suisses dans les Etats Sardes, est conclu à dater du 1 Juillet 1827 pour le terme de dix ans, passé lequel les parties contractantes seront libres de le renouveler, de le modifier d'un commun accord ou de s'en départir entièrement.

Modèle de passe-port à domicile à délivrer aux individus natifs ou originaires des Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, qui auront été reconnus avoir un établissement en Suisse à l'époque de l'arrangement pris à cet effet entre les deux Etats.

Passe-port à domicile, conformément à la convention de 1827.

Au nom du Roi.

Nous Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne près la Confédération Suisse:

Signalement.	Prions les Officiers civils et militaires des Puissances amies et alliées, et invitons les Autorités des Etats de S. M. de laisser passer librement le Sieur ... (on indiquera son nom et prénoms, et sa profession, ceux de sa femme et de ses enfans et leur âge) natif de ... Province de ... venant de ... ayant leur domicile dans le Canton de ... et de leur donner aide et protection en cas de besoin.
Agé de	
Taille	
Cheveux	
Front	
Sourcils	
Yeux	
Nez	
Bouche	
Menton	
Visage	
Teint	
Signature du porteur	Ce passe-port devra être renouvelé par la Légation Sarde en Suisse le 1. Juillet 18 ... Fait à .... *Le Ministre:* N. N.

Note. Les passe-ports à domicile qui seront délivrés aux sujets Sardes, ayant l'intention de former

1827 un nouvel établissement en Suisse, le seront d'après le même modèle, sauf qu'il sera dit dans le passeport, qu'ils se proposent de fixer leur domicile dans l'un ou l'autre des Cantons compris dans la convention.

La présente déclaration, dont la ratification est réservée aux hauts Commettans des Commissaires, pour être échangée à Zurich au plus tard dans le courant de Juillet 1827, a été signée à double original au nom du Directoire fédéral par Monsieur Charles Louis de Watteville de Malessert, membre du Conseil souverain de la Ville et République de Berne, Directeur-général de police, et au nom de Sa Majesté le Roi de Sardaigne par Monsieur Charles Bazin du Chanay, Chevalier des ordres de St. Maurice et Lazare et de Savoie, Colonel-adjudant-général à l'Etat-major des armées de S. M., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse; l'un et l'autre munis de plein-pouvoirs.

A Berne, le douze Mai mil huit-cent vingt-sept.

CHARLES BAZIN DU CHANAY,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne près la Confédération Suisse.

CHARLES LOUIS DE WATTEVILLE,
Membre du Conseil Souverain de la Ville et République de Berne, Directeur-général de police et Commissaire fédéral ad hoc.

B. *Acte de ratification du Gouvernement Royal de Sardaigne du* 16 *Juin* 1827.

Nous Victor Sallier Comte De la Tour, Chevalier de l'ordre suprême de la très-sainte Annunciade, Grand-Croix de l'ordre Royal et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'ordre militaire de Savoie, Grand-Croix des ordres de St. Etienne de Hongrie, de Léopold d'Autriche et de St. Louis de France, Chevalier de l'ordre Impérial de St. Alexandre Newski de Russie et de l'Aigle rouge de première Classe de Prusse, Général de Cavalerie, Ministre et Premier Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne. —

Faisons savoir à tous ceux à qui il appartiendra; 1827.
que pour légitimer sur des bases de convenance réciproque l'établissement des sujets de S. M. dans les différens Cantons Suisses, et viceversa, des ressortissans des dits Cantons dans les Etats de S. M., l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa dite Majesté près la Confédération Suisse aurait en vertu de l'autorisation spéciale qui lui a été conférée, conclu et signé le 12 Mai dernier avec le Commissaire à cet effet délégué par le Directoire Fédéral la Déclaration dont la teneur suit:

(*Teneur de la convention.*)

Nous ayant soumis la précédente Déclaration au Roi, et en ayant obtenu Son approbation Royale, Nous avons été autorisés à la ratifier, ainsi que par ces présentes nous l'approuvons, confirmons, et ratifions, promettant au nom de Sa Majesté que tous les articles renfermés dans cette Déclaration seront exactement observés.

En foi de quoi nous avons signé la présente ratification et y avons fait apposer le sceau de la Secrétairerie d'Etat des Affaires Etrangères.

Fait à Turin le 16 du mois de Juin 1827.

DE LA TOUR.

Par S. E. le Ministre:

le Secrétaire d'Etat

FALCONET.

C. *Acte de ratification du Directoire fédéral, au nom des Cantons du* 14 *Août* 1827.

Nous les Bourgmestres et Conseil d'Etat de Zurich, Directoire actuel de la Confédération Suisse,

déclarons et faisons savoir par les présentes:

que la convention signée à Berne en forme de déclaration à échanger, le douzième de Mai mil huit-cent vingt-sept, entre Monsieur Charles Louis de Watteville, membre du Conseil souverain de la Ville et République de Berne, Directeur-général de police, et Commissaire fédéral ad hoc; et Son Excellence Monsieur le Chevalier Bazin du Chanay, Envoyé Extra-

1827 ordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne en Suisse, concernant les règles à suivre pour les établissemens réciproques;

Ayant été transmise aux Cantons confédérés, et leur votes recueillis au protocôle de la Diète ayant fait connaître quels sont ceux des Etats du Corps Helvétique, qui dès à présent ont accepté définitivement les résultats de cette négociation;

Nous au nom et de la part de ces mêmes Cantons attestons et certifions, que la dite convention telle qu'elle a été signée par les Plénipotentiaires respectifs de mot à mot comme suit:

(*Teneur de la convention.*)

a été et est acceptée dans tout son contenu par les Cantons de Zurich, Berne, Glarus, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel. En conséquence nous la déclarons sanctionnée et ratifiée par les Cantons susnommés et promettons qu'elle sera par eux fidélement et religieusement observée.

En foi de quoi les présentes ont été munies de la signature de notre Bourgmestre en charge, Président de la Diète et du Directoire fédéral, et de celle du Chancelier et du sceau de la Confédération Suisse, à Zurich le quatorzième d'Août mil huit-cent vingt-sept.

Le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

D. *Note concernant l'accession du Canton de Lucerne.*

L'accession du Canton de Lucerne à la convention ci-dessus a été déclarée à la Légation de Sardaigne par acte du Directoire fédéral du 14 Août 1827. La déclaration d'acceptation et de réciprocité a été donnée par la Légation de S. M. le Roi de Sardaigne en date du 31 Août 1827.

E. *Procès-verbal de l'échange des ratifications.* 1827
(31 *Août* 1827.)

La convention concernant les établissemens réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne en Suisse et des Suisses dans les Etats de la Monarchie Sarde, signée à Berne par les Plénipotentiaires respectifs le douze de Mai mil huit-cent vingt-sept, ayant été ratifiée par les douze Cantons désignés dans la dite convention, savoir: Zurich, Berne, Glarus, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel d'une part; et de l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté Sarde; et le Gouvernement de la Ville et République de Lucerne ayant également déclaré son accession pleine et entière à la dite convention, — les Soussignés se sont réunis afin de procéder à l'échange soit des actes de ratification du Roi et des douze Cantons sus-nommés, soit des déclarations spéciales concernant l'accession du Canton de Lucerne, et lecture ayant été faite des dits actes, lesquels ont été trouvés en bonne forme, l'échange s'en est fait en la manière accoutumée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent procès-verbal et y ont apposé le sceau de leurs armes, à Berne le trente et-un d'Août mil huit-cent vingt-sept. (1827.)

CHARLES BAZIN DU CHANAY,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Sardaigne près la Confédération Suisse.

CHARLES LOUIS DE WATTEVILLE,
Membre du Conseil Souverain de la Ville et République de Berne, Directeur-général de police et Commissaire fédéral ad hoc.

F. *Note sur l'accession conditionelle des Cantons de Saint-Gall et Valais.*

Quant aux rapports sur les établissemens avec les Etats de Sardaigne (recès de 1827 pag. 107 jusques à 109), le Canton de St. Gall a adhéré par acte du 17 Septembre 1827 au traité ci-dessus, mais d'une manière conditionnelle et en exceptant les dispositions contenues aux articles 1 et 2 du traité, en tant qu'elles se réfèrent au concordat fédéral sur les établis-

44.

1827 *Convention entre le Grand duché de Saxe-Weimar et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception réciproque des vagabonds, publiée à Weimar le 22 Mai 1827.*

(*Grofsherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachisches Regierungs-Blatt.* Nr. 10. d. 26. Jun. 1827).

Zwischen der Grofsherzogl. Sächsischen und der Fürstlich Schwarzburg-Sondershausischen Regierung ist, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen folgende Uebereinkunft verabredet worden:

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabund oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in grader Richtung rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen mufs.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie aufser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthan-

nenrecht, nach dessen Verfassung erworben, oder 1827
sich daselbst verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehen Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen, nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dafs sie sich daselbst verheirathet haben, oder dafs ihnen, während eines Zeitraumes von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben;

wobei festgesetzt worden ist, dafs auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate, zu Zeiten eines Krieges oder des Friedens, Militär-Dienste geleistet haben, und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militär gehabten Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat: so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden ihn aufzunehmen. Trift das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältnifs entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewifsheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchen dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar: so mufs derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr

1827 Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach ebendenselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, dafs während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie, nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, imgleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe, innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung, wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhaltes, den sie von den Aelteren geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können: so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchen bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter zugehört.

Diejenigen ehelichen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Aeltern keinen Unterhalt finden, gehören, so fern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt. Uneheliche Kinder gehören, ohne Unterschied des Alters, dem Staate zu, in welchem die Mutter Heimathsrechte anzusprechen hat, wenn nicht erstere, nach Mafsgabe der Bestimmungen im § 1 bis 3 dieser Uebereinkunft, Angehörige des einen oder des andern Staates geworden sind.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstbothen, welche ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zöglinge und Studierende, welche der Erziehung oder des Unterrichtes wegen irgendwo verweilen, erwerben

durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger 1827
als zehen Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht. Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Diejenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig, es würde denn urkundlich zu völliger Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in grader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchen dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des ersteren zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kontrahirenden Theile nicht blofs auf die eigene unzulässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden konventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus anderen völlig glaubhaften Urkunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigen Falles bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein von dem einen der hohen kontrahirenden Theile dem andern Theile zum weiteren Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zu Folge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letzteren nicht angenommen würde: so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

1827 §. 12. Um die Transporte gehörig zu dirigiren, sind zur beiderseitigen Uebernahme folgende Orte und Behörden — und zwar

auf Grofsherzogl. Sächsischem Gebiete:
die Grofsherzogl. Aemter zu Gröfsrudestedt,
— — — — Allstedt,
— — — — Oldisleben,
— — — — Berka am I.,
— — — — Vieselbach,
— — — — Ilmenau
und die Grofsherzogl. Stadt-Polizei-Kommission zu Eisenach;

auf Fürstl. Schwarzburg-Sondershausischen Gebiete:
die Fürstl. Aemter zu Klingen,
— — — — Sondershausen und
— — — — Arnstadt
festgesetzt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transportes und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates für beendiget anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport konventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Gröfsere so genannte Vaganten-Schube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staates geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird: so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Ausgewiesener, welcher einem rück- 1827
wärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht: so muſs letzterer auch die Kosten des Transportes und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseits zu bewirkenden Publication an, verbindlich sein und in Kraft treten. —

Da nun Se. Königl. Hoheit, der Groſsherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach, diese Uebereinkunft allenthalben genehmiget und wegen Vollziehung derselben das Erforderliche anzuordnen geruhet haben: so wird deren Bekanntmachung auf höchsten Befehl hierdurch bewirkt.

Weimar den 22. Mai 1827.

Groſsherzogl. Sächsische Landes-Direktion

F. von Schwendler.

45.

Convention entre la Suede et la Porte, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvégiens le privilège de naviguer sur la mer noire, faite et conclue à Constantinople le 28 Mai 1827 et y ratifiée le 25 Août de la même année.

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Maj:tis.*
Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1827.)

Comme preuve des sentimens d'affection amicale de la Sublime Porte pour la Cour de Suède et de Nor-

1827 vège; En considération de l'amitié cordiale et sincère que la Cour de Suède et de Norvège ne cesse de témoigner à la Sublime Porte; Conformément au Traité conclu l'an de grâce Mil Sept Cent Trente Sept (l'an de l'Hégire Mil Cent quarante neuf), entre les deux Cours, et à la suite de la demande, faite par la Cour de Suède et de Norvège, de la concession pour Ses bâtimens marchands de commercer dans la Mer Noire; le Soussigné, Ministre Résident de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège près la Sublime Porte, autorisé à conférer sur cet objet et à regler cette affaire, de la part de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, conjointement avec Son Excellence Monsieur MEHEMED PERTEW, Reis Effendi de la Sublime Porte; Ayant conféré ensemble, Nous avons dressé et conclu les Articles suivans:

ART. I. La concession Impériale de naviguer dans la Mer Noire ayant été faite aux bâtimens marchands Suédois et Norvégiens, ces bâtimens, chargés ou vuides, arrivant désormais dans le port de Constantinople, seront d'abord visités par les préposés de la douane et du port. S'il s'y trouverait des Articles prohibés, ou des rayahs, on les débarquera; et lorsque tout soupçon de fraude sera écarté, il sera délivré à ces bâtimens des fermans de passage à la mer noire, (exempts de toutes difficultés indues et sans contrevenir aux réglemens intérieurs de l'Empire) conformément à ce qui se pratique avec les bâtimens des autres Puissances amies.

De la même manière, les bâtimens marchands Ottomans, qui iront en Suède ou en Norvège, jouiront de tous les privilèges et immunités accordés aux nations les plus favorisées.

ART. II. Les Ministres ou Consuls de Suède et de Norvège, résidans dans l'Empire Ottoman, ne permettront pas que des bâtimens rayahs de la Sublime Porte, ou de toute autre Nation que Suédoise et Norvégienne, se couvrent du pavillon Suédois et Norvégien, ni leur délivreront des passeports; et l'on ne considérera comme vrai bâtiment Suédois et Norvégien que celui qui arrivera avec de véritables passeports Suédois et Norvégiens, et dont le Capitaine et la moitié de l'équipage seront sujets de Sa Majesté le

Roi de Suède et de Norvège. Tout bâtiment autrement qualifié ne sera pas considéré comme Suédois et Norvégien, la concession présente étant bornée à eux seuls. 1827

Art. III. Comme cette concession du commerce de la Mer Noire aux bâtimens marchands de Suède et de Norvège leur est toujours profitable, et afin que la Sublime Porte en retire aussi un avantage équivalent, il sera perçu, chaque fois qu'un bâtiment Suédois ou Norvégien passera de la sorte de la Mer blanche à la Mer Noire, ou de la Mer Noire à la Mer blanche, pour chaque bâtiment chargé, un droit de péage de cinq cens piastres (en outre des droits de douane et autres ordinaires) et de deux cent cinquante piastres pour chaque bâtiment vuide. On ne permettra pas que la moindre excuse ou prétexte ait lieu pour le payement du dit droit de péage, et lorsque la remise en aura été rapportée par Ilam, la faculté de passer sera donnée à ces bâtimens.

Art. IV. Lorsque les dits bâtimens voudront, par nécessité, (c'est à dire que les bâtimens faisant eau, les cargaisons de grains deviendraient humides et risqueraient de se gâter) transborder, dans le port de Constantinople, sur d'autres bâtimens, leurs cargaisons de grains, apportées des ports Russes de la Mer Noire, le fait sera préalablement annoncé par la Mission de Suède et de Norvège à la Sublime Porte. L'affaire sera adressée aux préposés de la douane et du port, et lorsqu'il constera que dans le transbordement demandé il n'y aura aucune fraude, contraire au réglement, la faculté en sera donnée par ferman à Toughra.

Art. V. La protection et l'assistance qui, en vertu du susdit Traité, sont actuellement accordées aux sujets Suédois et Norvégiens dans les ports de la Mer Blanche et dans le reste de l'Empire Ottoman, leur seront désormais accordés lorsque, en cas de besoin, ils visiteront quelques uns des ports de l'Empire Ottoman situés sur la mer Noire. Dans tous les cas, et de toute manière, ces bâtimens et sujets seront protégés et assistés; et il ne sera pas permis que, sans motif, ils soyent molestés ou inquiétés.

1827

Conclusion.

Dans l'espace de trois mois, à dater du jour de l'échange de la présente Convention officielle, signée et scellée par les deux parties, et renfermant les Articles établis, comme ci-dessus, entre la Mission de Suède et de Norvège et le Ministère des affaires étrangères de l'Empire Ottoman, elle sera corroborée et confirmée par la remise réciproque d'une Note officielle, contenant l'approuvé et l'acceptation des deux Hautes Parties Contractantes.

Fait à Constantinople le jourd'hui, Vingt-huitième du mois de Mai, l'an de grâce Mil Huit Cent Vingt Sept.

Le Cte. de Löwenhielm.

L'original Turc est daté au commencement du mois de Zilka-dé l'an Mil Deux Cent Quarante Deux.

(*Signé*) Celui qui demande secours à Dieu, le Roi, le Dispensateur.

El Seid Mehemed Said Pertew,
Reis Effendi.

Ratification.

Le Soussigné, Ministre Résident de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, près la Sublime Porte, ayant porté à la connaissance de Son Auguste Souverain, la Convention officielle, qu'en Son nom et par suite de Son autorisation, le Soussigné a signée et scellée à Constantinople, le vingt-huitième jour du mois de Mai, l'an de Grâce Mil Huit Cent Vingt Sept, avec Son Excellence Monsieur Mehemed Pertew, Reis Effendi de la Sublime Porte, traitant en Son nom et par suite de Son autorisation; le Soussigné a eu l'ordre de déclarer, par la présente Note officielle, qui sera échangée contre une Note réciproque de la part du Ministère des Affaires Etrangères de l'Empire Ottoman, que Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège corrobore et confirme la dite Convention officielle en l'approuvant et l'acceptant dans tous Ses Articles, points et clauses, promettant, de la manière la plus explicite que faire se peut, d'en remplir les stipulations fidèlement, sincèrement et loyalement.

En foi de quoi le Soussigné, par suite de l'autorisation spéciale à lui donnée, a signé la présente Note et Déclaration officielle et y a apposé le cachet de Ses armes. Fait à Constantinople le Vingt Cinq Août, l'an de Grâce Mil Huit Cent Vingt Sept. 1827

(*Signé*) *Le Cte.* de Löwenhielm.

Traduction de la Ratification Turque.

Mr le Comte de Löwenhielm, Ministre de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège près la Sublime Porte Ottomane, ayant demandé de la part de Sa Cour, en faveur des bâtimens marchands Suédois et Norvégiens la concession de naviguer dans la Mer Noire, la Sublime Porte, eu égard aux sentimens sincères d'amitié, que la Cour de Suède et de Norvège ne cesse de Lui témoigner, et pour prouver aussi Sa sincère amitié envers la dite Cour, a adhéré à Sa susdite demande.

Après que le Ministre en eût conféré avec le Reïs Effendi de la Sublime Porte, un acte de Convention officielle en Cinq articles et une conclusion a été dressé, signé et échangé entre eux au commencement de Zilkâ-dé Mil Deux Cent Quarante Deux. Comme il y était stipulé que, dans l'espace de trois mois, à dater du jour de la signature du dit Acte de Convention officielle, il serait corroboré et confirmé par la remise réciproque de Notes officielles, annonçant l'acceptation des deux Puissances, le Ministre de Suède et de Norvège expédia le dit Acte à Sa Cour, et il a annoncé par une Note officielle, qu'il était chargé de déclarer, de la part de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, qu'Elle acceptait et ratifiait tous les Articles y contenus et qu'Elle promettait d'en remplir fidèlement et loyalement toutes les stipulations.

Le dit Acte ayant été également soumis à Sa Hautesse le Grand Seigneur, la présente Note officielle a été dressée et échangée contre celle de notre Ami le Ministre, pour lui annoncer, que Sa Hautesse acceptait et ratifiait tous les Articles de la dite Convention, et que, tout comme Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège S'engageait à en remplir fidèle-

1827

Conclusion.

Dans l'espace de trois mois, à dater du jour de l'échange de la présente Convention officielle, signée et scellée par les deux parties, et renfermant les Articles établis, comme ci-dessus, entre la Mission de Suède et de Norvège et le Ministère des affaires étrangères de l'Empire Ottoman, elle sera corroborée et confirmée par la remise réciproque d'une Note officielle, contenant l'approuvé et l'acceptation des deux Hautes Parties Contractantes.

Fait à Constantinople le jourd'hui, Vingt-huitième du mois de Mai, l'an de grâce Mil Huit Cent Vingt Sept.

Le Cte. de Löwenhielm.

L'original Turc est daté au commencement du mois de Zilka-dé l'an Mil Deux Cent Quarante Deux.

(*Signé*) Celui qui demande secours à Dieu, le Roi, le Dispensateur.

El Seid Mehemed Said Pertew,
Reis Effendi.

Ratification.

Le Soussigné, Ministre Résident de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, près la Sublime Porte, ayant porté à la connaissance de Son Auguste Souverain, la Convention officielle, qu'en Son nom et par suite de Son autorisation, le Soussigné a signée et scellée à Constantinople, le vingt-huitième jour du mois de Mai, l'an de Grâce Mil Huit Cent Vingt Sept, avec Son Excellence Monsieur Mehemed Pertew, Reis Effendi de la Sublime Porte, traitant en Son nom et par suite de Son autorisation; le Soussigné a eu l'ordre de déclarer, par la présente Note officielle, qui sera échangée contre une Note réciproque de la part du Ministère des Affaires Etrangères de l'Empire Ottoman, que Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège corrobore et confirme la dite Convention officielle en l'approuvant et l'acceptant dans tous Ses Articles, points et clauses, promettant, de la manière la plus explicite que faire se peut, d'en remplir les stipulations fidèlement, sincèrement et loyalement.

stitué, sans qu'il soit fait de distinction, sous ce rapport, entre des matelots natifs du pays, auquel appartient le bâtiment, et ceux qui seraient nés dans un troisième pays quelconque, pourvu qu'il soit prouvé par les rôles qu'ils auraient fait partie de l'équipage, au moment de l'arrivée du navire, dans le port où la désertion aurait eu lieu. 1827.

Art. II. Sont exceptés de cette stipulation, les matelots, qui seraient sujets de l'Etat, dans le port duquel ils auraient déserté, après avoir pris service à bord d'un bâtiment de l'autre nation. Des matelots de cette catégorie seront cependant tenus à indemniser le capitaine ou l'armateur du bâtiment de toute perte constatée que ceux-ci auraient eprouvée, par suite de la désertion.

Art. III. Pour éviter la perte de temps qu' entrainerait une correspondance diplomatique, il est convenu que les réclamations de la nature en question pourront être adressées directement, par les capitaines ou maîtres de navires, à l'autorité supérieure du lieu, où la désertion aurait eu lieu. Cette réclamation devra être accompagnée du signalement de l'individu qui en serait l'objet, ainsi que de preuves suffisantes qu'il se trouvait inscrit sur les rôles de l'équipage.

Art. IV. L'autorité locale, à laquelle une pareille réclamation viendrait à être adressée, sera obligée de prendre toutes les mesures conformes aux lois existantes du pays, pour découvrir et arrêter les déserteurs, et leur extradition s'effectuera, moyennant le remboursement, à la charge du requérant, des frais qu'elle aura occasionnés.

Si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit postérieurs à la désertion, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire, aura rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. V. La Présente déclaration aura force et valeur, à dater du 1 r Juin de l'année courante de 1827.

En foi de quoi Nous soussignés, au nom de nos augustes Souverains, et par suite des autorisations à nous données, avons signé la présente déclaration dres-

1827 sée en deux exemplaires conformes, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Stockholm, le 29 du mois de Mai mil-h it-cent-vingt-sept.

Signé P. DE CROMBRUGGHE

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas près de S. M. le Roi de Suède et de Norvège etc. etc.

G. *Cte.* DE WETTERSTEDT.

Ministre d'Etat et des affaires étrangères de S. M. le Roi de Suède et de Norvège.

Pour copie conforme

Le Ministre des affaires étrangères

Signé VERSTOLK DE SOELEN.

47.

Convention entre la France et la Suisse concernant les établissemens réciproques, signée le 30 Mai 1827, avec les actes y relatifs.

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft. 4. pag. 166 esq.)

A. *Convention du 30 Mai 1827.*

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, et la Confédération helvétique ayant jugé nécessaire d'arrêter d'un commun accord, relativement à l'établissement des Français en Suisse, et des Suisses en France, des règles fixes, stables et propres à faciliter les rapports des sujets des deux pays, les Plénipotentiaires soussignés, savoir:

Au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne le Sieur François-Joseph-Maximilien-Gérard de Rayneval Grand-Officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal de Charles III, Conseiller,

d'Etat, Son Ambassadeur près la Confédération hel- 1827
vétique,

Et au nom des Cantons Suisses, les Sieurs Emmanuel-Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste-Charles-François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, nommés à cet effet par le Directoire fédéral,

Après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Les Français seront reçus et traités dans chaque Canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir, les ressortissans des autres Cantons. Ils pourront en conséquence aller, venir et séjourner temporairement en Suisse, munis de passe-ports réguliers, en se conformant aux lois et réglemens de police. Tout genre d'industrie et de commerce permis aux ressortissans des divers Cantons, le sera également aux Français, et sans qu'on puisse exiger d'eux aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse. Lorsqu'ils prendront domicile ou formeront un établissement dans les Cantons qui admettent celui des ressortissans de leurs Co-Etats, ils ne seront également astreints à aucune autre condition que ces derniers.

Art. II. Pour prendre domicile, ou former un établissement en Suisse, ils devront être munis d'un acte d'immatriculation constatant leur qualité de Français, qui leur sera délivré par l'Ambassade de France après qu'ils auront produit des certificats de bonne conduite et de bonnes moeurs, ainsi que les autres attestations requises.

Art. III. Les Suisses jouiront en France des mêmes droits et avantages que l'article premier ci-dessus assure aux Français en Suisse, de telle sorte qu'à l'égard des Cantons qui, sous les rapports spécifiés au dit article premier, traiteront les Français comme leurs propres ressortissans, ceux-ci seront, sous les mêmes rapports, traités en France comme les nationaux. Sa Majesté Très-Chrétienne garantit aux autres Cantons les mêmes droits et avantages dont ils feront jouir ses sujets.

1827 Art. IV. Les sujets ou ressortissans de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie.

Art. V. Les sujets ou ressortissans de l'un des deux Etats, établis dans l'autre, et qui seraient dans le cas d'en être renvoyés par sentence légale, ou d'après les lois et réglemens sur la police des mœurs et la mendicité, seront reçus en tout tems, eux et leur famille, dans le pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits, conformément aux lois.

Art. VI. Les Français établis en Suisse, de même que les Suisses établis en France, en vertu du traité de 1803, continueront à jouir des droits qui leur étaient acquis. Toutes les dispositions de la présente convention leur sont d'ailleurs applicables.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne le trente Mai, mil huit-cent vingt-sept.

Rayneval. Fischer.
Herzog d'Effinguen.
Perrot.

Article additionnel.

Il est expressément entendu que les Cantons qui n'adhéreraient point présentement à la convention de ce jour, relativement aux établissemens respectifs des Français et des Suisses, en conserveront en tout tems la faculté, non-obstant le terme fixé pour la ratification.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la dite convention, et sera ratifié en même tems.

Fait à Berne le trente Mai, mil huit-cent vingt-sept.

Rayneval. Fischer.
Herzog d'Effinguen.
Perrot.

B. *Acte de ratification de Sa Majesté le Roi de France.* (18 *Juillet* 1827.) 1827

Charles, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Ayant vu et examiné la Convention et l'article additionnel, relatifs aux règles à suivre pour l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France, lesquels ont été conclus et signés à Berne, le 30 Mai de la présente année, entre la France et la Confédération Helvétique, par notre très-cher et bien-aimé le Sieur Gérard de Rayneval, notre Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et notre Plénipotentiaire, en vertu des pleins-pouvoirs que nous lui avons donnés, avec les Sieurs Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, Plénipotentiaires nommés par le Directoire fédéral, au nom des Cantons Suisses, également munis de pleins-pouvoirs en bonne forme, de laquelle Convention et article additionnel la teneur suit:

(Teneur du traité et de l'article additionnel.)

Nous, ayant pour agréable la dite Convention et le dit article additionnel, en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues, déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'ils sont acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés; et, par ces présentes, signées de notre main, nous les acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; Promettant, en foi et parole de Roi, de les observer et de les faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes. Donné en notre château de St. Cloud, le dix-huitième jour du mois de Juillet, l'an de grâce mil huit-cent vingt-sept, et de notre règne le troisième.

CHARLES.

Par le Roi:

Le Baron DE DAMAS.

1827 C. *Acte de ratification des Cantons Suisses.*
(14 *Août* 1827.)

Nous le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich Président, et les Députés des Cantons Suisses réunis en Diète fédérale

faisons savoir par les présentes:

Que la convention et l'article additionnel conclus et signés à Berne le 30 Mai de la présente année — au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Charles X Roi de France et de Navarre, par Monsieur le Baron Gérard de Rayneval, Grand-officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, Chevalier de l'ordre royal de Charles III, Conseiller d'Etat, Ambassadeur de France en Suisse, muni de pleins-pouvoirs de Sa Majesté — et au nom des Cantons Suisses par Messieurs Emmanuel-Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste-Charles-François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, nommés et autorisés par le Directoire fédéral — concernant les règles à suivre pour l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France; —

Ayant été transmis, conjointement avec les Notes de l'Ambassade de France des 7 Août 1826 et 29 Mai 1827, aux Cantons confédérés, dont l'assentiment avait été réservé, conformément aux institutions fédérales de la Suisse;

Et les déclarations recueillies au protocôle de la Diète ayant fait connaître quels sont ceux des Etats du Corps Helvétique, qui dès à présent ont accepté définitivement les résultats de cette négociation,

Nous, en vertu des mêmes déclarations, attestons et certifions, que la convention et l'article additionnel du 30 Mai 1827 tels qu'ils ont été signés par les plénipotentiaires respectifs, de mot à mot comme suit:

(Teneur du traité et de l'article additionnel.)

ont été et sont acceptés dans tout leur contenu par les Etats de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève. En conséquence nous les déclarons sanctionnés et ratifiés par les Cantons susnommés, et pro-

mettons en leur nom, qu'ils seront fidèlement et religieusement observés. En foi de quoi les présentes ont été munies de la signature de notre Président le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, de celle du Chancelier, et du sceau de la Confédération Suisse, à Zurich le 14 Août 1827. 1827

Le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

D. *Procès-verbal de l'échange des ratifications.* (22 *Août* 1827.)

La convention concernant les établissemens réciproques des Français en Suisse et des Suisses en France, signée à Berne le trente Mai mil huit-cent vingt-sept, ayant été ratifiée par Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, d'une part, et par les Cantons Suisses de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, d'autre part; les Soussignés se sont réunis afin de procéder à l'échange des actes de ratification donnés, d'une part par Sa Majesté Très-Chrétienne, et de l'autre par la Diète Helvétique au nom des dits Cantons, et lecture ayant été faite des dits actes, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a eu lieu aujourd'hui en la forme accoutumée.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Berne, le vingt-deux Août mil huit-cent vingt-sept.

RAYNEVAL. FISCHER.

E. *Note des Commissaires fédéraux à l'Ambassade de France.* (28 *Mai* 1827.)

Les soussignés Commissaires fédéraux ont l'honneur de demander à Son Excellence Monsieur l'Am-

1827 C. *Acte de ratification des Cantons Suisses.*
(14 *Août* 1827.)

Nous le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich Président, et les Députés des Cantons Suisses réunis en Diète fédérale

faisons savoir par les présentes:

Que la convention et l'article additionnel conclus et signés à Berne le 30 Mai de la présente année — au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Charles X Roi de France et de Navarre, par Monsieur le Baron Gérard de Rayneval, Grand-officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, Chevalier de l'ordre royal de Charles III, Conseiller d'Etat, Ambassadeur de France en Suisse, muni de pleins-pouvoirs de Sa Majesté — et au nom des Cantons Suisses par Messieurs Emmanuel-Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste-Charles-François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, nommés et autorisés par le Directoire fédéral — concernant les règles à suivre pour l'établissement des Français en Suisse et des Suisses en France; —

Ayant été transmis, conjointement avec les Notes de l'Ambassade de France des 7 Août 1826 et 29 Mai 1827, aux Cantons confédérés, dont l'assentiment avait été réservé, conformément aux institutions fédérales de la Suisse;

Et les déclarations recueillies au protocôle de la Diète ayant fait connaître quels sont ceux des Etats du Corps Helvétique, qui dès à présent ont accepté définitivement les résultats de cette négociation,

Nous, en vertu des mêmes déclarations, attestons et certifions, que la convention et l'article additionnel du 30 Mai 1827 tels qu'ils ont été signés par les plénipotentiaires respectifs, de mot à mot comme suit:

(Teneur du traité et de l'article additionnel.)

ont été et sont acceptés dans tout leur contenu par les Etats de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève. En conséquence nous les déclarons sanctionnés et ratifiés par les Cantons susnommés, et pro-

mettons en leur nom, qu'ils seront fidèlement et religieusement observés. En foi de quoi les présentes ont été munies de la signature de notre Président le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, de celle du Chancelier, et du sceau de la Confédération Suisse, à Zurich le 14 Août 1827. 1827

Le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

D. *Procès-verbal de l'échange des ratifications.* (22 *Août* 1827.)

La convention concernant les établissemens réciproques des Français en Suisse et des Suisses en France, signée à Berne le trente Mai mil huit-cent vingt-sept, ayant été ratifiée par Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, d'une part, et par les Cantons Suisses de Zurich, Berne, Lucerne, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhouse, St. Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, d'autre part; les Soussignés se sont réunis afin de procéder à l'échange des actes de ratification donnés, d'une part par Sa Majesté Très-Chrétienne, et de l'autre par la Diète Helvétique au nom des dits Cantons, et lecture ayant été faite des dits actes, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a eu lieu aujourd'hui en la forme accoutumée.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Berne, le vingt-deux Août mil huit-cent vingt-sept.

RAYNEVAL. FISCHER.

E. *Note des Commissaires fédéraux à l'Ambassade de France.* (28 *Mai* 1827.)

Les soussignés Commissaires fédéraux ont l'honneur de demander à Son Excellence Monsieur l'Am-

1827 bassadeur de France quelques explications supplémentaires, relativement à l'article 5 de la convention sur les établissemens. Celles contenues dans sa note du 7 Août 1826, quoique dissipant beaucoup d'incertitudes relativement à la perte de la qualité de Français, ont paru à plusieurs Cantons laisser encore subsister quelques doutes. Le moyen de faciliter la conclusion de la convention serait d'y ajouter encore celles qu'il est possible de donner.

D'abord les soussignés pensent qu'il ne peut exister de doute sur la réadmission en suite de retour volontaire et que la garantie énoncée par la convention par rapport aux individus qui seraient dans le cas du renvoi, s'applique à plus forte raison à ceux qui voudront retourner volontairement, quelle que puisse avoir été la durée de leur séjour.

Ils estiment encore qu'une des clauses de la convention ayant pour but d'assurer la facilité de posséder des immeubles, il est entendu que la propriété territoriale, quelque longue que puisse être la durée de la possession et de l'établissement, ne peut pas invalider les droits de l'origine et ne jamais s'opposer à la réadmission.

En partant de ces faits, les Commissaires soussignés prient Son Excellence de vouloir bien ajouter aux explications conformes à celles renfermées dans la note qu'Elle a remise à la Commission de la Diète en date du 7 Août 1826, des explications:

1. sur la conservation de l'état de Français par la femme et les enfans de celui, qui aurait perdu ses droits de Français:

2. sur la valeur de l'acte d'immatriculation relativement à l'intention présumée de l'individu, qui le demande et l'obtient, de conserver sa qualité de Français, ainsi que l'acte d'origine (Heimathschein) l'indique pour le Suisse;

3. sur la présomption de la conservation de la qualité de Français et la conservation effective de cette qualité.

Plus les explications sur ces divers points, jointes à celles précédemment données, seront claires et complètes, plus aussi pourrait-on espérer l'augmentation du nombre des Cantons, qui accéderont à ce traité.

Les soussignés doivent avoir l'honneur d'observer 1827
à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de France, qu'un nombre de Cantons ayant énoncé leur disposition d'accéder aux bases connues, d'autres ayant demandé plusieurs éclaircissemens, d'autres enfin n'ayant pas encore pu se déterminer, il est entendu que leur vote sera exprimé par l'acte de ratification qui désignera ceux qui prendront part à une convention, qui statue sur un objet, lequel, d'après le droit public admis dans la Confédération helvétique, est réglé pour la Suisse elle-même par des concordats.

Les soussignés ont l'honneur d'offrir à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de France l'expression de leur haute considération.

Berne, le 28 Mai 1827.

Les Commissaires fédéraux:

FISCHER. HERZOG *d'Effinguen.* PERROT.

F. Note de l'Ambassadeur de France aux Commissaires fédéraux. (29 *Mai* 1827.)

Le soussigné a reçu la Note que Messieurs les Commissaires fédéraux lui ont fait l'honneur de lui adresser, en date d'hier, et s'empresse d'y répondre.

Le retour volontaire de tout homme dans sa patrie, aussi longtems qu'il n'a pas cessé de lui appartenir, est un droit tellement fondé sur la nature qu'il semble ne pouvoir être circonscrit, et bien moins encore détruit par aucune loi. Il en est de même de la possession d'immeubles. Les lois d'un pays peuvent sans doute empêcher l'étranger d'y posséder des biens de cette espèce, mais il ne paraît pas qu'aucun Etat puisse priver ses sujets de la faculté de devenir propriétaires là où la loi le leur permet. L'usage et les traités ont au reste mis depuis long-tems ce point hors de doute entre la France et la Suisse, et jamais on n'a vu que, quelque longue qu'ait été la possession d'une propriété territoriale, elle ait fait perdre au propriétaire français en Suisse, ou suisse en France, les droits qu'il pouvait avoir dans son propre pays.

Quoique les détails dans lesquels le soussigné est entré, dans sa note du 7 Août dernier, sur la conservation et la perte de la qualité de Français, et aux-

1827 quels il se réfère, aient paru satisfaire entièrement et la Diète et la plupart des Cantons confédérés, le soussigné, entrant dans les vues de Messieurs les Commissaires fédéraux, n'hésite pas à y ajouter les explications suivantes.

Il résulte de l'art. 10 du code, que tout enfant né en pays étranger d'un Français qui perdrait ensuite sa qualité, ne suit pas alors la condition de son père, mais reste Français.

Quant à la femme d'un sujet du Roi qui aurait cessé d'être Français, aucun article du code ne prononce à cet égard d'une manière explicite; mais il paraît généralement admis, que, dans ce cas, elle ne suit pas nécessairement la condition de son mari, et qu'elle peut rester Française.

L'acte d'immatriculation que l'Ambassade du Roi délivre à ceux des sujets de Sa Majesté qui veulent s'établir d'une manière fixe en Suisse, a pour but de constater leur qualité de Français, et de leur assurer les droits qui en résultent pour eux. La demande que fait un Français d'un acte d'immatriculation prouve donc que c'est en cette qualité qu'il s'établit en Suisse, et manifeste que son intention, en formant son établissement, est de la conserver et de jouir en conséquence des avantages que les traités accordent aux Français.

Enfin il ne faut pas perdre de vue que la qualité de Français est toujours présumée jusqu'à preuve du contraire; et tant qu'on ne peut y opposer un acte volontaire qui soit de nature à en entraîner la perte.

Le soussigné croit avoir, par ces nouvelles explications, répondu d'une manière satisfaisante, aux questions contenues dans la note de Messieurs les Commissaires fédéraux, et il espère que, tous les doutes étant ainsi levés, rien ne retardera plus la conclusion d'un arrangement également désirable dans les intérêts des deux pays.

Il saisit cette occasion pour offrir à Messieurs les Commissaires fédéraux les assurances de sa haute considération.

Berne, le 29 Mai 1827.

RAYNEVAL.

48.

Traité de commerce et de Navigation entre l'Autriche et le Brésil signé à Vienne le 17 Juin 1827. 1827

(*Journal de Francfort* 1828. Nr. 107. 118. 119. *Oesterreichischer Beobachter* 1828. Nr. 100.)

Au nom de la Très-sainte et indivisible Trinité!

S. M. l'Empereur d'Autriche etc. et S. M. l'Empereur du Brésil etc. également animés du désir d'assurer à leurs sujets les avantages d'un commerce réciproque, et de leur faciliter en même tems l'échange des produits respectifs de leurs pays, sont convenus de régler les objets les plus essentiels de leurs relations commerciales au moyen d'un traité exprès de commerce et de navigation, et de les établir sur les bases de la convention préalable signée par les plénipotentiaires respectifs à Rio de Janeiro le 30 Juin de l'année dernière et approuvée par les deux hautes parties contractantes.

A cet effet elles ont nommé des plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur d'Autriche le Sieur Clement Venceslas Lothaire prince de Metternich-Winnebourg, duc de Portella, comte de Königswart etc. chevalier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne, de la croix civile d'honneur, de l'ordre de Jean de Jérusalem, de la croix du midi du Brésil, de l'ordre de Portugal du Christ et de plusieurs autres ordres; chancelier de l'ordre militaire de Marie Therèse, chambellan, conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, son Ministre d'état et des conférences, et son chancelier de cour et d'état ainsi que de la maison impériale;

Et S. M. l'Empereur du Brésil le sieur Antoine Telles de Silva Menezes Caminha, Marquis de Rezende et grand de l'empire du Brésil, commandeur de l'ordre du Christ, chevalier de l'ordre impérial d'Autriche de la couronne de fer de la 1ère classe et de l'ordre de St. Jean de Jérusalem; gentilhomme de la chambre de S. M. l'Empereur du Brésil, membre de son conseil, et son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. J. et R. Apostolique;

1827 lesquels, après avoir fait conster de leurs pouvoirs reconnus suffisans, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Il y aura pour les navires autrichiens et brésiliens liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets des deux hautes parties contractantes dans tous les ports, lieux et territoires des deux empires qui sont ouverts ou viennent à l'être par la suite à toute autre nation étrangère.

Art. II. Les sujets des deux hautes parties contractantes pourront en conséquence de cette liberté réciproque de commerce et de navigation entrer avec leurs navires dans tous les ports, baies, anses, mouillages et rivières des territoires appartenans à chacune d'elles, y décharger le tout ou partie de leurs cargaisons, y prendre charge et réexporter selon les réglemens de douane établis; ils pourront y résider, louer des maisons et magasins, voyager, commercer, ouvrir des boutiques, transporter des denrées, métaux et de l'argent monnoyé et gérer leurs affaires par eux-mêmes ou par leurs agens et commis, sans être obligés à employer à cet effet des courtiers ou autres personnes quelconques, ou leur payer rémunération ou salaire, excepté s'ils les employoient volontairement; et il y aura dans tous les cas liberté entière pour les vendeurs ou acheteurs, d'ajuster ou de fixer, selon qu'il leur conviendra le mieux, le prix des marchandises ou denrées quelconques importées ou exposées des territoires des deux hautes parties contractantes.

Art. III. Il est toutefois convenu d'excepter les articles de contrebande de guerre et ceux réservés aux couronnes des deux hautes parties contractantes, de même que le commerce côtier de port à port, consistant en produits, indigènes ou étrangers, déjà dépêchés pour la consommation, lequel commerce ne pourra se faire qu'en embarcations nationales, étant libre cependant aux sujets des hautes parties contractantes de charger leurs effets et marchandises sur lesdites embarcations, en payant les uns et les autres les mêmes droits.

Art. IV. Les navires et bâtimens des sujets des deux hautes parties contractantes, ne seront assujettis dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de phare, tonnage, port, pilotage, quarantaine ou autres droits semblables ou analogues, sous quelque dénomination que ce soit, à aucun droit différent ou plus élevé que

ceux auxquels sont ou seront assujettis dans ces mêmes 1827
ports à leur sortie, ceux de la nation la plus favorisée.

Art. V. Afin de déterminer la nationalité des navires autrichiens et brésiliens, les hautes parties contractantes conviennent, que seront considérés comme navires autrichiens tous ceux, qui sont la propriété de sujets autrichiens et construits, enrégistrés et navigués en conformité des loix et réglemens de l'Autriche, et que ceux qui sont de construction ou propriété de sujets brésiliens, et dont le capitaine et les trois quarts de l'équipage seront également sujets du Brésil, seront considérés comme brésiliens, et S. M. l'Empereur d'Autriche ayant en vue de faciliter la navigation du Brésil, s'engage à tenir provisoirement en suspens l'entière exécution de cette dernière disposition, le propriétaire et le capitaine devant toutefois être brésiliens, et les navires devant avoir tous leurs papiers et documens en forme légale.

Art. VI. Toutes les denrées, marchandises et articles quelconques, qui sont de production, de manufacture, ou de l'industrie des sujets et territoires de S. M. l'Empereur d'Autriche et expédiés des ports de l'Autriche pour la consommation, pourront être librement importés dans tous et chacun des ports de l'Empire du Brésil, étant consignés à qui que ce soit, sans être assujettis à des droits d'importation différens ou plus élevés, que ceux que payent à présent, ou viendroient à payer par la suite pour les mêmes denrées, marchandises et articles, les sujets de la nation la plus favorisée, en conformité du tarif général des douanes, qui, à cette fin, sera promulgué dans tous les ports du Brésil, dans lesquels des douanes sont ou seroient établies.

Il est convenu qu'en parlant de la nation la plus favorisée au Brésil, la nation portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison, même quand elle viendroit à être privilégiée au Brésil en matière de commerce.

Art. VII. Il est également convenu que toutes les fois que des produits du territoire ou de l'industrie de l'Autriche, importés dans les douanes du Brésil pour la consommation, n'auroient point de valeur déterminée dans le tarif, celui qui importe de tels articles, sera admis à faire une déclaration de leur valeur, afin d'être dépêchés en douane sur cette décla-

1827 ration; mais dans les cas où les officiers des douanes chargés de la perception des droits, jugeroient qu'il y a une trop grande erreur dans l'évaluation, il leur sera libre de prendre pour leur compte les objets ainsi évalués, en payant au vendeur dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la saisie, dix pour cent en sus de l'évaluation; et en restituant les droits payés.

Art. VIII. En réciprocité des articles précédens toutes les denrées, marchandises et articles quelconques du produit, des manufactures ou de l'industrie des sujets et territoires de S. M. l'Empereur du Brésil, importés directement pour la consommation dans les ports de l'Autriche, ne payeront aucun autre droit que ceux que payent ou viendroient à payer les mêmes articles, importés de la même manière par les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. IX. Les produits et marchandises quelconques des sujets et territoires de chacune des deux hautes parties contractantes, importés dans les états de l'autre, seront munis de certificats d'origine, selon les formes établies à cet effet dans les états respectifs.

Art. X. Toutes les denrées, marchandises et manufactures des sujets et territoires de l'Empire d'Autriche, qui seront expédiés dans les ports de l'Empire du Brésil pour l'entrepôt ou la réexportation, ne payeront aucun autre droit que ceux établis à présent, ou qui viendroient à s'établir par la suite pour la nation la plus favorisée.

Art. XI. Les deux hautes parties contractantes conviennent, que leurs sujets jouiront dans leurs territoires et états respectifs de tous et chaque franchise, privilège, et exemption qui seroient concédés pour le commerce et la navigation à une autre nation quelconque, devant être entendu, que ces conditions favorables seront de suite et de droit réciproquement concédées indépendamment de toute autre stipulation quelconque, comme si elles avoient été expressément déclarées dans le présent traité.

Art. XII. En tout ce qui est relatif au chargement et déchargement des navires et à la sûreté des propriétés, marchandises et effets des sujets de chacune des deux hautes parties contractantes, les sujets respectifs jouiront de la sûreté, des faveurs et des exemptions concédées à la nation la plus favorisée; ils pourront disposer librement de leurs propriétés

par vente, troc, donation, testament ou de toute autre manière, sans qu'il leur soit mis obstacle ou empêchement quelconque; leurs maisons, propriétés et effets seront protégés et respectés et ne seront point saisis contre gré leur par une autorité quelconque, sans préjudice toutefois de la marche légale de la justice; ils seront exempts de tout service militaire de terre ou de mer, de tout autre service public, de tout emprunt forcé et de tous impôts ou réquisitions militaires, et ils ne seront assujettis à payer aucune imposition ordinaire plus élevée que celles que payent ou viendroient à payer les sujets de la nation la plus favorisée. 1827

Art. XIII. Chacune des deux hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls, qui résideront dans les ports ou villes des états de l'autre, pour la protection du commerce; mais avant d'exercer leurs fonctions, ils devront avoir été admis et approuvés, dans les formes d'usage, par le gouvernement près duquel ils doivent résider.

Ils jouiront dans l'un et dans l'autre pays, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions et la protection qu'ils doivent à leurs nationaux, des mêmes privilèges qui sont ou seroient accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. XIV. S. M. l'Empereur du Brésil concède aux sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche le privilège d'être signataires aux douanes du Brésil, avec les mêmes conditions et sûretés que les sujets brésiliens, et il est convenu d'autre part, que les sujets brésiliens jouiront dans les douanes de l'Autriche de toutes les faveurs compatibles avec les lois et réglemens existans.

Art. XV. Le présent traité de commerce et de navigation aura son plein et entier effet pendant le terme de six ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

Art. XVI. Les ratifications du présent traité seront échangées à Vienne dans l'espace de neuf mois, ou plus tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 16 juin, l'an de grâce mil huit cent vingt sept.

Metternich. Rezende.

(Les ratifications de ce traité ont été échangées à Vienne le 16 Mars 1826.)

49.

1827 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre le royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique le* 15 *Juin* 1827.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1828. Nr. 27.)

En el nombre de la Santisimâ Trinidad.

Habiendose establecido hace algun tiempo relaciones mercantiles entre los Paises-Bajos y los Estados-Unidos de Mexico, se ha creido util para lu seguridad y fomento de sus mutuos intereses, que dichas relaciones sean confirmadas y protegidas pro medio de un tratado de amistad, navegacion y comercio. Con esto objeto han nombrado sus respectivos plenipotenciarios,

A saver:

Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos, Principe de Orange-Nassau, Gran-Duque de Luxemburgo, al Segnor Dr. Antonio Ricardo Falck, Comendador de la Real orden del Leon Belgico, su Embajador estraordinario y plenipotenciario cerca de S. M. Britanica,

Y

El Presidente de los Estados-Unidos de Mexico al Excelentisimo segnor Sebastian Camacho, su primer secretario de Estado y su Enviado estraordinario y Ministro plenipotenciario cerca de su Majestad Britanica, quienes, despues de haberse comunicado, mutuamente sus plenos poderes, han concluido los articulos seguientes.

Art. I. Habra una perpetua amistad entre S. M. el Rey de los Paises-Bajos y sus subdidos por una parte, y los Estados-Unidos de Mexico y sus ciudadanos, por la otra.

Art. II. Habra entre los dominios de Su dicha Majestad en Europa, y los Etados-Unidos de Mexico libertad reciproca de comercio. Los habitantes de los dos paises tendran respectivamente toda libertad y seguridad para ir con sus buques y cargamentos a to-

49.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre le royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique le 15 Juin 1827. 1827

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1828 Nr. 27.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

Des relations de commerce étant établies depuis quelque temps entre les Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique, il a paru utile au maintien et à l'avancement des intérêts réciproques de consolider et de protéger ces relations, au moyen d'un traité d'amitié, de navigation et de commerce. Dans ce but ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs,

Savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, le sieur M. Anton Reinhard Falck, commandeur de l'Ordre du Lion Belgique et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Roi près de Sa Majesté britannique,

Et

Le Président des Etats-Unis du Mexique, Son Excellence le sieur Sébastian Camacho, leur premier Secrétaire d'Etat et envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique, lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivans.

Art. I. Il y aura entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et ses sujets d'une part, et les Etats-Unis du Mexique et leurs citoyens, de l'autre, une amitié perpétuelle.

Art. II. Une liberté réciproque de commerce aura lieu entre les possessions de Sadite Majesté en Europe, et les Etats-Unis du Mexique. Les habitans respectifs des deux pays jouiront d'une pleine liberté et sûreté pour se rendre, avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières où

1827 das las plazas, puertos y rios, en que actualmente se permite ó mas adelante se permitiere entrar a otros extrangeros; y para permanecer y residir en cualquiera parte de los mencionados estados y dominios, arrendando y ocupando en ellos casas y almacenes para los fines de su comercio.

Del mismo modo los respectivos buques de guerra de las dos naciones tendran la misma libertad para llegar franca y seguramente a todos los puertos, rios y lugares adonde se permite entrar ó se permitiere en adelante a los buques de guerra de otra nacion. Sujetos siempre a las leyes y estatutos del pais respectivo.

Por el derecho de entrar en plazas, puertos y rios, de que se hace mencion en este articulo, no esta comprendido el privilegio del comercio de escala y cabotaje, que unicamente sera permitido a los buques nacionales.

Art. III. Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos concede ademas a los Estados-Unidos de Mexico que sus habitantes tengan la misma libertad de navegacion y comercio estipulada por el articulo precedente en todos sus dominios situados fuera de Europa, del mismo modo que, segun los principios generales de su sistema colonial, se permite ó permitiere en adelante cualquiera otra nacion.

Bien entendido que si algunavez llegasen a concederse mayores privilegios en este punto a otra nacion estranjera bajo el principio de estipulaciones reciprocas de nuevas conceciones a favor de la navegacion y comercio de los Paises-Bajos, los habitantes de los Estados-Unidos de Mexico no tendran derecho de reclamar las mismas conceciones, antes de que su gobierno hubiere consentido en hacer otras equivalentes a favor de la navegacion y comercio des los Paises-Bajos.

Art. IV. No se impondran otros ni mas altos derechos por razon de toneladas, fanal, emolumentos de puerto, practica, cuarentena, salvamento en caso de averia ó naufragio, ó otros semejantes generales ó locales a los buques de cada una de las partes contractantes en el territorió de la otra, que los que actualmente pagan, ó en lo sucesivo pagaran en los mismos los buques nacionales.

d'autres étrangers ont en ce moment, ou obtiendront 1827
par la suite la permission d'entrer, et pour séjourner et demeurer dans chaque partie des susdites possessions et Etats, comme aussi pour y louer et y occuper des maisons et des magasins à l'usage de leur commerce.

Pareillement, les vaisseaux de guerre des deux nations auront de part et d'autre, la liberté d'aborder sans empêchement et sûrement, dans tous les ports, rivières et lieux où les vaisseaux de guerre de quelque autre nation, ont ou obtiendront à l'avenir la liberté d'entrer, en se soumettant toutefois respectivement aux lois et ordonnances des deux Etats.

Dans le droit d'entrer dans tous les lieux, ports et rivières, mentionné au présent article, n'est pas compris celui du commerce de port à port, ni celui du commerce, le long de la côte (cabotage), lequel sera uniquement permis aux bâtimens nationaux.

Art. III. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas accorde en outre aux Etats-Unis du Mexique, que leurs habitans auront dans toutes les possessions du Roi hors de l'Europe la même liberté de navigation et de commerce, qui a été stipulée dans l'article précédent, sur le même pied que, d'après les principes généraux de son système colonial elle est ou pourra être accordée dans la suite à quelque autre nation.

Bien entendu, que si, à quelque époque future de plus grandes prérogatives fussent accordées à cet égard, à une autre nation étrangère, sur la base d'une stipulation réciproque, de concessions nouvelles en faveur de la navigation et du commerce des Pays-Bas, les habitans des Etats-Unis du Mexique n'auront point le droit aux mêmes concessions, avant que leur gouvernement n'ait consenti à d'autres concessions équivalentes en faveur de la navigation et du commerce des Pays-Bas.

Art. IV. Les navires de chacune des parties contractantes ne pourront être assujettis, sur le territoire de l'autre, du chef de droits de last ou tonnage, de fanal, de port, de pilotage, de quarantaine, de sauvetage en cas d'avarie ou de naufrage, ou d'autres charges semblables, soit générales, soit locales, à aucun droit autre ou plus élevé, que les navires nationaux y payent actuellement, ou y payeront par la suite.

1827 Art. V. No se pagaran otros ni mas altos derechos en los puertos de Mexico por la importacion ó esportacion de cualesquiera mercancias en buques de los Paises-Bajos, ni en este Reyno se pagaran otros derechos por la importacion ó exportacion de mercancias en buques Mexicanos, que los que pagan ó pagaran en adelante en los respectivos territorios los mismos efectos importados ó exportados en buques de la nacion mas favorecida.

Art. VI. Las dos partes contractantes han accordado, que reciprocamente sera considerado y tratado como buque de los Paises-Bajos o buque Mexicano, todos los que fueren reconocidos como tales en los estados y dominiosa que respectivamente pertenecen segun las leyes y reglamentos existentes ó que se promulgaran en adelante, de los que se hara oportuna comunicacion de una a la otra parte. Bien entendido, que los comandantes de dichos buques podran siempre legitimar su nacionalidad con cartas demar espedidas en la forma acostumbrada, y firmadas por la autoridad competente para liberalas en el pais a que el tal buque pertenesca.

Art. VII. No se impondran otros ni mas altos derechos a la importacion en los Paises-Bajos de los productos naturales ó de la industria de Mexico, ni en los Estados-Unidos de Mexico a la importacion de los productos naturales ó de la industria de los Paises-Bajos, que los que pagan actualmente ó en lo sucessivo pagaran los mismos articulos de otras naciones, observandose el mismo principio para la esportacion, ni se impondra prohibicion alguna sobre la importacion ó esportacion de algunos articulos en el trafico reciproco de las dos partes contractantes que no se haga egualimente estensiva a todas las otras naciones.

Art. VIII. Todo comerciante, comandante de buque y demas subditos de Su referida Majestad gozaran en los Estados-Unidos de Mexico de completa libertad para manejar por si sus proprios negocios, o encargar su manejo a quien mejor le paresca, sea corredor, factor, agente ó interprete, y no se les obligara a emplear para estos objetos otras personas que las que se emplean por los nacionales, ni a pa-

ART. V. Il ne sera payé dans les ports du Mexique pour l'importation ou l'exportation de quelque marchandise que ce puisse être, par des bâtimens des Pays-Bas, ni dans le royaume des Pays-Bas, pour l'importation et l'exportation de marchandises par des bâtimens mexicains, aucuns droits autres ou plus élevés, que ceux que ces mêmes marchandises ont ou auront à payer dans les pays respectifs, lorsqu'elles sont importées ou exportées par des navires de la nation la plus favorisée. 1827

ART. VI. Les deux parties contractantes sont convenues de considérer et de traiter réciproquement comme navires des Pays-Bas ou mexicains, tous ceux reconnus comme tels dans les possessions et Etats auxquels ils appartiennent respectivement, d'après les lois et réglemens existans ou à promulguer par la suite, desquelles lois et réglemens, l'une partie donnera à temps communication à l'autre; bien entendu, que les commandans desdits navires, pourront toujours prouver leur nationalité, par des lettres de mer rédigées dans la forme usitée, et munies de la signature des autorités compétentes du pays auquel le navire appartient.

ART. VII. Dans le royaume des Pays-Bas, il ne sera imposé sur les productions naturelles ou industrielles du Mexique, ni dans les Etats-Unis du Mexique sur les productions du sol ou de l'industrie des Pays-Bas, aucuns droits autres ou plus élevés d'importation, que ceux que sur ces mêmes articles, d'autres nations payent en ce moment, ou payeront par la suite, avec observation du même principe à l'égard de l'exportation. Pareillement il n'y aura aucune prohibition d'importation ou d'exportation de quelques articles dans le commerce réciproque des deux parties contractantes, qui ne s'étende également à toutes les autres nations.

ART. VIII. Tous les commerçans, patrons de navires, et autres sujets de Sadite Majesté, jouiront dans les Etats-Unis du Mexique d'une pleine liberté de traiter eux-mêmes leurs propres affaires, ou d'en confier le soin à qui bon leur semblera, soit commissionnaire, courtier, agent ou interprête, et ils ne seront point tenus d'employer à cet effet d'autres personnes, ou de leur donner un plus grand salaire ou rémunération, que n'en em-

1827 garles mas salario ó remuneracion què la que en semejantes casos pagan aquellos. Igualmentese concedera libertad absoluta al comprador y vendedor en todos los casos para ajustar y fijar el precio de cualesquiera mercancias y efectos importados ó esportados como lo crean conveniente, conformandose con las leyes y costumbres establecidas en el pais. Los mismos privilegios disfrutaran en los dominios de Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos los ciudadanos de los Estados-Unidos de Mexico y sujetos a las mismas condiciones.

Art. IX. En todo lo relativo a la policia de los puertos, carga y decarga de buques, la seguridad de las mercancias, bienes y efectos, los ciudadanos y subditos de los partes contractantes respectivamente estaran sujetos a las leyes y estatudos locales del pais en que residan.

Estaran exemptos de todo servicio militar forzoso en el ejercito y armada, no se les impondra especialmente a ellos prestamos forzosos, y su propiedad no estara sujeta a otras cargas, requisiciones ó impuestos, que los que se paguen por los nativos del respectivo pais.

Art. X. Los subditos y ciudadanos de las partes contractantes gozaran la mas completa y constante protecion en sus personas, casas y propiedades: tendran un libre y facil acceso a los tribunales de justicia para la prosecucion y defensa de sus derechos estaran en libertad de emplear los abogados, procuradores, ò agentes de cualquiera clase, que jusguen conveniente: y generalmente en la administracion de justicia, como tambien en lo que concierne a la sucecion de las propiedades personales por testamento ó de otro modo cualquiera y al derecho de disponer de la propiedad personal de cualquiera clase ó denominacion por venta, donacion, permuta, testamento, ó de toda otra manera, gozaran de los mismos privilegios y libertades que los naturales del pais, en que residan, y no se les cargara en ninguno de estos puntos ó casos mayores impuestos ó derechos que los que pagan los nacionales.

Art. XI. Los subditos de Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos, residentes en los Estados-Unidos Mexicanos, no seran inquietados ni incomodados en

ployent, ou ne leur payent les nationaux eux-mêmes. 1827
Pareillement il appartiendra à chaque vendeur ou acheteur une parfaite liberté de régler et de fixer, dans tous les cas comme bon leur semblera, le prix de marchandises importées ou exportées, n'importe leur nature, en se conformant aux lois et coutumes du pays. Les citoyens du Mexique jouiront des mêmes prérogatives, et sous les mêmes conditions dans les possessions de Sa Majesté le roi des Pays-Bas.

Art. IX. Dans tout ce qui est relatif à la police des ports, au chargement et au déchargement des navires, et à la sûreté des marchandises et effets, les sujets et citoyens des parties contractantes seront soumis respectivement aux lois et ordonnances locales du pays où ils résident.

Ils seront exempts de tout service militaire forcé de terre et de mer. Aucun emprunt forcé ne leur sera imposé en particulier, et leur propriété ne sera sujette à aucunes autres charges, réquisitions ou impositions, que celles exigées des indigènes du pays même.

Art. X. Les sujets et citoyens des parties contractantes jouiront de part et d'autre pour leurs personnes, leurs maisons et leurs biens, de la protection la plus complette, et la plus constante. Ils auront pour la poursuite et la défense de leurs droits un accès libre et facile aux tribunaux; ils auront la liberté d'employer les avocats, procureurs ou agens de quelque espèce que ce soit, qu'ils jugeront convenables, et en général dans l'administration de la justice, comme aussi dans tout ce qui concerne la succession aux propriétés personnelles par testament, ou autrement, et par rapport à la faculté de disposer de la propriété personnelle par vente, donation, échange, dernière volonté ou de quelque autre manière; ils jouiront des mêmes prérogatives et libertés, que les indigènes du pays, où ils résident, et dans aucun de ces cas ou circonstances, ils ne seront assujettis à de plus fortes impositions et droits, que ne le sont les indigènes.

Art. XI. Les sujets de sa majesté le Roi des Pays-Bas qui se trouvent dans les Etats-Unis du Mexique, ne seront molestés ni inquiétés en aucune-

1827 manéra alguna a causa de su religion, con tal que respeten la del pais, asi como sù constitucion, leyes y costumbres. Gozaran el privilegio que ya les esta concedido de enterrar en los lugares destinados al effecto a los subditos de Su Majestad que mueran en dichos Estados y los funerales y sepulcros no seran perturbados de ningun modo ni por algun pretexto.

Los ciudadanos de Mexico gozaran en todos los dominios de Su Majestad del libre ejercicio de su religion en publico ó en privado dentro de sus casas ó en los templos destinados al culto, segun el principio de tolerancia universal establecido por les leyes fundamentales del Reyno.

Art. XII. Para mayor seguridad del comercio entre los subditos y ciudadanos de las dos partes contractantes se estipula ademas, que si en algun tiempo ocurriere desgraciosamente una interrupcion en las relaciones amistosas, que ahora existen entre ellas, se consederan a los comerciantes que residen en las costas, seis meses, y un anno entero a los que viren en el interior, para arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades; y que a simismo se les dara un salvo conducto para que se embarquen en el puerto que eligieren.

Todos los demas subditos y ciudadanos que se hallaren establecidos en los territorios respectivos en el ejercicio de algun trafico ú ocupacion especial, tendran el privilegio de permanecer y continuar dicho trafico sin que se les interrumpa de manera alguna en el goce absoluto de su libertad, y de sus bienes mientras se conduzcan pacificamente, y no cometan ofensa alguna contra las leyes del pais, sus bienes y efectos de cualquiera clase que sean no estaran sugetos a embargo ó secuestro, ni a ninguna carga ó impuerto que el que tubiere lugar con respeto a los nacionales.

Del mismo modo ni las devidas particulares, ó en los fondos publicos, ni las acciones de compagnias seran jamas detenidas, confiscadas ó secuestradas.

Art. XIII. Cada una de las partes contractantes podra nombrar consules que residan en el territorio de la otra para la proteccion del comercio, pero an-

manière à l'égard de leur religion, bien entendu qu'ils 1827
respecteront la religion, comme aussi la constitution, les lois et les coutumes du pays. Ils jouiront du privilège, qui leur a déjà été accordé, d' inhumer dans les lieux destinés à cet effet, les sujets de Sa Majesté qui viendraient à décéder dans lesdits États: et les enterremens ou tombeaux ne seront perturbés en aucune manière, ni sous aucun prétexte quelconque.

Les citoyens mexicains auront dans toutes les possessions du Roi, le libre exercice de leur religion en public ou en particulier, dans leurs maisons ou dans les édifices destinés au culte, le tout conformément au principe de tolérance générale établié par la Loi Fondamentale du royaume.

Art. XII. Pour plus grande sûreté du commerce entre les sujets et citoyens des deux parties contractantes, il est convenu de plus, que, si tôt ou tard les relations d'amitié qui existent actuellement entr'elles venaient à être rompues, le terme de six mois sera accordé aux commerçans qui demeurent sur les côtes, et d'une année entière, à ceux qui se trouvent dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires, et pour disposer de leurs propriétés et qu'en outre un sauf-conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel port qu'ils préféreront.

Tous les autres sujets et citoyens, qui sont établis sur les territoires respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, jouiront de l'avantage de pouvoir rester et continuer cette profession, sans qu'on les inquiète d'aucune manière dans la pleine jouissance de leur liberté, et de leurs biens, aussi longtemps qu'ils se conduisent paisiblement, et ne commettent aucune offense contre les lois du pays; leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, ne seront sujets à aucune saisie, séquestre, ni à aucune charge ou imposition, que celles qui ont lieu à l'égard des indigènes.

De même ni les deniers dûs par des particuliers ou par les fonds publics, ni les actions de sociétés, ne pourront jamais être saisis, séquestrés, ni confisqués.

Art. XIII. Chacune des parties contractantes pourra nommer des consuls, afin de résider sur le territoire de l'autre, pour la protection du commerce.

1827 tes que ningun consul funcione como tal, debera ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada por el Gobierno, en cuyo territorio deba residir; reservandose cada una de las dos partes el derecho de exeptuar de la residencia de consules aquellos puntos particulares, en que no tenga por conveniente admitirlos.

Los agentes diplomaticos y los consules Mexicanos en los dominios de Su Majestad el Rey de los Paises-Bajos gozaran de todos los privilegios, exempciones e immunidades concedidas ó que se concedieren a los agentes de igual rango de la nacion mas favorecida; y reciprocamente los agentes diplomaticos y consules de Su dicha Majestad en el territorio de los Estados Unidos Mexicanos gozaran de todos los privilegios, exempciones e immunidades que disfruten los agentes diplomaticos y consules Mexicanos en el Reyno de los Paises-Bajos.

Art. XIV. El presente tratado sera ratificado, y las ratificaciones cambiadas en Londres en el termino de doce meses ó antes si posible pare.

En fé de cual los sobredichos plenipotentiarios lo han firmado y sellado con sus sellos respectivos: fecho en Londres a quince dias del mes de junio del anno del segnor de mil ochocientos veinte y siete.

(*Sign.*) Sebastian Camacho.
(*Get.*) A. R. Falck.

Articulo adicional.

Por cuanto en el presente estado de la marina Mexicana y su comercio, no seria possible a este pais aprovecharse de la reciprocidad estableicida en el articulo 4, si aquella parte que estipula que los buques respectivos gozaran del tratamiento de nacionales para las operaciones alli indicadas, fuere immediatamente puertaen en esecucion, se ha convenido en que por el espacio de dies annos contados desde el dia en que tubiese lugar el cambia de las ratificaciones de este tratado, dichos buques no gazaran para estas operaciones de otro tratamiento, que el de la nacion mas favorecida. Bien entendido que al vencimiento de dicho termino de dies annos las estipulaciones del re-

Mais avant que quelque consul exerce ses fonctions, 1827
comme tel il devra être approuvé et admis dans la forme usitée, par le Gouvernement sur le territoire duquel il devra résider, tandis que chacune des deux parties se réserve le droit d'excepter de la résidence des consuls, tels points particuliers sur lesquels elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les agens diplomatiques, et consuls du Mexique, dans les possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, jouiront de toutes les prérogatives, exemptions et immunités, qui sont ou seront accordées ultérieurement aux agens du même rang de la nation la plus favorisée; et réciproquement, les agens diplomatiques et consuls du Roi, jouiront sur le territoire des Etats-Unis du Mexique, de toutes les prérogatives, exemptions et immunités, dont les agens diplomatiques et consuls mexicains jouiront dans le royaume des Pays-Bas.

Art. XIV. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le terme de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires nommés ci-dessus l'ont signé, et y ont apposé les cachets de leurs armes, à Londres, le quinzième de Juin, de l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

(*Etait signé*) A. R. Falck.
Id. Sebastian Camacho.

Article additionnel.

Comme dans l'état actuel de la navigation et du commerce du Mexique, il ne serait pas possible à ce pays de recueillir quelque avantage de la réciprocité établie par l'article 4, si la partie, qui stipule que les navires respectifs jouiront quant aux payemens y mentionnés, du même traitement, que les nationaux, était immédiatement mise à exécution, il a été convenu, que pendant le terme de dix ans, à dater du jour où l'échange des ratifications du présent Traité aura été effectué, les susdits navires n'éprouveront pas d'autre traitement à l'égard de ces payemens, que celui de la nation la plus favorisée, bien entendu, qu'après l'expiration dudit terme de dix ans, la stipulation de

1827 ferido articulo 4 regiran en todo su vigor entre las dos naciones.

El presente articulo adicional tendra la misma fuerça y valor que si se hubiera insertado palabra por palabra en el tratado de este dia.

Sera ratificado y las ratificaciones cambidas al mismo tiempo.

En fé de lo cual lo hemos firmado y sellado en Londres, a quince dias del mes de junio del anno del segnor de mil ochocientos viente y siete.

(*Sign.*) SEBASTIAN CAMACHO.

50.

Concordat entre le Pape et le roraume des Pays-Bas, Conclu à Rome le 18 Juin 1827; avec les Bulles et autres pièces qui y sont relatives.

(*Imprimé sur l'édition originale de Rome. Liège,* 1827. 8°. *Le Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1827 Nr. 41.)

A.

In Nomine Sanctissimae et individuae Trinitatis.

Conventio inter Sanctissimum Dominum Leonem XII Summum Pontificem, et Serenissimum Guillelmum I Belgarum Regem.

Sanctitas Sua Summus Pontifex Leo XII et Majestas Sua Guillelmus I Belgarum Rex, Princeps Arau-

)range-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. 1827
., désirant s'entendre sur les affaires de l'Eglise
holique Apostolique et Romaine dans tout le Ro-
ıme des Pays-Bas, ont nommé pour leurs pléni-
entiaires, savoir
Sa Sainteté le Sorverain-Pontife, Son Eminence
nseigneur Maure Cappellari, Prêtre-Cardinal de
Sainte Eglise Romaine, Préfet de la Sacrée Con-
gation de la Propagande;
Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Son Excel-
ce Monsieur Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain,
ıte de Celles, Chevalier de l'Ordre Royal du Lion
gique, Membre de la seconde Chambre des Etats-
iéraux du Royaume, etc. etc., son Ambassadeur
aordinaire et plénipotentiaire près le Saint-Siège.
esdits Plénipotentiaires assistés, le premier, de
seigneur François Capaccini, Substitut de la
Stairerie des Brefs, et le second, du Référen-
de première classe du Conseil-d'Etat, Jean-
-Ignace Germain, Conseiller d'Ambassade.
[illegible] l'échange de leurs pleins pou-
trouvés en bonne et due forme,
articles suivans:
concordat de 1801, entre le Sou-
VII et le Gouvernement Fran-
s les provinces méridionales du
Bas, sera applicable aux provin-

Diocèse aura son Chapitre et

ie cas prévu par l'article XVII
1801, il est statué
un Siège Archiépiscopal, ou Epis-
quer, les Chapitres des Eglises
dans le premier mois à compter
e, de porter [illegible]
des Candi[illegible]
Pays-F[illegible]
rner
ni
ud

1827 siacus Nassoviensis, Magnus Dux Luxemburgi etc. etc. cupientes Ecclesiae Catholicae Apostolicae Romanae negotia componere in universo Belgico Regno, in suos Plenipotentiarios nominarunt, videlicet

Sanctitas Sua Summus Pontifex Eminentissimum Dominum Maurum Sanctae Romanae Ecclesiae Presbyterum Cardinalem Cappellari Sacrae Congregationis de Propaganda Fide Praefectum:

Et Majestas Sua Rex Belgii Excellentissimum Dominum Antonium Philippum Fiacrum, Ghislenum Comitem de Celles, Equitem regii ordinis Leonis Belgici, ex altero ordine Comitiorum generalium regni etc. etc., suum apud Sanctam Sedem Oratorem extraordinarium, et Plenipotentiarium.

Qui Plenipotentiarii, auxiliariis Primo, Praesule Francisco Capaccini, Secretariae Brevium Substituto; et Secundo, Joanne Petro Ignatio Germain, Referendario primae Classis ad Consilium Status, et Legationis Consiliario.

Post sibi mutuo tradita legitima, et authentica suae quisque Plenipotentiae instrumenta, de sequentibus articulis convenerunt:

Art. I. Conventio anno 1801 inita inter Summum Pontificem Pium VII et Gubernium Gallicanum, quae in Meridionalibus Regni Belgici Provinciis viget, ad Septentrionales Provincias applicabitur.

Art. II. Quaelibet Dioecesis suum Capitulum, suumque Seminarium habebit.

Art. III. Quoad casum in Art. XVII Conventionis anno 1801 initae antevisum, id statuitur:

Quotiescumque Sedes Archiepiscopalis, vel Episcopalis vacaverit, illarum Ecclesiarum Capitula intra mensem a die vacationis computandum, Serenissimum Regem certiorem fieri curabunt de nominibus Candidatorum ad Clerum Regni Belgici spectantium, quos dignos et idoneos ad Archiepiscopalem, vel Episcopalem Ecclesiam regendam judicaverint, quosque ea pietate, doctrina, ac prudentia praeditos esse cognoverint, quae juxta Ecclesiae leges in Episcopis requiruntur.

Si forte vero aliqui ex Candidatis ipsis Serenissimo Regi minus grati extiterint, Capitula e catalogo

d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg; etc. 1827
etc., désirant s'entendre sur les affaires de l'Eglise Catholique Apostolique et Romaine dans tout le Royaume des Pays-Bas, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir

Sa Sainteté le Sorverain-Pontife, Son Eminence Monseigneur Maure Cappellari, Prêtre-Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Son Excellence Monsieur Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain, comte de Celles, Chevalier de l'Ordre Royal du Lion Belgique, Membre de la seconde Chambre des Etats-Généraux du Royaume, etc. etc., son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Saint-Siège.

Lesdits Plénipotentiaires assistés, le premier, de Monseigneur François Capaccini, Substitut de la Secrétairerie des Brefs, et le second, du Référendaire de première classe du Conseil-d'Etat, Jean-Pierre-Ignace Germain, Conseiller d'Ambassade.

Après avoir fait l'échange de leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le Concordat de 1801, entre le Souverain-Pontife Pie VII et le Gouvernement Français, en vigueur dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, sera applicable aux provinces septentrionales.

Art. II. Chaque Diocèse aura son Chapitre et son Séminaire.

Art. III. Pour le cas prévu par l'article XVII de la Convention de 1801, il est statué

Toutes les fois qu'un Siège Archiépiscopal, ou Episcopal, viendra à vaquer, les Chapitres des Eglises vacantes auront soin dans le premier mois à compter du jour de la vacance, de porter à la connaissance de Sa Majesté les noms des Candidats appartenans au Clergé du Royaume des Pays-Bas qu'ils auront jugé dignes et capables de gouverner l'Eglise Archiépiscopale ou épiscopale et en qui ils auront reconnu la piété, la doctrine, et la prudence exigées dans les évêques par les lois de l'Eglise.

Si par hasard parmi les Candidats il y en avait qui ne fussent pas également agréables au Roi, les

1827 eos delebunt, reliquo tamen manente sufficienti Candidatorum numero, ex quo novus Archiepiscopus, vel Episcopus eligi valeat. Tunc vero Capitula ad canonicam electionem in Archiepiscopum, vel Episcopum unius ex Candidatis qui supererunt, juxta consuetas canonicas formas procedent, ac documentum electionis in forma authentica intra mensem ad Summum Pontificem perferri curabunt.

Confectio processus informativi super statu Ecclesiae, et qualitatibus Promovendi ad Archiepiscopalem, vel Episcopalem Ecclesiam a Romano Pontifice ad formam instructionis fel. rec. Urbani PP. VIII jussu editae committetur, quo accepto, si Summus Pontifex compererit Promovendum iis dotibus instructum, quae a Canonibus in Episcopo requiruntur, eum quantocius fieri poterit juxta statutas formas per apostolicas litteras confirmabit.

Si vero aut electio minime fuerit canonice peracta, aut Promovendus praedictis dotibus instructus non reperiatur, ex speciali gratia Summus Pontifex indulgebit, ut Capitulum ad novam electionem, ut supra, canonica methodo valeat procedere.

Ratificationes praesentis Conventionis mutuo tradentur Romae sexaginta dierum spatio, aut citius si fieri poterit.

Datum Romae die 18 Junii 1827.

D. Maurus *Card.* Cappellari.

Comte de Celles.

Franciscus Capaccini.

Germain.

Chapitres effaceront les noms de ceux-ci de la liste, 1827
qui pourtant devra rester composée d'un nombre de Candidats suffisant pour que le choix du nouvel Archevêque ou Evêque puisse avoir lieu. Alors les Chapitres procéderont à l'élection canonique de l'Archevêque ou de l'Evêque, qu'ils choisiront, selon les formes canoniques d'usage, parmi les Candidats, dont les noms auront été maintenus sur la liste; et ils adresseront dans le mois au Saint-Père l'acte authentique de cette élection.

Le Souverain-Pontife d'après l'instruction émanée par ordre du Pape Urbain VIII d'heureuse mémoire, donnera la commission de dresser le Procès d'information sur l'état de l'Eglise, et sur les qualités de la personne destinée à être promue à l'Eglise Archiépiscopale, ou Episcopale, et après avoir reçu le résultat de ces informations, si le Saint-Père juge que les qualités exigées dans un Evêque par les Canons se trouvent réunies dans la personne élue, il lui donnera l'institution canonique par les lettres apostoliques d'après les formes établies, et dans le plus bref délai possible.

Si au contraire l'élection n'avait pas été canoniquement conduite, ou si le Candidat n'avait pas été reconnu par le Saint-Père doué des qualités susdites, le Souverain-Pontife par faveur spéciale concédera au Chapitre le pouvoir de procéder à une nouvelle élection, comme ci-dessus, dans les formes canoniques.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Rome dans le délai de soixante jours, ou plutôt, si faire se peut.

Fait à Rome, le 18 juin 1827.

D. MAURUS *Card.* CAPPELLARI.
Comte DE CELLES.
FRANCISCUS CAPACCINI.
GERMAIN.

B.

1827 *Litterae Apostolicae, sexto decimo Kalendas Septembris, anno millesimo octingentesimo vigesimo septimo, quibus conventio cum serenissimo Belgarum Rege inita confirmatur et explicatur.*

Leo, Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

Quod jamdiu maximis erat in votis, nimirum ut Ecclesiasticae res in Regno Belgico opportune componerentur, id, juvante Deo, qui Pater est misericordiarum et Deus totius consolationis, demum feliciter effectum gratulamur. Nihil enim jucundius accidere Nobis poterat, utpote qui in summo Apostolatus apice meritis licet imparibus constituti, pro illa qua dies noctesque urgemur omnium Ecclesiarum sollicitudine dolebamus vehementer de gravissimis malis, quae ex ingentibus praeteritorum temporum calamitatibus in ejusdem inclytae Nationis Catholicos, quos ceteroquin et fidei constantia et in hanc Apostolicam Sedem devotio summopere commendant. Porro saluberrimum opus istud, quod fel. record. Praedecessor Noster Pius VII aggressus est, et nos deinde vestigiis ejus inhaerentes tandem absolvimus coeptum perfectumque est accedente ope, ac munificentia Serenissimi Principis Guilielmi Belgarum Regis, cujus proinde propensam erga catholicos magno numero Sibi subditos voluntatem grata semper memoria prosequemur. Ergo ad Omnipotentis Dei gloriam, atque ad honorem Deiparae Virginis Mariae, quam ut Patronam Belgae praecipuo honorant cultu, sed et ad ipsorum Belgarum spirituale bonum, Nos istamque Sedem Apostolicam inter, et laudatum Serenissimum Regem Guilielmum rite Conventio habita est, quam praesentium litterarum vigore Apostolica Auctoritate duximus confirmandam. Hujusce autem Conventionis tenor est qui sequitur, videlicet:

(*suit la convention.*)

B.

Lettres Apostoliques du 17 Août 1827, qui confirment et expliquent la Convention faite avec Sa Majesté le Roi des Pays-Bas. 1827

Léon, Evêque, Serviteur des Serviteurs de Dieu, ad perpetuam rei memoriam.

Enfin, nous pouvons nous féliciter de ce que, par le secours de Dieu, qui est le père des miséricordes et le Dieu de toute consolation, les voeux que nous avions formés depuis si long-temps, ceux de voir réglées d'une manière convenable les affaires ecclésiastiques du royaume des Pays-Bas, se trouvent accomplis. Elevé, malgré l'insuffisance de notre mérite sur le premier siège de l'apostolat, pressé d'ailleurs jour et nuit par notre sollicitude pour toutes les églises, et déplorant les maux affreux que la rigueur des temps passés a fait retomber sur les catholiques de cette nation illustre, catholiques qui se distinguent au suprême degré par la constance de leur foi et par leur dévouement au Saint-Siège; nous avons dû regarder cet arrangement comme l'événement le plus agréable qui pût nous arriver. Au reste, le succès de cette oeuvre salutaire, que notre prédécesseur Pie VII, d'heureuse mémoire, avait entreprise, et que nous avons enfin achevée en marchant sur ses traces, n'est pas moins dû au secours et à la générosité de l'auguste monarque Guillaume, Roi des Pays-Bas. Aussi sa bonté pour ses nombreux sujets catholiques excitera toujours dans notre coeur de vifs sentimens de reconnaissance. Ainsi, pour la gloire du Dieu tout-puissant et en l'honneur de la sainte vierge Marie mère de Dieu, qui, en qualité de patronne des Belges, est particulièrement révérée chez eux, de même que pour le bien spirituel des Belges eux-mêmes, un traité a été conclu solennellement entre nous et le Saint-Siège d'une part, et Sa Majesté le Roi Guillaume de l'autre; lequel traité nous avons jugé à propos de confirmer, en vertu de l'autorité apostolique, par les présentes lettres. Or, cette convention est de la teneur suivante:

(*suit la convention*).

1827 Hanc igitur Conventionem, quam cum Serenissimo Belgarum Rege inivimus, quaeque suprascriptis Articulis continetur, Motu Nostro proprio, atque ex certa scientia, ac matura deliberatione Nostra, deque apostolicae potestatis plenitudine, audita selecta Venerabilium Fratrum Nostrorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium Congregatione, praesentium tenore denuo approbamus, ac ratam habemus, illique apostolici muniminis, et firmitatis robur, et efficaciam adjungimus.

Quocirca illud in primis declaramus, atque decernimus, ut Conventio inter Sanctam Sedem et Gubernium Gallicanum inita die XV Julii anni 1801 et a Praedecessore Nostro Pio PP. VII confirmata per suas apostolicas litteras XVIII Kalend. Septembris ejusdem anni datas, ad quas habenda sit ratio, quaeque in Meridionalibus Regni Belgici Provinciis viget, Septentrionalibus quoque Provinciis applicetur, ut in uno eodemque regno universae ecclesiasticae res una eademque ratione regantur, et pertractentur.

Deinde vero quoniam ad plenam novissimae Conventionis executionem necessarium est, quemadmodum necesse fuit tempore Conventionis anni 1801 dioecesium numerum constituere, easque suis finibus circumscribere, Nos, collatis cum Serenissimo Regè Guilielmo consiliis, ad Catholicae Religionis incrementum, atque ad animarum salutem, praeter quinque jam actu existentes, tres alias pro nunc Episcopales Sedes restituere, vel de novo erigere sicque universum Belgicum Regnum in octo Dioeceses dividere, totidemque inibi Cathedrales Ecclesias constabilire decrevimus, quarum una Metropolitana, reliquae interim ejusdem sint Suffraganeae. Harum autem Dioecesium limites hic tantum generaliter per Provincias indicamus. Itaque Ecclesia Mechliniensis erit Metropolitana Ecclesia, cujus dioecesanum territorium ex integris provinciis Brabantiae meridionalis, et Antverpiensi constabit. Septem vero Ecclesiae Leodiensis, Namurcensis, Tornacensis, Gandavensis; quatuor illae videlicet quae jam extabant: et insuper aliae tres,

Cette convention donc que nous avons conclue 1827
avec Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et qui est comprise dans les articles transcrits ci-dessus, nous l'approuvons de nouveau et nous la ratifions par les présentes lettres, de notre propre mouvement, de science certaine, après une mûre délibération et de la plénitude du pouvoir apostolique, après avoir entendu une congrégation choisie de nos vénérables frères les cardinaux de la Ste.-Eglise Romaine, et nous trouvons bon de donner à cette convention la force et l'efficacité de la confirmation et de la sanction apostolique.

C'est pourquoi nous déclarons d'abord et nous ordonnons que la convention, conclue entre le Saint-Siège et le gouvernement français le 15 juillet 1801 et confirmée par notre prédécesseur Pie VII dans le Bref apostolique du 15 août de la même année, auquel il faudra faire attention, convention qui est en vigueur dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, soit aussi appliquée aux provinces septentrionales, afin que dans un même pays toutes les affaires ecclésiastiques soient administrées et traitées sur un même pied.

Ensuite, comme il est nécessaire pour l'entière exécution du dernier concordat, ainsi qu'il le fut du temps de la convention de 1801, de déterminer le nombre des diocèses et de leur assigner leurs limites, Nous avons résolu, de concert avec S. M. le Roi Guillaume, pour le progrès de la religion catholique et pour le salut des ames, d'établir trois sièges épiscopaux, outre les cinq qui existent déjà, et de partager ainsi tout le royaume des Pays-Bas en huit diocèses et d'y établir le même nombre d'églises cathédrales, dont une aura le titre d'église métropolitaine, et dont les autres seront, provisoirement, églises suffragantes de la première.

Les limites de ces diocèses ne sont ici indiquées qu'en général et par provinces. Ainsi l'église de Malines sera église métropolitaine, et son territoire diocésain se composera des deux provinces entières du Brabant méridional et d'Anvers. Les sept églises suffragantes seront l'église de Liège, celle de Tournay et celle de Gand, églises qui existaient déjà; et en

1827 quas ad praesens statuimus erigendas, nempe Brugensis, Amstelodamensis, et Boscoducensis. Habebit autem Leodiensis Ecclesia integras provincias Leodiensem, et Limburgensem; Ecclesia Namurcensis provinciam Namurcensem, et Magnum Ducatum Luxemburgensem: Ecclesia Tornacensis Hannoniam; Ecclesia Gandavensis universam Flandriam orientalem: Ecclesia Amstelodamensis provincias Hollandiae septentrionalis, Hollandiae orientalis, Ultrajecti, Overhyselii, Frisiae, Groninguae, et Drenthae; Ecclesia Burgensis universam Flandriam occidentalem: ac demum Ecclesia Boscoducensis provincias Brabantiae septentrionalis, Gueldriae, et Seelandiae. Jam vero in qualibet Ecclesia Cathedrali suum quoque aderit Capitulum. Dotem autem congruam, atque perpetuam unumquodque Capitulum habebit, et congrua similiter, ac perpetua dos unicuique ex Sedibus Episcopalibus assignabitur: quarum quidem Sedium status per Serenissimi Regis munificentiam, ut firmiter confidimus, melior in dies feliciorque evadet. Ceterum ea omnia quae ad accuratiorem Dioecesium circumscriptionem, atque ad perfectam ordinationem vel Episcopalium Sedium, vel Capitulorum Belgici Regni spectant, per alias Apostolicas Litteras, quas brevi erimus daturi, distincte praescribentur.

At vero posteaquam Capitula Ecclesiarum omnium, quas commemoravimus, fuerint constituta, facultatem eisdem Capitulis tribuimus ut perdurantibus rerum adjunctis in Articulo XVII Conventionis anno 1801 initae antevisis, quoties Archiepiscopalis Sedes vel Episcopalis vacaverit, Capitulares illius vacantis Ecclesiae, unumquodque scilicet Capitulum pro Ecclesia sua, capitulariter congregati, et servatis canonicis regulis novos Antistites ex Ecclesiasticis Belgici Regni viris, dignis tamen, et juxta ecclesiasticas sanctiones idoneis ad formam Articuli III novissimae Conventionis eligere possint.

Verum pro hac prima vice Nobis reservamus Ecclesias Regni Belgici de Pastoribus providere, quemadmodum pro Mechliniensi Ecclesia a fel. rec. Pio VII Praedecessore Nostro factum est; ac pari modo

outre les trois autres dont nous ordonnons présentement l'érection, savoir celle de Bruges, celle d'Amsterdam et celle de Bois-le-Duc. 1827

L'église de Liège comprendra deux provinces entières, savoir celle de Liège et celle de Limbourg; l'église de Namur la province de Namur et le grand-duché de Luxembourg; l'église de Tournay le Hainaut; l'église de Gand toute la Flandre orientale; l'église d'Amsterdam les provinces de la Hollande septentrionale et de la Hollande méridionale, celle d'Utrecht, l'Overyssel, la Frise, Groningue et Drenthe; l'église de Bruges la Flandre occidentale, et enfin l'église de Bois-le-Duc se composera du Brabant septentrional, de la Gueldre et de la Zélande.

Chaque église cathédrale aura son chapitre; chaque chapitre recevra une dotation convenable et perpétuelle. De même il sera assigné une dotation convenable et perpétuelle à chacun des sièges épiscopaux. Et nous avons la pleine confiance que, par la munificence de l'auguste Monarque, l'état de ces sièges deviendra de jour en jour plus satisfaisant et plus heureux.

Au surplus, tout ce qui est relatif à une circonscription plus exacte des diocèses et à l'organisation définitive des sièges épiscopaux ou des chapitres du royaume des Pays-Bas, sera réglé par un autre bref apostolique que nous donnerons bientôt.

Lorsque les chapitres de toutes les églises, que nous venons de nommer, auront été établis, nous permettons, pendant toute la durée des circonstances prévues par l'art. XVII du concordat de 1801, chaque fois qu'un siège archiépiscopal ou épiscopal sera vacant, aux membres de ces chapitres, c'est-à-dire à chaque chapitre pour son église, capitulairement assemblés, de choisir, en observant les règles canoniques, parmi le clergé du royaume des Pays-Bas, de nouveaux évêques, dignes cependant de cette fonction et réunissant les qualités exigées par les lois ecclésiastiques. On observera pour cette élection les formes prescrites par l'art. III du dernier concordat.

Cependant, pour cette fois, nous nous réservons le droit de pourvoir de pasteurs les églises des Pays-Bas, de la manière que notre prédécesseur Pie VII d'heureuse mémoire en a usé pour l'église de Malines.

1827 si ob Dioecesium vastitatem contingat, ut Episcopi Dioecesani alieno indigeant ministerio in iis etiam, quae characterem requirunt Episcopalem, Nobis, et Successoribus Nostris reservamus ejusmodi Dioecesium Episcopis, prout necessarium judicaverimus, auxiliares Episcopos concedere, qui eis, tamquam suffraganei, adjumento sint in pontificalibus muniis explendis; quibus Episcopis Serenissimus Rex, eveniente casu, dotationem eorum statui convenientem assignabit.

Annuimus autem, ut Archiepiscopus, et Episcopus quisque supradictarum Regni Belgici Ecclesiarum, postquam ab hac Apostolica Sede canonicam acceperit institutionem, et antequam suum gerendum munus suscipiat coram Serenissimo Rege juramentum fidelitatis emittat prout fuerat constitutum in Articulo IV Conventionis anni 1801 sequentibus verbis expressum.

„Ego juro et promitto ad Sancta Dei Evangelia „obedientiam, et fidelitatem Majestati Suae Regi Bel„garum meo ligitimo Principi. Item promitto me „nullam communicationem habiturum, nulli consilio „interfuturum, nullamque suspectam unionem neque „intra neque extra conservaturum, quae tranquillitati „publicae noceat, et si tam in Dioecesi mea, quam „alibi noverim aliquid in Status damnum tractari, „Domino meo Regi manifestabo."

Similiter annuimus, ut hoc idem juramentum praestent Ecclesiastici quoque viri secundi ordinis coram auctoritatibus civilibus a Rege designatis, quemadmodum statutum fuerat in Articulo VII ejusdem Conventionis.

Pari modo ut omnis salvetur ambiguitas circa modum quo formula precum in Articulo VIII Conventionis anni 1801 statuta ad praesentem rerum statutum applicari valeat, declaramus eamdem sic esse immutandam — Domine salvum fac Regem nostrum Guilielmum. —

Episcopi autem liberam habebunt suorum Vacariorum in spiritualibus generalium nominationem, et electionem.

De même, si la trop grande étendue des diocèses fait éprouver aux évêques diocésains le besoin du ministère d'autrui, dans les choses mêmes qui demandent le caractère épiscopal, nous nous réservons, ainsi qu'à nos successeurs, le droit d'accorder, pour autant que nous le jugerons nécessaire, aux évêques de tels diocèses des évêques auxiliaires, qui les aideront, en qualité de suffragans, à accomplir les fonctions pontificales. Ces évêques suffragans recevront de S. M., le cas échéant, une dotation convenable à leur état. 1827

Nous permettons que l'archevêque et chaque évêque des susdites églises du royaume des Pays-Bas, après avoir reçu l'institution canonique du Saint-Siège, et avant d'entrer en fonction, prêtent serment de fidélité entre les mains de Sa Majesté, comme il avait été réglé dans l'art. VI du concordat de 1801, dans les termes suivans:

"Je jure et promets, sur les Saints Evangiles, de „garder obéissance et fidélité à Sa Majesté le Roi des „Pays-Bas, mon souverain légitime. Je promets de „même que je n'aurai aucune communication, que je „n'assisterai à aucune assemblée, que je n'entretien„drai aucune liaison suspecte ni au dedans ni au de„hors, qui puisse nuire à la tranquillité publique, et „au cas que, soit dans mon diocèse soit ailleurs, j'ap„prenne qu'on trame quelque chose contre la sûreté „de l'état, je le découvrirai au Roi mon souverain."

Nous permettons également que les ecclésiastiques du second rang prêtent le même serment devant les autorités civiles désignées par le Roi, ainsi que cela avait été réglé dans l'art. VII de la même convention.

Pareillement, afin d'ôter toute ambiguité touchant la manière dont la formule de prières, prescrite dans l'art. VIII du Concordat de 1801, peut être appliquée à l'état actuel des choses, nous déclarons que cette formule doit être changée ainsi — *Domine salvum fac Regem nostrum Guilielmum.* — (Dieu, sauvez notre Roi Guillaume.)

Les évêques nommeront et éliront librement leurs vicaires-généraux dans les choses spirituelles.

1827 Porro tum Archiepiscopi tum Episcopi cujusque praecipua cura versabitur circa Seminaria. In illis enim adolescentes, qui in sortem Domini vocantur, opportuno tempore ad pietatem morumque integritatem, et ad ecclesiasticam omnem disciplinam *sicut novellae plantationes in juventute sua* informandi sunt. Enimvero boni, ac strenui in vinea Domini operarii non nascuntur, sed fiunt; ut autem fiant, ad Episcoporum solertiam, industriamque pertinet. In executionem itaque Articuli II novissimae Conventionis a Nobis cum Serenissimo Rege Guilielmo initae Seminaria in qualibet dioecesi, eo qui sequitur modo constituentur, regentur, et administrabuntur. Ac primo quidem is adolescentium numerus in iisdem alii, institui, atque educari debebit, qui necessitatibus cujusque dioecesis, et populi commoditati plane respondeat, quique ab Episcopo congrue erit definiendus. Quum vero maxime intersit, ut qui sacris se Ministeriis addicunt, non solum in ecclesiasticis verum etiam in philosophicis disciplinis, aliisque ad ecclesiasticas conducentibus rite instituantur, ut *forma gregis fiant, et semper parati sint rationem reddere omni poscenti:* idcirco Episcopi in Seminariis eas omnes cathedras constituent, quas ad completam clericorum suorum institutionem necessarias judicabunt. Doctrinae denique ac disciplinae institutio, educatio, et administratio Seminariorum subjiciuntur auctoritati Episcoporum respectivorum juxta formas canonicas. Hinc libera erit Episcopis tum clericorum in Seminariis admissio, et ab eisdem expulsio, tum etiam Rectorum, et Professorum electio, eorumque, quoties id necessarium, aut utile judicabunt, remotio.

Quae autem necessaria sunt pro his Seminariis vel instituendis, vel conservandis, ea liberaliter a Serenissimo Rege suppeditabuntur, qui magnanimi Principis animum ostendens congrue se providere iis omnibus, quae ad ecclesiasticam instructionem necessaria sunt, atque eo modo, qui Nobis sit gratus, per extraordinarium suum apud Nos oratorem professus est.

Mais le principal soin des archevêques et évêques 1827
aura pour objet les séminaires. Car c'est dans ces établissemens que les enfans qui sont appelés au ministère sacré, doivent, *comme des plantes nouvelles dans leur jeunesse*, être formés de bonne heure à la piété, aux bonnes moeurs et à toutes les sciences ecclésiastiques. En effet, ils ne naissent pas ouvriers fidèles et zélés dans la vigne du Seigneur; ils se forment. Or, pour les former, la sagesse et les soins des évêques deviennent nécessaires. Ainsi, en exécution de l'art. II du dernier concordat conclu avec S. M. le Roi Guillaume, les séminaires seront établis, gouvernés et administrés, dans chaque diocèse, de la manière suivante. D'abord, dans ces séminaires, on nourrira, élevera et instruira un nombre d'enfans qui réponde entièrement aux besoins de chaque diocèse et à l'utilité du peuple. Ce nombre sera déterminé convenablement par l'Evêque. Et comme il est d'une haute importance, que ceux qui se vouent au ministère sacré, soient convenablement instruits non seulement dans les sciences ecclésiastiques, mais aussi dans la philosophie et dans les autres sciences qui conduisent aux connaissances ecclésiastiques, pour qu'*ils deviennent le modèle du troupeau et qu'ils puissent répondre à tout celui qui les interrogera*, les évêques établiront dans les séminaires toutes les chaires qu'ils jugeront nécessaires pour l'organisation de l'enseignement complet des jeunes clercs. La doctrine, la discipline, l'enseignement, l'éducation de ces enfans et l'administration des séminaires sont soumis à l'autorité des évêques respectifs, d'après les formes canoniques. Les évêques auront par conséquent le pouvoir d'admettre les jeunes gens dans les séminaires et de les en renvoyer, ainsi que celui d'élire les directeurs et les professeurs et de les éloigner toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire ou utile.

Quant à ce qui est nécessaire pour ériger ces séminaires, ou pour maintenir ceux qui existent, Sa Majesté l'accordera libéralement. Ce Prince, montrant des sentimens vraiment magnanimes, a eu la bonté de me déclarer par son ambassadeur extraordinaire, que son intention est de pourvoir, de la manière qui nous sera agréable, à tous les besoins de l'instruction ecclésiastique.

1827 Denique Dioecesibus ut jam supra praescriptum est, et mox per alias apostolicas litteras clarius a Nobis praescribetur, constitutis, Episcopi juxta ea, quae in Articulo IX et X Conventionis anni 1801 continentur, ad novam, ubi opus fuerit, Paroeciarum circumscriptionem procedent, atque ad Paroecias dignos plane, ac idoneos ecclesiasticos viros eligent. Serenissimus autem Rex juxta ea, quae in Articulo XIV ejusdem Conventionis fuerunt statuta, omnium Parochorum, quos etiam ob novam Paroeciarum circumscriptionem creare contigerit, sustentioni, quae cujusque statum deceat, quaeque par sit illi, qua Parochi Dioecesium in Meridionalibus Regni Belgici Provinciis fruuntur, pro regali sua munificentia providebit.

In spem autem erigimur fore ut inter istarum regionum Catholicos inveniantur, qui libertate, quae eis in Articulo XV saepe dictae Conventionis anni 1801 Ecclesiis consulendi asseritur, liberaliter uti velint: propensa vero Regis voluntas Nos dubitare non sinit, quod protectionem fundationum vel elargitionum, quas in favorem istarum Ecclesiarum fieri contigerit, uti et acquisitionum, quae ab iisdem Ecclesiis fieri poterunt, Majestas sua non sit susceptura.

Restat nunc ut plurimas Domino Deo Nostro gratias agamus propter id, quod hactenus pro ecclesiasticis rebus in universo Regno Belgico ordinandis actum est, Eumque enixis obtestemur precibus, ut id Ipse confirmet solidetque: *omne enim datum optimum, et omne donum perfectum de sursum est: neque qui plantat est aliquid, neque qui rigat, sed qui incrementum dat Deus.*

Decernentes has praesentes litteras nullo umquam tempore de subreptionis, et obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis Nostrae, aut alio quocumque defectu notari vel impugnari posse, sed semper firmas, validas, et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere ac inviolabiliter observari debere. Non obstantibus apostolicis, ac in Synodalibus, Provincialibus et Universa-

Enfin, lorsque les diocèses auront été organisés 1827
comme il a été dit plus haut et comme nous le régleron plus clairement par un autre Bref apostolique, les évêques, conformément aux articles IX et X du concordat de 1801, procéderont, où il le faudra, à une nouvelle circonscription de paroisses, et nommeront aux cures des ecclésiastiques tout-à-fait dignes de cette fonction et capables de la remplir. Sa Majesté, d'après les dispositions de l'art. XIV de la même convention, pourvoira, avec sa munificence royale ordinaire, au traitement de tous les curés, sans en excepter ceux qu'on pourra se trouver dans le cas de créer par la nouvelle circonscription des paroisses. Ce traitement sera proportionné à l'état de chacun, tel que la justice le demande et tel que celui dont jouissent actuellement les curés dans les diocèses des provinces méridionales du royaume des Pays-Bas.

Nous espérons que, parmi les catholiques de ces contrées, il s'en trouvera qui useront généreusement en faveur des églises, de la liberté qui leur est garantie par l'art. XV de la susdite convention de 1801. D'ailleurs, la bonté du Roi ne nous permet pas de douter que Sa Majesté ne favorise les fondations et les largesses qui se feront en faveur de ces églises, ainsi que les acquisitions qu'elles se trouveront dans le cas de faire.

Il nous reste maintenant à remercier Notre Seigneur de ce qui a été fait jusqu'à présent pour l'organisation des affaires ecclésiastiques dans tout le royaume des Pays-Bas, et à le conjurer de daigner, lui-même, confirmer et consolider cet ouvrage. *Car tout don précieux et parfait vient d'en haut, et ce n'est pas celui qui plante ni celui qui arrose qui est quelque chose, mais bien le Dieu qui donne la croissance.*

Nous voulons que les présentes lettres ne puissent jamais en aucun temps être considérées comme entachées du vice de subreption et d'obreption, de nullité, ou du défaut d'intention, ou de tout autre défaut. Nous statuons au contraire qu'elles sont et seront toujours valides et efficaces, qu'elles sortiront leur plein et entier effet et qu'elles seront observées fidèlement. Et ce, nonobstant les constitutions apo-

1827 libus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, et Ordinationibus, nec non quarumcumque Ecclesiarum, et piorum locorum statutis, et privilegiis aliisque contrariis quibuscumque. His enim omnibus tamesti pro sufficienti illorum derogatione specialis facienda mentio esset, vel alia exquisita forma servanda, quatenus praemissis obstare aliquo modo possint, expresse derogamus. Irritum quoque et inane decernimus si secus super his a quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Volumus autem ut harum litterarum exemplis, etiam impressis, manuque publici Notarii subscriptis, et per constitutum in ecclesiastica dignitate Virum suo sigillo munitis, eadem habeatur fides, quae Nostrae voluntatis significationi ipso hoc diplomate ostenso, haberetur.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc voluntatis Nostrae paginam infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Datum Romae apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicae millesimo octingentesimo vigesimo septimo, sexto decimo Kalendas Septembris, Pontificatus Nostri anno quarto.

B. *Card.* PACCA, *Prodatarius.* — *Pro Domino Card.* ALBANO, F. CAPPACCINI, *Substitutus.*

Visa de Curia B. TESTA.

Loco † Plumbi.

V. CUGNONIUS.

C.

Arrêtés du Roi relatifs au Concordat.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

stoliques, et les dispositions générales prises dans les 1827
conciles synodaux, provinciaux et oecuméniques, ou les constitutions particulières, règles, statuts de quelque église et lieu pieux que ce soit, et tous autres privilèges quelconques. Et quand même, pour l'entière dérogation à ces règles, il faudrait en faire une mention expresse ou employer quelque autre formule spéciale, pour autant qu'elles pourraient être opposées aux susdites lettres, nous y dérogeons expressément. Nous déclarons nul et d'aucune valeur ce qu'on pourrait entreprendre, sciemment ou par ignorance, contre les dispositions comprises dans les présentes lettres, quelle que puisse être l'autorité qu'on invoque.

Voulons en outre qu'on ajoute aux copies des présentes, même imprimées et signées par un notaire public et munies du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, la même foi qu'on ajouterait aux présentes si elles étaient représentées ou montrées en original.

Qu'aucun homme donc ne se permette d'enfreindre et de violer, par une entreprise téméraire, cette bulle qui est l'expression de notre volonté. Si quelqu'un entreprend de le faire, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres saint Pierre et saint Paul.

Donné à Rome, à St. Pierre, le dix-sept août de l'an de Jésus-Christ dix-huit cent vingt-sept, de notre pontificat le quatrième.

B. *Card.* PACCA, *Prodataire.* — *Pour Mgr. le Card.* ALBANI. F. CAPPACCINI, *Substitut.*

Visa de curia D. TESTA.

Lieu † du Plomb.

V. CUGNONIUS.

Sur le rapport de la commission permanente du conseil-d'état pour les affaires du culte catholique, Avons arrêté et arrêtons:

La convention passée le 18 juin 1827, entre nous et le Pape, et ratifiée par nous le 25 juillet 1827, sera publiée et promulguée, desquelles convention et ratification la teneur suit:

1827 Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Ayant vu et examiné la convention conclue et signée à Rome, le dix-huit juin de l'an mil huit cent vingt-sept, par les sieurs Antoine Philippe Fiacre Ghislain, comte de Celles, chevalier du Lion-Belgique, membre de la seconde chambre des états-généraux du royaume des Pays-Bas, notre ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Saint-Siège, et par son éminence Maure Cappellari, prêtre-cardinal de la sainte-église romaine, préfet de la sacrée congrégation de la propagande, assistés, le premier du référendaire de première classe à notre conseil-d'état, Jean Pierre Ignace Germain, conseiller d'ambassade, et le second du substitut de la secrétairerie des brefs François Cappaccini, respectivement nommés et désignés à cet effet, de laquelle convention la teneur suit ici mot à mot:

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Convention entre Sa Majesté Guillaume I, Roi des Pays-Bas, et Sa Sainteté Léon XII, Souverain-Pontife.

S. M. Guillaume I, Roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc. etc. etc., et S. S. le Souverain Pontife, Léon XII, désirant s'entendre sur les affaires de l'église catholique, apostolique et romaine dans tout le royaume des Pays-Bas, etc. (*Suit le traité.*)

Approuvons la convention ci-dessus et chacun des articles qui y sont contenus, déclarons qu'ils sont acceptés, ratifiés et confirmés, et promettons qu'ils seront exécutés et observés selon leur forme et teneur.

En foi de quoi nous avons donné les présentes signées de notre main, contresignées et signées de notre sceau royal à Bruxelles, le vingt-cinq juillet

de l'an de grâce mil huit cent vingt-sept, et de notre règne le quatorzième. 1827

(*Signé*) GUILLAUME.

Par le Roi,

J. G. DE MEY DE STREEFKERK.

Le ministre des affaires étrangères,
(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

Certifié conforme:

Le secrétaire de la commission permanente du conseil-d'état pour les affaires du culte catholique,

P. G. VAN GHERT.

Mandons et ordonnons que les présentes seront insérées dans le *Journal officiel.*

Donné à Laeken, le 2 octobre 1827, l'an 14 de notre règne.

(*Signé*) GUILLAUME.

Nous Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Sur le rapport de la commission permanente du conseil-d'état pour les affaires du culte catholique.

Avons arrêté et arrêtons:

ART. I. La bulle donnée à Rome le 16 des calendes de septembre 1827, et contenant la ratification de la convention passée entre nous et le Saint-Siège le 18 juin 1827, sera publiée, sans approbation des clauses, formules ou expressions que cette bulle renferme et qui sont ou pourront être contraires aux lois du royaume.

ART. II. Ladite bulle sera transcrite en latin, hollandais et en français, sur les registres de la commission permanente du conseil d'état pour les affaires du culte catholique, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire de ladite commission: elle sera insérée dans le *Journal officiel.*

Donné à Laeken, le 2 octobre 1827, l'an 14 de notre règne.

(*Signé*) GUILLAUME.

D.

1827 *Allocutio Habita in Consistorio secreto die XVII septembris MDCCCXXVII.*

Venerabiles Fratres,

Quas pro instaurandis ordinandisque belgicarum ecclesiarum rebus cum illustri et potentissimo Belgarum Rege Guillelmo I curas suscepimus, eas, juvante Deo, felicem habuisse exitum Vobis, Venerabiles Fratres, nunciamus. Conventioni enim, quam fel. record. Praedecessor noster Pius VII, ut illatas iisdem Ecclesiis clades quoquo modo repararet, cum viro inivit, qui tum in Gallia rerum potiebatur, aliam Belgico nunc Regno convenientem unanimi consensu suffecimus, quam tribus articulis distinctam, et typis editam vestris oculis subjici jussimus. Primus articulus ita se habet: nova Conventio non australes dumtaxat, sicut illa Pii VII, sed boreales etiam belgici Regni provincias complectetur. Altero articulo statuitur unamquamque belgicam Dioecesim Capitulo decorandam, et Seminario instruendam esse. Tertius demum articulus fert, ut quoties Archiepiscopalis, aut Episcopalis Ecclesia vacaverit, ejusdem Ecclesiae Capitulum rite congregatum ad novi Antistis electionem procedat; quae tamen electio a Summo Pontifice confirmanda erit; qui sicubi ipsam minus canonice factam, aut Electum iis dotibus destitutum reperiat, quas Sacri Canones requirunt, Capitulo indulgebit, ut ad novam canonica methodo electionem deveniat.

Conventioni huic nostrae apostolicas litteras addidimus, typis similiter impressas atque ad Vos jussu nostro, deferendas, quibus eamdem conventionem confirmamus, et explicamus. Ex iis intelligetis, Nos conlato cum Serenissimo Rege consilio, Episcopalibus, quae nunc in Belgio sunt, Sedibus tres alias adjunxisse; tum adolescentes, qui in sortem Domini vocati sunt, ad frequentandas Collegii philosophici scholas nulla posthac lege adactos, ea solum ratione instituendos, quam Episcopi praescripserint.

D.

Allocution Du Souverain-Pontife dans le Consistoire secret du 17 septembre 1827. 1827

Vénérables Frères,

Nous vous annonçons que les soins dont nous nous sommes chargés, de concert avec l'illustre et puissant Roi des Pays-Bas, Guillaume Premier, pour rétablir et régler les affaires des églises de ce pays, ont eu, par le secours de Dieu, un heureux résultat.

Car, pour remplacer la Convention que notre Prédécesseur Pie VII, d'heureuse mémoire, afin de remédier en quelque sorte aux maux que ces églises avaient souffert, avait faite avec celui qui gouvernait la France à cette époque, nous avons conclu, de commun accord, un autre traité, convenable à l'état actuel des Pays-Bas.

Cette Convention, comprise en trois articles, est imprimée et vous sera présentée, d'après mes ordres.

Le premier article présente la clause suivante: „La nouvelle convention ne s'étendra pas seulement aux provinces méridionales, comme le concordat de Pie VII, mais aussi aux provinces septentrionales du royaume des Pays-Bas."

Par le deuxième article, il est statué que „chaque diocèse des Pays-Bas aura son chapitre et son séminaire."

Enfin le troisième article porte que toutes les fois qu'un siège archiépiscopol ou épiscopal sera vacant, le chapitre de cette église, convoqué d'après les règles établies, procédera à l'élection d'un nouvel évêque. Cependant, cette élection devra être confirmée par le Souverain-Pontife. Si le Souverain-Pontife trouve que l'élection n'a pas été faite canoniquement, ou que le sujet élu n'est pas doué des qualités que les saints canons exigent, il accordera au chapitre la faveur de procéder, d'après les formes canoniques, à une nouvelle élection.

A cette convention nous avons ajouté des Lettres apostoliques par lesquelles nous la confirmons et l'ex-

1827 Haec et alia hujusmodi fusius in apostolicis litteris supra memoratis exposita invenietis. Quibus, et Conventione per eas explicata, belgicas ecclesias a miserrimo, in quem calamitas temporum illas conjecerat statu, quoad fieri potuit, sublevatas a Nobis esse plane confidimus. Hoc tamen tam salutare, tam expetitum a Nobis bonum nunquam consecuti essemus, nisi Serenissimus Rex Guillelmus pro sua sapientia, suis in Nos studiis, suaque in Catholicos sibi subditos benignitate, votis nostris annuens, adjutricem Nobis operam humanissime praebuissent. In primis igitur Patri misericordiarum, in cujus manu corda Regum sunt, tum eidem Serenissimo Regi maximas et sollemnes hoc in loco gratias agimus, firmam in spem erecti Eum ingenuitatis, et instituti nostri probe conscium, animo in rem catholicam quotidie magis propensiore futurum.

E.

Bruxelles le 5 Octobre 1827

Circulaire du Ministre de l'intérieur aux Gouverneurs.

J'ai pensé qu'il ne serait pas inutile d'accompagner l'envoi que je vous fais ci-joint d'un exemplaire de la convention conclue entre le Roi et Sa Sainteté, le 18 Juin dernier, de quelques communications confidentielles sur l'ensemble de la négociation dont cette convention est le principal résultat.

Vous en ferez l'usage que nous croirez convenable d'après les circonstances.

La convention fixe dans son 3e art. le mode de nomination des évêques; toutefois l'intervention royale dans cette nomination ne se bornera pas à la part que cet article détermine; il est convenu qu'un bref spécial du St. Père aux chapitres leur enjoindra de demander d'abord à S. M. quelle est la personne qu'elle désirerait voir passer au Siège vacant, afin que les chapitres puissent avoir les égards dus pour

pliquons. Ces lettres sont également imprimées, et 1827
nous avons ordonné qu'on vous en donnât communication.

Vous y verrez que, de concert avec l'auguste Prince, nous avons ajouté trois sièges épiscopaux à ceux qui se trouvent maintenant établis dans les Pays-Bas, et que les jeunes gens qui sont appelés au ministère sacré, ne seront dorénavant tenus par aucune loi de fréquenter les classes du *collège philosophique*, et qu'ils seront instruits de la seule manière que les évêques auront jugé à propos de prescrire. Ces dispositions et autres semblables, vous les trouverez exposées en détail dans les Lettres apostoliques.

Grâce à ces Lettres et à la Convention dont elles contiennent l'explication, les églises des Pays-Bas sortiront, autant que les circonstances le permettent, du triste état où le malheur des temps les a plongées. Nous attendons cet heureux changement avec une entière confiance.

Ce bien toutefois si grand et qui a été, de notre part, l'objet de tant de voeux, jamais nous ne l'aurions obtenu, si l'auguste Roi Guillaume, conduit par sa sagesse, par son amitié pour Nous et par sa bienveillance pour ses sujets catholiques, et cédant à nos désirs, ne nous eût obligeamment présenté une main secourable.

C'est pourquoi nous offrons ici les remercimens les plus vifs, nous rendons de solennelles actions de grâces au Père des misericordes, qui tient les coeurs des Rois dans sa main, et à l'auguste Monarque, espérant fermement que convaincu de notre loyauté et instruit pleinement de nos desseins, ce Prince donnera chaque jour de nouvelles preuves de ses bonnes intentions en faveur de la Religion catholique.

---

les désirs du Roi. De cette manière l'influence du Roi sur la nomination des évêques a paru satisfaisante, et le Roi a bien voulu reconnaître cette concession du St. Père par une modification aux principes adoptés pour l'instruction des jeunes gens qui se destinent au ministère des autels. S. M. a daigné consentir à ce que la fréquentation du Collège Philosophique, d'ob-

1827 ligatoire qu'elle avait été jusqu'à présent, avant les études Théologiques deviendrait simplement facultative, non pas que par là S. M. ait prétendu renoncer à la pensée principale qui a présidé à la création du Collège Philosophique, loin de là Elle est plus que jamais convaincue de l'utilité ou pour mieux dire de la nécessité de connaissances fortes et approfondies dans les diverses branches des sciences humaines, pour les jeunes gens qui se vouent au saint ministère, et plus que jamais aussi elle est convaincue du devoir qui repose sur elle, de veiller à cette partie importante de l'instruction publique; mais elle a pensé obtenir le résultat par d'autres moyens, elle a pensé surtout que de nouveaux chefs ecclésiastiques, mieux pénétrés des véritables besoins des jeunes élèves, s'entendraient facilement avec son gouvernement pour régler de commun accord le mode et la direction de leur instruction.

C'est principalement sous ce point de vue qu'elle attachait tant de prix à une coopération réelle à la nomination des évêques, — dans l'allocution du St. Père au consistoire du 17 Sept. que les journaux ont rapportée, et que vous y aurez sans doute remarquée, le Pape parle de la concession à l'égard du Collège Philosophique, mais il ajoute que l'enseignement des jeunes élèves sera désormais entièrement indépendant entre les mains des évêques. Cette dernière assertion est moins exacte et a besoin d'explication. La bulle du 16 des calendes de Sept. règle l'enseignement dans les Séminaires, et tend à le placer en effet entièrement et exclusivement dans les mains des évêques, mais cette bulle n'est admise par S. M. qu' avec les réserves que les lois de l'état exigent. L'exécution de cette bulle sera donc aussi subordonnée aux principes que ces lois ont consacrés, restera en harmonie avec eux, et ne pourra de quelque manière que ce soit leur porter atteinte. Rien donc à cet égard n'est changé à l'ordre des choses existant. L'allocution au surplus est un acte au dehors de la convention, c'est le fait d'une seule des parties contractantes, qui ne peut être d'aucun effet pour l'autre.

De ce que le Roi a placé Son espoir de la tranquillité future en ces matières, dans la coopération

franche et loyale d'évêques sages et éclairés, suit 1827
nécessairement que l'exécution de la convention sera retardée jusqu'à la nomination aux Sièges épiscopaux actuellement vacans; c'est aussi de quoi l'on est tombé d'accord.

Je ne crois pas surabondant de vous informer que, dans l'intervalle de temps qui s'écoulera d'ici là, toutes les dispositions existantes relatives à l'enseignement dans les Séminaires et au collège Philosophique sont maintenues, et que vous aurez à tenir la main à leur exécution de la même manière que vous l'avez fait jusqu'à présent. J'ajouterai encore, avant de terminer cette lettre, une observation qui n'est pas sans importance, et dont vous pourrez dans l'occasion faire usage pour faire sentir que ce collège Philosophique, en butte dans notre pays à tant d'attaques de la part de notre clergé, n'est pas si défavorablement envisagé par le St. Siège.

Le St. Père a accepté une note officielle de nos négociateurs dans laquelle ils déclaraient l'intention de S. M. de permettre que désormais la fréquentation du Collège Philosophique fût seulement facultative avant l'entrée dans les Séminaires. De l'acceptation de cette note pour la Cour de Rome résulte que le St. Père ne frappe pas le Collège Philosophique de réprobation, comme les chefs actuels de notre clergé veulent le faire croire; il permet même implicitement qu'on le fréquente, car autrement il aurait également repoussé toute disposition qui, dans le fond, fait présupposer l'existence et le maintien de cet établissement; ce qu'il dit à ce sujet dans l'allocution précitée est dans le même sens; il ne blâme donc réellement que la mesure par laquelle la fréquentation du collège Philosophique était forcée et obligatoire pour les jeunes élèves. L'établissement en lui-même n'est donc pas condamné par le St. Père.

Je vous engage, Monsieur le Gouverneur, à parler et à agir conformément à l'esprit de cette lettre.

51.

1827 *Déclaration concernant le renouvellement de la convention d'étappes conclue entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold le* $\frac{18\ Juin}{15\ Août}$ 1818; *du* 19 *Juin* 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1827. Nr. 11. pag. 74.)

Nachdem die zwischen der Königlich-Preufsischen und der Fürstlich-Lippe-Detmoldischen Regierung unterm $\frac{18\ Juni}{15\ August}$ 1818 abgeschlossene und unterm 25sten Februar 1823 erneuerte Durchmarsch- und Etappen-Konvention in allen ihren Punkten dergestalt anderweit erneuert worden ist, dafs dieselbe bis zum 1sten Januar 1833 ferner gültig seyn, und den durchmarschirenden Remonte-Kommandos auch künftig in der Etappe Lemgo ein Ruhetag gewährt werden solle; so ist darüber Königlich-Preufsischer Seits gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und mit dem Königlichen Insiegel versehen worden.

Geschehen Berlin den 19. Juni 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

52.

Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen concernant les rapports de juridiction, publié à Stouttgart le 23 *Juin* 1827.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Würtemberg.* Nr. 25. d. 3. Juli 1827.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nachdem mit der Fürstlich Hohenzollern-Hechingischen Regierung über die Festsetzung der gegenseitigen Jurisdiktions-Verhältnisse Unterhandlungen Statt gehabt haben, und durch dieselben nunmehr eine Uebereinkunft zwischen beiden Regierungen unter denselben Bestimmungen, welche der mit Hohenzollern-Sigmaringen geschlossene, in dem Regierungs-Blatte dieses Jahrs Nr. 16. bekannt gemachte Jurisdiktions-Vertrag enthält, zu Stande gekommen, auch von Uns derselben die Genehmigung ertheilt worden ist; so verfügen und verordnen Wir, dafs dieses zu allgemeiner Nachachtung für Unsere sämmtlichen Unterthanen und Behörden andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werde. 1827

Gegeben Stuttgart den 23 Juni 1827.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten:
Graf v. BEROLDINGEN.

Auf Befehl des Königs:
Der Staats-Sekretär.
VELLNAGEL.

53.

Traité d'amitié et de commerce entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, d'une part, et les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale, de l'autre, fait et conclu à Stockholm le 4 Juillet 1827, et ratifié à Stockholm le 11 Juillet de la même année et à Washington le 17 Janvier 1828.

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Maj:tis.* Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1828.)

Au nom de la très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et les Etats-Unis d'Amérique, également animés du désir

1827 d'étendre et de consolider les relations commerciales, qui subsistent entre leurs territoires respectifs, et convaincus, que ce but ne saurait être mieux rempli, qu'en les plaçant sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité, sont convenus, en conséquence, d'entrer en négociation pour un nouveau traité de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, des plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Gustave Comte de Wetterstedt, Son Ministre d'état et des affaires étrangères, Chevalier Commandeur de Ses ordres, Chevalier des ordres de Russie de St. André, de St. Alexandre Newsky et de St. Anne de la première classe, Chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la première classe, et Grand' Croix de celui de Léopold d'Autriche, un des Dix-huit de l'Académie Suédoise, et le Président des Etats-Unis d'Amérique, John James Appleton, Chargé d'affaires des dits états à la cour de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; lesquels, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Les sujets et citoyens de chacune des deux hautes parties contractantes pourront, avec toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, par tout où le commerce étranger est permis. Ils pourront s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit des dits territoires, y louer et occuper des maisons et des magasins pour leur commerce, et jouiront généralement de la plus entière sécurité et protection pour les affaires de leur négoce, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances des pays respectifs.

Art. II. Les bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, qui arriveront sur leur lest ou chargés dans les ports des royaumes de Suède et de Norvège, de quelque lieu qu'ils viennent, seront traités, à leur entrée, pendant leur séjour, et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, venant du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics, et à tout autre droit ou charge,

de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus 1827
au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales ou d'établissemens particuliers quelconques: et, réciproquement, les bâtimens Suédois et Norvégiens et ceux de l'île de St. Barthélémy, qui arriveront sur leur lest ou chargés dans les ports des Etats-Unis d'Amérique, de quelque lieu qu'ils viennent, seront traités, à leur entrée, pendant leur séjour, et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, venant du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics, et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. III. Tout ce qui pourra légalement être importé dans les royaumes de Suède et de Norvège, par bâtimens Suédois ou Norvégiens ou de l'île de St. Barthélémy, pourra également y être importé par bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, de quelque lieu qu'ils viennent, sans payer d'autres, ou plus hauts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'importation avait lieu en bâtimens nationaux; et, réciproquement, tout ce qui pourra légalement être importé dans les Etats-Unis d'Amérique par bâtimens des dits états, pourra également y être importé par bâtimens Suédois et Norvégiens, ou de l'île de St. Barthélémy, de quelque lieu qu'ils viennent, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'importation avait lieu en bâtimens nationaux.

Art. IV. Tout ce qui pourra légalement être exporté des royaumes de Suède et de Norvège par bâtimens Suédois et Norvégiens ou de l'île de St. Barthélémy, pourra également en être exporté par bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou charges, de quelque espèce

1827 ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'exportation avait lieu en bâtimens nationaux; et, réciproquement, tout ce qui pourra légalement être exporté des Etats-Unis d'Amérique par bâtimens des dits états, pourra également en être exporté par bâtimens Suédois et Norvégiens, ou de l'île de St. Barthélémy, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'exportation avait lieu en bâtimens nationaux.

Art. V. Les stipulations des trois articles précédens sont, dans toute leur plénitude, applicables aux bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, qui se rendront, chargés ou non chargés, dans la colonie de St. Barthélémy aux Indes Occidentales, soit des ports des royaumes de Suède et de Norvège, soit de tout autre lieu quelconque, ou qui sortiront de la dite colonie, chargés ou non chargés, pour se rendre, soit en Suède ou en Norvège, soit en tout autre lieu quelconque.

Art. VI. Il est expressément entendu, que les articles précédens, deux, trois et quatre, ne sont point applicables à la navigation de côte ou de cabotage, d'un port des royaumes de Suède ou de Norvège, à un autre, ou à celle entre ces deux derniers pays; ni à la navigation d'un port des Etats-Unis d'Amérique à un autre port des dits états, navigation, que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve.

Art. VII. Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à ne donner, dans ses achats, ou dans ceux, qui seraient faits par des compagnies ou des agens agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence aux importations faites par ses bâtimens, ou par ceux d'une nation tierce, sur celles faites dans les bâtimens de l'autre partie contractante.

Art. VIII. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à ne pas établir sur la navigation entre

leurs territoires respectifs, par les bâtimens de l'une 1827
ou de l'autre, des droits de tonnage ou autres, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, plus hauts ou autres que ceux, qui seront établis sur toute autre navigation, excepté celle, qu'elles se sont respectivement réservée par le sixième article du présent traité.

Art. IX. Il ne pourra pas être établi dans les royaumes de Suède et de Norvège, ni dans l'île de St. Barthélémy, sur les productions du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucuns droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces prohibitions, ces restrictions, et ces droits seraient également établis sur les objets de même nature, provenant, dans le cas où l'importation ou l'exportation aurait lieu dans ou hors les royaumes de Suède et de Norvège, de l'île de St. Barthélémy, ou de tout autre endroit, et dans le cas où l'importation ou l'exportation aurait lieu dans ou hors l'île de St. Barthélémy, des royaumes de Suède et de Norvège, ou de tout autre endroit; et, réciproquement, il ne pourra pas être établi dans les Etats-Unis d'Amérique, sur les productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norvège, et de l'île de St. Barthélémy, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucuns droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces prohibitions, ces restrictions et ces droits seraient également établis sur les objets de même nature, provenant de toute autre contrée.

Art. X. Toute faculté d'entrepôt et toutes primes et remboursemens de droits, qui seraient accordés dans les territoires d'une des hautes parties contractantes, à l'importation ou à l'exportation, de quelque objet que ce soit, seront également accordés aux objets de même nature, produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie contractante, et aux importations et exportations faites dans ses bâtimens.

Art. XI. Les sujets ou citoyens de l'une des hautes parties contractantes, arrivant avec leurs bâtimens à l'une des côtes appartenantes à l'autre, mais

1827 ne voulant pas entrer dans le port, ou, après y être entrés, ne voulant décharger aucune partie de leur cargaison, auront la liberté de partir et de poursuivre leur voyage, sans payer d'autres droits, impôts ou charges quelconques pour le bâtiment ou la cargaison, que les droits de pilotage, de quayage et d'entretien de fanaux, quand ces droits sont perçus sur les nationaux, dans les mêmes cas. Bien entendu, cependant, qu'ils se conformeront toujours aux réglemens et ordonnances concernant la navigation, et les places ou ports dans lesquels ils pourront aborder, qui sont ou seront en vigueur pour les nationaux; et qu'il sera permis aux officiers des douanes de les visiter, de rester à bord, et de prendre telles précautions, qui pourraient être nécessaires, pour prévenir tout commerce illicite pendant que les bâtimens resteront dans l'enceinte de leur juridition.

Art. XII. Il est aussi convenu, que les bâtimens de l'une des hautes parties contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désirera, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, sans payer de droits, impôts ou charges quelconques, que pour la partie, qui aura été mise à terre, et qui sera marquée et billée sur le manifeste, qui contiendra l'énumération des effets, dont le bâtiment était chargé, lequel manifeste devra être présenté en entier à la douane du lieu, où le bâtiment aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le bâtiment remportera, et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs autres ports du même pays, et y disposer du reste de sa cargaison, si elle est composée d'objets dont l'importation est permise, en payant les droits, qui y sont applicables, ou bien il pourra s'en aller dans tout autre pays. Il est, cependant, entendu, que, les droits, impôts ou charges quelconques, qui sont ou seront payables pour les bâtimens mêmes, doivent être acquittés au premier port où ils rompraient le chargement ou en déchargeraient une partie, mais qu'aucuns droits, impôts ou charges pareils ne seront demandés de nouveau dans les ports du même pays, où les dits bâtimens pourraient vouloir entrer après, à moins que

les nationaux ne soient sujets à quelques droits ultérieurs, dans le même cas. 1827

Art. XIII. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans ses ports et places de commerce des consuls, vice-consuls ou agens de commerce, qui jouiront de toute la protection, et recevront toute l'assistance, nécessaire pour remplir dûement leurs fonctions. Mais, il est expressément déclaré, que, dans le cas d'une conduite illégale ou impropre envers les lois ou le gouvernement du pays, dans lequel les dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux résideraient, ils pourront être poursuivis et punis conformément aux lois, et privés de l'exercice de leurs fonctions par le gouvernement offensé, qui fera connaître à l'autre ses motifs pour avoir agi ainsi; bien entendu, cependant, que les archives et documens relatifs aux affaires du consulat, seront à l'abri de toute recherche et devront être soigneusement conservés sous le scellé des consuls, vice-consuls ou agens commerciaux, et de l'autorité de l'endroit, où ils résideraient.

Les consuls, vice-consuls et agens commerciaux, ou ceux qui seraient dûement autorisés à les suppléer, auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends, qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtimens de la nation, dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux ne requissent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Bien entendu, que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait, pourtant, priver les parties contendantes du droit, qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur patrie.

Art. XIV. Les dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux seront autorisés, à requérir l'assistance des autorités locales, pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement de déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays, et ils s'adresseront, pour cet objet, aux tribunaux, juges

1827 et officiers compétens, et réclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la communication des registres des navires ou rôles de l'équipage, ou par d'autres documens officiels, que de tels individus ont fait partie des dits équipages, et cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux navires, auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu, toutefois, que, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal, nanti de l'affaire, aura rendu sa sentence, et celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XV. Dans le cas, où quelque bâtiment de l'une des hautes parties contractantes aura échoué, fait naufrage, ou souffert quelque autre dommage sur les côtes de la domination de l'autre, il sera donné toute aide et assistance aux personnes naufragées, ou qui se trouveraient en danger, et il leur sera accordé des passeports pour retourner dans leur patrie. Les bâtimens et les marchandises naufragés, ou leurs produits, s'ils ont été vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou ayant cause, s'ils sont réclamés dans l'an et jour, en payant les frais de sauvetage, que payeraient les nationaux dans les mêmes cas. Et les compagnies de sauvetage ne pourront faire accepter leurs services, que dans les mêmes cas, et après les mêmes délais, qui seraient accordés aux capitaines et aux équipages nationaux. Les gouvernemens respectifs veilleront, d'ailleurs, à ce que ces compagnies ne se permettent point de vexations ou d'actes arbitraires.

Art. XVI. Il est convenu, que les bâtimens, qui arriveront, directement des territoires de Sa Ma-

jesté le Roi de Suède et de Norvège en Europe, à un port des Etats-Unis d'Amérique, ou des dits Etats-Unis à un port de la domination de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et qui seraient pourvûs d'un certificat de santé, donné par l'officier compétent à cet égard, du port, d'où les bâtimens sont sortis, et assurant, qu'aucune maladie maligne ou contagieuse n'existait dans ce port, ne seront soumis à aucune autre quarantaine, que celle, qui sera nécessaire pour la visite de l'officier de santé du port, où les bâtimens seraient arrivés, après laquelle il sera permis à ces bâtimens d'entrer immédiatement et de décharger leurs cargaisons; bien entendu, toutefois, qu'il n'y ait eu personne à leur bord, qui ait été attaqué, pendant le voyage, d'une maladie maligne ou contagieuse, que les bâtimens n'aient point communiqué, dans leur traversée, avec un bâtiment, qui serait lui-même dans le cas de subir une quarantaine, et que la contrée, d'où ils viendraient, ne fût pas, à cette époque, si généralement infectée ou suspecte, qu'on ait rendu, avant leur arrivée, une ordonnance, d'après laquelle tous les bâtimens venant de cette contrée, seraient regardés comme suspects, et, en conséquence, assujettis à une quarantaine. 1827

Art. XVII. Les articles deux, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois et vingt-cinq, du traité d'amitié et de commerce, conclu à Paris le trois Avril mil sept-cent quatre-vingt-trois, par les plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suède et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les articles séparés un, deux, quatre et cinq, qui furent signés le même jour par les mêmes plénipotentiaires, sont remis en vigueur et rendus applicables à tous les pays sous la domination des hautes parties actuellement contractantes, et auront la même force et valeur, que s'ils étaient insérés textuellement dans le présent traité. Bien entendu, que les stipulations, contenues dans les articles précités, seront toujours censées ne rien changer aux conventions conclues, de part et d'autre, avec d'autres nations dans l'intervalle écoulé entre l'expiration du dit traité de mil sept-cent quatre-vingt-trois et la remise en vigueur des dits articles,

1827 par le traité de commerce et de navigation, conclu par les hautes parties actuellement contractantes, à Stockholm, le quatre Septembre mil huit-cent seize.

Art. XVIII. Vû l'éloignement des pays respectifs des deux hautes parties contractantes, et l'incertitude, qui en résulte, sur les divers événemens, qui peuvent avoir lieu, il est convenu, qu'un bâtiment marchand, appartenant à l'une d'elles, qui se trouverait destiné pour un port supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera, cependant, pas capturé ou condamné, pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé, que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route, que l'état de blocus de la place en question durait encore; mais les bâtimens, qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeraient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué, durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Art. XIX. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications, et si, avant l'expiration des neuf premières années, l'une ou l'autre des hautes parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera obligatoire une année au delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois, qui suivront une semblable notification, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XX. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du sénat, et les ratifications en seront échangées à Washington dans l'espace de neuf mois après la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en duplicata, et y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Stockholm, le quatre Juillet, l'an de grâce mil huit-cent vingt-sept.

G. *Comte* de Wetterstedt.

J. J. Appleton.

Article séparé. 1827

Des rapports de proximité et d'anciennes relations, ayant fait régler l'importation des productions des royaumes de Suède et de Norvège dans le Grand-Duché de Finlande, et celle des productions de la Finlande en Suède et en Norvège sur les bâtimens des pays respectifs, par des stipulations spéciales d'un traité encore en vigueur, et dont le renouvellement forme un objet de négociation actuelle entre les cours de Suède et Norvège et de Russie, sans que les dites stipulations soient liées aux réglemens existans pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord, que les articles huit, neuf et dix du présent traité ne seront point applicables, ni à la navigation et au commerce susmentionné, et par conséquent, aux exceptions dans les tarifs généraux des douanes et dans les réglemens de navigation, qui en résultent, ni aux avantages spéciaux, qui sont ou pourraient être donnés à l'importation du suif et des chandelles de Russie, motivés par des avantages équivalens, accordés en Russie à des articles d'importation de Suède et de Norvège.

Le présent article séparé aura la même force et valeur, que s'il était inséré mot à mot dans le traité, signé aujourd'hui, et sera ratifié en même tems.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs, avons signé le présent article séparé, et y avons apposé le cachet de nos armes. Fait à Stockholm le quatre Juillet mil huit-cent vingt-sept.

G. *Comte* de WETTERSTEDT.

J. J. APPLETON.

54.

1827 *Traité pour la pacification de la Grèce conclu entre la Grande-Brétagne, la France et la Russie et signé à Londres le 6 Juillet 1827.*

(*Le Journal de Francfort* 1827 19 Juill. Nr. 200. *Le Moniteur universel* 1827 Nr. 197.)

Au nom de ta très-sainte et indivisible Trinité!

S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, S. M. Roi de France et de Navarre, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pénétrés de la nécessité de mettre fin à la lutte sanglante qui, en livrant les provinces grecques et les îles de l'Archipel à tous les désordres de l'anarchie, apporte journellement de nouveaux empêchemens au commerce des états européens, et donne lieu à des actes de piraterie qui, non seulement exposent les sujets des hautes parties contractantes à des pertes considérables, mais, en outre, rendent nécessaires d'onéreuses mesures de protection et de répression; S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, et S. M. le Roi de France et de Navarre, ayant, en outre reçu de la part de la Grèce, une pressante requête d'interposer leur médiation auprès de la Porte Ottomane, et étant, aussi bien que S. M. l'Empereur de Russie, animés du désir de faire cesser l'effusion du sang, et d'arrêter le cours des maux de tous genres qui pourroient naître de la continuation d'un tel état de choses, ont résolu d'unir leurs efforts et de régler, par un traité formel, le mode de leur intervention, dont l'objet est de rétablir la paix entre les parties belligérantes, — au moyen d'un arrangement que réclament également l'intérêt de l'humanité et le besoin de la conservation du repos en Europe;

En conséquence elles ont nommé leurs ministres plénipotentiaires pour discuter, conclure et signer le présent traité, savoir:

54.

Treaty for the settlement of Greece between Great-Britain, France and Russia, signed at London Jul. 6. 1827. 1827

(*The Times*. 1827 Jul. 12. Nr. 13, 329).

In the name of the most Holy and undivided Trinity.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, his Majesty the King of France and Navarre, and his Majesty the Emperor of all the Russias, penetrated with the necessity of putting an end to the sanguinary contest which, by delivering up the Greek provinces and the isles of the Archipelago to all the disorders of anarchy, produces daily fresh impediments to the commerce of the European States, and gives occasion to piracies, which not only expose the subjects of the High Contracting Parties to considerable losses, but besides render necessary burdensome measures of protection and repression; His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Majesty the King of France and Navarre, having besides received, on the part of the Greeks, a pressing request to interpose their mediation with the Ottoman Porte, and being, as well as his Majesty the Emperor of all the Russias, animated by the desire of stopping the effusion of blood, and of arresting the evils of all kinds which might arise from the continuance of such a state of things, have resolved to unite their efforts, and to regulate the operation thereof by a formal treaty, with the view of re-establishing peace between the contending parties by means of an arrangement which is called for as much by humanity as by interest of the repose of Europe.

Wherefore they have nominated their Plenipotentiaries to discuss, agree upon, and sign the said Treaty; viz.

1827 S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, le très-honorable William Vicomte Dudley, pair du royaume-uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, conseiller de S. M. B. en son conseil privé, et premier secrétaire d'état pour les affaires étrangères; S. M. le Roi de France et de Navarre, le prince Jules comte de Polignac, pair de France, chevalier des ordres de S. M. C., lieutenant-général de ses armées, grand'croix de l'ordre de St. Maurice de Sardaigne etc. etc. et son ambassadeur près de S. M. B.;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Christophe prince de Lieven, général d'infanterie dans les armées de S. M. I., son aide-de camp général, chevalier des ordres de Russie, de ceux de l'Aigle-noir et de l'Aigle-rouge de Prusse, de celui des Guelphes de Hanovre, commandeur grand'croix de l'ordre de l'épée et de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. B.

Lesquels s'étant donné communication de leurs pleins-pouvoirs, et les ayant trouvé en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivans:

Art. I. Les hautes parties contractantes offriront à la Porte-Ottomane leur médiation dans le but de ménager une réconciliation entre cette puissance et les Grecs.

L'offre de cette médiation sera faite à la Porte-Ottomane aussitôt après la ratification du traité, au moyen d'une déclaration signée par les plénipotentiaires des cours alliées à Constantinople; et en même tems, il sera fait, aux deux parties belligérantes, demande d'une suspension d'armes immédiate, comme condition préliminaire et indispensable, pour l'ouverture des négociations.

Art. II. L'arrangement à proposer à la Porte-Ottomane reposera sur les bases suivantes: Les Grecs releveront du sultan comme d'un seigneur suzerain, et en conséquence de cette suprématie, ils payeront un tribut annuel, dont le montant sera fixé, une fois pour toutes, d'un commun accord. Ils seront gou-

His Majesty the King of the United Kingdom 1728
of Great Britain and Ireland, the Right Hon. William Viscount Dudley, Peer of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Councillor of his Britannic Majesty in his Privy Council, and his Principal Secretary of State for the Department of Foreign Affairs;

His Majesty the King of France and Navarre, the Prince Jules Count de Polignac, Peer of France, Knight of the Orders of his Most Christian Majesty, Major-General of his Armies, Grand Cross of the Order of St. Maurice of Sardinia, etc. etc., and his Ambassador to his Britannic Majesty;

And his Majesty the Emperor of all the Russias, Christopher Prince de Lieven, General of Infantry of the Armies of his Imperial Majesty, his Aide-de-camp General, Knight of the Orders of Russia, of those of the Black Eagle and of the Red Eagle of Prussia, of that of the Guelphs of Hanover, Commander Grand Cross of the Order of the Sword, and of the Order of St. John of Jerusalem, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to his Britannic Majesty;

Who, after having communicated their full powers, and found the same in good and due from, agreed upon the following articles: —

Art. I. The contracting Powers will offer to the Ottoman Porte their mediation with the view of bringing about a reconciliation between it and the Greeks.

This offer of mediation shall be made to this Power immediately after the ratification of the treaty, by means of collective declaration signed by the Plenipotentiaries of the allied Courts at Constantinople; and there shall be made, at the same time, to the two contending parties, a demand of an immediate armistice between them, as a preliminary condition indispensable to the opening of any negotiation.

Art. II. The arrangement to be proposed to the Ottoman Porte shall rest on the following bases: — The Greeks shall hold of the Sultan, as of a superior lord; and in consequence of this superiority, they shall pay to the Ottoman Empire an annual tribute (*relief*), the amount of which shall be fixed, once

1827 vernés par des autorités qu'ils choisiront et nommeront eux-mêmes; mais sur la nomination desquelles la Porte aura une action déterminée.

Afin d'établir une séparation complète entre les individus des deux nations, et pour empêcher les collisions, inévitables conséquences d'une si longue querelle, les Grecs entreront en possession des propriétés situées sur le continent ou dans les îles de la Grèce, sous la condition d'indemniser les propriétaires actuels, ou par le paiement d'une somme annuelle ajoutée au tribut qui doit être payé à la Porte, ou par tout autre arrangement de la même nature.

Art. III. Les détails de cet arrangement, aussi bien que les limites du territoire sur le continent et la désignation des îles de l'Archipel auxquelles cet arrangement doit s'appliquer, auront lieu par des négociations ultérieures entre les hautes puissances et les deux parties belligérantes.

Art. IV. Les puissances contractantes s'engagent, à poursuivre l'oeuvre salutaire de la pacification de la Grèce d'après les principes posés dans les articles précédens, et de fournir sous le moindre délai leurs représentans à Constantinople, les instructions nécessaires pour l'exécution du traité maintenant signé.

Art. V. Les puissances contractantes ne chercheront dans les arrangemens ni une augmentation de territoire, ni l'établissement d'une influence exclusive, ni d'autres avantages commerciaux pour leurs sujets que ceux que tout autre nation pourroit obtenir également.

Art. VI. Les arrangemens de réconciliation et de paix qui seront définitivement convenus entre les parties en contestation, seront garantis par celles des puissances signataires qui jugeront utile ou possible pour elles de contracter une telle obligation. La nature de cette garantie sera l'objet de stipulations subséquentes entre les hautes puissances.

Art. VII. Le traité actuel sera ratifié et les ratifications échangées dans l'espace de deux mois ou plus tôt, si cela est possible.

for all, by a common agreement. They shall be governed by the authorities whom they shall themselves choose and nominate, but in the nomination of whom the Porte shall have a determinate voice. 1827

To bring about a complete separation between the individuals of the two nations, and to prevent the collisions which are the inevitable consequence of so long a struggle, the Greeks shall enter upon possession of the Turkish property situated either on the continent or in the isles of Greece, on the condition of indemnifying the former proprietors, either by the payment of an annual sum, to be added to the tribute which is to be paid to the Porte, or by some other transaction of the same nature.

Art. III. The details of this arrangement, as well as the limits of the territory on the continent, and the designation of the islands of the Archipelago to which it shall be applicable, shall be settled in a subsequent negotiation between the High Powers and the two contending parties.

Art. IV. The contracting Powers engage to follow up the salutary work of the pacification of Greece on the blases laid down in the preceding articles, and to furnish without the least delay their representatives at Constantinople with all the instructions which are necessary for the execution of the treaty now signed.

Art. V. The contracting Powers will not seek in these arrangements any augmentation of territory, any exclusive influence, any commercial advantage for their subjects, which the subjects of any other nation may not equally obtain.

Art. VI. The arrangements of reconciliation and peace, which shall be definitively agreed upon between the contending parties, shall be guaranteed by such of the signing Powers as shall judge it useful or possible to contract the obligation: the mode of the effects of this guarantee shall become the object of subsequent stipulations between the high Powers.

Art. VII. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged in two months, or sooner if possible.

1827 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et scellé du sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 Juillet 1827.

DUDLEY, POLIGNAC, LIEVEN.

Article additionnel et secret.

Dans le cas où la Porte Ottomane n'accepteroit pas, dans l'espace d'un mois, la médiation proposée, les hautes parties contractantes conviennent de prendre les mesures suivantes:

1° Il sera déclaré à la Porte, par leurs représentans respectifs à Constantinople, que les inconvéniens et les maux indiqués dans le traité comme inséparables de l'état des choses en l'Orient pendant les six dernières années, état auquel la Porte ne paroît pas avoir les moyens de porter remède, imposent aux hautes parties contractantes l'obligation de prendre sans délai des mesures pour se rapprocher des Grecs.

Il est entendu, que ce rapprochement sera effectué en établissant avec les Grecs des relations commerciales, en leur envoyant et en recevant d'eux des agens consulaires aussi long-tems qu'il existera parmi eux des autorités en état de maintenir de telles relations.

2° Si dans l'espace d'un mois la Porte n'accepte pas l'armistice proposé dans le premier article du traité public, ou si les Grecs le refusent de leur côté, les hautes parties contractantes déclareront à celle des parties belligérantes, qui voudra continuer les hostilités, ou à toutes les deux, si cela devient nécessaire, que lesdites hautes parties contractantes ont intention de prendre tous les moyens que les circonstances indiqueront comme convenables, pour obtenir l'effet immédiat de l'armistice, en empêchant, autant qu'il leur sera possible, toute collision entre les parties belligérantes; et en effet, immédiatement après la déclaration susdite, les hautes parties contractantes emploieront conjointement tous les moyens en leur pouvoir pour atteindre le but de ladite déclaration, sans cependant prendre une part quelconque aux hostilités entre les deux parties en contestation.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries 1872
have signed, and sealed it with their arms.

Done at London, July 6, 1827.

DUDLEY, POLIGNAC, LIEVEN.

Additional and secret Article.

In case that the Ottoman Porte does not accept, within the space of one month, the mediation which shall be proposed, the High Contracting Parties agree upon the following measures: —

1. It shall be declared, by their representatives at Constantinople to the Porte, that the inconveniences and evils pointed out in the public treaty as inseparable from the state of things subsisting in the East for the last six years, and the termination of which, through the means at the disposal of the Sublime Porte, appears still remote, impose upon the High Contracting Parties the necessity of taking immediate measures for an approximation with the Greeks.

It is to be understood that this approximation shall be brought about by establishing commercial relations with the Greeks, by sending to them for that purpose, and receiving from them, Consular Agents, so long as there shall exist among them authorities capable of maintaining such relations.

2. If within the said term of one month, the Porte do not accept the armistice proposed in the first article of the public treaty, or if the Greeks refuse to execute it, the High Contracting Powers shall declare to that one of the two contending parties which shall wish to continue hostilities, or to both if such become necessary, that the said High Contracting Powers intend to exert all the means which circumstances may suggest to their prudence to obtain the immediate effect of the armistice, the execution of which they desire, by preventing, in as far as may be in their power, all collision between the contending parties, and, in fact, immediately after the aforesaid declaration, the High Contracting Powers will conjointly employ all their means in the accomplishment of the object thereof, without, however, taking any part in the hostilites between the two contending parties.

1827 En conséquence, les hautes puissances contractantes, immédiatement après la signature de cet article additionnel et secret, transmettront aux amiraux commandans leurs escadres dans les mers du Levant, des instructions conformes aux prévisions de cet article.

3° Finalement, si ces mesures ne suffisent pas pour engager la Porte-Ottomane à adopter les propositions des hautes parties contractantes, ou si de l'autre côté les Grecs renoncent aux conditions stipulées en leur faveur par le traité de ce jour, les hautes parties contractantes continueront à poursuivre l'ouvrage de la pacification d'après les principes convenus entre elles; et en conséquence, elles autorisent leurs représentans à Londres à discuter et déterminer les mesures ultérieures qu'il deviendra nécessaire de prendre.

Le présent article additionnel et secret aura la même force et valeur qu'il auroit s'il étoit inséré dans le traité d'aujourd'hui. Il sera ratifié et les ratifications seront échangées en même tems que celles dudit traité. En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 Juillet 1827.

DUDLEY. POLIGNAC. LIEVEN.

55.

Convention additionelle entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse concernant les délits forestiers et autres semblables, publiée à Carlsruhe le 11 Juillet 1827.

(*Grofsherz. Badiches Staats- und Regierungs-Blatt* Nr. XV. d. 20ten Jul. 1827.)

Durch eine nachträgliche Verabredung mit der Grofsherzoglich Hessischen Regierung ist die mit derselben

In consequence, the High Contracting Powers will, 1827
immediately after the signature of the present additional and secret article, transmit eventual instructions conformable to the provisions above set forth, to the Admirals commanding their squadrons in the seas of the Levant.

3. Finally, if, contrary to all expectation, these measures do not yet suffice to induce the adoption by the Ottoman Porte of the propositions made by the High Contracting Parties, or if, on the other hand, the Greeks renounce the conditions stipulated in their favour in the treaty of this day, the High Contracting Powers will, nevertheless, continue to prosecute the work of pacification on the bases agreed upon between them; and, in consequence, they authorize from this time forward their representatives in London to discuss and determine the ulterior measures to which it may become necessary to resort.

The present additional and secret article shall have the same force and value as if it had been inserted, word for word, in the treaty of this day. It shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged, at the same time as those of the said treaty.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed it, and have thereto affixed the seals of their arms.

Done at London, this 6th of July, in the year of Grace 1827.

DUDLEY. POLIGNAC. LIEVEN.

---

bereits früher abgeschlossene, durch das Grofsherzogliche Staats- und Regierungsblatt Nr. IV. vom Jahre 1822. bekannt gemachte Uebereinkunft, wegen der zu treffenden wirksamen Maasregeln zu Verhütung der Forstfrevel in den Gränz-Waldungen — nunmehr auch auf Jagd - Fischerei- und Feldfrevel — insofern sie auf solche anwendbar ist — ausgedehnt worden.

1827 den beiderseitigen Staaten gesetzlich festgestellten Grundsätzen auch künftig sein Bewenden.

Berlin den 21. Juli 1827.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

57.

Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse du 16 Août 1827 relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1827. Nr. 17. pag. 123).

Da zur Zeit die Verhandlungen am Bundestage in Frankfurt am Main, um in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte zu gleichförmigen Bestimmungen über die Sicherstellung der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck zu gelangen, noch nicht zum gewünschten Resultat geführt haben; so genehmige Ich die in Ihrem gemeinschaftlichen Berichte vom 23sten v. M. in Antrag gebrachte Einleitung einer Verhandlung mit denjenigen deutschen Staaten, in denen der Bücher-Nachdruck verboten ist, um mit Vorbehalt der weitern Erledigung dieses Gegenstandes durch gemeinsamen Bundesbeschluſs, sich vorläufig über den Grundsatz zu vereinbaren, daſs in Anwendung der vorhandenen Gesetze der Unterschied zwischen Inländer und Ausländer in Beziehung auf die gegenseitigen Unterthanen aufgehoben

und denselben wegen ihrer Verlagsartikel ein gleicher 1827
Schutz wie den Inländern zu Theil werde. Auch genehmige Ich, dafs die Vereinbarungen, sobald sie durch Austausch von Ministerial-Erklärungen vollzogen worden, durch die Gesetz-Sammlung zur öffentlichen Kenntnifs gebracht werden, um auf den Grund Meiner gegenwärtigen, ebenfalls in die Gesetz-Sammlung aufzunehmenden Order, Gesetzeskraft zu erhalten.

Töplitz, den 16. August 1827.

FRIEDRICH WILHELM.

An die Staats-Minister: Freiherrn von Altenstein, von Schuckmann, Grafen von Bernstorff und Grafen von Dankelmann.

58.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen, concernant l'exécution des dispositions des articles XI, XIII et XIV du traité du 11 Janvier 1827, signée à Hanovre le 18 Août 1827.

Des Allerdurchlauchtigsten u. s. w. Fürsten und Herrn Georg des Vierten, Königs des vereinigten Reichs Grofsbritannien auch Königs von Hannover u. s. w. Wir zum Cabinets-Ministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime Räthe urkunden und bekennen hiemit, dafs wir über die Ausführung der Bestimmungen in den Art. XI, XIII und XIV des mit der freien Hansestadt Bremen am 11ten Januar d. J. abgeschlossenen Staatsvertrages unter Berücksichtigung des Art. XVI dieses Vertrages, mit dem hochlöblichen Senat der freien Hansestadt Bremen nachfolgende Verabredungen getroffen haben:

I. *Transit-Passage auf Einer Axe und ohne Lagerung und Umladung.*

a. Von dem Bremer Haven nach Bremen oder in das Bremische Gebiet und vice versa durch das Hannoversche Gebiet.

1827 In Gemäsheit höchster Entschliefsung des Grofsherzoglichen Staatsministerii, wird dieses andurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht, und die betreffenden Behörden angewiesen, die angeführte Uebereinkunft in vorkommenden Fällen nunmehr auch bei den genannten Freveln in Anwendung zu bringen.

Carlsruhe, den 11ten Juli 1827.

Ministerium des Grofsherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.

In Abwesenheit des Ministers.
Der Geheime Legationsrath
v. Müssig.

Vdt. Hägelin.

56.

Convention entre la Prusse et la France concernant la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier; publiée à Berlin le 21 Juillet 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 13. pag. 81.)

Nachdem zwischen dem Königlich-Preufsischen und dem Königlich-Französischen Gouvernement, Behufs der gegenseitigen Gewähr der Wiederaufnahme solcher zur handwerktreibenden Klasse gehörigen Unterthanen des einen Staats, welche zur Ausübung ihres Gewerbes sich auf das Gebiet des anderen Staates begeben, eine Uebereinkunft abgeschlossen worden ist, werden die diesfälligen Verabredungen hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

1. Jedes zur Klasse der Handwerker gehörige Individuum, welches im Preufsischen seine Heimath anzusprechen hat, und sich zur Ausübung seines Handwerks nach Frankreich begeben will, mufs aufser dem üblichen Wanderbuche, mit einem, die diesseitige Verpflichtung der dereinstigen Wiederaufnahme unbedingt enthaltenden Heimathsscheine versehen sein, gegen dessen Vorzeigung allein ihm von jetzt ab der Eingang in das Französische Gebiet gestattet werden kann. Eben so kann auch künftig den zur handwerktreibenden Klasse gehörigen Französischen Unterthanen der Eingang in das Preufsische Gebiet nur dann gestattet werden, wenn dieselben mit einem dergleichen unbedingten Heimathsscheine versehen sind. 1827

2. Diese Heimathsscheine werden den Inhabern auf den Gränzen der resp. Staaten abgenommen und ihnen dagegen andere Attestate ausgehändigt, mit denen sie in dem fremden Staate frei umherreisen können.

3. Die beiden Gouvernements werden, jedes an seinem Theile, die nöthigen Maasregeln treffen, damit resp. die Königlich-Preufsische Gesandtschaft zu Paris und die Königlich-Französische Gesandtschaft zu Berlin genau von dem Eingange ihrer resp. Nationalen in das Gebiet des andern Staats unterrichtet werden.

4. Zur Ertheilung von Heimathsscheinen sind in den beiderseitigen Staaten diejenigen Behörden berechtigt, welche nach der Verfassung und Gesetzgebung der resp. Staaten die Befugnifs zur Ertheilung von Pässen zu Reisen ins Ausland haben.

5. Diese Bestimmungen, welche vom 1sten d. M. an in Kraft treten, sind allein auf diejenigen Unterthanen anwendbar, welche zur handwerktreibenden Klasse gehören und die sich auf das Gebiet des andern Staates lediglich in der Absicht begeben um dort ihr Handwerk auszuüben.

In Ansehung aller, nicht strenge zu dieser Kathegorie gehörigen Individuen, behält es bei den, Hinsichts der Legitimation von Reisenden überhaupt, in

1827 den beiderseitigen Staaten gesetzlich festgestellten Grundsätzen auch künftig sein Bewenden.

Berlin den 21. Juli 1827.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

57.

Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse du 16 Août 1827 relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten* 1827. Nr. 17. pag. 123).

Da zur Zeit die Verhandlungen am Bundestage in Frankfurt am Main, um in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte zu gleichförmigen Bestimmungen über die Sicherstellung der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck zu gelangen, noch nicht zum gewünschten Resultat geführt haben; so genehmige Ich die in Ihrem gemeinschaftlichen Berichte vom 23sten v. M. in Antrag gebrachte Einleitung einer Verhandlung mit denjenigen deutschen Staaten, in denen der Bücher-Nachdruck verboten ist, um mit Vorbehalt der weitern Erledigung dieses Gegenstandes durch gemeinsamen Bundesbeschluſs, sich vorläufig über den Grundsatz zu vereinbaren, daſs in Anwendung der vorhandenen Gesetze der Unterschied zwischen Inländer und Ausländer in Beziehung auf die gegenseitigen Unterthanen aufgehoben

Bremische Gebiet und vice versa durch das Hannoversche Gebiet, so wie derjenige, welcher Güter von dem Bremer Haven durch Bremen oder das Bremische Gebiet in das Hannoversche Gebiet und vice versa führt, und dafür die Vortheile der geringeren Verzollung in Anspruch nehmen will, hat am Befrachtungsorte ein solches Manifest über den ganzen Bestand seiner Ladung nach Inhalt der demselben beigefügten und nummerirten Frachtbriefe zu entnehmen. 1827

§. 6. Diese von der Manifest-Behörde in doppelter oder respect. dreifacher Ausfertigung zu ertheilende Legitimation ist bei der ersten auf dieser Strafse errichteten Hannoverschen Grenz-Receptur (mit Ausnahme des im §. 9 bezeichneten Falles, da das Manifest von den Recepturen, respect. zu Brinkum, Hemelingen und Oyterdamm erst ertheilt wird), zu produciren, welche den vertragsmäfsigen Hannoverschen Durchgangszoll erhebt, darüber auf dem Manifeste quitirt und das eine Exemplar desselben an sich nimmt.

§. 7. Zu mehrerer Sicherheit, dafs der Frachtfuhrmann der ihm in dem Manifeste gegebenen Anweisung pünktlich genüge, hat derselbe bei der Grenz-Receptur das vorschriftsmäfsige Grenz-Depositum entweder baar oder durch Cautions-Leistung zu beschaffen, dessen Betrag auf dem Manifeste von der Receptur bemerkt und bei der Ausgangs-Receptur restituirt oder respect. gelöscht wird.

§. 8. Lautet das Manifest nicht auf Bremen und das Bremische Gebiet, sondern zum Transit durch dasselbe auf Hannoversche Plätze, so wird das Triplicat des Manifestes für die auf der Route von Brinkum weiter gehenden Güter zu Bremen bei der Receptur am Buntenthore, für die den Weg über Hemelingen oder Oyterdamm nehmenden Transporte aber bei der Receptur am Osterthore abgegeben, der Transitozoll bezahlt und darüber gleichfalls auf dem Manifeste quitirt.

§. 9. Bei Gütertransporten, welche von Hannoverschen Plätzen nach dem Bremer Haven auf der Route durch Bremen statt finden, wird das Manifest entweder am Befrachtungsplatze von der dazu bestimmten Behörde, oder, wenn dies nicht geschehen

No. . . . .

Duplicat.

Zahl der Frachtbriefe.

No. 1 bis . . . .

Dauer der Gültigkeit.

. . . . . Tage.

Manifest

für den Fracht-Transport auf der Strafse von . . . . . über . . . . . nach . . . . . .

Der Fuhrmann . . . . . aus . . . . . mit . . . . Wagen, Karren . . . . Pferden hat folgende, bei der {Haupt-Steuer- / Grenz- —} Receptur . . . . unter Abgabe dieses Manifests vor {der Abladung — / dem Ausgange / aus dem Lande} zu producirende Güter geladen, auch . . . . Rthl. . . . . Ggr. deponirt.

Anzahl und Benennung der Collis.						Marken und Nummern.	Bremer Brutto-Gewicht oder Maafs.	Inhalt.	Name	
Ballen.	Kisten.	Fässer.	Säcke.	Körbe.					des Absenders.	des Empfängers.

Ausgestellt den . . . . . 18. . von . . . . . .
durch . . . . . .

No. . . . .

Zahl der Frachtbriefe.

No. 1 bis . . . .

Dauer der Gültigkeit.

. . . . . Tage.

Manifest

für den Fracht-Transport auf der Strafse von . . . . . über . . . . . nach . . . . . .

Der Fuhrmann . . . . . aus . . . . . mit . . . . Wagen, Karren . . . . Pferden hat folgende, bei der {Haupt-Steuer- / Grenz- —} Receptur . . . . unter Abgabe dieses Manifests vor {der Abladung — / dem Ausgange / aus dem Lande} zu producirende Güter geladen,

auch . . . . Rthl. . . . . Ggr. deponirt.

Anzahl und Benennung der Collis.					Marken und Nummern.	Bremer Brutto-Gewicht oder Maafs.	Inhalt.	Name	
Ballen.	Kisten.	Fässer.	Säcke.	Körbe.				des Absenders.	des Empfängers.

Ausgestellt den . . . . . 18.. von . . . . . .
durch . . . . . .

Der Hannoversche Durchgangszoll ist mit . . . Rthl. . . . Ggr. . . . Pf. Conventions-Münze bezahlt, auch die gesetzliche Steuer-Abfertigungs-Gebühr mit 1 Ggr. entrichtet.

. . . . . den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

Der Bremische Durchgangszoll ist mit . . . Rthl. . . . Gr. . . . Pf. Conventions-Münze entrichtet.

Bremen den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

Visirt zu . . . . . den . . . . . 18 . . von . . . . . .

Nota.

Die in dem Manifeste vom . . . . . 18 . . No. . . . ausgestellt zu . . . . . specificirten Güter sind allhier {eingegangen — / über die Grenze gegangen} welches hiedurch, so wie die Zurückzahlung der deponirten . . . . . Rthl. . . . . Ggr. . . . . Pf. attestirt wird.

. . . . . den . . . . . 18 . . (Unterschrift.)

59.

1827 *Déclaration du ministère Prussien du 11 Septembre 1827, concernant un arrangement pris entre la Prusse et l'Hanovre pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. No. 17. pag. 124.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der ihm von Seiner Majestät ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Grofsbritannisch-Hannöverschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis dahin, dafs es nach Art. 18. der deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bundesbeschlufs zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche zu Gunsten der einheimischen Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Hannöverschen Landen gegenwärtig bestehen, in ganz gleichem Maafse auch zum Schutz der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie für gültig erklärt und in Anwendung gebracht werden sollen,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutz der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Hannover Anwendung findet, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als

handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern 1827
und Verlegern in den Preufsischen Staaten selbst.

Gegenwärtige Erklärung, soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Grofsbritannisch Hannöverschen Kabinets-Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den disseitigen Staaten mit dem 1sten November des laufenden Jahres 1827 in Kraft und Wirksamkeit treten.

Berlin, den 11. September 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Grofsbritannisch-Hannöverschen Kabinets-Ministerium unterm 7ten September 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 27sten September 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten:

VON SCHÖNBERG.

60.

Traité entre le grand-duché de Bade et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour régler les rapports de jurisdiction, signé le $\frac{12}{20}$ *Septembre* 1827.

(*Grofsherzoglich-Badisches Staats- und Regierungs-Blatt* Nr. XXI. d. 6ten October 1827.

Ludwig von Gottes Gnaden, Grofsherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Salem, Petershausen und Hanau etc. etc.

1827 Nachdem mit der Hochfürstlich Hohenzollern Sigmaringenschen Regierung, in Folge gepflogener Unterhandlungen unterm $\frac{12}{20}$ September d. J. ein umfassender Vertrag über die Festsetzung der gegenseitigen Jurisdiktions-Verhältnisse abgeschlossen und von Uns genehmigt worden ist:

So verfügen und verordnen Wir, dafs der nachstehende wörtliche Inhalt dieses Vertrags zur allgemeinen Nachachtung für Unsre sämmtliche Unterthanen und Behörden, soweit solche hierbei betheiligt seyn mögen, andurch öffentlich bekannt gemacht werde.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. I. Jeder von den beiden contrahirenden Staaten erkennt in seinem Gebiete die Rechtskraft und Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse des andern Staats, sofern dieselben nach den nähern Bestimmungen des gegenwärtigen Staatsvertrags von einem beiderseits als competent anerkannten Gerichte ausgegangen sind.

Art. II. Ein von einem zuständigen Gerichte erlassenes rechtskräftiges Erkenntnifs begründet vor dem Gerichte des andern Staats die Einrede des rechtskräftigen Urtheils (exceptio rei judicatae) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staats, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen worden wäre; desgleichen werden solche Erkenntnisse an den in dem andern Staate gelegenen Gütern des Verurtheilten unweigerlich vollstreckt, wenn

1. durch gerichtliche Zeugnisse dargethan ist, dafs in dem auswärtigen Staate selbst, von dessen Gerichten erkannt worden, keine, auch der Zeit und den übrigen Verhältnissen nach gleich bereite und hinreichende Vollstreckungs-Mittel vorhanden seyen; und

2. keine eigene Unterthanen mit solchen Forderungen entweder sich gemeldet haben, oder nach Ausweis der öffentlichen Bücher versichert sind, für welche ihnen an den zur Vollstreckung des fremdrichterlichen Erkenntnisses angewiesenen Sa-

chen ein gleiches oder vorzügliches Recht gesetzlich 1827
zusteht.

Art. III. Beide Staaten versichern sich gegenseitige Rechtshülfe, sowohl in bürgerlichen als peinlichen Sachen, soweit nicht hierüber in gegenwärtigem Vertrage besondere Einschränkungen enthalten sind.

Begründung des Gerichtsstandes im Allgemeinen.

Art. IV. Beide contrahirenden Staaten erkennen gegenseitig den Grundsatz, dafs der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe. Es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle nicht nur in so fern es den Beklagten, sondern auch in so fern es den Kläger z. B. rücksichtlich der Erstattung der Gerichtskosten und dergleichen betrifft, in dem andern Staate als rechtsgültig erkannt und vollzogen.

Besondere Bestimmungen.

I. *Rücksichtlich der bürgerlichen streitigen Gerichtsbarkeit.*

Unstatthaftigkeit der freiwilligen Prorogation.

Art. V. Keinem Unterthanen ist erlaubt, durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des andern Staates, dem er nicht angehört, sich zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, der Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichts um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses Statt zu geben.

Jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntnifs wird in dem einen und dem andern Staate als ungültig betrachtet.

Von dem Gerichtsstande des Wohnsitzes.

Art. VI. Beide Staaten erkennen den Gerichtsstand des Wohnsitzes (forum domicilii) dergestalt an, dafs bei persönlichen Klagsachen, welche keinen besondern Gerichtsstand (forum speciale) begründen, der Unterthan des einen Staates von dem Unterthan des andern nur vor dem Richter seines Wohnsitzes belangt werden darf, und das von diesem Richter aus-

1827 gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird aushülfsweise an den, in dem andern Staate sich befindenden Gütern des Verurtheilten vollzogen. Hat Jemand neben seinem ordentlichen Wohnsitze in seinem Staate auch einen zeitlichen Aufenthaltsort in dem andern Staate, sey es wegen des Besitzes unbeweglicher Güter, oder wegen irgend eines Gewerbes oder einer Beschäftigung; so hat der Kläger bei persönlichen Klagen die Wahl, ob er den Beklagten an dem Orte des Wohnsitzes oder des Aufenthaltes belangen will, in welchem Falle der Gerichtsstand durch Prävention begründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden Staaten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb eines gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen der vor seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor den Gerichten des Landes, das er verläfst, Recht zu geben oder zu nehmen hat; so wird die Zuständigkeit dieser Gerichte von dem andern Staate, wenn auch keine Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vorhanden ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rechtshängig werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

Art. VII. Klagen aus persönlichen Ansprüchen gegen den Erblasser können, so lange die Erbschaft unter die Erben noch nicht vertheilt ist, gegen die Erben bei dem Gerichte angebracht werden, unter welchem sich die Erbschaft noch befindet; wenn aber die Theilung bereits geschlossen ist, sind die Erben vor ihrem eigenen Richter zu belangen.

Allgemeiner Gantgerichtsstand.

Art. VIII. Geräth Jemand, welcher in dem einen Staate wohnt, in dem andern aber Vermögen besitzt, in Concurs; so wird von beiden Seiten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gantgericht anerkannt, und einem Particularconcurs nicht Statt gegeben: aufser im Falle, wenn Erbschaftsgläubiger in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende Absonderungsrecht geltend machen wollen, und mit weiterer Ausnahme des Falles, wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder dem andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes der-

gleichen Etablissement besitzt; weshalb zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung solcher Etablissements demselben besonders creditirt haben, ein Particularconcurs eröffnet werden darf. 1827

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil, in dem andern nach dem Sinne des Art. VI. einen Aufenthalt hat; so ist, die so eben ausgedrückten Fälle ausgenommen, der Gerichtsstand des Concurses in dem Staate begründet, wo sich der gröfsere Theil des austheilbaren Vermögens befindet.

Ist in beiden Staaten ungefähr eine numerisch gleiche Vermögensmasse; so kommt es darauf an, in welchem von beiden die meisten der von dem Schuldner genannten oder sonst vorläufig bekannten Gläubiger wohnhaft sind.

Rechtliche Wirkungen des allgemeinen Gantgerichtsstandes.

a) *Im Allgemeinen.*

Art. IX. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen.

Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Effekten durch den Richter der gelegenen Sache zur Verfügung des Gantgerichts gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert, als nicht daraus inländische Gläubiger zu Folge des rechtskräftigen Ganturtheils zu befriedigen sind. (vergl. Art. XI. Nro. 3.)

b) *Besonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderungen.*

Art. X. Dagegen zieht der allgemeine Gantgerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs an gehörigem Orte eingereiht werden, die Hauptliquidation der Forderung aber von dem Gerichte wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger oder Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

1827 gesprochene rechtskräftige Erkenntnifs wird aushülfsweise an den, in dem andern Staate sich befindenden Gütern des Verurtheilten vollzogen. Hat Jemand neben seinem ordentlichen Wohnsitze in seinem Staate auch einen zeitlichen Aufenthaltsort in dem andern Staate, sey es wegen des Besitzes unbeweglicher Güter, oder wegen irgend eines Gewerbes oder einer Beschäftigung; so hat der Kläger bei persönlichen Klagen die Wahl, ob er den Beklagten an dem Orte des Wohnsitzes oder des Aufenthaltes belangen will, in welchem Falle der Gerichtsstand durch Prävention begründet wird.

Wenn nach den Gesetzen eines der beiden Staaten ein auswandernder Unterthan noch innerhalb eines gewissen Zeitraums, z. B. eines Jahrs, wegen der vor seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor den Gerichten des Landes, das er verläfst, Recht zu geben oder zu nehmen hat; so wird die Zuständigkeit dieser Gerichte von dem andern Staate, wenn auch keine Litispendenz zur Zeit des Wegzuges vorhanden ist, für die innerhalb jenes Zeitraums rechtshängig werdenden Ansprüche anerkannt.

Insbesondere der Erben.

Art. VII. Klagen aus persönlichen Ansprüchen gegen den Erblasser können, so lange die Erbschaft unter die Erben noch nicht vertheilt ist, gegen die Erben bei dem Gerichte angebracht werden, unter welchem sich die Erbschaft noch befindet; wenn aber die Theilung bereits geschlossen ist, sind die Erben vor ihrem eigenen Richter zu belangen.

Allgemeiner Gantgerichtsstand.

Art. VIII. Geräth Jemand, welcher in dem einen Staate wohnt, in dem andern aber Vermögen besitzt, in Concurs; so wird von beiden Seiten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gantgericht anerkannt, und einem Particularconcurs nicht Statt gegeben: aufser im Falle, wenn Erbschaftsgläubiger in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende Absonderungsrecht geltend machen wollen, und mit weiterer Ausnahme des Falles, wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder dem andern Staate eine abgesonderte Handlung, Fabrik, oder ein anderes der-

gleichen Etablissement besitzt; weshalb zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung solcher Etablissements demselben besonders creditirt haben, ein Particularconcurs eröffnet werden darf. 1827

Wenn Jemand in dem einen Staate sein Domicil, in dem andern nach dem Sinne des Art. VI. einen Aufenthalt hat; so ist, die so eben ausgedrückten Fälle ausgenommen, der Gerichtsstand des Concurses in dem Staate begründet, wo sich der gröfsere Theil des austheilbaren Vermögens befindet.

Ist in beiden Staaten ungefähr eine numerisch gleiche Vermögensmasse; so kommt es darauf an, in welchem von beiden die meisten der von dem Schuldner genannten oder sonst vorläufig bekannten Gläubiger wohnhaft sind.

Rechtliche Wirkungen des allgemeinen Gantgerichtsstandes.

a) *Im Allgemeinen.*

Art. IX. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen.

Das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird nach vorgängiger Veräufserung der Grundstücke und Effekten durch den Richter der gelegenen Sache zur Verfügung des Gantgerichts gestellt, jedoch nur so weit ausgeliefert, als nicht daraus inländische Gläubiger zu Folge des rechtskräftigen Ganturtheils zu befriedigen sind. (vergl. Art. XI. Nro. 3.)

b) *Besonders rücksichtlich bereits anhängiger Forderungen.*

Art. X. Dagegen zieht der allgemeine Gantgerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschliefsung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs an gehörigem Orte eingereiht werden, die Hauptliquidation der Forderung aber von dem Gerichte wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei dem Gläubiger oder Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

1827 Ist der Streit über die besonders verhandelte Forderung zur Zeit der Abfassung des Ganturtheils noch nicht beendigt; so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

c) *Rücksichtlich der Location der Gläubiger.*

Art. XI. Das allgemeine Gantgericht hat

1) die Forderungen der Gläubiger hinsichtlich ihrer Gültigkeit und Liquidität, nach den Gesetzen desjenigen Staates zu beurtheilen, in welchem sie entstanden sind.

2) Hypothekar-Forderungen, welche auf einzelnen unbeweglichen Gütern haften, werden nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt und locirt.

Dasselbe gilt von Absonderungs-Ansprüchen auf unbewegliche, im Besitze des Gemeinschuldners befindliche Güterstücke.

3) Die Unterthanen des einen Staates, welche vordem allgemeinen Gantgerichte des andern Staates irgend ein Vorzugsrecht in Anspruch nehmen, sind zu verlangen berechtigt, dafs sie aus demjenigen Theile der Gantmasse, welcher von den in ihrem heimathlichen Staate befindlich gewesenen Vermögensstücken herrührt (vergl. Art. IX.) besonders und nach Prioriläts-Gesetzen dieses Staats befriedigt werden.

4) Reicht in solchem Falle der oben erwähnte Theil der Gantmasse zu ihrer Befriedigung nicht zu, so sind sie wegen dieses Rests ihrer Forderungen, und in Beziehung auf den übrigen Theil der Gantmasse, nach den Gesetzen des Gantgerichts zu lociren.

Von den besondern Gerichtsständen.

a. *Gerichtsstand der gelegenen Sache.*

Art. XII. Alle Realklagen, sie mögen eine bewegliche oder unbewegliche Sache betreffen, alle Actiones mixtae, welche theils Real- theils Personal-Prästationen zum Gegenstande haben, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten Actiones in rem scriptae werden vor dem Gerichte erhoben, in dessen Bezirke sich die Sache befindet, welche den Gegenstand der Klage ausmacht,

vorbehaltlich dessen, was für den Fall eines Concurses in den Art. IX. und X. bestimmt ist. 1827

Das von dem Gerichte der gelegenen Sache gesprochene rechtskräftige Erkenntniſs wird von dem Richter des Wohnsitzes des Beklagten nach seinem ganzen Inhalte anerkannt, und an den in dem Wohnorte befindlichen Gütern so weit vollstreckt, als die in dem andern Staate gelegenen Güter des Sachfälligen unzureichend sind.

b. *Gerichtsstand für Erbschaftsklagen.*

Art. XIII. Erbschaftsklagen werden nicht in dem Wohnorte des Erben, sondern da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben, und zwar dergestalt, daſs, wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Gebiete der contrahirenden Staaten sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist. Bewegliche Erbschaftsstücke werden angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers.

Activforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, den beweglichen Sachen gleich geachtet.

c. *Vom Gerichtsstande des Arrestes.*

Art. XIV. Der Gerichtsstand des Arrestes soll Statt haben

a. für dessen Erkennung;
b. für die Justificationsverhandlungen;
c. für die Wiederaufhebung des Arrestes oder Verurtheilung des Impetraten in der Hauptsache, je nachdem sich durch das Justifications-Verfahren, das sich durchaus innerhalb der Gränzen des summarischen Prozesses halten muſs, die Forderung als ungegründet oder als liquid dargestellt hat.

Jedoch darf sich der Spruch des Arrest-Richters in keinem Falle weiter, als auf den Werth der arretirten Sache ausdehnen; vielmehr ist auch der angelegte Arrest wieder aufzuheben, sobald dasjenige Gericht, unter welchem der Impetrat steht, die amtliche Versicherung von sich gibt, daſs es den Spruch des Arrest-Richters ohne Anstand vollziehen werde.

Hat sich der Arrest-Richter zwar nicht von dem Ungrunde der Forderung, aber doch davon

1827 überzeugt, dafs sie nicht anders, als im Wege des ordentlichen Prozesses zur Liquidität gebracht werden könne, oder hat er während der Justification von der Concursmäfsigkeit des Impetraten Nachricht erhalten; so hebt er zwar wegen Sicherheit des Impetranten den Arrest nicht eher auf, als bis er von dem ordentlichen Richter dazu veranlafst wird: hingegen überläfst er nun diesem unter Zusendung der angefangenen Verhandlungen das Erkenntnifs in der Hauptsache.

d. *Gerichtsstand des Contractes.*

Art. XV. Der Gerichtsstand des Contractes findet nur dann seine Anwendung, wenn sich der Contrahent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke anwesend findet, in welchem der Contract geschlossen worden ist. Dieses ist besonders bei den auf öffentlichen Märkten geschlossenen Contracten und bei Viehhändeln anwendbar.

e. *Besonders bei Wechselverschreibungen.*

Art. XVI. Die Clausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwang er zur Verfallzeit anzutreffen sey, unterworfen hat, wird von beiden Staaten als gültig, und das hiernach eintretende Gericht für zuständig, mithin dessen Erkenntnifs für vollstreckbar anerkannt.

f. *Gerichtsstand der geführten Verwaltung.*

Art. XVII. Den Gerichtsstand der geführten Verwaltung hat der Ausländer, der sie führt, da anzuerkennen, wo entweder die bevormundete Person ihren Wohnsitz hat, oder die verwalteten Güter liegen, der Verwalter mag nun zur Zeit der Verwaltung in eben dem Staate gewohnt, oder dieselbe in seinem auswärtigen Wohnsitz geführt haben.

g. *Gerichtsstand der Wider-Klage.*

Art. XVIII. Die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters ist zugleich für die Widerklage begründet. Es können in diesem Wege alle und jede Klagen mit Ausnahme derjenigen, deren der Art. XII. erwähnt, angebracht werden, ihr Ge-

genstand mag übrigens mit dem Gegenstande der Vor- 1827
klage in Verbindung stehen oder nicht.

Nur muſs

a. dem Gerichte jene Gattung von Gerichtsbarkeit zustehen, vermöge welcher dasselbe zur Entscheidung der Widerklage befugt ist,

b. dem Kläger in Ansehung der Widerklage das Recht der ersten Instanz dadurch nicht entzogen, und

c. die Widerklage entweder vor, oder wenigstens mit der Antwort auf die Klage vorgebracht werden; auch muſs

d. die Wirkung der Widerklage nach der Einlassung des Klägers auf diese fortdauern, wenn auch der Kläger von der Klage absteht.

Von der Provocation.

Art. XIX. Die Provocationsklagen (ex lege diffamari oder ex lege si contendat) werden erhoben vor dem persönlich zuständigen Gerichte des Provocanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist. Es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provocaten als rechtskräftig und vollstreckbar anerkannt.

Von der Intervention.

Art. XX. Jede Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einen schon anhängigen Prozeſs einmischt, sie sey principal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sey nach vorgängiger Streitsverkündigung (litis denunciatio) geschehen, oder ohne dieselbe, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Hauptprozeſs geführt wird; jedoch nur in Beziehung auf die Intervention und deren nächste rechtliche Folgen, nicht aber auf die, aus deren Veranlassung künftig etwa entstehenden Regreſs-Klagen.

Wirkung der Rechtshängigkeit (Litispendenz.)

Art. XXI. Sobald bei irgend einem in den vorangehenden Artikeln dieses Staatsvertrags bestimmten Gerichte eine Sache rechtshängig (pendent)

1827 ist; so ist der Streit daselbst zu beendigen, ohne dafs die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthalts des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte. Die Rechtshängigkeit (Litispendenz) wird durch die Insinuation der Ladung für begründet erkannt.

II. *Von der nicht streitigen Gerichtsbarkeit.*

Art. XXII. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind, sofern nicht die Handlung selbst einem verbietenden Gesetze des einen Staates entgegen ist. Rechtsgeschäfte über Realrechte, als die Uebertragung des Eigenthums, Bestellung von Hypotheken und dergleichen, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Orts, wo die Güter liegen, welche sie zum Gegenstande haben.

Von der Bevormundung des Minderjährigen.

Art. XXIII. Die Vormundschaft über minderjährige Kinder eines verstorbenen Ehegatten, der in beiden contrahirenden Staaten zugleich Vermögen besafs, ist in demjenigen Staate zu bestellen, in welchem der Verstorbene zuletzt den Wohnsitz gehabt hat. Das Bestehen und die Dauer der Minderjährigkeit, die Nothwendigkeit einer wirklichen Bevormundung, und was dabei sonst in Frage kommt, richtet sich nach den Gesetzen des nämlichen Staates.

Art. XXIV. Der andere Staat macht sich verbindlich, alles bewegliche Vermögen, welches der Verstorbene in demselben besessen hat, an diese Vormundschaft auszufolgen, oder zur Verwaltung zu überlassen; auch sollen der Vormund oder die Vormünder in Ansehung dieses Vermögens nur ihrer Obrigkeit verantwortlich seyn.

Art. XXV. Hat der oder die Verstorbene in demjenigen der beiden Staaten, in welchem sie nicht wohnten, unbewegliches Vermögen; so wird in Ansehung desselben für die Minorennen in diesem Staate auch noch eine Güter-Curatel (cura realis) obrigkeitlich bestellt.

Werden in der Folge diese Immobilien in gesetz- 1827
mäfsiger Art ganz oder zum Theil veräufsert, verkauft, gegen auswärts gelegene Güter vertauscht und dergleichen; so löst sich auch die Güter-Curatel in so weit auf, und insbesondere sind die beweglichen Surrogate der veräufserten Güter nach Art. XXIV. zu behandeln.

Art. XXVI. Derjenige der beiden Staaten, in welchem eine solche Güter-Curatel zu bestellen ist, macht sich im Voraus verbindlich, den oder die im Staate des Wohnortes aufgestellten, ihm nahmhaft zu machenden Vormund oder Vormünder auch als Güter-Curator oder Curatoren anzuerkennen; jedoch sollen der Vormund oder die Vormünder in ihrer letztgedachten Eigenschaft verpflichtet seyn, der Ober-Curatel-Behörde desjenigen Staats, in dessen Gebiete die Güter liegen, über deren Verwaltung Rechnung abzulegen, und ihre Genehmigung zu Veräufserungen, Verpfändungen oder Belastungen derselben, so wie zu gerichtlichen Klagen und Vergleichen über liegenschaftliche Rechte der Bevormundeten einzuholen.

Auch müssen sie sich wegen Erfüllung dieser Verpflichtungen auf Verlangen jener Ober-Curatel-Behörde an Eidesstatt reversiren.

Art. XXVII. Wenn der Vater oder die Mutter der Minderjährigen einen Wohnsitz in einem jeden der beiden Staaten hatte, so wird die Vormundschaft in demjenigen Staate bestellt, in welchem Er oder Sie gestorben ist, oder sich, wenn der Tod in keinem der beiden Staaten erfolgte, vor dem Ableben zuletzt aufgehalten hat; vorbehaltlich einer besondern gegenseitigen Uebereinkunft in denjenigen einzelnen Fällen, in welchen nach Bewandtnifs der Umstände die Anwendung dieses Grundsatzes unbequem oder für die Minderjährigen nachtheilig seyn könnte.

Wegen Bestellung der Gütercuratel in dem andern Staate hat es jedenfalls bei demjenigen, was in den Artikeln XXIV. XXV. und XXVI. festgesetzt ist, sein Bewenden.

Art. XXVIII. Hatte endlich der oder die Verstorbene in beiden Staaten zwar Vermögen, aber in keinem von beiden einen Wohnsitz; so wird in einem jeden dieser Staaten ohne Rücksicht auf den andern

1827 wohl anders als an dem Orte, wo der Prozefs geführt wird, oder wo sich die Sache befindet, geschehen kann, der Stellung der Unterthanen zum Zeugenverhör Statt gegeben.

V. *Anfang der Wirksamkeit des Vertrags.*

Art. XXXV. Vorstehende Bestimmungen treten mit dem ersten Oktober 1827 in Wirksamkeit.

Art. XXXVI. Die in den Art. IV bis VII. und XII bis XXI. über den bürgerlichen Gerichtsstand enthaltenen Bestimmungen gelten nur für diejenigen Rechtsachen, welche nicht schon durch die vor dem 1. Okt. 1827 insinuirte Ladung im Sinne des Art. XXI. rechtshängig geworden sind.

Art. XXXVII. Auf gleiche Weise kommen die Bestimmungen der Art. VIII — XI. über den allgemeinen Gantgerichtsstand und über die Location der Gläubiger blos in jenen Fällen zur Anwendung, in welchen nicht schon vor dem ebengedachten Termine der förmliche Gant erkannt und die Ediktalladung beschlossen ist.

Art. XXXVIII. Dagegen werden die von den Gerichten eines der beiden Staaten auch vor eingetretenem Termine gefällten bürgerlichen oder Straferkenntnisse von den Gerichten des andern Staats, nach eingetretenem Termine in Gemäfsheit der Art. I — XXI und XXX—XXXIII vollzogen, soweit nicht etwa diese letzteren Gerichte in denselben bürgerlichen oder Strafsachen bereits erkannt oder vorbereitende Verhandlungen eingeleitet haben sollten.

Art. XXXIX. Die Art. XXIIII — XXIX. finden auf die am 1ten Okt. 1827. schon bestandenen und nicht streitigen Vormundschaften oder Pflegschaften keine nothwendige Anwendung; vielmehr sollen dergleichen auf die bisher Statt gehabte Weise, wenn nicht durch besondere gemeinschaftliche Uebereinkunft eine Abänderung beliebt wird, bis zu ihrer Beendigung fortgeführt werden.

Dagegen treten die vorerwähnten Artikel mit dem gedachten Termine in Ansehung jener zu bevogtenden Personen in Wirksamkeit, für welche noch keine Vormundschaft oder Pflegschaft bestellt ist.

Gegeben in Unserer Residenzstadt Karlsruhe den 29ten September Eintausend achthundert sieben und zwanzig. 1827

LUDWIG.

Frhr. v. Berstett.

Auf Befehl Seiner Königlichen Hoheit
v. Kettner.

61.

Déclaration du ministère Prussien du 18 Septembre 1827 concernant un arrangement pris entre la Prusse et la Hesse grand-ducale pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die königlichen Preufsischen Staaten.* 1827. Nr. 17. pag. 125).

Nachdem der Königlich-Preufsischen Regierung zum Zweck des besseren Schutzes der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck bis dahin, dafs es zu den im 18ten Artikel der deutschen Bundesakte verheifsenen gleichförmigen Maasregeln, mittelst gemeinsamen Bundes-Schlusses kommen wird, von der Grofsherzoglich-Hessischen Regierung die Zusicherung gemacht worden ist:

dafs die Königlich-Preufsischen Unterthanen — Schriftsteller oder Verleger — hinsichtlich des Bücher-Nachdrucks und der Sicherung dawider, eben so und nicht anders als die eigenen Grofsherzoglichen Unterthanen behandelt werden und demnach die Grofsherzoglich-Hessischen Gerichte gehalten sein sollen, allen Königlich-Preufsischen Unterthanen, welche sich durch einen im Grofsherzogthum Hessen durch Nachdruck gegen sie begangenen Frevel beschwert erachten, in jeder Beziehung denselben Schutz zu ge-

1827 währen, welchen sie den Grofsherzoglich-Hessischen Unterthanen zu gewähren verpflichtet sind, — dafs ferner auch, wenn Königlich-Preufsische Unterthanen, nach reiflicher Würdigung ihrer Interessen, in einem nach der Grofsherzoglichen Verordnung vom 11ten Mai 1826 zu ertheilenden besonderen Privilegium, einen vollständigern und gesicherteren Schutz gegen den Nachdruck im Grofsherzogthum zu finden glauben sollten, Grofsherzoglicher Seits dem um ein solches Privilegium nachsuchenden Königlich-Preufsischen Unterthan eine ganz gleiche günstige Beurtheilung der Verhältnisse zu Theil werden solle, als wäre von dem Privilegien-Gesuche eines Grofsherzoglich-Hesssichen Unterthanes die Rede, endlich auch von jenem keine Taxe, sondern nur die Stempelgebühr, welche auch dieser zu bezahlen hat, entrichtet werden soll; —

so erklärt das unterzeichnete Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, sowie ein solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Grofsherzoglich-Hessischen Unterthanen Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck begangene Frevel gegen Letztere nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden sollen, als handelte es sich von beeinträchtigten Königlich-Preufsischen Unterthanen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Grofsherzoglich-Hessischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich der Unterschrift und des beigedruckten Siegels.

Berlin, den 18ten September 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

62.

Déclaration du ministère Prussien du 24 Septembre 1827 concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Schaumbourg-Lippe pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 1827

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 20. pag. 153.)

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Regierung die Zusage gemacht worden, dass von ihr vorläufig und bis dahin, dafs es nach Artikel 18 der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, jedem Königlich-Preufsischen Unterthan, Schriftsteller oder Verleger, auf geschehenes Nachsuchen, ein Privilegium wider den Nachdruck unter denselben Bedingungen, wie dem Inländer und ohne allen Kosten-Ansatz ertheilt und in dem Privilegium jedesmahl die Strafe des Nachdrucks ausdrücklich bestimmt werden solle, welche aufser der Konfiskation der nachgedruckten Exemplare auch auf Bezahlung des rechtmäfsigen Ladenpreises von 500 bis 1000 Exemplaren gerichtet werden und was den Handel mit solchergestalt privilegirten anderswo nachgedruckten Werken betrifft, in Konfiskation aller vorgefundenen Exemplare bestehen solle,

dafs bis zu gedachtem Zeitpunkte das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im

1827 ganzen Umfange der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Schaumburg-Lippe Anwendung finden und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Regierung vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten. Berlin, den 24sten September 1827.

(*Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

VON SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Schaumburg-Lippeschen Landes-Regierung unterm 12ten September 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 28sten Oktober 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

VON SCHÖNBERG.

63.

Déclaration du ministère Prussien du 27 Septembre 1827 concernant un arrangement pris entre la Prusse et le duché d'Oldenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 1827

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 17. pag. 126).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der ihm von Seiner Majestät ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Herzoglich-Oldenburgischen Regierung die Zusage gemacht worden ist, dafs, mit Vorbehalt der in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln, zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorläufig diejenigen gesetzlichen Verbots-Bestimmungen, welche das Herzogliche Strafgesetzbuch im Artikel 416 zum Schutze wider den Nachdruck enthält, in ganz gleichem Maafse ausdrücklich auch auf die Verlags-Artikel der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie Anwendung finden sollen,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsichen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Oldenburg Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

1827 Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Oldenburgischen Ministerium vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten. Berlin den 27sten September 1827.

Königl. Preuſs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Herzoglich-Oldenburgischen Kabinets-Ministerium unterm 14ten September 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin den 27sten September 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

64.

Convention de cartel, conclue entre le duché de Saxe-Altenbourg et celui de Saxe-Cobourg-Gotha le 29 Septembre 1827.

(*Gesetzsammlung für das Herzogthum Gotha* 1828. Nr. XI.)

Zwischen der Herzoglichen Sachsen-Altenburgischen Regierung einer Seits und der Herzoglichen Sachsen-Coburg-Gothaischen Regierung anderer Seits ist nachstehende Cartel-Convention verabredet und geschlossen worden.

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der Publication gegenwärtiger Convention an gerechnet, von den Truppen der beiden hohen contrahirenden Theile

in des Andern Lande oder zu dessen Truppen, wenn 1827
diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirende Militair-Personen, ingleichen die in des anderen Lande austretenden ungehorsamen Conscribirten sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades, alle diejenigen angesehen, welche zu einer Abtheilung des stehenden Militairs gehören, derselben durch Eid verpflichtet sind, und sich nicht als beurlaubt ausweisen können.

Art. III. Als ungehorsamer Conscribirter aber gilt derjenige, der in den zur Ausloosnng und Anmeldung bestimmten Terminen nicht erschienen, und in dem nach Ablauf jener Termine zu fertigenden und den betreffenden Behörden der hohen contrahirenden Theile gegenseitig mitzutheilenden Verzeichnisse aufgeführt ist.

Art. IV. Die Auslieferung kann verweigert werden, wenn ein Deserteur oder ungehorsamer Conscribirter in dem Staate, wohin er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur oder ungehorsame Conscribirte ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten, entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur oder ungehorsamer Conscribirter noch zum Militairdienste geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur oder ungehorsamen Conscribirten eingegangene Verbindlichkeiten, geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Um die Auslieferung zu erleichtern, werden die Grenzämter, in Bezug auf das Herzogthum Sachsen-Altenburg, Cahla, in Bezug auf das Herzogthum Sachsen-Gotha, Ichtershausen, zu Auslieferungsorten bestimmt.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht ohne eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militair- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe nebst den etwa bey sich habenden Waffen und sonstigen Effecten sofort, unter Beyfügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jen-

1827 seitige Behörde im vorbenannten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergegangen ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militairdienste des gedachten Staates angestellt zu werden.

Art. VIII. Die Requisitionen ergehen Herzogl. Sachsen-Altenburgischer Seits an das Herzogl. Sachsen-Coburg-Gothaische Kriegs-Collegium, Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischer Seits an das Herzogliche Militair-Collegium zu Altenburg, welche Behörden dann wegen der Auslieferung das Nöthige verfügen werden.

Art. IX. An Unterhaltungskosten werden dem ausliefernden Staat für jeden Deserteur oder ungehorsamen Conscribirten vom Tage seiner Verhaftung an bis zum Tage der Auslieferung einschliefslich für den Tag 4 gl. Cour. gut gethan. Der transportirende Gendarm, oder wer sonst mit dem Transport beauftragt ist, empfängt für jede Meile 4 gl. sogleich nach geschehener Ablieferung.

Art. X. Der Unterthan, welcher einen Deserteur oder ungehorsamen Conscribirten einliefert oder solche Nachweisungen giebt, dafs die Behörden dadurch in den Stand gesetzt werden, seine Ergreifung und Auslieferung zu bewirken, erhält Fünf Thaler Conventionsgeld Belohnung.

Art. XI. Aufser diesen Artikel IX und X erwähnten Kosten und Gratificationen, kann ein Mehrehres unter irgend einem Vorwande nicht gefordert werden.

Art. XII. Alle in vorstehenden Artikeln IX und X aufgeführten Kosten sind von Amt zu Amt zu verlegen und in der bis zur Grenze auflaufenden Summe, von dem, den Ungehorsamen oder Deserteur übernehmenden Grenzamte zu erstatten. Ueber den Empfang der erwähnten Kosten hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn

derselben sonst kein Hindernifs im Wege steht, nicht 1827
aufzuhalten.

Art. XIII. Allen Behörden und Unterthanen wird es zur strengen Pflicht gemacht werden, auf ale Personen die sich der Desertion oder des Ungehorsams gegen die Conscriptions-Gesetze verdächtig machen, ein wachsames Auge zu haben, und die Möglichkeit ihrer Auslieferung zu befördern.

Art. XIV. Strenge wird es untersagt werden, den Aufenthalt von Deserteurs oder solchen Militairpflichtigen, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu verheimlichen, oder ihnen zu fernerer Entweichung behülflich zn sein. Wer sich aber eines solchen Vergehens schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden.

Art. XV. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Theile untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Armatur- und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände ohne den mindesten Ersatz oder zu Erstattung des Werthes angehalten, sondern noch überdem mit Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

Art. XVI. Alle in vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen sollen jedoch nur so lange gültig seyn, als sie durch die zu erwartende allgemeine Central-Convention des deutschen Bundes nicht abgeändert werden.

Gotha den 29sten September 1827.

Herzoglich Sächs. Kriegs-Collegium das.

Heinrich August Ottocar Reichard.

65.

1827 *Déclaration du ministère Prussien du 4 Octobre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le duché de Brunsvic pour la protection des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 20. pag. 164).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs mit Vorbehalt der in Folge des Artikels 18 der deutschen Bundes-Akte noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, in den Herzoglichen Landen vorläufig eine ausdrückliche Bestimmung, wonach der Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiskation und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen ist, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in den Herzoglich-Braunschweigschen Landen Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in den Preufsischen Staaten selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1827
eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgschen Staats-Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 4ten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Braunschweig-Lüneburgschen Staatsministerium unterm 15ten Oktober 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht wórden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsordre vom 16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 28sten Oktober 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

66.

Déclaration du Ministère Prussien du 6 Octobre 1827, concernant un arrangement pris entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg Sondershausen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nro. 20. pag. 165.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Schwarzburg-Sondershausensche Regierung die Zusicherung gemacht hat, dafs in dem

1827 Fürstenthum Schwarzburg-Sondershausen, mit Vorbehalt der weiteren Sicherstellung, welche in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte, die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck durch die daselbst verheifsenen gleichförmigen Maafsregeln noch zu erwarten haben, vorläufig zu erlassende besondere Verordnung, wodurch der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer Geldbufse von 100 Rthlr. und zwar ohne Unterschied, ob dabei inländische oder ausländische Schriftsteller und Verleger beeinträchtigt werden, sofern nur in Beziehung auf das Ausland, die Unterthanen des Fürstenthums Schwarzburg-Sondershausen dort gleiche Begünstigung geniefsen, ausdrücklich untersagt wird, zu Gunsten der Schriftsteller und Verleger in den Königlich Preufsischen Staaten in Anwendung gebracht werden soll,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Umfange der Preufsischen Monarchie zum Schutz der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger der Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Lande Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangne Frevel gegen letztern, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern der Preufsischen Monarchie selbst:

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit haben.

Berlin den 6ten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem

Fürstlich-Schwarzburgschen Geheimen Consilium zu Sondershausen unterm 22sten September 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht. 1827

Berlin den 28sten Oktober 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

67.

Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et le duché de Saxe-Meiningen, concernant les frais de justice en matières criminelles; signée le 10 Octobre 1827.

(*Grofsherzogl. S. Weimar-Eisenachisches Regierungsblatt* Nro. 16. den 30ten November 1827.)

Se Königliche Hoheit, der Grofsherzog, haben der unterzeichneten Landesregierung mittelst höchsten Rescripts von der Uebereinkunft Eröffnung zu machen gnädigst geruhet, welche mit dem Herzogthume Sachsen-Meiningen unter dem 10ten dieses Monathes dahin abgeschlossen worden ist:

dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Kasse des Staats oder des Gerichtsherrn, oder auf die Communen- und Amts-Gerichtskassen übernommen werden müssen, die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen so wie für Kopialien zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, so wie für die an Gerichts-Personen oder an die Kassen sonst zu entrichtende Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen.

69.

1827 *Déclaration du ministère Prussien du 20 Octobre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. No. 22. pag. 175.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Fürstlich-Lippischen Regierung die Zusicherung gemacht worden ist, dafs das in dem Fürstenthume Lippe, mit Vorbehalt der in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorläufig besonders zu erlassende Verbot wider den Nachdruck und dessen Verbreitung, in ganz gleichem Maafse auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Lippe Anwendung finden und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

ein Lübeckischer Bürger oder Angehöriger wäre, 1827
jederzeit in gewöhnlicher Form kostenfrei bis auf kleine, auch Lübeckische Bürger betreffende Stempel- und Expeditionsgebühren ertheilt werden, überdies der damit versehene Königlich Preufsische Unterthan von den Lübeckischen Gerichten und Behörden in der Aufrechthaltung des ertheilten Privilegiums einem wider den Nachdruck privilegirten Lübeckischen Bürger oder Angehörigen gleich geachtet und geschützt werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger der freien Hansestadt Lübeck Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von Seiten des Staats der freien Hansestadt Lübeck vollzogene Erklärung ausgewechselt sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 19ten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Senat der freien Hansestadt Lübeck unterm 3ten Oktober 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

1827 behalt der in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte noch zu erwartenden allgemeinen Maafsregeln zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck, vorläufig besonders zu erlassende Verbot wider den Nachdruck und dessen Verbreitung, in ganz gleichem Maafse auch ausdrücklich auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie Anwendung finden solle,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereich der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger der freien und Hansestadt Bremen und deren Gebiets Anwendung finden und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Senate der freien und Hansestadt Bremen vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Senat der freien Hansestadt Bremen unterm 31sten Oktober 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 13ten November 1827.

Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

71.

Déclaration du ministère Prussien du 20 Octobre 1827, concernant un arrangement pris entre la Prusse et la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 1827

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 21. pag. 169.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtschen Regierung die Zusage gemacht worden ist, dafs vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, in dem Fürstenthume Schwarzburg-Rudolstadt eine ausdrückliche Bestimmung, wonach der Nachdruck und dessen Verbreitung mit Konfiskation und einer Geldbufse von 10 Rthl. zu bestrafen ist, zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich Preufsischen Staaten in Anwendung gebracht werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vor-

1827 schriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtschen Geheime-Raths-Kollegium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 20sten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Fürstlich-Schwarzburgischen Geheime-Raths-Kollegium zu Rudolstadt unterm 30sten Oktober 1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

72.

Déclaration du ministère Prussien du 28 Octobre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la Saxe royale, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 21. pag. 172).

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-

heit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung: 1827

Nachdem von der Königlich Sächsischen Regierung die Zusicherung geschehen ist, dafs die im Königreiche Sachsen bestehenden gesetzlichen Vorschriften wider den Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung, mit Vorbehalt der weitern Sicherstellung, welche in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck durch die daselbst verheifsenen gleichförmigen Maafsregeln zu erwarten haben, in ganz gleichem Maafse zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich Preufsischen Staaten zur Anwendung gebracht werden sollen, als wäre von betheiligten Königlich Sächsischen Unterthanen die Rede, und ohne dafs es deshalb besonderer Privilegien wider den Nachdruck bedürfe;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Umfange der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich-Sächsischen Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 28ten Oktober 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Königlich Sächsischen Kabinetsminister und Staats-Sekretär Grafen von Einsiedel unterm 3ten November 1827

1827 vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 12ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

73.

Déclaration du ministère Prussien du 5 Novembre 1827, concernant un arrangement pris entre la Prusse et le duché de Nassau pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preufs. Staaten* 1827. Nr. 22. pag. 177.)

Das Königlich Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Herzoglich-Nassauschen Regierung die Zusicherung geschehen ist, dafs die in dem Herzogthum Nassau bestehenden gesetzlichen Vorschriften wider den Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung, mit Vorbehalt der weitern Sicherstellung, welche in Folge des 18ten Artikels der deutschen Bundesakte die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck durch die daselbst verheifsenen gleichförmigen Maafsregeln noch zu erwarten haben — in ganz gleichem Maafse zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich Preufsischen Staaten zur Anwendung gebracht werden sollen, als sei von betheiligten Herzoglich-Nassauschen Unterthanen die Rede, und dafs insbesondere in den Fällen, wo es noch auf besondere Privilegien ankömmt, oder wo dergleichen Herzoglichen Unter-

thanen ertheilt zu werden pflegen, jedem Preufsischen 1827
darum nachsuchenden Unterthan eine ganz gleiche Beurtheilung der Verhältnisse zu Theil werden solle, als handle es sich um das Privilegien-Gesuch eines Inländers, auch für ein solches Privilegium keine Stempel, Taxen und andere Gebühren zu entrichten seien,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Nassau Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Nassauschen Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 5ten November 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Nassauschen Staats-Ministerio unterm 12ten November 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27sten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

74.

1827 *Traité de commerce et de navigation entre le Brésil et les villes libres et Anséatiques de Lubeck, de Hambourg et de Brème, signé à Rio de Janeiro le* 17 *Novembre* 1827 *et dont les ratifications ont été échangées le* 18 *Mars* 1828.

(*Lappenberg Sammlung der Verordnungen der freien Hanse-Stadt Hamburg.* Bd. 10. p. 70.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Brème, et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg, d'une part, chacune d'elles séparément, et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, de l'autre part, désirant consolider les relations de commerce et de navigation entre les Etats respectifs, ont nommé, pour conclure une Convention basée sur des principes d'une juste réciprocité, leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Brème, et le Sénat de la ville libre et Anséatique de Hambourg: le Sieur Jean Charles Fréderic Gildemeister Docteur en droit, membre du Sénat de Brème, actuellement Son Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur du Brésil; et le Sieur Charles Sieveking, Docteur en droit, membre et Syndic du Sénat de Hambourg, actuellement Son Envoyé Extraordinaire près Sa dite Majesté; et

74.

Traité de commerce et de navigation entre le Brésil et les villes libres et Anséatiques de Lubeck, de Hambourg et de Brème, signé à Rio de Janeiro le 17 Novembre 1827 et dont les ratifications ont été échangées le 18 Mars 1828.

1827

(LAPPENBERG *Sammlung der Verordnungen der freien Hanse-Stadt Hamburg.* Bd. 10. p. 70.)

En nome de Santissima et Indivisivel Trinidad!

Sua Magestade o Imperador do Brasil por huma parte, e o Senado da cidade livre e Anseatica de Lubeck, o Senado da cidade livre e Anseatica de Bremen, e o Senado da cidade livre e Anseatica de Hamburgo, cada hum delles separadamente, por outra parte, desejando consolidar as relaçoens de commercio e navegaçaõ entre os respectivos estados; nomeáraõ para concluir huma convençaõ, fundada nos principios de huma justa reciprocidade, per seus plenipotenciarios, a saber:

Sua Magestade o Imperador do Brasil: aos illustrissimos e excellentissimos Senhores, Marquez de Queluz, do seu conselho de estado, senador do imperio, graõ cruz da Imperial ordem do cruzeiro, commendador da de Christo, ministro e secretario de estado dos negocios estrangeiros; e conde de Lages, do seu conselho de estado, official da imperial ordem do cruzeiro, commendador da de Saõ Bento de Aviz, condecorado com a cruz de ouro do exercito pacificador do sul, brigadeiro do exercito imperial e nacional, ministro e secretario de estado dos negocios da guerra, inspector da imperial academia militar:

1827 Sa Majesté l'Empereur du Brésil: Son Excellence le Marquis de Queluz, Conseiller d'Etat, Sénateur de l'Empire, Grand Croix de l'Ordre Impérial du Cruzeiro, Commandeur de l'Ordre Impérial du Christ, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, et Son Excellence le Comte de Lages, Conseiller d'Etat, Officier de l'Ordre Impérial du Cruzeiro, Commandeur de l'Ordre Impérial de Saint Benoit d'Avis, décoré de la Croix d'Or de l'Armée Pacificatrice du Sud, Brigadier de l'Armée Impériale et Nationale, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires de la Guerre, Inspecteur de l'Académie Impériale Militaire;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Tous les ports et mouillages des Etats respectifs, ouverts aux bâtimens d'une autre nation quelconque, le seront de même à ceux du Brésil et des Républiques Anséatiques respectivement.

Art. II. Tout navire portant le pavillon d'une des Républiques de Lubeck, Brème et Hambourg et reconnu appartenir exclusivement à un Citoyen ou à des Citoyens de l'une d'elles et dont le Capitaine sera de même Citoyen de l'une de ces Républiques, sera tenu et considéré pour tous les objets de cette Convention comme navire appartenant à Lubeck, Brème et Hambourg. Une réciprocité exacte sera observée par rapport aux navires Brésiliens. Les passeports régulièrement expédiés formeront entre les hautes parties contractantes la preuve de la nationalité des bâtimens Brésiliens et Anséatiques.

Art. III. Les bâtimens de Lubeck, de Brème et de Hambourg, qui entreront dans les ports du Brésil ou qui en sortiront, et les navires Brésiliens, qui entreront dans les ports des dites Républiques, ou qui en sortiront, ne seront sujets à des droits perçus sur les bâtimens, abstraction faite de leur cargaison, à titre de port, frêt, ancrage, phare, tonnage, visite, pilotage ou autre dénomination quelconque, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement ou pourraient par la suite être imposés aux bâtimens nationaux.

Art. IV. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à ne point faire de prohibitions

E o Senado da cidade livre e Anseatica de Lubeck, o Senado da cidade livre e Anseatica de Bremen, e o Senado da cidade livre e Anseatica de Hamburgo; ao Senhor Joaõ Carlos Frederico Gildemeister, doutor em direito, membro do Senado de Bremen, actualmente seu enviado extraordinario junto a sua Magestade o Imperador do Brasil; e ao Senhor Carlos Sieveking, doutor em direito, membro e syndico do Senado de Hamburgo, actualmente seu enviado extraordinario junto a sua dita Magestade. 1827

Os quaes, depois de haverem communicado os seus respectivos plenos poderes, que foraõ achados em boa e devida forma, convieraõ nos artigos seguintes:

Art. I. Todos os portos e ancoradouros dos respectivos estados, que se achaõ abertos as embarcaçoens de qualquer outra naçaõ, o seraõ da mesma maneira ás do Brazil e das republicas Anseaticas respectivamente.

Art. II. Todo o navio que trouxer a bandeira de huma das republicas de Lubeck, Bremen e Hamburgo e que for reconhecido pertencer exclusivamente a hum cidadaõ ou cidadaõs de huma ou outra, e cujo capitaõ for tambem cidadaõ de huma ou outra das ditas republicas, sera havido e considerado para todos os objectos desta convençaõ, como navio pertencente a Lubeck, ou Bremen ou Hamburgo. Huma exacta reciprocidade se observará a respeito dos navios Brasileiros. Os passaportes expedidos na forma legal estabeleceraõ entre as altas partes contractantes a prova da nacionalidade dos navios Brazileiros e Anseaticos.

Art. III. As embarcaçoens de Lubeck, de Bremen e de Hamburgo, que entrarem nos portos do Brazil, ou que delles sahirem, e as embarcaçoens Brasileiras que entrarem nos portos das ditas republicas, ou que delles sahirem, naõ saõ obrigados a satisfazerem, além dos direitos devidos pelos seus carregamentos, a titulo de porto, frete, ancoragem, farol, tonnelagem, visita, ou pilotagem, ou debaixo de qualques outra denominaçaõ, nenhuns outros ou maiores direitos do que aquelles que saõ actualmente ou forem para o futuro impostos sobre os navios nacionaes.

Art. IV. As altas partes contractantes obrigaõ-se mutuamente a naõ fazerem prohibiçoens de entrada

1827 d'entrée ou de sortie, qui frapperaient les importations ou les exportations de l'un des pays, tout en ménageant celles d'autres pays par rapport aux articles du même genre.

Elles s'engagent à ne les grever d'aucuns droits ou autres charges quelconques, qui ne soient étendus en même tems à toutes les importations ou exportations du même genre sans distinction du pays.

Art. V. Toutes les marchandises, qui pourront être importées dans les Etats respectifs des hautes parties contractantes à bord de bâtimens nationaux, ou qui pourront en être exportées de la même manière, pourront de même y être importées ou en être exportées par les navires de l'autre partie contractante.

Le cabotage de port à port, employé au transport des produits indigènes ou étrangers, déjà dépêchés pour la consommation, étant néanmoins excepté de ce principe général et réservé aux réglemens de chaque pays, on est convenu de part et d'autre, que les Citoyens et Sujets des hautes parties contractantes jouiront à cet égard, comme par rapport à la faculté de se servir des bâtimens côtiers pour le transport de leurs marchandises, des mêmes droits qui sont accordés ou qui le seront par la suite aux sujets de la nation la plus favorisée.

Art. VI. Les marchandises quelconques, sans distinction d'origine, transportées des ports du Brésil aux ports de Lubeck, de Brème et de Hambourg ou de ces ports au Brésil en navires Brésiliens ou en navires appartenant à une nation favorisée dans les ports Anséatiques dans son commerce direct, — et les marchandises importées d'un pays quelconque dans les ports Anséatiques par des navires Brésiliens ou exportées pour un pays quelconque des ports Anséatiques par des navires Brésiliens ne payeront dans les dits ports les droits d'entrée et de sortie et les impôts de toute espèce, qu'au taux accordé au commerce direct et national de la nation la plus favorisée. D'autre côté les marchandises quelconques, sans distinction d'origine, transportées des ports de Lubeck, de Brème ou de Hambourg au Brésil, ou du Brésil à ces ports en navires Anséatiques ou en navires appartenant à une nation favorisée dans les ports Brésiliens

ou de sahida, que sobrecarreguem as importaçoens ou 1827
as exportaçoens de hum dos estados com o fim de favorecer as dos outros paizes relativamente aos artigos do mesmo genero.

Ellas se obrigaõ a naõ gravarem os ditos artigos com direitos alguns, ou quaesquer outras despezas, que se naõ façaõ extensivas ao mesmo tempo a todas as importaçoens ou exportaçoens da mesma qualidade sem distinçaõ de paiz.

Art. V. Todas as mercadorias, que pudérem ser importadas nos respectivos estados das altas partes contractantes a bordo de navios nacionaes, ou que delles podérem ser exportadas da mesma maneira, poderaõ igualmente serem importadas ou exportadas pelos navios da outra alta parte contractante. E como a navegaçaõ costeira de porto a porto, empregada no transporte dos generos do paiz ou estrangeiros já despachados para consummo, hé exceptuada deste principio geral, e fica reservada aos regulamentos de cada paiz; as memos altas partes contractantes convieraõ outro sim, que os seus subditos e cidadaõs gozaraõ tanto a este respeito, como relativamente à faculdade de se servirem das embarcações costeiras para o transporte de suas mercadorias, dos mesmos direitos, que saõ ou forem para o futuro concedidos aos subditos da naçaõ mais favorecida.

Art. VI. Quaesques mercadorias, sem distincçaõ de origem, transportadas dos portos do Brasil, para os portos de Lubeck, de Bremen, e de Hamburgo, ou destes portos para o Brasil em navios Brasileiros, ou em navios pertencentes a huma naçaõ favorecida nos portos Anseaticos no seu commercio directo, e as mercadorias importadas de qualquer paiz nos portos Anseaticos em navios Brasileios, ou exportadas para qualquer paiz dos portos Anseaticos em navios Brasileiros, somente pagaraõ nos ditos portos os direitos de entrada e sahida, e quaesquer impostos na proporçaõ concedida ao commercio directo e nacional da naçaõ mais favorecida. Da outra parte, quaesquer mercadorias, sem distincçaõ de origem, transportadas dos portos de Lubeck, de Bremen ou de Hamburgo para o Brasil, ou do Brasil para estes portos, em navios Anseaticos, ou em navios pertencen-

1827 le tarif Brésilien, l'expédition en douane s'en fera sur une déclaration de leur valeur signée de la partie qui les importera, mais dans le cas, où les officiers de la douane, chargés de la perception des droits, soupçonneraient fautive cette évaluation, ils auront la liberté de prendre les objets ainsi évalués en payant dix pour cent en sus de la dite évaluation, et ce dans l'espace de quinze jours, à compter du premier jour de la détention, et en restituant les droits payés.

Art. VIII. Le commerce et la navigation entre le Brésil et les ports Anséatiques jouiront dans l'un ou l'autre pays, sans attendre une Convention additionnelle à cet égard, de tous les privilèges et avantages, qui sont ou qui seront par la suite accordés à quelque autre nation favorisée, en remplissant toutefois les conditions de réciprocité qu'ils supposent.

Il est entendu, que les privilèges qu'on a accordés ou qu'on accordera à la nation Portugaise, ne serviront point de terme de comparaison. De même les effets de la même Convention ne s'étendront au Portugal, à moins qu'il n'y aurait des traités particuliers à cet égard.

Art. IX. Les Consuls des Gouvernemens respectifs seront traités tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions sur le pied de ceux de la nation la plus favorisée. Ils jouiront nommément du droit de faire des représentations tant générales que particulières sur les évaluations de la douane, qui seront prises en considération dans le plus court délai possible, sans arrêter pour cela l'expédition.

Art. X. Dans le cas où l'une des parties contractantes se trouverait en guerre, tandis que l'autre serait neutre, on est convenu, que tout ce que la partie belligérante aurait stipulé avec d'autres puissances d'avantageux au pavillon neutre, servira encore de règle entre le Brésil et les villes Anséatiques. Afin de prévenir toute méprise relativement à ce qui devra être considéré comme contrebande de guerre, on est convenu, (sans néanmoins déroger au principe général ci-dessus énoncé), d'en restreindre la définition aux articles suivans: canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, saucisses, affûts, baudriers, poudre, salpêtre, casques, balles, piques, épées, halle-

pauta Brasileira, far se-ha o despacho nos alfandega 1827
á vista de huma declaraçaõ do seu valor assignada pelo importador; porém no caso em que os officiaes da alfandega encarregados da percepçaõ dos direitos suspeitarem que esta avaliaçaõ he lesiva, teraõ a liberdade de tomar os objectos assim avaliados, pagando lez por cento sobre a dita avaliaçaõ dentro do prazo de quinze dias contado do primeiro da detençaõ, e restituindo os direitos pagos.

Art. VIII. O commercio e a navegaçaõ entre o Brasil e os portos Anseaticos gozaraõ, sem se esperar por huma convencaõ addicional a este respeito, em ambos os paizes, de todos os privilegios e vantagens que saõ ou forem para o futuro concedidos a qualquer outra naçaõ favorecida, preenchendo-se todavia as condições de reciprocidade, que estes privilegios e vantagens suppoem.

Fica entendido que os privilegios, que se tem concedido ou concederem à naçaõ Portugueza, naõ serviraõ de termo de comparaçaõ: outro sim, que os effeitos da presente convençaõ naõ se extenderem a Portugal, salve se para esse fim houver tratado particular.

Art. IX. Os consules dos respectivos governos seraõ considerados, tanto em suas pessóas, como no exercicio das suas funcções, como os da naçaõ mais favorecida. Gazaraõ particularmente do direito de fazerem representações assim geraes, como particulares sobre as avaliações, da alfandega, pora serem tomadas em consideraçaõ com a menor demora possivel, sem que isso obste ao despacho.

Art. X. No caso em que huma das altas partes contractantes estiver em guerra, ficando a outra neutra, conveio-se em que todos os favores que a parte belligerante estipular com outras potencias, relativamente á bandeira neutra, serviraõ tambem de regra entre o Brasil e as republicas Anseaticas. Afim de prevenir todo o engano ácerca do que deverà ser considerado como contrabando de guerra, conveio-se (sem que por isso se derogue o principio geral acima mencionado), em restringir a sua definiçaõ aos artigos seguintes: peças, morteiros, espingardas, pistolas, granadas, salsixas, carretos de peças, talabartes, polvora, salitre, capacetes, ballas, clueços, espa-

1827 bardes, selles, harnais, et autres instrumens quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. XI. Les Citoyens et Sujets des pays respectifs jouiront dans l'autre pays, par rapport à leurs personnes, à leurs biens, à l'exercice de leur culte et à l'emploi de leur industrie, de tous les droits et privilèges, qui sont ou qui seront par la suite accordés aux individus de la nation la plus favorisée. Quelques étrangers jouissant au Brésil du privilège d'être signataires des douanes avec les mêmes conditions et sûretés que les Sujets Brésiliens, cette faveur s'étendra également aux Résidens Anséatiques.

Art. XII. Les hautes parties contractantes se réservent le droit d'entrer dans toutes les stipulations additionnelles que l'intérêt réciproque du commerce pourrait réclamer, et tous les articles, dont on conviendra ainsi, seront considérés comme faisant partie de la présente Convention.

Art. XIII. Quoique la présente Convention soit considérée comme commune aux trois Villes libres et Anséatiques de Lubeck, de Brème et de Hambourg, il est convenu néanmoins, qu'il n'existe point de solidarité entre leurs Gouvernemens souverains et que les stipulations de la présente Convention resteront en pleine force par rapport au reste de ces Républiques, malgré leur cessation par rapport à l'une d'elles.

Art. XIV. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Londres dans l'espace de quatre mois ou plutôt, si faire se peut. Elle sera en vigueur pendant dix ans à dater du jour de l'échange des ratifications et au delà de ce terme, jusqu'à ce que les Sénats des villes Anséatiques, soit collectivement soit séparément, ou Sa Majesté l'Empereur du Brésil, auront annoncé l'intention de la terminer, comme aussi pendant la durée des négociations pour son renouvellement ou sa modification.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires des Sénats des Républiques Anséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg, et de Sa Majesté l'Empereur du

das, alabardas, sellins, arreios, e quaesquer outros 1827
instrumentos fabricados para o uso da guerra.

Art. XI. Os subditos e cidadaõs dos respectivos paizes gozaraõ no outro, relativamente ás suas pessoas, bens, exercicio do seu culto, e emprego da sua industria, de todos os direitos e privilegios, que saõ ou forem para o futuro concedidos aos individuos da naçaõ mais favorecida. Gozando alguns estrangeiros no imperio do Brasil do privilegio de serem assignantes das alfandegas debaixo das mesmas condiçoes e seguranças, como os subditos Brasileiros, far-se-ha igualmente extensivo este favor aos Anseaticos, que residirem no dito imperio.

Art. XII. As altas partes contractantes reservaõ-se o direito de fazerem todas as estipulações addicionaes, que exigir o interesse reciproco do commercio e todos os artigos em que assim se convier, seraõ considerados como fazendo parte da prezente convençaõ.

Art. XIII. Ainda que a presente convençaõ seja considerada commun ás tres cidades livres e Anseaticas de Lubeck, Bremen e Hamburgo, conveio-se comtudo, em que os seus governos soberanos naõ saõ por ella responsaveis in solidum, e que as suas estipulaçoes ficaraõ em pleno vigor relativamente ao resto das ditas republicas, ainda que venhaõ a cessar para huma dellas.

Art. XIV. A presente convençaõ sera ratificada e as ratificaçoens seraõ trocadas em Londres no prazo de quatro mezes, ou antes se for possivel. Ella ficará em vigor durante dez annos, contando-se do dia da troca das ratificaçoes, e além desse termo até que sua Magestade O Imperador do Brasil, ou os Senados das cidades Anseaticas, quer collectiva, quer separadamente, annunciem a intençaõ de termina-la, como tamben durante as negociaçoes, que se fizerem para a sua renovaçaõ ou modificaçaõ.

Em testemunho do que nòs abaixo assignados plenipotenciarios de sua Magestade O Imperador do Brasil e dos Senados das cidades livres e Anseaticas de Lubeck, Bremen e Hamburgo, em virtude dos nostos

1827 Brésil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respectifs, l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro le dix-sept du mois de Novembre de l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

Marquez DE QUELUZ. GILDEMEISTER.
Conde DE LAGES. K. SIEVEKING.

Article séparé et secret.

Dans le cas où une des puissances favorisées au Brésil par des traités, exprimerait le désir, que les stipulations de l'article VI. de la Convention, conclue aujourd'hui entre les Sénats des villes Anséatiques et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, n'ayent point d'effet en tant qu'elles concernent la navigation entre les ports de ces Puissances et le Brésil, il est convenu que ces stipulations seront regardées comme non avenues à leur égard et que les droits différentiels pourront être perçus au Brésil tant sur les marchandises transportées des ports de ces dites Puissances au Brésil sous pavillon Anséatique que des ports Anséatiques au Brésil sous le pavillon de ces mêmes Puissances.

Le présent article séparé et secret aura la même force et valeur comme s'il se trouvait littéralement inséré dans la Convention signée aujourd'hui, il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans la même manière.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires des Sénats des Républiques Anséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respectifs, l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro le dix-sept du mois de Novembre de l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-sept.

Marquez DE QUELUZ. GILDEMEISTER.
Conde DE LAGES. K. SIEVEKING.

respectivos plenos poderes, assignamos a presente convençaõ e lhe fizemos pór o sello das nossas armas. 1827

Flita na cidade do Rio de Janeiro aos dezesete dias do mez de Novembro do Anno do nascimento de nostro senhor desuz Christo de mil cito centos e vinte sete.

(*Assignado*)

Marquez DE QUELUZ. *Conde* DE LAGES.
GIDEMEISTER. K. SIEVEKING.

75.

Déclaration du ministère Prussien du 22 Novembre 1827 concernant un arrangement concerté entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. Nr. 22. pag. 179).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Fürstlich-Hohenzollern-Sigmaringenschen Regierung die Zusicherung gemacht worden ist, dafs mit Vorbehalt der zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck noch zu verfügenden und in Folge des Artikels 18 der deutschen Bundesakte allgemein zu erwartenden Mafsregeln, vorläufig eine ausdrückliche Verordnung, wonach der Nachdruck und dessen Verbreitung im Fürstenthume Hohenzollern-Sigmaringen mit Konfiskation und einer Strafe von

1827 50 Rthl. zu bestrafen ist, erlassen, und insbesondere zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich-Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden soll,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Hohenzollern-Sigmaringen Anwendung finden, und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handelte es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Hohenzollern-Sigmaringenschen Regierung vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 22sten November 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Fürstlich-Hohenzollern-Sigmaringenschen Regierung unterm 8ten November 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27ten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

76.

Déclaration du ministère Prussien du 27 Novembre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg et Gotha pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

1827

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1827. No. 22. pag. 187).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch in Gemäfsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

Nachdem die Herzoglich-Sachsen-Coburg und Gothasche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis nach Artikel 18 der deutschen Bundesakte ein gemeinsamer Beschlufs zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck gefafst werden wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche zu Gunsten der einheimischen Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck und den Verkauf desselben für die sämmtlichen Landestheile des Herzoglichen Hauses Sachsen-Coburg und Gotha bestehen, oder von Seiten Herzoglicher Durchlaucht werden festgesetzt werden, in ganz gleichem Maafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie als gültig betrachtet und in Anwendung gebracht werden sollen,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-

1827 vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Sachsen-Coburg und Gotha Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von Seiten des Herzoglich-Sachsen-Coburg und Gothaschen Ministerii vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin den 27sten November 1827.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Herzoglich-Sachsen-Coburg und Gothaschen Ministerio, unterm 11ten November 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827, hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin den 27sten November 1827.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

77.

Convention entre la Hesse grand-ducale et le duché de Nassau, concernant les insinuations judiciaires, publiée à Darmstadt le 27 Novemb. 1827.

1827

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* Nr. 57. den 6. December 1827).

Unter Beziehung auf die Bekanntmachungen vom 5ten November 1817 und 9ten März 1822 (Nr. 134. der Grofsherzoglichen Zeitung vom Jahr 1817 und Nr. 11. des Grofsherzoglichen Regierungsblatts vom Jahr 1822) wird den Grofsherzoglichen betreffenden Behörden zur Nachachtung in vorkommenden Fällen andurch eröffnet, dafs nach einer von dem Herzoglich Nassauischen Staatsministerium erhaltenen Benachrichtigung, zur Empfangnahme der Ersuchungen um Insinuationen, anstatt des seither dazu bestimmten Nassauischen Ober-Appellations-Gerichts zu Wiesbaden, nunmehr die Herzoglichen Hof- und Appellations-Gerichte zu Wiesbaden und Dillenburg beauftragt und zugleich angewiesen worden sind, in den wohl seltenen Fällen, wo ein solches Ersuchungsschreiben der Grofsherzoglichen Gerichtsbehörden, aus Unbekanntschaft der Gerichtssprengel der Herzoglich Nassauischen Hofgerichte, an die incompetente Behörde gelangen sollte, von dieser ohne Weiteres an das competente Gericht abzugeben.

Darmstadt am 27ten November 1827.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

V. RICOUR.

78.

1827 *Déclarations entre la confédération Suisse et S. M. le roi de Danemarc concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration, datées du 10 Décembre 1827 et du 22 Février 1828.*

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 2. p. 205.)

A. *Eidgenössische Erklärung.*

Wir Bürgermeister und Staatsrath des Standes Zürich, als wirklicher Eidgenössischer Vorort, beurkunden hiemit, im Namen und nach der uns erklärten Zustimmung der XXII Stände der Schweiz:

Dafs zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Seiner Majestät dem König von Dänemark ein Freyzügigkeitsvertrag unter folgenden Bestimmungen eingegangen und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgang aus dem Gebiet der XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft in das Königreich Dänemark und in die Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg, oder aus dem Königreich Dänemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg in die XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, ohne allen Unterschied, ob sich solcher Vermögensausgang durch erlaubte Auswanderung, oder durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung, Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere Weise ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld,

welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen würden, als auch auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte, Korporationen, Gutsbesitzer, oder irgend einer andern Klasse von Privatberechtigten fliefsen würden. 1827

Art. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welche in dem einen oder in dem andern der kontrahirenden Staaten bey Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder allenfalls künftig eingeführt werden könnten, und welche auch von den im Lande bleibenden Staatsangehörigen ohne Rücksicht auf Vermögensexportation bezahlt werden müssen, sind hiedurch nicht aufgehoben.

Art. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der gegenwärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am Tage der Auswechslung der gegenseitigen, darüber auszustellenden Deklarationen pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken.

Zu dessen Urkund und Bekräftigung ist diese unsere Erklärung von dem Amtsbürgermeister des Standes Zürich, Presidenten der Tagsatzung und des Vororts, so wie von dem Eidgenössischen Kanzler unterzeichnet und mit dem Eidgenössischen Siegel versehen worden in Zürich den zehnten Christmonath Eintausend acht hundert sieben und zwanzig. (1827.)

Der Amtsbürgermeister,
President des Vororts und der Eidgenössischen Tagsatzung:

von Wyss.

Der Eidgenössische Kanzler:

Mousson.

1827 B. *Königlich Dänische Gegenerklärung.*

Wir Frederik der Sechste, von Gottes Gnaden König zu Dänemark, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, des Dithmarschen und zu Lauenburg, wie auch zu Oldenburg, — thun kund hiemit: dafs zwischen Uns und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Freyzügigkeitsvertrag unter folgenden Bestimmungen eingegangen und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Bey keinem Vermögensausgange aus Unserm Königreiche Dänemark und Unsern Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg in die XXII Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft, oder aus den XXII Kantonen der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Unser Königreich Dänemark und in Unsere Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, ohne allen Unterschied, ob sich solcher Vermögensausgang durch erlaubte Auswanderung, oder durch Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung, Kauf, Tausch, oder auf irgend eine andere Weise ergeben.

Art. II. Die Freyzügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliefsen würden, als auch auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche etwa in die Kassen der Städte, Märkte, Kämmereyen, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte, Korporationen, Gutsbesitzer, oder irgend einer andern Klasse von Privatberechtigten fliefsen würden.

Art. III. Diejenigen Abgaben jedoch, welche in dem einen oder in dem andern der kontrahirenden Staaten bey Kauf, Tausch, Erbschaften, Legaten oder Schenkungen eingeführt sind, oder allenfalls künftig eingeführt werden könnten, und welche auch von den im Lande bleibenden Unterthanen, ohne Rücksicht auf Vermögensexportation, bezahlt werden müssen, sind hiedurch nicht aufgehoben.

ART. IV. Die sämmtlichen Bestimmungen der gegenwärtigen Vereinbarung sollen sich auf alle am Tage der Auswechslung der gegenseitigen, darüber auszustellenden Deklarationen pendente und auf alle künftigen Fälle erstrecken. 1827

Urkundlich unter Unserm Königlichen Handzeichen und vorgedruckten Insiegel.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenzstadt Koppenhagen den 22. Februar 1828.

FREDERIK.

Graf VON SCHIMMELMANN.

Nota. Vorstehende Erklärungen sind am 12. Juny 1828 in Wien zwischen dem Geschäftsträger der Eidgenossenschaft am K. K. Hofe, Freyherrn von Effinger von Wildegg, und dem dortigen Königlich Dänischen Gesandten, Grafen von Bernstorff, in der Wohnung des Letztern gegenseitig ausgewechselt worden und — zufolge obstehendem §. IV — von bemeldtem Tag der Auswechslung an in Kraft und Wirklichkeit getreten.

79.

1827 *Convention d'amitié, de commerce et de navigation entre les Républiques libres et Anséatiques de Brème, Lubeck et Hambourg, et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Washington, le 20 Decembre 1827 et dont les ratifications ont été échangées à Washington le 2 Juin 1828.*

(Sur copie officielle).

La République et ville libre et Anséatique de Bremen, la République et ville libre et Anséatique de Lubeck, et la République et ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces Etats pour soi séparément) d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique d'autre part, désirant accorder plus de facilités à leurs relations commerciales et établir les privilèges de leur navigation sur les bases de la libéralité la plus étendue, sont convenus d'arrêter d'une manière claire, distincte et positive, par une Convention d'Amitié, de Commerce et de Navigation les règles qui doivent être observées entre Eux.

Pour atteindre ce but désirable, le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Bremen, le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Lubeck, et le Sénat de la République et ville libre et Anséatique de Hambourg ont muni de pleins-pouvoirs Vincent Rumpff, leur Ministre plénipotentiaire près les Etats-Unis d'Amérique, et le Président des Etats-Unis d'Amérique a muni de pleins-pouvoirs Henry Clay, leur Secrétaire d'Etat, lesquels, après avoir échangé leurs dits pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Les parties contractantes conviennent que toutes sortes de productions, manufactures ou mar-

79.

Convention d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, et les villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg, signeé à Washington le 20 Décbr. 1827 et dont les ratifications ont été échangées à Washington le 2 Juin 1828.

1827

(*Lappenberg Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg seit* 1814. Bd. 10. p. 108.)

The United States of America, on the one part, and the republic and free Hanseatic city of Hamburg, the republic and free Hanseatic city of Lubeck and the republic and free Hanseatic city of Bremen, (each state for itself separately), on the other part, being desirous to give greater facility to their commercial intercourse, and to place the privileges of their navigation on a basis of the most extended liberality, have resolved to fix, in a manner clear, distinct and positive, the rules which shall be observed between the one and the other, by means of a convention of friendship, commerce and navigation.

For the attainment of this most desirable object, the president of the United states of America has conferred full-powers on Henry Clay, their secretary of state; and the senate of the republic and free Hanseatic city of Hamburg, the senate of the republic and free Hanseatic city of Lubeck and the senate of the republic and free Hanseatic city of Bremen have conferred full-powers on Vincent Rumpff, their Minister plenipotentiary near the United States of America, who after having exchanged their said full-powers, found in due and proper form; have agreed to the following articles:

Art. 1. The Contracting Parties agree, that whatever kind of produce, manufacture or merchandize

1827 chandises, provenant de quelque pays étranger que ce soit, qui, de temps à autre, pourront être légalement importées dans l'une des dites Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg par leurs propres bâtimens, pourront aussi y être importées par les bâtimens des États-Unis, et qu'il ne sera imposé ni perçu sur le tonnage ou la cargaison du bâtiment d'autres ni de plus forts droits, soit que l'importation ait lieu par bâtimens de l'une des dites Républiques, soit par ceux des Etats-Unis: Et pareillement, que toutes sortes de productions, manufactures ou marchandises, provenant de quelque pays étranger que ce soit, qui, de temps à autre, pourront être légalement importées dans les Etats-Unis, par bâtimens des dits Etats, pourront également y être importées par les bâtimens des dites Républiques Anséatiques, et qu'il ne sera imposé ni perçu, sur le tonnage ou la cargaison du bâtiment, d'autres ni de plus forts droits, soit que l'importation ait lieu par bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre. Elles conviennent en outre que tout ce qui pourra être légalement exporté ou ré-exporté, pour quelque pays étranger que ce soit, par les bâtimens de l'une des Parties contractantes, pourra également en être exporté ou ré-exporté par ceux de l'autre Partie; et les mêmes droits, primes et remboursemens de droits seront perçus et alloués, soit que l'exportation ou la ré-exportation ait lieu par bâtimens de l'une des Parties, soit par ceux de l'autre. Il ne sera imposé, dans les ports de l'une des deux Parties, sur les bâtimens de l'autre aucuns droits ou charges, de quelque nature qu'ils puissent être, plus forts ou autres que ceux qui seront imposés dans les mêmes ports sur les bâtimens nationaux.

Art. II. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg des articles provenant du sol ou des manufactures des Etats-Unis, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis des articles provenant du sol ou des manufactures des dites Republiques, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou des manufactures de tout autre pays étranger. De même

of any foreign country can be, from time to time, 1827
lawfully imported into the United States, in their own vessels, may be also imported in vessels of the said free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck, and Bremen, and that no higher or other duties upon the tonnage or cargo of the vessel shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the United States, or of either of the said Hanseatic republics. And in like manner, that whatever kind of produce, manufacture or merchandize of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into either of the said Hanseatic republics, in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage or cargo of the vessel shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one party or of the other. And they further agree, that whatever may be lawfully exported or re-exported by one party in its own vessels, to any foreign country, may in like manner be exported or re-exported in the vessels of the other party. And the same bounties, duties and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation or re-exportation be made in vessels of the one party or of the other. Nor shall higher or other charges of any kind be imposed in the ports of the one party on vessels of the other, than are or shall be payable in the same ports by national vessels.

Art. II. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of any article, the produce or manufacture of the free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into either of the said republics of any article, the produce or manufacture of the United States, than are or shall be payable on the like article being the produce or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher

1827 il ne sera imposé par l'une des parties sur l'exportation de quelque article que ce soit, pour les Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg ou pour les Etats-Unis respectivement, d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou seront imposés sur l'exportation des mêmes articles pour tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou des manufactures des Républiques libres et Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg ou des Etats-Unis, à l'entrée ou à la sortie des ports des Républiques Anséatiques ou de ceux de l'autre Partie, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. III. Il ne sera accordé, ni directement ni indirectement, par l'une ou par l'autre des parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou par son autorité, aucune priorité ou préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de leurs Etats respectifs importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait transporté cette production, soit qu'il appartienne à l'une des parties, soit à l'autre, l'intention bien positive des deux parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. IV. En considération de l'étendue limitée des territoires des Républiques de Bremen, Lubeck et Hambourg et de l'intime liaison de commerce et de navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu que tout navire appartenant exclusivement à un ou plusieurs Citoyens de l'une ou des autres des dites Républiques et dont le capitaine sera aussi citoyen de l'une des dites Républiques, pourvu que les trois quarts de l'équipage se composent de Citoyens ou de Sujets d'une ou de plusieurs des dites Républiques ou d'un ou de plusieurs des Etats de la Confédération Germanique; le dit navire sera considéré, pour tous les objets de cette Convention, comme navire appartenant à Bremen, Lubeck ou Hambourg.

Art. V. Tout bâtiment ainsi que sa cargaison appartenant à l'une des Républiques Anséatiques de

duties or charges be imposed by either party on the 1827
exportation of any articles to the United States or to the free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck or Bremen, respectively, than such as are or shall be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed on the importation or exportation of any article, the produce or manufacture of the United States or of the free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the other party, which shall not equally extend to all other nations.

Art. III. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by any or either of the contracting parties, nor by any company, corporation or agent acting on their behalf, or under their authority, in the purchase of any article, the growth, produce or manufacture of their States, respectively, imported into the other, on account of or in reference to the character of the vessel, whether it be of the one party, or of the other, in which such article was imported, it being the true intent and meaning of the contracting parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

Art. IV. In consideration of the limited extent of the territories of the republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, and of the intimate connexion of trade and navigation subsisting between these republics, it is hereby stipulated and agreed, that any vessel, which shall be owned exclusively by a citizen or citizens of any or either of them, and provided three-fourths of the crew shall be citizens or subjects of any or either of the states of the confederation of Germany, such vessel, so owned and navigated, shall, for all the purposes of this convention, be taken to be and considered as a vessel belonging to Hamburg, Lubeck or Bremen.

Art. V. Any vessel together with her cargo, belonging to either of the free Hanseatic republics of

1827 Bremen, Lubeck et Hambourg et venant de l'un des ports des sus-dites Républiques aux Etats-Unis, sera considéré, pour tous les objets de cette Convention, comme venant de la République à laquelle il appartient, quoique dans le fait ce port ne soit pas celui d'où il aurait fait voile, et tout bâtiment des Etats-Unis ainsi que sa cargaison trafiquant directement ou successivement avec les ports de Bremen, Lubeck et Hambourg, sera placé, pour ces mêmes objets, sur le même pied qu'un bâtiment Anséatique et sa cargaison faisant le même voyage.

Art. VI. Il est en outre convenu que les négocians, capitaines de navires et autres Citoyens des deux parties pourront eux-mêmes diriger librement leurs propres affaires dans tous les ports et places soumis à la juridiction de chacune d'elles, tant pour ce qui a rapport à la consignation et à la vente en gros et en détail de leurs denrées et marchandises, que pour ce qui regarde le chargement, déchargement et expédition de leurs bâtimens, en se conformant aux lois, décrets et usages y établis auxquels les Citoyens de l'Etat sont assujettis: ils seront dans tous ces cas traités comme Sujets de la République dans laquelle ils résideront, ou du moins ils seront placés sur le même pied que les Citoyens ou Sujets de la nation la plus favorisée.

Art. VII. Les Citoyens de chacune des parties contractantes pourront disposer de leurs biens personnels dans les limites de la juridiction de l'autre par vente, donation, testament ou autrement, et leurs héritiers, étant Citoyens de l'autre partie, succéderont aux dits biens personnels, soit en vertu d'un testament, soit ab intestato, ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, et ils en disposeront à leur volonté en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits biens sont assujettis en pareille occasion. Et si, dans le cas de biens immeubles, les dits héritiers ne pouvaient entrer en jouissance de l'héritage à cause de leur qualité d'étrangers, il leur sera accordé un délai de trois ans pour en disposer à leur gré et pour en retirer le produit sans obstacle et exempt de tous droits de dé-

Hamburg, Lubeck and Bremen, and coming from 1827
either of the said ports to the United States, shall for all the purposes of this convention be deemed to have cleared from the republic to which such vessel belongs: although, in fact, it may not have been the one from which she departed; and any vessel of the United States and her cargo trading to the ports of Hamburg, Lubeck or Bremen, directly or in succession, shall, for the like purposes, be on the footing of a Hanseatic vessel and her cargo, making the same voyage.

Art. VI. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships and other citizens of both parties, to manage themselves, their own business, in all the ports and places, subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandize, by whole sale or retail, as with respect to the loading, unloading and sending of their ships; submitting themselves to the laws, decrees and usages there established, to which native citizens are subjected, they being in all these cases to be treated as citizens of the republic, in which they reside, or at least to be placed on a footing with the citizens or subjects of the most favored nation.

Art. VII. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise, and their representatives being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods, whether by testament or ab intestato, and they may take possession thereof, either by themselves, or others acting for them and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country, wherein said goods are, shall be subject to pay, in like cases: and if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance, on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years, to dispose of the same, as they may think proper and to withdraw the proceeds without mole-

1827 traction de la part des Gouvernemens des Etats respectifs.

Art. VIII. Les deux parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur protection spéciale aux personnes et propriétés des Citoyens de chacune d'elles, quelles que soient leurs occupations, qui pourraient se trouver dans les territoires soumis à leur juridiction, soit pour y voyager, soit pour y séjourner, leur accordant pleine liberté de recourir aux cours de justice pour leurs affaires litigieuses, aux mêmes conditions qui seront accordées par l'usage aux Citoyens du pays où ils se trouveront, et d'employer dans leurs procès, pour la défense de leurs droits, tels avocats, avoués, notaires, agens ou mandataires qu'ils trouveront convenable de choisir; et les dits Citoyens et leurs agens jouiront de la même liberté que ceux du pays d'assister aux décisions et sentences des tribunaux, dans tous les cas où ils s'y trouveront intéressés, ainsi qu'à l'examen des témoins appelés dans les dits procès.

Art. IX. Les parties contractantes désirant vivre en paix et harmonie avec toutes les nations de la terre, en observant envers chacune également une politique franche et amicale, s'engagent mutuellement à n'accorder aucune faveur particulière à d'autres nations, en fait de commerce et de navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre partie; et celle-ci jouira de cette faveur gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. X. La présente Convention sera en vigueur pendant douze ans à dater de ce jour, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des Gouvernemens des Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg d'une part, ou le Gouvernement des Etats-Unis d'autre part, aura annoncé à l'autre son intention de la terminer, chacune des parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés; et il est convenu entre elles qu'à l'expiration de douze mois après qu'une telle déclaration de l'une des parties aura été reçue par l'autre, cette Convention et toutes

station and exempt from all duties of detraction, on the part of the government of the respective states.

Art. VIII. Both the contracting parties promise and engage formally, to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in territories subject to the jurisdiction of the one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them, the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country in which they may be; for which they may employ in defence of their rights, such advocates, sollicitors, notaries, agents and factors, as they may judge proper, in all their trials at law, and such citizens or agents shall have as free opportunity, as native citizens, to be present at the decisions and sentences of the tribunals, in all cases which may concern them; and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited in the said trials.

Art. IX. The contracting parties desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favor to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.

Art. X. The present convention shall be in force for the term of twelve years, from the date hereof and further until the end of twelve months, after the government of the United States, on the one part or the free Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, or either of them, on the other part, shall have given notice of their intention to terminate the same, each of the said contracting parties, reserving to itself the right of giving such notice to the other, at the end of the said term of twelve years; and it is hereby agreed between them, that at the expiration of twelve months, after such notice shall have been received by either of the par-

1827 les stipulations y contenues, cesseront d'être obligatoires par rapport aux Etats qui donneront ou recevront cette déclaration: bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs des dites Républiques Anséatiques, à l'expiration de douze ans à dater de ce jour, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation proposée de cette Convention, la dite Convention restera néanmoins en pleine force et effet, par rapport à celle ou à celles des Républiques Anséatiques qui n'aura ou qui n'auront ni donné ni reçu cette déclaration.

ART. XI. La présente Convention étant approuvée et ratifiée par les Sénats des Républiques Anséatiques de Bremen, Lubeck et Hambourg et par le Président des Etats-Unis, par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits Etats, les ratifications en seront échangées à Washington, dans l'espace de neuf mois à dater de ce jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait par quadruplicata en la Cité de Washington, le vingt Decembre l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-sept, et le cinquante-deuxième de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

(*Signé*) V. RUMPFF.
H. CLAY.

Article additionnel au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les villes libres et Anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brème, signé à Washington le 4 Juin 1828.

(*Sammlung der Verordnungen der freien Hanse-Stadt Hamburg seit* 1814. Zehnter Bd. pag. 206 folg.).

Les républiques Anséatiques de Hambourg, Lubeck et Bremen et les Etats-Unis d'Amérique, désirant fa-

ties from the other, this convention and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine, as far as regards the states giving and receiving such notice, it being always understood and agreed, that, if one or more of the Hanseatic republics aforesaid shall, at the expiration of twelve years from the date hereof, give or receive notice of the proposed termination of this convention, it shall, nevertheless, remain in full force and operation, as far as regards the remaining Hanseatic republics or republic, which may not have given or received such notice. 1827

ART. XI. The present convention being approved and ratified by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate thereof and by the senates of the Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, the ratifications shall be exchanged at Washington within nine months from the date hereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we the plenipotentiaries of the contracting parties, have signed the present convention, and have, thereto, affixed our seals.

Done in quadruplicates, at the city of Washington, on the twentieth day of December, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and twenty seven, in the fifty-second year of the independence of the United States of America.

(*Signed*) H. CLAY.
V. RUMPFF.

Article additionnel au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les villes libres et Anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brème, signé à Washington le 4 Juin 1828.

(*Sammlung der Verordnungen der freien Hanse-Stadt Hamburg seit* 1814. Zehnter Bd. p. 206 folg.)

The United States of America and the Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, wis-

1827 voriser mutuellement leur commerce, en donnant dans leurs ports toute assistance nécessaire à leurs bâtimens respectifs, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de plus du suivant article additionnel à la convention d'amitié, de commerce et de navigation, conclue à Washington le vingt Décembre 1827, entre les parties contractantes.

Les Consuls et Vice-Consuls pourront faire arrêter les matelots faisant partie des équipages des bâtimens de leurs pays respectifs, qui auroient déserté des dits bâtimens, pour les renvoyer et faire transporter hors du pays. Auquel effet les dits Consuls et Vice-Consuls s'adresseront aux Tribunaux, juges et officiers compétens, et leur feront, par écrit, la demande des dits déserteurs, en justifiant, par l'exhibition des registres du bâtiment, ou rôle d'équipage, ou autres documens officiels, que les hommes faisoient partie des dits équipages. Et sur cette demande ainsi justifiée, sauf, toutefois, la preuve contraire, l'extradition ne pourra être refusée, et il sera donné toute aide et assistance aux dits Consuls et Vice-Consuls, pour la recherche, saisie et arrestation des sus-dits déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à leur réquisition et à leurs fraix, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé occasion de les renvoyer. Mais s'ils n'étoient renvoyés dans le délai de deux mois, à compter du jour de leur arrêt, ils seront élargis et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu, toutefois, que si le déserteur se trouvoit avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire, aura rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il étoit inséré, mot à mot, dans la convention signée à Washington le vingt Décembre 1827, et étant approuvé et ratifié par les sénats des

hing to favour their mutual commerce, by affording in their ports, every necessary assistance to their respective vessels, the undersigned plenipotentiaries have further agreed upon the following additional article to the convention of friendship, commerce and navigation, concluded at Washington on the twentieth day of December 1827 between the contracting parties. 1827

The Consuls and Vice-Consuls may cause to be arrested the sailors, being part of the crews of the vessels of their respective countries, who shall have deserted from the said vessels, in order to send them back, and transport them out of the country. For which purposes the said Consuls and Vice-Consuls shall address themselves to the courts, judges and officers competent and shall demand the said deserters, in writing, proving, by an exhibition of the registers of the said vessels or ships roll, or other official document, that those men were part of said crews; and on this demand being so proved (saving however where the contrary is proved) the delivery shall not be refused, and there shall be given all aid and assistance to the said Consuls and Vice-Consuls, for the search, seizure and arrest of the said deserters, who shall even be detained and kept in the prisons of the country, at their request and expence, until they shall have found opportunity of sending them back. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

It is understood, however, that if the deserter should be found to have committed any crime or offence, his surrender may be delayed until the tribunal, before which the case shall be defending, shall have pronounced its sentence, and such sentence shall have been carried into effect.

The present additional article shall have the same force and value, as if it were inserted, word for word, in the convention signed at Washington on the twentieth day of December 1827; and being approved and ratified by the President

1827 des républiques Anséatiques de Hambourg, Lubeck et Bremen, et par le président des Etats-Unis, par et avec l'avis et le consentement du sénat des dits Etats, les ratifications en seront échangées à Washington, dans l'espace de neuf mois à dater de ce jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article additionnel et y avons apposé nos sceaux.

Fait par quadruplicates, en la cité de Washington, le quatre Juin, l'an de grâce mil huit cent vingt-huit.

(*Signé*) H. Clay.

V. Rumpff.

of the United States, by and with the advice and 1827
consent of the Senate thereof, and by the Senates of the Hanseatic republics of Hamburg, Lubeck and Bremen, the ratifications shall be exchanged, in Washington, within nine months from the date hereof, or sooner if possible.

In faith whereof we the undersigned, by virtue of our respective full-powers, have signed the present additional article, and have thereto affixed our seals.

Done in quadruplicates, at the city of Washington, on the fourth day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and twenty eight.

(*Signed*) V. Rumpff.

H. Clay.

Verzeichniſs von Verlags-Büchern der Dieterichschen Buchhandlung.

Acta apostolorum ed. Heinrichs.

Aeliani, C., sophistae variae historiae libri XIV. ad optimarum editionum inprimis gronovianae et corayanae fidem edidit indiceque graeco-germanico instruxit C. F. Lüneman. 8. 1811. 18 Gr.

Allegoriae homericae, quae sub Heraclidis nomine feruntur, cum C. Gesneri versione latina. Iterum editae a N. Schow; accedit ejusdem commentatio critica in Stoicorum et Grammaticorum allegorias homericas, una cum adnotatione crit. in lectionem libelli. Praemissa epistola C. G. Heynii ad auctorem. 8. 1782. 16 Gr.

Anecdota ecclesiastica et latinitatis elegantioris. 8. 1763. 6 Gr.

Apocalypsin ed. Heinrichs. Part. I. II.

Apollodori Atheniensis bibliothecae libri III. Curis secundis recensuit C. G. Heyne. (Ad usum scholarum.) 8 maj. 1803.
Druckppr. 16 Gr.
Schreibppr. 20 Gr.

— — bibliothecae libri III. et fragmenta. Curis secundis illustravit C. G. Heyne. (Duo tomi, quorum unus textum, alter observationes continet.) 8 maj. 1803.
Druckppr. 4 Rthl. 12 Gr.
Schreibppr. 6 Rthl. 12 Gr.
Velinppr. 10 Rthl.

Aeschinis oratio in Ctesiphontem. In usum praelectionum recensuit E. C. F. Wunderlich. 8. 1810. 16 Gr.

Baldinger, E. G., historia mercurii et mercurialium medica. Libellus I et II. 8. 1783. 1785. 6 Gr.

Bauermeisteri, J. Phil., Commentarius in Sapientiam Salomonis librum Vet. Test. apogryphum. 8. maj. 1828.

Benecke, G. F., Beiträge zur Kenntniſs der altdeutschen Sprache und Literatur. Erster Band. Theil I. gr. 8. 1810.
Druckppr. 1 Rthl. 4 Gr.
Schreibppr. 1 Rthl. 10 Gr.

Auch unter dem Titel:

Benecke, G. F., Minnelieder, Ergänzung der Sammlung von Minnesingern.

Blumenbach, J. F., Abbildungen naturhistorischer Gegenstände. (Nebst Text.) 10 Hefte. gr. 8. geh. 5 Rthl. 12 Gr.
1s Heft 1827. 12 Gr.
2s — 1797. 12 Gr.

Blumenbach, J. F., Abbildungen naturhistorischer Gegenstände.
3s — 1827. 12 Gr.
4s — 1799. 12 Gr.
5s — 1800. 12 Gr.
6s — 1802. 12 Gr.
7s — 1804. 12 Gr.
8s — 1805. 12 Gr.
9s — 1809. 18 Gr.
10s — 1810. 18 Gr.
(In jedem Hefte sind 10 Abbildungen.)

— — — de quorundam animantium coloniis, sive sponte migratis sive casu aut studio ab hominibus aliorsum translatis, commentatio. 4 maj. 1823. 4 Gr.

— — — de anomalis et vitiosis quibusdam nisus formativi aberrationibus commentatio. (Cum figuris.) 4 maj. 1813. 6 Gr.

— — — Beiträge zur Naturgeschichte. (Mit Vignetten.) 2 Theile. 8. 1806, 1811. 1 Rthl. 2 Gr.
1r Theil, 2e Ausgabe. 1806. 12 Gr.
2r — 1811. 14 Gr.
Die 5 Chodowiecki'schen Vignetten (die verschiedenen Menschenvarietäten vorstellend) aus dem 1n Theile besonders abgedruckt 1790. 8 Gr.

— — — über den Bildungstrieb. (3e Auflage.) 8. 1791. 12 Gr.

— — — collectio craniorum diversarum gentium illustrata. (Cum figuris.) VI decades. 4 maj. 1790—1820. 3 Rthl. 8 Gr.
Decas Ima 1790. 12 Gr.
IIda 1793. 12 Gr.
IIIa 1795. 12 Gr.
IVa 1800. 12 Gr.
Va 1808. 16 Gr.
VIa 1820. 16 Gr.
(Decas Ima ist vergriffen.)

— — — collectio craniorum diversarum gentium illustrata, cum figuris. Decas VII. 4 maj. 1828. 16 Gr.

— — — commentatio de vi vitali sanguinis. 4 maj. 1788. 1 Gr.

— — — Handbuch der vergleichenden Anatomie. 3e verbess. u. vermehrte Auflage. Mit 8 Kupfern. gr. 8. 1824. 2 Rthl. 8 Gr.

— — — institutiones physiologicae. (Cum figuris.) Editio quarta auctior et emendatior. 8 maj. 1821. 1 Rthl. 18 Gr.

— — — introductio in historiam medicinae literariam. 8 maj. 1786. 1 Rthl. 4 Gr.

Castelli, E., lexicon syriacum ex ejus lexico heptaglotto seorsim typis describi curavit atque sua adnotata adjecit J. D. Michaelis. II partes. 4. 1788
Druckpapier 5 Rthl.
Schreibpapier 6 Rthl.

Catullus, C. Valerius, carmina ad optimorum librorum fidem recognovit varietatem lectionis indicesque adjecit C. J. Sillig. 8 maj. 1823. 1 Rthl 16 Gr.

Commentarii, novi, societatis regiae scientiarum Gottingensis. 8 tomi. Cum figuris. 4 maj. 1771 — 1778. 28 Rthl.
Tom. I. 1771; II. 1772; III. 1773; IV. 1774; V. 1775; VI. 1776; VII. 1777; VIII. 1778. à 3 Rthl. 12 Gr.
(Die frühere Sammlung ist Vandenhoeck et Ruprecht's Verlag).

Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis. 16 Vol. Cum figuris. 8 maj. 1779 — 1808. 38 Rthl. 12 Gr.
Vol. I. 1779; II. 1780; III. 1781; IV. 1782; V. 1783; VI. 1785; VII. 1786; VIII. 1787; IX. 1789; X. 1791; XI. 1793; XII. 1796; XIII. 1799; XIV. 1800; XV. 1804. à 3 Rthl. 12 Gr.
XVI. 1808. 6 Rthl.
(Hiervon werden auch einzelne Classen separat verkauft).
(Vol. VIum ist vergriffen.)

Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis recentiores. 5 Vol. Cum figuris. 4 maj. 1811—1823. 31 Rthl.
Vol. I. 1811; II. 1813; III. 1816; IV. 1820. à 6 Rthl.
Vol. V. 1823. 7 Rthl.

Commentationes societatis regiae scientiarum Gottingensis recentiores. Vol. VI. cum figuris. 4 maj. 1828.

Cononis narrationes quinquaginta et Parthenii narrationes amatoriae. 8. 1798. 16 Gr.
„Parthenii narrationes" einzeln 6 Gr.
(„Cononis narrationes" sind nicht besonders abgedruckt.)

Corpus juris civilis codicibus veteribus manuscriptis et optimis quibusque editionibus collatis recensuit G. C. Gebauer et post ejus obitum editionem curavit G. A. Spangenberg. 2 tomi. 4 maj. 1776, 1797. 12 Rthl.

Demosthenis oratio pro corona. In usum praelectionum recensuit E. C. F. Wunderlich. Editio tertia emendatior. 8 maj. 1825. 16 Gr.

Diruf, C. J., Ideen zur Naturerklärung der Meteor- oder Luftsteine. 8. 1805. 12 Gr.

Eichhorn, J. G., commentarius in apocalypsin Joannis. 2 Voll. 8. 1791. 2 Rthl.

— — marmora palmyrena explicita. 4 maj. 1827. 12 Gr.

Epistolarum pontificum romanorum a S. Clemente I. usque ad S. Leonem M. tomus primus, continens epistolas a S. Clemente I. usque ad S. Xystum III. ex recensione P. Constantii cum ejusdem admonitionibus et selecta annotatione. Curavit aliorumque nonnullas et suas animadversiones addidit C. T. G. Schönemann. 8 maj. 1796. 2 Rthl. 12 Gr.

Epistolas catholicas ed. Pott. 2 Fascl.

Fiorillo, J. D., Beschreibung der Gemäldesammlung der Universität zu Göttingen. gr. 8. 1805. 7 Gr.

Marx, K. F. H., Göttingen in medizinischer, physischer und historischer Hinsicht. gr. 8. 1824. geh. 1 Rthl. 18 gr.

— — — die Lehre von den Giften, in medizinischer, gerichtlicher u. polizeylicher Hinsicht. 1r Band. 1e Abthl. gr. 8. 1827. 1 Rthl. 6 Gr.

— — — 2r Bd. 2e Abthl. gr. 8. 1829 2 Rthl. 6 Gr.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS

continué par

FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VII. Seconde Partie.

1824 — 1828 *incl.*

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1830.

80.

Traité de limites entre l'Hanovre et le royaume des Pays-Bas, signé à Meppen le 2 Juillet 1824. et ratifié par l'Hanovre le 24 Septembre de la même année. 1824

(*Sur copie officielle.*)

Nachdem Seine Majestät der König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland, auch König von Hannover und Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc. etc.

Und Seine Majestät der König der Niederlande, Prinz von Oranien Nassau, Grofsherzog von Luxemburg etc. etc. etc.

zu mehrerer Befestigung der zwischen beiden Königreichen von Hannover und der Niederlande so glücklich bestehenden aufrichtigen Freundschaft und zur Erhaltung der Ruhe an der Grenze es nöthig erachtet haben, diese auf der ganzen Linie, wo beide Reiche sich berühren, zu berichtigen und festzusetzen, zugleich auch die zwischen den angrenzenden Unterthanen wegen gegenseitiger Verhältnisse hier und da obschwebenden Streitigkeiten möglichst zu schlichten, so wie endlich in Betreff der Grenzabwässerungs-Anstalten die für beide Staaten zweckdienlichsten Bestimmungen zu treffen, und in dieser Absicht Commissarien zu ernennen und zu bevollmächtigen geruhet haben, als

Seine Majestät der König von Hannover etc. Allerhöchst Ihren Regierungsrath den Doctor der Rechte Conrad Ferdinand Friedrich von Pestel-Bruche, Ritter des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens,

1824 Ihren Landrath den Doctor der Philosophie Clamor Ernst Georg Victor Freyherr von dem Bussche-Hünnefeld, und Ihren Wasserbau-Inspector Otto Diedrich Christian Friedrich Reinhold;

Und Seine Majestät der König der Niederlande etc. die Herren Maximilian Jacob De Man, Directeur der Kriegsarchive und des topographischen Bureaus, Ritter des Militair-Wilhelm-Ordens dritter Classe, Commandeur des Niederländischen Löwen-Ordens und Ritter des Preufsischen rothen Adler-Ordens, zweiter Classe; Dr. Albertus Sandberg, Mitglied der deputirten Staaten der Provinz Overyssel; Dr. Heinrich Guichart, Mitglied der deputirten Staaten der Provinz Groningen und Dr. Johann Lindhorst Homann, Mitglied der deputirten Staaten der Provinz Drenthe;

so sind diese Commissarien, nach gegenseitiger Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer höchst gebietenden Committenten über folgende Puncte mit einander übereingekommen:

Art. I. Bei der gegenwärtigen Regulirung und Bestimmung der Grenzen sind diejenigen Rezesse, welche unterm 16ten Mai 1548, 1ten Aug. 1659, 18ten Mai 1778, 1ten April und 3ten Septbr. 1779 und 26ten August und 9ten Septbr. 1801 über die Grenzen zwischen der Hannoverschen Grafschaft Bentheim und den Niederländischen Provinzen Overyssel und Drenthe, und unterm 27ten Octobr. und 10ten Novbr. 1764, den 11ten und 29ten Octobr. 1784 über die Grenzen zwischen dem Hannoverschen Kreise Meppen und den Niederländischen Provinzen Groningen und Drenthe, so wie die unterm 24ten Juni 1636, 14ten März 1700, 28ten Aug. und 2ten Novbr. 1706 und 26ten Janr. 1723 über die Grenzen zwischen der Hannoverschen Provinz Ostfriesland und der Niederländischen Provinz Groningen abgeschlossen worden, zu Grunde gelegt; Da indessen diese Verträge theils die Grenze auf mehreren Puncten entweder überhaupt nicht angeben, oder doch nicht genau genug bestimmen, theils hinsichtlich der Grenzabwässerungen keine genügende Bestimmungen enthalten, so sind diese Mängel durch gegenwärtigen Tractat ergänzt worden, damit so wenig über den

einen, als andern Gegenstand ferner Irrungen Statt 1824
finden.

Uebrigens sollen alle in den gedachten Verträgen enthaltenen Bestimmungen, in so weit dieselben durch den gegenwärtigen Tractat weder im allgemeinen, noch besonders abgeändert und aufgehoben sind, ihre volle Kraft behalten.

Art. II. Die bisherigen Privatgerechtsamen der beiderseitigen Grenzbewohner auf dem einen oder andern Staatsgebiethe, — sie mögen sich auf die im ersten Artikel angezogenen Grenz-Rezesse, oder auf sonstige Privat-Verträge, Besitz und Herkommen gründen, — sollen, in so fern selbige durch gegenwärtigen Tractat nicht besonders regulirt und festgesetzet worden, den Betheiligten vor wie nach verbleiben.

Art. III. Sobald die Grenzsteine, nach Statt gehabter Ratification des gegenwärtigen Tractats, gesetzet sein werden, soll eine durch beiderseits ernannte Geometer verfertigte topographische Grenzkarte, so wie eine topische Beschreibung der Grenzen mit den erforderlichen Croquis, worauf alle Grenzsteine, derselben Entfernungen und Winkel genau verzeichnet sind, durch beiderseitige Herren Commissarien ihren respectiven Gouvernements überreicht, inmittelst aber zur Erläuterung des gegenwärgen Tractats diesem eine, nach einem kleineren Maafsstabe gezeichnete, topographische General-Charte beigefügt werden.

Art. IV. Da, wo die Grenzlinie Gebäude durchschneidet, soll das ganze Gebäude der Landeshoheit desjenigen Staats unterworfen sein, in welchem der gröfste Theil desselben belegen ist;

Desgleichen soll die Grenzlinie, wo selbige unmittelbar an Wohnhäusern belegene Gärten durchschneidet, so um den Garten herumgezogen werden, dafs auch dieser zu dem Territorio gehöret, wozu das Haus gerechnet wird, so wie endlich, wenn die Grenzlinie zwischen Wohnhäusern und den nahe daran belegenen Nebengebäuden, oder Scheunen hergehet, sollen letztere hinsichtlich der Landeshoheit zu demjenigen Staate gehören, in welchem die Wohnhäuser belegen sind.

1824 Alle Fälle, wo obige Bestimmungen zur Anwendung kommen, sollen bei Setzung der Grenzsteine in der topischen Grenzbeschreibung besonders nahmhaft gemacht, wie auch auf den Charten bemerkt werden, ob das von der Grenze durchschnittene Wohnhaus oder Gebäude Hannoversch oder Niederländisch sey.

Art. V. Nach erfolgter Ratification des gegenwärtigen Tractats, dürfen weder von Corporationen, noch von Privat-Personen des einen oder andern Staats, Gebäude näher als Einhundert Rheinländische Ruthen, oder Dreihundert sechs und siebenzig Niederländische Ellen und sieben Palmen, an der Grenzlinie erbauet werden.

Durch obige Bestimmung jedoch soll keinesweges das Hoheitsrecht beider Gouvernements überall an der Grenzlinie, wo selbige es künftig nöthig erachten mögten, Staatsgebäude anzulegen und Vertheidigungs-Anstalten jeder Art zu treffen, beschränkt werden.

Art. VI. Da, wo es zwischen angrenzenden Gemeinden beider Reiche hergebracht ist, das Vieh ductu naturae, oder ohne Hirten weiden zu lassen, soll dasselbe, wenn es widerrechtlich die Grenzlinie, wenn dieselbe zugleich Markengrenze ist, übertreten und nicht weiter wie funfzig Rheinländische Ruthen, oder Einhundert acht und achtzig Niederländische Ellen und vier Palmen, von der Grenze entfernt sein möchte, nicht geschüttet werden dürfen, sondern in diesem Fall soll es den Betheiligten nur erlaubt sein, das übergetretene Vieh wieder über die Grenze zurückzutreiben, ohne dasselbe zu jagen, oder zu hetzen.

Diese Bestimmung aber soll weder auf cultivirte, oder eingefriedigte Gründe, noch dann anwendbar sein, wenn das Vieh durch einen Hirten gehütet wird, oder auch, wenn dasselbe, dem zwischen einigen Gemeinden bestehenden Herkommen gemäfs, gar nicht über die Grenze kommen darf.

In diesen Fällen bleibt es den Betheiligten unbenommen, das übergetretene Vieh zu schütten und das landesübliche Schüttegeld zu fordern.

Art. VII. Den Grenzbewohnern, deren Eigenthum theils diefs- theils jenseits der Grenzen belegen ist, soll eine völlig freie Communication mit solchen Grundstücken, in soweit es zum Betriebe ihrer

Landwirthschaft nöthig ist, vorbehalten sein; mithin 1824
können die Besitzer solcher Grundstücke, Mist, Stroh, Streue und sonstigen Dünger für den Anbau ihrer Felder, so wie eine jede Art Feld-, Garten- und Baumfrüchte aus und einführen, ohne dafs sie irgend einer Zoll- sei es Ein- oder Ausfuhr, Transito oder andern derartigen Abgaben unterworfen werden können. Sie brauchen blos durch Atteste ihrer Ortsbehörde nachzuweisen, dafs sie jenseits der Grenzen ein Eigenthum besitzen und anbauen, dürfen sich aber den Besichtigungen und Durchsuchungen der Zoll- und Steuer-Aufseher, oder anderer zur Verhütung der Defraudation gesetzlich angestellten Officianten nicht entziehen; diese dagegen sind nur befugt, auf ihrem resp. Gebiethe Visitationen anzustellen.

Art. VIII. In sofern durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Tractats einige Gebäude und sonstige Grundstücke zu einer andern Oberherrschaft übergehen mögten, als wozu sie bisher gehört haben, so sollen die Staats-Abgaben, welche gegenwärtig von derartigen Parceelen entrichtet werden, zwar für das Jahr Eintausend achthundert fünf und zwanzig zum Vortheil des bisherigen Landesherrn fortwähren, vom ersten Januar Eintausend achthundert sechs und zwanzig ab an aber diese Parceelen blos von dem Gouvernement besteuert werden, dessen Oberherrschaft selbige sodann unterworfen sind.

Art. IX. Wo die Grenzlinie Gründe durchschneidet, welche entweder zu Hannoverschen eigenbehörigen Colonaten, oder zu Niederländischen hoffhörigen Erben gehören, soll hinsichtlich deren gegenwärtigen Verhältnisse zu ihrem Gutsherrn keine Veränderung eintreten.

Art. X. Die Hannoversche Niederländische Grenze, von der Grafschaft Bentheim und der Provinz Overyssel angerechnet, fängt in der Gegend des sogenannten Welperveen, oder Heer an, woselbst sich das Hannoversche, Niederländisehe und Preufsische Gebieth bei dem Puncte, Dreiland genannt, vereinigt und wo jetzt ein mit der Jahreszahl 1659 bezeichneter Grenzstein steht.

Von hier an läuft die Grenze in grader Linie und nordwestlicher Richtung nach dem auf dem soge-

1824 nannten Marxplatze stehenden, mit obiger Jahrszahl und dem Bentheimischen und Burgundischen Wappen bezeichneten Grenzstein; sodann in mehr nördlicher, immer grader Richtung nach dem am nördlichen Fufse des sogenannten Paaschbülts, oder Scherpenbergs stehenden alten Grenzsteine: von diesem weiter durch des Hannoverschen Coloni Verbecken neuen Kamp und die Gemeinheit unfern der Dinkel östlich dieses kleinen Flusses nach dem in einem Eichenbusche stehenden alten, mit dem Bentheimischen und Burgundischen Wappen, jedoch mit keiner Jahreszahl versehenen Grenzstein.

Obschon der in dieser Gegend nach Verbecken Hofe führende Weg der Länge nach von der Grenzlinie zum Theil durchschnitten wird, so soll derselbe doch ganz Hannoversch bleiben.

Von dem obgedachten Steine geht die Grenze weiter in grader Linie bis zu einem Puncte am rechten Ufer der Dinckel, welcher zehn Ruthen Rheinländ. oder sieben und dreifsig Niederl. Ellen und sieben Palmen, rückwärts oder südwärts von dem in Gegenwart der Commissarien in der Richtung der angeblichen Markengrenze zwischen der Hannoverschen Gemeinde Gildehaus und der Niederländischen Gemeinde Losser eingegrabenen Kreutze in das rechte Dinkel-Ufer fällt, dergestallt, dafs zwischen beiden angegebenen Puncten auf zehn Ruthen Rheinl. oder sieben und dreifsig Niederl. Ellen und sieben Palmen, Distance die Dinkel gemeinschaftlich bleibt und der Thalweg, oder die Mitte derselben die Landesgrenze daselbst bildet.

Diese geht dann weiter von diesem letzten in der Verlängerung der gedachten Markengrenze auf das rechte Dinkel-Ufer fallenden Puncte in grader Richtung auf einen andern, bei dem alten Hausplatze des Hannoverschen Coloni Overink, in einer Entfernung von vierzehn Rheinl. Ruthen, oder zwei und funfzig Niederl. Ellen sieben Palmen, vom Mittelpuncte der jetzigen steinernen Pütte, oder des Brunnens des gedachten Coloni, rück- oder westwärts nach der Dinkel hin festgesetzten Punct.

Von hier läuft die Grenze weiter in grader Richtung nach einem mit der Jahreszahl 1659, dem Bentheimischen Wappen und Burgundischen Kreutze be-

zeichneten Grenzsteine, welcher auf einer Anhöhe 1824
steht, woselbst ehemals der Twentische Galgen gestanden hat, und ferner in grader Richtung auf drei Fuſs Rheinl. oder neun Niederl. Palmen westlich von dem daselbst noch vorhandenen Pfahl des ehemaligen Bentheimschen Galgen; Sodann in grader Linie durch die Haide auf einen alten Grenzstein, bezeichnet wie die vorigen, welcher an der westlich hervorspringenden Ecke des sogenannten Mersmans alten Kampe steht. Ferner gerade durch die Haide und des Hannoverschen Eingesessenen Kocks Gründe auf einen an beiden Seiten mit dem Bentheimischen Wappen versehenen Grenzstein westlich an der Bentheimschen Landwehr, welche Landwehr Hannoversches Territorium bleibt; Sodann westlich dieser Landwehr entlangs bis da, wo diese auf die südliche Ecke des Veenkamp stöſst; Dann an der Ostseite des Walles dieses Kamps her, und dann wieder westlich der Landwehr entlangs, bis an die westliche Ecke des Holtherms Kamps, von wo die Grenzlinie an der Westseite des Walligrabens der Hannoverschen Eingesessenen Holtherms, Piepers und Egberts Mathen herläuft bis auf den Grenzstein, welcher an der westlichen Ecke der benannten Egberts Mathe steht, und mit dem Bentheimischen und Burgundischen Wappen, ohne Jahreszahl bezeichnet ist.

Von diesem Steine geht die Grenze in grader Richtung auf den, an der einen Seite mit dem Bentheimischen Wappen und an der andern Seite mit dem Worte Twente bezeichneten Stein bei der sogenannten Sonnentelge, einem alten Eichen-Baume, welcher auf Hannoverschem Gebiethe steht; Sodann durch das Haidfeld gradezu auf den auf einem kleinen Hügel, dem sogenannten Bergesken, auf den Kopf stehenden Stein, von welchem die Grenzlinie in einem rechten Winkel östlich nach dem Hannoverschen Territorio um drei Ruthen Reinl. oder eilf Niederl. Ellen und drei Palmen, einspringt, nemlich bis zur Mitte des gleich am Fuſse dieses Hügels östlich seinen Anfang nehmenden sogenannten Rammelhaarweges, welcher gemeinschaftlich zwei und dreiſsig Rheinl. Fuſs, oder zehn Niederl. Ellen, breit sein und an beiden Seiten mit Steinen abgesetzet werden soll. Von dem auf diese Entfernung zu setzenden Steine läuft die

1824 Grenzlinie der Mitte des genannten gemeinschaftlichen Rammelhaarweges in grader Linie entlangs auf einen Piquetpfahl, welcher gegenüber der Einfahrt zu des Hannoverschen Coloni Zwartkamps Wohnung auf zehn Ruthen Reinl. oder sieben und dreifsig Niederl. Ellen und sieben Palmen westlich von dessen Kamps-Ecke an der linken oder Nordseite derselben Einfahrt eingeschlagen ist, woselbst dem benannten Wege eine solche Richtung wird gegeben werden, dafs die Mitte desselben auf vier und einer halben Ruthen Reinl. oder sechszehn Niederl. Ellen und neun Palmen, von der südwestlichen Ecke des Hannoverschen Coloni Hagelskamp Kampes westlich fällt, von wo aus sich solcher weiter auf den Mittelpunct zwischen der südöstlichen Ecke des im Niederländischen belegenen sogenannten Vofs Kamps und der Scheidung zwischen den Hannoverschen Colonen Hagelskamp und Kalters sive Rademakers Kämpen richtet, welcher Mittelpunct circa vier und einer halben Ruthen Rheinl. oder sechszehn Niederl. Ellen und neun Palmen, von der erwähnten südöstlichen Ecke des Vofs Kamps belegen ist. Von diesem Puncte soll die Mittellinie des Weges auf den jetzt bestehenden westlichen Graben des Kalters sive Rademakers Kamp, und zwar auf einer Distanz von dreifsig Ruthen Rheinl. oder Einhundert dreizehn Niederl. Ellen, von der hervorspringenden nordwestlichen Ecke des letztbenannten Kamps, rück- oder südwärts ab an gemessen, gezogen, und die erwähnte Mittellinie von diesem Puncte ferner dergestalt dirigirt werden, dafs dieselbe in nördlicher und grader Richtung auf fünf und zwanzig Ruthen Rheinl. oder vier und neunzig Niederl. Ellen und zwei Palmen, Abstand von dem östlich des Schlagbaums vor Katters Kamp eingeschlagenen Piquetpfahle in das Alignement des übrigen Theiles des festgesetzten Rammerhaarweges fällt, und sich dann damit vereinigt.

Durch diese Bestimmung wird also, nach Abzug der Breite des halben Weges, höchstens ein Dreieck von der nordwestlichen Ecke des Katters sive Rademakers Kamp abgeschnitten werden, welches zwei und einer halben Ruthen Reinl. oder neun Niederl. Ellen vier Palmen, zur Höhe und dreifsig dergleichen Ruthen, oder Einhundert dreizehn Niederl. Ellen, Basis hat, und zum Niederländischen Gebiethe ge-

hört. Diese Richtung soll bei der Setzung der Grenz- 1824
steine näher angegeben werden.

Das vorbenannte Alignement, oder die Mittellinie des Weges wird durch den so eben bemerkten, auf fünf und zwanzig Ruthen Rheinl. oder vier und neunzig Niederl. Ellen zwei Palmen, nordwärts des Schlagbaums vor Kalters sive Rademakers Kamp eingeschlagenen Piquetpfahl, so wie durch den auf zwei Ruthen Rheinl. oder sieben Niederl. Ellen fünf Palmen, westlich von der südlichen Ecke des Hannoverschen Colonen Schütte oder Schütmans Kamp angenommenen Punct bestimmt, und fällt sodann in den vorbenannten Schütmans Kamp bereits bestehenden Weg, welcher von da bis zum Steine Nr. 11. im Walle des dem Hannoverschen Colono Rammelkamp zugehörigen Twenterkamp an dem Rammelbache, ebenfalls begradigt werden soll, dergestallt, dafs die Mittellinie des Weges auch bis dahin die Grenze bildet.

Art. XI. Der Gebrauch des hier vorbeschriebenen gemeinschaftlichen Rammelhaarweges soll für die Eingesessenen beider Staaten, sowohl in commercieller, als sonstiger Hinsicht, frei und unbehindert sein und bleiben.

Art. XII. Von dem im Art. X. zuletzt gedachten Steine an dem Rammelbache läuft die Grenze zufolge des am 1sten April und 3ten Septbr. 1779 zwischen der Grafschaft Bentheim und der Provinz Overyssel abgeschlossenen Vergleichsrecesses auf die dem gemeinschaftlichen Rammelbache entlangs vorhandenen Steine Nr. 10. 9. 8. 7. 6. 5. 3. 2., und 1. Dieser letzte Stein steht am Ende des Rammelbaches, an der östlichen Ecke des Strootmans Kampes.

Es ist aber hierbei zu bemerken, dafs, von dem Steine Nr. 7. an, die Grenze nicht dem seitdem oben angezogenen Convenant grade durchgegrabenen Rammelbache bis an Wolfs Kampe entlangs laufe, sondern sich nach dem alten, noch sichtbaren Laufe des Rammelbaches östlich in Rammelkamps Heuberge wendet, worin sie drei Wendungen macht, die ein kleines Viereck bilden und dann in Rammelkamps Heuberge sich wieder an den Punct schliefst, wo der neu durchgegrabene Rammelbach zwischen Wolfs

1824 Kamp und Rammelkamps Heuberge in den alten beibehaltenen und ferner die Grenze bildenden Bach wieder fällt.

Art. XIII. Die in dem angezogenen Vergleichsrezesse vom Jahre 1779 festgesetzte jährliche Besichtigung die Landesgrenze vorbeschriebenermaafsen bildenden Rammelbaches, soll fernerhin am ersten Montage im Monat September jeden Jahres von den beiderseitigen betreffenden Ortsobrigkeiten vorgenommen und von denselben für die Aufräumung des Baches durch die betreffenden beiderseitigen Commünen gesorgt werden, auch diese in ihrer Gegenwart geschehen.

Art. XIV. Von dem Steine an der östlichen Ecke des Strootmans-Kampes läuft die Grenze weiter in grader Linie auf einen Kieselstein, in der Nähe des sogenannten Fuhlen-Deiches, oder Weges von Nordhorn nach Ootmarsum belegen; Sodann queer über diesen Deich oder Weg in grader Richtung auf einen Kieselstein östlich des dabei belegenen sogenannten Bergs-Venne, welcher Stein auch angeblich zugleich der Scheidestein zwischen Frensdorf, Brecklenkamp und Lattrup ist; Von hier durch das Haidfeld gradezu auf eine Kreuzkuhle im sogenannten Waterings-Pool, ehemals Wateringer Blanke, auch Tibben-Pool genannt, woselbst ein Pfahl steht; dann auf einen Ort im Venne, die Plesche oder Vledder genannt, in grader Linie durch das Haidfeld, und weiter durch eine alte Kreuzkuhle nördlich des Weges von Frenswegen grade auf den sogenannten Scheidebült, worauf ein Sand-Stein ohne Jahreszahl und Merkzeichen steht, welcher angeblich zugleich die Markenscheidung zwischen den Hannoverschen Bauerschaften Frensdorf und Grasdorf und der westlich belegenen Niederländischen Bauerschaft Brecklenkamp, so wie der Scheidpunct zwischen der Ober- und Niedergrafschaft Bentheim ist.

Von diesem Steine weiter in grader Linie durch das Haidfeld auf einen Hügel, westlich eines Wasserpfuhls, Pispot genannt, belegen; Von hier in derselben Richtung auf eine nördlich belegene Kreuzkuhle, bei einem jetzt daselbst befindlichen Wacholder-Strauche; ferner grade auf einen andern Punct an der Ostseite des Weges welcher dem Grünlande, dem sogenannten Brecklenkamper-Schiephorst, entlangs läuft;

Sodann in grader Linie auf einen Punct in der Richtung auf die sogenannte Kalverlage zu, welcher an der Grasdorfer Schiphorst und südöstlich von der Ecke des Kalverlagen-Kamps, das neue Land genannt, liegt, von wo die Grenze durch das Haidfeld in grader Richtung und nach Westen hin sich drehend, hart an den sogenannten runden Bült nordwestlich entlangs läuft, in der Richtung auf die Scheune des Bentheimschen Coloni Bucht bis am kleinen Brecklenkamper Eichelkamp an der Ostseite von Buchtshede oder Wall; dann dieser Hede oder Walle, welche auf Hannoverschem Gebiethe, belegen, entlangs bis an obgedachte Buchts-Scheüne. 1824

Art. XV. Die vorbeschriebene Territoriallinie vom Scheidebült an, bis zur Buchtsscheüne ist zugleich zur Marckenscheidung zwischen der Hannoverschen Bauerschaft Grasdorf und der Niederländischen Bauerschaft Brecklenkamp, nach Anhörung der beiderseitigen Interessenten, für immer angenommen und festgesetzet worden, so wie dieselbe als solche hierdurch angenommen und festgesetzt wird.

Art. XVI. Da der auf der Grenze wohnende Hannoversche Colon Bucht mit seinem Vieh und Acker-Fuhrwerke zu seinen auf Hannoverschen Gebiethe belegenen Aeckern und Wiesen nicht gelangen kann, ohne das Niederländische Gebieth damit zu betreten, wozu derselbe auch immer berechtigt gewesen ist, so soll ihm von seiner Scheüne an bis zu dem östlich des im Art. XIV. erwähnten Brecklenhamper Eichelkampes belegenen Schlagbaume in seiner Hecke, woran die Grenzlinie südöstlich hergehet, ein Weg von zwanzig Rheinl. Fuſs Breite über die Territoriallinie, oder sechs Niederl. Ellen und zwei Palmen, und von funfzig bis sechzig Ruthen Rheinl. oder Einhundert acht und achtzig bis zweihundert sechs und zwanzig Niederl. Ellen, Länge ferner verbleiben.

Art. XVII. Von Bucht-Scheüne geht die Grenzlinie auf einen Piquetpfahl an des Niederländischen Colonen Rottmann, auf Hannoverschen Gebiethe belegenen Backhause südöstlich her; von da auf den Weekebrook, über ein Grundstück, die Horst genannt, circa anderthalb Rheinl. Ruthen, oder fünf Niederl. Ellen und sechs Palmen, nordwestlich vom

1824 Aussengraben; Ferner auf einen Pfahl, circa zwölf Ruthen Rheinl. oder fünf und vierzig Niederl. Ellen und zwei Palmen, südöstlich des Lagischen Colonen Waaners Hause im Felde; dann auf eine kleine Brücke oder Bolle, östlich des Hannoverschen Colonen Broockhaus, von da auf einen Punct im sogenannten Küpersfeld, weiter auf einen engen Fahrweg, genannt die ruwe-Steege, da wo selbiger sich krümmt, nahe bei dem Schlagbaum des Küpers Feld, und endlich von da in grader Richtung über den alten Hausplatz oder Garten des Coloni Seisen und über einen Schlagbaum oder Heck bei Maatmanns Heüerhause auf den Schornstein des Hannoverschen Colonen Maatmanns Wohnhauses.

Von hier in grader Richtung auf das sogenannte Spiek, auch Dinkel Funder genannt; Sodann grade durch die Gründe der Colonen Drost von Hesingen und Fuhlmann über des Niederländischen Colonen Rupen Hoff bis zum Schlagbaum daselbst; Ferner in grader Linie zwischen dem Haller und Hesinger Felde her durch einen Kamp des Coloni Warsmann zu Halle, das Warsing Eyland genannt; weiter durch die Hesniger Gemeinheit auf einen Stein, ohne Zahl und Zeichen, der im Walle einer Wiese, die Pferde Mathe genannt, am Wege von Ulsen nach Ootmarsum steht. Von diesem Steine in grader Richtung durch Holthues Grundstücke und durch das Hallerfeld, so wie des Colonen Schadebusch Gründe bei dessen Hause über den alten Hausplatz auf den Teich, oder Wasserpfuhl desselben: Sodann in nemlicher Richtung durch das Hesniger Feld auf den sogenannten Fischteich des Schulzen zu Nielingen.

Von hier weiter in westlicher Richtung durch die Grundstücke des gedachten Schulzen und das Pferdefeld grade nach dem Steine auf dem sogenannten Paalbütte, oder Pfahlberge, und dann in nördlicher Richtung, so wie westlich des Hauses des Coloni Pauss Westerhoff her gradezu über einen Hügel der Galgenbült oder Galgenberg genannt, auf den Stein am sogenannten Brandbült stehend, in der Nähe der sogenannten Manderströhe, auch Manderkamp genannt; Sodann in westlicher Richtung durch das Haidfeld und nördlich an Feldküpers Kamp her auf einen Kieselstein, oder an Veddeler Ströhe oder Kamp,

nördlich von Mander Ströhe oder Kamp befindlich 1824
ist; von hier in grader und zwar westlicher Richtung durch das Haidfeld, welches südlich der Grenze die Wagenbüsche heifst, auf einen Stein ohne Merkzeichen im Felde, am Wege nach Almelo ohnweit Gotjan; Ferner in grader Linie durch das Haidfeld, die Manderkante und das Manderfeld genannt, so wie queer durch die Wege von Almelo nach Getelo, von Getelo nach Mandern und den Dwarswenne-Weg auf einen Stein in der Topfhaide, auch Stein in den Geteler Rüen genannt, und dann in nemlicher Richtung auf einen Stein an der Mander Hundegräfte.

Der nächste Stein, worauf die Grenze grade zugehet, findet sich an der Dwarsbecke, oder Kattenunlande, auch Kummerkamp genannt, und von hier läuft selbige auf einen Stein bei den sogenannten Geteler-süsen, oder alten Weitzen Lande, mitunter auch Kummerkamp genannt: Sodann auf einen Stein im Heidenhoek am Scholten Kampe, oder südlich Schüürmanns, oder Herings Kampe, hinter Brinks Mathe stehend, weiter in grader Richtung nordwestlich an den Eldersgraben her, auf den Punct, wo der gedachte Graben die Gottersbeche durchschneidet, und von da gradezu auf den Stein auf dem sogenannten Müntjes-Berge.

Art. XVIII. Ingefolge des bereits angezogenen Grenz-Recesses vom 1ten April und 3ten Septbr. 1779 geht die Grenzlinie vom vorbesagten Steine auf den Müntjes-Berge in grader Linie nach dem folgenden Stein, welcher neben der südlichen Ecke der alten Mathe des Albert Mensen gesetzt ist: Von da grade auf den Stein an der westlichen Ecke obengenannter Mathe; ferner auf den vierten Grenzstein, welcher ohngefähr in der Mitte der Grenzlinie nach dem bestimmten Puncte auf dem Stryper Deiche steht: Dann in grader Richtung nach dem fünften Stein auf gedachtem Deiche, oder Wege von Sipkelo nach Strype und zwar in nordwestlicher Richtung.

Von diesem Steine wendet sich die Grenze mehr nördlich durch das Itterbecker und Balderhaarer Venne und läuft auf den sechsten Stein, welcher an der nordwestlichen Ecke der auf Hannoverschem Gebiethe belegenen Herm Balderhaars Weide steht.

1824 Von letzgenanntem Puncte läuft die Grenze in grader Linie auf den alten Grenzstein, der neben dem Backhause, ohnweit und westlich des Wohnhauses des Coloni Grosse Balderhaar befindlich und mit dem Bentheimischen und Burgundischen Wappen bezeichnet ist. Von hier weiter durch das Haidfeld in grader Richtung auf den Stein, welcher circa siebenzig Ruthen Rheinl. oder Zweihundert drei und sechszig Niederl. Ellen und sieben Palmen, von dem Wirthshause des Crull entfernt, hinter Amsings Hause auf der Vennebrügge oder Belt steht, und nicht bezeichnet ist.

Von diesem Steine in grader Richtung auf die Quelle, welche hart am Wyler Holze, oder westlich beim Hause des Coloni Wellenwerth entspringt neben einem grofsen Büchenbaume, der auf Hannoverschem Territorio steht.

Von gedachter Quelle geht die Grenze weiter dem, von derselben bis zum Radewyker Bache, zwischen den Gründen der Colonen Wellenwerth, Snieders, Junghans und Balderhaar herlaufenden Graben, die Wellbecke oder Springe genannt, entlangs, bis auf den Punct, wo dieser Graben in nordöstlicher Richtung in den Radewyker Bach sich ergiefst: von wo an letztbenannter Bach in östlicher Richtung bis zu dem Graben, welcher die Wiesen des Hannoverschen Coloni Schültmann und des Niederländischen Coloni Tackman scheidet, gemeinschaftlich ist und die Grenze bildet.

Von da weiter in nördlicher und grader Richtung dem gemeinschaftlichen Graben entlangs, auf den Stein in Schültmanns Kamp, welcher mit dem Burgundischen Kreutze gezeichnet ist.

Art. XIX. Vorgedachter Radewyler Bach soll, wie bisher geschehen, fernerhin von den Eingesessenen der Hannoverschen Bauerschaften Itterbecke, Wyle und Balderhaar und den Eingesessenen der Niederländischen Bauerschaft Radewyk, so weit selbige gemeinschaftlich ist und die Grenze bildet, jährlich zur bequemen Jahreszeit geräumt und von beiderseitigen Orts-Behörden geschauet und stets in schaufreien Abwässerungs-Stand gemeinschaftlich gehalten werden.

Art. XX. Von dem Steine auf Schültmanns Kamp geht die Grenzlinie in grader und nordwestli-

cher Richtung auf den sogenannten Melenberg, wo- 1824
selbst ein bis auf den Grund abgebrochener Sandstein steht, welcher auch der hohe Stein genannt wird.

Art. XXI. Da die in dem Grenzvertrage vom Jahre 1548 schon festgesetzte Theilung des zwischen dem Melenberg und dem Stein bei Schültmann nach Laarwald hin auf Hannoverschem Grundgebiethe belegenen Venne, zur einen Hälfte behuf der Hannoverschen Eingesessenen von Laarwald und zur andern Hälfte behuf der Niederländischen Eingesessenen von Holtheem und de Velde, noch immer nicht in Vollziehung gesetzt worden, so ist man nunmehr dahin übereingekommen, dafs die benannten Niederländischen Bauerschaften Holtheem und de Velde für ihre völlige Abfindung, wegen des quästionirten Venne, eine mit Steinen abzusetzende Fläche von sechszig Tausend dreihundert vier und achtzig vierkante Ruthen Rheinl. oder achthundert sechs und funfzig Tausend achthundert sechszig vierkante Ellen und vier Palmen Niederl. paralell mit der Grenzlinie, erhalten, welcher Flächenraum von dem hohen Steine oder Melenberg an bis zu der zweihundert funfzig Ruthen Rheinl. oder Neunhundert ein und vierzig Niederl. Ellen und acht Palmen, vom Steine bei Schültmann in nordwestlicher Richtung bei dem Radewiker Sandplatz belegenen Hütte, eine Basis von acht Hundert acht und achtzig Ruthen Rheinl. oder drei Tausend dreihundert fünf und vierzig Niederl. Ellen und vier Palmen, und östlich der Territoriallinie eine überall gleiche Breite von acht und sechszig Ruthen Rheinl. oder Zweihundert sechs und funfzig Niederl. Ellen und zwei Palmen hat.

Art. XXII. Von dem im Art. XX. zuletzt bemerkten Steine läuft die Grenze weiter grade auf den sogenannten lagen Stein, welcher ein Kieselstein, ohne Merkzeichen, und vor der sogenannten Rouwslinge belegen ist. Sodann über den Hausplatz der ehemaligen Puffers-Hütte, dem Graben der Landwehr entlangs bis an die Sellandsche, oder Toren-Stege, dergestalt, dafs die Landwehr auf Niederländischen Gebiethe befindlich ist, und der an der Ostseite derselben herlaufende Graben die Grenze bildet.

Art. XXIII. Die alte Wasserleitung, welche auf Hannoverschem Gebiethe bei der sogenannten Puffers-

1824 Hütte aus der rouwen-Riete an des kleinen Eykenhorst Lande und sodann an des grofsen Eykenhorst Wiesengründe hergeht, so wie die Hauptwasserleitung, welche das Wasser aus dasiger Gegend bei dem Erbe grofse Eykenhorst von der Heesterkante auf Hannoverschem Territorio in die Fechte führt, sollen von den betreffenden Hannoverschen Eingesessenen jährlich geräumt und in schaufreien Stande erhalten werden. Dagegen aber soll Niederländischer Seits dem Ablaufe des Wassers bei der Rouwschlinge oder Landwehr nach den Niederlanden hin kein Hindernifs in den Weg gelegt und daher der daselbst vor einigen Jahren angelegte und noch vorhandene Damm gleich nach erfolgter Setzung der Grenzsteine wieder niedergeworfen und gänzlich geebnet werden.

Art. XXIV. Von der Sallandschen oder Toren Stege geht die Grenze der Hecke und dem Graben entlangs, westlich vor Hendriks Hause her, nach einem Puncte am linken Ufer der Vechte an der nordöstlichen Ecke des Kampes des Coloni Eikenhorst, wo ehemals dem Hause der Erben von Vos gegenüber ein Grenzpfahl gestanden hat; Von hier queer über die Vechte auf einen abgehauenen Stein, welcher an der Laarschen Mathe, die lage Holhorts genannt, steht; Von diesem Steine weiter dem westlichem Walle des Hannoverschen Fahrweges, welcher von Laar nach der Laarschen Brücke führt, entlangs, bis westlich vor dem Hause des Ackermannes Albert Remeler oder Remeling her; Dann über dessen und J. Ems Lande bis zu dem Puncte an dem Graben zwischen Köhler und letztgenannten Ackerlande von Ems, woselbst die Grenze in den Graben fällt, welcher dem Lande von Mülder, Paus, Klokhorst, Ampsing und Levegrabe entlangs läuft und die Grenze bildet, bis zu einem Steine, bezeichnet Nr. 16. woselbst die Grafschaft Bentheim und die Provinzen Overyssel und Drenthe zusammen stofsen.

Art. XXV. Die sogenannte kleine Vechte bei Coeverden auf Niederländischem Gebiethe soll zur Beförderung des Ablaufs des Wassers der in dieselbe einmündenden Bäche Niederländischer Seits jährlich gehörig aufgeräumt werden.

Art. XXVI. Von dem in Art. XXIV. zuletzt genannten Puncte geht die Grenzlinie, zufolge der

Bestimmungen im Grenzrecesse vom 26ten Aug. 1824
und 9ten Septbr. 1801. zwischen der Grafschaft Bentheim und der damaligen Landschaft Drenthe, auf den mit Nr. 15. bezeichneten Stein, wo Swiers Mathe, die vier Tagwerke von Dallhoff und die Buchhorst sich berühren, ferner auf die Steine Nr. 14. und 13., welche auf beide Ecken des an der Coeverdenschen Marsch belegenen sogenannten wilden Zuschlages, oder Brüggemans Mathe stehen, dann auf den Stein Nr. 12. bei dem sogenannten Hesselsgatt, an der südwestlichen Ecke der Coeverdenschen Marsch, von hier dem um dieselbe befindlichen Graben entlangs durch das Bruch und die Weidegründe, die Heege genannt, auf den Stein Nr. 11., welcher an der nördlichen Ecke des Herfs Kämpchen stehet; Sodann in grader Richtung auf den in der Heege, oder sieben Schlägen befindlichen Stein Nr. 10., und weiter auf den an der äufsersten westlichen Ecke des Schippers Borgbrinks Kamps stehenden Stein Nr. 9. welcher Kamp ganz Hannoversch bleibt. Von letztgedachtem Puncte auf den Stein Nr. 8., welcher an der südlichen Ecke des gedachten Schippers Borgbrinks Kamp stehet; dann auf den Stein Nr. 7., in der sogenannten Vrouwen Mathe; Ferner auf den Stein Nr. 6. welcher auf dem Wegdamme nach Coeverden, gegenüber der äufsersten Ecke der besagten sogenannten Vrouwen Mathe steht; von hier auf den Stein Nr. 5., auf besagtem Wegdamme, gegenüber des Wesselinkschen Grabens; weiter auf den Stein Nr. 4. an dem Puncte, wo die Water und Galgen-Mathe zusammen laufen; Von da auf den Stein Nr. 3. welcher an der Ecke von Wesselinks hohen Mathe befindlich ist; Sodann auf den Stein Nr. 2. auf der Ecke des dem Colono Icken zugehörigen Halveskamp, und endlich der westlichen Einfriedigung der Bentheimschen Colonen Icken und Buss Grundstücke entlangs bis auf den Stein Nr. 1. bei dem sogenannten Schonebecker Tief, am Graben des Kötters Buss Mathe; von wo aus die Aa auch Schonebecker Tief genannt, ihrem jetzigen krummen Laufe nach die Landesgrenze bis an den sogenannten Twist bildet.

Beim Anfange des Twistes aber, und zwar an den zusammenstofsenden Ecken von G. Steffens, G. Slaats und J. Niers Grundstücken, theilt sich die Aa

1824 in den Süder- und Norderstrang oder Becke, wovon der Süderstrang die gemeinschaftliche Grenze bildet bis zu dem Steine, welcher nach vorgenommener vergleichmäfsigen, unten näher anzugebenden Theilung des Compascui im Twist, am linken Ufer des süder Aa Stranges dem südlichen Ende der Theilungslinie gegenüber gesetzet werden soll. Dieser Stein wird dann der letzte Grenzpunct zwischen der Grafschaft Bentheim und der Provinz Drenthe, so wie der Anfangspunct der Grenze zwischen dem Kreise Meppen und Drenthe sein.

Art. XXVII. Das vorbesagte Schonebecker Tief, oder die Aa, vom Steine Nr. 1. hinter Eschorbrügge an bis zum letztbeschriebenen Steine an dem Twist, soll jährlich zweimal und zwar in den Monaten Mai und August von denen von Alters her dazu verpflichtet gewesenen beiderseitigen Eingesessenen aufgeräumt und in schaufreien Stande unterhalten, auch durch beiderseitigen Ortsbehörden jährlich geschauet und von ihnen keine Hindernisse einer guten und freien Abwässerung geduldet werden.

Art. XXVIII. Das in dem Grenz-Vergleiche zwischen dem ehemaligen Münsterlande und den Niederlanden vom Jahre 1764 und 1784 näher bezeichnete Compascuum im Twist wird getheilt und soll die Theilungslinie des Compascui daselbst zugleich die Territorial-Grenzlinie bilden.

Die Theilung ist, mit ertheilter Zustimmung beiderseits Betheiligten, auf folgende Art regulirt worden.

1. Derjenige Theil des Compascui, welcher östlich der bisherigen Territoriallinie auf Hannoverschem Grundgebiethe liegt, wird den Hannoverschen Gemeinheiten Ruhle, Grofs- und Klein-Hesepe und etwa sonst noch berechtigten Hannoverschen Unterthanen vorab als privatives Eigenthum überlassen.

2. Von dem übrigen Theile desselben, welcher westlich der bisherigen Territoriallinie, liegt, und zwischen derselben und den beiden Armen der Aa, ein Dreieck bildet, soll die eine Hälfte den vorbenannten Hannoverschen Gemeinheiten Ruhle, Grofs- und Klein-Hesepe und die andere der Niederländischen Gemeinheit Schonebeck als privatives Eigenthum zugetheilt und überlassen werden.

3. Die Theilungslinie soll aus dem Mittelpuncte 1824
des südöstlichen Endes des Grabens welcher die, östlich der bisherigen Territoriallinie, ohnfern des rechten Ufers des Norderstranges der Aa belegenen, Ländereien des Niederländischen Eingesessenen Heckmann einschliefst, in grader Richtung dergestalt auf das rechte Ufer des Süderstranges der Aa gezogen werden, dafs vorläufig beide Theile an Flächen-Inhalt gleich grofs werden.

4. Durch diese Theilung fällt diejenige Fläche Grundes, auf welcher vormals die Hanneken-Boe gestanden, so wie der von dem Hanneken dabei privative benutzte Grasgrund ganz in den Hannoverschen Theil des Compascui und wird privatives Eigenthum der Gemeinheiten Ruhle, Grofs- und Klein-Hesepe; Dagegen wird derjenige Flächenraum, welcher zwischen der bisherigen Territorial-Grenze und der vorhin sub 3. beschriebenen Theilungslinie aufserhalb des Norderstranges der Aa und bis zu den gedachten Ländereien des Heckmanns auf bisherigem Hannoverschen Gebiethe belegen ist, nunmehr privatives Eigenthum der Schonebecker; Weil aber dieser Flächenraum kleiner als der Flächeninhalt der Hanneken Boe und des dazu gehörig gewesenen privativen Grundes ist, so soll die Gemeinheit Schonebeck dadurch dafür entschädigt werden, dafs ihre Hälfte des vorhin sub 2. gedachten Theils des Compascui um soviel gröfser wird, als die erwähnte Differenz beträgt, und hiernach die Theilungslinie ihre definitive Richtung auf den Süderstrang der Aa erhält.

5. Hierbei wird Niederländischer Seits auf alle Entschädigungs-Ansprüche welche von Niederländischen Unterthanen wegen vormals auf Hannoverschem Grundgebiethe besessener Boen, oder sonst etwa gemacht werden könnten, Verzicht geleistet und sollen derartige etwa gegründete Ansprüche von der Niederländischen Gemeinheit Schonebeck befriedigt werden; wogegen

6. nicht weniger die Hannoverschen berechtigten Gemeinheiten auf dem von dem Hanneken sonst bezahlten Canon von jährlich sechs Gulden verzichten.

7. Die Theilungslinie des Compascui, und bis zu dem vorhin sub 3. gedachten südöstlichen Ende des

1824 Grabens um die Ländereien des Heckmanns; soll durch einen oben zwölf Fuſs Rheinl. oder drei Niederl. Ellen und acht Palmen breiten Graben, dessen Tiefe der schaufreien Tiefe des Norder- und Suderstranges der Aa gleich sein soll, bezeichnet werden.

Dieser Graben, über welchen weder Steg noch Brücke als mit Zustimmung beiderseits Betheiligten angelegt werden darf, soll auf gemeinschaftliche Kosten ausgeworfen werden, und beiderseitige Unterthanen, jeder Theil zur Hälfte den Grund dazu hergeben.

Auch soll der mehrerwähnte Graben, um die Ländereien des Heckmanns von dem südöstlichen Ende desselben ab an, bis da, wo dessen westliche Wendung die bisherige Territoriallinie berührt, zwar auf Hannoverschem Grundgebiethe, jedoch auf gemeinschaftliche Kosten der beiderseitigen Hannoverschen und Niederländischen Communen zur nemlichen Breite und Tiefe, wie der vorgedachte Theilungsgraben des Compascui, ausgeworfen werden.

Beide Graben sollen von den betreffenden Gemeinheiten allezeit gehörig aufgeräumt und in schaufreien Stande unterhalten, zu diesem Zwecke auch alljährlich von beiderseitigen Ortsbehörden geschauet werden.

8. Nach geschehener Theilung des Compascui soll es beiderseitigen Unterthanen untersagt sein, ihr Vieh auf der andern Theil weiden zu lassen, oder durch denselben zu treiben.

Art. XXIX. Da, wie bereits erwähnt worden, der Theilungsgraben des Compascui zugleich die Territorialgrenze bilden soll, so wird der in den Convenants von 1764 und 1784 bezeichnete Grenzstein Nr. 1. von seiner jetzigen Stelle auf denjenigen Punct am linken Ufer des Süderstranges der Aa versetzt, wo die im vorigen Artikel sub 3 et 4. beschriebene Theilungslinie solches Ufer durchschneidet. Der bisher südlich von Heckmans-Boe gestandene Grenzstein Nr. 2. soll an die südwestliche Ecke des mehrgedachten ostwärts der Ländereien von Heckman vorhandenen Grabens auf Niederländischem Grundgebieth gesetzet werden. Von diesem Puncte geht die Grenze in nördlicher Richtung der Mitte dieses Grabens entlangs, so wie derselbe jetzt besteht. Auf die nordöstliche Ecke dieses Grabens, nachdem derselbe auf

die im Art. XXVIII. bestimmte Breite gebracht sein 1824
wird, soll ein neuer Grenzstein der Mittellinie des Grabens gegenüber, so wie dieser jetzt nördlich von Heckmans-Boe vorhanden ist, auf Hannoverschen Gebieth gesetzt werden. Von diesem Steine folgt die Grenze westlich der so eben benannten Mittellinie bis dahin, wo diese die alte Territoriallinie wieder berührt und wo gleichfalls ein neuer Grenzstein gesetzet werden soll.

Art. XXX. Von dem hiernach auf das linke Ufer des Süderstranges der Aa zu setzenden ersten Grenzstein zwischen dem Kreise Meppen und der Provinz Drenthe bis an den vorhin bezeichneten Punct nördlich der Heckmans-Boe auf der alten Territoriallinie bildet die Mittellinie des zu ziehenden gemeinschaftlichen Grabens die Territorial-Grenze.

Art. XXXI. Von ebengedachtem Puncte nördlich der Heckmans-Boe geht die Grenze in grader Linie weiter in derselben Richtung und nach denselben Puncten, die in den Convenants von 1764 und 1784 beschrieben sind. Der nächste Stein nach Heckmans-Boe also steht westlich ohnweit Deckers Haus und des Hebeler Meeres auf der Stelle, wo die Grenzlinie den sogenannten von Martels Graben zwischen dem Hebeler und schwarzen Meere so durchschneidet, dafs ein Drittheil nach dem Hebeler und zwei Drittheile nach der Seite vom schwarzen Meere von diesem Graben abgeschnitten werden:

Dieser Stein ist mit Nr. 3. bezeichnet. Der folgende Stein Nr. 4. worauf die Grenzlinie in grader und nördlicher Richtung ferner zugehet, stehet am schwarzen Berge neben Tholen Hause.

Art. XXXII. Hinsichtlich des Compascui westlich der Territoriallinie auf Niederländischem Gebiethe in der Gegend des schwarzen und Hebeler Meers belegen, worin die Hannoverschen Gemeinheiten Wesuwe und Versen nach Art. 5. des Convenants vom 11ten October 1784, mit ihren Kühen und Schafen bis an das schwarze Meer zu weiden berechtigt sind, so wie in Betreff des Compascui in der Gegend vom Grenzstein zwischen dem schwarzen und Hebeler Meer bis zum Steine am Schwarzenberge, in welchen den Hannoverschen Gemeinheiten Alten-Haren, Ober-

1824 und Niederlangen, nach Art. 7. des obgedachten Convenants vom Jahre 1784, das Mittweiderecht für ihr Vieh, so wie solches daselbst stipulirt worden, bis an die Aa verblieben ist, werden den benannten Hannoverschen Gemeinheiten diese, in jenem Convenant stipulirten Gerechtsamen ferner vorbehalten, in so fern nemlich letzterwähntes Compascuum nicht schon zum Theil durch den am 24ten Septbr. 1817 abgeschlossenen Vergleich zwischen den Hannoverschen Interessenten zu Alten-Haren, Ober- und Niederlangen einer, und den Niederländischen Interessenten zu Emmen und Westenesch andererseits vertheilt worden ist.

Art. XXXIII. Von dem im Art. XXXI. bemerkten Steine am Schwarzenberge geht die Grenze in grader Linie an den Gärten der Linteloher Colonisten westlich und hinter deren Häusern in geringer Entfernung her auf die hervorspringende östliche Ecke von Mönnecken-Moor, wo der fünfte Grenzstein steht; von da in grader Richtung auf den Thurm von ter Apel zu, nach dem sechsten Grenzsteine am Baarenfleer; dann bis zu dem mit Nr. 7. bezeichneten Steine bei Graf Ernst, oder dem sogenannten Zwollschen Deiche in der Hahnentange; ferner in grader Richtung nach dem Stein Nr. 8. auf dem Hassenberg an dem Scheidungspunct zwischen Dersum und Walchum; weiter auf den mit Nr. 9. bezeichneten Stein, welcher ohngefähr Einhundert Ruthen Rheinl. oder dreihundert sechs und siebenzig Niederl. Ellen und sieben Palmen, südlich von Abeltjes Kampe, der nach Bourtange gehört, entfernt steht; von hier in grader Linie östlich vor Abeltjes Hause her, durch die östliche Spitze des Abeltjes-Kamps auf den Stein Nr. 10. wo der Weg von Rhede nach Bourtange herläuft; Sodann auf den Stein Nr. 11. am nördlichen Ende des Retranchements, wo westlich die Scheidung des Neu-Rheder Privat-Eigenthums abläuft; weiter in grader Linie auf den Stein Nr. 12. zu welcher südlich am Liesken Meere steht; von hier in grader und ohngefähr nördlicher Richtung nach dem gesunkenen Steine Nr. 13. am Lether-Flügeldeiche oder Herren-Veen-Deiche an der ehemaligen Ostfriesisch-Münsterschen Grenze, woselbst die

Grenze zwischen dem Hannoverschen Kreise Meppen 1824
und der Niederländischen Provinz Groningen endiget.

Art. XXXIV. Die gegenwärtige Abwässerung der cultivirten und uncultivirten Gründe der Hannoverschen Colonie Ruitenbrook nach der Aa hin auf Niederländischem Gebiethe, wohin das Wasser seinen natürlichen Lauf hat, soll so lange bestehen bleiben, bis das Niederländische Gouvernement gut finden wird, die sogenannten Leitdeiche in dortiger Gegend und weiterhin wieder herstellen zu lassen, in welchem Falle aber zugleich die jetzt ganz verfallene Pumpe, in dem Leitdeiche beim vormaligen Wachthause oberhalb des sogenannten Assenschots auf Niederländischem Gebiethe belegen, von drei Fuſs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim Niederl. vierkant, Niederländischer Seits dergestalt wieder in den Stand gesetzet werden soll, daſs der Boden der Pumpe wenigstens drei Fuſs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim Niederl. unter Maifeld zu liegen komme und das von Reutenbrock herkommende Wasser dadurch mittelst des alten, zur gehörigen Tiefe aufzuräumenden Schloots nach der Aa hin frei abgeführt werden können. Uebrigens soll dann Hannoverscher Seits nicht mehr Wasser dahin geleitet werden dürfen, als mittelst einer Pumpe von drei Fuſs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim Niederl. vierkant gelöset werden kann.

Desgleichen sollen die Leitdeiche, sobald selbige und die besagte Pumpe wieder hergestellt sein werden, nicht mehr durchgestochen werden dürfen, worauf beiderseitige Ortsbehörden möglichst zu achten haben werden.

Art. XXXV. Die in der Gegend von Bourtange in dem Deiche zwischen der Redoute Backofen und Abeltjes Hause jetzt vorhandene, zwölf Fuſs acht Zoll Rheinl. oder vier Niederl. Ellen breite Schleuse soll Niederländischer Seits gleich nach erfolgter Ratification des gegenwärtigen Grenztractats weggenommen, die Schleussen-Oeffnung gehörig verstopft und zugedammt werden. Auch sollen alle sonstige Oeffnungen in dem vorbenannten Deiche zugemacht werden, so wie der ganze Deich in haltbaren Stand gesetzet, unterhalten und nicht wieder durchgestochen werden soll, worauf die Niederländische Obrig-

1824 keit soviel thunlich zu achten haben wird. Statt jener Schleusse aber, soll als einzige Niederländische Abwässerung durch den Deich nach Hannoverscher Seite an der nemlichen Stelle, wo vormals eine dreifüfsige Pumpe gelegen hat, eine neue Pumpe von drei Fufs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim Niederl. vierkant und wovon der Boden wenigstens drei Fufs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim Niederl. unter Maifeld zu liegen kömmt, Niederländischer Seits wieder angelegt werden können.

Diese Abwässerung der Niederlanden nach und über das Hannoversche Territorium soll zwar frei und ungehindert sein, auf keinem Fall aber dagegen auch mehr Wasser nach der Hannoverschen Seite dort hingeleitet werden dürfen, als mittelst mehrbesagter Pumpe von drei Fufs Rheinl. oder neun Palmen vier Duim vierkant wird gelöset werden können.

Art. XXXVI. Von dem Stein Nr. 13. am Lethier-Flügeldeiche, oder Heeren-Veendeiche, — wo ehemals die Grenze zwischen Ostfriesland und Münster anfing, — wendet sich die Grenze nordwestlich dem gemeinschaftlichen Moorschloot entlange, von welchem nordöstlich das Moor und die Häuser der Wittwe Meidel, H. Albers und Gerrit Priet auf Hannoverschem Gebiethe und südwestlich die Letherlanden auf Niederländischen Gebiethe belegen sind, welcher Moorschloot gegenüber Bellinga und Tiebes Lande den von Bethe kommenden Moorschloot aufnimmt und dann weiter als gemeinschaftlicher Grenzgraben in nördlicher Richtung zwischen den Hannoverschen Privatgründen der Wymeerster Syhlacht und den Niederländischen Gründen dem Ham, dem Hamdiek und der Bonenschans bis an den um die Aussenwerke von Neuschanz, oder Lange-Ackerschanz gehenden Grenzschloot östlich der benannten Festung die Grenze bildet. Von da folgt die Grenzlinie diesem Grenzschloot entlangs, welcher auf Hannoverschen Gebiethe eine Keerkade, oder Kajung hat.

Dann wendet sich die Grenze an der Ostseite von Neuschanz südostwärts am nördlichen Ufer des durch das Bunder-Neuland führenden Canals oder Griffe her nach dem alten Deiche, auch Heerenweg, oder Bunderdeich genannt, hin, und südlich an diesem

entlangs bis an den Herren-Paal oberhalb T. Go- 1824
mans Hause. Von da gehet die Grenze ferner zwischen dem Lintheloher Polder oder Walkens-Platze und dem Charlotten-Polder in nordwestlicher Richtung in der Mitte des gemeinschaftlichen Heerenschloots entlangs bis in die Aa. Von dem Puncte an, wo der sogenannte Heerenschloot zwischen Neuschanz und Hensems Sägemühle in das rechte Ufer des Aa-Stroms einschneidet, geht die Grenzlinie im Thalwege dieses Flusses entlangs bis ohnfern des Staatensyhls wo dieselbe östlich ausspringt und dem Schloote entlangs läuft, der um das Grundstück hergeht, welches nach Art. 4. des Convenants, der unterm 3ten Nov. 1706 zwischen Ostfriesland und Groningen abgeschlossen wurde, an die Niederlande abgetreten worden ist.

Dieses ostseits des Staatensyhls liegende Grundstück ist damals vierzig Rheinl. Ruthen breit und sechszig Rheinl. Ruthen lang, queer über den Deich gemessen, und der Schloot mit eingerechnet, abgegraben worden. Der aufserhalb nach dem Dollart zu und ostseits der Aa liegende Anwachs verbleibt ingefolge des angezogenen Convenants vor wie nach Hannoversches Eigenthum und Territorium.

Von da an, wo der um jenes Grundstück gehende Schloot unterhalb des Staatensyhls wieder auf die Aa stöfst, bildet der Thalweg dieses gemeinschaftlichen Flusses bis zum Termino a quo im Dollart weiter die Landesgrenze.

Art. XXXVII. Es bleibt zwar jedem Theile unbenommen, die zur Beschützung des Ufers des gemeinschaftlichen Aa-Flusses erforderlichen Vorkehrungen an seiner Seite zu treffen, dieselben dürfen aber weder die gemeinschaftliche Schiffahrt auf der Aa, noch die Abwässerung durch dieselbe hindern.

Art. XXXVIII. In der Absicht die bisher obwaltenden Differenzen, wegen der von der Wymeerster Syhlacht seit dem Jahre 1819 zur Verbesserung ihrer höchst mangelhaften Abwässerung nothwendig erbaueten Schöpfmühlen, deren Würkung aber für das Niederländische Gebieth schädlich werden zu können befunden worden, dergestalt auszugleichen, dafs der doppelte Zweck, sowohl der benannten Wymeerster Syhlacht eine ganz vollständige freie und unbe-

1824 schränkte Abwässerung für immer zu verschaffen, als zugleich das Niederländische Gebieth vor allen nachtheiligen Folgen derselben künftig zu schützen, erreicht werde, ist folgendes verabredet und festgesetzet worden.

1. Das jetzige Wymeerster Syhltief soll, ehe es in den Hauptfestungsgraben von Neuschanz östlich der Festung einmündet, mit einem festen und gegen Ueberströmung hinreichend hohen, starken und dichten Erddamme in der Nähe der daselbst über das Syhltief führenden Wymeerster Brücke und zwischen derselben und der Landesgrenze auf Hannoverschem Territorio abgedammt werden, so dafs aus demselben künftig kein Wasser mehr in den Festungsgraben von Neuschanz abfliefsen kann, und zwar ohngefähr an dem Puncte, der auf einem den Conferenz-Protocollen beigefügten Plane mit dem Buchstaben A. bezeichnet ist.

2. Von dem Puncte an wo das Wymeerster Syhltief östlich von Neuschanz abgedammt wird, soll ein neues Syhltief ganz auf Hannoverschem Territorio in dem Bunder Neulande an der bereits eingekajeten Landesgrenze herum, in der Breite und Tiefe, wie es die Abwässerung erfordert und wornach die jetzige angelegt ist, etwa dreifsig Fufs Rheinl. oder neun Niederl. Ellen vier Palmen, breit und wasserpafs mit dem Fluthbette des Wymeerster Syhles gegraben, die vorhandene Hannoversche Grenzkajung dazu benutzet und eingerichtet werden. Diese neue Kanallinie wird ringsum um das Bunder Neuland angelegt, ohne dasselbe queer zu durchschneiden, und so weit es nöthig sein wird, zu beiden Seiten so eingekajet, dafs das Niederländische Territorium, so wenig als das Hannoversche, nie inundirt werden kann, wie hoch auch das Wymeerster Wasser künftig aufgemahlen werden mag.

Da wo die neu zu grabende Kanallinie sich an den alten Deich, oder jetzigen Postweg schliefst, der die Landesgrenze bildet und mit derjenigen Tiefe oder Griffe eins wird, die nach dem zwischen der Stadt Groningen und Wymeer Anno Ein Tausend siebenhundert abgeschlossenen Convenant auf Kosten von Wymeer und Hannoverschen Territorio von Neuschanz nach Bunde gegraben worden ist, wird der

Kanal nur an einer Seite, nemlich auf dem Hanno- 1824
verschen Territorio eingekajet weil der alte Deich so hoch ist, dafs er nie inundirt werden kann.

An diesem alten Deiche, oder jetzigen Postwege entlangs wird der vorhandene Kanal verbreitet und diese Verbreitung vom Hannoverschen Territorio abgegraben. Da indessen an den Häusern der Nanninga und der Polterey kein hinlängliches Terrain zur Verbreitung mehr vorhanden ist, so soll neben diesen Häusern die etwa noch fehlende Verbreitung von circa zwölf bis funfzehn Fufs Rheinl. oder drei Niederl. Ellen und acht Palmen bis vier Niederl Ellen und sieben Palmen breit und etwa zwanzig Ruthen, oder fünf und siebenzig Niederl. Ellen und drei Palmen lang, von der sehr breiten Berme des alten Deiches genommen und die Grundbesitzer nach einer durch beeidigte Taxatoren aufzunehmenden Taxe eben so entschädigt werden, als es bei den übrigen Grundbesitzern, deren Land zu dem neuen Kanale benutzt werden wird, der Fall sein soll. Diese Kanallinie wird bis zum Heeren Paale, ohnweit Thomas Gomanns Hause im Bunder-Neulande an der Landesgrenze entlangs fortgesetzet und durch Verbreitung und Einkajung, wie oben bemerkt, nach Bedürfnifs und Angabe Sachverständiger vervollständigt.

Vor den Häusern der Nanninga, Polterey und Thomas Gomann werden Statt der alten wieder drei neue Brücken von gleicher Art erbauet, um ihnen die nöthige Communication mit der Landstrafse und ihrem Lande zu erhalten.

Beim Heerenpaale wird auf Hannoverschem Territorio der Deich durchgegraben und daselbst eine feste fahrbare hölzerne Brücke angelegt und das alte nach Bunde gehende Tief sicher abgedammt. Vom Heerenpaale an wendet sich die neu zu grabende Kanallinie nordwestlich an der Landesgrenze, oder den sogenannten Heerenschloote entlangs, durchschneidet bei Walkens-Platze den von Hensems Sägemühle nach Neuschanz gehenden Weg, woselbst eine hölzerne Brücke angelegt wird, und fällt an der nördlichsten Spitze von Dettmers Platze in das alte Wymeerster Tief; dies wird hier nach Neuschanz zu gegen alle Ueberströmung sicher abgedammt.

1824 In diesem Damme wird zur Ableitung des Wassers des Moorschloots und des Walkes-Platzes, — insofern sie bei unbeschränkten Wymeerster Wasserstande möglich bleibt, — eine Pumpe von drei Fuſs Rheinl. oder neun Niederl. Palmen und vier Duim, Weite im Laufe, und ein Fuſs Rheinl. oder drei Niederl. Palmen, niedriger im Boden, als der Boden der jetzt vorhandenen Moorschloots-Pumpe, angelegt. Diese Pumpe erhält jedoch an der Ostfriesischen Seite eine Klappe und Schütz (Scheutel) damit, wenn das Wymeerster Wasser höher als das Niederländische steht, dasselbe nicht durch die Pumpe auf Niederländisches Territorium ablaufen könne, sondern die Klappe sich alsdann von selbst schlieſse, und eben so wenig das Niederländische Wasser das Hannoversche Territorium innudiren könne.

Die neue Kanallinie vom Heerenpaale dem Heerenschloote entlangs neben Walkens-Platze her bis in das Wymeerster Syhltief soll den Landesgrenzgraben, oder sogenannten Heerenschloot nicht mit in sich aufnehmen, oder berühren, sondern es soll zwischen dem Heerenschlote und der neuen Kanallinie ein Damm von zwölf bis achtzehn Fuſs Rheinl. oder drei Niederl. Ellen und acht Palmen, bis fünf Niederl. Ellen und sieben Palmen, Breite im Grundschlage stehen bleiben und derselbe so erhöhet werden, daſs das Niederländische und Hannoversche Territorium niemals aus dem neuen Kanale, oder sonst woher innudirt werden kann, und wird Hannoverscher Seits dafür gesorgt werden, daſs die Dämme zur erforderlichen Höhe stets unterhalten werden, so wie auch der Bunderdeich, oder Postweg, auf keine für die Wymeerster Abwässerung schädliche Weise Niederländischer Seits erniedrigt werden darf.

3. Zur vollständigen Abwässerung des Niederländischen Wassers bei Neuschanz und vorzüglich bei höheren Wasserständen wird eine Wassermühle von mittler Gröſse und der nöthigen Capacität beim Blindsylke, oder an einer andern passenden Stelle auf Niederländischem Gebiethe angelegt, um das überflüssige Wasser von allen Grundstücken, die durch obengedachte Anlage von der Wymeerster Abwässerung abgeschnitten werden, in die Niederländische Binnen Aa directe überzumahlen, so daſs kein Uebermahlen

vom Niederländischen Territorio in das Wymeerster Tief nach Vollendung der neuen Anlagen mehr Statt findet. 1824

4. Die neue Kanallinie ist auf einen bei den Conferenz-Protocollen befindlichen Plane mit den Buchstaben A, B, C, D, E, F und G, bezeichnet.

Sämmtliche hieroben genannte Anlagen nebst Grundentschädigung und überhaupt alle hierzu erforderlichen Kosten, die nach einem globalen Ueberschlage circa vier und zwanzig Tausend Gulden holländisch betragen, sollen gemeinschaftlich und zwar von jedem Staate zur Hälfte getragen werden.

5. Die von den Wymeerstern zu verlassende Strecke Syhltiefs nebst Brücke und Zubehör wird den Niederlanden zum künftigen Unterhalte und Gebrauche überlassen, wogegen Wymeer auf Entschädigung dafür verzichtet.

6. Die neue Anlage selbst wird auf jedem Territorio von der betreffenden Landesbehörde und den Baubedienten dirigirt, auf dessen Gebiethe sie angelegt werden.

7. Die künftigen Unterhaltungskosten aller Anlagen fallen demjenigen Territorio zur Last, auf dem sie befindlich sind, ohne Einmischung und Concurrenz der gegenseitigen Gouvernements.

8. Die neue Anlage soll in dem Jahre Ein Tausend achthundert fünf und zwanzig, angefangen und spätestens im Jahre Ein Tausend achthundert sechs und zwanzig vollendet werden.

In dieser Zwischenzeit werden die Wymeerster Mühlen keinen dem Niederländischen Territorio schädlichen Wasserstand aufmahlen, worüber von den Niederlanden mit Recht Beschwerde geführt werden kann; wofür das Hannoversche Gouvernement wird Sorge tragen lassen.

9. Die Kosten der neuen Anlagen sollen von Sachverständigen veranschlagt, die Arbeiten öffentlich an den Mindestfordernden ausverdungen, die Grundstücke von beeidigten Taxatoren taxirt und die wirkliche Ausgabe von den betreffenden Gouvernements durch verificirte Rechnungen nachgewiesen werden, wozu der stipulirte Beitrag alsdann entrichtet wird.

1824 10. Sollten sich bei der speciellen Ausführung einige Abänderungen des Plans als nöthig zeigen, die jedoch den beiderseitigen Zwecken nicht hinderlich, noch schädlich, oder kostbarer sein dürfen, so bleibt es den Hannoverschen Behörden vorbehalten, dieses auf deren Gebiethe auszuführen, wobei der Plan der Umgrabung um die Landesgrenze aber im Ganzen bestehen bleibt.

11. Nach Vollenduug der benannten Anlagen sollen zwei gegenseitige Commissarien von den respectiven Provinzial-Behörden die neuen Anlagen auf Hannoverschem und Niederländischem Territorio in Loco vorzeigen lassen, um sich von der Erfüllung der dieserhalb übernommenen Verpflichtungen officiel überzeugen, und den resp. Gouvernements darüber Anzeige machen zu können.

Art. XXXIX. Die in dem angezogenen Convenant vom 3ten Nov. 1706 für Ostfriesland stipulirte freie Schiffahrt und Abwässerung durch den Staatensyhl in die Aa, verbleibt den Hannoversch-Ostfriesischen Unterthanen vor wie nach, und sollen dieselben gleich wie die Niederländischen Schiffer darunter behandelt werden.

Art. XL. Desgleichen ist die freie Schiffahrt auf der Aa und freie Abwässerung in dieselbe, als in einen gemeinschaftlichen Grenzfluſs, für beide Staaten wieder stipulirt, und insbesondere festgesetzet worden, daſs es den Hannoversch-Ostfriesischen Unterthanen auch künftig gestattet sein soll, einen freien Abwässerungs- und Schiffahrts-Kanal durch dasjenige Niederländische Terrain anzulegen, welches künftig westlich der Grenzlinie im Dollart bis an den Aa Fluſs anwachsen mögte.

Art. XLI. Die neu verglichene Grenzlinie im Dollart fängt von dem Puncte an, welcher auf einer Entfernung von Siebenhundert zehn Ruthen Rheinl. oder Zwei Tausend sechshundert vier und siebenzig Niederl. Ellen und sechs Palmen, von dem am Fusse und nördlich des Deiches beim Staten Syhl jetzt noch vorhandenen Pfahl nach dem Dollart zu am westlichen oder linken Ufer des Aa-Stroms zu fallen kömmt und auf der, diesem Tractate beizufügenden, neuest

vermessenen Grenzkarte mit dem Buchstaben F. be- 1824
zeichnet ist.

Von hier an läuft die Grenzlinie durch den Dollart bis zur Ems, unter einem Winkel von acht Grade neun und einer halben Minute westlich von der wahren Nordlinie, welches die Mittellinie zwischen Norden und Norden gen Osten, nach dem Compasse in Gemäfsheit des Convenants vom Jahre Eintausend siebenhundert drei und zwanzig gezogen, ist, dessen westliche Abweichung wom wahren Norden zu dreizehn Grade sieben und vierzig Minuten für obgenanntes Jahr gemeinschaftlich ist angenommen worden.

Die hier im Dollart festgesetzte Grenzlinie soll auf immer verbleiben, wenn auch der Aa-Strom seinen gegenwärtigen Lauf künftig verändern mögte.

Art. XLII. Auf alle in diesem Tractat vermeldeten Grenzpuncte, und wo es sonst noch bei Absetzung der Grenzen wird nöthig erachtet werden, sollen Grenzsteine gesetzet und diejenigen, welche daselbst bereits vorhanden und noch brauchbar sind, wieder hergestellt und mit den erforderlichen Buchstaben und Nummern, zufolge der hiernach beschriebenen Bestimmungen versehen werden.

Die Grenzsteine sollen zweierlei sein; nemlich Hauptgrenzsteine für die angegebenen Hauptpuncte und sogenannte Zwischensteine, um da gesetzet zu werden, wo der Abstand zwischen zwei Hauptsteinen zu entfernt sein mögte, oder auf solche andere intermediaire Puncte, als man zur deutlichen Bestimmung sämmtlicher Grenzpuncte dienlich erachten wird.

Die Steine, welche auf die Hauptpuncte gesetzet werden, sollen sieben Fufs Rheinl. oder zwei Niederl. Ellen zwei Palmen, Länge haben, achtzehn Zoll Rheinl. oder vier Niederl. Palmen sieben Duim, breit und zwölf Zoll Rheinl. oder drei Niederl. Palmen ein Duim, dick sein, drei Fufs Rheinl. oder neun Niederl Palmen vier Duim, unter und vier Fufs Rheinl. oder eine Niederl. Elle zwei Palmen sechs Duim, über der Erde stehen, wovon letztere nur behauen werden sollen.

Die sogenannten Zwischensteine sollen fünf Fufs Rheinl. oder eine Niederl. Elle fünf Palmen sieben Duim, Länge, vierzehn Zoll Rheinl. oder drei Niederl. Palmen sieben Duim, Breite und zwölf Zoll

1824 Rheinl. oder drei Niederl. Palmen ein Duim, Dicke haben. Der obere Theil derselben von zwei und einen halben Fuſs Rheinl. oder sieben Niederl. Palmen acht Duim, soll nur behauen werden.

Sämmtliche Steine sollen an der Hannoverschen Seite mit dem Buchstaben H. und an der Niederländischen Seite mit dem Buchstaben N. so wie mit einer durchlaufenden Nummer vom ersten Grenzpuncte bei Dreiland anfangend, versehen, die Hauptgrenzsteine aber überdem noch mit der Jahreszahl 1824 bezeichnet werden.

Da, wo ein Fluſs oder Bach die gemeinschaftliche Grenze bildet, sollen die Steine abwechselnd auf Hannoverschen und Niederländischen Gebiethe errichtet werden.

Die Lieferung der Grenzsteine und Transport derselben soll baldthunlichst nach der Auswechselung der Ratificationen dieses Tractats für Rechnung der beiden Gouvernements durch zwei von den beiderseitigen Commissionen aus ihrer Mitte dazu zu committirenden Mitglieder dem Mindestfordernden ausverdungen werden,

Sobald eine hinlängliche Anzahl Grenzsteine in Bereitschaft gebracht sein wird und die Jahreszeit es gestattet, soll sofort mit dem setzen derselben der Anfang gemacht werden. Alle ferneren desfallsigen Bestimmungen übrigens bleiben den Mitgliedern der Commissionen, welche von denselben mit der Direction dieser Arbeit beauftragt werden, überlassen.

Art. XLIII. Damit auch künftig die Grenzpuncte überall nicht verändert werden, so soll jährlich zur bequemen Jahreszeit eine Besichtigung derselben von beiderseits Ortsbehörden gemeinschaftlich vorgenommen, darüber ein Protocoll aufgenommen und dieses an die resp. Provinzialbehörden zur etwa nöthigen Verfügung eingesandt werden.

Art. XLIV. Wiewohl beiderseitige Commissionen sich möglichst bemühet haben, die bei Berichtigung der Grenze sich darbietenden Schwierigkeiten aus dem Wege zu räumen, es aber dennoch möglich ist, daſs bei der Setzung der Grenzsteine sich deren noch einige vorfinden, so ist festgesetzet wor-

den, dafs die Mitglieder beider Commissionen ermächtigt bleiben, alle dergleichen Zwistigkeiten definitiv zu entscheiden. 1824

Art. XLV. Der gegenwärtige Tractat, welcher in Deutscher und Niederländischer Sprache abgefafst ist, soll den beiden Gouvernements zur Genehmigung vorgelegt werden, und innerhalb zwei Monaten nach der Unterzeichnung desselben, oder so viel früher als thunlich sein wird, sollen die Ratificationen ausgewechselt werden.

Urkundlich dieses haben die Eingangs-genannten Commissarien vorstehenden Grenztractat durch ihre eigenhändige Namens-Unterschrift und Beidruckung ihrer Wappen vollzogen.

So geschehen und abgeschlossen zu Meppen den zweiten Julius Eintausend achthundert vier und zwanzig.

Pestel. v. Bussche. Reinhold. de Man.
A. Sandberg. Guichart. Homan.

81.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale en éxecution du 1er paragraphe du XXIIeme article de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août. 1819, concernant les fondations pieuses; signée le 4 Avril 1825 et ratifiée par la Saxe le 1 Juillet et par la Prusse le 7 Juillet de la même année. 1825

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1828. Nr. 32. p. 273.)

Im Verfolg der, im Art. XXII. §. 1 der Hauptconvention vom 28sten August 1819, zu Vollziehung

1825 des, zwischen Ihro Königlichen Majestäten von Sachsen und von Preufsen, am 18ten Mai 1815 zu Wien abgeschlossenen Friedenstractats, enthaltenen Bestimmung, ist, wegen Auseinandersetzung der nachbenannten milden Stiftungen und einiger damit in Berührung stehender Gegenstände, zwischen den unterzeichneten beiderseitigen Königl. Commissarien, vermöge der ihnen dazu ertheilten Vollmachten, mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer allerhöchsten Regierungen, folgende Vereinigung getroffen worden.

Art. I. Das Vermögen der, zur Unterstützung armer Predigerwittwen bestimmten, Carpzovischen und Pistorisschen Stiftungen wird nach der Anzahl der Predigerstellen in den betheiligten Provinzen getheilt, wonach sich ein Verhältnifs von

0,52 Hunderttheilen für das Königreich, und
0,48 — — — Herzogthum Sachsen ergiebt.

Dem letzterm werden daher, zu Berichtigung seines Antheils, überwiesen:

a) von der Carpzovischen Stiftung
108 Thlr. — — in Capitalien zu 5 ⅔ zinsbar,
23 Thlr. 13 Gr. 4 Pf. unzinsbar;

b) von der Pistorisschen Stiftung
132 Thlr. — — in Capitalien zu 4½ ⅔ zinsbar,
40 Thlr. 2 Gr. — unzinsbar,

wogegen sich dasselbe alle, seit dem 6ten Junius 1815 etwa aus diesen Fonds dahin gezahlten und solchenfalls bei künftiger Berechnung nachzuweisenden Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.

Art. II. An dem zur Lehmannischen Stiftung für Arme in einigen Städten des Erzgebirgischen Kreises, ingleichen in den Städten Dresden und Wittenberg, gehörigen Vermögen hat das Herzogthum Sachsen nur in sofern Antheil, als von dem Stifter 2000 Thlr. — — für die Armen und Nothleidenden der Stadt Wittenberg ausgesetzt worden sind, und es sollen diese 2000 Thlr., wo möglich, durch Abtretung eines, für einen der vom Königl. Kirchenrathe und Ober-Consistorio zu Dresden verwaltet werdenden Fonds, im Herzogthume Sachsen hypothekarisch versicherten Capitals von gleicher Höhe und zu dem vorhandenen höchsten Zinsfufse, nebst den bis zur erfolgenden Auslieferung davon in bisheriger Mafse

ferner gefällig gewordenen Zinsen, in soweit letztere, 1825
nach Ausweis der vorzulegenden diefsfallsigen Quittungen, nicht bereits an die Localbehörde zu Wittenberg berichtiget sein sollten, gewährt werden.

Art. III. Die Fonds der Buderischen Stiftung für arme Wenden werden nach dem Verhältnisse der Volkszahl in der Ober- und Niederlausitz und im Amte Stolpen, und mithin nach einem Mafsstabe von

0,4110theilen für das Königreich und von
0,5890 — — — Herzogthum Sachsen,

getheilt; es empfängt jedoch das Königreich, von den zu 5 % vorhandenen sichern Activis, die Summe von 4000 Thlr. — — voraus, und übernimmt dafür die Verpflichtung, die in dem Testamente des Stifters seinen Verwandten ausgesetzten jährlichen Legate, nebst der etwanigen Vermehrung derselben, bei Eintritt der diefsfalls vom Stifter vorausgesetzten Fälle, vom Empfange dieser Summe an, bis wohin das Herzogthum zu diesen Vermächtnissen ferner in demselben Verhältnifs, als es an dem Vermögen der Stiftung Theil nimmt, dazu beiträgt, allein zu berichtigen und alle deshalbige Ansprüche zu vertreten, will auch hierbei die ausländischen, und namentlich die im Königl. Preufsischen Gebiete wohnenden Legatarien eben so, wie die im Königl. Sächsischen Gebiete wohnhaften, behandeln, und ihnen ihre Antheile unter keinem Vorwande jemals vorenthalten lassen.

Hiernach hat das Herzogthum:

A. vom sichern Vermögen
  a. von den, zur Theilung verbleibenden, zu 5 vom Hundert zinsbaren Activis, an 16,690 Thlr. — —, 9830 Thlr. 9 Gr. 10 Pf.
  b. von den zu 4½ % zinsbaren Activis, an 3525 Thlr. = 2076 Thlr. 5 Gr. 5 Pf.
  c. von dem theilbar gebliebenen unzinsbaren Vermögen, an 4445 Thlr. 16 Gr. 3 Pf. = 2618 Thlr. 12. Gr. 1 Pf.

B. vom unsichern Vermögen, in sofern solches vollständig eingehet,
  a. von 29,712 Thlr. 12 Gr. — in zinsbaren Activis 17,500 Thlr. 15 Gr. 11 Pf.
  b. von 5740 Thlr. 14 Gr. 4 Pf. an Zinsrückständen 3381 Thlr. 5 Gr. 1 Pf.

1825 zu erhalten, und in demselben Verhältnisse, wie das übrige Vermögen dieser Stiftung getheilt worden, soll auch dasjenige, was etwa auf die, noch einer nähern Erörterung bedürftigen, kleinen Capitalien dieser Stiftung, zusammen an 1496 Thlr., so wie auf die, bei den Vergleichen mit den Erstehern des Rittergutes Obergurk mit Sorau und des sogenannten grofsen Bauerguts zu Obergurk, der Stiftung vorbehaltenen Regrefsansprüche, dafern die beiderseitigen Regierungen sich entschliefsen sollten, letztere zu verfolgen, erlangt werden möchte, künftig zur Theilung gebracht werden.

Art. IV. Von den allgemeinen Fonds der sogenannten ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse, welche nach der Bevölkerung der bei derselben als betheiligt angenommenen Provinzen, die einen Theilungsmafsstab von

0,6652. für das Königreich, und von
0,3348 — — Herzogthum Sachsen

giebt, getheilt werden, erhält das Herzogthum

I. vom sichern Vermögen

1255 Thlr. 12 Gr. — von den mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitalien,

6863 Thlr. 9 Gr. 7 Pf. von den mit $4\frac{1}{2}$ vom Hundert zinsbaren Capitalien,

1089 Thlr. 17 Gr. 7 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff von 123 Thlr. 16 Gr. 4 Pf. als dem Betrage der am 5ten Junius 1815 rückständig gewesenen Besoldungszulagen für Schullehrer im Herzogthume;

II. vom unsichern Vermögen, dafern solches vollständig eingehet,

669 Thlr. 14 Gr. 5 Pf. von einer mit 5 vom Hundert zinsbaren Activpost,

183 — 11 — 9 — von unzinsbaren Rückständen;

ferner von dem Vermögen der mit dieser Casse in Verbindung gestandenen Weigandischen Stiftung, welches, nach den vom Stifter ausgesetzten Zulagen, mit einem Sechszehntheile für das Königreich, und mit funfzehn Sechszehntheilen für das Herzogthum getheilt wird,

I. vom sichern Vermögen,

3750 Thlr. — — von dem mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitale,

1127 Thlr. 8 Gr. 8 Pf. von Zinsrückständen,

II. vom unsichern Vermögen, in sofern solches un- 1825
verkürzt eingehet,
5625 Thlr. — — von dem mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitale, und
1949 Thlr. 5 Gr. 3 Pf. von unzinsbaren Rückständen;
dagegen hat das Herzogthum zu der, auf dem allgemeinen Fonds der ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse haftenden, jährlichen Leistung an 300 Thlr. — — bis zur Realisirung dieser Theilung, in dem Verhältnisse, als es an diesem Fonds Theil nimmt, beizutragen, sowohl bei Vollziehung dieser Theilung eine Summe von 2008 Thlr. 19 Gr. 2 Pf. in mit 5 vom Hundert zinsbaren Activis der Königl. Sächs. Regierung, welche dafür die Verbindlichkeit, vorbemeldete Leistung an 300 Thlr. — — jährlich ferner abzuführen, und, nach deren Wegfall, den Descendenten der jetzigen Empfängerin eine Summe von 6000 Thlr. — — auszuzahlen, übernimmt, auszuliefern, nicht minder die, seit dem 6ten Junius 1815, aus der ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse auf oberwähnte rückständige Zulagen, oder sonst, in das Herzogthum geleistete Zahlungen sich anrechnen zu lassen, und endlich die, wegen der dem allgemeinen Fonds dieser Casse, oder der Weigandischen Stiftung zugehörigen Activorum, seit gedachtem Tage aufgewendeten Kosten in dem Verhältnisse seiner Theilnehmungsrechte mitzutragen.

Es wird jedoch der Königl. Preufs. Regierung hierbei noch zugesichert, dafs ihr, wenn die Empfängerinn der mehrerwähnten Rente an 300 Thlr. — — mit Tode abgegangen sein wird, davon, mit Beifügung eines Zeugnisses über die von ihr nachgelassene Descendenz, Nachricht gegeben, auch, wenn dieselbe Descendenten nicht hinterlassen haben und mithin die Auszahlung der den letzteren legirten 6000 Thlr. — — nicht eintreten sollte, die dazu beigetragene Summe von 2008 Thlr. 19 Gr. 2 Pf. unverzüglich baar zurückgezahlt werden solle. Sollte auch bei dem Ableben der Empfängerinn der Rente über deren Descendenz rechtliche Gewifsheit nicht sofort zu erlangen seyn, und daher der Anfall der fraglichen 6000 Thaler erst später Statt finden, so soll der Königl. Preufs. Regierung auch von der, durch obervormundschaftliche oder sonstige Verwaltung dieser

1825 6000 Thaler, etwa statt gefundenen Vermehrung des Hauptstammes ihr Antheil, nach Verhältnifs ihres geleisteten Beitrags, mit solchem, sobald als jene Verwaltung beendiget ist, ausgeliefert werden.

Art. V. Das Capital- und sonstige Vermögen der, von dem Kirchenrathe und Ober-Consistorio zu Dresden verwalteten Bufstags-Collecten-Casse wird nach den aus derselben, dem Amtskrankenhause, dem Almosenamte, und der Friedrichsstädter Real- und Armen-Schule zu Dresden, den allgemeinen Zucht- und Armen-Häusern, dem Landarbeitshause zu Colditz und der ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse, angewiesen gewesenen jährlichen Bezügen zur Theilung gezogen. Hiernach nimmt das Herzogthum Sachsen an den für die allgemeinen Zucht- und Armen-Häuser, das Landarbeitshaus zu Colditz, und die ältere Schullehrer-Besoldungs-Casse ausgefallenen Quoten in demselben Verhältnisse Theil, als es bei der Auseinandersetzung dieser Institute theilnehmend geworden ist, wobei im Betreff der Repartition der auf das Landarbeitshaus zu Colditz gekommenen Quoten der bei der Armenhaus-Haupt-Casse Statt gefundene Abtheilungsmafsstab in gegenwärtigem Falle ebenfalls in Anwendung kommen soll. In dessen Verfolg hat das Herzogthum von dem Vermögen der Bufstagscasse überhaupt

I. von dem sichern Vermögen

263 Thlr. 15 Gr. —

Zweihundert drei und sechzig Thaler, 15 Gr. — von den Capitalien zu 5 vom Hundert zinsbar, mit Inbegriff einer Summe von 87 Thlr. 12 Gr. — zu Deckung einer jährlichen Zulage von 4 Thlr 9 Gr. — für den Schullehrer zu Wellewitz in der Neustädter Ephorie;

7542 Thlr. 20 Gr. 8 Pf.

Siebentausend Fünfhundert zwei und vierzig Thaler, 20 Gr. 8 Pf. von den Capitalien zu 4½ vom Hundert zinsbar;

281 Thlr. 14 Gr. 11 Pf.

Zweihundert und ein und achtzig Thaler, 14 Gr. 11 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff zweier Ersatzposten, zusammen an 67 Thlr. 15 Gr. 5 Pf.

II. vom unsichern Vermögen, daferne solches unverkürzt eingehen würde,

2526 Thlr. 20 Gr. 6 Pf. 1825
Zweitausend Fünfhundert und sechs und zwanzig Thaler, 20 Gr. 6 Pf. von aufsenstehenden Capitalien, und
772 Thlr. 3 Gr. 11 Pf.
Siebenhundert uud zwei und siebenzig Thaler, 3 Gr. 11 Pf. an rückständigen Zinsen von diesen Capitalien, zu erhalten, dagegen alle, seit dem 6ten Juni 1815, aus der in Frage befangenen Casse in das Herzogthum auf dahin gehörige, deponirt gewesene Collectengelder, rückständige Leistungen, oder sonst geschehene Zahlungen insofern letztere nicht schon in Abrechnung gekommen sind, sich anrechnen zu lassen.

Art. VI. Die Gesangbuchscasse wird nach der Zahl der Prediger in den 7 Kreisen, nebst dem Fürstenthume Querfurth, und mithin nach einem Verhältnisse von

Fünftausend Fünfhundert und neun und vierzig Zehntausendtheilen für das Königreich,
und von
Viertausend Vierhundert und ein und funfzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum getheilt.

Hiernach erhält das Herzogthum
9302 Thlr. 14 Gr. 2 Pf.
Neuntausend Dreihundert und zwei Thaler, 14 Gr. 2 Pf. von den mit 5 vom Hundert zinsbaren Capitalien,
445 Thlr. 2 Gr. 5 Pf.
Vierhundert und fünf und vierzig Thaler, 2 Gr. 5 Pf. von den mit $4\frac{1}{2}$ vom Hundert zinsbaren Capitalien, und
1516 Thlr. 8 Gr. 10 Pf.
Eintausend Fünfhundert und sechszehn Thaler, 8 Gr. 10 Pf. vom unzinsbaren Vermögen, mit Inbegriff 188 Thlr. 13 Gr. 7 Pf. Einhundert acht und achtzig Thaler, 13 Gr. 7 Pf. an bis mit dem 5ten Junius 1815 an das Herzogthum rückständig gewesenen Leistungen, hat jedoch alle, seit dem 6ten Juni 1815, aus dieser Casse auf die vorbemeldeten rückständigen Leistungen und sonst erfolgte Zahlungen sich anrechnen zu lassen.

Ueberdiefs werden dem Herzogthume
923. Neunhundert und drei und zwanzig Exemplarien des ersten, und
913. Neunhundert und dreizehn Exemplarien des zweiten Theils des Kirchenbuches in natura ausgeantwortet.

1825 Art. VII. Die Schullehrer-Seminarien-Hauptcasse wird nach den, für die Schullehrerseminarien zu Friedrichstadt und Weifsenfels bestandenen Etat-Quantis: welche, wie solche in dieser Hinsicht berechnet worden sind, einen Abtheilungsmafsstab von

0,5855. Fünftausend Achthundert fünf und funfzig Zehntausendtheilen für das Königreich, und von
0,4145. Viertausend Einhundert fünf und vierzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sachsen

geben, getheilt. Dagegen wird die, im Jahre 1794, wegen gewisser Ansprüche des ehemaligen Gymnasiums zu Weifsenfels, ausgesetzte und zu vorerwähnter Casse gezogene, jährliche Rente von Eintausend und Achthundert Thalern — — — zu deren alleiniger Vertretung Königl. Sächs. Seits sich erklärt worden ist, zum Behuf der gegenwärtigen Auseinandersetzung, nach 5 vom Hundert zu Capital gerechnet, und dieses Capital, nach dem Verhältnifs der Bevölkerung der Provinzen, für deren niedere Schulanstalten die Unterstützung ursprünglich bewilligt worden ist, eben so, wie bei der ältern Schullehrer-Besoldungs-Casse (§. IV.) geschehen, mithin nach dem Verhältnifs von

0,6652. Sechstausend Sechshundert zwei und funfzig Zehntausendtheilen für das Konigreich, und von
0,3348. Dreitausend Dreihundert acht und vierzig Zehntausendtheilen für das Herzogthum Sachsen

getheilt.

Hiernach hat das Herzogthum

I. vom unbeweglichen Vermögen, aufser dem Bergischen Getreide-Stipendio, und den bisher von gewissen Thüringischen Städten an das Seminar zu Weifsenfels gezahlten jährlichen Beiträgen, welche beide Gegenstände dem nur gedachten Seminar allein gehören, und demselben ferner verbleiben, zusammen,

12,299 Thlr. 13 Gr. 8$\frac{2}{5}$ Pf.

Zwölftausend Zweihundert neun und neunzig Thaler, dreizehen Groschen, acht und zwei Fünftheilpfennige, und zwar mit

595 Thlr. 8 Gr. 4 Pf. Capitalwerthe der bisher in Weifsenfels erhobenen Lehnen und Zinsen, welche dem Herzogthume ganz überwiesen worden sind, und mit

11,704 Thlr. 5 Gr. 4⅞ Pf. als Antheil an der vorbe- 1825
schriebenen, mit 5 vom Hundert zu Capital erhobenen jährlichen Rente von 1800 Thlr. — —, welcher, weil der Antheil des Herzogthums an dem Capitalwerthe der ihm allein überwiesenen, oben berührten Lehnen und Zinsen nur in 246 Thlr. 18 Gr. 6 Pf. besteht, sich um 348 Thlr. 13 Gr. 10 Pf. und folglich von dem eigentlichen Betrage an 12,052 Thlr. 19 Gr. 2⅞ Pf. bis auf die angegebene Summe vermindert, baar,

2. vom beweglichen Vermögen, aufser den zeither schon in Weifsenfels verwalteten kleinen Capitalien, zusammen an

389 Thlr. 12 Gr. — —

Dreihundert neun und achtzig Thaler, zwölf Groschen — —, auf welche, so wie auf die vorstehend dem Herzogthume überlassenen Gegenstände des unbeweglichen Vermögens, Königl. Sächs. Seits gänzlich verzichtet wird, und nach der bereits in der commissarischen Darstellung vom 17ten October 1822 enthaltenen Ab- und Zurechnung, annoch

106 Thlr. 15 Gr. 9 Pf.

Einhundert und sechs Thaler, funfzehn Groschen, neun Pfennige von den Capitalien zu 5 vom Hundert zinsbar,

4145 Thlr. — — — —

Viertausend Einhundert fünf und vierzig Thaler — — — — von den mit 4½ vom Hundert zinsbaren Capitalien,

559 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.

Fünfhundert neun und funfzig Thaler, dreizehen Groschen, zehen Pfennige von den mit 3 vom Hundert zinsbaren Capitalien,

849 Thlr. 17 Gr. 5 Pf.

Achthundert neun und vierzig Thaler, siebzehen Groschen, fünf Pfennige von den Capitalien zu 2 vom Hundert zinsbar,

1170 Thlr. 8 Gr. 3 Pf.

Eintausend Einhundert und siebenzig Thaler, acht Groschen, drei Pfennige vom unzinsbaren Vermögen, zu erhalten, dagegen aber alle, vom 6ten Juni 1815 an, aus dem allgemeinen Fonds dieser Casse in das Herzogthum erfolgte Zahlungen, mit Ausschlufs eines an das Seminar zu Weifsenfels geleisteten, bereits in Anrechnung gekommenen Vorschusses von 87 Thlr.

1825 22 Gr. 5 Pf. zu restituiren, oder sich anrechnen zu lassen.

Da übrigens aus dieser Casse eine temporaire Leistung von 30 Thlr. —— —— dreifsig Thalern —— —— jährlich zu bestreiten ist, so sind hierzu auf die Dauer dieser Leistung, vom 6ten Junius 1815 an, jährlich

17 Thlr. 13 Gr. 7 Pf.

Siebzehen Thaler, dreizehen Groschen, sieben Pfennige vom Königreiche, und

12 Thlr. 10 Gr. 5 Pf.

Zwölf Thaler, zehn Groschen, 5 Pfennige vom Herzogthume beizutragen.

Demnächst empfängt das Herzogthum von dem, bei der Reinhardtschen Stiftung für die beiden Schullehrerseminarien zu Friedrichstadt und Weifsenfels, am 5ten Juni 1815 vorhanden gewesenen unzinsbaren Bestande an 24 Thlr. 11 Gr. —— vier und zwanzig Thalern 11 Gr. —— die Hälfte mit 12 Thr. 5 Gr. 6 pf. zwölf Thaler 5 Gr. 6 Pf., und überdiefs werden demselben die, aus einem Vermächtnisse des vormaligen Buchhändlers Weigand zu Leipzig an 3000 Thlr. —— —— für das Seminar zu Weifsenfels, annoch, nachdem deshalb sonst die Befriedigung bereits erfolgt ist, herrührende Forderung von 450 Thlr. —— —— in dem, bei dem Stadtrathe zu Dresden anhängigen, Börnerischen Creditwesen, so wie die von nurbemeldetem Weigand ebenfalls dem Seminar zu Weifsenfels legirte Hälfte rückständiger Zinsen von einem, in dem dermalen bei dem Ober-Landes-Gerichte zu Naumburg obschwebenden Veltheimischen Concurse, liquidirten Hauptstamme an 18600 Thlr. —— —— ingleichen die gleichfalls, vermöge des Weigandischen Testaments, dem Seminar zu Weifsenfels zustehenden eventuellen Ansprüche in Ansehung eines Legats für Christian August Ifen aus Leipzig, und sämmtlicher Legatarien, welche Streitigkeiten und Procefs erregt und Unrecht behalten haben, zur alleinigen Einziehung und resp. Verfolgung überlassen; es sind jedoch die wegen nurerwähnter Forderungen und Ansprüche nach dem 5ten Juni 1815 etwa aufgewendeten Kosten vom Herzogthume zu erstatten.

Art. VIII. Die von der Königl. Sächs. Hof- und Land-Jägerei im Jahre 1755 errichtete Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse, deren Auseinander-

setzung von den beiderseitigen Regierungen für an- 1825
gemessen erachtet worden ist, soll dergestalt getheilt werden, dafs von dem am 31sten December 1814, als dem im gegenwärtigen Falle festgesetzten Normaltage, vorhanden gewesenen Vermögen dieser Casse, nach dem zum Theilungsmafsstabe angenommenen Verhältnifs des Gesammtbetrags der von den, in der Beilage unter A. angegebenen Mitgliedern in beiden Landestheilen am 31sten December 1814 geleisteten Beiträge, das Herzogthum Sachsen für die in demselben befindlichen Mitglieder

a. von 3000 Thlr. — — zu 5 vom Hundert zinsbarem Vermögen

1386 Thlr. 14 Gr. 5 Pf.

Eintausend und Dreihundert und sechs und achtzig Thaler, 14 Gr. 5 Pf. und zwar ein Drittheil dieser Summe in Louisd'ors, zu 5 Thalern den einfachen gerechnet, oder mit coursmäfsigem Aufgelde, sowohl

b. von dem zur Theilung verbliebenen unzinsbarem Vermögen, nach gegenseitiger, in der gemeinschaftlich vollzogenen Darstellung der Verhältnisse dieser Casse angegebenen, Zu- und Abrechnung,

75 Thlr. 11 Gr. 6 Pf.

fünf und siebenzig Thaler 11 Gr. 6 Pf. überhaupt zu empfangen, nicht minder die von Mitgliedern im Herzogthume rückständig gelassenen Beiträge und von Untereinnahmen in demselben einzuliefern gewesenen Ueberschufsgelder zu seinem alleinigen Vortheile einzuziehen, so wie die von Mitgliedern im Herzogthume seit dem 1sten Januar 1815, zu der bisher gemeinschaftlich gewesenen Casse etwa geleisteten Beiträge zurückzuerhalten, dagegen aber auch nicht nur die, bis zum 31sten December 1814, in das Herzogthum zu zahlen gewesenen Begräbnifs- und Unterstützungs-Gelder, und die von einigen Untereinnahmen im Herzogthume geleisteten Vorschüsse allein zu berichtigen, sondern auch, vom 1sten Junuar 1815 an, alle Verbindlichkeiten und Obliegenheiten gegen die Hinterlassenen und Erben derjenigen, die bei der Hof- und Landjägerei angestellt und als solche beitragende Mitglieder dieser Casse waren, allein zu erfüllen hat.

Sollten sich in der Folge etwa gegen die bei Auseinandersetzung dieser Casse zum Grunde gelegte, in

1825 der angegebenen Beilage unter A. angenommene Zahl ihrer Mitglieder, oder gegen die als noch rückständig bezeichneten Beiträge und Unterstützungen Verschiedenheiten ergeben, so übernimmt die daraus abzuleitenden Ansprüche die künftig in jedem Landestheile besonders bestehende Jäger- Wittwen- und Waisen Versorgungs-Casse, bei deren Angehörigen dergleichen Verschiedenheiten vorkommen, zur alleinigen Vertretung, ohne, weder bei der künftigen Hauptberechnung, noch sonst jemals, zu diefsfalsigen Reclamationen, oder Entschädigungsansprüchen an die Jäger- Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse im andern Landestheile, oder an deren Regierung berechtiget zu sein.

So viel hingegen

Art. IX. die in einigen, durch die Landestheilung getrennten, Provinzen und Ephorieen bestehenden Prediger- und Schullehrer-Wittwen- und Waisen-, auch Begräbnifs-Cassen anlangt, so wollen die beiderseitigen Regierungen nicht nur das Fortbestehen dieser Verbindungen auf keine Weise behindern, sondern auch darauf sehen, dafs weder den dermaligen Mitgliedern dieser Societäten und ihren Hinterlassenen, welche sich in dem andern Landestheile befinden, der Genufs der erworbenen Rechte, und die verfassungsmäfsige Theilnahme an Ausübung der Gesellschaftsbefugnisse, insofern die verfassungsmäfsigen Verbindlichkeiten gehörig erfüllt werden, unter irgend einem Vorwande entzogen, noch denjenigen, welche vor der Landestheilung, vermöge der ihnen übertragenen Aemter, einen gültigen, seitdem nicht durch ausdrückliche Uebereinkunft der Interessenten in beiden Landestheilen, und, mit Genehmigung ihrer vorgesetzten Behörden, aufgegebenen Anspruch gehabt haben, Mitglieder dieser Gesellschaften zu bleiben oder zu werden, das fernere Verbleiben bei solchen, oder der Beitritt zu denselben, wegen ihrer Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit, verweigert, auch insofern bei einigen dieser Societäten, nach den am 5ten Junius 1815 bestandenen Statuten und Verfassungen, den Inhabern gewisser Aemter, als solchen, die Verbindlichkeit zum Eintritt in die Societät obliegt, ferner so lange diese nicht, durch Einverständnifs der in beiden Landestheilen befindli-

chen Mitglieder und ihrer vorgesetzten Behörden, auf- 1825
gehoben wird, auf Erfüllung der erwähnten Verbindlichkeit gehalten werde.

Uebrigens macht sich die Königl. Preufs. Regierung hierbei noch verbindlich, dahin Verfügung zu treffen, dafs das von dem vormaligen Pfarrer zu Eythra und Bösdorf, Georg Friedrich Sperber, in seinem unterm 21sten November 1806 errichteten Testamente, der im Jahre 1798 gegründeten Prediger-Wittwen-Pensions-Anstalt zu Merseburg, als Andenken, jedoch mit der Verpflichtung, die Zinsen jedesmal vorzüglich den Wittwen seiner Nachfolger im Eythraer Pfarramte abzureichen, legirte Capital von zweihundert Thalern, — — — — jederzeit besonders verwaltet, sowohl der Zinsenbetrag desselben den Wittwen Eythraer Pfarrer, wenn deren vorhanden sind, auf Anmelden, unweigerlich verabfolgt, und nur bei Ermangelung solcher Wittwen über diese Zinsen von der Societät nach ihrem Gefallen verfügt werden solle.

Art. X. In Ansehung der in einigen, durch die Landestheilung getrennten, Aemtern, Gerichtsbezirken, und Parochieen bestehenden, gemeinschaftlichen Armencassen und Stiftungen für Arme ist für angemessen erachtet worden, die Auseinandersetzung derselben, insofern von den in einem oder dem andern Landestheile befindlichen Interessenten darauf angetragen wird, durch beiderseitige Localcommissarien bewirken zu lassen. Es werden daher die beiderseitigen Provinzialregierungen, zu deren Bereiche die betheiligten Orte gehören, wenn bei ihnen Anträge auf Theilung des Vermögens der in Frage befangenen Armen-Cassen und Stiftungen bereits geschehen sind, oder noch geschehen, sich deshalb mit einander vernehmen, und zu deren Auseinandersetzung unverzüglich Localcommissarien ernennen, welche sich gegenseitig alle, zu vollständiger Kenntnifs der Verhältnisse der fraglichen Casse oder Stiftung, nöthige Acten, Urkunden, Nachrichten und Rechnungen mitzutheilen, hiernach die Entstehung und den Zweck, die daraus hervorgehenden Theilnehmungsrechte, die bisherigen Collatur-, Administrations- und Aufsichts-Gerechtsame und den Vermögensbestand dieser Cassen und Stiftungen zu ermitteln, bei der Theilung

1825 selbst aber die bisher bei Auseinandersetzung der milden Stiftungen überhaupt befolgten allgemeinen Grundsätze, so weit solches thunlich ist, in Anwendung zu bringen haben. Wenn von diesen Localcommissarien eine Uebereinkunft getroffen, und von ihren Auftragsbehörden genehmiget worden ist, so wird solche sofort durch Leistung der Zahlungen, welche nach denselben der eine Theil an den andern zu bewirken hat, und sonst vollzogen werden. Bis nach erfolgter Auseinandersetzung der hier in Frage stehenden Cassen und Stiftungen soll ebenfalls den Betheiligten in beiden Landestheilen der fernere Genufs ihrer Verfassungs- oder stiftungsmäfsigen Rechte verbleiben, und ihnen, wegen der veränderten Landeshoheit, oder unter einem andern Vorwande, auf keine Weise geschmälert werden.

Die von dem vormaligen Besitzer des im Bezirke des Amtes Wurzen gelegenen Ritterguts Roitzsch, Ulrich von Spener, in seinem Testamente vom 30sten November 1764 gemachte Stiftung für Arme wird jedoch hiervon ausdrücklich ausgenommen, und zu ferneren Verhandlungen zwischen den unterzeichneten Commissarien ausgesetzt.

Art. XI. Da die General-Almosen-Casse zu Merseburg einen jährlichen Beitrag von 262 Thlr. 12 Gr. — aus den Stift-Merseburgischen Rentkammer-Einkünften zu beziehen hat, so ist zuvörderst die Uebereinkunft getroffen worden, dafs vom 6ten Juni 1815 an die Königl. Preufs. Regierung fünf Sechstheile, und die Königl. Sächs. Regierung ein Sechstheil hiervon übernehmen soll.

Das, nach Deckung eines in das Herzogthum Sachsen gehörigen, fortdauernden jährlichen Bezuges von 100 Thlr. bleibende Vermögen dieser Casse wird nach dem Verhältnifs der Volkszahl des Stifts Merseburg getheilt, wonach sich der Theilungsmafsstab auf

0,8114,

Achttausend Einhundert und vierzehn Zehntausendtheile für das Herzogthum, und

0,1886,

Eintausend Achthundert sechs und achtzig Zehntausendtheile für das Königreich Sachsen bestimmt. Nach diesem Theilungsverhältnifs werden dem Königreiche

Sachsen, zu Berichtigung des ihm zustehenden Antheils: überwiesen: 1825

1. der von der Königl. Sächs. Regierung, vom 6ten Juni 1815 an, jährlich mit 43 Thlr. 18 Gr. — fortwährend zu leistende antheilige Rentkammer-Beitrag, welcher, nach 5 pCt. zu Capital berechnet, sich auf 875 Thlr. beläuft,
2. in Capitalien zu 5 pCt. zinsbar, 166 Thlr. 1 Gr. 9 Pf. Einhundert sechs und sechszig Thaler, 1 Gr. 9 Pf.
3. in Capitalien zu 4 pCt. zinsbar, 46 Thlr. 5 Gr. — sechs und vierzig Thaler, 5 Gr.
4. in Capitalien zu 3 pCt. zinsbar, 301 Thlr. 18 Gr. 3 Pf. Dreihundert und einen Thaler 18 Gr. 3 Pf.
5. in Capitalien zu 2 pCt. zinsbar, 94 Thlr. 7 Gr. 2 Pf. vier und neunzig Thaler, 7 Gr. 2 Pf.
6. vom unzinsbaren Vermögen, 66 Thlr. 21 Gr. 5 Pf. sechs und sechszig Thaler, ein und zwanzig Groschen, fünf Pfennige,

wogegen dasselbe sich alle seit dem 6ten Juni 1815 an Königl. Sächs. Orte etwa ausgezahlte, und solchenfalls bei der künftigen Berechnung nachzuweisende, Unterstützungen anrechnen zu lassen hat.

Art. XII. Von dem Bestande der Stift-Merseburgischen Bufstags-Collecten-Casse am 5ten Juni 1815, welcher vergleichsweise zu 66 Thlr. 16 Gr. 3 Pf. angenommen worden ist, und ebenfalls nach der Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg getheilt wird, erhält das Königreich Sachsen

12 Thlr. 13 Gr. 10 Pf.

zwölf Thaler, dreizehn Groschen, zehn Pfennige unzinsbar.

Art. XIII. Nach demselben Verhältnifs wird das Vermögen des Stift-Merseburgischen Hebammen-Instituts getheilt, und es empfängt hiernach das Königreich Sachsen von demselben

169 Thlr. 17 Gr. 9 Pf.

Einhundert neun und sechszig Thaler, 17 Gr. 9 Pf. von dem mit 5% zinsbaren Activo, und

91 Thlr. 16 Gr. 7 Pf.

ein und neunzig Thaler, sechszehn Groschen, sieben Pfennige, incl. der von der Parochie Quesitz angesammelten Taufgroschen nach dem 5ten Juni 1815 eingelieferten — 11 Gr. unzinsbar.

1825 Auf vorstehende unzinsbare Summe hat die Königl. Sächsische Regierung

54 Thlr. 4 Gr. — —

so die Königl. Preufsische Regierung auf die Zeit, vom 1sten April bis 5ten Juni 1815, an rückständigem, aus der Merseburgischen Stifts-Rentkammer bewilligten Lehrergehalt bezahlt hat, sich anrechnen zu lassen.

Uebrigens werden jeder Regierung die diesem Institute gewidmeten Bezüge aus ihrem Gebiete auf die Zeit nach dem 5ten Juni 1815 überlassen.

Art. XIV. Das Vermögen der bei dem vormaligen Stifts-Consistorio zu Merseburg verwalteten, sogenannten Salzburger-Collecten-Casse wird gleichfalls nach dem obbemerkten Verhältnifs der Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg getheilt. Hiernach erhält das Königreich Sachsen:

1. an sicherem Vermögen:

94 Thlr.	7 Gr.	2 Pf.	v.	500 Thlr.	—	—	—	Pf. à 5 pCt.	zinsbar,
396 —	1 —	5 —	—	2100 —	—	—	—	— 3 —	—
10 —	5 —	3 —	—	54 —	4 -	5 —			unzinsbar,

2. an unsicherem Vermögen:

33 —	—	— 1 —	—	175 —	—	—	—	— 5pCt.	zinsbar,
2 —	4 —	3 —	—	11 —	13 -	1 —			unzinsbar,

wogegen dasselbe die seit dem 6ten Juni 1815, nach Befinden, aus dieser Casse erhaltenen Zahlungen sich anrechnen zu lassen hat.

Art. XV. Wegen des Stiftsgymnasiums zu Merseburg, seiner Fonds, Bezüge, und der mit demselben in Verbindung stehenden Stipendienstiftungen, kommen beide Regierungen vergleichsweise dahin überein, dafs

1. die Königl. Preufs. Regierung den Ansprüchen auf einen, Königl. Sächsischer Seits antheilig zu übernehmenden, Beitrag zu den auf die Stift-Merseburgische Rentkammer angewiesenen, zu Unterhaltung des Gymnasiums und Leistung gewisser Schulstipendien bestimmten, Geld- und Natural-Deputaten entsagt, und sich blos den Anspruch an die Stiftsstände des Königl. Preufsischen Stiftsantheils, wegen der aus der Stiftsbedürfnifscasse zum Gymnasium-Fonds zu bezahlenden Supplement-Steuer-Zinsen, vorbehält, den diefsfallsigen Anspruch an die Stiftsstände des Königl.

Sächs. Stifts-Antheils aber der Königl. Sächs. Regie- 1825
rung abtritt, wogegen diese

2. nicht nur den Anspruch auf Wiedererstattung der, für die Zeit vom 6ten bis 30sten Juni 1815, aus dem Königl. Sächs. Landeszahlamte, zu Berichtigung des baaren Stiftskammerbeitrags, an das Gymnasium bezahlten 37 Thlr. 14 Gr. 6 Pf., sondern auch allen sonstigen Ansprüchen an das Vermögen des Gymnasiums entsagt, sowohl

3. das Collaturrecht der Stadt Zwenkau auf zwei, bisher von dem dasigen Stadtrathe vergebene, für Schüler des gedachten Gymnasiums bestimmte Stipendien und den Antheil, welcher von vier dergleichen Schulstipendien, so bisher von den Stiftsständen vergeben worden, auf den Königl. Sächs. Stiftsantheil kommen würde, dem Herzogthume Sachsen dergestalt abtritt, dafs die Königl. Sächs. Regierung die diefsfallsige Entschädigung der Stadt Zwenkau und des Königl. Sächsischen Theils der Stiftsstände ohne weitern Anspruch übernimmt.

4. Es wird jedoch den Eingebornen des Königl. Sächs. Stiftsantheils, wenn sie das Merseburger Gymnasium besuchen wollen, nicht nur das Recht hierzu, sondern auch die rechtliche Fähigkeit, an den ihnen solchenfalls vor der Landestheilung zugestandenen Vortheilen und Beneficien, jedoch mit Ausschlufs derer, welche aus den vorstehend abgetretenen Collaturrechten hergeleitet werden könnten, unter den in der jedesmaligen Schulverfassung gegründeten Voraussetzungen, Theil zu nehmen, in so weit zugestanden, dafs ihnen, wenn sie sich sonst hierzu qualificiren, ihre nunmehrige Eigenschaft als Ausländer nicht entgegenstehen soll.

5. Das Böhringerische Schulstipendium verbleibt fernerhin in der bisherigen Mafse dem Gymnasium und wird zu den Localstiftungen des Herzogthums gerechnet.

Art. XVI. Bei dem Stift-Merseburgischen Schul-Verbesserungs-Fonds kommt auch die Volkszahl der beiderseitigen Antheile des Stifts Merseburg als Theilungsmafsstab in Anwendung.

Hiernach hat das Königreich Sachsen

I. zu erhalten:

1825 120 Thlr. 4 Gr. —-
Einhundert und zwanzig Thaler, vier Groschen, vom sichern unzinsbaren Vermögen,
848 Thlr. 16 Gr. 10 Pf.
Achthundert acht und vierzig Thaler, sechszehn Groschen, zehn Pfennige, vom unsichern, zu 5 pCt. zinsbaren Vermögen,
16 Thlr. —- 9 Pf.
sechszehn Thaler und neun Pfennige, von den unsichern Zinsrückständen des vorerwähnten zinsbaren Vermögens,
83 Thlr. 12 Gr. 5 Pf.
drei und achtzig Thaler, 12 Gr. fünf Pfennige, von aufsenstehenden unsichern Lotterieresten, insofern diese verschiedenen unsichern Activa eingehen sollten; dahingegen hat dasselbe
2. beizutragen
660 Thlr. 2 Gr. 5 Pf.
Sechshundert und sechszig Thaler, zwei Groschen, fünf Pfennige zum zinsbaren Passivo, nebst Zinsen, vom 6ten Juni 1815 an, zu 5 pCt. insofern dieser Zinsfufs seitdem nicht herabgesetzt worden, ingleichen den nach obigem Verhältnifs zu berechnenden Antheil an den auf Eintreibung des unsichern Vermögens verwendeten Kosten.

Art. XVII. Von dem Vermögen des Stift-Merseburgischen neuern Schulverbesserungs- oder sogenannten Catecheten-Fonds erhält das Königreich Sachsen, nach dem mehrerwähnten Verhältnifs der Volkszahl in den beiderseitigen Antheilen des Stifts Merseburg, überhaupt
40 Thlr. 15 Gr. 7 Pf.
vierzig Thaler, funfzehn Groschen, sieben Pfennige unzinsbar.

Art. XVIII. Von dem bei der vormaligen Stiftsregierung zu Merseburg verwalteten sogenannten Ueberschufsfonds, welcher, nach Deckung eines darauf angewiesenen, dem Herzogthume Sachsen verbleibenden Bezugs, wieder im Verhältnifs der Bevölkerung der beiderseitigen Theile des Stifts Merseburg getheilt wird, erhält das Königreich Sachsen

A. an sicherem Vermögen:
2510 Thlr. 6 Gr. 5 Pf.

Zweitausend Fünfhundert zehn Thaler, sechs Gro- 1825
schen, fünf Pfennige, zu 5 pCt. zinsbar,
744 Thlr. 23 Gr. 3 Pf.
Siebenhundert vier und vierzig Thaler, drei und zwanzig Groschen, drei Pfennige, zu 3 pCt. zinsbar,
328 Thlr. 3 Gr. 5 Pf.
Dreihundert acht und zwanzig Thaler, drei Groschen, fünf Pfennige, unzinsbar, nach Abzug derjenigen 54
Thlr. 4 Gr. — - welche noch aus der Königl. Sächs. Rentkammer an den Ueberschufsfonds zu zahlen waren;

B. an unsicherm Vermögen, insofern solches unverkürzt zu erlangen sein sollte:
56 Thlr. 13 Gr. 11 Pf.
sechs und funfzig Thaler, dreizehen Groschen, eilf Pfennige, zu 5 pCt. zinsbar,
4 Thlr. 16 Gr. — -
vier Thaler, sechszehn Groschen, bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon,
75 Thlr. 10 Gr. 7 Pf.
fünf und siebenzig Thaler, zehen Groschen, sieben Pfennige, zu 4 pCt. zinsbar,
24 Thlr. 10 Gr. 5 Pf.
vier und zwanzig Thaler, zehen Groschen, fünf Pfennige, bis 5ten Juni 1815 rückständige Zinsen davon,
499 Thlr. 6 Gr. 9 Pf.
Vierhundert neun und neunzig Thaler, sechs Groschen, neun Pfennige unzinsbar, an aufsenstehenden Lotterieresten,

C. als Antheil an 955 Thlr. — - — - Neunhundert fünf und funfzig Thaler, welche, unterm 24sten September 1813, für Rechnung des Ueberschufsfonds erhoben und bis jetzt nicht nachgewiesen worden, insofern sich bei der deshalb vorbehaltenen weiteren Ausmittelung ein rechtlicher Anspruch an den Aussteller der Quittung, oder sonst an Jemand ergeben sollte,
180 Thlr. 2 Gr. 9 Pf.
Einhundert und achtzig Thaler, zwei Groschen, neun Pfennige, und hat dagegen auch nach dem Verhältnifs seiner Theilnahme zu den Unkosten, welche das unsichere Vermögen veranlafst, beizutragen.

Art. XIX. Das Vermögen des Waisenhauses zu Merseburg wird, nach Abzug des für die Stadt Merseburg besonders davon gerechneten Antheils, nach

1825 Verhältnifs der Einwohnerzahl in den übrigen Stift-Merseburgischen Ortschaften, welches

0,7794,

Siebentausend Siebenhundert vier und neunzig Zehntausendtheile für das Herzogthum, und

0,2206,

Zweitausend Zweihundert und sechs Zehntausendtheile für das Königreich Sachsen beträgt, getheilt.

Hiernach erhält das Königreich,

A. an sicherm Vermögen:

1942 Thlr. — Gr. 4 Pf.

Eintausend Neunhundert zwei und vierzig Thaler und vier Pfennige, durch Ueberweisung des Capitalwerthes der im Königl. Sächs. Stiftsantheile fundirten Bezüge,

1299 Thlr. 20 Gr. 2 Pf.

Eintausend Zweihundert neun und neunzig Thaler, zwanzig Groschen, zwei Pfennige, von den sichern, zu 5 pro Cent zinsbaren Activis,

142 Thlr. 22 Gr. 6 Pf.

Einhundert und zwei und vierzig Thaler, zwei und zwanzig Groschen, sechs Pfennige, von den sichern, zu 4 pro Cent zinsbaren Activis,

B. an unsicherem Vermögen:

812 Thlr. 17 Gr. 8 Pf.

Achthundert und zwölf Thaler, siebenzehen Groschen, acht Pfennige, von unsichern, zu 5 pro Cent zinsbaren Activis,

284 Thlr. 11 Gr. —-

Zweihundert vier und achtzig Thaler, eilf Groschen, von den unsichern, zu 4 pro Cent zinsbaren Activis,

C. an Naturalvorräthen aus dem Bücherverlage des Waisenhauses:

49 Exemplare Gesangbücher klaren Drucks auf Schreibepapier,
21 dergleichen auf ordinäres Papier,
52 Exemplare Spruchbücher,
7 Exemplare Passionsgesänge,

aufser den, nach demselben Verhältnisse zu berechnenden, Antheilen an den, auf weiterer Ermittelung beruhenden, Exemplarien von Gesangbüchern groben Drucks und von gedruckten Waisenhausnachrichten.

Hierüber hat das Königreich noch zu erhalten:

a. den verhältnifsmäfsigen Antheil von dem, was, 1825
nach Befinden, von den aufsenstehenden Lotterieresten noch eingehen sollte, welcher Antheil, nach Abzug der aufgewendeten Kosten und des auf die Stadt Merseburg kommenden Theils, nach obigem Verhältnisse zu theilen sein würde,

b. die, auf die Zeit nach dem 30sten Juni 1815, aus dem Königreiche etwa noch zum Waisenhause geflossenen Bezüge.

Dagegen hat das Königreich noch zu vertreten und sich anrechnen zu lassen:

a. 21 Thlr. 5 Gr. —- Rentkammerbeitrag auf den Termin Pfingsten 1815, insofern dessen bereits erfolgte Berichtigung nicht durch Quittung nachgewiesen werden kann,

b. 88 Thlr. 4 Gr. 4 Pf. antheiligen Beitrag zu den unverzinsbaren Passivis,

c. die Alimentationskosten für die am 1sten Juli 1815 im Waisenhause gewesenen Kinder aus dem Königl. Sächsischen Stiftsantheile, für jedes jährlich 65 Thlr. —- —- vom gedachten Tage an, bis zur Entlassung aus dem Waisenhause,

d. den, im Verhältnisse der Theilnahme des Königreichs, an dem Vermögen zu berechnenden Antheil an den auf Eintreibung des unsichern Vermögens verwendeten Kosten, auch, da übrigens, nach dieser Auseinandersetzung, die Theilnahme der Stände des Königl. Sächs. Stiftsantheils an der Ausübung des ständischen Collaturrechts von vier Stellen wegfällt, dieselben deshalb abzufinden, und die Königl. Preufsische Regierung gegen alle diefsfallsige Ansprüche zu vertreten.

Art. XX. Jede der beiden Regierungen hat von den ihr in Vorstehendem überwiesenen Antheilen an dem zinsbaren, beweglichen und zu Capital erhobenen unbeweglichen Vermögen einer Stiftung, auch die Zinsen, nach den bei den Capitalantheilen angegebenen, oder den seit der geschehenen Ausmittelung des Vermögens jeder Stiftung veränderten Zinsfüfsen, insoweit nicht seitdem, im Einverständnisse der beiderseitigen Behörden, ein Erlafs an rückständigen Zinsen bewilligt worden ist, und insoweit vom unsichern Vermögen überhaupt Zinsen zu erlangen sind, vom

1825 6ten Juni 1815 an zu erhalten; allein bei der Jäger-Wittwen- und Waisen-Versorgungs-Casse (§. VIII.) tritt dieser Termin schon mit dem 1sten Januar 1815, und bei dem Fonds des Waisenhauses zu Merseburg (§. XIX.) erst mit dem 1sten Juli 1815 ein.

Art. XXI. Sobald von beiden allerhöchsten Regierungen diese Uebereinkunft genehmiget worden ist, soll sofort eine Berechnung über alle, von beiden Regierungen in derselben übernommenen Zahlungsverbindlichkeiten gepflogen, und dasjenige, was hiernach der eine Theil dem andern auszuliefern und herauszugeben hat, berichtiget werden.

Art. XXII. Nach dieser erfolgten Vollziehung werden alle Ansprüche, welche von der einen Regierung an die andere, in Beziehung auf die in dieser Convention erwähnten Stiftungen und Fonds, wegen der Theilnahme an Genuſs- oder Collatur-Rechten, oder sonst auf irgend eine Weise gemacht werden könnten, soweit deshalb nicht ausdrücklich besondere Vorbehalte in Obigem enthalten sind, für beseitigt und aufgehoben erklärt, und beide Theile verzichten auf alle fernere, in dieser Convention nicht gegründete, dieſsfallsige Anforderungen, so wie Königl. Preuſsischer Seits noch besonders allen Ansprüchen auf Genuſsrechte wegen der, mit der älteren Schullehrer-Besoldungs-Casse verbundenen, Gehischen, Weigandischen und Kreutzigerischen Stiftungen, mit Vorbehalt der auf letztere Bezug habenden, oben (§. IV.) erwähnten, 2008 Thlr. 19 Gr. 2 Pf., ingleichen den Ansprüchen auf die mit der Schullehrer-Seminarien-Casse vereinigten Stiftungen, namentlich: die Scheuereckische, Reinhardtische, Weigandische, Dinterische, die eines Ungenannten, und die Heynische, nicht minder aller Theilnahme an dem ferneren Gewinn aus dem Verkaufe des Dresdner Gesangbuchs und des Kirchenbuchs, und hingegen Königl. Sächsischer Seits allen Ansprüchen auf die mit den oben §. §. XI bis mit XIX. bemerkten Stift-Merseburgischen Cassen und Instituten vereinigten besonderen Stiftungen entsagt wird.

Auſserdem leistet auch die Königl. Preuſsische Regierung auf alle Theilnahme an dem Zwecke des von Johann Andreas von Osten auf Raaschau und Dören-

thal, in seinem Testamente vom 7ten December 1757, 1825
gestifteten Waisenhauses zu Plauen, wegen der vormaligen Enclaven des Voigtländischen Kreises im Reussischen, Blankenberg, Blintendorf, Gefell und Sparemberg; so wie wieder die Königl. Sächsische Regierung auf alle Ansprüche an die, zu den bei der Domkirche und Stiftsschule zu Merseburg vorfallenden Bedürfnissen bestimmte, Dom-Cymbel-Casse zu Merseburg Verzicht.

Endlich bewendet es

Art. XXIII. wegen des von Friederiken Christianen Elisabeth Freifrau von Fletcher ausgesetzten Vermächtnisses, zu Errichtung und Unterhaltung eines Schullehrer-Seminarii in Kursächsischen Landen, in Folge der nur für diesen Fall getroffenen Uebereinkunft, bei dem, von dem Königl. Grofsbritannisch-Hannöverschen Ober-Appellations-Gerichte zu Celle, unter dem 15ten November 1822 ertheilten schiedsrichterlichen Erkenntnisse.

Art. XXIV. In Ansehung aller übrigen, in der gegenwärtigen Convention nicht erwähnten, milden Stiftungen verbleibt es für jetzt noch, bis zu einer definitiven Vereinigung darüber, bei den deshalb im Art. XXII, §. §. 1 und 2 der Eingangs berührten Hauptconvention vom 28sten August 1819 enthaltenen Bestimmungen; es sollen jedoch die Verhandlungen über diese Stiftungen, ingleichen über die dabei zur Sprache kommenden fiscalischen Punkte möglichst beschleuniget, und die darüber zu treffenden Vereinigungen, nach beiderseits erfolgter allerhöchster Genehmigung, durch eine anderweite nachträgliche Convention zum Abschlufs gebracht und, nebst der gegenwärtigen Convention, öffentlich bekannt gemacht werden.

Zu dessen Urkund haben die beiderseitigen Königlichen Bevollmächtigten die gegenwärtige Convention unterzeichnet.

Geschehen zu Dresden, am 4ten April 1825.

Müller,	D. Pinder,
Königl. Sächsischer Commissarius.	*Königl. Preufsischer Commissarius.*

82.

1825 *Convention pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers y intéressés; signée le 27 Septembre 1825 et ratifiée par la Saxe le 12 Février 1826 et par la Prusse le 9 Février de la même année.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1828. Nr. 32. pag. 291.)

Zu Festsetzung der öffentlichen Verhältnisse in Beziehung auf die im Königreiche und Herzogthume Sachsen befindlichen Familienstiftungen, und zu Sicherstellung der dabei betheiligten Privatberechtigten, ist zwischen den Unterzeichneten beiderseitigen Königl. Commissarien, bis auf Genehmigung ihrer höchsten Behörden, folgende Vereinigung getroffen worden.

Art. I. Unter Familienstiftungen werden hier lediglich diejenigen verstanden, welche zum Besten einzelner, namentlich ausgedrückter Familien fortdauernd und dergestalt errichtet sind, dafs den Angehörigen der benannten Familien entweder ausschliefslich, oder vorzugsweise das Recht zusteht, die Nutzungen gewisser Vermögensgegenstände zu einem von dem Stifter ausdrücklich vorgeschriebenen Zwecke zu beziehen. Bei Beurtheilung der Frage, welche von den, zufolge des §. II. der Convention vom 27sten Juli 1817, angezeigten Familienstiftungen der Aufsicht der einen oder andern Regierung für die Zukunft unterworfen sein sollen, ist

1. darauf zu sehen, ob nach den Stiftungsurkunden der Hauptzweck der Stiftung an einem bestimm-

ten Orte in Erfüllung gehen soll, wie z. B. namentlich bei Stiftungen zu Freitischen, oder Wohnungen und andern Unterstützungen in dazu bestimmten örtlichen Anstalten. Eine solche Stiftung folgt der Aufsicht derjenigen Regierung, in deren Gebiete der bezeichnete Ort gelegen ist. 1825

Da, wo ein solches Verhältnifs nicht vorhanden ist, kommt es sodann

2. darauf an, ob den Familiengliedern durch die Stiftungsurkunden oder sonstige, vor dem 5ten Juni 1815, rechtsgültig getroffene Verfügungen:

a. Angehörige gewisser Provinzen, Orte oder Localanstalten des Königreichs oder Herzogthums Sachsen vorzugsweise, oder ausschliefslich substituirt sind, und solchenfalls sind dergleichen Familienstiftungen derjenigen Regierung zu überweisen, unter deren Landeshoheit sich die fraglichen Provinzen, Orte oder Localanstalten befinden;

b. dasselbe findet Statt, wenn Angehörige einer, der einen der gegenwärtig paciscirenden Regierungen, als solcher, unterworfenen, in der Stiftungsurkunde namentlich ausgedrückten Provinz zugleich mit Unterthanen einer fremden Regierung substituirt sind, und gehet daher die Aufsicht über eine solche Stiftung auf die erstgedachte Regierung über;

c. eben diefs greift ferner Platz, wenn Studirende auf einer der beiden Universitäten Leipzig, oder Halle-Wittenberg ausschliefslich, oder welche vorher auf einer gewissen Schule im Königreiche oder Herzogthume Sachsen gewesen, substituirt sind, indem solchenfalls die Stiftung unter Aufsicht derjenigen Regierung tritt, in deren Gebiete sich diese Universität, oder Schule befindet. Sind aber Individuen, welche auf der Einen der vorgenannten beiden Universitäten studiren, und vorher auf einer Schule in dem andern Landestheile gewesen, substituirt, so tritt die Stiftung unter Aufsicht derjenigen Regierung, in deren Gebiete sich die Schule befindet;

d. sonstige allgemeine Substitutionen ohne ausschliefsliche örtliche Beziehungen, oder ohne örtliche Beziehungen überhaupt, sind hingegen nicht als entscheidend zu betrachten. Auch bleiben diejenigen Familienstiftungen, bei denen mehrere, in beiden

1825 Landestheilen, oder im beiderseitigen Auslande gelegene Provinzen und Orte zugleich substituirt sind, unbeschadet der dabei Statt findenden Substitutionen, in ihren bisherigen Verhältnissen.

Sind bei Familienstiftungen solche Substitutionen, welche, nach Vorstehendem, Berücksichtigung verdienen, nicht vorhanden, so entscheidet dann

3. der feste Sitz der Collatur- und Administrations- oder Aufsichts-Behörde am 5ten Juni 1815, insofern das diefsfalsige Befugnifs bei landesherrlichen Behörden nicht blofs in der Landesverfassung begründet ist, und zwar dergestalt, dafs

a. wenn der feste Sitz der Collatur in dem einen, und der der Administration oder Aufsicht in dem andern Landestheile sich befindet, der feste Sitz der Collatur prävalirt, hingegen

b. wenn entweder die Collatur in einem Gebiete aufserhalb des Königreichs und Herzogthums Sachsen ihren Sitz, oder gar keinen festen Sitz hatte, der feste Sitz der Administration oder Aufsicht die Norm giebt, insofern derselbe sich in einem der beiden Landestheile befindet.

Bieten nun aber auch weder Collatur- noch Administrations- und Aufsichts-Gerechtsame einen Grund für die Ueberweisung einer Familienstiftung dar, so sind dann

4. etwanige andere Localbeziehungen, z. B. unbewegliches Vermögen einer Stiftung, als entscheidend anzusehen, und in deren Ermangelung ist

5. auf den bleibenden Wohnsitz, welchen der Stifter zur Zeit seines Ablebens hatte, Rücksicht zu nehmen.

Art. II. Nach diesen, auch bei den etwa später bekannt werdenden, jedoch bereits vor dem 5ten Juni 1815 errichtet gewesenen Familienstiftungen, in Anwendung zu bringenden, übrigens lediglich für diese Art von Stiftungen vertragsweise bestimmten Grundsätzen, und zufolge eines, in Ansehung derjenigen Stiftungen, bei denen entweder Studirende auf Universitäten und Schulen in beiden Landestheilen substituirt sind, oder vorstehend als entscheidend angenommene Verhältnisse nicht Statt finden, getroffenen

Vergleichs, werden die in den Beilagen verzeichneten Stiftungen unter A. dem Königreiche, und die unter B. dem Herzogthume Sachsen dergestalt überwiesen, 1825

1. dafs mit der hiernach auf die Regierung des einen Landestheiles übergehenden Aufsicht, zugleich die Administrations- und Collatur-Gerechtsame, insofern solche landesherrlichen, oder sonstigen Behörden in dem andern Landestheile bisher zugestanden, auf die zuerst gedachte Regierung übergehen, und hierbei jede Regierung die Vertretung und Entschädigung der etwanigen Ansprüche der ihr angehörigen, nicht landesherrlichen Behörden übernimmt.

2. Es versteht sich jedoch von selbst, dafs unter den vorstehend erwähnten landesherrlichen, oder sonstigen Behörden nicht diejenigen Familien, oder deren Mitglieder, denen Administrations- und Collatur-Gerechtsame zustehen, verstanden werden, indem dergleichen Familien, oder Familienglieder vielmehr, sie mögen sich befinden, wo es sei, die ihnen zustehenden Administrations- und Collatur-Gerechtsame unverändert behalten, sich jedoch bei Ausübung derselben der Aufsicht derjenigen Regierung, welcher die Stiftung, nach obigen Grundsätzen und den beigefügten Verzeichnissen, überwiesen ist, zu unterwerfen schuldig sind.

Art. III. Jede der beiden Regierungen erhält in Ansehung der ihr durch gegenwärtige Convention, nach deren Beilagen unter A. und B. überwiesenen Familienstiftungen, aufser den auf sie, nach Obigem, ohnehin übergehenden Rechten, zugleich das Recht, bei erfolgendem Aussterben der berechtigten Familien, nach gesetzlichem, durch die öffentlichen Blätter beider Landestheile bekannt zu machendem Aufrufe, und erfolgter rechtskräftiger Präclusion der etwanigen unbekannten Interessenten, über die denselben zugestandenen Genufsrechte, insofern nicht schon Substitutionen für diesen Fall vom Stifter bestimmt worden sind, auf andere, den Verfügungen desselben möglichst analoge, Weise zum Besten des ihr unterworfenen Landestheils zu verfügen, und die den ausgestorbenen und präcludirten Familien zugestandenen Collatur- und Administrations-Rechte auszuüben.

1825 Art. IV. Die beiderseitigen Regierungen machen sich verbindlich, die Genufsrechte der Familien und ihrer Glieder, oder der ihnen substituirten Personen, jederzeit aufrecht zu erhalten, und weder den Genufs berechtigten Familiengliedern, noch den in deren Ermangelung substituirten Personen, den Genufs der Stiftungen auf irgend eine Weise zu verweigern oder zu erschweren. In dieser Absicht wird Folgendes festgesetzt:

1. Die Callaturbehörden sollen auf den Geburts- oder Wohnort der Interessenten, oder bei Stipendien auf die Lehranstalt, welche sie besuchen, nie eine andere Rücksicht, als die in der Stiftung selbst etwa vorgeschrieben ist, nehmen, mithin dem Inländer, oder dem auf einer inländischen Anstalt Befindlichen, als solchem, nie einen Vorzug vor andern, nach der Stiftung Genufsberechtigten Individuen geben.

2. Sind in den vor dem 5ten Juni 1815 errichteten Stiftungsurkunden die Ausdrücke: Kursächsische oder Königl. Sächsische Lande, Kursächsische oder Königl. Sächsische Universitäten und dergl. gebraucht, so ist darunter stets der zur Zeit der Stiftung bestandene Länderumfang, und unter der Universität Wittenberg gegenwärtig die Universität Halle-Wittenberg, zu verstehen.

3. Schreiben die fundationsmäfsigen Bestimmungen, insonderheit bei Beneficiis für Studirende, eine Lehranstalt, wo diese das Beneficium geniefsen sollen, namentlich vor, so ist auch hierauf genau zu halten.

4. Sind in diesen Bestimmungen alternativ, oder auch cumulativ, Lehranstalten beider Landestheile, des Königreichs und Herzogthums Sachsen, genannt, so sollen dergleichen Familienstipendien auch auf jede derselben, wohin sich der Genufsberechtigte zu begeben, seinen Verhältnissen angemessen findet, ohne Erschwerung des Genusses vergeben werden.

5. Ist in der Stiftungsurkunde keine Lehranstalt, wo das Stipendium genossen werden solle, ausdrücklich genannt, so kann solches von dem Genufsberechtigten auf jeder in- oder aufserhalb des Königreichs und Herzogthums Sachsen gelegenen Universität bezogen werden.

6. Melden sich mehrere Genufsberechtigte zu einem erledigten Stipendio, so ist zuvörderst das, nach Befinden, durch die Fundation selbst, in Hinsicht auf Nähe der Verwandtschaft, Armuth, oder sonstige Umstände begründete Vorrecht, insofern aber die Fundation nichts darüber vorschreibt, lediglich die gröfsere Bedürftigkeit und Würdigkeit zu berücksichtigen. 1825

7. Beiderseitige Regierungen verpflichten sich, auf genaue Beobachtung vorstehender Bestimmungen zu halten. Zu dessen Beförderung haben sich beide Regierungen über folgende Mafsregeln vereiniget:

a. diese Uebereinkunft wird, nebst den derselben beigefügten Verzeichnissen unter A. und B., in den Gesetzsammlungen beider Staaten öffentlich bekannt gemacht, um zugleich die vorhandenen Familienstiftungen und die, in Folge dieser Convention, für die Zukunft regulirten Collatur-, Administrations- und Aufsichts-Verhältnisse zur Kenntnifs der beiderseitigen Unterthanen zu bringen, und diesen die eigne Wahrnehmung ihrer Gerechtsame zu erleichtern.

b. Es soll in beiden Staaten, durch eine gesetzliche Verfügung, den Behörden, welche Familienstiftungen zu vergeben, zu verwalten und zu beaufsichtigen haben, die genaue Befolgung vorstehender Bestimmungen zur Obliegenheit gemacht, und dabei noch aufgegeben werden, bei jeder Erledigung eines Familien-Stipendii, wenn sich binnen vier Wochen nach Ablauf des letzten Genufstermins kein qualificirter Geschlechtsverwandter angemeldet hat, eine Bekanntmachung in einer Sächsischen und einer Preufsischen Zeitung, welche jede Regierung dazu bestimmen wird, zu erlassen, und einen Termin zur Anmeldung der Interessenten zu bestimmen. Diese Bekanntmachungen sollen, insofern die Kosten derselben nicht aus den Ueberschüssen der Stiftung bestritten werden können, jederzeit kostenfrei expedirt, und blofs die baaren Auslagen dem, in Folge des öffentlichen Aufrufs, zunächst zur Perception Gelangenden angerechnet werden.

c. Den Beschwerden diefs- oder jenseitiger Unterthanen wegen Hintansetzung fundationsmäfsiger Ge-

1825 A. Die Ansprüche der Stiftungen des Herzogthums Sachsen an den Königl. Sächsischen Fiscus betreffend.

1. Von Königl. Sächsischer Seite werden folgende Forderungen als Schulden der Königl. Sächsischen Rentkammer, und resp. so viel das Capital der Wolframsdorfischen Stiftung anlangt, als auf dem Amte Mügeln haftend, anerkannt:

7875 Thlr. — — — oder 9000 Mfl. Capital der Kirchen zu Sangerhausen und Emselohe, von der Trillerschen Stiftung;

8800 Thlr. — — — Capital der Wolframsdorfischen Stiftung, zu Freitischen für Studirende auf der Universität Wittenberg;

1000 Thlr. — — — Capital des Waisenhauses und St. Georgen-Hospitals zu Langensalza;

1000 Thlr. — — — Capital der Armencasse zu Lichtenburg,

sämmtlich à 5 pro Cent verzinsbar; ingleichen

2. der Anspruch der Commendestiftung zu Weissensee auf einen, bei der Dresdner Rentkammer zur Verwahrung gekommenen, mit 5 pro Cent verzinsbaren Kammerschein, vom 3ten December 1779, Nr. 888, über 340 Thlr. — — — und demnach die Ausantwortung dieses Hauptstammes nebst den, von dem Mandatarius der gedachten Stiftung, Advocat Schumann in Dresden, auf das Jahr von Ostern 1812 bis 1813 erhobenen, mit vorstehendem Kammerscheine zum Deposito der Dresdner Rentkammer gekommenen Zinsen an 17 Thlr. — — — und den seit Ostern 1813 ferner gefällig wordenen Zinsen, zugestanden.

3. Das, Preufsischer Seits, von obigen

7875 Thlr. — — — nach $48\frac{4}{27}$ pro Cent, und von den

8800 Thlr. — — — nach $11\frac{1}{3}$ pro Cent verlangte Agio wird vergleichsweise auf

1895 Thlr. 20 Gr. — — nach $24\frac{8}{27}$ pro Cent von der ersten, und

586 Thlr. 16 Gr. — — nach $6\frac{2}{3}$ pro Cent von der letzten Post festgesetzt.

4. Da der Stadtrath zu Langensalza behauptet, über

25 Thlr. — — —

halbjährige Zinsen von dem, den dasigen Stiftungen gehörigen Capitale der 1000 Thlr. — — — auf den

Termin Johannis 1815, Quittung hierher eingesendet. 1825
den Betrag aber, wegen der unterdessen eingetretenen Landestheilung, nicht erhalten zu haben, so wird demselben der Anspruch auf diese 25 Thlr. — — — zur weitern Nachweisung, oder Ausführung vorbehalten.

5. Die der Armencasse zu Lichtenburg, zufolge einer Verordnung vom 14ten März 1812, auf die Jahre 1800 bis 1802, mit

75 Thlr. — — —

zu zahlen gewesene Zinsvergütung, ist, laut einer in beglaubter Abschrift übergebenen Quittung vom 5ten October 1812, bereits bezahlt, und fällt daher der diefsfalsige Anspruch weg.

6. Wegen der Stiftung zu Stipendien und zu Unterstützungen für Predigerkinder im Stifte Merseburg wird der Vorschlag der Königl. Sächsischen Commissarien dergestalt angenommen, dafs jede Regierung die in der zweiten nachträglichen Convention wegen der Stiftungen, in Gemäsheit der commissarischen Vereinigung, zu bestimmenden stiftungsmäfsigen Leistungen an die Genufsberechtigten ihres Gebietes vom 6ten Juni 1815 an übernimmt, wogegen die Königl. Sächsische Regierung, insofern seitdem die Bezüge auch an Angehörige des Königreichs fortgeleistet worden, zu solchen antheilig beizutragen, auch der Königl. Preufsischen Regierung die von ihr, auf die Zeit bis zum 5ten Juni 1815, vorschufsweise bezahlten

329 Thlr. 8 Gr. 2 Pf.

wieder zu erstatten, und alle sonst etwa bei der Stipendienstiftung, auf die Zeit vor dem 1sten April 1815, so wie bei der Stiftung für Predigerkinder, auf die Zeit vor Michael 1814, rückständig gebliebene Beneficien zu vertreten hat.

7. Wegen des Anspruchs der Weihrauchschen Stipendienstiftung zahlt die Königl. Sächsische Regierung

875 Thlr. — — —

wogegen die Königl. Preufsische Regierung auf die bisherigen Zinsen davon verzichtet, aber auch erst vom Empfange der vorstehenden 875 Thlr. — — — an in die Verbindlichkeit zur Auszahlung des Weihrauchschen Stipendiums tritt.

1825 8. Die vorstehend von Königl. Sächsischer Seite anerkannten und übernommenen Verbindlichkeiten sollen, soweit solche nicht durch Compensation mit den Königl. Preufsischer Seits weiter unten, ad D. 1 und 2, anerkannten Verbindlichkeiten getilgt werden, nach diefsfallsiger vorheriger Berechnung binnen vier Wochen nach der von den beiden Allerchöchsten Regierungen erfolgten Genehmigung dieser Uebereinkunft, durch baare Zahlung der Capitalien, des verglichenen Agio und der Zinsen von den ad 1 gedachten Capitalien, so weit solche rückständig, ingleichen des nach Weissensee gehörigen Depositi nebst Zinsen, der ad 6 gedachten Ersatzpost des ad 7 bestimmten Vergleichs-Quanti und eventualiter des ad 4 erwähnten Rückstandes, berichtigt werden; wogegen

9. Königl. Preufsischer Seits auf den Anspruch des Wittenberger Stipendienfonds, wegen der vom Klosteramte Sornzig rückständig gebliebenen Zinsen, an

3409 Thlr. 18 Gr. 3 Pf.

so wie auf alle weiter, wegen der vorstehend gedachten Stiftungen, zu machenden Ansprüche, und insbesondere auch wegen der, von der Administration der Weissenseer Commendestiftung, im Mai 1815, zur Dresdner Rentkammer eingesendeten 1400 Thlr. —— —— so wie wegen der vorhin verlangten Vertretung des, zur Deckung der Bezüge bei der unter 6 erwähnten Stiftung, erforderlichen Capitals von 12,250 Thlr. —— —— unbedingt an den Königl. Sächsischen Fiscus Verzicht geleistet wird. Auch wird der Anspruch auf den fernern Bezug der vorhin von der Universität Leipzig jährlich an das Rentamt Merseburg eingesendeten Promotionsgelder, mit Vorbehalt der bisher bereits dahin abgelieferten, aufgegeben.

B. Anlangend die Abgaben und Leistungen getheilter Aemter und Bezirke an Stiftungen, oder Institute des Königreichs und Herzogthums Sachsen, so wird zuvörderst

1. als Grundsatz festgesetzt, dafs nur diejenigen, dem Hauptsitze nach, dem einen Theil angehörigen Aemter und Bezirke, von denen wenigstens ein ganzer unmittelbarer Amtsort dem andern Theile angehört, als getheilt, diejenigen aber, von denen blos Patrimonialorte, oder blos Antheile von unmittelbaren

Amtsorten abgetrennt sind, in der gegenwärtigen Beziehung als ungetheilt angesehen werden sollen. 1825

2. Nach dieser Voraussetzung übernimmt jede Regierung die ihren Stiftungen und Instituten zustehenden Bezüge aus den solchergestalt für getheilt zu achtenden Aemtern und Bezirken, und entsagt den Ansprüchen auf antheilige Beiträge der andern Regierung, so wie auf Ersatz des bisher aus dem einen in das andere Gebiet Geleisteten.

Hiernach sind namentlich, was die bisher zur Sprache gekommenen Abgaben der Art betrifft:

a. vom Königreiche Sachsen
   - aa. die Getreideabgaben vom Amte Mühlberg an den Pfarrer in Gohlis bei Strehla,
   - bb. die Geldabgaben vom Amte Torgau an die Pfarrer zu Thammenhain, Sörnewitz und Dorfreichenbach;
   - cc. das Holzdeputat an den Pfarrer zu Hohburg;
   - dd. die Forderungen der Stadt Camenz für die dasigen Kirchen, Schulen und das Hospital;

b. vom Herzogthume Sachsen:
   - aa. die Geld-, Holz- und Getreide-Abgaben des Amtes Mühlberg an das Heinich-Brod-Gestift zu Mühlberg, und an die Geistlichen zu Boragk, Kostdorf, Lausa und Staritz;
   - bb. das Holzdeputat vom Amte Hain an den Pfarrer zu Boragk;
   - cc. die Geld- und Getreide-Abgaben des Amtes Torgau an die Universität Wittenberg und die Geistlichen, Schullehrer, oder andere Percipienten in Torgau, Belgern, Gräfenhaynchen, Herzberg und andern Preussischen Orten;
   - dd. die Geld-, Getreide- und Holzabgaben aus der Stift-Merseburgischen Rentkammer an das Domkapitel und die Geistlichen zu Merseburg;
   - ee. die Geld-, Getreide- und Holz-Abgaben des Amtes Lützen an den Geistlichen und andere Percipienten in Lützen,

zu übernehmen.

C. Die auf die, nach obiger Bestimmung, für ungetheilt zu achtenden Aemter und Bezirke des Königreichs, oder Herzogthums Sachsen, am 5ten Juni 1815 angewiesen gewesenen Abgaben an Stiftungen

1825 und Institute des andern Landestheils sollen ferner, wie bisher, gegenseitig fortgeleistet werden, und da namentlich das, bei den bisherigen Verhandlungen, Preufsischer Seits zu den getheilten Aemtern gerechnete Amt Delitzsch, obigem Grundsatze zu Folge, für ein ungetheilt zum Herzogthume Sachsen gehöriges Amt zu achten ist, so übernimmt die Königl. Preufsische Regierung alle auf selbigem haftende Abgaben an Stiftungen beider Landestheile.

Uebrigens bleiben den beiderseitigen Stiftungen ihre Ansprüche an Stadträthe, Patrimonialgüter, oder andere Privatpersonen im andern Landestheile unbenommen, und wird jede Regierung deshalb nöthigen Falls rechtlichen Schutz angedeihen lassen.

Anlangend die nachträglich zur Sprache gebrachten Punkte, so übernimmt

1. die Königl. Preufsische Regierung die von ihr bereits zugestandene Forderung der Höpnerschen Stiftung zu Oschatz an die Domaine Seida, nebst dem auf 13½ pro Cent des Capitals verglichenem Agio, und nebst den Zinsen, so weit solche rückständig sein sollten.

2. Gleichergestalt wird von Seiten des Herzogthums Sachsen das bisher von Königl. Sächsischer Seite der Universität Leipzig verzinste, sogenannte Weltewitzer Capital als eine, ob versionem in rem, auf dem Kammergute Weltewitz haftende Schuld zugestanden.

Hierüber ist das gegenwärtige Protocoll aufgenommen und in zwei gleichlautenden Exemplarien von beiden Seiten vollzogen worden.

VON GLOBIG. VON BÜNAU. VON JORDAN.
NOSTITZ *und* JÄNCKENDORF. MÜLLER. D. PINDER.

84.

Convention concernant le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage reglé par la convention principale du 28 Août 1819 et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825; signée le 28 Décembre 1825 et ratifiée par la Saxe le 31 Août 1826 et par la Prusse le 6 Août de la même année. 1825

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1828. Nr. 32. pag. 335.)

Nachdem von den Behörden des Königreichs und Herzogthums Sachsens, aufser den, in der Hauptconvention vom 28sten August 1819, und der nachträglichen Convention vom 4ten April 1825, auseinandergesetzten Stiftungen, und sämmtlichen in der Convention vom 27sten September 1825 enthaltenen Familienstiftungen, in Folge der Convention vom 27sten Juli 1817, §. 11, noch eine bedeutende Anzahl andrer Stiftungen angezeigt worden, welche weitere Bestimmungen erforderlich machen; so haben sich die unterzeichneten Königlichen Commissarien über diese Stiftungen, bis auf beiderseitige Allerhöchste Genehmigung, in folgender Mafse vereiniget.

Art. I. Bei Bestimmung der Landeshoheit über die gedachten Stiftungen kommt es, soweit solche nicht aus dem Friedenstractate vom 18ten Mai 1815 von selbst folgt, in Gemäfsheit der bereits durch die Convention vom 27sten Juli 1817 festgesetzten allgemeinen Grundsätze, und nach der, zu Beseitigung

1825 einiger, über deren Anwendung entstandener Zweifel, getroffenen Uebereinkunft, zunächst und

1. darauf an, ob eine Stiftung an einem bestimmten Orte dergestalt ihren unveränderlichen Sitz hat, dafs daselbst der Hauptzweck der Stiftung in Erfüllung geht, indem eine solche Stiftung jederzeit der Landeshoheit über den Ort, wo sie ihren Sitz hat, folgt. Hierher sind, aufser den im §. 12 No. 1 der Convention vom 27sten Juli 1817 gedachten Kirchen, Schulen, Universitäten, Erziehungs-, Versorgungs-, Kranken- und Siechen-Häusern, auch Hospitäler, Waisenhäuser und Stiftungen zu Freitischen, oder Wohnungen und andern Unterstützungen in dazu bestimmten örtlichen Anstalten, ingleichen zu Erbbegräbnissen, Monumenten, Gedächtnifspredigten, oder andern, an gewissen Orten zu veranstaltenden Feierlichkeiten, insofern diese für sich allein den Hauptzweck der Stiftung ausmachen und nicht blos als Nebenzweck, oder als Bedingung eines als Hauptzweck zu betrachtenden Genusses, bei den unter eine der folgenden Kategorieen gehörenden Stiftungen verordnet sind, zu rechnen. Sind aus dem Vermögen solcher Stiftungen, die ursprünglich lediglich zum Besten gewisser Orte gegründet worden, in der Folge Stiftungen für allgemeinere Zwecke, z. B. zu Stipendien für Studirende, jedoch in widerruflicher Weise, errichtet worden, so folgen auch letztere der Landeshoheit, unter welche die ursprüngliche Stiftung gehört, ohne weitere Auseinandersetzung, jedoch unbeschadet der ferneren Theilnahme der Angehörigen beider Regierungen an dem Genufs solcher Stiftungen, so weit selbige vor der Landestheilung Statt fand und durch gegenwärtige Auseinandersetzung nicht ausdrücklich aufgehoben wird.

2. Bei denjenigen Stiftungen, welche keinen festen Sitz in der vorgedachten Art haben, namentlich bei den, im §. 12 No. II. der Convention vom 27sten Juli 1817 erwähnten Stiftungen zu Ausstattung armer Mädchen, zu Unterstützung armer Wittwen, zu Stipendien für Studirende u. s. w. entscheidet, im Verfolg des in mehrberührter Convention desfalls festgesetzten Grundsatzes,

a. der Umstand, dafs solche lediglich, oder doch vorzugsweise zum Besten gewisser Provinzen, Bezirke,

oder Orte, ihrer Eingebornen, Angehörigen, Anstalten, Behörden, Beamten, Gesellschaften, oder Gemeinden errichtet, oder, nach Wegfall ihrer ursprünglichen Bestimmung, seit der Kirchenreformation gewidmet worden sind, namentlich zu Schul- oder Universitäts-Beneficien für Kinder der Einwohner, Bürger, oder Beamten gewisser Provinzen, Bezirke, oder Orte, ingleichen für Schüler gewisser Schulen, oder für Studirende auf Universitäten, die vorher eine gewisse Schule besucht haben, ferner zu Unterstützung der Armen gewisser Orte, oder zu Almosenvertheilungen an bestimmten Orten, endlich zu Gehaltsverbesserungen der Geistlichen, oder anderer Beamten an einem Orte und zu Bestreitung andrer örtlichen Bedürfnisse. Alle diese Stiftungen folgen der Landeshoheit, unter welcher sich die bezeichneten Provinzen, Bezirke, Orte, oder Schulen ungetheilt befinden. Sind, nach der Stiftungsurkunde, Studirende einer der beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg, welche vorher auf einer gewissen bestimmten Schule im andern Landestheile gewesen sind, genufsberechtigt, so tritt die Stiftung unter die Landeshoheit derjenigen Regierung, in deren Gebiete sich die Schule befindet. 1825

b. Wenn Stiftungen zwar nicht ausdrücklich, aber präsumtiv für gewisse Orte bestimmt sind, so sollen die dafür vorwaltenden Vermuthungen bei der Erörterung, welcher Landeshoheit eine Stiftung zu folgen habe, in Obacht genommen werden. Dies ist namentlich der Fall, wenn

α. Stiftungen zu Stipendien zwar für Studirende überhaupt ohne eine örtliche Bedingung ihrer Genufsfähigkeit bestimmt, allein von gewissen Lokalbehörden im Königreiche, oder Herzogthume Sachsen, es mögen diese landesherrliche, oder andre sein, zu vergeben sind, oder wenn Almosen und sonstige, der Genufsfähigkeit nach allgemeine Unterstützungen, der Stiftung zufolge, von einer Lokalbehörde, oder an einem gewissen Orte, vertheilt werden sollen, ingleichen, wenn

β. bei Stiftungen, welche, nach ihren Verhältnissen, nur auf einen gewissen Ort beschränkt sind, wie zu Almosenspenden, ohne eine nähere Bestimmung der Genufsberechtigung, die Collatur einer

1825 an keinen Ort gebundenen Familie, oder Privatperson zusteht, hingegen die Administration einer Ortsbehörde im Königreiche oder Herzogthume Sachsen aufgetragen ist.

In diesen Fällen soll angenommen werden, dafs eine solche Stiftung unter der Landeshoheit stehe, unter welcher der in Frage kommende Ort gelegen ist, oder die Ortsbehörde ihren Sitz hat.

Sollte aber

γ. bei einer solchen, nach ihren Verhältnissen muthmafslich auf einen Ort beschränkten Stiftung, weder die Collatur, noch die Administration örtlich fixiret sein, so folgt die Stiftung der Landeshoheit des Ortes, in welchem der Stifter zur Zeit seines Ablebens seinen wesentlichen Wohnsitz hatte.

c. Eine Stiftung, die zum Besten einer, theils zu dem Königreiche, theils zu dem Herzogthume Sachsen gehörenden Provinz ausschliefslich bestimmt ist, oder bei welcher Angehörige mehrerer, unter beiden Landeshoheiten befindlichen Orte zur Theilnahme am Zwecke zugleich berufen sind, ist als eine gemeinschaftliche zu betrachten.

Diese Gemeinschaft soll jedoch dadurch aufgehoben werden, dafs

α. wenn die Theilnahme in einem aliquoten-Verhältnifs, oder überhaupt unbestimmt Statt gefunden hat, die Fonds einer solchen Stiftung zur verhältnifsmäfsigen Theilung zu bringen sind, dafern nicht ein einzelnes Stipendium in Frage steht, welchenfalls die Ausgleichung durch Austausch, oder sonst zu bewirken ist, worauf dann die abgetheilten, oder durch Austausch, oder sonstige Vereinigung überwiesenen Stiftungen unter die ausschliefsliche Landeshoheit des Theils, für dessen Angehörige sie nunmehr ausschliefslich bestimmt sind, treten. Sind aber

β. aus einer Stiftung, welche, nach obigen Grundsätzen, in der Hauptsache unter der Landeshoheit des einen Theils steht, Orten, Instituten, oder Individuen im andern Landestheile blos gewisse, quantitativ bestimmte Bezüge ausgesetzt, so ist, nach §. 7 der unterm 3ten und 6ten April 1819 festgesetzten Grundsätze, ein zu Deckung eines solchen Bezugs erforderliches, nach fünf vom Hundert,

oder, wenn in der Stiftung ein anderer Zinsertrag 1825
angenommen ist, hiernach zu berechnendes Capital auszuzahlen, insofern nicht der Wille des Stifters einer solchen Absonderung der Fonds entgegen steht, welchenfalls es bei fernerer Fortleistung des ausgesetzten Bezugs verbleibt.

d. Wenn Angehörige einer zum Königreiche, oder Herzogthume Sachsen ungetheilt gehörigen Provinz, oder eines einzelnen Ortes in einem oder anderm Landestheile, zugleich mit Unterthanen einer fremden Regierung zur Theilnahme am Zweck einer Stiftung berufen sind, so folgt diese Stiftung der Landeshoheit derjenigen Regierung, welcher die in Rede stehende Provinz, oder der einzelne Ort im Königreiche, oder Herzogthume Sachsen unterworfen ist.

e. Stiftungen, zu welchen Angehörige einer Provinz, oder eines Ortes aufserhalb des Königreichs und Herzogthums Sachsen entweder allein, oder mit Unterthanen des Königreichs und Herzogthums Sachsen zugleich berufen sind, bleiben, in soweit sie nicht wegen ihrer Bestimmung für studirende Ausländer auf beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg, nach dem unten, im §. 3 b, enthaltenen Grundsatz, einer Theilung unterworfen sind, in ihren bisherigen Verhältnissen.

f. Blofse Substitutionen, oder Andeutungen der Stifter für die Collatoren, oder Administratoren, die sich nicht auf ein bestimmtes örtliches Verhältnifs beziehen, sollen für die Landeshoheit über eine Stiftung nirgends entscheidend sein, jedoch ferner von den beiderseitigen Regierungen und den ihnen untergebenen Collaturbehörden aufrecht erhalten und eintretenden Falls berücksichtiget werden.

3. Soviel hingegen diejenigen Stiftungen, bei welchen solche Verhältnisse, die, nach Vorstehendem, über die Landeshoheit entscheidend sind, nicht Statt finden, und namentlich die Universitätsbeneficien für Studirende überhaupt, ohne ausdrückliche, oder nach §. 2 b zu beurtheilende, präsumtive nähere Bestimmung des Ortes ihrer Herkunft, oder der Schule, auf der sie vorher gewesen, betrifft, so sollen

a. dergleichen Beneficien, sie mögen durch landesherrliche Milde, oder von Privatpersonen gegründet sein, insofern sie ausschliefslich für eine der beiden

1825 Sächsischen Universitäten bestimmt sind, oder der Genufs derselben sonst durch den ausdrücklichen Willen des Stifters, oder eine dem Percipienten vorgeschriebene Bedingung, oder Leistung, an eine der gedachten Universitäten gebunden ist, der Landeshoheit derjenigen Regierung folgen, in deren Gebiete sich diese Universität befindet.

b. Sind aber dergleichen Beneficien für beide Universitäten, Leipzig und Wittenberg, alternativ oder cumulativ bestimmt, so sind sie als gemeinschaftlich zu betrachten und solchenfalls, nach den oben im §. 2 c enthaltenen Bestimmungen, durch Theilung, Austausch, oder sonstige Vereinigung auseinander zu setzen.

Findet eine Beziehung auf die beiden Universitäten in vorgedachter Art nicht Statt, so entscheidet dann

c. der Ort, wo die Collatur- und Administrations-Behörde am 5ten Juni 1815 ihren festen Sitz hatte, insofern ein Befugnifs deshalb entweder einer Communal- oder Patrimonial-Behörde, oder einer andern landesherrlichen Behörde, vermöge der ausdrücklichen Anordnung des Stifters, oder aus einem andern Rechtstitel zusteht, und nicht blos in der Landesverfassung, oder in einem Auftrage einer obern Landesbehörde gegründet ist, und zwar dergestalt, dafs

α. wenn der feste Sitz der Collatur in dem einen, und der der Administration in dem andern Landestheile sich befindet, der erstere den Vorzug erhält, hingegen

β. wenn die Collatur entweder in einem Gebiete aufserhalb des Königreichs und Herzogthums Sachsen ihren Sitz, oder gar keinen, nach Vorstehendem, als entscheidend anzunehmenden festen Sitz hatte, der feste Sitz der Administration der speciellen Aufsicht, insofern sich derselbe in einem der beiden Landestheile befindet, die Norm giebt.

Bieten aber auch weder Collatur- noch Administrations- und Aufsichts-Verhältnisse einen Grund für die Landeshoheit über eine Stiftung dar, so sind dann

d. etwanige andere Localbeziehungen, z. B. unbewegliches Vermögen einer Stiftung in einem Landestheile, insofern solches den Hauptbestandtheil des

Fonds ausmacht, als entscheidend anzusehn, und in 1825
Ermangelung aller vorerwähnten Voraussetzungen ist

e. auf den bleibenden Wohnsitz, welchen der Stifter zur Zeit seines Ablebens im Königreiche, oder Herzogthume Sachsen hatte, auch bei den in diesem §. 3 gedachten Stiftungen Rücksicht zu nehmen.

Art. II. Ueber die, nach obigen Grundsätzen, einer Theilung, oder Ausgleichung unterworfenen Stiftungen und über einige, einer speciellen Festsetzung bedürfenden Punkte hat man sich folgendergestalt vereinigt:

1. Die, vor der erfolgten Territorialveränderung, jährlich aus der Stift-Merseburgischen Rentkammer und, nach deren Auflösung, aus der Königl. Sächsischen Rentkammer bezahlten 175 Thlr. — — — zu Stipendien für Studirende, und 437 Thlr. 12 gr. — — zu Unterstützungen für Predigerkinder aus dem Stifte Merseburg, werden durch ein zu 5 pro Cent zinsbares Capital von 12250 Thlr. — — — — gedeckt, wovon

3500 Thlr. — — — — zur Stipendienstiftung und

8750 Thlr. — — — — zur Stiftung für Predigerkinder gehören, und welches dergestalt getheilt wird, dafs

a. von 3500 Thlr. — — — — Stipendienfonds, nach dem Verhältnifs der Volkszahl des Stiftes Merseburg

2839 Thlr. 21 gr. 7 pf. auf den Königl. Preufsischen und

660 Thlr. 2 gr. 5 pf. auf den Königl. Sächsischen Antheil,

b. von 8750 Thlr. — — — — Fonds der Stiftung für Predigerkinder aber, nach dem Verhältnifs der Predigerstellen im Stifte Merseburg,

6931 Thlr. 18 gr. — — auf den Königl. Preufsischen und

1818 Thlr. 6 gr. — — auf den Königl. Sächsischen Antheil kommt.

Zur Beseitigung der über die Verbindlichkeit zur Vertretung dieses Capitals entstandenen Zweifel ist die Vereinigung getroffen worden, dafs Jede der beiden Regierungen den, nach vorstehender Auseinandersetzung, ihrem Gebiete angehörigen Capitalantheil des Stiftungsfonds, nebst den vom 6ten Juni 1815 an davon gefälligen Zinsen zu 5 pro Cent, selbst zu

1825 vertreten übernimmt. Die Königl. Sächsische Regierung hat jedoch die Zinsen des ganzen Stiftungsfonds bis mit dem 5ten Juni 1815 zu vertreten und daher davon der Königl. Preufsischen Regierung die stiftungsmäfsigen Beneficien, bei der allgemeinen Stipendienstiftung, auf die Zeit von Ostern bis Michael 1815, und bei der Stiftung für Predigerkinder, auf das Jahr von Michael 1814 bis dahin 1815, ohne Unterschied des Landestheils, welchem die Genufsberechtigten angehörten, berichtigt worden sind, nicht nur 329 Thlr. 8 Gr. 2 Pf., welche hierbei auf die Zeit vor dem 5ten Juni 1815 für sie bezahlt worden sind, sondern auch 39 Thlr. 14 Gr. 1 Pf., die für die Zeit vom 5ten Juni bis Michael 1815 von ihr antheilig beizutragen gewesen wären, der Königl. Preufsischen Regierung unzinsbar wieder zu erstatten, so wie die aufserdem in der Zeit vor dem 5ten Juni 1815 etwa in Rückstand gebliebenen Beneficien zu berichtigen.

Von Michael 1815 an hat jede Regierung die seitdem gefälligen, obiger Vereinigung zufolge, von ihr selbst zu vertretenden Zinsen des ihrem Stiftungsantheile zukommenden Capitalfonds für die ihr angehörigen Genufsberechtigten zu verwenden, und hierbei, soviel die Stipendienstiftung betrifft, blos diejenigen Individuen, deren Geburtsort in ihrem Gebiete liegt, hinsichtlich der Stiftung für Predigerkinder aber blos diejenigen, deren Vater in ihrem Gebiete angestellt war, als Genufsberechtigte zu berücksichtigen.

2. Von der Pelargiussischen Stiftung zu Stipendien für studirende Predigersöhne aus dem, bis 5ten Juni 1815 bestandenen, Königl. Sächsischen Ober-Consistorial-Sprengel erhält das Herzogthum Sachsen, in Rücksicht seiner vormals zu diesem Sprengel gehörig gewesenen Gebietstheile, ein auf 300 Thlr. —— —— verglichenes Quantum, binnen 4 Wochen nach Ratification der gegenwärtigen Uebereinkunft, ausgezahlt.

3. Von der Kutzlebenschen Stipendienstiftung erhält das Herzogthum Sachsen, wegen der Universität Wittenberg, ein auf 2000 Thlr. —— —— verglichenes Quantum zu Ostern 1826 ausgezahlt.

4. Das Vermögen der Oesterreichischen Stipendienstiftung wird, wegen ihrer Bestimmung für die beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg, in zwei gleiche Theile getheilt, und zur Hälfte der Kö-

nigl. Preufsischen Regierung ausgeliefert. Uebrigens 1825
verpflichten sich beide Regierungen, der Freiherrl. Gutschmidischen Familie die ihr stiftungsmäfsig gebührende Concurrenz bei der Administration und Collatur dieser Stiftung ferner, wie bisher, zuzugestehen.

5. Soviel die beiden Callemannischen Stipendienstiftungen betrifft, so wird

a. die bisher von dem Königl. Sächsischen Ober-Consistorio ausgeübte Administration und Collatur der Stiftung zu Stipendien für Studirende auf der Universität Wittenberg, an die Königl. Preufsische Regierung abgetreten und der Stiftungsfonds an dieselbe ausgeliefert; wogegen

b. die bisher der Wittenberger Juristenfacultät zugestandene Administration und Collatur der vorzüglich für Rechtscandidaten aus Budissin bestimmten Stiftung, deren Fonds sich bereits unablöslich im Königreiche Sachsen befindet, auf das Letztere übergeht.

6. Die Königl. Sächsische Regierung verpflichtet sich, zu Deckung der jährlich, an den Bürgermeister und Stadtschreiber zu Weida, aus der unter Administration der philosophischen Facultät zu Leipzig stehenden Frankeschen Stiftung, zu zahlenden 10 Thlr., auf Verlangen der Grofsherzogl. Weimarischen Behörde, ein Capital von 200 Thlr. auszuzahlen, bis dahin aber auf fernere unverkürzte Fortsetzung der gedachten jährlichen Leistung zu halten.

7. Gleichergestalt verspricht die Königl. Sächsische Regierung darauf zu halten, dafs aus der in Budissin administrirten Frankeschen Stiftung, die jährlich zu milden Zwecken nach Senftenberg zu entrichtenden 100 Thlr. — — — so lange nicht der, im §. I. Nr. 2., des Frankeschen Testaments vorausgesetzte, Fall einer nothwendigen Aussetzung dieser und andrer im gedachten Testament angeordneter Leistungen nachgewiesen wird, jederzeit stiftungsmäfsig dahin gezahlt, auch

8. die einigen Genufsberechtigten Personen zu Luckau in der Niederlausitz gebührenden, lebenslänglichen Bezüge aus der, unter Administration des Stadtraths zu Dresden stehenden, Wilfsischen Stiftung unverkürzt denselben geleistet werden.

9. Die Wittenberger Stipendiatencasse zu Halle bezieht ferner, wie bisher, die von dem Stadtrathe zu

1825 Plauen jährlich dahin zu entrichtenden 100 Mfl., oder 87 Thlr. 12 Gr. —— wogegen bei Vergebung der hierauf ursprünglich für die in Wittenberg Studirenden aus den Voigtländischen Städten angewiesenen Stipendien die von den Stadträthen des Königl. Sächsischen Voigtlandes, der Stiftung gemäfs, präsentirten Stipendiaten berücksichtigt werden sollen.

10. In Rücksicht der von der Schule Pforta, wegen der für die Schüler derselben, zum Studiren auf der Universität Leipzig, vom Kurfürst Moritz bestimmten Stipendien erhobenen Ansprüche verpflichtet sich die Königl. Sächsische Regierung, von erfolgter Ratification der gegenwärtigen Convention an, jährlich 300 Mfl., oder 262 Thlr. 12 Gr. —— nach der von der Königl. Preufsischen Regierung zu bestimmenden Repartition, für die von der Letztern zu ernennenden Stipendiaten in Leipzig auszahlen zu lassen.

Art. III. Nach den, im Art. I. festgesetzten, auch bei den etwa später bekannt werdenden, jedoch bereits vor dem 5ten Juni 1815 errichtet gewesenen Stiftungen zu befolgenden Grundsätzen, und nach den vorstehend im Art. II. enthaltenen speciellen Vereinigungen, wird die Königl. Sächsische Landeshoheit über die, in der Beilage Nr. I. und die Königl. Preussische Landeshoheit über die, in der Beilage Nr. II. auf den Grund der von den Verwaltungsbehörden eingereichten Anzeigen verzeichneten Stiftungen gegenseitig, mit Vorbehalt der Berichtigung erweislich unrichtiger Angaben, anerkannt und so weit nöthig dergestalt überwiesen, dafs mit der, hiernach der Regierung des einen Landestheils ausschliefslich zustehenden Aufsicht, zugleich unbeschadet des, den Stiftungen selbst bleibenden Vermögens, die Administration- und Collatur-Gerechtsame, nebst den damit verbundenen Emolumenten, insofern solche bisher landesherrlichen, oder sonstigen Behörden in dem andern Landestheile zustanden, auf die zuerst gedachte Regierung, oder die von ihr zu ernennenden Behörden übergehen, auch jede Regierung die Vertretung der etwanigen Ansprüche der ihr angehörigen Behörden und deren Entschädigung übernimmt.

Gleichwie übrigens die beiden Universitäten, Leipzig und Wittenberg, schon an sich und ohne dafs es deshalb einer weitern Bestimmung bedarf, lediglich

unter der bisherigen Landeshoheit bleiben, also ver- 1825
steht es sich, in Gemäfsheit der durch Art. 16. des Friedensschlusses vom 18ten Mai 1815, im Allgemeinen getroffenen Bestimmungen, von selbst, dafs Jede derselben auch fortan, unter der Oberaufsicht ihrer Regierung, die Administration des zu ihrer Unterhaltung bestimmten Vermögens, so wie der durch landesherrliche Verfügungen errichteten Stipendiatencassen behält, die Collatur der hierauf fundirten Königlichen Stipendien aber derjenigen Regierung zusteht, welcher die Universität selbst unterworfen ist.

Art. IV. Jede der beiden Regierungen erhält in Ansehung der, zufolge dieser Convention, ihrer Landeshoheit angehörigen Stiftungen und Stiftungstheile, mit der alleinigen Aufsicht über solche, zugleich das Recht, in den Fällen, wenn Behörden, oder Privatpersonen, welchen Collatur- oder Administrations-Gerechtsame zugestanden haben, nicht mehr existiren, über diese Befugnisse, dafern nicht schon in der Stiftungsurkunde eine Verordnung auf einen solchen Fall enthalten ist, anderweit zu verfügen, oder in Fällen, wenn der Zweck einer Stiftung entweder überhaupt nicht mehr, oder, wegen temporärer Hindernisse, für jetzt nicht zu erreichen steht, im erstern Falle definitive, im letztern aber provisorische andre, dem ursprünglichen Zwecke der Stiftung möglichst entsprechende Bestimmungen, zu gleich milden, oder nützlichen Zwecken zu treffen.

Art. V. Soviel die, nach Art. II. dieser Convention, getheilten Stiftungen betrifft, so hat jede Regierung die Einkünfte der ihr davon zukommenden Vermögenstheile lediglich zum Besten der ihr angehörigen, oder resp. auf der in ihrem Gebiete befindlichen Universität studirenden Genufsberechtigten, stiftungsmäfsig zu verwenden.

In Ansehung aller übrigen Stiftungen aber sollen, insofern solche nicht ausschliefslich für Genufsberechtigte in dem einen Landestheile allein bestimmt sind, im Allgemeinen die zur Theilnahme Qualificirten aus beiden Landestheilen jederzeit, ohne Unterschied, von den beiderseitigen Collatur- Administrations- und Aufsichts-Behörden berücksichtigt werden.

Aufserdem wird hierbei insonderheit festgesetzt, dafs

1825 a. bei den im Verzeichnifs I. unter Nr. 62, 63, 65, 66 angeführten Bolbritz-, Henrici-, Rechenberg- und Thelernschen Stiftungen zu Stipendien für studirende Söhne der Mitglieder der Budissiner Prediger-Wittwen-Societät, die Söhne der im Herzogthume Sachsen befindlichen Societätsgenossen, wegen ihrer Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit, auf keine Weise gegen die im Königreiche Sachsen befindlichen zurückgesetzt, ingleichen bei Vergebung der Stipendien

b. von der, im Verzeichnifs I. unter Nr. 477 aufgeführten Laueschen Stiftung namentlich auch Studirende aus dem, zum Herzogthume Sachsen gehörigen, Hennebergischen Gebiete,

c. von der ebendaselbst, unter Nr. 478, verzeichneten Datheschen Stiftung die Studirenden aus den zur Meifsnischen Nation gehörigen Gebietstheilen des Herzogthums Sachsen,

d. von der, unter Nr. 440 desselben Verzeichnisses, bemerkten Sylversteinischen Stiftung die Studirenden aus der Schlesischen-, Lausitzischen- und Meifsnischen-Landsmannschaft und den hierzu gehörenden Gebietstheilen des Herzogthums Sachsen, allenthalben stiftungsmäfsig, und ohne Zurücksetzung wegen ihrer Angehörigkeit an eine andere Landeshoheit, berücksichtigt werden sollen.

Art. VI. Zu Sicherstellung dieser und aller übrigen, nach der obigen allgemeinen Bestimmung, ferner aufrecht zu erhaltenden Genufsrechte sollen die, im Art. IV. §. 1 bis 7 der Convention vom 27sten September jetzigen Jahres, wegen der Familienstiftungen enthaltenen Bestimmungen auch auf die gegenwärtig in Rede stehenden Stiftungen dergestalt angewendet werden, dafs Alles, was daselbst in Ansehung der Familienstiftungen, deren Auslegung und Aufrechthaltung zum Besten der Genufsberechtigten Familienglieder und der, in deren Ermangelung, substituirten Personen festgesetzt worden, auch in Ansehung aller durch die gegenwärtige Convention auseinandergesetzten Stiftungen, bei Auslegung derselben und bei Ausübung der Collaturrechte, zum Besten aller zunächst, oder subsidiarisch und eventuell Genufsberechtigten im andern Landestheile überhaupt gegenseitig zu beobachten ist.

Wenn sich daher auf die in der gedachten Con- 1825
vention bestimmte, und bei den hier in Frage befangenen Stiftungen, insofern Angehörige des andern Landestheils zunächst, oder subsidiarisch und eventuell zum Genufs berufen sind, und diese sich nicht von selbst angemeldet haben, jedesmal nothwendige, öffentliche Bekanntmachung ein qualificirter Genufsberechtigter nicht meldet, so soll zwar der Collaturbehörde, nach Ablauf des zur Anmeldung bestimmten Termins, insofern die Stiftung nicht ausdrücklich die Zurücklegung vacanter Beneficien, oder deren anderweite Verwendung vorschreibt, freistehen, das erledigte Stipendium an andere Genufsfähige zu vergeben, doch soll solches jederzeit mit der Bedingung geschehen, dafs der Genufs des conferirten Stipendii mit Ablauf des Erhebungstermins, innerhalb dessen sich ein nach der Stiftung vorzugsweise zum Genufs Berechtigter gemeldet habe, sich endige.

Uebrigens sollen die gedachten öffentlichen Bekanntmachungen namentlich auch bei den, unter Administration und Collatur Königl. Sächsischer Behörden bleibenden, Stiftungen und Stipendien für Studirende aus Königl. Preufsischen, aufserhalb des Herzogthums Sachsen gelegenen Provinzen, oder Orten, dafern sich dergleichen Genufsberechtigte nicht von selbst melden, Statt finden und denselben die obigen Bestimmungen ebenfalls zu statten kommen.

Art. VII. Nach erfolgter beiderseitiger Genehmigung dieser Convention sollen sofort jeder Regierung die zu den ihrer Landeshoheit überwiesenen Stiftungen gehörigen Fonds, Acten, Urkunden und Rechnungen, in so weit sie sich bei Behörden des andern Landestheils befinden, und so viel die Fonds betrifft, insofern sie nicht in Immobilien, oder unaufkündbaren Capitalien bestehen, ausgeantwortet, bis dahin aber alle stiftungsmäfsigen Zahlungen fortgeleistet, auch die gegenwärtig in der Perception von Stiftungsbeneficien stehenden Personen in deren Genufs auf dessen Dauer gelassen, jedoch die aus den im Art. II. §. 2 und 3 gedachten Siftungsfonds gegenwärtig conferirten Stipendien lediglich von der Königl. Sächsischen Behörde ausgezahlt werden.

1825 Die hiernach aus dem einen in den andern Landestheil auszuliefernden Fonds sollen, nach ihrem dermaligen Activ- und Passiv-Zustande, unverzüglich durch beiderseitige Rechnungsbeamte genau ermittelt und, nach der deshalb zu haltenden Schlufsrechnung, gegenseitig ausgeliefert werden, wogegen alsdann beide Regierungen auf alle, nicht in dieser Convention gegründete Ansprüche wegen dieser Stiftungsfonds, unbeschadet der den Letztern selbst an den gegentheiligen landesherrlichen Fiscus, oder an Privatverpflichtete im andern Landestheile zustehenden Ansprüche Verzicht leisten.

Es wird jedoch

1. im Betreff der, unter Administration des Stadtraths zu Leipzig stehenden, Adam Müllerschen Stiftung, soweit solche für die Prediger an der Kirche St. Maximi zu Merseburg und für die Armen zu Leipzig und Merseburg bestimmt ist, mit Berücksichtigung des Art. V. der, wegen der Familienstiftungen, geschlossenen Convention vom 27sten September jetzigen Jahres, den Stadträthen der genannten beiden Städte die Auseinandersetzung wegen des nach Merseburg auszuliefernden antheiligen Fonds und des Agio davon, ingleichen

2. hinsichtlich der Scultetus, und Deichselschen Stipendienstiftungen den Stadträthen zu Breslau, Glogau und Lübben, wegen der für dieselben in Anspruch genommenen Collaturrechte, die Vereinigung mit dem Stadtrathe zu Leipzig, oder die rechtliche Ausführung gegen denselben vorbehalten, auch

3. die obige Verzichtleistung, unbeschadet der Ansprüche, welche wegen der am Endeschen Stiftung für Gräfenhaynichen, Gremmin und Mescheide von den Betheiligten etwa erhoben werden können, verstanden.

Schliefslich sollen hinsichtlich der Stiftungen, bei welchen, nach dieser Convention, eine Veränderung der Collatur-, Administrations- und Aufsichts-Behörden eintritt, die von jeder Regierung zu ernennenden neuen Behörden, nebst dem Zeitpunkte, von welchem an sich die Genufsberechtigten an dieselben zu wenden haben, zugleich mit der, nach Art. IV. der Convention vom 27sten September jetzigen Jahres, erfolgenden Publication der gegenwärtigen Ueber-

einkunft und der ihr beizufügenden Verzeichnisse öf- 1825
fentlich bekannt gemacht werden.

Zu dessen Urkund haben die beiderseitigen Commissarien diese Convention in zwei gleichlautenden Exemplaren unterzeichnet.

Dresden, am 28sten December 1825.

MÜLLER,	*Dr.* PINDER,
Königl. Sächs. Commissarius.	*Königl. Preuſs. Commissarius.*

(Sont joints à la présente convention: 1. Verzeichniſs der Local-, Provinzial- und allgemeinen Stiftungen des Königreichs Sachsen; II. Verzeichniſs der Provinzial- und allgemeinen Stiftungen des Herzogthums Sachsen.)

85.

Convention entre S. M. le roi de la Grande-Brétagne et S. A. R. l'infante régente de Portugal, concernant le maintien d'un corps de troupes angloises en Portugal, signée à Brighthelmstone le 19 Janvier 1827 *).

1827

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1827. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

Em Nome da Sanctissima e Indivisivel Trindade.

Havendo Sua Alteza Real A Infanta Regente de Portugal, em consequencia das aggressoens commettidas

*) Le texte anglois de cette convention se trouve dejà dans la première partie de ce tome p. 114. L'éditeur s'empresse de donner ici le texte portugais, qui ne lui est parvenu qu' après que l'impression de la première partie fût deja achevée.

1827 contra o Territorio Portuguez, requerido a Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da Gram Bretanha e Irlanda, o cumprimento dos antigos Tractados de Alliança e de Amizade que subsistem entre as duas Corôas; e havendo Sua Magestade Britannica por isso resolvido mandar, como com effeito já mandou, um Corpo de Tropas para Portugal, julgam as Duas Altas Partes Contractantes necessario convir em certos arranjos para a manutençaõ das dictas Tropas durante a sua estada em Portugal, e nomearam para esse fim, a saber: —

Sua Magestade El Rey do Reyno Unido da Gram Bretanha e Irlanda, ao Muito Honrado George Canning, Membro do Seu Conselho Privado, Membro do Parlamento, e Principal Secretario de Estado de Sua dicta Magestade na Repartiçaõ dos Negocios Estrangeiros: — E Sua Alteza Real A Infanta Regente de Portugal, ao Illustrissimo e Excellentissimo Senhor Dom Pedro de Souza e Holstein, Marquez de Palmella, Par do Reyno de Portugal, Gram Cruz da Ordem de Christo, Cavalleiro da Ordem do Tosaõ d'Ouro, Gram Cruz de varias outras Ordens, e Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario de Sua Alteza Real junto a Sua Majestade Britannica: — Os quaes, depois de terem communicado um ao outro os seus respectivos Plenos Poderes, que se acharam em bôa e devida forma, ajustaram e concluiram os Artigos seguintes: —

Art. I. Tendo Sua Alteza Real A Infanta Regente de Portugal o maior desejo de que o Corpo de Tropas que Lhe foi tam promptamente enviado por Sua Magestade Britannica, seja tractado com aquella hospitalidade que he propria das Relações que existem entre as duas Nações Alliadas, toma a sua conta o mardar-lhe fornecer os Abarracamentos e Quarteis que forem necessarios, edificios para Hospitaes e Armazens, assim como as Rações de mantimentos e de forragens que forem precizas para os Officiaes, Officiaes inferiores, e Soldados, e para os cavallos e gado do Exercito Auxiliar Inglez, conforme os regulamentos do Serviço Britannico.

Art. II. Os mantimentos e forragens assima especificados seraõ entregues ao Commissariado Britan-

nico, à distancia quando muito de seis Leguas Portu- 1827
guezas do Quartel General d'aquelle Destacamento Inglez para que forem destinados, salvo nos casos em que outro arranjo for feito, com consentimento do Commissariado Britannico.

Art. III. Afim de occorrer as difficuldades que, nas circumstancias presentes, poderia occasionar ao Governo de Portugal o immediato desembolço dos fundos para a compra dos sobredictos mantimentos e forragens, fica ajustado que o Commissario Geral Inglez fornecera por agora aquelles provimentos ao Exercito Inglez, lançando em conta ao Governo Portuguez o custo d'elles.

Como porem, possam dar-se casos em que convenha mais receber taes provimentos dos Armazens Portuguezes, afim de evitar a competencia nos Mercados, o Commissario Geral Inglez, em execuçaõ d'este arranjo, concertará de tempos a tempos as suas operações com a pessôa que o Governo Portuguez nomear para esse fim.

Art. IV. As Contas do Commissariado Britannico, depois de approvadas e assignadas pelo Commandante do Exercito Auxiliar, seraõ entregues todos os tres mezes ao Governo Poutuguez, o qual, depois de as haver verificado, pagará logo o importe d'ellas ao Commissario Geral Britannico, ou lançá-lo-ha em conta ao credito do Governo Inglez, segundo for julgado mais conveniente pelos dois Governos.

Art. V. O custo dos mantimentos e das forragens para as Tropas Inglezas, correrá por conta do Governo Portuguez dèsde o dia do desembarque das dictas Tropas em Portugal, e cessará de correr por conta d'elle dèsde o dia da sua partida, ou dèsde aquelle em que sahirem para fôra das Fronteiras de Portugal.

Art. VI. Tendo Sua Alteza Real A Infanta Regente de Portugal consentido em que nesta, como em outras occasiões precedentes, os Fortes de S. Juliaõ e do Bugio, sejam occupados pelas Tropas Britannicas, fica ajustado que a dicta occupaçaõ continuará por todo o tempo que o Exercito Inglez permanecer em Portugal. Os dictos Fortes seraõ de tempos a tempos abastecidos de provimentos pelo Governo Portuguez, ou pelo Commissariado Inglez por conta do

1827 Governo Portuguez, do mesmo modo que fica determinado nos precedentes Artigos, a respeito do Exercito Auxiliar.

O Governo Portuguez e o Commandante do Exercito Britannico conviraõ do modo por que ha de continuar a ser feito o serviço da Saude, da Policia do Porto, e das Alfandegas, pelos proprios Officiaes ordinariamente empregados pelo Governo Portuguez naquelles serviços. Ao Commandante Inglez será entregue uma lista d'esses empregados, e deveraõ ficar estrictamente debaixo do seu Commando, em tudo o que respeita ao Serviço Militar, e á defesa dos Fortes.

Art. VII. Requerendo Sua Magestade Britannica da Sua Alliada somente aquillo que hé indispensavelmente necessario para assegurar a devida manutençaõ das suas Tropas, e para o bem do Serviço commum, declara que naõ presentará reclamaçaõ alguma pecuniaria contra o Governo Portuguez, por conta do auxilio prestado por Sua Magestade na presente occasiaõ a Portugal, além do que se acha especificado nos Artigos precedentes.

Art. VIII. As estipulaçoes d'esta Convençaõ permaneceraõ em toda a força, em quanto As Duas Altas Partes Contractantes mutuamente naõ convierem em fazer-lhes alteraçaõ.

Art. IX. A presente Convençaõ será ratificada, e as Ratificaçoes seraõ trocadas em Londres dentro do espaço de seis semanas á contar da data da mesma, ou antes se poder ser.

Em testemunho do que os respectivos Plenipotenciarios a assignaram, e lhe apposeram os scellos das suas Armas.

Feita em Brighthelmstone, aos dejanove dias de Janeiro, do anno de Nosso Senhor Jesus Christo mil e oito centos e vinte e sette.

George Canning. Marquez de Palmella.

86.

Traité pour la pacification de la Grèce, conclu entre la Grande Bretagne, la France et la Russie et signé à Londres le 6 Juillet 1827 avec un article additionnel du même jour *).

1827

(*D'après la copie officielle présentée au Parlement par ordre de S. M. B. en* 1828. London. fol.

Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, pénétrées de la nécessité de mettre un terme à la lutte sanglante, qui, en livrant les Provinces Grecques et les Iles de l'Archipel à tous les désordres de l'anarchie, apporte chaque jour de nouvelles entraves au commerce des Etats Européens, et donne lieu à des pirateries, qui non seulement exposent les sujets des Hautes Parties Contractantes à des pertes considérables, mais exigent, en outre, des mesures onéreuses de surveillance et de répression; —

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, ayant d'ailleurs reçu, de la part des Grecs, l'invitation pressante d'interposer leur médiation auprès de la Porte Ottomane, et étant, ainsi que Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animées du désir d'arrêter l'effusion du sang, et de prévenir

---

*) L'éditeur n'ayant reçu la copie officielle de ce traité qu' après que la première partie de ce tome fût déjà imprimée, il a cru devoir faire reimprimer ici l'original françois, qui diffère considerablement du texte de ce traité tel qu'il a été publié par le Journal de Francfort et par le Moniteur universel.

1827 les maux de tout genre que peut entrainer la prolongation d'un tel état de choses;

Ont résolu de combiner leurs efforts, et d'en régler l'action, par un Traité formel, dans le but de rétablir la paix entre les Parties Contendantes, au moyen d'un arrangement réclamé, autant par un sentiment d'humanité, que par l'intérêt du repos de l'Europe.

A ces fins, Elles ont nommés Leurs Plénipotentiaires pour discuter, arrêter, et signer le dit Traité, savoir: —

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Sieur Jean Guillaume Vicomte Dudley, Pair du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, et Son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des affaires Etrangères: —

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Prince Jules, Comte de Polignac, Pair de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Très Chrétienne, Maréchal de Camp de Ses Armées, Grand' Croix de l'Ordre de St. Maurice de Sardaigne, etc. etc. et Son Ambassadeur à Londres: —

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Christophe Prince de Lieven, Général d'Infanterie des Armées de Sa Majesté Impériale, Son Aide-de-Camp Général, Chevalier des Ordres de Russie, de ceux de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de celui des Guelphes de Hanovre, Commandeur Grand' Croix de l'Ordre de l'Epée de Suède, et de celui de St. Jean de Jerusalem, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique: —

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans: —

Art. I. Les Puissances Contractantes offriront à la Porte Ottomane leur médiation, dans la vue d'amener une réconciliation entr'Elle et les Grecs.

Cette offre de médiation sera faite à cette Puissance immédiatement après la Ratification du Traité, au moyen d'une déclaration collective, signée par les Plénipotentiaires des Cours Alliées à Constantinople;

et il sera fait, en même temps, aux deux Parties Contendantes, la demande d'un armistice immédiat entr'Elles, comme condition préliminaire indispensable à l'ouverture de toute négociation. 1827

Art. II. L'arrangement à proposer à la Porte Ottomane reposera sur les bases suivantes:

Les Grecs relèveront du Sultan comme d'un Seigneur Suzerain; et en conséquence de cette Suzeraineté, ils payeront à l'Empire Ottoman une redevance annuelle, dont le montant sera fixé, une fois pour toutes, d'un commun accord. — Ils seront gouvernés par des Autorités qu'ils choisiront et nommeront eux-mêmes, mais à la nomination desquelles la Porte aura une part déterminée.

Pour opérer une séparation entière entre les individus des deux Nations, et pour prévenir des collisions, suite inévitable d'une lutte aussi longue, les Grecs entreront en possession des propriétés Turques situées ou sur le Continent, ou dans les Iles de la Grèce, à la charge d'indemniser les anciens propriétaires, soit moyennant une somme annuelle à joindre à la redevance qu'ils payeront à la Porte, soit à l'aide de quelqu'autre transaction de la même nature.

Art. III. Les détails de cet arrangement, ainsi que les limites du territoire sur le Continent, et la désignation des Iles de l'Archipel auxquelles il sera applicable, seront déterminés dans une négociation à établir ultérieurement entre les Hautes Puissances et les deux Parties Contendantes.

Art. IV. Les Puissances Contractantes s'engagent à poursuivre l'oeuvre salutaire de la pacification de la Grèce, sur les bases posées dans les Articles précédens, et à munir, sans le moindre délai, leurs Représentans à Constantinople de toutes les instructions que réclame l'exécution du Traité qu'Elles signent.

Art. V. Les Puissances Contractantes ne chercheront dans ces arrangemens aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce pour leurs sujets, que ceux de toute autre Nation ne puissent également obtenir.

Art. VI. Les arrangemens de réconciliation et de paix qui seront définitivement convenus entre les

1827 Parties Contendantes, seront garantis par celles des Puissances Signataires qui jugeront utile ou possible de contracter cette obligation. L'action et les effets de cette garantie deviendront l'objet de stipulations ultérieures entre les Hautes Puissances.

Art. VII. Le présent Traité sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Londres, le six Juillet, l'an de Grace mil huit cent vingt-sept.

Dudley.
Le Prince de Polignac.
Lieven.

Article additionnel.

Dans le cas où la Porte Ottomane n'accepterait pas, dans le terme d'un mois, la médiation qui lui sera proposée, les Hautes Parties Contractantes conviennent des mesures suivantes: —

1. Il sera déclaré à la Porte, par leurs Représentans à Constantinople, que les inconvéniens et les maux signalés dans le Traité patent comme inséparables de l'état de choses qui subsiste dans l'Orient depuis six ans, et dont la cessation, par les moyens à la disposition de la Sublime Porte Ottomane, parait encore éloignée, imposent aux Hautes Parties Contractantes la nécessité de prendre des mesures immédiates pour se rapprocher des Grecs.

Il est entendu que ce rapprochement s'opèrera en établissant avec les Grecs des relations commerciales, en leur envoyant, à cet effet, et recevant d'eux, des Agens Consulaires, en tant qu'il existera chez eux des Autorités capables de maintenir de telles relations.

2. Si, dans ce même terme d'un mois, la Porte n'acceptait pas l'armistice proposé dans l'Article I. du Traité patent, ou si les Grecs se refusaient à son exécution, les Hautes Puissances Contractantes déclareront à celle des deux Parties Contendantes qui voudrait continuer les hostilités, ou à toutes deux, s'il

devenait nécessaire, que les dites Hautes Puissances 1827
vont s'efforcer, par tous les moyens que les circonstances suggèreront à leur prudence, d'obtenir les effets immédiats de l'armistice dont elles désirent l'exécution, en prévenant, autant qu'il sera en leur pouvoir, toute collision entre les Parties Contendantes; et, en effet, aussitôt après la susdite déclaration, les Hautes Puissances employeront, conjointement, tous leurs moyens pour en accomplir l'objet, sans toutefois prendre part aux hostilités entre les deux Parties Contendantes.

En conséquence, les Hautes Puissances Contractantes, immédiatement après la signature du présent Article Additionnel, transmettront des instructions éventuelles, conformes aux dispositions énoncées ci-dessus, aux Amiraux commandans leurs Escadres respectives dans les Mers du Levant.

3. Enfin, si, contre toute attente, ces mesures ne suffisent point encore pour faire adopter les propositions des Hautes Parties Contractantes par la Porte Ottomane, ou si, de l'autre côté, les Grecs renoncent aux conditions stipulées en leur faveur dans le Traité de ce jour, les Hautes Puissances Contractantes n'en continueront pas moins à poursuivre l'œuvre de la pacification, sur les bases dont Elles sont convenues entr'Elles; et, en conséquence, Elles autorisent, dès à présent, leurs Représentans à Londres, à discuter et arrêter les moyens ultérieurs dont l'emploi pourrait devenir nécessaire.

Le présent Article Additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré, mot à mot, au Traité de ce jour. Il sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées en même tems que celles du dit Traité.

En Foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Londres, le six Juillet, l'an de Grace mil huit cent vingt-sept.

DUDLEY.
Le Prince DE POLIGNAC.
LIEVEN.

87.

1827 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, signé à Rio de Janeiro le 9 Juillet 1827.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preussischen Staaten* 1828. Nr. 13. pag. 75.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, également animés du désir de voir concerter les moyens d'activer et d'étendre les relations commerciales entre Leurs états respectifs, dans l'intérêt commun de Leurs sujets et à l'avantage réciproque des deux nations, et de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens à ceux de Leurs sujets, qui ont part à ces relations, ont nommé des plénipotentiaires pour conclure un traité d'amitié, de navigation et de commerce, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse: le Sieur *de Olfers*, son conseiller d'ambassade et chargé d'affaires à la cour impériale du Brésil, chevalier de l'ordre royal de l'aigle rouge; et Sa Majesté l'Empereur du Brésil: Leurs Excellences Messieurs, le Marquis *de Queluz*, conseiller d'état, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial du Cruzeiro, commandeur de l'ordre du Christ, ministre-secrétaire d'état des affaires étrangères; le Vicomte *de St. Leopoldo*, conseiller d'état, sénateur et grand de l'Empire, officier de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre de Christ, ministre-secrétaire d'état de l'intérieur; et le Marquis *de Maceyò*, du conseil de Sa Majesté l'Empereur, gentilhomme de la chambre impériale, commandeur de l'ordre du Christ, officier de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier des ordres de la Tour et Epée et de St. Jean de Jerusalem, lieutenant-colonel de l'état-major, ministre-secrétaire d'état de la marine;

Lesquels après s'être communiqué réciproquement 1827
leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. I. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur du Brésil, Leurs héritiers et successeurs, et entre Leurs sujets de tous territoires, sans exception de personne ni de lieu.

Art II. Les sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, en restant soumis aux lois du pays, jouiront en leurs personnes et biens dans toute l'étendue des territoires de l'autre, des mêmes droits, privilèges, faveurs et exemptions, qui sont ou seroient accordés aux sujets de la nation la plus favorisée. Ils ne seront point assujettis aux visites et recherches arbitraires, ni à aucun examen ou investigation de leurs livres et papiers sous quelque prétexte que ce soit. Dans le cas de trahison, contrebande ou autres crimes, dont les lois des pays respectifs font mention, les recherches, visites, examens et investigations ne pourront avoir lieu qu'avec l'assistance du magistrat compétent et en précence du consul de la nation, à qui appartiendra la partie prévenue, du vice-consul ou de son délégué, en cas qu'il y en ait sur les lieux.

Art. III. En cas de mésintelligence ou de rupture entre les deux Puissances (puisse Dieu ne le permettre jamais!) lequel cas ne sera réputé exister, qu'après le rappel ou le départ des agens diplomatiques respectifs, les sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, résidant dans les domaines de l'autre, pourront y rester pour leurs affaires, sans être gênés en quelque manière que ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement, et à ne commettre aucune offense contre les lois. Dans le cas cependant, où ils se rendront suspects par leur conduite, ils seront sommés de sortir du pays, et il leur sera accordé un terme pour se retirer avec leurs biens, qui n'excédera pas huit mois.

Art. IV. Les individus accusés dans les états de l'une des Hautes Puissances contractantes, des crimes de haute trahison, félonie, fabrication de fausse monnoye ou du papier qui la représente, ne recevront

1827 autorités compétentes du pays, en cas qu'il n'y ait pas d'agens consulaire.

Art. XI. S'il arrive que l'une des Hautes Puissances contractantes soit en guerre avec quelque puissance, nation ou état, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes états, excepté avec les villes ou ports, qui seroient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Mais dans aucun cas ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre, tels que canons, mortiers, fusils, pistolets, grenades, saucisses, affûts, baudriers, poudre, salpêtre, casques et autres instrumens quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. XII. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à dater du jour de la ratification, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une ou l'autre des Hautes Puissances contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le terminer.

Art. XIII. Les langues Portugaise et Françoise ayant été exclusivement employées dans la rédaction du présent traité, il est reconnu par les Hautes Puissances contractantes, que cet emploi exclusif des deux langues ne tirera point à consequence pour l'avenir.

Arv. XIV. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rio de Janeiro dans l'espace de huit mois à compter du jour de la signature ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires de Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur du Brésil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, l'ont signé de leurs main, et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro le neuf Juillet, l'an de grâce mil huit-cent-vingt-sept.

de Olfers.
Marquez de Queluz.
Visconde de S. Leopoldo.
Marquez de Maceyò.

Article additionnel

au traité d'amitié, de navigation et de commerce 1827
du 9 Juillet 1827 conclu et signé à Rio de Janeiro le
18 Avril 1828 par les mêmes plénipotentiaires.

Article.

L'intention bien sincère des Hautes Puissances contractantes étant, de donner toute la liberté possible au commerce par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité, basée sur des principes équitables, on est convenu, que tous les avantages de navigation et de commerce, qui sont ou seront concédés par une des Hautes Puissances contractantes à une ville, nation ou à un état quelconque, à l'exception de la nation Portugaise, seront de fait et de droit accordés aux sujets de l'autre, de la même manière que si ces concessions étoient insérées mot à mot dans le traité susmentionné, en observant toutefois les conditions, sous lesquelles ces avantages auroient été concédés.

Il est convenu, que le présent article additionnel aura la même force et valeur, que s'il avoit été inséré mot à mot dans le traité du 9 Juillet 1827.

En foi de quoi les plénipotentiaires de Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur du Brésil, en vertu de leurs pleins-pouvoirs, ont signé le présent article de leur main, et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait à Rio de Janeiro le dix-huit d'Avril l'an de grâce mil-huit-cent-vingt-huit.

DE OLFERS.
Marquez DE QUELUZ.
Visconde DE S. LEOPOLDO.
Marquez DE MACEYÒ.

(Les ratifications de ce traité ont été échangées à Rio de Janeiro le 21 Avril 1828).

88.

1827 *Convention de commerce entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, signée à Londres le 6 Août 1827.*

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of America, being desirous of continuing in force the existing commercial regulations between the two Countries, which are contained in the Convention concluded between Them on the third of July 1815, and further renewed by the fourth Article of the Convention of the twentieth of October 1818, have, for that purpose, named Their respective Plenipotentiaries, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Charles Grant, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and Vice-President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations; and Henry Unwin Addington, Esquire;

And the President of The United States of America, Albert Gallatin, their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. All the provisions of the Convention concluded between His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of America, on the third of July 1815, and further continued for the term of ten Years by the fourth Article of the Convention of the twentieth of

October 1818, with the exception therein contained as 1827
to St. Helena, are hereby further indefinitely, and without the said exception, extended and continued in force, from the date of the expiration of the said ten Years, in the same manner as if all the provisions of the said Convention of the third of July 1815, were herein specifically recited.

ART. II. It shall be competent, however, to either of the Contracting Parties, in case either should think fit, at any time after the expiration of the said ten Years, — that is, after the twentieth of October 1828, — on giving due notice of twelve Months to the other Contracting Party, to annul and abrogate this Convention; and it shall, in such case, be accordingly entirely annulled and abrogated, after the expiration of the said term of notice.

ART. III. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged in nine Months, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the sixth day of August, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-seven.

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT. GALLATIN.

89.

Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique, signée à Londres le 6 Août 1827.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of

1827 America, being equally desirous to prevent, as far as possible, all hazard of misunderstanding between the two Nations, with respect to the Territory on the North-West Coast of America, West of the Stoney or Rocky Mountains, after the expiration of the third Article of the Convention concluded between Them on the twentieth of October 1818; and also with a view to give further time for maturing measures which shall have for their object a more definite settlement of the Claims of each Party to the said Territory, have respectively named their Plenipotentiaries to treat and agree concerning a temporary renewal of the said Article, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Charles Grant, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and Vice-President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations; and Henry Unwin Addington, Esquire: —

And the President of the United States of America, Albert Gallatin, Their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty: —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. All the Provisions of the third Article of the Convention concluded between His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of America, on the twentieth of October 1818, shall be, and they are hereby further indefinitely extended and continued in force, in the same manner as if all the provisions of the said Article were herein specifically recited.

Art. II. Is shall be competent, however, to either of the Contracting Parties, in case either should think fit, at any time after the twentieth of October 1828, on giving due notice of twelve months to the other Contracting Party, to annul and abrogate this Convention; and it shall, in such case, be accordingly

entirely annulled and abrogated, after the expiration of the said term of notice. 1827

ART. III. Nothing contained in this Convention, or in the third Article of the Convention of the twentieth of October 1818, hereby continued in force, shall be construed to impair, or in any manner affect, the Claims which either of the Contracting Parties may have to any part of the Country westward of the Stoney or Rocky Mountains.

ART. IV. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged in nine Months, or sooner, if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the sixth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-seven.

CHA. GRANT.
HENRY UNWIN ADDINGTON.
ALBERT GALLATIN.

90.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Brétagne et le Brésil, signé à Rio de Janeiro, le 17 Août 1827.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

In the Name of the Most Holy and Undivided Trinity.

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty The Emperor of Brazil, being mutually animated with the

1827 desire to promote and extend the commercial intercourse which has long subsisted between Their respective Countries and Subjects, have deemed it expedient, under the new circumstances which have arisen from the separation of the Empire of Brazil from the Crown of Portugal, through the mediation of His Britannick Majesty, to regulate that commercial intercourse by a new Treaty.

With this view, His Britannick Majesty has named, as His Plenipotentiary, The Righ Honourable Robert Gordon, a Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, and His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Brazil: —

And His Imperial Majesty, as His Plenipotentiaries, The Most Illustrious and Most Excellent Marquis of Queluz, Member of His Council of State, Senator of the Empire, Grand Cross of the Imperial Order of the Cross, Commander of the Order of Christ, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs; The Viscount of St. Leopoldo, Member of His Council of State, Grandee and Senator of the Empire, Officer of the Imperial Order of the Cross, Knight of the Order of Christ, Minister and Secretary of State for the Affairs of the Empire; and The Marquis of Maceyo, Member of His Council, Gentleman of His Imperial Chamber, Officer of the Imperial Order of the Cross, Commander of the Order of Christ, Knight of the Orders of the Tower and Sword, and of St. John of Jerusalem, Lieutenant-Colonel in the Staff of the Army, Minister and Secretary of State for Marine Affairs: —

Who, after having exchanged their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. There shall be constant peace and perpetual friendship between His Majesty The King of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty The Emperor of Brazil, Their Heirs, and Successors, and between Their Subjects, States, and Territories, without exception of person or place.

Art. II. His Britannick Majesty and His Imperial Majesty agree, that each of the High Contracting

Parties shall have the right of appointing and naming 1827
Consuls-General, Consuls, and Vice-Consuls, in all the Ports of the Dominions of the other, where they are or may be necessary for the promotion of trade, and of the commercial interests of Their respective Subjects.

Consuls, of whatever class they may be, shall not enter upon the exercise of their functions, without being duly named by their respective Sovereigns, and approved by the Sovereign in whose Dominions they may be employed. There shall be, reciprocally, for Consuls of all classes, within the Dominions of either of the High Contracting Parties, a perfect equality. Consuls shall enjoy the privileges which belong to their office, as usually recognised and admitted. In all cases, both civil and criminal, however, they shall be amenable to the same laws of the Country in which they reside, as their fellow-subjects, and they shall alike enjoy the full and entire protection of the laws, so long as they obey them.

Art. III. Consuls and Vice-Consuls of both Nations shall exercise, each in his respective office, the authority of Arbitrators in the differences which may arise between the Subjects, or the Masters and Crews of the Ships of their respective Nations, without the interference of the local Authorities; unless when the publick tranquillity may require such interference, or unless the parties should call for it, by bringing their actions in the Courts of the Country in which such differences arise.

In like manner, they shall exercise the right of administering to the property of Subjects of their Nation dying intestate, for the benefit of the legitimate heirs to such property, and of the creditors upon the estate, so far as the laws of the respective Countries shall admit.

Art. IV. The Subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in all the Territories of the other, the most perfect liberty of conscience in all matters of religion, conformably to the system of toleration established and practised in their respective States.

1827 Art. V. The Subjects of each of the High Contracting Parties may freely dispose of their propreties by sale, exchange, gift, testament, or in any other manner whatsoever, without any obstacle or impediment being thereunto opposed. Their houses, properties, and effects, shall be protected and respected, and shall not be taken from them, against their will, by any authority whatsoever. They shall be exempt from all forced military service of every kind, whether by land or by sea, from all forced loans, and from military impositions and requisition; nor shall they be obliged to pay any ordinary contributions, whatsoever may be their denominations, greater than those which are or may be paid by the Subjects of the Sovereign in whose Territories they reside.

Neither shall they be liable to arbitrary visits or searches; nor shall any examination or investigation of their books and papers be made, under any pretext whatsoever.

It is understood withal, that, in cases of treason, contraband, or other crimes specified in the laws of each Country, searches, visits, examinations, or investigations cannot be made, nor shall they take place, unless in the presence of the competent Magistrate.

And, generally, it is agreed, that the Subjects of the High Contracting Parties, respectively, shall enjoy in all the Territories of the other, with respect to their persons, any rights, privileges, favours or exemptions, which are, or which may be, at any time hereafter, granted to the Subjects of the most favoured Nation.

Art. VI. The Constitution of the Empire of Brazil having abolished all special jurisdictions, it is agreed that the office of Judge Conservator for the British Nation shall subsist only until some satisfactory substitute for that jurisdiction shall be established, capable of providing, in an equal degree, for the protection of the persons and property of His Majesty's Subjects. It being always understood that the Subjects of His Britannick Majesty shall be placed in Brazil on the same footing as Brazilian Subjects, in their causes, whether civil or criminal; that they

shall not be liable to imprisonment without formal commitment, (*culpa formada*,) and a warrant signed by the legal Authority, except in cases *flagrantis delicti*; and that their persons shall be free from personal restraint, in all cases where the law admits of bail. 1827

Art. VII. If there should arise any misunderstanding, breach of friendship, or rupture between the two Crowns, (which God forbid!) the rupture shall not be deemed to exist until after the recall or departure of their respective Diplomatick Agents. The Subjects of each of the High Contracting Parties, resident within the Territories of the other, shall be allowed to remain for the settlement of their affairs, or to trade, without any kind of interruption, so long as they continue to behave themselves peaceably, and commit no offence against the laws. In case, however, that their conduct should give rise to suspicion, they shall be ordered to leave the Country, being allowed the power of retiring with their property and effects, and sufficient time to do so, not exceeding six months.

Art. VIII. It is agreed and convenanted, that neither of the High Contracting Parties shall knowingly and wilfully receive into, and entertain in their service, persons, Subjects of the other Power, deserting from the military service thereof, whether by sea or land; but that, on the contrary, they shall each, respectively, discharge any such person from their service, upon being required. But it is agreed and declared, that neither of the High Contracting Parties shall grant to any other State any favour, on the subject of persons deserting from the service of that State, which shall not be considered as granted also to the other High Contracting Party, in the same manner as if the said favour had been expressly stipulated by the present Treaty. And it is further agreed, that in cases of apprentices or sailors deserting from Vessels belonging to the Subjects of either of the High Contracting Parties, while within the Ports of the other Party, the Magistrates shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on due application to

1827 that effect being made by the Consul-General, or Consul, or by his Deputy or Representative; and that no publick body, civil or religious, shall protect or harbour such deserters.

ART. IX. The compliments of salutes to the Ports and Flags of either of the two Nations, shall be conformable to the regulations hitherto observed among Maritime States.

ART. X. There shall be mutual liberty of commerce and navigation between the respective Subjects of The High Contracting Parties, in the Ships of either Country, and in all and singular the Ports, Cities, and Territories belonging to the said High Contracting Parties, except such Ports as may be prohibited to every foreign Nation; it being withal understood, that whenever any such prohibited Port is opened to the commerce of any other Nation, the said Port shall be forthwith opened to the Subjects of The High Contracting Parties, on the like conditions. The Subjects of The Two High Contracting Parties may enter, with their respective Ships, into all the Ports, Bays, Roads, and Havens, of the Territories belonging to each of The High Contracting Parties, therein to discharge the whole or part of their cargoes, to lade, or to re-export merchandize. They may reside, hire houses and warehouses, travel, trade, open shops, transport goods, metals, and money, and manage their own concerns, without employing brokers for that purpose, by themselves or by their agents and clerks, as they may think proper.

It is nevertheless agreed to except the coasting trade from Port to Port, consisting in goods of the Country, or foreign goods already cleared for consumption, which commerce cannot be carried on except in Vessels of the Country; it being, however, open alike to the Subjects of both The Contracting Parties, to lade their effects, merchandize, metals, and money, on board the said Vessels, each paying the same duties.

ART. XI. The Ships and Vessels of the Subjects of each of The High Contracting Parties shall not pay, in the Ports and Anchorages of the other, under the heads of lights, tonnage, anchorage, or any

other denomination whatsoever, other or higher duties than those which are, or may hereafter be paid by National Ships. 1827

Art. XII. In order to obviate all doubt respecting the nationality of British and Brazilian Ships, the High Contracting Parties agree, that Vessels owned, registered and navigated according to the laws of Great Britain, shall be considered as British; and that Vessels built in the Territories of Brazil, and owned by Brazilian Subjects, and of which the Master and three-fourths of the crew may be Subjects of Brazil; and also all the Vessels which shall have been captured from an enemy, by the Ships of War of His Majesty The Emperor of Brazil, or by Subjects of His said Majesty, furnished with letters of marque, and regularly condemned in the Prize Court of Brazil, as lawful prize, or which shall have been condemned in any competent Court, for the breach of the laws made for the prevention of the Slave-trade, and which shall be so owned and manned as aforesaid, shall be considered as Brazilian.

Art. XIII. The Subjects of either Sovereign within the Dominions of the other, shall have the liberty of trading with other Nations, in all and every kind of goods and merchandize.

Art. XIV. Are exempted from the foregoing Article, such goods and merchandize of which the Crown of Brazil has reserved to itself the exclusive monopoly.

Should, however, any of those articles become hereafter articles of free commerce, the Subjects of His Britannick Majesty shall be permitted to traffick in them, as freely as the Subjects of His Majesty the Emperor of Brazil. And the duties of importation, or of exportation, upon such goods and merchandize, shall, in all cases, be the same, whether they be consigned to, or exported by, or be the property of, British or Brazilian Subjects.

Art. XV. In order to regulate what is in future to be deemed contraband of war, it is agreed, that, under the said denomination, shall be comprised all arms and implements serving for the purposes of war, by land or by sea, such as cannon, muskets, pistols,

1827 mortars, petards, bombs, grenadoes, carcasses, saucisses, carriages for cannon, musket-rests, bandoliers, gunpowder, match, saltpetre, ball, pikes, swords, head-pieces, cuirasses, halberts, lances, javelins, horse-furniture, holsters, belts, and, generally, all other implements of war; as also timber for ship-building, tar or resin, copper in sheets, sails, hemp and cordage, and, generally, whatsoever may serve directly to the equipment of Vessels of War, unwrought iron, and fir planks excepted; and all the above articles are hereby declared to be just objects of confiscation, whenever they are attempted to be carried to an enemy.

Art. XVI. Packets shall continue to be employed, for the purpose of facilitating the publick service of the two Courts, and the commercial intercourse of their respective Subjects.

They shall be considered as King's Ships, it being understood that they are to be commanded by Officers of the Royal Navy.

This Article shall continue in force, until a Special Convention shall be concluded between the Powers, for regulating specially the Packet Service.

Art. XVII. In order more effectually to protect the commerce and navigation of their respective Subjects, the two High Contracting Parties agree not to receive pirates nor sea-rovers into any of the Ports, Bays, or Havens of Their Dominions, and to inflict the full rigour of the law upon persons proved to be pirates, and upon all individuals residing within their Territories, who may be convicted of holding correspondence or being accomplices with them. All Vessels and cargoes belonging to the Subjects of each of the Contracting Parties, which pirates may take or may bring into the Ports of the other, shall be given up to their owners, or to their attorneys duly authorized, previously proving the identity of the property. And the restitution shall take place, even when the article claimed may have been sold, provided it be shewn that the purchaser knew, or could have known, that the said article had been obtained by piracy.

Art. XVIII. Whenever it happens that any Ships of War, or Merchantmen, belonging to either State,

are wrecked in the Ports, or on the Coasts of their 1827
respective Territories, the Authorities and Officers of the customs of the place shall lend every possible assistance towards saving the persons and effects which are wrecked, and shall also provide for the security and care of the articles saved, or of their proceeds, in order that they may be restored to their respective Governments, if the Vessel wrecked be a Ship of War; or if she be a Merchant Vessel to the owner, or his attorney duly authorized, whenever the delivery may be claimed, or so soon as the salvage and expences incurred in the custody of goods claimed shall be paid. And no higher charge of salvage shall be allowed, in either Country, upon the Ships of the other than upon national Ships.

Goods saved from shipwreck shall not be liable to pay duties, unless cleared for consumption.

ART. XIX. All goods, wares, and merchandizes whatsover, the produce or manufacture of the Territories of His Britannick Majesty, whether from His Ports in Europe, or from such of His Colonies as are opened to foreign commerce, may be freely imported for consumption into all and singular the Ports of The Emperor of Brazil, to whomsoever consigned, on paying, generally and solely, duties not exceeding fifteen per cent., according to the value set upon them by a *pauta* of valuations in the custom-house, which *pauta* shall be promulgated in the Ports of Brazil, where there are, or may be, customhouses.

It is likewise agreed that in the formatiou of future *pautas*, the current market price of the goods shall be taken as the principal basis, and that it shall be permitted to the Consul of His Britannick Majesty whenever it may be shewn that any article is overvalued in the existing *pauta*, to make a representation, to be taken into consideration with the least possible delay; the clearance, however, of the said goods not being, on this account, suspended.

It is further agreed, that whenever any British goods, imported into the custom-houses of The Emperor of Brazil, shall have no fixed value in the *pauta*, and it shall be wished to clear them for consumption, the importer of such articles shall sign a declaration of their value, in order that they may be

1827 cleared; but in case the Officers of the customs, charged with the superintendance of the duties, shall consider the valuation to be inadequate to the real value of the goods, they shall be at liberty to take the goods at that valuation, on paying to the importer ten per cent. above the said valuation, within the term of fifteen days, computed from the day of the detention, and on returning the duty paid, after the manner observed in the custom-houses of Great Britian.

Art. XX. The Emperor of Brazil engages that no article whatever, the growth, production, or manufacture of any Foreign Country, shall be admitted into any part of the Dominions of Brazil, upon the payment of duties lower than those stipulated in the foregoing Article, unless a like diminution of duties be made upon similar articles, the growth, production, and manufacture of Great Britain; excepting only any goods, wares, or merchandize, the produce or manufacture of Portugal, which may be brought direct from Portugal to Brazil, in Ships belonging to the one or the other of those Countries; His Britannick Majesty specially consenting to this exception, in favour of Portugal, in consideration of the share which His Majesty has taken, as Mediator, in the negociation which happily terminated in the Treaty of Reconciliation and Independence of 29th August 1825; and of the intimate relations of amity, which it is His Majesty's anxious desire to see permanently subsisting between Portugal and Brazil.

Art. XXI. All goods, wares, and merchandize, the produce or manufacture of Brazil, imported direct for consumption into the Territories and Possessions of His Britannick Majesty, in Europe, or into any British Possession or Colony in Asia, Africa, or America, which may be open to foreign trade, shall pay no other or higher duties, than are payable upon the entry of similar articles, imported in like manner from any other Foreign Country.

Art. XXII. There being certain articles, the production of Brazil, which are subject to higher duties, when admitted for consumption into the United Kingdom, than are paid upon similar articles of British colonial produce, His Britannick Majesty agrees

that such articles shall be allowed to be warehoused, 1827
without payment of the home consumption duty, for re-exportation according to law; and shall not be subject to any other or higher duties, upon such warehousing and re-exportation, than are, or may hereafter be imposed on similar articles of British colonial produce, when so warehoused and re-exported.

By the same rule, articles, the production of the British Colonies, which correspond to articles of Brazilian produce, subject to the higher duties abovementioned, shall be admitted into the Ports of Brazil, for re-exportation only, with the same advantages granted to like articles in the custom-houses of Great Britain.

Art. XXIII. All goods, wares, and merchandize, imported from the British Dominions into any of the Ports of His Imperial Majesty, shall be accompanied with the original cockets, signed by the proper Officers of the customs at the Port of shipment; the cockets of each Ship being numbered progressively, and attached, with the official seal of the British custom-house, to the manifest which is to be sworn to before the Brazilian Consul, and the whole to be produced at the custom-house of the Port of entry.

The origin of goods imported into Brazil from British Possessions, where there may be no custom-house, shall be authenticated by the formalities observed when imported from such Possessions into Great Britain.

Art. XXIV. His Britannick Majesty engages, in His own Name, and in that of His Successors, to permit the Subjects of His Imperial Majesty to trade in His Ports and Seas of Asia, to the extent which is, or may hereafter be allowed to the most favoured Nation.

Art. XXV. In all cases where bounties or drawbacks are granted upon goods exported from any of the Ports of the two High Contracting Parties, the bounty and drawback shall be, in every respect, the same, whether the exportation take place in British or in Brazilian Vessels.

1827 Art. XXVI. His Imperial Majesty engages, in His own Name, and in that of His Successors, that the commerce of British Subjects within His Dominions shall not be restrained, nor in any way affected, by the operation of any monopoly, or exclusive privilege of sale or purchase whatever, nor by favours granted to any commercial Company; but that the Subjects of His Britannick Majesty shall have free and unrestricted permission to buy and sell from and to whomsoever, and in whatsoever form they please, without being obliged to give any preference to such commercial Companies, or to individuals who possess, or may possess, exclusive privileges. And His Britannick Majesty engages, on His part, reciprocally and faithfully to act upon the same principle towards the Subjects of His Imperial Majesty.

This rule is not intended to comprehend those articles in Brazil, of which the exclusive purchase and sale is at present reserved to the Crown, so long as that reservation shall continue in force.

Art. XXVII. His Imperial Majesty is pleased to concede to the Subjects of His Britannick Majesty the privilege of being "*Assignantes*" in the custom-houses of Brazil, on the same terms and securities as Brazilian Subjects. On the other hand, it is agreed and stipulated, that Brazilian Merchants shall enjoy, in the British custom-houses, the same favour, as far as the laws permit, and is granted to the Subjects of His Britannick Majesty.

Art. XXVIII. The High Contracting Parties agree, that the stipulations contained in the present Treaty shall continue in force for the term of fifteen years, to be reckoned from the date of the exchange of the Ratifications of the Treaty; and further, until one or other of the High Contracting Parties shall give notice of its termination. In which case, this Treaty shall terminate at the end of two years from the date of such notice.

Art. XXIX. The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties, and the ratifications thereof shall be exchanged within the space of four months, or sooner if possible.

In witness whereof, we the Undersigned, Plenipotentiaries of His Britannick Majesty, and of His

Imperial Majesty, in virtue of our respective Full Powers, have signed the present Treaty with our hands, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereunto. 1827

Done in the City of Rio de Janeiro, the seventeenth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-seven.

R. GORDON. *Marquez* DE QUELUZ.
Visconde DE S. LEOPOLDO.
Marquez DE MACEYO.

91.

Convention entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, relative à l'arbitrage sur les points litigieux du cinquième article du traité de Gand, signée à Londres le 29 Septembre 1827.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1828. London: printed by R. G. Clarke. fol.)

Whereas it is provided by the fifth Article of the Treaty of Ghent, that in case the Commissioners appointed under that Article, for the Settlement of the Boundary Line therein described, should not be able to agree upon such Boundary Line, the Report or Reports of those Commissioners, stating the points on which they had differed, should be submitted to some friendly Sovereign or State; and that the Decision given by such Sovereign or State on such points of difference, should be considered by the Contracting Parties as final and conclusive. That case having now arisen, and it having therefore become expedient to proceed to and regulate the reference as above described, His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and The United States of America, have, for that purpose, named their Plenipotentiaries, that is to say: —

His Majesty, on His part, has appointed the Right Honourable Charles Grant, a Member of Parliament,

1827 a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, and President of the Committee of the Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations; and Henry Unwin Addington, Esquire: —

And the President of the United States has appointed Albert Gallatin, their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannick Majesty: —

Who, after having exchanged their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles:

ART. I. It is agreed that the Points of Difference which have arisen in the settlement of the Boundary between the British and American Dominions, as described in the fifth Article of the Treaty of Ghent, shall be referred, as therein provided, to some friendly Sovereign or State, who shall be invited to investigate, and make a decision upon, such points of difference.

The two Contracting Powers engage to proceed in concert to the choise of such friendly Sovereign or State, as soon as the Ratifications of this Convention shall have been exchanged, and to use Their best endeavours to obtain a Decision, if practicable, within two Years after the Arbiter shall have signified His consent to act as such.

ART. II. The Reports, and Documents thereunto annexed, of the Commissioners appointed to carry into execution the fifth Article of the Treaty of Ghent, being so voluminous and complicated, as to render it improbable that any Sovereign or State should be willing or able to undertake the Office of investigating and arbitrating upon them, it is hereby agreed to substitute for those Reports new and separate Statements of the respective cases, severally drawn up by each of the Contracting Parties, in such form and terms as each may think fit.

The said Statements, when prepared, shall be mutually communicated to each other by the Contracting Parties, that is to say, by Great Britain to the Minister, or Chargé d'Affaires, of the United States at London; and by The United States to His Britannick Majesty's Minister, or Chargé d'Affaires, at Washington, within fifteen months after the exchange of the Ratifications of the present Convention.

After such communication shall have taken place, 1827
each Party shall have the power of drawing up a second and definitive Statement, if it thinks fit so to do, in reply to the Statement of the other Party so communicated, which definitive Statements shall also be mutually communicated, in the same manner as aforesaid, to each other, by the Contracting Parties, within twenty-one Months after the exchange of the Ratifications of the present Convention.

ART. III. Each of the Contracting Parties shall, within nine Months after the exchange of Ratifications of this Convention, communicate to the other, in the same manner as aforesaid, all the evidence intended to be brought in support of its Claim, beyond that which is contained in the Reports of the Commissioners, or Papers thereunto annexed, and other written Documents laid before the Commission under the fifth Article of the Treaty of Ghent.

Each of the Contracting Parties shall be bound, on the application of the other Party made within six Months after the exchange of the Ratifications of this Convention, to give authentick Copies of such individually specified Acts of a publick nature, relating to the Territory in question, intended to be laid as evidence before the Arbiter, as have been issued under the authority, or are in the exclusive possession, of each Party.

No Maps, Surveys, or topographical evidence of any description, shall be adduced by either Party beyond that which is hereinafter stipulated; nor shall any fresh evidence, of any description, be adduced or adverted to, by either Party, other than that mutually communicated or applied for, as aforesaid.

Each Party shall have full power to incorporate in, or annex to, either its first or second Statement, any portion of the Reports of the Commissioners, or Papers thereunto annexed, and other written Documents laid before the Commission under the fifth Article of the Treaty of Ghent, or of the other evidence mutually communicated or applied for, as above-provided, which it may think fit.

ART. IV. The Map, called Mitchell's Map, by which the framers of the Treaty of 1783 are acknowledged to have regulated their joint and official pro-

1827 ceedings, and the Map A, which has been agreed on by the Contracting Parties, as a delinéation of the Water Courses, and of the Boundary Lines in reference to the said Water Courses, as contended for by each Party respectively, and which has accordingly been signed by the above named Plenipotentiaries at the same time with this Convention, shall be annexed to the Statements of the Contracting Parties, and be the only Maps that shall be considered as evidence, mutually acknowledged by the Contracting Parties, of the topography of the Country.

It shall, however, be lawful for either Party to annex to its respective first Statement, for the purposes of general illustration, any of the Maps, Surveys, or topographical Delineations which were filed with the Commissioners under the fifth Article of the Treaty of Ghent, any engraved Map heretofore published, and also a transcript of the abovementioned Map A, or of a section thereof, in which transcript each Party may lay down the Highlands or other features of the Country, as it shall think fit, the Water Courses, and the Boundary Lines, as claimed by each Party, remaining as laid down in the said Map A.

But this transcript, as well as all the other Maps, Surveys, or topographical delineations, other than the Map A, and Mitchell's Map, intended to be thus annexed by either Party to the respective Statements, shall be communicated to the other Party, in the same manner as aforesaid, within nine Months after the exchange of the Ratifications of this Convention, and shall be subject to such objections and observations as the other Contracting Party may deem it expedient to make thereto, and shall annex to his first Statement, either in the margin of such transcript, Map or Maps, or otherwise.

Art. V. All the Statements, Papers, Maps, and Documents above-mentioned, and which shall have been mutually communicated as aforesaid, shall, without any addition, subtraction, or alteration whatsoever, be jointly and simultaneously delivered in to the Arbitrating Sovereign or State, within two Years after the exchange of Ratifications of this Convention, unless the Arbiter should not, within that time, have consented to act as such; in which case all the said Sta-

tements, Papers, Maps, and Documents shall be laid 1827
before him within six Months after the time when he shall have consented so to act. No other Statements, Papers, Maps, or Documents shall ever be laid before the Arbiter, except as hereinafter provided.

ART. VI. In order to facilitate the attainment of a just and sound Decision on the part of the Arbiter, it is agreed that, in case the said Arbiter should desire further elucidation or evidence, in regard to any specifick point contained in any of the said Statements submitted to him, the requisition for such elucidation or evidence, shall be simultaneously made to both Parties, who shall thereupon be permitted to bring further evidence, if required, and to make each a written reply to the specifick questions submitted by the said Arbiter, but no further; and such evidence and replies shall be immediately communicated by each Party to the other.

And in case the Arbiter should find the topographical evidence laid, as aforesaid, before him, insufficient for the purposes of a sound and just Decision, he shall have the power of ordering additional Surveys to be made of any portions of the disputed Boundary Line or Territory, as he may think fit; which Surveys shall be made at the joint expence of the Contracting Parties, and be considered as conclusive by them.

ART. VII. The Decision of the Arbiter, when given, shall be taken as final and conclusive; and it shall be carried, without reserve, into immediate effect, by Commissioners appointed, for that purpose, by the Contracting Parties.

ART. VIII. This Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged in nine Months from the date hereof, or sooner, if possible.

In witness whereof, we, the respective Plenipotentiaries, have signed the same, and have affixed hereto the Seals of our Arms.

Done at London, the twenty-ninth day of September, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and twenty-seven.

CHA. GRANT.

HENRY UNWIN ADDINGTON.

ALBERT GALLATIN.

92.

1827 *Traité entre l'Espagne et la Porte Ottomane concernant la navigation et le commerce de la mer noire, signé à Constantinople le* 16 *Octobre* 1827.

(*Traduction privée*).

La cour d'Espagne s'étant adressée à la Sublime Porte son ancien allié, sollicitant la permission nécessaire pour que ses navires marchands puissent naviguer et trafiquer dans la mer noire de la même manière que font ceux de plusieures autres puissances amies; et la Porte désirant manifester sa haute considération et deférence vers le très puissant et magnifique roi d'Espagne, comme aussi pour satisfaire à la teneur du 7ème article de la convention dernièrement conclue à Ackerman avec la cour de Russie, relative au commerce de la mer noire: le ministère des relations extérieures de la Sublime Porte et l'illustre chevalier D. Louis del Castillo, chargé d'affaires actuel de S. M. Catholique, après avoir conféré et traité sur ce sujet et ayant en vue l'utilité réciproque des deux parties, sont convenus des articles suivans:

Art. I. La Sublime Porte permet aux navires espagnols de passer sous leur propre pavillon national de la mer blanche à la mer noire, chargés de produits de leur pays et d'autres états, et de retourner de même de la mer noire à la mer blanche avec des produits de l'empire russe. Tous les navires qui arrivent à l'avenir dans le canal de Constantinople se soumettront dorénavant à la visite des commissaires établis à cette fin, de la même manière et dans la forme usitée actuellement par rapport aux navires autrichiens, anglois et françois; et après avoir dechargé tout objet ou marchandise prohibée quelconque qui se rencontre à leur bord, étant production des

92.

Tratado concluido con la Puerta Otomana permitiendo el paso y comercio del mar negro a los buques mercantes españoles; firmado en Constantinopla á 16 de Octubre de 1827. 1827

(*De Orden Superior* Madrid en la Imprenta Real año de 1828. 4°.)

Habiéndose dirigido á la Sublime Puerta su antigua aliada la Corte de España, solicitando el permiso necesario para que sus barcos mercantes naveguen y trafiquen en el mar Negro del mismo modo que lo practican los de algunas otras Potencias amigas; y deseando aquella manifestar su alta consideracion y deferencia hácia el muy poderoso y magnífico Rey de España, como asimismo satisfacer al tenor del artículo VII del convenio últimamente concluido en Ackerman con la Corte de Rusia, relativo al comercio del mar Negro: el Ministerio de Relaciones Exteriores de la Sublime Puerta y el esclarecido Caballero D. Luis del Castillo, actual Encargado de Negocios de S. M. Católica, despues de haber conferido y tratado sobre este particular, y llevando por objeto la recíproca utilidad de las dos partes, han convenido en los artículos siguientes:

Art. I. La sublime Puerta permite á los buques españoles pasar con su propia bandera nacional del mar Blanco al mar Negro, cargados con productos de su pais y de los demas Estados, y tambien regresar del mar Negro al mar Blanco con productos del Imperio Ruso. Todos los buques que arriben en lo sucesivo al canal de Constantinopla se conformarán desde luego á la correspondiente visita de los comisionados establecidos á este fin, en el mismo modo y forma usada en la actualidad con respecto á los buques austriacos, ingleses y franceses; y despues de desembarcar cualquier objeto ó mercancía prohibida, que á su bordo

1827 Etats ottomans, tel que *terekiés* (tout espèce de grains) armes et autres instrumens de guerre, chevaux, coton cru et en fil, marroquins, plomb, cire, suif, cuire, peaux de mouton, poix, souffre, soie, laine, *berenfuc istefdié* (toiles de soie et de laine), huile, cuivre, toile crue, et en outre les *rayas* (sujets non mouhametans) fugitifs et deguisés en voyageurs ou en matelots, on leur expediera les *fermans* imperiaux de sortie, sans qu'on y insère ni clause ni difficultés superflues qui ne touchent pas aux réglemens administratifs de l'Empire. Sera de même prohibé l'achat de navires de propriété ottomane comme il l'a été de tous tems.

Art. II. En recompense des avantages que par ce commerce se pourront procurer les marchands espagnols et en vertu du droit que par la même raison possède la Sublime Porte de retirer à son profit quelque compensation et profit, les navires espagnols qui naviguent dans la forme indiquée, payeront un droit de *ferman* en proportion de leur port et capacité; c'est à dire que les dits navires seront divisés en trois classes: la première qui comprendra ceux du port de seize mille *Kilós* (mil cent vingt tonneaux): la seconde ceux de onze mille *Kilós* (septcent cinquante tonneaux); et la troisième ceux de six mille Kilós (trois cent soixante dix tonneaux). Le port des navires de mil jusqu'à six mil Kilós sera compté pour six mille; et le port des navires de plus de six mil sera compté pour onze mille, et celui des navires qui surpasse onze mille, pour seize mille. Chaque fois que des navires arrivent au canal de Constantinople, et obtiennent la permission de passer à la mer noire, ils payeront à leur sortie, en ne comptant leur départ et leur retour que pour un seul voyage, un droit de *ferman*, appliqué à la caisse de l'amirauté, savoir: les navires correspondans à la première classe six cents piastres turcs; ceux de la seconde quatre cent cinquante, et ceux de la troisième trois cents. Il ne pourra survenir aucune contestation ou altercation entre les deux parties, soit pour l'offre d'une somme plus petite, soit pour la pretention d'une somme plus grande que celles qui ont été stipulées.

Art. III. Les navires espagnols qui à l'avenir passent par le Bosphore sous leur propre pavillon,

se encuentre, que sea producto de los Estados Otomanos, tal como *terekiés* (toda especie de granos), armas y otros utensilios de guerra, caballos, algodon en rama y en hilo, marroquines, plomo, cera, sebo, cueros, pieles de carnero, pez, azufre, seda, lana, *berenfuc istefdié* (telas de seda y lana), aceite, cobre, tela cruda, y ademas los *rayás* (súbditos no mulsumanes) fugitivos y disfrazados en viageros ó en gentes de la tripulacion, se les expedirán los respectivos *firmanes* imperiales de salida, sin que en ellos se inserte cláusula ni vanas dificultades que no toquen á los reglamentos gubernativos del Imperio. Seguirá asimismo prohibida la compra de barcos de propiedad otomana, como en todos tiempos lo ha sido. 1827

Art. II. En retribucion de las ventajas que por este tráfico se podrán procurar los Comerciantes españoles, y en virtud del derecho que por la misma razon tiene la Sublime Puerta de lograr tambien á su favor alguna compensacion y provecho, los buques españoles que naveguen en la forma indicada satisfarán un derecho de *firman* en proporcion de su porte y capacidad; es decir que dichos buques serán divididos en tres clases: la primera que comprehenderá á los del porte de diez y seis mil *kilós* (mil ciento veinte toneladas): la segunda á los de once mil *kilós* (setecientas cincuenta toneladas); y la tercera á los de seis mil *kilós* (trescientas setenta toneladas). El porte de los buques desde mil á seis mil *kilós* se contará como de seis mil: el de mas de seis mil se contará por once mil, y el de los que excedan á once mil por diez y seis mil. Cada vez que estos buques lleguen al canal de Constantinopla, y obtengan el permiso de pasar al mar Negro, pagarán á su salida, no contándose su ida y vuelta mas que por un solo viage, un derecho de *firman*, aplicado á la caja del Almirantazgo, á saber: los buques correspondientes á la primera clasificacion seiscientas piastras turcas; los de la segunda cuatrocientas y cincuenta; y trescientas los de la tercera. No podrá tener cabida ninguna contestacion ni altercado entre las dos partes, ya sea por la oferta de una suma menor, ya por la pretension de una mayor á las que quedan estipuladas.

Art. III. Los buques españoles que en lo venidero transiten por el Bósforo con su propia bandera, obser-

1827 les principes établis par rapport à la visite accoutumée étant observés, n'eprouveront ni empêchement ni difficulté quelconque qui ne seroient pas également étendus aux autres puissances. Outre celà, si ces mêmes navires à leur entrée dans le port de Constantinople, chargés de fruits ou de grains extraits des echelles russes de la mer noire, declarent qu'ils font eau, que leurs cargaisons sont exposées à être mouillées ou à être perdues, et qu'il leur convient de transborder leurs grains sur un autre vaisseau, comme font aussi ceux des puissances précitées, la légation d'Espagne en fera part à la Sublime Porte; et après l'information préalable des commissaires de la douane et du port, à l'examen desquels en sera commis la décision, on leur expédiera par un *ferman jughrale* l'autorisation et la permission pour effectuer le transbordement sollicité.

Art. IV. Aussi, comme en vertu des traités existans entre les deux cours, sont protegés les sujets Espagnols, non seulement dans la residence impériale, mais aussi sur les autres points de l'empire Ottoman situés dans la mer blanche, de la même manière ils le seront à l'avenir sur tous les points de la mer noire. Si leurs vaisseaux essuyent quelque havarie et ont besoin de reparation et de radoub ils pourront librement les reparer, les calfater, acheter des vivres et d'autres articles dont ils ont besoin, et ils ne seront d'aucune manière troublés ou molestés sans cause légitime. La cour d'Espagne observera de son coté même reciprocité et correspondence par rapport aux sujets de la Sublime Porte et promet aux vaisseaux ottomans qui arrivent dans les ports de ses côtes, la jouissance de tous les privilèges et de toutes les exemptions qu'ont obtenus les navires marchands des puissances les plus favorisées, et on prendra soin que leur exécution ponctuelle sera toujours maintenue en ces termes.

Conclusion.

Les deux parties scelleront et signeront l'instrument relatif à l'entrée et au commerce de la mer noire en faveur des navires espagnols, amicalement convenu et redigé en quatre articles, et l'accepteront

vados que sean los principios establecidos de la visita acostumbrada, no experimentarán traba ni dificultad alguna que no sea igualmente extensiva á las demas Potencias. Ademas de esto, si los mismos buques al desembocar en el puerto de Constantinopla cargados con frutos ó granos extraidos de las escalas rusas del mar Negro, exponen que hacen agua, que estan expuestos sus cargos á humedecerse ó echarse á perder, y les acomoda traspasar sus granos á otro buque, como asi lo ejecutan los de las citadas Potencias, la Legacion de España dará parte de ello á la Sublime Puerta; y prévio el informe de los Comisarios de la Aduana y del Puerto, á cuyo examen se cometerá el expediente, se les expedirá por un *firman jughralé* la correspondiente autorizacion y permiso para efectuar el trasbordo solicitado. 1827

Art. IV. Asi como en virtud de los tratados existentes entre las dos Cortes son protegidos los súbditos españoles, no solo en la residencia Imperial, sino tambien en los demas puntos del Imperio Otomano situados en el mar Blanco, del mismo modo lo serán en adelante en todos los del mar Negro. Si sus barcos experimentasen alguna avería, y necesitasen hacer reparo y compostura, podrán libremente repararlos, calafatearlos, comprar los víveres y otros artículos que hayan menester, y de manera alguna serán turbados ni molestados sin causa legítima. La Corte de España observará por su parte igual reciprocidad y correspondencia para con los súbditos de la Sublime Puerta, y promete á los buques otomanos que arriben á los puertos de sus costas, el goce de todos los privilegios y exenciones que hayan obtenido los navíos mercantes de las Potencias mas favorecidas; y se tendrá cuidado de que su observancia sea siempre mantenida en estos términos.

Conclusion.

Las dos partes sellarán y firmarán el instrumento relativo á la entrada y comercio del mar Negro en favor de los barcos españoles, amistosamente convenido y redactado en cuatro artículos, y lo acepta-

1827 de celle qu'il a présentée pour le même objet, pour l'informer de la ratification impériale et en conformité de ce qui a été prevû dans la convention à laquelle elle se rapporte. Fait le cinq du mois de Schaban de l'an de 1243 (20 Février 1828).

Copie de la note présentée au Reis-Effendi de la Sublime Porte pour l'échange des ratifications du Traité conclu avec elle le 16 *Octobre de l'année dernière de* 1827.

Le soussigné chargé d'affaires de S. M. Catholique auprès de la Sublime Porte déclare solemnellement par les presentes, qu' ayant reçu les pleins-pouvoirs nécessaires, et autorisé par la volonté expresse de son gouvernement, il confirme, accepte et ratifie au nom de son Auguste souverain D. Ferdinand VII, Roi d'Espagne, dans les formes nécessaires et dans toutes ses parties, la convention qui fut signée, scellée et échangée le 16 Octr. de l'année dernière de 1827 entre S. E. Pertew-Efendi, Reis-Effendi de la Sublime Porte et le Soussigné, relativement au libre passage des navires marchands espagnols à la mer noire; s'obligeant de faire remplir exactement tous les points et toutes les clauses y contenus. En foi de quoi et en conformité et en exécution de ce qui est prevû dans le dernier article de la même convention, la présente note a été officiellement echangée contre une autre semblable avec toutes les formalités du style, de la part de S. E. le Reis-Efendi de la Sublime Porte à Constantinople le 20 Février 1828.

LOUIS DEL CASTILLO.

la que él ha presentado con igual objeto, para informarle de la ratificacion Imperial, y en conformidad de lo prevenido en el Convenio á que se hace relacion. Fecho en 5 del mes de Schaában del año 1243 (20 de Febrero de 1828). 1827

Copia de la nota presentada al Reis-Efendi de la Sublime Puerta Otomana para el cange de ratificaciones al Tratado concluido con ella el 16 de Octubre del año próximo pasado de 1827.

El infrascrito Encargado de Negocios de S. M. Católica cerca de la Sublime Puerta Otomana declara solemnemente por la presente, que habiendo recibido los plenos poderes necesarios, y autorizado con la voluntad expresa de su Gobierno, corroborà, acepta y ratifica en nombre de su Augusto Soberano D. Fernando VII, Rey de España, en las formas necesarias y en todas sus partes el Convenio que fue firmado, sellado y cangeado el 16 de Octubre del año próximo pasado de 1827 entre S. E. Pertew-Efendi, Reis-Efendi de la Sublime Puerta, y el infrascrito, relativo al libre paso al mar Negro de los buques mercantes españoles; obligándose á hacer cumplir exactamente todos los puntos y cláusulas que en él se contienen. En fe de lo cual, y en conformidad y ejecucion de lo que se previene en el último artículo del mismo Convenio, la presente Nota ha sido oficialmente cangeada contra otra semejante, con todas las formalidades de estilo, por parte de S. E. el Reis-Efendi de la Sublime Puerta en Constantinopla á 20 de Febrero de 1828.

LOUIS DEL CASTILLO.

93.

1827 *Déclaration du ministère Prussien du 7 Novembre 1827 concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1828. Nr. 1. pag. 1).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es nach dem Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse, wegen Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, jedem Preussischen Unterthan, er sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem Fall ist, auf ein Privilegium wider den Nachdruck und dessen Verbreitung bei der Grofsherzoglichen Regierung anzutragen, ein solches nach denselben Rücksichten, wie es geschehen würde, wenn der Nachsuchende ein Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinscher Unterthan wäre, jederzeit in gewöhnlicher Form, ohne allen Kostenersatz, ertheilt werden, überdies der damit versehene Königlich-Preufsische Unterthan von den Grofsherzoglichen Gerichten und Behörden in der Aufrechthaltung des ertheilten Privilegiums, einem wider den Nachdruck privilegirten Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Unterthan gleich geachtet und geschützt werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so 1827
wie solches bereits im ganzen Bereich der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Grofsherzogthums Mecklenburg-Schwerin Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von Seiten des Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Geheimen Ministerii vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 7ten November 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Geheimen Ministerio unterm 24sten November vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827. (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

94.

1827 *Déclaration du ministère Prussien du 26 Novembre 1827 concernant un arrangement concerté avec la principauté de Waldeck pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 4. p. 21).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hiedurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Waldeckschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es nach dem Artikel 18 der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger kommen wird, in dem Fürstenthum Waldeck eine besondere Verordnung, welche den Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung ausdrücklich verbietet, erlassen und diese Verordnung zu Gunsten der Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger der Königlich-Preufsischen Monarchie ganz gleiche Anwendung finden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Waldeck Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1827
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Waldeck-
schen Regierung vollzogene, Erklärung ausgewech-
selt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntma-
chung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk-
samkeit erhalten.

Berlin, den 26sten November 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Waldeckschen Regierung zu Arolsen unterm 8ten März d. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 18ten März 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

95.

Déclaration du ministère Prussien du 27 Novembre 1827 concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1828. Nr. 1. pag. 3).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-

1827 heit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich - Mecklenburg - Strelitzsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es nach dem Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse wegen Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher - Nachdruck kommen wird, jedem Preufsischen Unterthan, er sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem Fall ist, auf ein Privilegium wider den Nachdruck und dessen Verbreitung bei der Grofsherzoglichen Regierung anzutragen, ein solches nach denselben Rücksichten, wie es geschehen würde, wenn der Nachsuchende ein Grofsherzoglich - Mecklenburg - Strelitzscher Unterthan wäre, jederzeit in gewöhnlicher Form, ohne allen Kostenansatz ertheilt werden, und der damit versehene Königlich - Preufsische Unterthan von den Grofsherzoglichen Gerichten und Behörden in der Aufrechthaltung des ertheilten Privilegiums, einem wider den Nachdruck privilegirten Grofsherzoglich - Mecklenburg - Strelitzschen Unterthan gleich geachtet und geschützt, auch zu dem Behuf eine angemessene Verordnung an alle betreffende Behörden des Grofsherzogthums erlassen werden solle;

dafs das Verbot wider den Bücher - Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Grofsherzogthums Mecklenburg - Strelitz Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von Seiten des Grofsherzoglich - Mecklenburg - Strelitzschen Staatsministerii vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird,

durch öffentliche Bekanntmachung in den hiesigen 1827
Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 27sten November 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-Mecklenburgschen Staats-Ministerio zu Neu-Strelitz unterm 13ten Dezember 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist; unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinets-Order vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

96.

Déclaration du ministère Prussien du 11 Decbr. 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le duché d'Anhalt Dessau, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 2. p. 13).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Anhalt-Dessauschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs

1827 vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger kommen wird, die unterm 15ten November erlassene Herzogliche Verordnung gegen den Bücher-Nachdruck und den Handel mit nachgedruckten Büchern zu Gunsten der Verlags-Artikel der Schriftsteller und Verleger der Königlich-Preufsischen Monarchie ganz gleiche Anwendung finden sollen;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-Dessau Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von der Herzoglich-Anhalt-Dessauschen Regierung, vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 11ten Dezember 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine solche übereinstimmende, von der Herzoglich-Anhalt-Dessauschen Landesregierung unterm 22sten Dezember 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 17ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

97.

Déclaration du ministère Prussien du 11 Décembre 1827, concernant un arrangement concerté entre la Prusse et le Danemarc, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon, tant dans la monarchie Prussienne que dans les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic. 1827

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 3. p. 17).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Königlich-Dänischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs nicht nur für den Umfang der zum Deutschen Bunde gehörigen beiden Herzogthümer Holstein und Lauenburg vorläufig und bis es nach Artikel 18 der deutschen Bundes-Akte zu einem gemeinsamen Beschlusse wegen Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung in den gesammten Bundes-Ländern kommen wird, sondern auch für den Umfang des Herzogthums Schleswig, jedem Preufsischen Unterthan, er sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem Fall ist, auf ein Privilegium wider den Nachdruck und dessen Verbreitung bei der Königlich-Dänischen Regierung anzutragen, ein solches Privilegium in der Art kostenfrei ertheilt werden solle, dafs das Werk in 20 Jahren, vom Tage der Ausstellung des Privilegii, nicht nur in den zum Deutschen Bunde gehörigen beiden Herzogthümern

1827 Holstein und Lauenburg, sondern auch in dem Herzogthum Schleswig weder nachgedruckt, noch ein anderswo verfertigter Nachdruck davon in den genannten drei Herzogthümern verkauft werden soll, bei Strafe der Konfiskation aller bei dem Nachdrucker oder in den Buchhandlungen vorräthigen Exemplare des Nachdrucks und einer Geldbufse, welche dem Ladenpreise von Fünfhundert Exemplaren des Originals gleich kommt;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger der zum Deutschen Bunde gehörigen Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie des Herzogthums Schleswig Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preussischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen zwei übereinstimmende, die eine in Beziehung auf die zum Deutschen Bunde gehörigen Herzogthümer Holstein und Lauenburg, die andere rücksichtlich des Herzogthums Schleswig, von dem Königlich-Dänischen Ministerio vollzogene Erklärungen ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 11ten Dezember 1827.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen zwei übereinstimmende, die eine in Beziehung auf die zum Deutschen Bunde gehörigen Herzogthümer Holstein und Lauenburg, die andere rücksichtlich des Herzogthums Schleswig von dem Königlich-Dänischen Departement der auswärtigen Angelegen-

heiten unterm 29sten Januar 1828 vollzogene Erklä- 1827
rung ausgewechselt worden ist, hierdurch unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. St. 123) zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 7ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

98.

Edit par lequel S. M. Jean VI, roi 1825 *de Portugal, a déclaré formellement qu'il reconnoissait son fils aîné Don Pedro comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal, donné à Lisbonne le* 15 *Novembre* 1825.

(*Le Journal de Francfort* 1828. Nr. 192).

Don Jean, par la grâce de Dieu, Roi du royaume uni du Portugal, du Brésil et des Algarves etc. A tous nos sujets salut! Qu'il soit connu à tous ceux qui ces présentes verront que, conformément à nos lettres patentes du 13 Mai dernier, par lesquelles nous avons reconnu que pour le service de Dieu et le bonheur du peuple, que la providence a confié à notre gouvernement et afin de mettre un terme aux malheurs et aux dissentions qui désolent le Brésil au grand détriment de ses habitans, au détriment des habitans du Portugal et de ses dépendances, notre sollicitude paternelle s'est efforcée de rétablir la paix et l'harmonie parfaite qui devroient exister entre deux nations de la même origine et qui pourroit contribuer à maintenir la prospérité générale, l'existence politique et le bonheur futur de notre royaume du Portugal et des Algarves autant que de celui du Brésil, qu'il nous a plu d'élever au rang de royaume par

1825 nos lettres patentes du 16 Décembre 1817, après avoir reçu du peuple leurs sermens de fidélité.

Désirant faire participer sans délai les habitans des deux états aux bienfaits de l'alliance, de la concorde, et de la félicité qui ont toujours été le but de notre tendresse paternelle, nous avons résolu de céder et de transporter au plus cher de nos enfans, Don Pedro d'Alcantara, héritier des couronnes des royaumes susdits, nos droits sur l'état du Brésil, que nous élevons au rang d'empire, en réservant cependant à notre personne auguste le titre viager d'empereur.

Notre resolution a été accomplie par le traité d'amitié et d'alliance conclu à Rio Janeiro le 29 Août dernier, et que nous avons ratifié aujourd'hui, dans la ferme persuasion qu'il assurera à tous nos sujets les bienfaits et les avantages qu'ils ont droit d'attendre de notre sollicitude paternelle. Nous prenons donc, en effet le titre viager d'Empereur du Brésil, et nous reconnoissons le plus cher de nos fils, Don Pedro d'Alcantara, prince royal de Portugal et des Algarves, dans sa qualité d'Empereur du Brésil, avec pleine souveraineté sur cet empire.

(L'édit se termine en ordonnant aux tribunaux d'y avoir égard).

Donné au palais de Mafra, le 15 Novembre 1825.

L'Empereur et Roi.

99.

1828 *Déclaration du ministère Prussien du 4 Janvier 1828, concernant un arrangement entre la Prusse et le grand duché de Bâde, pour la protection des droits des auteurs et des libraires entre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 2. p. 14).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-

heft der von Seiner Majestät dem Könige ihm dazu 1828
ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich-Badensche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, das vorläufig und bis es nach Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse wegen Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Bücher-Nachdruck kommen wird, das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches im ganzen Bereiche des Grofsherzogthums Baden zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger der gesammten Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden und mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung gegen letztere begangene Frevel nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern in den Grofsherzoglich-Badenschen Landen selbst;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Grofsherzogthums Baden Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Grofsherzoglich-Badenschen Ministerio des Grofsherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 4ten Januar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

1828 Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Grofsherzoglich - Badenschen Ministerio des Grofsherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 25ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

100.

Déclaration entre la Saxe royale et le Wurtemberg concernant les frais de justice en matières criminelles, publiée à Dresde le 5 Janvier 1828.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* Nr. 6. pag. 17).

Die Königlich Sächsische und die Königlich Würtembergische Regierung sind im Betreff der Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechtsfällen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden können, dahin übereingekommen und erklären hiermit:

Dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats, oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten für Protocollirung, Schreib - und Abschrift - Gebühren, so wie für die an die Gerichtspersonen, oder an die

Casse sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen. 1828

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplaren beiderseits vollzogen und ausgewechselt worden ist, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft erhalten, und vom 1sten März 1828 an in Wirksamkeit treten.

Dresden, am 5ten Januar 1828.

Sr. Königlichen Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair,

Graf von Einsiedel.

101.

Déclaration du ministère Prussien du 8 Janvier 1828 concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Altenbourg, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 1. pag. 7).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Herzoglich-Sachsen-Altenburgsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es nach dem Artikel 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, die in den Herzoglichen Landen zu Gunsten der einheimischen Schriftsteller und Verleger gegenwärtig bestehende Verordnung wider den Bücher-

1828 Nachdruck, in ganz gleichem Maafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Königlich-Preufsischen Monarchie gültig erklärt und in Anwendung gebracht werden soll,

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Sachsen-Altenburg Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck und dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Herzoglich-Sächsischen Geheimen Ministerio zu Altenburg vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Sächsischen Geheimen Ministerio zu Altenburg unterm 21sten Dezember 1827 vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

102.

Déclaration du ministère Prussien du 8 Janvier 1828 concernant un arrangement entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

1828

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 1. pag. 9).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Hohenzollern-Hechingischen Regierung die Zusicherung gemacht worden ist, dafs, mit Vorbehalt der zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck noch zu verfügenden und in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte allgemein zu erwartenden Maafsregeln, vorläufig eine besondere Verfügung, wodurch der Büchernachdruck und dessen Verbreitung im Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen mit Konfiskation und einer Geldbufse von zehn Thalern zu bestrafen ist, erlassen, und insbesondere zum Schutze der Schriftsteller und Verleger in der Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden soll;

dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Fürstenthums Hohenzollern-Hechingen, Anwendung finden, und mithin jeder, durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene

1828 Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Hohenzollern-Hechingenschen Regierung vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Hohenzollernschen Regierung zu Hechingen unterm 30sten November 1827 vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 8ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

103.

Déclaration du ministère Prussien du 9 Janvier 1828, concernant un arrangement entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 4. p. 10).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs-

heit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung: 1828

nachdem die Herzoglich - Anhalt - Bernburgsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es in Folge des 18ten Artikels der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Nachdruck kommen wird, die unterm 2ten Dezember 1827 erlassene Herzogliche Verordnung wider den Bücher-Nachdruck, in ganz gleichem Maafse zu Gunsten der Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden soll;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-Bernburg Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem die Herzoglich-Anhalt-Bernburgsche Regierung durch den § 7. der öffentlich bekannt gemachten Verordnung vom 2ten Dezember 1827 wider den Nachdruck, erklärt hat, dafs die Bestimmungen dieser Verordnung in ganz gleichem Maafse auf die Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie Anwendung finden sollen, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabi-

1828 netsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 9ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

104.

Déclaration du ministère Prussien du 10 Janvier 1828, concernant un arrangement entre la Prusse et la principauté de Reufs-Schleitz et de Reufs-Lobenstein, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 1. pag. 11).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reufs-Schleitzischen und von der Fürstlich-Reufs-Lobensteinschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, der Bücher-Nachdruck in den Fürstlich-Reufsischen Landen durch eine besondere Verordnung verboten werden und die Bestimmungen dieser Verordnung zu Gunsten der Schriftsteller und Verleger in der Preufsischen Monarchie ganz gleiche Anwendung finden sollen;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so 1828
wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preuſsischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in den Fürstenthümern Reuſs-Schleitz und Reuſs-Lobenstein Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der gemeinschaftlichen Fürstlichen Regierung zu Gera vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 10ten Januar 1828.

Königl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſsischen gemeinschaftlichen Regierung zu Gera unterm 24sten Dezember v. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 12ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

105.

1828 *Déclaration du ministère Prussien du 18 Janvier 1828, concernant un arrangement avec le grand duché de Saxe-Weimar pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 4. p. 22).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, jedem Preufsischen Unterthan, er sei Schriftsteller oder Verleger, der in dem Falle ist, auf ein Privilegium wider den Bücher-Nachdruck bei der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung anzutragen, ein solches Privilegium nach denselben günstigen Rücksichten, wie es geschehen würde, wenn der Nachsuchende ein Grofsherzoglich-Sachsen-Weimarscher Unterthan wäre, in der Art kostenfrei ertheilt werden soll, dafs die Dauer des Privilegiums auf fünf und zwanzig Jahre und als Strafe die Konfiskation der nachgedruckten Exemplare zum Besten des Privilegirten festgeetzt, überdies auch eine, bei jedem einzelnen Falle im Voraus zu bestimmende Entschädigungs-Summe von dem Uebertreter an den Privilegirten gezahlt werden soll;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsi-

schen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schrift- 1828
steller und Verleger, nach den in den einzelnen Pro-
vinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schrift-
steller und Verleger des Grofsherzogthums Sachsen-
Weimar Anwendung finden, mithin jeder durch Bü-
cher-Nachdruck und dessen Verbreitung begangene
Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen
Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll,
als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern
und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
eine übereinstimmende, von dem Grofsherzoglich-
Sachsen-Weimarschen Staatsministerio vollzogene Er-
klärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffent-
liche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft
und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen
eine wesentlich übereinstimmende, von dem Grofs-
herzoglich-Sächsischen Staatsministerio zu Weimar
unterm 1sten Februar d. J. vollzogene Erklärung aus-
gewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die
Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827
(Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch
zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 15ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

106.

1828 *Déclaration du ministère Prussien du 18 Janvier 1828 concernant un arrangement entre la Prusse et la ligne ainée de Reuſs-Plaun, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten.* 1828. Nr. 2. pag. 15).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäſsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie die Zusicherung ertheilt worden ist, daſs vorläufig und bis es in Folge des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Nachdruck kommen wird, in den Fürstlich-Reuſs-Plauischen Landen der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer Geldbuſse von Einhundert Thalern verboten sein soll und zwar ohne Unterschied, ob dabei inländische oder Schriftsteller und Verleger der Preuſsischen Monarchie beeinträchtiget sind;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preuſsischen Monarchie, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger in den Fürstlich-Reuſs-Plauischen Landen Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1828
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Königl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie zu Greiz unterm 2ten Januar d. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

107.

Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg, signé le 18 *Janvier* 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* Nr. 10, den 18. Fabruar 1828).

Seine Majestät der König von Württemberg, und Seine Majestät der König von Baiern, von denselben Gesinnungen und Absichten geleitet, aus welchen der am 12. April 1827 zu München abgeschlossene vorläufige Vertrag über gegenseitige Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen beiden Staaten her-

106.

1828 *Déclaration du ministère Prussien du 18 Janvier 1828 concernant un arrangement entre la Prusse et la ligne ainée de Reuſs-Plaun, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preuſsischen Staaten.* 1828. Nr. 2. pag. 15).

Das Königlich-Preuſsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäſsheit der von Seiner Majestät dem Könige ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie die Zusicherung ertheilt worden ist, daſs vorläufig und bis es in Folge des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Nachdruck kommen wird, in den Fürstlich-Reuſs-Plauischen Landen der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer Geldbuſse von Einhundert Thalern verboten sein soll und zwar ohne Unterschied, ob dabei inländische oder Schriftsteller und Verleger der Preuſsischen Monarchie beeinträchtiget sind;

daſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preuſsischen Monarchie, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger in den Fürstlich-Reuſs-Plauischen Landen Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preuſsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen 1828
eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Königl. Preuſsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Fürstlich-Reuſs-Plauischen Regierung älterer Linie zu Greiz unterm 2ten Januar d. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

Berlin, den 18ten Januar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

107.

Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg, signé le 18 *Janvier* 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* Nr. 10, den 18. Fabruar 1828).

Seine Majestät der König von Württemberg, und Seine Majestät der König von Baiern, von denselben Gesinnungen und Absichten geleitet, aus welchen der am 12. April 1827 zu München abgeschlossene vorläufige Vertrag über gegenseitige Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen beiden Staaten her-

1828 vorgegangen, haben zum Zweck der in dem zweiten Artikel des gedachten Vertrages vorbehaltenen Ausbildung und Vollziehung des errichteten Zoll-Vereins sofort weitere Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen als Allerhöchst Ihre Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Königliche Majestät von Württemberg, den aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Königlich Baierischen Hofe, Herrn Philipp Moritz, Freiherrn v. Schmitz-Grollenburg, Staatsrath und Commenthur des Ordens der Württembergischen Krone,

dann

den Ober-Finanzrath, Herrn Christoph Ludwig v. Herzog, Ritter des Ordens der Württembergischen Krone;

Seine Königliche Majestät von Baiern, den Staats-Minister des Königlichen Hauses und des Aeufsern, dann der Justiz, Herrn Reichsrath Friedrich Freiherrn v. Zentner, des Königlichen Hausordens vom heiligen Hubertus Capitular, Grofskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der Baierischen Krone, Inhaber des Ehrenkreuzes des Königlich Baierischen Ludwigsordens, Grofskreuz des Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Leopolds- des Königlich Preufsischen rothen Adler- und des Grofsherzoglich Hessischen Hausordens,

welche beiderseitigen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratification ihrer allerhöchsten Höfe, über nachstehende Punkte sich vereinigt haben.

Art. I. Die Königreiche Württemberg und Baiern vereinigen sich in Gemäfsheit des zu München unter dem 12. April 1827 abgeschlossenen Vertrags zu einem gemeinsamen Zoll-Systeme, und zu einer den zusammenhängenden Länder-Umfang beider Staaten einschliefsenden Zoll-Linie.

Art. II. Dieser Vereinigung treten die Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen in Gemäfsheit der mit der Krone Württemberg abgeschlossenen Uebereinkunft und der von ihnen ausgestellten Accessions-Urkunden sogleich bey.

Art. III. Von dem gemeinschaftlichen Zoll-Verbande bleibt zwar der Baierische Rheinkreis vorerst ausgenommen; die Aufnahme desselben wird jedoch

für den Fall vorbehalten, dafs entweder die gleiche 1828
Zoll-Verfassung dort für Rechnung des Vereins eingeführt, oder dieser Kreis in unmittelbare Verbindung mit dem Vereins-Gebiete gesetzt wird. Bis dahin sollen die Erzeugnisse und Fabrikate dieses Kreises in die vereinten Staaten mit den nämlichen Zoll-Begünstigungen eingehen, welche sie bisher in den ältern Kreisen des Königreichs Baiern genossen haben, oder die ihnen noch ferner von beiden Regierungen werden zugestanden werden.

Art. IV. Diejenigen Besitzungen der vereinten Staaten, welche aufserhalb der gemeinschaftlichen Zoll-Linie gelegen sind, werden (jedoch mit Vorbehalt der für den Rheinkreis im Art. III. enthaltenen Bestimmungen) hinsichtlich der Zölle als Ausland behandelt.

Art. V. In Folge der Bestimmungen des Art. I. sollen die längs der gemeinschaftlichen Gebietsgrenze dermalen bestehenden Zoll-Erhebungs-Stellen in dem durch besonders getroffene Uebereinkunft festgesetzten Termine aufgelöst, und die Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Zölle bei den Grenz-Erhebungsstellen und bei den innern Hall-Aemtern für gemeinschaftliche Rechnung der vereinten Staaten erhoben werden; jedoch bleibt jeder der beiden Regierungen unbenommen, an der gemeinschaftlichen Grenz-Linie auf ihrem Gebiete diejenigen Aufsichtsstellen und Schutzwachen aufzustellen, welche sie allenfalls zur Verhinderung der Salz- und Malz-Einschwärzungen oder anderer Defraudationen ihrer indirecten Auflagen nothwendig findet.

Art. VI. Die Regierungen der vereinten Staaten verzichten auf einseitige Anordnungen und Verträge, welche die Zoll-Verhältnisse mit anderen, nicht zum Verein gehörigen Staaten zum Gegenstande haben; sollte eine oder die andere derselben sich in den Fall versetzt sehen, einem dritten Staate einzelne Begünstigungen nicht wohl versagen zu können, so soll sie verbunden sein, dem Vereine für die dadurch sich ergebende Einnahms-Minderung oder Ausgaben-Mehrung Ersatz zu leisten.

Dagegen werden die beiden allerhöchsten Paciscenten ihre Bemühungen dahin vereinigen, dafs dem

1828 Zoll-Vereine auch andere angrenzende Staaten beitreten.

Art. VII. Die gemeinschaftlichen Zölle werden nach der Zoll-Ordnung und den Zoll-Tarifen erhoben, worüber sich die beiden allerhöchsten Paciscenten auf die Grundlage der Baierischen Zoll-Ordnung und der Baierischen Zoll-Tarife vereinigen werden, und welche sodann zu seiner Zeit in jedem der vereinten Staaten auf dem gewöhnlichen Wege zur allgemeinen Darnachachtung verkündet werden sollen.

Art. VIII. Der Ertrag der gemeinschaftlichen Zölle, welcher sich nach Abzug der Kosten der Erhebung, Aufsicht und Verwaltung sowohl, als der übrigen dem Vereine zur Last fallenden Ausgaben herauswirft, wird unter den beiden vereinten Staaten nach dem Verhältnisse ihrer respectiven Bevölkerung getheilt. Der Stand der Bevölkerung der vereinten Staaten wird alle drei Jahre durch genaue Volkszählungen ausgemittelt, und jeder Zeit der wirkliche Stand vom 1. October des betreffenden Jahres angenommen werden.

Art. IX. Die unteren Zoll-Erhebungs- und Aufsichts-Stellen in den vereinten Staaten werden nach gleichförmigen organischen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt.

Art. X. Zum Behufe der obersten Zoll-Verwaltung soll in jedem der beiden vereinten Staaten eine eigene und selbstständige Oberzoll-Administration bestehen.

Die Formation dieser Ober-Zolladministrationen und die Regulirung ihres Geschäftsganges bleibt den betreffenden Staats-Regierungen überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, insoweit er nicht schon durch den Grund-Vertrag und die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung bestimmt ist, durch eine besondere Instruction näher bezeichnet werden.

Art. XI. Die Oberzoll-Administration des einen Vereins-Staates wird durch einen General-Bevollmächtigten des andern Vereins-Staates controlirt.

Einem solchen General-Bevollmächtigten oder seinem Stellvertreter stehen folgende Befugnisse zu:

a. Jede Weisung oder Ausfertigung, welche die betreffende Oberzoll-Administration oder deren

Verstand an die derselben untergeordneten Zoll- 1828
Behörden ergehen läfst, unterliegt seinem Visa sowohl auf dem Conzepte, als in der Reinschrift; der Mangel dieses Visa macht die Ausfertigung kraftlos.

b. Dieses Visa soll er zwar nie verweigern können; bei Ertheilung desselben kann er jedoch, wenn er befürchtet, dafs aus dem Vollzuge der Weisung für den Verein ein Schaden erwachsen könnte, Protest einlegen; dieser Protest mufs unter Anführung der Gründe auf dem Conzepte vorgemerkt werden, und es ist ihm darüber auf Anfordern ein Certifikat auszustellen.

c. Auf den Grund eines solchen Protestes kann der General-Bevollmächtigte in so fern die der Ober-Zoll-Administration vorgesetzte Staatsregierung nicht rechtzeitig Abhülfe treffen sollte, den Recurs an den General-Congrefs (über dessen Bildung und Wirkungskreis die Artikel XXXVI, XXXVII und XXXVIII das Nähere festsetzen) ergreifen.

Findet der General-Congrefs, dafs aus der bemängelten Ausfertigung sich wirklich ein Schaden für den Verein ergab, so hat diesen die Regierung zu ersetzen, deren Administration hiezu Veranlassung gegeben hat.

d. Er kann in Fällen der Dringenheit die Zoll-Erhebungs-Stellen seiner Regierung und die von derselben aufgestellten Aufsichts-Behörden oder Schutzwachen zum Vollzuge jener Mafsregeln, welche die Ober-Administration, bei welcher er accreditirt ist, nöthig erachtet, anweisen und auf Requisition *mufs* er eine solche Anweisung ertheilten, jedoch unter Vorbehalt der ad 2 und 3. enthaltenen Bestimmungen.

e. Er kann Beamte seiner Regierung zu den Zoll-Aemtern des Staats, in dem er die Controle ausübt, zur Visitation abordnen, ohne jedoch durch dieselben besondere Befehle zu ertheilen, oder Anordnungen in der Verwaltung treffen zu lassen.

f. Auf Verlangen müssen ihm alle Acten, Bücher etc. der Ober-Zoll-Administration sowohl, als der äufsern Aemter zur Einsicht vorgelegt werden.

1828 amten und Diener in Beziehung auf Stabilität und Pensions-Ansprüche richten sich nach den Gesetzen desjenigen Staates, dem sie angehören.

Art. XVII. Sämtliche Kosten der Ober-Zoll-Administrationen werden von den betreffenden Staats-Regierungen getragen. Ebenso fallen auch die Pensionen, Ruhestands-Gehälter und Alimentations-Bezüge der Beamten, Diener und ihrer Relikten, die Beamten und Diener mögen nun bei den Ober-Zoll-Administrationen und der Central-Controle-Anstalt, oder bei den Erhebungs- und Aufsichts-Behörden angestellt sein, ausschliefsend jenen Staats-Regierungen zur Last, von welchen diese Beamte und Diener ernannt worden sind. Dagegen werden alle Kosten der Central-Controle-Anstalt, der äufsern Zoll-Erhebungs- und Aufsichts-Stellen, so wie alle übrigen nicht ausdrücklich ausgenommenen Verwaltungs-Kosten aus den Vereins-Zöllen oder auf Rechnung des Vereins bestritten.

Um übrigens in dieser Beziehung eine durchgehende Gleichheit herzustellen, und allen Prägravirungen vorzubeugen, werden über die Besoldungen der äufseren Beamten und Diener, über die Hauszins-Beiträge, über die Ausgaben auf Heitzung und Beleuchtung der Amts-Lokalitäten, über die Ausgaben auf Schreibmaterialien, über die Umzugs-Gebühren und über die Diäten der Zoll-Bediensteten besondere, von beiden Regierungen einzuhaltende Regulative festgesetzt werden.

Art. XVIII. Die hohen Paciscenten übernehmen es, die in ihren Gebieten zum gemeinschaftlichen Zoll-Dienst unumgänglich nothwendigen Gebäude, wenn sie nicht von Corporationen oder Gemeinden oder Privaten gemiethet werden können, auf ihre Kosten herzustellen und zu erhalten, sie sollen aber nicht nur für jene Gebäude, die sie zu diesem Zwecke erst neu erbauen lassen, sondern auch für jene, die bereits vorhanden sind, und dem gemeinschaftlichen Zoll-Dienste überlassen werden, entweder aus den Vereins-Zöllen oder von den betreffenden Zoll-Bediensteten durch Miethzinse, die den Lokal-Verhältnissen entsprechen, entschädigt werden.

Art. XIX. Die polizeilichen Verfügungen über den *gegenseitigen Besuch* der öffentlichen Märkte

und den *Hausirhandel* bleiben den respektiven Regierungen vorbehalten, so wie auch die Wirksamkeit der in den Vereins-Staaten über Gewerbs-Privilegien geltenden Gesetze fortzubestehen hat. Die respektiven Staats-Regierungen werden jedoch für die Handels- und Gewerbsleute der vereinten Staaten gegenseitig diejenigen Begünstigungen eintreten lassen, welche nur immer mit ihrer innern Verfassung und mit ihrem Abgaben-Systeme vereinbarlich sind. 1828

Art. XX. Alles, was für die vereinten Souveraine und die Mitglieder ihrer Regentenhäuser über die Zoll-Linie des Vereins ein- und ausgeführt wird, soll der tarifmäſsigen Verzollung unterliegen, und die Rückvergütung der entrichteten Zölle, in so weit diese nach den Anordnungen der einzelnen Regierungen Statt findet, aus den respektiven Staats-Cassen geschehen, oder der treffenden Regierung bei der Abrechnung zur Last geschrieben werden.

Art. XXI. Die Rückvergütung der Zölle, welche die an den Höfen der vereinten Staaten akkreditirten Botschafter, Minister, Gesandte und Geschäftsträger nach den Bestimmungen des gemeinschaftlichen Zoll-Gesetzes anzusprechen haben, geschieht durch die Staats-Casse der betreffenden Höfe gegen Wiederersatz aus den Vereins-Zöllen.

Art. XXII. Die Entschädigungen, welche in einem oder dem andern Staate den Mediatisirten, Communen und Privaten für eingezogene Zollrechte bewilligt sind, sollen demjenigen Staate zur Last bleiben, der sie bereits bewilliget hat, oder noch zu bewilligen haben wird.

Art. XXIII. Nicht minder sollen auch die Standesherren die Zoll-Rückvergütungen für ihre bedingten und beschränkten Zollbefreiungen aus den Cassen jener Staaten erhalten, in denen sie diese Rechte haben und ausüben.

Art. XXIV. Die Begünstigungen der Fabriken und Gewerbe, mit Ausnahme des Grenz-Verkehrs, sowohl in der *Einfuhr* der Fabrikations-Stoffe, der Halbfabrikate und der zu ihrer Verarbeitung nöthigen Materialien, als auch in der *Ausfuhr* und Wieder-Einfuhr der Fabrikate zur Vollendung oder Vervollkommnung bleiben der privativen Bewilligung der

1828 Landes-Regierungen überlassen, und fallen auch den respectiven Staats-Cassen zur Last.

Art. XXV. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Innern des Vereins alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Verladung, Anhaltung und Umlagerung angehalten werden können, als in den Fällen, in denen die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung es bestimmt.

Art. XXVI. In Ansehung der Lagerhaus- und Hall-Anstalten sind die hohen Paciscenten übereingekommen, dafs die Anzahl derselben vor der Hand im Königreich Baiern auf 36, und im Falle, dafs der Rheinkreis in den Verein gezogen wird, auf 40, in Württemberg aber auf 15 festgesetzt und den betreffenden Regierungen überlassen seyn solle, dieselben nach ihrem Ermessen im Innern ihrer Gebiete zu vertheilen, oder nach Erfordernifs der Umstände von einem Handelsplatz in den andern zu verlegen und deren auch weniger anzuordnen.

Sollte gegen Erwarten sich zeigen, dafs die oben angenommene Zahl der Lagerhäuser in einem der contrahirenden Staaten für die Bedürfnisse des Handels nicht zureiche, so bleibt jeder Regierung der vereinten Staaten vorbehalten, auf eigene Kosten auch mehrere derselben zu etabliren.

Die Niederlags-Gebühren bleiben den betreffenden Regierungen zur privativen Erhebung überlassen, wogegen sich dieselben verbindlich machen, für die Herstellung und bauliche Unterhaltung der erforderlichen Lagergebäude und sonst dazu gehörigen Vorrichtungen zu sorgen.

Unter derselben Voraussetzung können auch die Waag- und Krahnen-Gebühren bei den Hallen den betreffenden Regierungen oder den Eigenthümern der Hall-Gebäude zur privativen Erhebung überlassen werden. Ausdrücklich wird hiebei jedoch festgesetzt, dafs das Amtspersonal der Hall-Anstalten durchaus von der betreffenden Regierung ernannt und besoldet, für den Zweck und das Interesse des Vereins verpflichtet werde, und die ausschliefsende Aufsicht und Sperre über die gelagerten Güter habe.

Treten andere Staaten dem Verein bei, so soll die 1828
Anzahl der ihnen zukommenden Hall-Anstalten dergestalt bemessen werden, dafs im Durchschnitte höchstens Eine auf eine Bevölkerung von 100,000 Einwohnern treffe.

Art. XXVII. Die Weggelder, Wasserzölle, Brücken- und Pflasterzölle, Krahnen, Werfte, Wehrlochs- und Winterhalts-Gebühren, bleiben in den vereinten Staaten der privativen Erhebung vorbehalten.

Damit aber auch durch diese Abgaben der Verkehr und Handel so wenig als möglich erschwert werde, sind die hohen Paciscenten über die nachfolgenden Bestimmungen übereingekommen.

Art. XXVIII. Das Weggeld soll nur auf gebauten Strafsen erhoben werden können und zwei Pfenninge vom Centner und der Stunde, oder in so fern dasselbe nach dem Anspanne oder nach Lasten erhoben wird, einen hiernach bemessenen Satz nicht übersteigen. Ausgenommen ist jenes Weggeld, welches dermalen auf den Grund eines besondern Rechtstitels von einzelnen Gemeinden, Körperschaften oder Privaten erhoben wird.

Art. XXIX. Die Wasserzölle auf dem Rhein werden nach den Bestimmungen der Wiener-Convention vom 24. März 1815 und des zu erwartenden definitiven Schifffahrts-Reglements erhoben.

Die Wasserzölle auf dem Main und Neckar werden nach dem Schifffahrts-Reglement erhoben, worüber sich die Ufer-Staaten des Mains und des Neckars auf den Grund der Bestimmungen der Wiener-Convention vereinigen werden.

Die Wasserzölle auf den privativen Flüssen der vereinten Staaten sollen, wie das Weggeld zu Lande, zwei Pfenninge pr. Centner und Stunde nicht übersteigen können. Sollten jedoch hiewegen ältere — eine geringere Summe des Weggelds oder Wasserzolls, als die als Maximum ausgesprochene — stipulirende Staats-Verträge mit Auswärtigen bestehen, so wird dieses Weggeld nach den diesfallsigen vertragsmäfsigen Bestimmungen forterhoben.

Die Regulirung der Schifffahrts-Gebühren auf Kanälen bleibt den betreffenden Regierungen überlassen.

Art. XXX. Die Brücken- und Pflaster-Zölle sollen weder für die respektiven Staats-Cassen, noch

1828 für die Gemeinden als eine Finanzquelle benutzt werden, sondern mit dem Aufwande auf die periodische Herstellung und gute Unterhaltung der Brücken und Pflaster in einem billigen Verhältnisse stehen, und die vereinten Staaten verbinden sich gegenseitig, insbesondere die Pflasterzölle an den Commercialstrafsen nicht zu vermehren.

Art. XXXI. Den Zoll-Aemtern, welche für die gemeinschaftliche Rechnung die Zoll-Gefälle erheben, soll gestattet seyn, neben den gemeinschaftlichen Zöllen auch die privativen Weggelder, Wasserzölle und andere obenbenannte Gebühren, soweit es möglich ist, für Rechnung der betreffenden Staaten, jedoch auf ihre Kosten zu erheben.

Art. XXXII. Die beiden allerhöchsten Paciscenten behalten sich vor, jene Consumtions-Abgaben, welche in ihren Staaten von gewissen inländischen Genufs- und Verbrauchs-Gegenständen erhoben werden, in gleicher Weise und Quote, zum Besten ihrer Landeskassen, auch von den Gegenständen derselben Art, welche aus dem Gebiete eines benachbarten fremden, oder zum Verein gehörigen Landes kommen, erheben zu lassen, jedoch in der Art, dafs solche Abgaben nicht auch die blos transitirenden Gegenstände treffen und durch die Erhebungsweise den freien Verkehr zwischen den vereinten Staaten so wenig wie möglich erschweren.

Art. XXXIII. Die Tarife solcher Verbrauchs-Abgaben sollen nebst den Bestimmungen über die Erhebungsweise auf Verlangen des Staats, der solche Abgaben erhebt, in den Nachbar-Staaten durch die betreffenden Regierungen bekannt gemacht werden.

Art. XXXIV. Die Regierungen der vereinten Staaten versprechen sich gegenseitige Unterstützung in der Sicherstellung des Vollzugs ihrer privativen Abgaben-Gesetze, und werden auch in dieser Beziehung die gemeinschaftlichen Erhebungs- und Aufsichts-Beamten zur möglichen Mitwirkung verpflichten.

Art. XXXV. Die Salz-Regalien der an dem Verein Theil nehmenden Staaten werden aufrecht erhalten, und von den Regierungen gegenseitig geschützt.

Zur Sicherstellung derselben ist

a. die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden werden kann, aus fremden nicht zum Verein gehörigen Ländern in die Vereins-Staaten verboten, insoweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen und zum unmittelbaren Verkaufe bei ihren Salzämtern, Factorien oder ihren Niederlagen geschieht. 1828

b. Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Salz-Nebenproducte aus den dem Vereine nicht beitretenden Ländern in andere solche Länder für Rechnung von Privaten ist ganz verboten; für Rechnung einer auswärtigen Regierung aber kann diese Durchfuhr, wenn sie sich nicht schon auf bestehende Verträge gründet, nur nach erfolgter Zustimmung aller Vereins-Regierungen und unter den Vorsichtsmafsregeln Statt haben, welche dieselben nothwendig erachten werden.

c. Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei, und den einzelnen Vereins-Regierungen bleibt vorbehalten, hierüber mit auswärtigen Regierungen oder mit Privaten Verträge abzuschliefsen, in so ferne sie keine Modifikationen des gemeinschaftlichen Zoll-Systems enthalten.

Was den Salz-Handel innerhalb der Vereins-Staaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem der vereinten Staaten in den andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Salzlieferungs-Verträge abgeschlossen werden.

Diese Salzlieferungs-Verträge können sich entweder auf die Staats- oder auf die Privat-Salinen beziehen. Auch die letzteren können nur mit Regierungen solche Contracte abschliefsen, und ist denselben jeder Salz-Verkauf an Privaten verboten.

Wenn eine Regierung von der andern innerhalb des Vereins, sey es nun aus Staats- oder aus Privat-Salinen, Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

Zu diesem Ende verpflichten sich die betheiligten Regierungen, auf den Privat-Salinen einen öffentlichen Beamten aufzustellen, welcher den Salz-Handel derselben überhaupt zu beobachten hat.

1828 Wo es die Lage der verschiedenen Staaten mit sich bringt, dafs ein Vereins-Staat aus einem andern durch einen dritten Vereins-Staat sein Salz-Bedürfnifs beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde nicht zum Verein gehörige Staaten versenden mufs, soll diesen Sendungen kein Hindernifs in den Weg gelegt werden können, jedoch sollen durch vorläufige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strafsen für den Transport, und die erforderlichen Sicherheits-Maafsregeln festgesetzt werden, insofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist.

Die beiden contrahirenden hohen Staats-Regierungen machen sich gegenseitig für die Dauer des Vereins verbindlich, den Salz-Handel en gros im Innern ihrer Staaten fortan nur auf amtliche Regie führen zu lassen.

Art. XXXVI. Am ersten Mai eines jeden Jahres versammelt sich in München ein General-Congrefs.

Dieser General-Congrefs soll aus zwei General-Bevollmächtigten der Krone Württemberg und aus eben so vielen General-Bevollmächtigten der Krone Baiern bestehen.

Die nach Art. XI zu bestellenden General-Bevollmächtigten bei den Ober-Zoll-Administrationen sind zugleich am General-Congresse die zweiten Bevollmächtigten der respectiven Regierungen.

Das Directorium bei diesem Congresse alternirt jährlich unter den ersten Bevollmächtigten der beiden Staaten; das dirigirende Mitglied hat bei Stimmengleichheit eine überwiegende Stimme.

Treten noch andere Staaten dem Vereine bei, so soll jeder derselben einen General-Bevollmächtigten zum Congrefs zu senden befugt sein.

Art. XXXVII. Dieser General-Congrefs hat

a. über die Abänderungen des Grund-Vertrags, der Organisation der Verwaltung, der Zoll-Ordnung und des Zoll-Tarifs, welche die Umstände allenfalls nothwendig machen, sich zu vereinigen;

b. die administrativen Rechenschafts-Berichte der Ober-Zoll-Administrationen nach ihrem ganzen Umfange zu prüfen, die Resultate der Haupt-Rechnungen des Vereins vom letzten Jahre zusammenzustellen, und die definitive Abrechnung zwischen den Vereins-Staaten festzustellen;

c. den Etat für das folgende Jahr zusammenzustellen 1828
und festzusetzen;

d. die Recurse und Beschwerden, welche über die Verfügungen der Ober-Zoll-Administrationen an den Congrefs gelangen, zu erledigen; endlich

e. die Verfügungen über die polizeilichen und administrativen Gegenstände, welche aufser der Competenz der Ober-Zoll-Administrationen liegen, zu verabreden und ihre provisorischen Anordnungen zu bestätigen oder aufzuheben.

Art. XXXVIII. Bei Berathung der in vorhergehendem Artikel ad a. b. und c. bezeichneten Gegenstände sind die Mitglieder des Congresses an die Instructionen gebunden, welche sie zu diesem Behufe von ihren respectiven Höfen erhalten, und diesen ist hierin auch die Ratifikation der Beschlüsse vorbehalten.

In den ad d. und e. bezeichneten Fällen handelt der Congrefs als Compromifs-Richter, und die Mitglieder desselben sind an keine Instruction, sondern nur an ihre Ueberzeugung gebunden.

In ein solches Compromifs-Gericht kann sich jedoch der Congrefs erst dann verwandeln, wenn er sich zuvor durch sachverständige Männer verstärkt hat.

Diese werden von den General-Bevollmächtigten nach innerer Ueberzeugung gewählt, und deren Zahl wird festgesetzt auf drei, so lange der Congrefs aus vier Bevollmächtigten besteht; auf zwei, wenn derselbe aus fünf, sieben oder neun Bevollmächtigten besteht, und auf einen, wenn er aus sechs, acht oder zehn Bevollmächtigten besteht.

Erfolgt über die ad b. und c. bemerkten Gegenstände keine Vereinigung, oder binnen vier Wochen nach Beschlufs nicht die Ratifikation, so entscheidet das auf die obenbemerkte Weise zusammengesetzte Compromifs-Gericht.

Dagegen können die Bestimmungen des gegenwärtigen Grund-Vertrags nur unter allseitiger Zustimmung der hohen Mitglieder des Vereins abgeändert, erläutert oder mit Zusätzen vermehrt werden.

Ebenso können auch in der Zoll-Ordnung, in den Zoll-Tarifen und in der Organisation der Verwaltung nur unter allseitiger Zustimmung der hohen Paciscenten Abänderungen Statt finden.

1828 Art. XXXIX. Treten im Laufe des Jahres aufser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung des Congresses aufserordentliche Ereignisse ein, welche über Abänderung der Tarife oder über andere Verfügungen unverzüglich Beschlüsse erheischen; so werden sich die hohen Paciscenten darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder einen aufserordentlichen Congrefs veranlassen.

Art. XL. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und ihre Gehülfen bestreitet jene Regierung, welche sie delegirt.

Die Remunerationen der Sachverständigen, welche dem Congrefs beigeordnet werden, so wie des untern Personals, welches der Congrefs zu seinen Arbeiten nöthig hat, werden auf gemeinsame Kosten aus den Vereins-Zöllen bestritten.

Art. XLI. Jedem der contrahirenden Theile soll es frei stehen, nach Ablauf der ersten drei Jahre (vom Tage an gerechnet, wo der Verein in Vollzug kommt) jeder Zeit aus demselben zu treten, wenn von ihm ein Jahr voraus die Aufkündigung geschehen ist.

Nur in dem Falle, dafs sämmtliche deutsche Bundesstaaten über gemeinsame Mafsregeln übereinkämen, welche den Zweck des Zollvereins erfüllen, soll dieser von dem Zeitpunkt an, wo die Beschlüsse der Bundes-Versammlung in Vollzug treten, aufgelöst werden.

Ebenso sollen, wenn gemeinsame Mafsregeln über den freien Verkehr und Handel mit Lebensmitteln in dem deutschen Staatenbunde beschlossen werden sollten, diese Beschlüsse an die Stelle der einschlägigen Bestimmungen der gemeinschaftlichen Zoll-Ordnung des Vereins treten.

Art. XLII. In dem Falle des Austritts aus dem Verein oder der Auflösung desselben, hat jeder austretende Staat alle von ihm angestellten Beamten und Diener zurückzunehmen und das ihm zuständige Amts-Inventar zurück zu erhalten.

Art. XLIII. Das Baierische Gewicht und Maas wird dem gemeinschaftlichen Zoll-Tarife zu Grund gelegt und die Zoll-Abgabe hiernach erhoben. Zu diesem Behufe wird das Gewicht für die damit

noch nicht versehenen Erhebungs-Behörden auf Kosten des Vereins herbeigeschafft. 1828

Das vom Baierischen abweichende Maas wird in jenes reducirt, und es werden hierüber besondere Reductions-Normen vorgeschrieben.

Art. XLIV. In Ansehung der Tax- und Stempel-Abgabe wird es in jedem der vereinten Staaten nach seinen eigenen Gesetzen gehalten und die Einnahmen an denselben werden den respektiven Regierungen ganz allein verrechnet.

Art. XLV. Sowohl die Ober-Zoll-Administrationen, als die äufsern Aufsichts- und Erhebungs-Behörden führen das Wappen und Prädicat jenes Staates, in welchem sie aufgestellt sind.

Gleiches findet bei den Versicherungs-Werkzeugen in der Art Statt, dafs die Randschrift denjenigen Staat bezeichnet, in welchem die Postirung liegt; der eine Stempel trägt das Wappen eben dieses Staats nebst dem Namen und der Dienstes-Eigenschaft der Zoll-Postirung als Umschrift, der andere hingegen enthält die Umschrift „Zoll-Verein" und in der Mitte die laufende Nummer.

Art. XLVI. Die Landes-Regierungen übernehmen es, das Inventar an Amts-Requisiten und Geräthschaften für die in ihrem Gebiete liegenden Zoll-Aemter herbeizuschaffen und zu unterhalten.

Art. XLVII. Im Falle einer Auflösung des Vereins werden die Local-Personal- und Special-Acten denjenigen Regierungen, deren Land oder Personale sie betreffen, zurückgestellt.

Der generelle Theil, so wie die Rechnungs-Acten der Vereins-Registratur bleiben zwar im Besitze der Krone Baiern, welche jedoch drei Jahre lang verbunden ist, die Einsicht dieser Registratur-Acten, so wie die Verfassung von Auszügen oder Abschriften derselben zu gestatten.

Art. XLVIII. Die zur Zeit der Einführung des Vereins noch unerledigten Rechnungs-Revisionen und Justificationen von den bisherigen Zoll-Administrationen der vereinten Staaten werden ausschliefsend nach den Comptabilitäts-Vorschriften des betreffenden Staates erledigt, und die daraus hervorgehenden Activ- und Passiv-Reste berühren blos die Cassen der betreffenden Regierung.

1828 Ebenso werden die noch zu erledigenden Zoll-Strafprozesse ausschliefsend von den Landes-Behörden und Stellen behandelt.

Art. XLIX. Im Falle der Auflösung des Vereins werden die Rückstände durch die Regierung, in deren Gebiet sie anfielen, eingetrieben, längstens binnen zwei Jahren dem Verein baar abgeliefert, und sodann unter die respektiven Staaten nach dem vertragsmäfsigen Theilungs-Mafsstabe getheilt.

Art. L. Gegenwärtiger, in duplo ausgefertigter Grund-Vertrag soll alsbald der allerhöchsten Genehmigung beider Königlichen Höfe unterlegt werden, und die Auswechslung beiderseitiger Ratifikations-Urkunden spätestens in vierzehn Tagen zu München Statt finden.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Grund-Vertrag unterschrieben und besiegelt zu

München den 18. Januar 1828.

Philipp Moriz, *Freiherr* v. Schmitz-Grollenburg. *Freiherr* von Zentner.

Chr. Ludw. v. Herzog.

108.

Déclaration concernant l'arrangement entre la Prusse et la Saxe royale par rapport à la contrefaçon, publiée à Dresde le 25 Janvier 1828.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* Nr. 4. pag. 13).

Nachdem in Folge der, zwischen diesseitiger und der Königlich Preufsischen Regierung, wegen wechselseitiger, gegen den Büchernachdruck zu treffender, gesetzlicher Vorkehrungen, unterm 28sten October und 3ten November vorigen Jahres geschlossenen Con-

vention, im Bereich der Königlich Preufsischen Staa- 1828
ten zugleich die Einrichtung getroffen worden ist, und die dasigen Oberpräsidien und Gerichtsbehörden von den betreffenden Ministerien angewiesen worden sind, dafs in Fällen, wo es den Schutz der Rechte eines der Königlich Sächsischen Regierung als Unterthan angehörigen Verlegers gilt, die von demselben gehörig nachgewiesene Eintragung des gegen unerlaubten Nachdruck zu schützenden Verlagsartikels in das zu diesem Eintrage bestimmte Protocoll der Büchercommission zu Leipzig, als Beweis des rechtmäfsig erworbenen Verlagsrechtes dort gleichfalls anerkannt werden soll;

Als wird, auf Sr. Königl. Majestät von Sachsen Allerhöchsten Befehl, solches, in Beziehung auf die Bekanntmachung vom 26sten November 1827. (Ges. Samml. v. J. 1827. S. 217.) hierdurch nachträglich zu öffentlicher Kenntnifs gebracht.

Dresden, den 25sten Januar 1828.

Königlich Sächsischer, Geheimer Rath.

NOSTITZ *und* JAENCKENDORF.

DR. JOHANN DANIEL MERBACH.

109.

Déclaration du ministère Prussien concernant la prolongation de la convention du 23 Juin 1821 relative à la procédure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans; du 2 Février 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 3. pag. 20).

Da die zwischen Ihren Majestäten den Königen von Preufsen, Sachsen, Grofsbritannien und Irland als

1828 König von Hannover, und Dänemark, imgleichen Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge von Mecklenburg-Schwerin unter dem 23ten Juni 1821 abgeschlossene Konvention, wegen des Revisions-Verfahrens auf der Elbe, mit dem letzten Dezember des vergangenen Jahres abgelaufen ist, die Regierungen von Sachsen, Hannover, Dännemark und Mecklenburg-Schwerin aber, nach der von ihnen über die Zweckmäfsigkeit dieser Konvention bisher gemachten Erfahrung in dem Wunsche übereingekommen sind, dafs die Dauer derselben, dem in ihrem Artikel 8 ausgesprochenen Vorbehalte gemäfs, verlängert werde, und von Seiten der Preufsischen Regierung dem desfalligen Vorschlage beigestimmt worden ist: so wird, in Folge der hierüber Statt gefundenen Vereinbarung, von Seiten der Königlich-Preufsischen Regierung in Beziehung auf die ihr deshalb zugekommenen gleichlautenden Zusicherungen der übrigen betheiligten Regierungen, hierdurch insbesondere der Königlich-Sächsischen Regierung die Erklärung gegeben:

Dafs Preufsischer Seits die gedachte Konvention vom 23ten Juni 1821 in allen ihren Bestimmungen als noch auf anderweitige sechs Jahre, mithin bis zum 31sten Dezember 1833 verlängert und in Kraft bestehend anerkannt werde.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

Vorstehende Ministerial-Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich-Sächsischen Kabinets-Ministerio unter dem 24sten Dezember v. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch mit der Bemerkung zur öffentlichen Kenntnifs gebracht, dafs ein Austausch ähnlicher Erklärungen auch mit der Königlich-Grofsbritannisch-Hannöverschen, der Königlich-Dänischen und der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Regierung Statt gefunden hat.

Berlin, den 8ten Februar 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf v. Bernstorff.

110.

Déclaration du ministère Prussien du 7 Fevrier 1828 concernant un arrangement avec le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 1828

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1828. Nr. 5. pag. 27).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, eine besondere Verordnung, durch welche der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer namhaften Geldbufse in dem Herzogthum Sachsen-Meiningen gänzlich verboten wird, erlassen werden und diese Verordnung in ganz gleicher Maafse auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden soll;

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Sachsen-Meiningen ganz gleiche Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung gegen letztere begangene Frevel nach den-

1828 selben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preussischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Herzoglich-Sachsen-Meiningschen Regierung vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 7ten Februar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Sächsischen Geheimen Ministerio zu Meiningen unterm 19ten Februar d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 24sten März 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. Schönberg.

111.

Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et le grand duché de Hesse, signé le 14 *Février* 1828.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt*, am 6ten Mai 1828. Nr. 18. pag. 113. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 7. p. 50).

Nachdem der, zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und der Krone Preussen, über die wechselseiti-

gen Zoll- und Handels-Verhältnisse am 14ten Fe- 1828
bruar dieses Jahrs zu Berlin abgeschlossene Vertrag von Seiner Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge, am 28ten desselben Monats und von Seiner Majestät, dem Könige von Preufsen, am 8ten März dieses Jahrs ratificirt worden, auch die Auswechselung der Ratificationsurkunden erfolgt ist, so werden die 27 Artikel, woraus jener Vertrag besteht, in der Art, wie folgt:

Art. I. Die Grofsherzoglich Hessische Regierung vereinigt sich mit der Königlich Preufsischen Regierung zu einem gemeinschaftlichen Zoll- und Handels-System in dem durch die nachstehenden Artikel näher bezeichneten Umfange, und tritt zu diesem Zwecke der dermalen bestehenden Königlich Preufsischen Gesetzgebung über die Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, welche in dieser Uebereinkunft unter dem gemeinschaftlichen Namen "Zoll" verstanden werden sollen, in der Art bei, dafs diese Gesetzgebung, nachdem solche im Namen des Grofsherzogs von Hessen Königl. Hoheit in dem Grofsherzogthum verkündigt sein wird, die Stelle der bisherigen Grofsherzoglich Hessischen Zoll- und Verbrauchsteuer-Gesetzgebung einnimmt und von den Grofsherzoglich Hessischen Behörden an den Grenzen und im Innern des Grofsherzogthums für gemeinschaftlich Königlich Preufsische und Grofsherzoglich Hessische Rechnung pünktlich vollzogen werden soll.

Art. II. Die Zollverwaltung im Grofsherzogthum Hessen bleibt der Grofsherzoglich Hessischen Regierung überlassen, wird jedoch gleichförmig mit der Königlich Preufsischen Zollverwaltung organisirt, und es sollen alle mit dieser Verwaltung und der Beaufsichtigung beschäftigten Grofsherzoglichen Beamten gleichförmig mit den Königlich Preufsischen instruirt und auf diese Instructionen und die Beobachtung der übrigen Bestimmungen dieser Uebereinkunft, durch die betreffenden Grofsherzoglich Hessischen Behörden, besonders verpflichtet werden.

Art. III. Unmittelbar nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft sollen von beiden Seiten Commissarien ernannt werden, welche, unter Vorbehalt der Genehmigung beider Regierungen, sowohl die Redaction der in dem Grofsherzogthum Hessen zu

1828 verkündigenden Zollgesetze und der damit in Verbindung stehenden organischen Verfügungen, Instructionen und Anordnungen, als wie den Organisationsplan für die gesammte Zollverwaltung des Grofsherzogthums, mit Berücksichtigung der Localverhältnisse und in Beziehung auf Anzahl, Lage und Besetzung der Haupt- und Neben-Zollämter zu entwerfen und die Bestimmung der Grenzbezirke und Zollstrassen, die Anordnung der Grenzbewachung, so wie die Einrichtung der Packhöfe, vorzuschlagen und zu begutachten haben. Diese Commission soll sich zunächst in Darmstadt versammeln und nöthigenfalls an die Grenzorte begeben. Um die definitive Entscheidung über das Resultat ihrer Arbeit zu befördern, soll demnächst ein Grofsherzoglicher Commissär mit derselben nach Berlin abgeordnet werden.

Art. IV. Etwaige künftige Abänderungen des Zolltarifs oder anderer das Zollwesen betreffender gesetzlicher oder reglementärer Bestimmungen sollen nur in gegenseitigem Einvernehmen beider Regierungen verfügt und von jeder derselben ihrerseits verkündigt werden.

Art. V. Eben so sollen etwaige Handelsverträge zwischen der Königlich Preufsischen Regierung und anderen Staaten, welche die Interessen des Grofsherzogthums und der westlichen Preufsischen Provinzen berühren, unter Mitwirkung und Zustimmung der Grofsherzoglich Hessischen Regierung abgeschlossen werden und in ihren Folgen den Grofsherzoglich Hessischen Unterthanen dieselben Vortheile wie den Königlich Preufsischen gewähren.

Art. VI. Von dem Tage der Vollziehung gegenwärtiger Uebereinkunft an hören *alle* Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den Königlich Preufsischen und Grofsherzoglich Hessischen gemeinschaftlichen Landesgrenzen auf, und es können die Erzeugnisse des einen Staats frei und unbeschwert in den anderen Staat eingeführt und in demselben verbraucht werden, mit Ausnahme der im Innern des Landes gegenwärtig mit Consumtionsabgaben belasteten Gegenstände, in Ansehung welcher die im Art. IX. enthaltenen Verabredungen zur Anwendung kommen. Die bisherige Grenzbewachung und steuerliche

Behandlung des Ein-, Aus- und Durchgangs an gedachten gemeinschaftlichen Grenzen hört daher auf und wird sich ins künftige blos auf diejenige Aufsicht und Controle beschränken, welche zur Sicherstellung der im Art. IX. vorbehaltenen Erhebungen und Maafsregeln erforderlich ist, wobei sich beide Regierungen die bereitwilligste gegenseitige Unterstützung versprechen. 1828

Die Königlich Preufsischen Seehäfen sollen dem Handel der Grofsherzoglich Hessischen Unterthanen gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche die Königlich Preufsischen Unterthanen entrichten, offen stehen, und es sollen die Königlich-Preufsischen Consuln in den auswärtigen Seehäfen beauftragt werden, den Grofsherzoglich Hessischen Unterthanen Schutz und Unterstützung zu gewähren.

Art. VII. Von Einführung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in das Grofsherzogthum Hessen bleiben die abgesondert belegenen, von fremdem Gebiete eingeschlossenen Landestheile desselben, welche das Gesetz (Art. III.) näher bezeichnen wird, ausgeschlossen und werden, vorbehaltlich näherer Verabredungen über die Erleichterung des Eingangs eigener Erzeugnisse von dorther, in Beziehung auf diesen Vertrag, als Ausland betrachtet. Dasselbe findet auch Statt in Ansehung des Königlich Preufsischen Fürstenthums Neuschatel und der Grafschaft Valengin, jedoch behält es bei den Begünstigungen, welche den von dort in die Preufsischen Provinzen eingehenden Uhren und baumwollen Waaren, auf gewisse Quantitäten, ertheilt worden sind, sein Bewenden.

Der Königlich Preufsische Kreis Wetzlar wird mit der Grofsherzoglich Hessischen und umgekehrt das Grofsherzoglich Hessische Hinterland, nördlich von Königsberg anfangend, so weit solches das Kurfürstenthum Hessen und Herzogthum Nassau berührt, mit der Königlich Preufsischen Zollverwaltung für die westlichen Provinzen und namentlich mit dem westphälischen Provinzialbezirk dergestalt vereinigt, dafs zwar die in jedem dieser Landestheile deshalb zu bestellenden Beamten von der Landesregierung ernannt, sie jedoch derjenigen Behörde unmittelbar untergeordnet werden, die in dem Gebiete, welchem sie in Hin-

1828 sicht auf die Zollverwaltung zugelegt worden sind, die Aufsicht und Leitung derselben unmittelbar zu führen hat.

Art. VIII. Jede der beiden Regierungen bezieht in dem ganzen Umfange ihres Gebiets nach wie vor für eigne Rechnung die dermalen bestehenden Consumtions- und indirecten Abgaben, welche im Innern eines jeden der beiderseitigen Staaten, ohne Rücksicht auf den inländischen oder ausländischen Ursprung des besteuerten Gegenstandes, erhoben werden, ferner die im Art. IX. beim Uebergang aus einem Gebiete in das andere vorbehaltenen Erhebungen, endlich sämmtliche Wasserzölle, die Octrois, Chaussee- und Canal-, Brück-, Fähr- und Schleusen-Gelder, die Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren. Dagegen soll der Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so weit sie in den beiderseitigen Staaten Anwendung finden, jährlich zwischen beiden Regierungen nach Verhältniſs der Seelenzahl getheilt werden, und zwar vor der Hand — da die Zollgesetzgebung für die östlichen Königlich Preuſsischen Provinzen in einigen Punkten von der für die westlichen Provinzen verschieden, auch, wie beide Theile sich überzeugt haben, die Ausscheidung der Wasserzölle in den östlichen Provinzen mit eigenthümlichen Schwierigkeiten verbunden ist — der Seelenzahl einerseits in den Groſsherzoglich Hessischen, andererseits in den westlichen Königlich Preuſsischen Landen, nämlich in dem Groſsherzogthum Niederrhein und in den Provinzen Jülich, Cleve, Berg und Westphalen, mit Hinzurechnung der von der Krone Preuſsen dermalen schon durch Verträge in den westlichen Zollverband aufgenommenen oder noch aufzunehmenden Unterthanen anderer deutschen Bundesstaaten. Die für letztere ausbedungenen Entschädigungen trägt dagegen die Königlich Preuſsische Regierung für eigene Rechnung. Die aus den östlichen in die westlichen Königlich Preuſsischen Provinzen oder in das Groſsherzogthum Hessen übergehenden Colonial- und andere überseeische Waaren, welche daselbst zur Verzehrung gelangen, aber keine Eingangsabgaben entrichten, weil sie in den östlichen Preuſsischen Provinzen versteuert worden sind, sollen angeschrieben werden, und die davon etwa dort schon

entrichteten Eingangsabgaben nichts desto weniger 1828
nach vorstehendem Maafsstabe zur gemeinschaftlichen Vertheilung kommen. Dagegen können die Eingangsabgaben von dergleichen Gegenständen, welche in dem Grofsherzogthum Hessen oder in den westlichen Preufsischen Provinzen versteuert worden sind und in die östlichen Provinzen der Monarchie übergehen, um daselbst zur Verzehrung zu gelangen, als ausschlieslich für die Krone Preufsen erhoben berechnet und von der Vertheilung ausgenommen werden.

Um das Theilungsverhältnifs genau zu bestimmen, sollen von drei zu drei Jahren die Uebersichten von der neuesten Bevölkerung gegenseitig mitgetheilt, und diese Mittheilung soll zuerst unmittelbar nach Vollziehung des Art. III. gegenwärtiger Uebereinkunft bewirkt werden.

Art. IX. Wegen Verschiedenheit der inneren Besteuerung in den beiderseitigen Staaten ist auch nach erfolgter Vereinigung:

A. In Beziehung auf den Uebergang aus dem Grofsherzogthum Hessen in den Preufsischen Staat:

a. die Einfuhr von Kochsalz und Spielkarten verboten;

b. die Einfuhr von Branntwein mit einer Abgabe von $6\frac{1}{4}$ Rthlr. von der Preufsischen Ohm zu 120 Preufsischen Quart à 50% Alkohol nach Tralles;

c. die Einfuhr von Bier und Essig mit einer Abgabe von 25 Sgr. von der Preufsischen Ohm;

d. die Einfuhr von Tabacksblättern und fabricirtem Taback mit einer Abgabe von 1 Rthlr. vom Centner; — und

e. die Einfuhr von Wein, bei dem Uebergang in die westlichen sowohl, als die östlichen Provinzen, mit einer Abgabe von 4 Rthlr. 20 Sgr. von der Preufsischen Ohm

in die östlichen Provinzen, jedoch zusätzlich der Steuer, welche die eigenen Preufsischen Weine aus den westlichen Provinzen bei dem Uebergang in die östlichen zu entrichten haben, belegt, wogegen der aus dem Grofsherzogthum Hessen in die Preufsische Monarchie übergehende Wein und Branntwein keiner weiteren Consumtionsauflage, namentlich weder Tranksteuer, noch Zapfgebühr, unterworfen ist.

Bei der Einfuhr von Mehl, Getreide und Schlachtvieh in Preufsische Städte, wo Mahl- und Schlacht-

1828 Steuer besteht, ist nur diese Abgabe, eben so wie von den inländischen gleichartigen Producten, zu entrichten.

Sollte der Obstwein in dem Preufsischen Staate einer allgemeinen Steuer unterworfen werden, so ist solche auch von dem übergehenden Hessischen Obstwein zu entrichten.

B. In Beziehung auf die Einfuhr aus dem Preufsischen Staate in das Grofsherzogthum Hessen ist:

a. das Einbringen von Salz in die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen, mit alleiniger Ausnahme des Regiesalzes, verboten, dagegen in die Provinz Oberhessen, vorbehaltlich jedoch der näheren Uebereinkunft über gegenseitige Sicherstellung, abgabefrei erlaubt;

b. das eingeführt werdende Schlachtvieh, da, wo es geschlachtet wird, der allgemeinen Schlachtaccise von 1 fl. 40 kr. bis 5 fl. von Grofsvieh und 15 kr. bis 1 fl. von Kleinvieh;

c. das Bier der allgemeinen Fabricationsgebühr von 40 kr. pr. Ohm, Grofsherzoglich Hessischen Maafses;

d. der Branntwein bei der Einlage der von dem Einlegenden jedoch nur einmal zu entrichtenden Tranksteuer von 5 fl. 20 kr. pr. Grofsherzoglich Hessische Ohm;

e. der Obstwein ebenfalls bei der Einlage der von dem Einlegenden einmal zu entrichtenden Tranksteuer von 2 fl. pr. Grofsherzoglich Hessische Ohm; endlich

f. der Wein bei der jedesmaligen Einlage und so oft er an einen anderen Eigenthümer übergeht, der allgemeinen Tranksteuer von 30 kr. pr. Ohm, und da, wo er im Kleinen verkauft wird, der Zapfgebühr nach ihren verschiedenen Klassen unterworfen.

Bei der Einfuhr von Preufsischen Producten in diejenigen Grofsherzoglich Hessischen Städte, in welchen städtische Octroiabgaben bestehen, so wie bei der Einfuhr Hessischer Producte in Preufsische Städte, wo Communalauflagen bestehen, sind diese Abgaben eben so, wie von den gleichartigen innländischen Artikeln, zu entrichten.

Art. X. Die an den Königlich Preufsischen Zollstätten eingehenden Eingangs-, Ausgangs- und Durch-

gangs-Abgaben fliessen, bis zur Abrechnung und Abtheilung, in die Königlich Preufsischen, die an den Grofsherzoglich Hessischen Zollstätten eingehenden aber, bis dahin, in die Grofsherzoglich Hessischen Kassen. Aus diesen Gefällen werden vorzugsweise die Verwaltungskosten bestritten, jedoch mit Ausnahme des Baues, der Unterhaltung, Herstellung und Miethung der zum gemeinschaftlichen Zolldienste nöthigen Gebäude und Wohnungsräume, deren Kosten von jeder der beiden Regierungen für eigene Rechnung getragen werden, und das bei der Abrechnung sich herausstellende Guthaben des einen oder des anderen Theils soll gleich nach vollzogener Abtheilung unverzüglich durch baare Zahlung berichtigt werden. 1828

Art. XI. Die Etats über die Zollverwaltungsausgaben im Grofsherzogthum Hessen werden nach Preufsischem Fufs regulirt und der Preufsischen Regierung in einem zweitem Exemplar jährlich mitgetheilt; sie umfassen alle Kosten, welche durch die Zollverwaltung, sowohl an Localverwaltungskosten, als durch die Aufsicht an den Grenzen und im Innern, und durch die Zolldirectionen, so wie durch das Zollrechnungswesen, entstehen. Für diejenigen Kosten jedoch, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung bei den beiderseitigen Ministerien Statt finden, soll von keinem Theil eine Aufrechnung gemacht werden.

Art. XII. Von der tarifmäfsigen Abgabenentrichtung bleiben die für die Hofhaltungen der beiderseitigen hohen Souveräne und ihrer Regentenhäuser, so wie für die bei ihren Höfen accreditirten Gesandten, eingehenden Gegenstände nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Anrechnung gebracht. Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche wegen Einziehung von Zollrechten oder aufgehobenen Befreiungen an Communen oder einzelne Berechtigte gezahlt werden müssen. Uebrigens bleibt es jedem der beiden contrahirenden Theile unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgabenentrichtung in seinem Gebiete ein-, aus- oder durchgehen zu lassen, dergleichen Gegenstände werden jedoch in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon wären zu erheben

1828 gewesen, demjenigen Theil, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, bei der Abrechnung in Anrechnung gebracht.

Art. XIII. Beide contrahirende Theile werden gemeinschaftlich dahin wirken, dafs durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert, und der Befugnifs der Unterthanen des einen Staats, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst fréier Spielraum gegeben werde.

Vorläufig sind sie dahin übereingekommen, dafs Fabricanten und Händler, welche blos zum Ankauf von Waaren, oder Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich zu führen und Bestellungen zu suchen berechtiget sind, auch sich als Innländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem anderen Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten sollen.

Art. XIV. Die Zollstrafen und Confiscate verbleiben, vorbehaltlich der Antheile der Denuncianten, jedem der contrahirenden Theile in seinem Gebiete und bilden also kein Object der gemeinschaftlichen Abtheilung.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht wird ebenfalls von jedem der contrahirenden Theile in seinem Gebiete ausgeübt. Auf Verlangen sollen periodische Uebersichten der erfolgten Strafnachlässe gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. XV. In dem Grofsherzogthum Hessen bleiben die Straferkenntnisse über Zollvergehen zwar, wie bisher, den gewöhnlichen Gerichten überlassen, sie werden jedoch durch einen für die Zolldirection zu Darmstadt besonders anzustellenden Fiscal im Interesse der Verwaltung betrieben werden.

Art. XVI. Die auf den Zolleinkünften etwa dermalen schon lastenden oder im Laufe der Verwaltung entstehenden Pensionen werden von jedem der contrahirenden Theile, welchem die pensionirten Beamten angehören, besonders getragen und bilden also keinen Bestandtheil der von den theilbaren Zolleinkünften in Abzug zu bringenden Verwaltungsausgaben. Derjenige Theil, welcher einen Beamten ange-

stellt hat, ist auch berechtigt, denselben zu entlassen, 1828
und es soll in Beziehung auf die desfallsigen Befugnisse der Regierungen an demjenigen, was in beiden Staaten dermalen gesetzlich besteht, nichts geändert, jedoch sollen die Anträge der Zolldirectionen, wenn sie aus Gründen der Verwaltung die Entfernung eines Beamten vorschlagen, beachtet werden.

Art. XVII. Zur Vollziehung des gemeinschaftlichen Zollgesetzes und zur Leitung der Dienstführung der Localzollbeamten im Grofsherzogthum Hessen soll zu Darmstadt eine aus einem Director und zwei Räthen bestehende, dem dortigen Finanzministerium unmittelbar untergeordnete Zolldirection gebildet und in Beziehung auf ihren Wirkungskreis und die Geschäftsbehandlung gleichförmig mit den Königlich Preufsischen Provinzialsteuerdirectionen eingerichtet werden.

Die Königlich Preufsische Regierung ernennt einen der beiden Räthe bei dieser Zolldirection, und in so fern sie dieses für nothwendig halten sollte, einen Stellvertreter für denselben in Fällen seiner Abwesenheit. Dieser Beamte soll von allen bei der Zolldirection vorkommenden Verwaltungsgeschäften vollständige Kenntnifs erhalten und an denselben Antheil zu nehmen befugt seyn.

Treten Fälle ein, bei welchen in der Zolldirection abweichende Meinungen entstehen, oder für welche keine gesetzliche Bestimmungen vorhanden sind, so hat die Zolldirection an das Grofsherzoglich Hessische Finanzministerium zu berichten, welches alsdann zwar eine provisorische Verfügung erlassen, jedoch vor seiner definitiven Entscheidung sich durch Communication seines Bevollmächtigten mit dem Königlich Preufsischen Bevollmächtigten in Berlin (Art. XXV.) mit der dortigen obersten Verwaltung in Einverständnifs setzen wird.

Art. XVIII. Die Grofsherzoglich Hessische Regierung ernennt, um auch Ihrerseits auf die Zollverwaltung in den westlichen Königlich Preufsischen Provinzen einzuwirken, einen Rath in die Königlich Preufsische Steuerdirection zu Cöln.

Art. XIX. Um ferner die Gleichförmigkeit des Verfahrens der Grofsherzoglich Hessischen Zolldirec-

1828 tion zu Darmstadt mit dem der Königlich Preufsischen Steuerdirection zu Cöln möglichst zu sichern, soll — ohne jedoch hierdurch eine dieser Directionen von der anderen abhängig zu machen — zwischen dem Königlich Preufsischen Rath zu Darmstadt und dem Director zu Cöln, so wie zwischen dem Grofsherzoglich Hessischen Rath zu Cöln und dem Director zu Darmstadt, über alle wichtigere Geschäftsgegenstände eine beständige Correspondenz Statt finden, und in allen zweifelhaften Fällen, welche die Anwendung des Tarifs und die Verwaltungsformen betreffen, in gegenseitigem Einverständnifs vorgeschritten werden.

Läfst sich ein solches Einverständnifs nicht erzielen, so haben beide Zolldirectionen an ihre Finanzministerien zu berichten, und es findet alsdann das Art. XVII. vorgezeichnete Verfahren Statt.

Art. XX. Die Königlich Preufsische Regierung ist berechtigt, jedem der neu organisirt werdenden Grofsherzoglich Hessischen Hauptzollämter einen von ihr zu ernennenden Controleur beizuordnen, der von allen Geschäften desselben und der Nebenämter, sowohl dem Abfertigungsverfahren, als wie der Grenzbewachung, durch Mitcontrolirung Kenntnifs zu nehmen und auf Erhaltung eines übereinstimmenden Verfahrens und Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken hat, allenfalls auch — nach einer näher zu bestimmenden Dienstordnung — einen gewissen Antheil an den laufenden Geschäften übernehmen kann.

Dieselbe Befugnifs bleibt der Grofsherzoglich Hessischen Regierung bei den Königlich Preufsischen Hauptzollämtern vorbehalten, wo sie die Anstellung Grofsherzoglich Hessischer Controleurs nothwendig findet. Die Anzahl der von der Grofsherzoglich Hessischen Regierung an Königlich Preufsischen Hauptzollämtern anzustellenden Controleurs soll jedoch die Zahl derer nicht überschreiten, welche Königlich Preufsischer Seits im Grofsherzogthum Hessen angestellt werden.

Art. XXI. Beide contrahirende Theile sind befugt, den Grenz- und Revisions-Dienst auf der vereinigten Zolllinie periodisch visitiren zu lassen und die unverzügliche Abstellung der Mängel, welche sich etwa bei diesen Visitationen ergeben könnten, zu begehren und zu veranlassen.

Art. XXII. Jeder der contrahirenden Theile 1828
kann die Zollbeamten und Grenzaufseher zugleich auch zur Erhebung, Controlirung und Beaufsichtigung der übrigen, in seinem Gebiete bestehenden indirecten Auflagen verwenden.

Art. XXIII. Beide Regierungen verbinden sich, für die Diensttreue der bei der Zollverwaltung von ihnen angestellten Beamten in der Art zu haften, dafs Ausfälle, welche an den Zollgefällen durch Dienstuntreue eines Beamten erfolgen, der Gemeinschaft von derjenigen Regierung, welche den Beamten angestellt hat, durch Aufrechnung ersetzt werden sollen.

Art. XXIV. Die officiellen Uebersichten über das Einkommen der zur Vertheilung geeigneten Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der aus denselben bestrittenen gemeinschaftlichen Verwaltungsausgaben, sollen gegenseitig von drei zu drei Monaten mitgetheilt werden.

Art. XXV. Von jedem der contrahirenden Theile werden Bevollmächtigte aus den beiderseitigen Finanzministerien ernannt, welche jährlich einmal persönlich zusammenkommen, um die Theilung der gemeinschaftlichen Einkünfte zu bewirken, die erforderliche Abrechnung zu vollziehen, und die Erledigung der Anstände herbeizuführen, welche sich im Laufe der Verwaltung etwa ergeben haben könnten. Zwischen diesen Bevollmächtigten finden auch die Mittheilungen Statt, welche nach Art. XVII und XIX. im Laufe des Jahrs unter den beiderseitigen Ministerien nothwendig werden könnten.

Art. XXVI. Die durch gegenwärtigen Vertrag begründete Zoll- und Handels-Verbindung soll spätestens vom 1. Jul. 1828 an zur Vollziehung kommen und bis zum letzten December 1834 dauern. Sollte alsdann ein Theil aus der Vereinigung treten wollen, so ist eine einjährige vorherige Ankündigung erforderlich.

Unterbleibt diese Ankündigung, so wird angenommen, dafs die Uebereinkunft stillschweigend *auf anderweite sechs Jahre* verlängert worden sey.

Art. XXVII. Gegenwärtige Uebereinkunft unterliegt der Ratification der beiderseitigen Regierungen.

1828 Sobald solche erfolgt ist, soll die Art. III. verabredete Commission in Thätigkeit gesetzt werden, — zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Darmstadt am 5ten Mai 1828.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON RABENAU.

Berlin, den 8ten Mai 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

112.

Déclaration du ministère Prussien du 19 Février 1828, concernant un arrangement avec le royaume de Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 4. p. 23).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem die Königlich-Würtembergsche Regierung die Zusicherung ertheilt hat, dafs vorläufig und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, den Verlegern in den Königlich-Preufsi-

schen Staaten, wenn sie bei der Königlich-Würtembergschen Regierung um ein Privilegium wider den Nachdruck nachsuchen, ganz dieselbe günstige Behandlung, welche in einem solchen Falle die Königlich-Würtembergschen Unterthanen geniefsen, zu Theil werden und das Privilegium namentlich ohne eine andere Gebühr, als welche die letzteren, nach der im Königreich Würtemberg bestehenden Gesetzgebung zu entrichten haben, ertheilt werden soll; 1828

dafs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der *inländischen* Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Verleger des Königreichs Würtemberg Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung gegen letztere begangene Frevel, nach denselben gesetzlichen Bestimmungen beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich-Würtembergschen Ministerio vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 19ten Februar 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Würtembergschen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten unterm 27sten Februar v. J. vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 11ten März 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

113.

1828 *Traité de paix entre la Russie et la Perse, conclu et signé à Tourkmantchaï, le 22 Février* 1828.

(*Le Journal de Francfort* 1828. Nr. 110).

Au nom de Dieu Tout-Puissant!

S. M. le très-haut, très-illustre et très-puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies, et S. M. le Padischah de Perse, également animés d'un sincère désir de mettre un terme aux maux d'une guerre entièrement contraire à leurs mutuelles dispositions, et de retablir sur une base solide les anciens rapports de bon voisinage et d'amitié entre les deux états, au moyen d'une paix qui porte en elle-même la garantie de sa durée, en éloignant tout sujet de différend et de mésintelligence future, ont designé pour leurs plénipotentiaires, chargés de travailler à cette oeuvre salutaire: savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Jean Paskewitsch, son aide-de-camp général et général d'infanterie, commandant le corps d'armée détaché du Caucase, dirigeant la partie civile de la Géorgie, et des gouvernemens d'Astracan et du Caucase, commandant la flotille de la mer Caspienne, et chevalier des ordres de Saint-Alexandre-Nevsky en diamans, de Ste Anne de la 1ère classe en diamans, de St. Vladimir de la première classe, de St. George de la 2e classe, décoré de deux épées d'honneur, dont une en or, avec l'inscription *pour la valeur*, et l'autre enrichie de diamans; et chevalier des ordres étrangers de l'aigle rouge de Prusse de la 1ère classe, du croissant de la Sublime Porte Ottomane, et de plusieurs autres;

Et le Sieur Alexandre Obreskoff, son conseiller d'état actuel et chambellan, chevalier des ordre de St. Vladimir de la 3e classe, de St. Stanislas de Pologne de la 2e classe, et de St. Jean de Jérusalem,

Et S. M. le Schah de Perse, S. A. R. le prince Abbas-Mirza;

Lesquels après s'être réunis à Tourkmantchaï, et 1828
avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. I. Il y aura, à compter de ce jour, paix, amitié et parfaite intelligence entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et S. M. le Schah de Perse de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs états et leurs sujets respectifs, à perpétuité.

Art. II. Considérant que les hostilités survenues entre les hautes parties contractantes, et heureusemens terminées aujourd'hui, ont fait cesser les obligations que leur imposoit le traité de Gulistan, S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Padischah de Perse, ont jugé convenable de remplacer ledit traité de Gulistan par les présentes clauses et stipulations, lesquelles sont destinées à régler et à consolider de plus en plus les relations futures de paix et d'amitié entre la Russie et la Perse.

Art. III. S. M. le Schah de Perse, tant en son nom qu'en celui de ses héritiers et successeurs, cède en toute propriété à l'Empire de Russie le Khanat d'Erivan, tant en-deça qu' en-delà de l'Araxe, et le Khanat de Nakhitshévan. En conséquence de cette cession, S. M. le Schah s'engage à faire remettre aux autorités russes, dans l'espace de six mois au plus, à partir de la signature du présent traité, toutes les archives et tous les documens publics concernant l'administration des deux Khanats sus-mentionnés.

Art. IV. Les deux hautes parties contractantes conviennent d'établir pour frontière entre les deux états, la ligne de démarcation suivante: En partant du point de la frontière des états Ottomans, le plus rapproché en ligne droite de la sommité du pétit Ararat, cette ligne se dirigera jusqu'à la sommité de cette montagne, d'où elle descendra jusqu'à la source de la rivière dite Karassou inférieur, qui découle du versant méridional du petit Ararat, et elle suivra son cours jusqu'à son embouchure dans l'Araxe, vis-à-vis de Chérour. Parvenue à ce point, cette ligne suivra le lit de l'Araxe jusqu'à la forteresse d'Abbas-Abad; autour des ouvrages extérieurs de cette place, qui sont situés sur la rive droite de l'Araxe, il sera tracé un rayon d'un demi-agatch, ou trois verstes et de-

1828 mi de Russie, lequel s'étendra dans toutes les directions; tout le terrain qui sera renfermé dans ce rayon appartiendra exclusivement à la Russie, et sera démarqué avec la plus grande exactitude dans l'espace de deux mois, à dater de ce jour. Depuis l'endroit où l'extrémité orientale de ce rayon aura rejoint l'Araxe, la ligne frontière continuera à suivre le lit de ce fleuve jusqu'au gué de Jédiboulouk, d'où le territoire persan s'étendra le long du lit de l'Araxe sur un éspace de trois agatch ou vingt et un verstes de Russie; parvenue à ce point, la ligne frontière traversera en droiture la plaine du Moughan, jusqu'au lit de la rivière dite Bolgarou, à l'endroit qui se trouve situé à trois agatch ou vingt et un verstes, au-dessous du confluent des deux petites rivières appelées Odinabazar et Sarakamyche. De là, cette ligne remontera de la rive gauche du Bolgarou jusqu'au confluent desdites rivières Odinabazar et Sarakamyche, et s'étendra le long de la rive droite de la rivière d'Odinabazar jusqu'à sa source, et de là jusqu'à la cime des hauteurs de Djikoïr, de manière, que toutes les eaux qui coulent vèrs la mer Caspienne appartiendront à la Russie, et toutes celles dont le versant est du côté de la Perse, appartiendront à la Perse. La limite des deux états étant marquée ici par la crête des montagnes, il est convenu que leur déclinaison du côté de la mer Caspienne appartiendra à la Russie et que leur pente opposée appartiendra à la Perse. De la crête des hauteurs de Djikoïr, la frontière suivra jusqu'à la sommité de Kamarkouïa, les montagnes qui séparent le Talyche du district d'Archa. Les crêtes des montagnes séparans de part et d'autre le versant des eaux, détermineront ici la ligne frontière de la même manière qu'il est dit ci-dessus au sujet de la distance comprise entre la source de l'Odinabazar et les sommités de Djikoïr. La ligne frontière suivra ensuite, depuis la sommité de Kamarkouïa, les crêtes des montagnes qui séparent le district de Zouvante de celui d'Archa, jusqu'à la limite de celui de Welkidji, toujours conformément au principe énoncé par rapport aux versans des eaux. Le district de Zouvante, à l'exception de la partie située du côté opposé de la cime desdites montagnes, tombera de la sorte en partage à la Russie. A partir de la limite du di-

strict de Welkidji, la ligne de frontière entre les 1828
deux états suivra les sommités de Klopouty et de la chaîne principale des montagnes qui traversent le district de Wilkidji jusqu'à la source septentrionale de la rivière dite Astara, toujours en observant le principe relatif aux versant des eaux. De là, la frontière suivra le lit de ce fleuve jusqu'à son embouchure dans la mer Caspienne, et complétera la ligne de démarcation, qui séparera dorénavant les possessions respectives de la Russie et de la Perse.

Art. V. S. M. le Schah de Perse, en temoignage de son amitié sincère pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies, reconnoît solemnellement par le présent article, tant en son nom qu'au nom de ses héritiers et successeurs au trône de Perse, comme appartenans à jamais à l'empire de Russie tous les pays et toutes les isles situés entre la ligne de démarcation désignée par l'article précédent d'un côté et la crête des montagnes du Caucase et la mer Caspienne de l'autre, de même que les peuples nomades et autres qui habitent ces contrées.

Art. VI. Dans le but de compenser les sacrifices considérables, que la guerre qui a éclaté entre les deux états, a occasionné à l'empire de Russie, ainsi que les pertes et dommages qui en sont resultés pour les sujets russes, S. M. le Schah de Perse s'engage à les bonifier moyennant le payement d'une indemnité pécuniaire. Il est convenu entre les deux hautes parties contractantes, que le montant de cette indemnité est fixée à dix kourours de tomans raidje ou vingt millions de roubles d'argent, et que le mode, les termes et les garanties du paiement de cette somme seront réglés par un arrangement particulier, qui aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré mot à mot au présent traité.

Art. VII. S. M. le Schah de Perse ayant jugé à propos de désigner pour son successeur et héritier présomtif, son auguste fils le prince Abbas-Mirza, S. M. l'Empereur de toutes les Russiës, afin de donner à S. M. le Schah de Perse un témoignage public de ses dispositions amicales et de son désir de contribuer à la consolidation de cet ordre de succession, s'engage à reconnoître dès aujourd'hui dans l'auguste

1828 personne de S. A. R. le prince Abbas-Mirza le successeur et l'héritier presomtif de la couronne de Perse, et à le considérer comme légitime souverain de ce royaume dès son avenement au trône.

Art. VIII. Les bâtimens marchands russes jouiront, comme par le passé, du droit de naviguer librement sur la mer Caspienne et le long de ses côtes et d'y aborder. Ils trouveront en Perse secours et assistance en cas de naufrage. Le même droit est accordé aux bâtimens marchands persans de naviguer sur l'ancien pied, dans la mer Caspienne et d'aborder aux rivages russes, où en cas de naufrage, les persans recevront réciproquement secours et assistance.

Quant aux bâtimens de guerre, ceux qui porteront le pavillon militaire russe, étant ab antiquo les seuls qui aient eu le droit de naviguer sur la mer Caspienne, ce même privilège exclusif leur est par cette raison également réservé et assuré aujourd'hui, de sorte, qu'à l'exception de la Russie, aucune autre puissance ne pourra avoir des bâtimens de guerre sur la mer Caspienne.

Art. IX. S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse ayant à coeur de resserrer par tous les moyens, les liens si heureusement rétablis entre eux, sont convenus que les ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires, qui pourroient être réciproquement délégués auprès des hautes cours respectives, soit pour s'acquitter d'une mission temporaire, soit pour y résider en permanence, seront reçus avec les honneurs et distinctions analogues à leur rang et conformes à la dignité des hautes puissances contractantes, comme à l'amitié sincère qui les unit et aux usages du pays. On conviendra à cet effet, moyennant un protocole spécial, du cérémonial à observer de part et d'autre.

Art. X. S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse considérant le rétablissement et l'extension des relations commerciales entre les deux états, comme un des premiers bienfaits que doit produire le retour de la paix, sont convenus de régler dans un parfait accord, toutes les dispositions relatives à la protection du commerce et à la sureté des sujets respectifs, et de les consigner dans un acte

séparé et ci-annexé, arrêté entre les plénipotentiaires 1828
respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant partie integrante du présent traité de paix. S. M. le Schah de Perse réserve à la Russie, comme par le passé, le droit de nommer des consuls ou agens commerciaux, partout où le bien du commerce l'exigera, et il s'engage à faire jouir ces consuls et agens, chacun desquels n'aura pas une suite de plus de dix individus, de la protection, des honneurs et des privilèges affectés à leur caractère public. S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet de son côté, d'observer une parfaite réciprocité à l'égard des consuls ou agens commerciaux de S. M. le Schah de Perse. En cas de plainte fondée de la part du gouvernement persan contre un des agens ou consuls russes, le ministre ou chargé d'affaires de Russie, résidant à la cour de S. M. le Schah es sous les ordres immédiats duquel ils seront placés, le suspendra de ses fonctions, et en conférera provisoirement la gestion à qui il jugera convenable.

Art. XI. Toutes les affaires et réclamations des sujets respectifs, suspendues par l'évenement de la guerre, seront reprises et terminées suivant la justice après la conclusion de la paix. Les créances que les sujets respectifs peuvent avoir les uns envèrs les autres, ainsi que celles sur le fisc, seront promptement et entièrement liquidées.

Art. XII. Les hautes parties contractantes conviennent d'un commun accord, dans l'intérêt de leurs sujets respectifs, de fixer un terme de trois ans, pour que ceux d'entre eux qui ont simultanément des propriétés immobilières en decà et en delà de l'Araxe, aient la faculté de les vendre, ou de les échanger librement. S. M. l'Empereur de toutes les Russies excepte néanmoins du bénéfice de cette disposition, en autant qu'elle la concerne, le ci-devant Sardar d'Erivan, Hussein-Khan, son frère Hassan-Khan et Kérim-Khan, ci-devant gouverneur de Nakhitchévan.

Art. XIII. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, soit dans le cours de la dernière guerre, soit auparavant, de même que les sujets des deux gouvernemens, réciproquement tombés en captivité, à quelqu' époque que ce soit, seront tous libre-

1828 ment rendus dans le terme de quatre mois, et après avoir été pourvus de vivres et autres objets nécessaires, ils seront dirigés sur Abbad-Abad, pour y être remis entre les mains des commissaires respectivement chargés de les recevoir et d'aviser à leur renvoi ultérieur dans leurs foyers. Les hautes parties contractantes en useront de même à l'égard de tous les prisonniers de guerre et de tous les sujets russes et persans réciproquement tombés en captivité, qui n'auroient pas été restitués dans le terme susmentionné, soit en raison de l'éloignement où ils se seroient trouvés, soit par toute autre cause, ou circonstance. Les deux gouvernemens se reservent expressément le droit illimité de les réclamer en tout tems, et ils s'obligent à les restituer mutuellement à mesure qu'il s'en présentera, ou à mesure qu'ils les réclameront.

Art. XIV. Les hautes parties contractantes n'exigeront pas l'extradition des transfuges et déserteurs, qui auroient passé sous leur domination respective avant ou pendant la guerre. Toutefois pour prévenir les conséquences mutuellement préjudiciables qui pourroient résulter des intelligences que quelques-uns de ces transfuges chercheroient à entretenir avec leurs anciens compatriotes ou vassaux, le gouvernement persan s'engage à ne pas tolérer dans des possessions situées entre l'Araxe et la ligne formée par la rivière dite Tchara, par le lac d'Ourmie, par la rivière dite Djakatou et par la rivière dite Kizil-Ozane jusqu'à son confluent dans la mer Caspienne, la présence des individus qui lui seront nominalement désignés maintenant ou qui lui seroient signalés à l'avenir. S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet également de son côté de ne pas permettre que les transfuges persans s'établissent ou restent à demeure dans les Khanats de Karabag et de Nakhitchévan, ainsi que dans la partie du Khanat d'Erivan située sur la rive droite de l'Araxe. Il est entendu toutefois que cette clause n'est et ne sera obligatoire, qu'à l'égard d'individus revêtus d'un caractère public ou de certaine dignité, tels que les Khans, les begs et les chefs spirituels ou mollahs, dont l'exemple personel, les instigations et les intelligences clandestines pourroient exercer une influence pernicieuse sur leurs anciens compatriotes, administrés ou vassaux. Pour ce qui

concerne la masse de la population dans les deux pays, 1828
il est convenu entre les hautes parties contractantes, que les sujets respectifs qui auroient passé ou qui passeroient à l'avenir d'un état dans l'autre, seront libres de s'établir ou de séjourner partout où le trouvera bon le gouvernement sous la domination duquel ils se seront placés.

Art. XV. Dans le but bienfaisant et salutaire de ramener le calme dans ses états et d'écarter de ses sujets tout ce qui pourroit aggraver les maux qu'a déjà attirés sur eux la guerre à laquelle le présent traité a mis si heureusement fin, S. M. le Schah accorde une amnistie pleine et entière à tous les habitans et fonctionnaires de la province dite l'Adzerbaidjane. Aucun d'eux, sans exception de catégorie, ne pourra être ni poursuivi, ni molesté pour ses opinions, pour ses actes ou pour la conduite qu'il auroit tenue soit pendant la guerre, soit pendant l'occupation temporaire de ladite province par les troupes russes. Il leur sera accordé en outre le terme d'un an, à dater de ce jour, pour se transporter librement avec leurs familles des états persans dans les états russes, pour exporter et pour vendre leurs biens-meubles, sans que les gouvernemens ou les autorités locales puissent y mettre le moindre obstacle, ni prélever aucun droit ou aucune rétribution sur les biens et sur les objets vendus ou exportés par eux. Quant à leurs biens immeubles, il leur sera accordé un terme de cinq ans pour les vendre et pour en disposer à leur gré. Sont exceptés de cette amnistie ceux qui se rendroient coupables, dans l'espace de tems susmentionné d'un an, de quelque crime, ou délit passible des peines punies par les tribunaux.

Art. XVI. Aussitôt après la signature du présent traité de paix, les plénipotentiaires respectifs s'empresseront d'envoyer en tous lieux les avis et injonctions nécessaires pour la cessation immédiate des hostilités.

Le présent traité de paix, dressé en deux instrumens de la même teneur, signé par les plénipotentiaires respectifs, muni du cachet de leurs armes et échangé entre eux, sera confirmé et ratifié par S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah

1828 de Perse, et les ratifications solennelles, revêtues de leur propre signature, en seront échangées entre leurs plénipotentiaires dans le terme de quatre mois, ou plutôt si faire se peut.

Fait au village de Tourkmantchaï, le 22 Février 1828, et le 5 de Schebone 1243 de l'Egyre.

114.

Convention de Commerce et d'Amitié entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, de l'autre, faite et conclue à S:t. Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ Février 1828, et ratifiée à Stockholm le 27 Mars, et à S:t. Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ Mars de la même année.

(*Cum Gratia et Privilegio S:ae R:ae Maj:tis.* Stockholm, tryckt i Kongl. Tryckeriet, 1828).

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, animés d'un égal désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage, qui les unissent si heureusement, ont résolu, d'un commun accord, après l'expiration de l'Acte Additionnel au Traité de Paix de Frédricshamn, conclu à St. Petersbourg le $\frac{\text{10 Septembre}}{\text{29 Août}}$ 1817, de régler, par une nouvelle Convention, tout ce qui concerne les relations de commerce entre Leurs sujets respectifs. A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, sa-

voir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, 1828
le Sieur Nicolas Frédéric, Baron de Palmstjerna, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plenipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Général-Major, Aide de Camp Général et Chambellan de Sa Majesté; Porte-Etendard de Ses Ordres, Commandeur de l'Ordre de l'Etoile Polaire et Chevalier de celui de l'Epée: et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, le Sieur Charles Robert, Comte de Nesselrode, Son Conseiller Privé actuel et Chambellan actuel, Membre du Conseil de l'Empire, Secrétaire d'Etat dirigeant le Ministère des Affaires Etrangères, Chevalier des Ordres de St. Alexandre Newsky, de St. Wladimir de la première classe, de l'Aigle blanc de Pologne, Chevalier de l'Ordre des Séraphins de Suède, et de plusieurs autres; et le Sieur Robert Henri, Comte de Rehbinder, Son Conseiller Privé et Chambellan actuel, Secrétaire d'Etat pour les affaires du Grand-Duché de Finlande, Chevalier de l'ordre de Ste Anne de la première classe et Grand Croix de celui de St. Wladimir de la seconde; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les bâtimens Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Russes et Finlandais, seront traités dans les ports respectifs des deux Hautes Puissances Contractantes, tant à leur entrée, qu' à leur sortie, à l'égal des nationaux, pour les droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ainsi que pour tout autre droit ou imposition, payable, soit à la Couronne, soit aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques, à quel titre et sous quelle dénomination que ce soit.

Cette stipulation est également applicable à toutes les embarcations et à tous les bâtimens marchands, chargés ou sur leur lest, quelles qu'en soient la capacité et la construction.

En attendant qu'un règlement uniforme puisse être établi dans les ports Russes de la Mer Baltique, de la Mer Noire et de la Mer d'Azoff, pour le payement des impositions et droits dénommés ci-dessus, les bâtimens Suédois et Norvégiens y seront traités sur le pied des nations les plus favorisées.

1828 Les bâtimens clincarts et non pontés des habitans de la Finlande, en naviguant directement entre la Suède et la Finlande, ne payeront, dans les ports de Suède, que les droits de douane et autres dits *Helfria*, sans l'augmentation, à laquelle les bâtimens Suédois et étrangers de la même construction ont été assujettis. Les bâtimens Suédois clincarts et non pontés jouiront de la même exemption dans les ports de la Finlande.

Les bâtimens des paysans Finlandais continueront à jouir, dans les ports de Suède, des mêmes facilités, qui leur ont été accordées jusqu'ici, pour la déclaration des cargaisons, et pour le mode d'acquittement des droits.

Art. II. Toutes les denrées et marchandises, dont l'importation dans les ports Russes est légalement permise sur des bâtimens nationaux, qu'elles soient les productions du sol ou de l'industrie des Royaumes de Suède et de Norvège, ou de tout autre pays, pourront également être importées dans les dits ports sur des bâtimens Suédois et Norvégiens, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, à quel titre et sous quelle dénomination que ce soit, que si elles étoient importées sur des bâtimens nationaux.

Réciproquement, toutes les denrées et marchandises, dont l'importation dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège est légalement permise sur des bâtimens nationaux, qu'elles soient les productions du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie, ou de tout autre pays, pourront également être importées dans les dits ports sur des bâtimens Russes, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, à quel titre et sous quelle dénomination que ce soit, que si elles étaient importées sur des bâtimens Suédois et Norvegiens.

Toutes les denrées et marchandises, dont l'exportation des ports Russes est légalement permise sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportées par les bâtimens Suédois ou Norvégiens, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, que si l'exportation était effectuée par des bâtimens Russes.

Réciproquement, toutes les denrées et marchandises, dont l'exportation des ports des Royaumes de

Suède et Norvège est légalement permise sur des bâ- 1828
timens nationaux, pourront également en être exportées par les bâtimens Russes, sans être assujetties à des droits plus forts ou autres, que si l'exportation était effectuée par des bâtimens Suédois ou Norvégiens.

Les stipulations du présent Article ne seront applicables, ni au pavillon Suédois et Norvégien dans les ports Finlandais, ni au pavillon Finlandais dans les ports de Suède et de Norvège. Il est convenu, en outre, que les Deux Hautes Parties Contractantes n'entendent point préjudicier, par ces mêmes stipulations, aux Conventions, qu'Elles concluraient respectivement avec une Puissance tierce, et par lesquelles il serait concédé quelque avantage spécial pour l'importation ou l'exportation de certaines marchandises déterminées; et ces Conventions ne pourront être invoquées en faveur des sujets Russes en Suède et en Norvège, ni en faveur des sujets Suédois et Norvégiens en Russie.

Art. III. Toutefois, les Conventions particulières, conclues ou à conclure entre l'une des deux Hautes Parties Contractantes et une Puissance tierce, ne pourront déroger à la faculté, qui, par suite de l'Article II, est accordée aux sujets respectifs relativement à l'importation du sel, de quelque endroit que ce soit, et moyennant les mêmes droits, que payent les nationaux, tant par les vaisseaux et bâtimens marchands Russes en Suède et en Norvège, que par les vaisseaux et bâtimens marchands Suédois et Norvégiens en Russie.

De cette disposition sont exceptés les ports Russes sur la Mer Noire, pour aussi longtems, que l'importation du sel y est géneralement prohibée.

Les vaisseaux et bâtimens marchands appartenant aux habitans du Grand Duché de Finlande pourront importer le sel, de quelque endroit que ce soit, dans tous les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, en payant les mêmes droits et aux mêmes conditions que les nationaux, et les vaisseaux et bâtimens marchands Suédois et Norvégiens jouiront, avec une parfaite réciprocité, de la même faculté dans tous les ports du Grand Duché de Finlande. Il ne pourra être dérogé à ce privilége réciproque par suite d'une Convention quelconque, qui pourrait être conclue par

1828 l'une des deux Hautes Parties Contractantes avec une Puissance tierce.

Le sel pourra être également importé des ports de Suède dans ceux de la Finlande, par les bâtimens ouverts ou pontés appartenans aux habitans du Grand Duché, sans être soumis à des droits plus forts ou autres, que s'il venait directement du lieu de sa production, sur des bâtimens Finlandais, jouissant de l'exemption dite *Helfrihet.*

Art. IV. L'Alun, le Rouge souffré et le Hareng pourront être importés de Suède et de Norvège sur des bâtimens Suédois, Norvégiens, Russes ou Finlandais dans les ports Russes de la Baltique et de la mer Blanche, en ne payant que la moitié des droits fixés dans le Tarif des douanes Russes.

L'Huile de baleine, importée de Suède ou de Norvège sur des vaisseaux appartenans aux sujets de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes, ne payera qu'un tiers des droits fixés dans le Tarif des douanes de l'Empire.

Le Poisson salé, autre que le Hareng, et le Poisson sec importé de la même manière, payeront, dans le port de St. Pétersbourg, un droit qui n'excédera point un Rouble en argent par poud; dans les ports de la mer Blanche, un droit qui n'excédera point sept Copeks en argent par poud, et dans les autres ports de l'Empire, la moitié des droits fixés par le Tarif des douanes Russes.

L'Alun Suédois, importé à St. Pétersbourg, y sera libéré du triage, ainsi que de la rétribution payée à ce titre.

Le droit pour l'emmagasinage du Hareng Suédois ou Norvégien, importé dans ce port, ne pourra dépasser quatre vingt Copeks en assignations par tonneau.

Le Suif, importé en Suède des ports de la Russie par des bâtimens Suédois, Norvégiens, Russes ou Finlandais, ne sera assujetti qu' à la moitié des droits d'entrée et autres, généralement fixés pour cette marchandise en Suède. Les Chandelles (de suif) pourront y être importées de la même maniere, moyennant un droit de cinq pour cent, en sus de ce qu'on paye pour le Suif.

Le Thé de caravane, importé de Russie en Suède sur des bâtimens appartenans aux sujets de l'une ou

l'autre des Haute Parties Contractantes, jouira d'une 1828
diminution de dix pour cent du taux général des droits d'entrée et autres, auxquels cette denrée est soumise en Suède.

La Farine, le Blé, le Chanvre, les Cordages, la Toile à voile, le Goudron et les matériaux de construction, importés des ports Russes de la mer Blanche dans la province Norvégienne de Finmarken, ne seront, à leur entrée, assujettis à aucun droit de douane.

Art. V. L'expérience ayant démontré, que le droit d'entrepôt qui, en vertu de l'Article X. de l'Acte Additionnel au Traite de paix de Frédricshamn, a été accordé aux sujets respectifs, pourrait être, sous de certains rapports, restreint, sans qu'il en résulte un inconvénient pour leurs relations commerciales, tandis qu'en même tems il a été reconnu utile de déterminer plus spécialement les conditions, auxquelles ce droit peut être concédé de part et d'autre, les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues des stipulations qui suivent:

Les commerçans Suédois et Norvégiens jouiront du droit d'entrepôt pour l'alun, le rouge souffré, le hareng et autre poisson salé, ainsi que pour le poisson sec, à St. Pétersbourg et à Riga pendant huit mois, et à Archangel pendant douze mois, à dater du jour de l'arrivée de la marchandise, sans payer aucun droit ou imposition. Le sel importé sur des bâtimens Suédois ou Norvégiens à St. Pétersbourg, à Reval, ou dans les ports de Livonie et de Courlande, pourra également y être mis en entrepôt, sans payer de droit, et aux conditions établies par le règlement actuellement en vigueur.

Toutes les marchandises, qui sont la propriété de commerçans Suédois et Norvégiens, pourront être mises en entrepôt à Åbo et à Helsingfors. Sont exceptées les marchandises, qui, n'étant pas des productions du sol ou de l'industrie de la Suède ou de la Norvège, sont généralement prohibées à l'entrée en Finlande. Pour les marchandises qui seront mises en entrepôt dans les susdits ports de Finlande, il sera payé à l'entrée un demi pour cent de leur valeur. Si ces marchandises restaient à l'entrepôt au de là de deux ans, ce payement d'un demi pour cent sera renouvellé,

1828 d'abord, au bout des deux premières années, et ensuite, à l'expiration de chacune des années suivantes. Quelle que soit la durée de l'entrepôt, les marchandises payeront à leur sortie une nouvelle imposition d'un demi pour cent.

Les productions et marchandises Russes, le sel importé par les bâtimens Russes, et toutes les marchandises qui sont la propriété des commerçans Finlandais, pourront être mises en entrepôt à Stockholm, Gothembourg, Carlshamn et Landscrona, ainsi qu'à Christiania et à Hammerfest, et dans tout autre port Norvégien, où il y a une chambre de douane, aux conditions qui se trouvent fixées pour les marchandises de même nature, importées sur des bâtimens Suédois et Norvégiens.

Cependant, pour ce qui regarde les marchandises produites et fabriquées dans un pays tiers, qui seraient déclarées pour la consommation intérieure du pays, où elles ont été importées et mises en entrepôt, les droits d'entrée et autres seront perçus alors, tant en Suède et en Norvège, qu'en Finlande, selon la qualité du bâtiment par lequel l'importation a eu lieu, l'augmentation connue sous la dénomination de *Ofri Tull* étant, en ce cas, applicable aux objets apportés par les bâtimens non privilégiés.

Le sel importé par des bâtimens appartenant aux sujets respectifs, et qui, après avoir été mis en entrepôt, sera déclaré pour la consommation, payera les droits conformément aux stipulations contenues dans l'Article III. sans que, dans ces cas, et pour le payement de ces droits, il soit fait aucune distinction entre les bâtimens privilégiés et non privilégiés.

Sont exceptés du droit d'entrepôt dans les ports Norvégiens, les articles suivans, quel que soit l'endroit de leur production, et pour aussi longtems que l'importation de ces articles y est généralement prohibée, savoir: l'eau de vie de grain, les liqueurs fabriquées de cette eau de vie ou de genièvre, les cartes à jouer, le café rôti, et autres végétaux, préparés de même pour servir de surrogat au café.

La réexportation des denrées mises en entrepôt est permise, de part et d'autre, dans tous les ports désignés au présent Article.

ART. VI. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège aura le droit de faire exporter, annuellement, des ports du Golfe de Finlande, ou de la Mer Baltique sous la domination de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, jusqu' à la concurrence de Deux Cent Mille Tschetwerts de blé, libre de tout droit de sortie, et sans qu'il soit fait aucune restriction ou exception pour les années, où l'exportation serait en général prohibée. Ceux qui feront les envois devront être munis, comme par le passé, des preuves nécessaires pour justifier, que les achats ont été faits pour compte de Sa dite Majesté, ou en vertu de Son autorisation. 1828

S'il arrivait, que la quantité stipulée ci-dessus n'eût pas été exportée avant la fin de l'année, cela ne pourra pas servir à augmenter l'exportation du blé, en faveur de la Suède, pour l'année suivante.

La Norvège pourra annuellement exporter des ports de la Mer Blanche, libre de tout droit de sortie, jusqu' à la concurrence de Vingt Cinq Mille Tschetwerts de blé, sur des bâtimens Norvégiens, et une égale quantité sur des bâtimens Russes. Il dépendra de la convenance réciproque des acheteurs et des vendeurs de substituer la farine au blé, pour une partie ou pour la totalité de la quantité susmentionnée, et, dans ce cas, la farine sera également libre de tout droit de sortie.

ART. VII. Les vaisseaux Russes venant de la Mer Blanche dans les ports de la province de Finmarken en Norvège, pourront vendre leurs marchandises à bord, conformément à ce qui s'est légalement pratiqué jusqu' ici, dans les villes pendant quatre semaines, non seulement aux paysans, mais aussi aux bâtimens Norvégiens, et dans tout autre port du Finmarken, aux bâtimens Norvégiens pendant quinze jours.

ART. VIII. Il sera permis aux habitans des Communes d'Utsjocki et d'Enara dans la Laponie Finlandaise, de faire un commerce d'échange avec les bâtimens Russes, arrivant de la Mer Blanche sur cette partie des côtes du Golfe de Varanger, qui, ci-devant, était comprise dans les districts appellés communs, ainsi qu'à l'embouchure de la rivière du Pasvig, en troquant leurs propres productions contre les denrées suivantes de première nécessité, savoir: blé, farine,

1828 gruau, pois, chanvre, toile à voile, cordages, goudron, suif, chandelles et sel. Il n'y sera prélevé nul droit sur ce trafic.

Art. IX. Les bâtimens de commerce Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Russes et Finlandais, pourront, conformément à ce qui a été pratiqué jusqu'ici, importer, directement de Suède et de Norvège en Finlande, toutes sortes d'objets manufacturés, denrées et marchandises, qui sont le produit du sol ou de l'industrie des dits Royaumes, et dont l'entrée est permise en général. Il ne sera perçu, à l'entrée de ces objets de commerce, que la moitié des droits qu'ils payeraient selon le taux du Tarif général, et d'après les ordonnances existantes, soit à l'État, soit aux villes et à des établissemens particuliers, s'ils étaient importés par les bâtimens Finlandais, directement de tout autre pays, dont ils seraient la production.

Le même avantage est accordé en Suède à toutes sortes de marchandises, denrées et productions Finlandaises, dont l'importation est permise en général, et qui viennent directement de la Finlande sur des bâtimens Suédois, Norvégiens, Russes ou Finlandais.

Le goudron pourra être importé de Finlande en Suède, sans payer aucun droit de douane.

Art. X. Toutes les productions du sol ou de l'industrie de la Suède et de la Norvège, dont l'entrée est en général défendue en Finlande, y seront, néanmoins, admises, conformément à ce qui a été pratiqué jusqu'ici, lorsqu'elles viendront directement de Suède et de Norvège, et sans qu'elles soient assujetties à des droits de douane, plus forts que dix pour cent de la valeur de la marchandise.

Les produits du sol ou de l'industrie de la Finlande, dont l'entrée est généralement défendue en Suède, y jouiront du même avantage, lorsqu'ils viendront directement de la Finlande.

L'eau de vie, le salpêtre, et les cartes à jouer, sont, cependant, exceptés de cette permission générale d'importation, et ces Articles ne pourront être importés, ni de Suède ou de Norvège en Finlande, ni de Finlande en Suède et en Norvège.

Art. XI. En adoptant, par les Articles IX. et X., les principes généraux, qui règleront, pendant la durée

de la présente Convention, le commerce entre la Finlande et la Suède, les deux Hautes Parties Contractantes, considérant la nature particulière de ce commerce, et voulant davantage encore faciliter les relations réciproques, sont convenues, en conformité des dispositions arrêtées précédemment, de fixer séparément par des Tarifs spéciaux, annexés à la présente Convention, les droits d'entrée, auxquels seront soumises, dans les pays respectifs, quelques unes des productions de leur sol ou de leur industrie. Ces Tarifs, dont l'un concerne les marchandises importées de Finlande en Suède, l'autre celles qui sont importées de Suède en Finlande, auront la même force et valeur, que s'ils étaient textuellement insérés dans la présente Convention.

Art. XII. Les bâtimens Finlandais, ouverts ou pontés, pourront exporter, d'un port Suédois, pour importer en Finlande, le vin, les épiceries et les denrées coloniales, dont l'importation est, en général, permise dans le Grand Duché, sans que, pour les dites marchandises, il soit perçû, à leur entrée en Finlande, des droits de douane plus forts ou autres, que si elles venoient directement du lieu même de leur production, sur des bâtimens Finlandais, jouissant de l'exemption dite *Hel-frihet.*

Art. XIII. La présente Convention commerciale, et les Tarifs spéciaux, mentionnés à l'Article XI, ayant fixé les conditions, auxquelles les denrées et marchandises, provenant des Etats de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, pourront être importées dans ceux de l'autre, il a été reconnu indispensable d'établir des mesures de contrôle, pour prévenir les abus et pour constater l'origine ou l'endroit de fabrication des marchandises, qui devront jouir des avantages stipulés. A cet effet, les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues des règles qui suivent:

1:o Pour les denrées et marchandises, qui s'exportent d'une ville:

a) Toute denrée ou marchandise, arrivant d'une ville, doit être munie d'un certificat, émis par le Tribunal du lieu, et qui atteste, que le propriétaire ou fabriquant a affirmé par serment, devant ce même

1828 Tribunal, qu'elle a été produite ou fabriquée dans le pays, d'où elle est exportée.

b) Pour la validité des dits certificats, lesquels doivent toujours accompagner la marchandise, il est requis, qu'ils soient dûment légalisés par le Consul ou Vice Consul du pays, pour lequel la marchandise est exportée, en cas qu'un fonctionnaire pareil se trouve établi dans la ville.

c) La rétribution pour ces Certificats, délivrés par les Tribunaux et légalisés par les Consuls ou Vice Consuls, ne dépassera, dans aucun des pays respectifs, la somme de Vingt quatre Schillings de Banque de Hambourg, payable aux autorités judiciaires, et la même somme au Consul, pour chaque document, comprenant toutes les marchandises expédiées par la même occasion, pour compte du même propriétaire.

d) Vû les circonstances locales, le port de S:t Pétersbourg est excepté des dispositions générales énoncées ci-dessus, de sorte, que les usages, actuellement suivis, continueront à être observés, par rapport aux Certificats, pour le suif et pour les chandelles, qui s'exportent de ce port pour ceux de la Suède et de la Norvège.

2:o Pour les denrées et marchandises, qui arrivent de la campagne:

Les denrées et marchandises, arrivant de la campagne, jouiront des avantages stipulés, dèsqu'elles sont accompagnées d'un Certificat, émis par l'Autorité Civile (*Kronobetjeningen*) du lieu de l'exportation, et par lequel il est attesté, qu'elles sont le produit du pays, qui les exporte, qu'elles ont été produites et fabriquées à la campagne, et qu'elles en arrivent directement.

3:o Les objets de commerce, qui sont spécifiés dans les Listes Litt^is A. et B., annexées aux Tarifs, sont entièrement exceptés des dispositions renfermées dans le présent Article: soit qu'ils viennent d'une ville, soit qu'ils arrivent de la campagne, ils pourront être importés librement, et jouiront des avantages stipulés, sans être accompagnés de Certificats.

Art. XIV. Les propriétaires de forges en Finlande pourront, pendant le cours de trois ans, à dater du jour de l'échange des ratifications de la présente Convention, faire acheter annuellement en Suède, et

exporter, libres de droits, non seulement Neuf Mille 1828
Neuf Cent Quarante Six et demi Skeppund de Suède de Fer de fonte de toute espèce, et de tout endroit qu'ils voudront, sans être obligés de s'en tenir aux qualités, que portent leurs privilèges, mais encore Vingt Trois Mille Sept Cent Soixante Sept Skeppund de Minerai de fer, lequel sera pris des endroits et districts, où ce minerai a été puisé auparavant, savoir: des mines de Sudermannie, Dix Neuf Mille Cinq Cent Cinquante Six Skeppund, et de celles de Roslagen, Quatre Mille Deux Cent Onze Skeppund, ainsi que cela a été pratiqué jusqu'ici.

S'il arrivait, que les quantités stipulées n'eûssent pas été exportées avant la fin d'une année, cette circonstance ne pourra servir de raison, l'année suivante, pour augmenter, en faveur du Grand Duché, l'exportation du Fer de fonte et du Minerai; et cette exportation ne pourra, dans aucun cas, outrepasser, pour chaque année, les quantités déterminées ci-dessus.

Art. XV. L'importation du bois de chauffage de Finlande en Suède restera permise, et les droits de douane payables, soit à l'exportation de la Finlande, soit à l'importation en Suède, ne pourront excéder Vingt Schillings de Banque de Suède en argent pour une corde de bois de bouleau, et Douze Schillings en argent pour une corde de bois de toute autre espèce.

Art. XVI. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues de limiter la durée de la présente Convention commerciale au terme de Six ans, à dater du jour de l'échange des Ratifications.

Art. XVII. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications seront échangées à St. Pétersbourg, dans l'espace de Six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St Pétersbourg le $\frac{\text{Vingt Six}}{\text{Quatorze}}$ Février, l'An de grace Mil Huit Cent Vingt Huit.

N. F. Palmstjerna.

Le Comte de Nesselrode.

Le Comte de Rehbinder.

1828 *Annexes*

mentionnées dans les Articles XI. et XIII. de la Convention de Commerce et d'Amitié, signée à S:t Pétersbourg le $\frac{26}{14}$ Février 1828.

Tarif Spécial

pour les marchandises exportées de Finlande en Suède.

	Argent.		
	R.	sk	r.
Ecorce, moulue . . . . 1 tonneau	—	—	4
non moulue . . . . . idem	—	—	1
Bateaux, de la valeur de 100 R:d. en espèces	3	—	—
Baies . . . . . idem	3	—	—
Duvet . . . . . 1 lispund	—	20	—
Poisson, frais (Exempt de droits)	=	=	=
salé, Saumon . . . 1 tonneau	—	24	—
Strömming et autres espèces, idem	—	8	—
Plumes, à lit . . . . 1 lispund	—	10	—
Lard, salé ou fumé . . . . . idem	—	7	2
Verre: vitres, bouteilles, flacons, pots, verres à vin, gobelets, de la valeur de 100 R:d. en espèces	10	—	—
Paille . . . . . 1 skeppund	—	1	—
Houblon . . . . . idem	1	36	—
Fer, clous et tôle de la valeur de 100 R:d. en espèces	—	24	—
Noir de fumée	5	—	—
Cuivre, non forgé . . . . 1 skeppund	—	32	—
Chevaux, par tête	2	—	—
Bestiaux, Bêtes à cornes, grands et petits, par tête	—	32	—
Autres pièces de bétail . . . idem	—	16	—
Cumin . . . . . 1 tonneau	—	10	—
Viande, salée . . . . . idem	—	40	—
Huile, de bouleau, 1 pot (kanna) . . .	—	—	4
de poix . . . . 1 tonneau	—	2	—
Fromage . . . . . 1 lispund	—	6	—
Potasse, calcinée . . . . idem	—	1	—
Vaisseaux, grands ou petits, construits en Finlande et pourvus de cordages, voiles			

		R.	sk	r.
et autres effets d'équipement de la valeur de 100 R:d. en espèces		5	—	—
Lard de veau marin 1 barrique (Åm)		—	6	—
Beurre 1	lispund	—	7	2
Bas de laine ou de lin 1	paire	—	—	3
Sacs, de toile d'étoupes 1	douzaine	—	4	—
Chandelles 1	lispund	—	6	—
Tabac en feuilles	idem	—	3	—
Bois ouvré, produits industriels des paysans, de la valeur de 100 R:d. en espèces		3	—	—
Langues, de boeufs, de moutons, de rennes 1	tonneau	—	24	—
Bois de chauffage, jusqu' à ce qu'il soit autrement ordonné, et en observant la stipulation de l'Art. XV. de la Convention commerciale:				
Bois de bouleau, par corde (famn) . .		—	6	—
de pin et de sapin	idem	—	5	—
Tissus, Notoirement fabriqués par les habitans de la Finlande. Ruban de lin, de la valeur de 100 R:d. en espèces		5	—	—
Mouchoirs 1	douzaine	—	2	—
Toile d'étoupes, non teinte, 1	aune	—	—	1
teinte	idem	—	—	2
Toile, non teinte	idem	—	—	2
teinte	idem	—	—	4
Toiles à voile	idem	—	1	—
Bure, de laine	idem	—	1	—
Oeufs . . . . . la	vingtaine	—	—	10

Les droits de douane, désignés dans le présent Tarif, seront payés en Riksdalers de Suède, espèces sonnantes, ou par l'équivalent en billets de Banque de Suède, selon le cours à fixer au commencement de chaque année.

Il en sera de même relativement aux droits de douane pour les marchandises, taxées d'après leur valeur, et les dispositions générales, établies à cet égard, serviront de règle pour le mode d'évaluation des objets, dont la valeur n'est pas spécialement déterminée par le tarif général en vigueur.

Quant aux droits, revenant aux villes ou à des établissemens particuliers, ils seront acquittés pour les marchandises spécifiées dans le présent tarif, confor-

1828 mément aux principes généraux énoncés à l'Article IX. de la Convention Commerciale.

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REHBINDER.

Tarif Special

pour les marchandises exportées de Suède en Finlande.

	Argent. Roubles	Argent. Copeks
Alun . . . . . 1 tonneau	—	30
Poulies en bois . . . . 10 pièces	—	10
Brosses de toutes espèces, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	5	—
Toiles de coton, imprimées et non imprimées, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .	5	—
Mouchoirs de coton, imprimés, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	5	—
Bois de chêne, non ouvré, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .	—	25
Poisson: morue, hareng, cabillaud, salé 1 tonneau	—	17
Homards, huitres . . 1 Baril (träd)	—	50
Saumon fumé . . . . 1 pièce	—	10
Fruits, de jardin, frais, pommes, poires, prunes et cerises de toutes espèces, 1 quart de tonneau (fjerding) . . .	—	10
Graines, graines de foin (exemptes de droits)	—	—
Couleurs, Rouge Soufré . 1 skeppund	—	50
Craie blanche . 1 skeppund		25
Sarrette . . 1 skeppund		15
Verre, lustres et lampes, de la valeur de 100 Roubles d'argent . . .	5	—
Marmites, en pierre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	2	—

		R.	C.	
Oies, fumées	1 pièce	—	10	1828
Dragées, de plomb .	1 skeppund	—	25	
Gants de Canepin, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		5	—	
Chapeaux, de bois, de racine et de laine, de la valeur de 100 Roubles d'argent		5	—	
Cornes de Cerf, rapées. . .	1 lispund	—	6	
Fer et Acier, fer en barres, de la valeur de 100 Roubles d'argent		1	—	
Fer blanc étamé, ancres, grappins, canons, plaques, clous, fer à boulons, fer coudé, et menus ouvrages en fer, de la valeur de 100 Roubles d'argent		—	50	
Fer noirci de toutes espèces de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubles d'argent		2	—	
Marmites, poêles et ouvrages en fer fondu de toutes espèces, de la valeur de 100 Roubles d'argent		2	—	
Acier, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		—	50	
Carreaux de poêles, vernissés et non vernissés, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—	
Epingles, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—	
Vases de terre et de pierre de toutes espèces, de la valeur de 100 Roubles d'argent		2	—	
Cannes de bois, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—	
Cuivre non ouvré, ou forgé, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .		5	—	
Cire à cacheter, fine .	1 lispund	—	25	
à empreintes . .	1 lispund	—	13	
Joujoux, en bois, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		3	—	
Bronze ordinaire et Fonte, tels que Marmites, mortiers à piler, chandeliers, poêlons et cloches de toutes espèces, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . . .		5	—	
Drèche . . .	1 tonneau	—	10	
Laiton, non ouvré, en plaques,	1 lispund	—	25	
Fil de laiton . .	1 lispund	—	25	
Farine, de froment .	1 lispund	—	5	
Morilles . . .	1 lispund	—	10	
Fruits de l'Eglantier, secs	1 lispund	—	10	

		R.	C.
1828 Fromage . . .	1 lispund	—	8
Papier à lettres . .	1 rame (ris)	—	25
de l'espèce dite *skrifpapper*,	1 rame	—	15
de celle dite *conceptpapper*,	1 rame	—	10
de celle dite *carduspapper*,	1 rame	—	8
brouillard . . .	5 rames	—	10
d'impression . . .	5 rames	—	10
de doublage . . .	5 rames	—	8
de l'espèce dite *presspapper*,	1 lispund	—	8
Carton	1 lispund	—	8
Pipes à tabac, de terre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		2	—
Fayence, de fabrication Suédoise	idem	5	—
Plumes à écrire . .	20 paquets	—	25
Poudre à poudrer . .	1 lispund	—	25
Sirop, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent . .		5	—
Sucre, en pains, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubles d'argent .		10	—
Pierres d'Oeland de la valeur de 100 Roubl. d'argent		5	—
Douves de bois de chêne et de hêtre, et fonds de tonneau du même bois, de la valeur de 100 Roubles d'argent .		5	—
Empois, blanc . . .	1 lispund	—	10
Savon liquide, noir,	1 quart de tonneau	—	10
Tabac, en feuilles . .	1 lispund	—	5
à fumer, en paquets	1 lispund	—	50
en poudre . .	1 lispund	—	65
Tuiles, non vernissées,	1000 pièces	—	25
Huile de baleine et autres semblables, de la valeur de 100 Roubles d'argent .		3	—
Aunes brisées . .	1 douzaine	—	12
Toile cirée, de la valeur de 100 Roubl. d'argent		3	—
Vitriol, vert . .	1 skeppund	—	15
Pois de pigeon . .	1 tonneau	—	10
Tissus, de lin, toiles . .	1 aune	—	1
Bonnets de nuit . .	1 douzaine	—	10
de Soie, de fabrication Suédoise,			
espèces permises, la moitié des droits généralement fixés.			
espèces prohibées par le Tarif général, de la valeur de 100 Roubles d'argent .		10	—

	R.	C.	
de Laine, tels que draps, flanelle, étoffe de laine claire, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	5	1828
Vinaigre, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	50	
Double bière et Porter, de fabrication Suédoise, de la valeur de 100 Roubl. d'argent	—	50	

Les droits de douane, désignés dans le présent Tarif, seront payés en Roubles, espèces sonnantes ou par l'équivalent en assignations de la Banque Impériale de Russie, selon le cours à fixer au commencement de chaque année.

Il en sera de même relativement aux droits de douane pour les marchandises, taxées d'après leur valeur, et les dispositions réglémentaires du Tarif général des Douanes du Grand Duché de Finlande serviront de règle quant au mode d'évaluation de ces marchandises.

Quant aux droits revenant aux Villes, ils seront acquittés pour les marchandises spécifiées dans le présent Tarif, conformément aux principes généraux énoncés à l'Article IX. de la Convention Commerciale.

N. F. Palmstierna.
Le Comte de Nesselrode.
Le Comte de Rehbinder.

Littera A.

Liste

des Objets de Commerce, qui peuvent être importés de Finlande en Suède sans Certificats d'origine.

Ecorce de toute espèce
Poix
Huile de Poix
Pain
Boteaux
Poisson de toute espèce (vivant)
Rais et Jantes pour roues
Poules et Poulets
Houblon
Noisettes
Foin
Paille

1828 Résine
Cumin
Bétail de toute espèce
Saumon
Vaccinium Vitis Idaea
Chiffons servant à la fabrication du papier
Ecorce de bouleau
Fromage
Oiseau-gibier
Beurre
Bottes et Souliers (de l'espèce d'ouvrage dit *Becksöm*)
Strömming
Goudron
Matériaux en bois, toute espèce
Vases en bois
Bure de laine, apportée pour être teinte
Bois de chauffage.

N. F. PALMSTJERNA.
Le Comte DE NESSELRODE.
Le Comte DE REIHBINDER.

Littera B.

Liste

des objets de Commerce, qui peuvent être importés de Suède et de Norvège en Finlande sans certificats d'origine.

Alun, blanc
Bouées, en bois
Cendres: de cuivre, de laiton et de bois.
Ecorce de chêne
Pesons, Suédois, timbrés
Ruches d'Abeilles
Fleurs fraiches, Arbres verts
Bardeaux, de bois de hêtre.
Poulies à l'usage de vaisseaux
Pain de froment ou de seigle
Boussoles
Tonneaux à bière, de bois de chêne ou de hêtre
Pierres à feu, communes
Amadou
Fruits et Légumes: Prunes, Pommes, sèches et fraiches, Cérises, Epines vinettes et suc d'icelles. Rubus Chamæmorus, Mûres et Rob de mûres, Rubus

Arcticus et suc de cette baie, Poires, Concombres, Raifort, Asperges, Fèves, Choux, blancs et choux fleurs, Noisettes et Noisetiers. 1828
Graines de jardinage, d'herbe et de fleurs
Homards
Fer: en barres, Fer à boulon, Fer coudé, Clous, Canons, Plaques forgées, Ancres, Grappins, Bêches, Pelles, Fil de fer, Ouvrages grossiers en fer noirci, ouvrages en fonte, tels que plaques, Enclumes, Marmites, Poêles, Mortiers à piler, Cloches etc. venant de Suède. Fer de fonte et Minerai de fer, importés de Suède en Finlande par les propriétaires de forges Finlandaises, à l'usage de ces forges.
Cordes, de toute espèce, timbrées
Cuivre, ouvré et non ouvré
Saumon, fumé ou salé
Pipes à tabac, en terre
Laiton, ouvré et non ouvré
Bronze commun et Fonte: Cloches, Canons, Marmites, Mortiers à piler etc.
Farine, de froment et de seigle
Tuiles et briques
Huitres
Charrues et Fers de charrues
Argent, ouvré, au timbre de Suède
Claies, à passer du blé ou de la terre
Pierres, à aiguiser, pour parquets et escaliers, Meules, Carreaux, Pierres Sépulcrales, Marmites, Mortiers à Piler, Pierre d'Oelande et de Gottlande.
Acier, non ouvré
Empois, blanc
Soufre
Matériaux de bois, en blocs ou non ouvrés, servant à confectionner les meubles: de bois de hêtre, de chêne, d'aune, de bouleau, de tremble, de genièvre, d'orme, de frêne.
Aunes brisées, au timbre Suédois
Douves et fonds de tonneaux de bois de chêne et de hêtre
Pois de pigeon et autres
Vitriol

N. F. Palmstjerna.
Le Comte de Nesselrode.
Le Comte de Rehbinder.

115.

1828 *Décret d'abdication de S. M. Dom Pedro, Empereur du Brésil, comme roi de Portugal, daté de Rio Janeiro du 3 Mars* 1828.

(*The Times* 1828. May 13. Nr. 13, 591)

The Period having arrived, which I fixed for the completion of my abdication of the crown of Portugal, according to my decree of the 3d of May 1826 and it being necessary to give to the Portuguese nation, always jealous of its independence, an indubitable proof of my desire of its being perpetually separated from Brazil (of which I have the distinct glory and pride of being Sovereign) so as to make even the idea of their being reunited impracticable;

I am pleased, of my own free and spontaneous will, after having pondered on this most important business, to order, as by this my royal decree I do order, that the Kingdom of Portugal be henceforward governed in the name of my dearly beloved daughter Dona Maria II, already its Queen, according to its constitutional charter by me authorized and given, ordered to be sworn, and sworn; declaring, moreover, most expressly, that I have no further claim or right whatever to the Portuguese crown.

The Infant Don Miguel, my much beloved and esteemed brother, Regent of the Kingdoms of Portugal and Algarve, and my Lieutenant, is charged with the execution and publication of the present decree.

Palace of Boa bista on the 3d day of March 1828, with the signature of His Majesty the King.

116.

Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Meiningen concernant les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers, publiée à Stouttgart le 15 Mars 1828.

1828

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg.* 1828. n. 17. pag. 144).

Die K. Württembergische Regierung ist mit der Herzoglich Sachsen-Meinungenschen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Straf-Rechtsfällen und in Gantsachen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

1. In allen *strafrechtlichen Verhandlungen*, bei denen die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats, oder der Gerichtsherrn, oder die für einzelne Communen (im Herzogthum Sachsen-Meinungen) bestehenden Gerichts-Cassen übernommen werden müssen, soll die requirirende Stelle der requirirten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühr, Transport und Bewachung der Gefangenen, zu berechnen und zu erstatten haben; wogegen alle andere Kosten, für Protokollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie für die an die Gerichts-Personen, oder an die Cassen sonst zu entrichtenden Sporteln nicht aufgerechnet werden mögen.
2. In *Gantsachen* sollen die gerichtlichen Requisitionen gegenseitig kostenfrei vollzogen und nur für unvermeidliche baare Auslagen, welche die Vollziehung der Requisitionen etwa nach sich zieht, gegenseitig Ersatz geleistet werden.
3. In allen Fällen hat die requirirende Stelle ihre Schreiben bis an den Abgabe-Ort zu frankiren,

1828 wogegen die ersuchte in unfrankirten Briefen antwortet.

Dem gemäfs haben die Königlichen Gerichte bei vorkommenden Veranlassungen sich zu achten.

Stuttgart, den 15. März 1828.

Auf seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl:

MAUCLER. BEROLDINGEN.

117.

Conventions entre le Wurtemberg et la Saxe royale, le grand duché de Saxe et le duché de Brunsvic concernant les fraix de justice en matières criminelles, publiées à Stouttgart le 17 Mars 1828.

(*Regierungsblatt für das Königreich Württemberg.* 1828. n. 17. pag. 145).

Die K. Württembergische Regierung ist mit der K. Sächsischen, der Grofsherzoglich Sachsen-Weimarschen und der Herzoglich Braunschweig'schen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Straf-Rechtsfällen bei den gegenseitigen Gerichtsstellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

„dafs in allen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats oder der Gerichtsherren übernommen werden müssen, die ersuchende Stelle der ersuchten lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungs-Gebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen zu berechnen und zu erstatten haben soll, wogegen alle andere Kosten, für Protokollirung, Schreib- und Abschrift-Gebühren, so wie für die an die Gerichts-Personen

oder an die Casse sonst zu entrichtenden Sporteln 1828
nicht aufgerechnet werden mögen."

Diese Uebereinkunft, deren Wirksamkeit gegenüber von dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthum Braunschweig mit dem 1. März d. J., gegenüber von dem Grofsherzogthume Sachsen aber mit dem 5. Februar d. J. beginnt, wird andurch zu öffentlicher Kenntnifs gebracht, und den betreffenden Behörden aufgegeben, sich bei eintretenden Fällen nach solcher zu benehmen.

Stuttgart, den 17. März 1828.

Auf Seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl:

MAUCLER. BEROLDINGEN.

118.

Convention entre l'electorat de Hesse et le grand duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition de criminels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle, publiée à Cassel le 19 Mars 1828.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahr 1828. Nr. III. März. pag. 13).

Das unterzeichnete Kurfürstlich-Hessische Staatsministerium erklärt hiermit, dafs zwischen der Kurfürstlichen und der Grofsherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Staatsregierung, in Gemäsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten ertheilten Ermächtigung, über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher und zur Unterstützung der Rechtspflege in Kriminal-Fällen überhaupt folgende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden ist:

ART. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthaltes in einem der beiderseitigen Lande ein Ver-

1828 brechen begangen haben, welches, nach den Grundsätzen der in beiderseitigen Landen geltenden Rechte, eine peinliche Strafe nach sich zieht, sollen, wenn sie vor erfolgender Bestrafung in die anderseitigen Lande sich gewendet haben, an dasjenige Gericht unweigerlich ausgeliefert werden, in dessen Gerichtsbezirke das Verbrechen verübt worden ist.

Haben jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung aus einem der beiden Staaten verlangt wird, darin einen wirklichen Wohnsitz erworben, dergestalt, dafs sie als domiziliirte Landesunterthanen betrachtet werden können; so soll die Auslieferung derselben bis zu einer in jedem einzelnen Falle zwischen dem Kurfürstlich-Hessischen und dem Grofsherzoglich-Sächsischen Ministerium zu treffenden besondern Uebereinkunft ausgestellt bleiben.

Auch wegen blofser Accise- und Contrebande-Vergehen, ohne Unterschied und selbst dann, wenn darauf in dem einen oder in dem anderen Lande entweder überhaupt oder nach den Zeitumständen, z. B. bei Fruchtsperren u. s. w., eine peinliche Strafe gesetzt seyn sollte, findet die Auslieferung nicht Statt, es wäre denn, dafs für den vorkommenden einzelnen Fall zwischen den beiderseitigen Regierungen eine Uebereinkunft getroffen würde.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen Landes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die Untersuchung von einem andern Gerichte, als demjenigen geführt werden, in dessen Bezirke das Verbrechen sich zugetragen hat; so erfolgt die Auslieferung an den die Untersuchung auf sich habenden Richter.

Art. III. Der Auslieferung mufs jedes Mal eine Requisition des die Untersuchung führenden Gerichts vorhergehen. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur Auslieferung, welches sich nicht auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte oder in besonderen Schreiben geschehene Requisition gründet, keiner Gerichtsstelle der beiderseitigen Lande die Annahme eines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Auslieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht würde, wo selbiger schon wegen eines anderen Ver-

brechens bei dem requirirten Gerichte in Untersuchung 1828
befangen ist; so soll die Auslieferung nur alsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde liegenden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von beiden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe, oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit; so unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem einzelnen Falle durch Uebereinkunft der beiderseitigen Regierungen ein Anderes beliebt wird.

Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich vergangen hat; so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Akten und alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mitgetheilt, um danach die auf beiden Verbrechen ruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet; so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher nach Art. III. auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte oder in besonderen Schreiben geschehene Requisition in Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigene Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Kriminal-Fällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen und um Mittheilung der Akten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichtsstellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der

1828 Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn wegen anzustellender Konfrontation die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird; so sollen auf vorgängige Kommunikation der Landes-Justizkollegien derselbe oder dieselben nicht blos bis auf die Grenze, sondern unter den erforderlichen Sicherheits-Anstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden.

Art. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll es nachfolgendermafsen gehalten werden. Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt; so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baaren Auslagen erstattet, sondern auch die sämmtlichen Gerichtsgebühren nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe entrichtet.

Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen; so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und der requirirende Richter erstattet demselben lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, sowie für Kopialien.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Hinsicht der Bezahlung der Kosten in solchen Kriminal-Fällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf die Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage, ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in beiderseitigen Landen etwas weiteres nicht, als das Zeugnifs desjenigen Gerichtes erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten ver-

bunden sein, so wird es angesehen, als ob derselbe 1828
kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. XIV. Den in Kriminal-Untersuchungen zu stellenden Zeugen und anderen abzuhörenden Personen sollen bei wirklich erfolgter Stellung die Reise- und Zehrungs-Kosten nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütungs-Summe und zwar nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung von dem requirirenden Richter sofort verabreicht werden. Bedürfen dieselben deshalb eines Vorschusses, so hat solchen Vorschufs das requirirte Gericht zu übernehmen, das requirirende Gericht aber ungesäumt wieder zu erstatten.

Art. XV. Wenn Verbrechen entweder auf unbestrittener Grenze, oder an solchen Orten, wo selbst die Hoheitsgrenze zweifelhaft ist, verübt worden; so soll die Prävention unter den beiderseitigen Gerichten dergestalt Statt haben, dafs die Untersuchung und Bestrafung demjenigen Gerichte verbleibe, welches den Inquisiten selbst über das angezeigte Verbrechen oder Vergehen zuerst vernommen hat, wobei jedoch zur wechselseitigen Bedingung gemacht wird, dafs solche Fälle in Absicht der Landeshoheit nicht für Besitzhandlungen gelten, noch als solche jemals angezogen werden sollen.

Art. XVI. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande ist annoch festgesetzt, dafs in den Fällen, wenn

a. der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesherrn ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht,

b. die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militär ist, sondern nur aus Polizei-Bedienten oder anderen Personen besteht, auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl und nur höchstens fünf Mann stark ist,

die Durchführung auf blofse Pässe der Polizei-Behörde, welche jedoch die obige Einschränkung unter a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Ortsobrigkeiten gestattet, und die nöthige Assistenz dabei geleistet werden soll. In anderen Fällen aber ist darüber eine vorgängige Korrespondenz der höheren Kollegien fernerweit erforderlich.

1828 Art. XVII. Endlich ist den Polizei-Bedienten beiderseitiger Regierungen verstattet, flüchtigen Verbrechern oder Verdächtigen über die Grenze nachzusetzen, auch solche, wenn nicht sofort die Hülfe der Landesbeamten dazu bewirkt werden kann, anzuhalten; da dann die Angehaltenen jedesmal an das nächste Amt des Landes, worin sie ergriffen worden, abzugeben sind, welches wegen der Auslieferung nach den gegebenen Vorschriften verfährt.

Gleichwie nun die gegenwärtige Vereinbarung auf die Reziprozität gegründet und auf die Beförderung einer unverweilten Justizpflege lediglich gerichtet ist; also werden in selbiger alle beiderseitigen Lande begriffen, und soll dieselbe demnächst in den Landen der beiden höchsten paziszirenden Theile gewöhnlichermafsen bekannt gemacht werden.

Cassel, am 19ten März 1828.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

Witzleben. Schminke. Meyer. Riess.

Vt. Eggena.

Die anher mitgetheilte jenseitige Ausfertigung der obigen Uebereinkunft ist vom Grofsherzoglich-Sächsischen Staatsministerium in Weimar am 1sten Februar 1828 unterzeichnet worden.

119.

Convention entre le Wurtemberg et le grand duché de Hesse concernant les fraix de justice en matières civiles, publiée à Stouttgart le 20 Mars 1828.

(*Regierungsblatt für das Königreich Württemberg.* 1828. n. 17. pag. 146).

Die K. Württembergische Regierung hat mit der Grofsherzoglich Hessischen Regierung wegen gegen-

seitiger kostenfreier Vollziehung von gerichtlichen 1828
Requisitionen in Civil-Rechtssachen, mit Einschluſs der Gantsachen, nachstehende Uebereinkunft geschlossen:

1. Für die Vollziehung von gerichtlichen Requisitionen in Civil- und in Gantsachen sollen gegenseitig keinerlei Kosten in Aufrechnung gebracht werden.

   Dagegen wird

2. für unvermeidliche baare Auslagen, welche die Vollziehung einer Requisition etwa nach sich zieht, jeden Falls mit Ausnahme der Postbestell-Gebühren, gegenseitig Ersatz geleistet.

3. In allen Fällen hat die requirirende Stelle ihre Schreiben bis an den Abgabe-Ort zu frankiren, wogegen die requirirte in unfrankirten Briefen antwortet.

Dem gemäſs haben die Königlichen Gerichte bei vorkommenden Veranlassungen sich zu achten.

Stuttgart, den 20. März 1828.

Auf Seiner Königlichen Majestät höchsten Befehl:

MAUCLER. BEROLDINGEN.

120.

Publication concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre la Russie et le duché d'Oldenbourg, faite à Oldenbourg le 23 Mars 1828.

Oldenburgische Anzeigen. Nr. 25. den 26. März 1828.

Nachdem durch gegenseitige ministerielle Erklärungen zwischen dem Russischen Kaiserreiche und dem Königreiche Polen einer und den Herzoglich-Oldenburgischen Landen anderer Seits das Abzugs- und

1828 Nachsteuer-Recht aufgehoben und in dieser Hinsicht eine vollkommene Freizügigkeit verabredet worden ist, so wird dieses hierdurch öffentlich bekannt gemacht.

Oldenburg, den 23. März 1828.

V. Brandenstein.

Kückens.

121.

Convention entre la Prusse et le duché de Nassau concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles, signée le 27 Mars 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1828. Nr. 6. pag. 43).

Nachdem die Königlich-Preufsische Regierung mit der Herzoglich Nassauischen Regierung dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütung in Untersuchungssachen gegen unvermögende Personen aufzuheben, erklärt das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten hiermit Folgendes:

Art. I. In allen Fällen, wo Delinquenten von einer Königlich-Preufsischen Kriminal-Justitzbehörde an eine Herzoglich-Nassauische Kriminal-Justizbehörde oder von dieser an jene, nach vorgängiger Requisition ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baare Auslagen, sondern auch die sämmtlichen nach der bei dem requirirten Gericht üblichen Taxe zu liquidirenden Gerichtsgebühren von dem Letzteren aus dem Vermögen des an das requirirende Gericht ausgelieferten Delinquenten, wenn solches hinreicht, zu entrichten. Hat aber der ausgelieferte Delinquent kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg, und das requirirende Gericht bezahlt als-

dann dem ersteren nur die baaren Auslagen für Atzung, 1828
Transport, Porto und Kopialien.

Art. II. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Untersuchungsfällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Delinquenten, sondern nur auf die Vernehmung oder Sistirung von Zeugen oder anderen Personen ankommt.

Die Reise- und Zehrungskosten des Richters, sofern diese zur Genügung der Requisition nothwendig sind, sollen jedoch, gleich den ad I. erwähnten baaren Auslagen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe, auch jedenfalls ersetzt werden.

Art. III. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent hinreichendes Vermögen zur Bezahlung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den beiderseitigen Landen nichts Weiteres als das Zeugnifs derjenigen Gerichtsstelle erfordert werden, unter welcher der Delinquent seine wesentliche Wohnung hat. Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden sein, so wird es angesehen, als ob er kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. IV. Den in allen Untersuchungssachen zu sistirenden Zeugen und jeder abzuhörenden Person überhaupt, sollen die Reise und Zehrungskosten nebst der wegen ihrer Versäumnifs ihnen gebührenden Vergütung, nach deren vom requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, bei erfolgter wirklicher Sistirung, sei es vor dem requirirten oder vor dem requirirenden Gericht, vom requirirenden Gericht, auf die erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gericht ungesäumt wieder erstattet werden.

Art. V. Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Herzoglich-Nassauischen Ministerio vollzogene, ausgewechselt worden, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 27sten März 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

122.

1828 *Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant les délits forestiers, de chasse et de pêche du* $\frac{9\ Avril}{12\ Juin}$ 1828.

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen.* Jahr 1828. Nr. V. April. pag. 21).

Das unterzeichnete Kurfürstlich-Hessische Staatsministerium erklärt hiermit, dafs zwischen der Kurfürstlichen und der Fürstlich-Waldeckischen Staatsregierung, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten ertheilten Ermächtigung, wegen der Untersuchung und Bestrafung der Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel in den gegenseitigen Waldungen, Fluren und Fischwassern folgende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Kurfürstlich-Hessische als die Fürstlich-Waldeckische Staatsregierung, die Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und anderen Baumpflanzungen, in den Fluren und in den Fischwassern des anderen Gebiets verüben, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie würden untersucht und bestraft werden, wenn sie in den inländischen Forsten, Jagden, Fluren und Gewässern begangen wären.

Art. II. Was die Konstatirung eines im 1sten Artikel bezeichneten Frevels betrifft, so soll den Protokollen und Abschätzungen, welche durch die für den Ort des begangenen Frevels zuständigen und gerichtlich verpflichteten Forst- u. s. w. und Polizei-Beamten und beziehungsweise Taxatoren aufgenommen worden, auch von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle im anderen Staatsgebiete derselbe Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetze den

Protokollen und Abschätzungen der inländischen Angestellten dieser Art beilegen. 1828

Art. III. Die Forst-, Jagd- und Fischerei-Offizianten sowie die Flurhüter und sonstige zur Aufsicht bestellte Diener haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiete, wo er gefrevelt hat, anzuhalten, und ihn entweder an die inländische Polizei-Behörde oder an die jenseitige Polizei-Behörde des Wohnorts des Frevlers abzugeben oder abgeben zu lassen.

Ist jedoch der Frevler eine Militärperson, so soll derselbe stets an das nächste Justizamt des Staates, welchem er angehört, zur Untersuchung und Bestrafung abgeliefert werden.

Art. IV. Die im Artikel III. erwähnte Auslieferung an die jenseitige Behörde findet jedoch nicht Statt, wenn entweder die Frevler schaarenweise einfallen, mithin gewissermaſsen das Staatsgebiet verletzen, und, auf geschehene Aufforderung, von Fortsetzung des Frevels, oder auch nur ihrer Gegenwart nicht abstehen wollen, oder wenn sie sich auf irgend eine sonstige Weise durch Angriff, Miſshandlung, Drohung und Gebrauch lebensgefährlicher Werkzeuge der Staatsgewalt thätlich widersetzen, oder noch irgend eines anderen Verbrechens auſser dem Frevel sich schuldig machen.

In diesen Fällen bleibt es lediglich derjenigen Staatsregierung, in deren Gebiet eine solche Uebelthat Statt finden wird, überlassen, die zur eigenen Handhabung des gebührenden Schutzes und des eigenen Strafrechts nöthigen Maaſsregeln zu ergreifen.

Art. V. Kommt ein Frevler zur Haft; so hat gegen ihn die Untersuchung nicht nur wegen des Frevels, bei dessen Begehung er verhaftet wurde, sondern auch wegen aller derer Statt, welche nach dem 1sten Juli d. J. von ihm begangen und noch nicht abgethan seyn werden.

Art. VI. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forsteigenthums thunlichst mitzuwirken, wird wechselseitig den gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten die Befugniſs zugestanden, hinsicht-

1828 lich begangener Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des anderen Staates, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstand befinden möchte, zu veranlassen, welche Befugnifs bei den übrigen hierzu geeigneten Freveln ebenwohl eintritt. Die gedachten Beamten haben sich zu dem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern. — Derselbe hat die hierbei aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen zu lassen, übrigens für die Haussuchung keine Belohnung zu empfangen. Bei diesen Haussuchungen mufs der Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamte sogleich ein Protokoll aufnehmen und eine Ausfertigung desselben alsbald dem requirirenden Förster u. s. w. einhändigen eine zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte des Bezirks übersenden, bei Vermeidung einer Strafe von einem bis zu fünf Thalern für denjenigen Ortsvorstand oder Orts-Polizeibeamten, welcher der Requisition nicht Genüge leistete.

Auch kann der requirirende Forst- und Polizeibeamte verlangen, dafs der Förster u. s. w. (oder in dessen Abwesenheit der etwa dazu geeignete Aufseher) des Ortes, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde.

Art. VII. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den beiderseitigen Staaten wird es zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der vorliegenden Frevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der bestehenden Gerichtsverfassung nur immer thunlich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten oder sehr bedeutenden Freveln die Untersuchung in jedem einzelnen Falle sogleich eintreten zu lassen.

Art. VIII. Die Vollziehung der Straf-Erkenntnisse, nebst der Beitreibung der dem Wald-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Eigenthümer oder sonstigen Beschädigten zuerkannten Entschädigungsgelder, soll mit der thunlichsten Beschleunigung bewirkt, und deswegen zu gegründeten Beschwerden niemals Anlafs gegeben werden.

Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheile der Herrschaft des Gerichts vollzogen, welches das Erkenntnifs ertheilt hat. Der zuerkannte

Schadens-Ersatz, einschliefslich des Holzwerths, so- 1828
wie die Pfände- oder Angeber-Gebühr, wo diese gesetzlich bestehet, werden vorzugsweise vor der Strafe oder deren übrigem Theile beigetrieben. Auch soll bei ausgemitteltem Zahlungs-Unvermögen eines Frevlers die sonst dem auswärtigen Wald- oder Feld-Eigenthümer u. s. w. zukommende Entschädigung zum Vortheile der Gerichtsherrschaft oder der Ortsgemeinde des Wohnsitzes des Frevlers durch Arbeit abverdient werden.

Die gegenwärtige, auf Reziprozität gegründete Vereinbarung ist vorerst auf sechs Jahre, vom 1sten Juli laufenden Jahres an, abgeschlossen worden, und soll in den beiderseitigen Landen auf die gewöhnliche Weise bekannt gemacht, auch auf deren genaueste Befolgung von den beiderseitigen Gerichts-, Polizei- und anderen Behörden mit gebührender Strenge gehalten werden.

Cassel, am 2ten April 1828.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

Die anher mitgetheilte jenseitige Ausfertigung der vorstehenden Uebereinkunft ist bei der Fürstlich-Waldeckischen Regierung in Arolsen am 12ten Juni 1828 unterzeichnet worden.

123.

1828 *Traité de Commerce et de Navigation entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, conclu à Rio de Janeiro le 26 Avril 1828.*

(Copenhague. De l'Imprimerie de J. Hostrup Schultz, Directeur, Imprimeur Royal et de l'Université. 1829. 4).

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, ayant également à coeur de resserrer de plus en plus les liens d'amitié, qui subsistent entre Elles, et d'étendre les rélations commerciales entre Leurs Etats respectifs, sont convenues de conclure un Traité de commerce et de navigation réciproquement avantageux aux deux nations, et ont nommé pour cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemarck le très-illustre Baron George Henri de Löwenstern, Son Chambellan, Colonel à la suite de Ses armées, Chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de la deuxième classe, de ceux de Saint-Wladimir et de l'Epée, décoré du sabre d'or pour la bravoure, de la croix d'or pour la bataille d'Eylau et des médailles pour la campagne de 1812 en Russie et pour la prise de Paris, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Brésil;

Et Sa Majesté l'Empereur du Brésil les très-illustres et très-excellents, le Marquis do Aracaty, de Son Conseil, Gentilhomme de Sa Chambre Impériale, Conseiller des Finances, Commandeur de l'ordre d'Aviz, Sénateur de l'Empire, Ministre Secrétaire d'Etat des affaires étrangères; le Sieur Bento Barrozo Pereira, de Son Conseil, Sénateur de l'Empire, Viador, Offi-

cier de l'ordre Impérial du Cruzeiro, Commandeur 1828
de celui d'Aviz, Brigadier de l'armée nationale et Impériale, Ministre Secrétaire d'Etat de la guerre; et le Sieur Lucio Soares Teixeira de Gouvea, de Son Conseil, Officier de l'ordre Impérial do Cruzeiro, Chevalier de celui du Christ, Dezembargador da Caza da Supplicação, Ministre Secrétaire d'État de la justice;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord et convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura une paix constante et une amitié perpétuelle entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, les Souverains, Leurs Successeurs, Leurs sujets et Leurs territoires sans exceptions des personnes et des lieux.

Art. II. Les navigateurs et commerçans de chacune des hautes parties contractantes, venant d'un des ports ou havres de leurs Etats respectifs, ou bien d'un des ports ou havres de tout autre Etat quelconque, pourront avec leurs navires et embarcations, sur leur lest ou chargés, fréquenter et visiter les côtes, ports, rivières, baies et havres de l'autre des hautes parties contractantes.

Ils seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les commerçans et navires des nations les plus favorisées, rélativement aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelle espèce ou dénomination qu'elle soit.

Toutes les productions, marchandises ou effets de commerce quelconques provenant du sol, des manufactures ou de l'industrie des sujets et territoires de l'une des hautes parties contractantes, ou de tout autre pays quelconque, favorisé au Brésil par des Traités, importés directement ou indirectement dans des navires Brésiliens ou Danois dans les ports de l'autre, payeront en général et uniquement les mêmes droits que payent ou payeront les sujets de la nation la plus favorisée conformément à la "Pauta geral" des douanes.

L'intention bien sincère des hautes parties contractantes étant de donner toute la liberté possible au commerce par l'adoption d'un système d'une parfaite réciprocité fondée sur des principes justes, on est convenu, que tous les avantages de navigation et de

1828 Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls généraux, des Consuls et Vice-Consuls dans tous les ports de l'autre, où l'utilité du commerce et les intérêts commerciaux de leurs sujets respectifs l'exigent. Toutefois seront exceptés les ports et villes, où les hautes parties contractantes ne jugeront pas nécessaire la présence de ces agens. Les dits Consuls de toutes les classes ne pourront cependant point commencer l'exercice de leurs fonctions avant que d'être reconnus et approuvés par le Souverain, dans les Etats duquel ils résident. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays pour leurs personnes, dans l'exercice de leurs fonctions, et par rapport à la protection, qu'ils doivent à leurs compatriotes des mêmes privilèges, qui sont ou qui seront accordés aux Consuls de la nation la plus favorisée.

L'exequatur concedé par le Gouvernement leur sera délivré, sans exiger d'eux des droits ou charges d'expédition ou autres, de quelle dénomination qu'ils soient, plus forts ou autres que ceux, qui sont ou qui seront payés pour l'expédition de l'exequatur des Consuls des nations les plus favorisées.

Art. VIII. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes jouiront dans tous les Etats de l'autre de la plus parfaite liberté de conscience en matière de religion, conformément au système de tolérance établi et pratiqué dans les Etats de l'autre. Ils jouiront aussi, tant qu'ils se conforment aux lois du pays dans lequel ils résident, et autant qu'il sera compatible avec la sureté de l'Etat, rélativement à leurs personnes, propriétés et la disposition de leurs biens et effets, de toute protection et favorisation. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, échange, donation ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement. Leurs maisons, propriétés et effets seront protégés et respectés, et ne seront point saisis par aucune autorité contre leur volonté, sans préjudice toutefois de la marche légale de la justice. Ils seront exempts de tout service militaire par terre et par mer et de tout autre service public, ainsi que de tout emprunt forcé et de tout impôt et réquisitions militaires. Ils ne seront point obligés à payer aucunes imposi-

tions plus fortes que celles, qui sont ou qui seront 1828
payées par les sujets de la nation la plus favorisée. Ils pourront aussi nommer pour leurs Agens, Avocats et Procureurs ceux, qu'ils jugeront les plus convenables pour traiter et défendre leurs droits et causes. S'ils souffroient des violences et des vexations, les magistrats et les tribunaux seront obligés d'examiner leurs plaintes et de leur rendre justice conformément aux lois. Il leur sera permis de faire assigner leurs marchandises sur les douanes de l'autre des hautes parties contractantes avec les mêmes conditions et les mêmes garanties, qui sont établies à l'égard des sujets des Etats de la dite haute partie contractante.

Art. IX. S'il arrive, que quelques navires ou cargaisons, appartenantes aux sujets de l'une des hautes parties contractantes soient pris et emmenés par des pirates dans les ports de l'autre, les dits navires et cargaisons seront rendues au propriétaire légitime ou à celui, qui aura été dûment autorisé par lui à cet effet, et les objets réclamés, seront restitués si même ils auroient été vendus, aussitôt qu'il sera prouvé, que l'acheteur a su ou auroit pu savoir, que ces objets avoient été acquis par piraterie.

S'il arrive qu'un vaisseau de guerre ou marchand, appartenant à l'une des hautes parties contractantes, échoua dans les ports ou contre les côtes de l'autre, on prêtera tous les secours possibles non seulement pour sauver les personnes et les effets, mais aussi pour assembler, garder et conserver les objets sauvés, lesquels ne payeront aucun droit, à moins qu'on ne les déstine à être vendus pour la consommation.

Art. X. En cas de mésintelligence entre les deux hautes parties contractantes ou de rupture (ce qu'à Dieu ne plaise) cette rupture ne sera pas censée existante qu'après le rappel et le départ des agens diplomatiques respectifs. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes, qui résideront dans les Etats de l'autre, pourront y demeurer, pour arranger leurs affaires ou pour continuer leur commerce dans l'intérieur, sans être inquiétés en aucune manière, à condition toutefois qu'ils se conduisent paisiblement et qu'ils se soumettent aux lois. Mais si leur conduite donnoit quelque motif de soupçon, ils sont obligés de sortir du pays, avec permission cependant de retirer

1828 commerce, qui sont ou qui seront concedés par une des hautes parties contractantes à une ville, une nation ou un Etat quelconque seront de fait et de droit concedés aux sujets de l'autre, en observant toutefois les conditions auxquelles ils seront soumis. Il est stipulé cependant qu'en parlant de nation la plus favorisée, la nation Portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison, même quand elle viendroit à être privilégiée au Brésil en matière de commerce.

Dans le commerce direct entre le Brésil et le Danemarck, les manifestes certifiés par les Consuls Brésiliens ou Danois respectifs, ou en cas qu'il n'y en a pas, par les autorités locales, suffiront pour admettre les importations ou exportations respectives à la jouissance des favorisations stipulées par cet article.

Dans le commerce indirect, les marchandises transportées dans des navires Danois dans des ports du Brésil seront sujettes, pour passer, aux mêmes formalités, qui sont introduites pour les nations les plus favorisées dans leur commerce indirect par des traités.

Art. III. Il est convenu d'excepter de cette concession réciproque les côtes, ports et lieux, où les navires d'aucune nation étrangère ne seroient admis; ainsi que les articles reservés à la Couronne du Brésil, et le commerce le long des côtes et de ports à ports, consistant en effets de commerce du pays ou étrangers, déjà expédiés pour la consommation, ce commerce ne pouvant se faire que dans des embarcations nationales; les sujets des deux parties contractantes seront toutefois libres de charger leurs effets et marchandises sur les dites embarcations, payant les uns et les autres les mêmes droits.

Il est entendu toutefois, que non obstant que le privilège du commerce des côtes est reservé aux navires nationaux, il sera permis aux embarcations de l'autre des hautes parties contractantes de naviguer d'un port à l'autre, où il y a des douanes, pour compléter leur cargaison déstinée pour l'exportation.

Art. IV. Toutes les fois que les marchandises importées, soit production du sol, des manufactures ou de l'industrie des sujets et territoires de l'une des hautes parties contractantes, soit de tout autre pays favorisé au Brésil par des traités, ne seroient pas expresse-

ment spécifiées dans le tarif (la Pauta) publié des droits 1828
d'entrée à payer, leur valeur sera fixée à la douane d'après l'évaluation faite par l'importateur. Mais si les officiers des douanes, chargés de la perception des droits, jugeroient que cette évaluation fût trompeuse, ils pourront garder les effets évalués, en payant dans le cours, de quinze jours, à compter du premier jour de la détention, dix pour cent au-delà de l'estimation à celui, qui les a importés, en restituant les droits déjà payés.

Il sera permis aux Consuls des hautes parties contractantes de faire des représentations, quand ils s'apperçoivent que les droits, imposés par le tarif sur quelque article, sont excessifs, afin que cela soit pris en considération aussitôt que possible, l'expédition de l'article en question ne sera cependant pas suspendue par cette mesure.

Art. V. Les vaisseaux et les cargaisons Brésiliens ne payeront pas au passage du Sund ou des Belts des droits ou impositions plus forts ou autres que ceux, qui sont ou qui seront payés par la nation la plus fovorisée.

Art. VI. Les hautes parties contractantes sont convenues à déclarer, que tant qu'une loi ne règlera pas la nationalité des navires Brésiliens, seront regardés comme tels ceux dont le propriétaire et le capitaine sont sujets Brésiliens, munis de leurs expéditions et autres documens en forme légale. De même seront considérés comme navires Danois ceux, qui seront munis des papiers et certificats qui sont en vigueur dans le royaume du Danemarck. Les hautes parties contractantes se communiqueront mutuellement les formes préscrites pour l'expédition des papiers de mer.

Art. VII. Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté l'Empereur du Brésil accorderont, selon les formalités d'usage, les faveurs, immunités honneurs, privilèges et exemptions des droits et impôts à Leurs Ambassadeurs, Ministres et Agens diplomatiques, accredités respectivement auprès de Leurs Cours; et les faveurs concedées par l'un des deux Souverains à cet égard seront également accordées par l'autre Souverain.

1828 dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établies.

Art. II. Les bâtimens Prussiens arrivant sur lest ou chargés dans les ports des Etats-Unis d'Amérique, et réciproquement, les bâtimens des Etats-Unis arrivant sur lest ou chargés dans les ports du Royaume de Prusse, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de sauvetage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. III. Tout espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, ou de tout autre pays, qui pourront légalement être importés dans les ports du Royaume de Prusse, sur des bâtimens Prussiens, pourront également y être importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens Prussiens.

Et réciproquement, toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, ou de tout autre pays, qui pourront légalement être importés dans les ports des Etats-Unis d'Amerique, sur des bâtimens des dits Etats, pourront également y être importés sur des bâtimens Prussiens, sans payer d'autres ou plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités-locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

Art. IV. Afin de prévenir tout mésentendu et équivoque possibles, il est déclaré que les stipulations contenues dans les deux articles précédens, sont, dans toute leur plénitude, applicables aux bâtimens prussiens

et leurs cargaisons, arrivant dans les ports des Etats-Unis d'Amérique; et, réciproquement, aux bâtimens des dits Etats et leurs cargaisons, arrivant dans les ports du Royaume de Prusse, soit que les dits bâtimens viennent des ports du pays auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger. 1828

Art. V. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis, des articles provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse; et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Prusse des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même, il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis ou du Royaume de Prusse, à l'entrée ou à la sortie des ports des Etats-Unis, ou de ceux du Royaume de Prusse, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. VI. Toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement exportés des ports des dits Etats sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens Prussiens, sans payer d'autres ni de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si ces mêmes marchandises ou denrées avoient été exportées par bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

Une parfaite réciprocité sera observée dans les ports du Royaume de Prusse, de sorte que toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement exportés des ports du dit Royaume, sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au

1828 dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établies.

Art. II. Les bâtimens Prussiens arrivant sur lest ou chargés dans les ports des États-Unis d'Amérique, et réciproquement, les bâtimens des Etats-Unis arrivant sur lest ou chargés dans les ports du Royaume de Prusse, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de sauvetage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. III. Tout espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, ou de tout autre pays, qui pourront légalement être importés dans les ports du Royaume de Prusse, sur des bâtimens Prussiens, pourront également y être importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens Prussiens.

Et réciproquement, toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, ou de tout autre pays, qui pourront légalement être importés dans les ports des Etats-Unis d'Amerique, sur des bâtimens des dits Etats, pourront également y être importés sur des bâtimens Prussiens, sans payer d'autres ou plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités-locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

Art. IV. Afin de prévenir tout mésentendu et équivoque possibles, il est déclaré que les stipulations contenues dans les deux articles précédens, sont, dans toute leur plénitude, applicables aux bâtimens prussiens

et leurs cargaisons, arrivant dans les ports des Etats-Unis d'Amérique; et, réciproquement, aux bâtimens des dits Etats et leurs cargaisons, arrivant dans les ports du Royaume de Prusse, soit que les dits bâtimens viennent des ports du pays auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger. 1828

Art. V. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les Etats-Unis, des articles provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse; et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Prusse des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même, il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis ou du Royaume de Prusse, à l'entrée ou à la sortie des ports des Etats-Unis, ou de ceux du Royaume de Prusse, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Art. VI. Toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement exportés des ports des dits Etats sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens Prussiens, sans payer d'autres ni de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si ces mêmes marchandises ou denrées avoient été exportées par bâtimens des Etats-Unis d'Amerique.

Une parfaite réciprocité sera observée dans les ports du Royaume de Prusse, de sorte que toute espèce de marchandises et objets de commerce, provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, ou de tout autre pays, qui pourront être légalement exportés des ports du dit Royaume, sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens des Etats-Unis d'Amérique, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au

1828 nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissemens particuliers quelconques, que si ces marchandises ou denrées avoient été exportées sur des bâtimens Prussiens.

Art. VII. Les articles précédens ne sont pas applicables à la navigation des côtes ou cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des Hautes Parties contractantes se réservent exclusivement.

Art. VIII. Il ne sera accordé, ni directement, ni indirectement, par l'une ou par l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en son nom ou par son autorité, aucune priorité ou préférence quelconque pour l'achat d'aucun objet de commerce, légalement importé, à cause ou en considération de la nationalité du navire qui aurait importé les dits objets, soit qu'il appartienne à l'une des Parties, soit à l'autre: l'intention bien positive des Parties contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. IX. Si l'une des Parties contractantes accorde par la suite, à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre Partie qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. X. Les deux Parties contractantes se sont accordé mutuellement la faculté, de tenir dans Leurs ports respectifs des Consuls, Viceconsuls, Agens et Commissaires de leur choix, qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où les dits Consuls veuillent faire le commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages, auxquel sont soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident.

Les Consuls, Viceconsuls et Agens-commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les differends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât

soit assujettis en pareille occasion. En cas d'ab- 1828
on prendra provisoirement des
soins qu'on auroit pris en pa-
ens des natifs du pays, jusqu'à
légitime ait agréé des arran-
l'héritage. S'il s'éléve des con-
ens prétendans ayant droit à la
décidées en dernier ressort
juges du pays où la succes-
, par la mort de quelque per-
ens-fonds sur le territoire de
actantes, ces biens-fonds ve-
les lois du pays, à un citoyen
, celui-ci, si, par sa qualité
le à les posséder, obtiendra un
es vendre et pour en retirer le
exempt de tout droit de re-
ouvernement des Etats respec-
e dérogera en aucune manière
ont déjà été publiées, ou qui
par Sa Majesté le Roi de Prusse,
tion de Ses sujets.

présent Traité sera en vigueur
s, à compter du jour de l'échange
si, douze mois avant l'expiration
ne ni l'autre des Hautes Parties
nce à l'autre, par une déclaration
tion d'en faire cesser l'effet, le dit
igatoire pendant un an au delà de
ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des
suivront une telle déclaration, à quel-
ait lieu.

Le présent Traité sera approuvé et
Majesté le Roi de Prusse, et par le
Etats-Unis d'Amérique par et avec
sentement du Sénat des dits Etats; et
en seront echangées en la ville de
ns l'espace de neuf mois, à dater de
tôt si faire se peut.

plénipotentiaires respectifs ont
essus, tant qu'en
leurs ou-
ans ce doit
tée , en

1828 est entendu cependant, que les stipulations contenues dans les articles ainsi remis en vigueur, seront toujours censées ne rien changer aux Traités et Conventions conclus de part et d'autre avec d'autres Puissances dans l'intervalle écoulé entre l'expiration du Traité de 1799. et le commencement de la mise en vigueur du présent Traité.

Les Parties contractantes désirant toujours, conformément à l'intention déclarée dans l'article douze du dit Traité de 1799 pourvoir entre Elles, ou conjointement avec d'autres Puissances maritimes, à des stipulations ultérieures, qui puissent servir à garantir une juste protection et liberté au commerce et à la navigation des neutres, et à aider la cause de la civilisation et de l'humanité, s'engagent ici, comme alors, à se concerter ensemble sur ce sujet, à quelque époque future et convenable.

Art. XIII. Vû l'éloignement des pays respectifs des deux Hautes Parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu; il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'Elles, qui se trouverait destiné pour un port, supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé, que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question durait encore: mais les bâtimens qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeroient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même port bloqué, durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Art. XIV. Les citoyens ou sujets de chacune des Parties contractantes, auront, dans les Etats de l'autre, la liberté de disposer de leurs biens personnels, soit par testament, donation ou autrement, et leurs héritiers, étant sujets ou citoyens de l'autre Partie contractante, succèderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, ou *ab intestato;* et ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, et en disposeront à leur volonté, en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits

biens sont assujettis en pareille occasion. En cas d'ab- 1828
sence des héritiers, on prendra provisoirement des dits biens les mêmes soins qu'on auroit pris en pareille occasion des biens des natifs du pays, jusqu'à ce que le propriétaire légitime ait agréé des arrangemens pour recueillir l'héritage. S'il s'éléve des contestations entre differens prétendans ayant droit à la succession, elles seront décidées en dernier ressort selon les lois et par les juges du pays où la succession est vacante. Et si, par la mort de quelque personne possédant des biens-fonds sur le territoire de l'une des Parties contractantes, ces biens-fonds venoient à passer, selon les lois du pays, à un citoyen ou sujet de l'autre Partie, celui-ci, si, par sa qualité d'étranger, il est inhabile à les posséder, obtiendra un délai convenable pour les vendre et pour en retirer le produit sans obstacle et exempt de tout droit de retenue de la part du Gouvernement des Etats respectifs. Mais cet article ne dérogera en aucune manière à la force des lois qui ont déjà été publiées, ou qui le seront par la suite, par Sa Majesté le Roi de Prusse, pour prévenir l'émigration de Ses sujets.

Art. XV. Le présent Traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce à l'autre, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, le dit Traité restera obligatoire pendant un an au delà de ce terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une telle déclaration, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XVI. Le présent Traité sera approuvé et ratifié par Sa Majesté le Roi de Prusse, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits Etats; et les ratifications en seront echangées en la ville de Washington, dans l'espace de neuf mois, à dater de ce jour, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, tant en français qu'en anglais, et y ont apposé leurs sceaux; déclarant, toutefois que la signature dans ces deux langues ne doit pas, par la suite, être citée comme exemple, ni, en

1828 aucune manière porter préjudice aux Parties contractantes.

Fait par triplicata en la Cité de Washington, le premier Mai, l'an de grâce mit-huit-cent-vingt-huit, et le cinquante-deuxième de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

LOUIS NIEDERSTETTER.

H. CLAY.

(Ce traité a été ratifié et les ratifications en ont été échangées à Washington le 14 Mars 1829).

125.

Convention entre l'Hanovre et le grand duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition des criminels, signée le 20 Mai 1828.

(*Königl. Hannov. Gesetz-Sammlung* 1828. Abth. I. p. 49. *Grofsherzogl. S. Weimar-Eisenach. Regierungs-Blatt.* Nr. 8. den 3ten Juni 1828).

Mit Seiner Königlichen Majestät allerhöchster Genehmigung ist zwischen dem Königlichen Cabinets-Ministerio und dem Grofsherzoglich Sächsischen Staats-Ministerio zu Weimar, über wechselseitige Auslieferung der Verbrecher und zur Unterstützung der Rechtspflege in Criminalfällen überhaupt, folgende Uebereinkunft getroffen worden:

ART. I. Alle Personen, die während ihres Aufenthalts in einem der beiderseitigen Lande ein Verbrechen begangen haben, welches nach den Grundsätzen der in beiderseitigen Landen geltenden Rechte eine peinliche Strafe nach sich zieht, sollen, wenn sie vor erfolgender Bestrafung in die anderseitigen Lande sich gewendet haben, an dasjenige Gericht unweigerlich ausgeliefert werden, in dessen Gerichts-Bezirke das Verbrechen verübt worden ist.

Haben jedoch die Verbrecher, deren Auslieferung 1828
aus einem der beiden Staaten verlangt wird, darin einen wirklichen Wohnsitz erworben, dergestalt, dafs sie als domicilirte Landesunterthanen betrachtet werden können: so soll die Auslieferung derselben bis zu einer in jedem einzelnen Falle zwischen dem Königlich - Grofsbritannisch - Hannoverschen und dem Grofsherzoglich Sächsischen Ministerium zu treffenden besondern Uebereinkunft ausgestellt bleiben.

Auch wegen blofser Accise- und Contrebande-Vergehen, ohne Unterschied und selbst dann, wenn darauf in dem einen oder in dem andern Lande entweder überhaupt oder nach den Zeitumständen, z. B. bei Fruchtsperren u. s. w. eine peinliche Strafe gesetzt sein sollte, findet die Auslieferung nicht Statt; es wäre denn, dafs für den vorkommenden einzelnen Fall zwischen den beiderseitigen Regierungen eine Uebereinkunft getroffen würde.

Art. II. Sollte nach der Verfassung desjenigen Landes, wo das Verbrechen verübt worden ist, die Untersuchung von einem andern Gerichte als demjenigen geführt werden, in dessen Gerichtsbezirke das Verbrechen sich zugetragen hat: so erfolgt die Auslieferung an den die Untersuchung auf sich habenden Richter.

Art. III. Der Auslieferung mufs jedesmal eine Requisition des die Untersuchung führenden Gerichts vorhergehen. Mithin soll ein blofses Anerbieten zur Auslieferung, welches sich nicht auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte oder in besonderen Schreiben geschehene Requisition gründet, keiner Gerichtsstelle der beiderseitigen Lande die Annahme eines Verbrechers zur Nothwendigkeit machen.

Art. IV. Trüge es sich zu, dafs um die Auslieferung eines Verbrechers zu einer Zeit nachgesucht würde, wo selbiger schon wegen eines anderen Verbrechens bei dem requirirenden Gerichte in Untersuchung befangen ist: so soll die Auslieferung nur alsdann Statt finden, wenn das Verbrechen, welches der requirirende Richter zu untersuchen hat, nach den Grundsätzen der seinem Verfahren zum Grunde liegenden Rechte eine gröfsere Strafe nach sich zieht.

Art. V. Ist es aber zweifelhaft, welches von beiden Verbrechen eine gröfsere Strafe nach sich ziehe,

1828 oder sind beide Verbrechen von gleicher Strafbarkeit: so unterbleibt die Auslieferung, wofern nicht in jedem einzelnen Falle durch Uebereinkunft beiderseitiger Regierungen ein Anderes beliebt wird.

Art. VI. Erfolgt die Auslieferung in einem solchen Falle, wo der Verbrecher in beiden Landen sich vergangen hat, so werden dem requirirenden Richter die von dem requirirten Gerichte geführten Acten und alle sonst erforderlichen Nachrichten zugleich mitgetheilt, um darnach die auf beiden Verbrechen beruhenden Strafen zu erkennen und auch sonst in Ansehung der Entschädigung oder anderer Umstände darauf die nöthige Rücksicht nehmen zu können.

Art. VII. Wenn der Verbrecher, um dessen Auslieferung nachgesucht wird, nicht bereits bei dem requirirten Gerichte sich in Haft befindet: so sollen zur Verhaftung desselben die schleunigsten Anstalten getroffen werden.

Art. VIII. Sobald der Verbrecher nach Art. III. auf eine in öffentlichen Blättern bekannt gemachte oder in besonderen Schreiben geschehene Requisition in Haft gezogen ist, mufs der requirirte Richter dem requirirenden davon unverzüglich Nachricht ertheilen, damit dieser sodann die ungesäumte Abholung besorge. Der requirirte Richter hat demnach die eigene Abschickung des Verbrechers nur alsdann zu veranstalten, wenn beide Richter deshalb einverstanden sind.

Art. IX. Auch in solchen Criminal-Fällen, wo nicht um die Auslieferung eines Verbrechers, sondern nur um Vernehmung der Zeugen oder anderer Personen und um Mittheilung der Acten oder sonstiger Nachrichten angesucht wird, sollen die Gerichts-Stellen der beiderseitigen Lande mit aller Willfährigkeit einander zu Hülfe kommen. Selbst die Stellung der Zeugen oder anderer Personen soll, wenn sie der requirirende Richter unumgänglich nöthig findet, nicht verweigert werden.

Art. X. Wenn wegen anzustellender Confrontation die Stellung eines oder mehrerer Inquisiten nöthig erachtet wird: so sollen, auf vorgängige Communication der Landes-Justiz-Collegien, derselbe oder

dieselben nicht blos bis auf die Gränze, sondern unter den erforderlichen Sicherheits-Anstalten an das untersuchende Gericht selbst zu solchem Zwecke verabfolgt werden. 1828

Art. XI. Mit der Bezahlung der Kosten soll es nachfolgendermafsen gehalten werden:

Wenn der an das requirirende Gericht ausgelieferte Verbrecher hinreichend eigenes Vermögen besitzt, so werden hieraus dem requirirten Richter nicht allein alle baaren Auslagen erstattet, sondern auch die sämmtlichen Gerichtsgebühren nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe abentrichtet.

Hat aber der ausgelieferte Verbrecher kein hinreichendes eigenes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten des requirirten Gerichts durchgehends weg und der requirirende Richter erstattet demselben lediglich die baaren Auslagen für Botenlohn und Postgelder, für Verpflegungsgebühren, Transport und Bewachung der Gefangenen, so wie für Copialien.

Art. XII. Nach gleichen Grundsätzen soll auch in Absicht der Bezahlung der Kosten in solchen Criminal-Fällen verfahren werden, wo es nicht auf die Auslieferung von Verbrechern, sondern nur auf die Abhörung oder Stellung von Zeugen oder anderer Personen ankommt.

Art. XIII. Zur Entscheidung der Frage, ob der Verbrecher hinreichendes eigenes Vermögen zur Bezahlung von Gerichtsgebühren besitze oder nicht, soll in beiderseitigen Landen etwas Weiteres nicht als das Zeugnifs desjenigen Gerichts erfordert werden, unter welchem der Verbrecher seine eigentliche Wohnung hat.

Sollte derselbe seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben und die Beitreibung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verbunden seyn, so wird es angesehen, als ob derselbe kein hinreichendes eigenes Vermögen besitze.

Art. XIV. Den in Criminal-Untersuchungen zu stellenden Zeugen und andern abzuhörenden Personen sollen bei wirklich erfolgter Stellung die Reise- und Zehrungs-Kosten nebst der wegen ihrer Versäumung ihnen gebührenden Vergütungs-Summe, und zwar nach deren von dem requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung, von dem requirirenden Rich-

1828 ter sofort verabreicht werden. Bedürfen dieselben deshalb eines Vorschusses, so hat solchen Vorschuſs das requirirte Gericht zu übernehmen, das requirirende Gericht aber ungesäumt wieder zu erstatten.

Art. XV. Wegen Durchführung der Gefangenen durch beiderseitige Lande ist annoch festgesetzt, daſs in Fällen, wenn

a. der Arrestat kein Unterthan desjenigen Landesherrn ist, durch dessen Lande die Durchführung geschieht.

b. Die zur Wache mitgegebene Mannschaft nicht vom Militair ist, sondern nur aus Polizei-Bedienten oder anderen Personen besteht; auch

c. nicht von beträchtlicher Anzahl und nur höchstens fünf Mann stark ist,

die Durchführung auf bloſse Pässe der Polizei-Behörden, welche jedoch die obige Einschränkung unter a. deutlich enthalten müssen, von den Garnisonen und jeden Orts-Obrigkeiten gestattet und die nöthige Assistenz dabei geleistet werden soll. In andern Fällen aber ist darüber eine vorgängige Correspondenz der höheren Collegien fernerweit erforderlich.

Gleichwie nun die gegenwärtige Vereinbarung auf die Reciprocität gegründet und auf die Beförderung einer unverweilten Justiz-Pflege lediglich gerichtet ist, also werden in selbiger alle beiderseitigen Lande begriffen, und soll dieselbe demnächst in den Landen beider höchsten paciscirenden Theile gewöhnlichermaſsen bekannt gemacht werden.

Diese Uebereinkunft wird hierdurch zur allgemeinen Kenntniſs gebracht und werden alle obrigkeitlichen Behörden angewiesen, die Bestimmungen derselben in vorkommenden Fällen zur Anwendung zu bringen.

Hannover, den 20ten Mai 1828.

Königl. Groſsbritannisch-Hannoversche zum Cabinets-Ministerio verordnete General-Gouverneur und Geheime-Räthe.

Bremer.

126.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le couvent de Joachimstein près de Radmeritz, signé le 2 Juin 1828. 1828

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* Nr. 4. pag. 27).

In der, unter allerhöchster Genehmigung und unter dem Vorsitze Königl. Commissarien, von ständischen Deputationen beider Landesantheile des Markgrafthums Oberlausitz, über die Auseinandersetzung dieser Landesantheile abgeschlossenen Convention vom 27sten August 1819, §. 40, ist die Regulirung der Stiftung Joachimstein bei Radmeritz zu einer besondern Convention ausgesetzt worden.

Die hierzu ernannten Königl. Commissarien und landständischen Deputirten haben demnach, bis auf Zustimmung der allerhöchsten Behörden, folgende Vereinigung hierüber getroffen:

§. 1. Das welt-adelige Fräuleinstift zu Joachimstein steht als Stiftung lediglich unter Königlich Sächsischer Hoheit.

Was aber die Grundbesitzungen dieser Stiftung anlangt, so bestimmt sich die Landeshoheit und die Gerichtsbarkeit über die Bewohner durch die im Jahre 1818 definitiv erfolgte Grenzbestimmung der beiden Landestheile des Markgrafthums Oberlausitz.

§. 2. Hinsichtlich der Genufsberechtigung, der Collaturbefugnisse und der Verwaltung verbleibt das Stift Joachimstein beiden Landestheilen gemeinschaftlich, und demnach die Stiftung selbst in Ansehung ihrer wesentlichen Einrichtungen in der bisherigen Mafse bestehend.

Die unterm 26sten Mai 1744 landesherrlich confirmirten Stiftsstatuten behalten in allen denjenigen Fällen, wo nicht durch gegenwärtige Convention eine Abänderung getroffen wird, ihre volle Gültigkeit.

1828 Das Original gedachter Stiftsstatuten ist künftig bei der Königl. Sächsischen Ober-Amts-Regierung zu Budissin aufzubewahren; jedoch wird sich Königl. Preufsischer Seits, in Gemäsheit der oberlausitzischen Ausgleichungs-Convention vom 27sten August 1819 und daselbst §. 29, vorbehalten, dafs diese gemeinschaftliche Urkunde den Landständen des Preufsischen Markgrafthums Oberlausitz, bedürfenden Falls, in beglaubigter Abschrift oder auch, nach Erfordernifs des Bedarfs, im Originale mitgetheilt werden mufs.

§. 3. Die Genufsberechtigten anlangend, ist

a. bei den Fräulein-Beneficiaten- und Pensionairen-Stellen jede statutenmäfsig qualificirte Oberlausitzerinn, ohne Unterschied des Landestheils, wenn auch, der Reihe nach, die Collatur den Landständen des andern Theils zusteht, mit gleichem Vorzugsrechte wählbar;

b. in gleicher Mafse wird bei der Wahl des Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn keine Rücksicht auf den Landestheil genommen, zu welchem der Candidat gehört;

c. bei den Stiftsstipendien hingegen tritt an die Stelle des vormaligen Budissinischen Landkreises, der Königl. Sächsische Landesantheil, und an die Stelle des vormaligen Görlitzischen Landkreises, der Königl. Preufsische Landesantheil der Oberlausitz.

Dasselbe gilt, insofern andere Beneficien, namentlich die für arme Fräuleins geraume Zeit stattgefundenen Erziehungsbeihülfen, substituirt worden sind, oder noch substituirt werden sollten.

§. 4. An der Collatur der zwölf Stiftsstellen nehmen beide Landesantheile insofern gleichen Antheil, als einem jeden sechs davon zufallen.

Beiden landständischen Corporationen bleibt die Verleihung von zehn Stellen alternando vorbehalten, so dafs eine jede derselben fünf davon zu vergeben berechtigt ist.

Der an die Stelle des Geheimen Consilii getretene Königl. Sächsische Geheime Rath vergiebt, wie vordem, die fünfte Stelle.

Die sechste Stelle aber geht von dem vormaligen Amtshauptmann in Görlitz auf den Vorsitzenden der dasigen Landstände, jedoch mit der Einschränkung über, dafs derselbe, den Statuten gemäfs, zu Stifts-

wahlen vollständig qualificirt seyn müsse, entgegen-1828
gesetzten Falles die Verleihung dieser Stelle den zu Stiftswahlen berechtigten Preufsischen Landständen, ohne Concurrenz der Sächsisch-oberlausitzischen Landstände, und ohne dafs die bei den andern zehn Stellen eintretende Reihefolge hierbei berücksichtiget werden kann, anheim fällt.

§. 5. Wenn künftig, nach Vorschrift der Statuten, sechs Beneficiatenstellen errichtet werden sollten, so haben die Landstände der Sächsischen Oberlausitz hiervon drei, und die Landstände der Preufsischen Oberlausitz ebenfalls drei Stellen zu vergeben.

§. 6. Die Pensionsbestimmungen verbleiben dem Beschlusse beider Landestheile, auf gutachtlichen Bericht der landständischen Administrationsbehörde, vorbehalten.

§. 7. Die Landstände jedes Theils haben ganz in der bisherigen Mafse, und wie solches früher von den Landständen Budissinischen und Görlitzischen Kreises geschehen ist, vier Stiftsstipendien zu vergeben.

§. 8. Die Wahl des Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn erfolgt von den Mitgliedern des engern und weitern Ausschusses beider Landestheile gemeinschaftlich, und zwar in dem Stiftshause zu Joachimstein.

Es wird zum Behuf dieser Wahlen eine gleiche Anzahl hierzu qualificirter Mitglieder, sowohl in dem engern, als in dem weitern Ausschusse für beide Landestheile bestimmt.

Ist diese Anzahl in dem einem Landestheile geringer, als in dem andern, so werden die zur Gleichstellung fehlenden Personen für den engern Ausschufs aus den Mitgliedern des weitern Ausschusses, und für den weitern Ausschufs aus der hierzu berufenen Ritterschaft ergänzt.

Die Wahl erfolgt übrigens auf die in den Statuten vorgeschriebene Weise.

§. 9. Die erfolgte Wahl sowohl der Stiftsfräulein, als des Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn wird der Königl. Ober-Amts-Regierung zu Budissin angezeigt, welche, hinsichtlich der Stiftsfräulein und des Stiftsverwesers, das erforderliche Wahldecret ertheilt, über die Wahl einer neuen Stiftshofmeisterinn aber Bericht zum Königl. Sächsischen Geheimen Rathe erstattet.

1828 Auch bewendet es bei den in den Statuten Cap. III. §. 1. enthaltenen Bestimmungen in der Mafse, dafs, im Fall die gewählte Person von dem Königl. Sächsischen Geheimen Rathe nicht annehmlich gefunden werden sollte, die beiderseitigen Ausschufsstände drei andere, zu einer Stiftshofmeisterinn geeignete Personen Demselben in Vorschlag zu bringen haben.

Die jedesmalige Wahl eines Stiftsverwesers ist, ehe sie der Königl. Sächsischen Behörde zur Bestätigung angezeigt wird, von den Ständen der Preufsischen Oberlausitz, die ihre Stimmen nur sub spe rati ertheilen, ihrer Regierung zu melden, so dafs die etwa bei letzterer eintretenden Bedenken von den Ständen zu beseitigen sind, und erst nach erfolgtem Einverständnifs die Wahl als definitiv vollzogen anzusehen und zur Königl. Sächsischen landesherrlichen Bestätigung zu bringen ist.

§. 10. Was nun die landständische Administration des Stifts Joachimstein anlangt, so wird die oberste Instanz des Stifts in dieser Hinsicht, welche früher die gesammten Landstände des Markgrafthums Oberlausitz bildeten, durch eine gröfsere landständische Deputation aus acht Mitgliedern organisirt, wovon jeder Landestheil aus seinem Mittel vier Deputirte wählt.

Die Landstände jedes Landestheils ernennen zugleich einen von den von ihnen zu wählenden Deputirten als Vorsitzenden.

Von den Mitgliedern dieser Deputation scheiden aller drei Jahre vier, mithin zwei aus jedem Landestheile, aus; es können dieselben jedoch sofort wieder gewählt werden.

Diese Deputirten, so wie die Mitglieder der übrigen landständischen Administrationsbehörden, müssen aus dem Gremio derjenigen Landstände genommen werden, welche die Administration der Stiftung gemeinschaftlich zu besorgen haben.

Im Uebrigen ist bei der Wahl dieser Deputirten auf Landes- oder ständische Aemter keine Rücksicht zu nehmen. Es bleiben jedoch diejenigen qualificirten landständischen Mitglieder, welche dergleichen Aemter bekleiden, von der Wählbarkeit nicht ausgeschlossen.

§. 11. Diese gröfsere Deputation tritt zugleich an die Stelle der vormaligen, durch den Amtshauptmann

und die beiden Landesältesten des Fürstenthums Gör- 1828
litz constituirt gewesenen Behörde.

Dagegen wird die vormals aus den beiden Landesältesten des Fürstenthums Görlitz zusammengesetzt gewesene Behörde durch einen Landesältesten aus jedem Landestheile gebildet.

§. 12. Die Revision der Rechnungen und die, nach den Statuten, damit verbundenen Geschäfte besorgt eine landständische Deputation aus *drei* Mitgliedern, wovon eins aus jedem Landestheile, das dritte aber abwechselnd gewählt wird.

Wie nun diese Deputation an die Stelle des vormaligen Waisenamtes zu Görlitz tritt; so hat sie, nach den Stiftsstatuten Cap. IV. §. 41 und 42, die ihr übergebenen Rechnungen und Extracte, mit Zuziehung des dabei angestellten Expedienten, des fördersamsten zu Joachimstein zu examiniren, mit der aus beiden Theilen zusammengesetzten Behörde der Landesältesten in bedenklichen Fällen zu communiciren, die Getreidevorräthe, die Felder, Holzungen, Gebäude und Inventarien bei den Gütern nachzusehen, sodann diejenigen Defecte, welche vorgefunden, aber nicht erlediget worden, zur Kenntnifs der obersten Instanz, der gröfseren Deputation, zu bringen, und über Alles, was zu bemerken gewesen, an solche Relation zu erstatten.

Damit die Revision der Rechnungen desto gründlicher erfolge, sind letztere, vor der eigentlichen Prüfung, unter den Mitgliedern der Deputation in Circulation zu setzen, auch von dem Expedienten in calculo zu revidiren, und es erfolgen erst nach dessen Beendigung die wegen der förmlichen Revision erforderlichen Sitzungen im Stiftshause Joachimstein. Die Deputationsglieder haben jedoch blofs während diesen Sitzungen Diäten zu erhalten.

Da im Uebrigen von dem für die Revision der Stiftsrechnungen, anstatt der Diäten, bisher ausgesetzten Aversional-Quanto von dreihundert Thalern, dem Stiftsverweser sechzig Thaler, und dem Waisen-Amts-Adjuncte ebenfalls sechzig Thaler zukamen, so ist man dahin übereingekommen, dem Stiftsverweser von Ferentheil Gruppenberg, und dem Land-Kreis-Syndicus Schubert, so lange sie ihre gegenwärtigen Aemter wirklich bekleiden, dieses Emolu-

1828 ment ungekürzt zu lassen, wogegen sie auf die bei ihren Nachfolgern an die Stelle jenes Fixi tretenden gewöhnlichen Liefergelder keinen Anspruch zu machen haben.

Endlich hat man sich vereiniget, dafs zuerst zwei Mitglieder der Rechnungs-Revisions-Deputation vom Preufsischen Landestheile gewählt werden, dagegen der nach §. 13. zu adhibirende Expedient zuerst von Sächsischer Seite bestimmt wird.

§. 13. Die gröfsere landständische Deputation und die Rechnungs-Revisions-Deputation haben, zur Protocollführung und zur Ausfertigung auf die gefafsten Beschlüsse, einen gemeinschaftlichen Expedienten, welcher abwechselnd von einer Hauptrevision bis zur andern, mithin von fünf zu fünf Jahren, von den Landständen der Königl. Sächsischen Oberlausitz und den Landständen der Königl. Preufsischen Oberlausitz gewählt wird.

Dieser Expedient kann auch von der aus den zwei Landesältesten bestehenden Behörde in solchen Fällen zugezogen werden, wo dieselbe eine gemeinschaftliche Expedition vornimmt.

§. 14. Der Stiftsverweser und die Stiftshofmeisterinn haben in allen den Fällen, wo sie, nach ihrer Instruction, an die Landesältesten Görlitzischen Kreises gewiesen sind, ihre Anzeigen an die aus einem Landesältesten von jedem Landestheile gebildete Behörde zu erstatten und treten nunmehr zu der gröfseren Deputation in dasselbe Verhältnifs, in welchem sie vormals zu der aus dem Amtshauptmanne und den Landesältesten des Fürstenthums Görlitz zusammengesetzt gewesenen Behörde, oder zu den gesammten Landständen des Markgrafthums Oberlausitz standen. Es wird demnach auch der Stiftsverweser von dieser Deputation quittirt.

§. 15. Die aus den Landesältesten beider Landestheile gebildete erste Administrationsinstanz hat an die gröfsere landständische Deputation, als obere Instanz, das Resultat ihrer Berathungen und den Erfolg ihrer Aufträge zu berichten, so wie ihr auch obliegt, in wichtigen und bedenklichen Fällen, oder, wenn die zwei Landesältesten sich in ihren Ansichten nicht zu vereinigen vermögen, an dieselbe zu recurriren.

§. 16. Zu dem Ressort der gröſseren Deputation 1828
gehören alle diejenigen Functionen und Geschäfte, welche, vermöge der Stiftungsurkunde und der Statuten, den Landständen der gesammten Oberlausitz zugewiesen waren, ingleichen die Verrichtungen der vormals durch den Amtshauptmann und die Landesältesten des Fürstenthums Görlitz constituirt gewesenen Behörde.

Ihre Instruction erhält diese Deputation von ihren Committenten, nach den Landesabtheilungen, wohin sie auch in besonders wichtigen und zweifelhaften Fällen zu recurriren und jedesmal vor den Landtägen resp. Elisabeth und Trium Regum Relation zu erstatten hat.

In Fällen, wo eine Vereinigung der Deputationsmitglieder nicht zu Stande kommt, hat die Deputation den Recurs an ihre Committenten zu nehmen, welche die Differenz entweder durch schriftliche Communication unter sich beilegen, oder zur Entscheidung der allerhöchsten Behörde bringen.

Für die in Angelegenheiten des Stifts, auf Vortrag der gröſseren Deputation, oder sonst zu veranstaltenden Berathungen gesammter Landstände beider Landestheile, oder der Directorial-Deputation, werden im Uebrigen, mit alleiniger Ausnahme der Wahlen des Stiftsverwesers und der Stiftshofmeisterinn, keine Liefergelder aus der Stiftscasse bezahlt, da diese Geschäfte während der Landtage oder sonstigen Zusammenkünfte mit zu besorgen sind.

§. 17. Im Allgemeinen steht sowohl bei der gröſseren und allen übrigen landständischen Deputationen, als auch in Ansehung der beiderseitigen landständischen Corporationen selbst, der Grundsatz fest, daſs zur Gültigkeit eines Beschlusses die Theilnahme und Zustimmung beider Theile erforderlich sei.

Beschlüsse, welche die gröſsere Deputation in dieser Maſse gefaſst hat, haben völlige Gültigkeit, insofern sie nicht Gegenstände betreffen, welche, nach der Fundationsurkunde und den Statuten, der landesherrlichen Bestätigung bedürfen.

Zu Beschlüssen dieser Art ist zuvörderst die Genehmigung der beiderseitigen landständischen Corporationen erforderlich und sodann erst die Sanction der höchsten Behörde nachzusuchen.

1828 Diese Sanction ertheilt in allen das Stift angehenden Angelegenheiten die Königl. Sächsische Regierung.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs, wenn die Beschlüsse solche Einrichtungen auf den Stiftsgütern betreffen, welche, nach den Landesgesetzen, nur nach erlangter landesherrlicher Einwilligung vorgenommen werden können, solche bei der betreffenden Behörde nachzusuchen ist.

Wenn die von den Deputationen oder den Ständen selbst gefafsten Beschlüsse solche Verhältnisse zu den Stiftsgütern zum Gegenstande haben, deren Ausführung, nach den Preufsischen Gesetzen und Verordnungen, bei jedem Vasallen, oder sonstigem Besitzer unbeweglicher Güter eine höhere Genehmigung erforderlich macht, so mufs die Genehmigung hierzu zuvörderst bei der geeigneten Behörde nachgesucht und deren Bestimmung abgewartet werden. Sollte indefs diese Genehmigung verweigert werden, so sind die defsfallsigen Gründe den Sächsischen Ständen mitzutheilen, um sie in den Stand zu setzen, diejenigen Vorstellungen dagegen zu machen, welche etwa für nöthig und angemessen zu erachten sein möchten.

§. 18. Zu der, nach Cap. I. §. 19. der Statuten, von fünf zu fünf Jahren vorzunehmenden Stiftsvisitation wird von den hierzu geeigneten Landständen jeden Landestheils ein Deputirter aus ihrem Mittel gewählt, und es haben diese Deputirten über den Erfolg ihrer Verrichtungen gemeinschaftlichen Vortrag an die gröfsere landständische Deputation zu erstatten.

Dafs dieselben zugleich Mitglieder der gröfseren Deputation sind, ist nicht erforderlich.

Im Uebrigen wird bei der Stifts-Haupt-Revision, von jedem der hierzu ernannten Deputirten, ein besonderer Expedient adhibirt, wovon der aus dem Sächsischen Landestheile in allen das Stift selbst und die Sächsischen Besitzungen desselben, der aus dem Preufsischen Landestheile aber in allen die Preufsischen Stiftsgüter angehenden Angelegenheiten, das Protocoll führt.

§. 19. Ereignen sich Umstände, welche eine schleunige örtliche Untersuchung erheischen, so geschieht dem Vorsitzenden des Landestheils, welcher, je nachdem es die Stiftung oder die Stiftsgüter betrifft, zunächst dabei interessirt ist, Anzeige.

Dieser hat sofort mit dem jenseitigen Vorsitzenden zu communiciren und in dringenden Fällen, welche keinen Aufschub leiden, den Tag zu einer aufserordentlichen Zusammenkunft in Vorschlag zu bringen, wobei, nach gemeinschaftlichem Beschlusse, die Absendung zweier Deputirten, oder sonst zu ertheilende Resolution erfolgt. 1828

§. 20. Der Ort, wo sich sämmtliche landständische Deputationen zu versammeln haben, ist das Stiftshaus zu Joachimstein.

Die Deputirten, welche die untere und obere Instanz für die Administration des Stifts bilden, sowohl, als die Ausschufsstände, wenn Erstere in denen ihnen übertragenen Geschäften, Letztere aber zu den Wahlen des Stiftsverwesers oder der Stiftshofmeisterinn im Stifte zusammen kommen, haben, gegen Empfang der Stiftsliefergelder, sich selbst zu beköstigen und für ihr Fortkommen, so wie für den Unterhalt ihrer Dienerschaft und Pferde, auf eigene Kosten zu sorgen.

§. 21. Das Directorium actorum bei allen Verhandlungen der gröfseren und kleineren landständischen Deputationen, mithin auch bei der Rechnungs- und der von fünf zu fünf Jahren zu haltenden Haupt-Stifts-Revision, ingleichen bei allen in dem Stiftshause und auf den Stiftsgütern vorkommenden öffentlichen Handlungen, namentlich bei Einführung der Stiftshofmeisterinn, kommt

a. dem Sächsischen Theile zu, wenn der Gegenstand die Stiftung im Allgemeinen, oder das Stiftshaus und die unter Königl. Sächsischer Landeshoheit gelegenen Grundbesitzungen betrifft;

b. dem Preufsischen Theile hingegen, wenn der Gegenstand ausschliefslich die unter Königl. Preufsischer Landeshoheit gelegenen Stiftsgüter angeht.

Bei Berathungen, wobei sowohl über die Stiftung im Allgemeinen, als über die besonderen Angelegenheiten der Stiftsgüter verhandelt wird, bezieht sich der Wechsel des Directorii blofs auf den Vortrag des Vorsitzenden von beiden Seiten.

Das Protocoll kann nichts desto weniger von dem Expedienten, welcher zu den Verhandlungen zugezogen wird, er sei aus dem Sächsischen oder Preufsischen Landestheile, fortgeführt werden, und wird

1828 solches doppelt ausgefertiget, damit jeder Landestheil ein Originalexemplar desselben erhalten könne.

§. 22. Sobald die Stelle der Stiftshofmeisterin oder des Stiftsverwesers zur Erledigung gelangt, wird sofort an den, nach Cap. III. §. 27. und Cap. IV. §. 37. der Statuten, von Beiden unter gemeinschaftlichem Verschlusse gehaltenen Kasten, worin sich die Documente des Stifts befinden, ein drittes Schloſs angelegt, dessen Schlüssel dem Preuſsischen Landesältesten, so wie der Schlüssel des abgegangenen oder verstorbenen Beamten dem vorsitzenden Sächsischen Landesältesten unverzüglich einzuhändigen ist.

Bei eintretender Erledigung der Stelle des Stiftsverwesers werden dessen Geschäfte während der Vacanz, insoweit sie die Stiftung im Allgemeinen und die Sächsischen Besitzungen angehen, von dem vorsitzenden Sächsischen, hinsichtlich der Preuſsischen Stiftsgüter aber von dem Preuſsischen Landesältesten besorgt.

§. 23. Der Stiftsverweser vertritt in der Cap. IV. §. 23. der Stiftsstatuten geordneten Maſse die Stelle eines Gerichtsprincipals auf sämmtlichen, zur Stiftung gehörigen Gütern und hat zur Verwaltung der Justiz in jedem Landestheile einen hierzu nach den Landesgesetzen qualificirten Justitiar, unter Zustimmung der geordneten landständischen Stifts-Administrations-Behörde oberster Instanz, zu bestellen.

§. 24. Die Besetzung der Pfarrstelle zu Radmeritz wird in dem Falle, wenn eine Vereinigung deshalb zwischen der Stiftshofmeisterinn und dem Stiftsverweser nicht Statt finden sollte, als welche sich, nach den Statuten Cap. IV. §. 24., hierüber zu verständigen haben, zuerst der Entscheidung der ersten landständischen Administrationsinstanz, und dafern auch hier Differenz entstehen sollte, der gröſseren landständischen Deputation vorbehalten.

§. 25. Das Prälationsrecht wird den Stiftscapitalen, insoweit es geschehen kann, in beiden Landestheilen reservirt.

Ist solches wegen der Hypothekeneinrichtung im Königl. Preuſsischen Landestheile nicht möglich, so werden diejenigen Capitalien daselbst, welche nicht

mit pupillarischer Sicherheit ausgethan sind, eingezo- 1828
gen und mit Berücksichtigung der Gleichstellung der beiderseitigen Landestheile, hinsichtlich der gesammten Fonds, anderweit mit pupillarischer Sicherheit ausgeliehen.

Urkundlich ist diese Convention von den Königl. Commissarien und den landständischen Deputirten beider Landestheile des Markgrafthums Oberlausitz, auf genaues Durchlesen, eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen zu Budissin, am 2ten Juni 1828.

FRIEDR. AUGUST ADOLPH VON GERSSDORF, *auf Döbschke, Königl. Sächsischer allerhöchst verordneter Commissar zu Auseinandersetzung der Angelegenheiten des weltadeligen Fräuleinstifts Joachimstein bei Radmeritz, Ober-Amts-Regierungs-Präsident und Ritter des Civil-Verdienst-Ordens.*

CARL WILHELM OTTO AUGUST VON SCHINDEL, *auf Schönbrunn, Zwekka, Cundorf, Königl. Preussischer allerhöchst verordneter Commissar zu Auseinandersetzung der Angelegenheiten des welt-adeligen Fräuleinstifts Joachimstein, und Landesältester des Königl. Preussischen Markgrafthums Oberlausitz.*

ERNST GUSTAV V. GERSSDORF.

WOLF LUDW. VON GERSSDORF.

ERNST KARL GOTTLOB VON REX.

HANS ERNST VON HAUGWITZ.

(Cette convention a été ratifiée par la Prusse le 13 Septembre 1828 et par la Saxe royale le 27 Septembre de la même année).

127.

1828 *Déclaration échangée entre les gouvernemens des Pays-Bas et de Prusse, par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue entre les dits gouvernemens le 11 Juin 1818 pour le terme de six années; du* $\frac{8 \text{ Juillet}}{10 \text{ Juin}}$ 1828.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas* 1828. Nr. 47. p. 6).

Les gouvernemens des Pays-Bas et de Prusse, étant convenus de prolonger, sauf quelques articles, auxquels l'on apportera des modifications, la convention de Cartel qu'ils ont conclue le 11 juin 1818, je soussigné déclare au nom de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, que cette convention est censée prolongée pour six années à dater du 1er janvier de l'année présente, et que ces dispositions sont maintenues à la réserve de celles, contenues aux articles 2 et 3 de la dite convention, la teneur desquels sera dorénavant la suivante:

Art. II. Seront réputés déserteurs non seulement les militaires de toute arme et de tout grade, qui quitteront leurs drapeaux, mais encore les réfractaires, c'est-à-dire les individus, qui, appelés ou dans le cas d'être appelés au service actif de la Landwehr, de la Milice nationale, ou de toute autre branche militaire quelconque, ne se rendraient pas à l'appel, ou chercheraient à s'y soustraire en se réfugiant sur le territoire de l'autre des hautes parties contractantes.

Art. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition, qui pourra être demandée en vertu des présentes:

a. Les individus nés sur le territoire de l'Etat, dans lequel ils auront cherché un asile, et qui n'ayant point acquis de domicile fixe dans l'autre Etat, d'après

les lois et réglemens réciproquement en vigueur, ne 1828
feraient, en désertant que rentrer dans leur pays natal.

b. Les individus, qui, bien que nés dans l'Etat qu'ils quittent, auraient établi leur domicile dans celui, où ils se sont retirés, selon les lois et réglemens, qui à cet égard y sont en vigueur.

c. Les individus, qui, soit avant, soit après leur désertion se sont rendus coupables d'un crime ou délit quelconque, à raison duquel il y a lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays, où ils résident.

Néanmoins en ce cas l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté, ou aura subi sa peine.

Les engagemens civils, qu'un déserteur pourrait avoir contractés dans l'Etat de l'autre souverain, ne pourront dans aucun cas motiver le refus de son extradition.

En foi de quoi la présente déclaration, qui sera échangée contre un acte correspondant du Gouvernement prussien a été signée par moi, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, et muni du sceau de l'Etat.

Fait à La Haye le 5 juillet 1828.

(*Signé*) VERSTOLK DE SOELEN.

Le Ministre des affaires étrangères certifie que la déclaration précitée a été échangée contre une déclaration de la même teneur, délivrée par le Ministère d'Etat de S. M. le roi de Prusse, le 10 juin 1828.

VERSTOLK DE SOELEN.

128.

Traité de paix entre la république de Bolivia et la république de Pérou, signé à Piquisa le 6 *Juillet* 1828.

(*The Times* 1828. Decbr. 4. Nr. 13, 767.)

In the town of Piquisa, on the 6th day of July 1828, the commissioners met for the purpose of making a

1828 preliminary treaty of peace between his Excellency José Maria Perez de Urdininea, General-in-chief of the Bolivian army and intrusted with the command of the republic, and Don Agustin Gamarra, General of division of the armies of Peru and General-in-chief of that of the South,-viz., on behalf of the first named Messrs Miguel Maria Aguirre, Minister of finance, José Miguel Velasco, Prefect-General of the department of Chuquisaca, and Dr. Miguel del Carpio as secretary; and on behalf of the last named Don Juan Agustin Lira, first aide-de-camp of the staff, lieutenant-colonel and aide-de-camp Don Juan Bautista Arguedas and captain Don José Maria Lopez, as secretary, reciprocally exchanged their respective powers, and it appearing from them that they were properly authorized to compile the articles to serve as a basis for the present negociation, they entered into a serious and deliberate conference upon the interests of the two republics, and the motives that had caused the march of the Peruvian army upon the territory of Bolivia; and mutually desirous of establishing a solid and lasting peace, of strengthening the relations of both states by the bonds of a sincere friendship and of removing the causes which have led to the hostile demonstrations, that have taken place on both sides, mutually agreed to the following articles: —

Art. I. In the space of 15 days from the ratification of these treaties by the Generals in-chief of the belligerent armies, all Colombians and other foreigners in the army of Bolivia shall begin to evacuate the territory of the Bolivian republic.

Art. II. From the foregoing article are excepted all subalterns, from captains inclusive downwards, who will be suffered to remain in the republic provided they leave the army, until a president be appointed, who may, if he please, recall them to the service.

Art. III. The Generals, chiefs and officers, who agreeably to Article I, are to leave the territory of Bolivia, may return to the said republic as soon as the national assembly is installed, and during their absence they shall receive half-pay from the funds

of the said republic, until the President appointed 1828
shall determine whether they are to continue in the service and receive their pay. Those mentioned in Article II. shall also receive half-pay under the same conditions as stipulated in this Article.

Art. IV. The squadrons of grenadiers and hussars of Columbia, now in this said republic, shall commence their march for their own country by the route which, as far as Arica the General-in-chief of the Peruvian army may point ont for them, and the said General shall also undertake to provide the necessary shipping for their transport, and the General-in-chief of the Bolivian army shall undertake to indemnify the Peruvian republic for the expenses thereof.

Art. V. The day following the ratification of these treaties the General-in-chief of the Bolivian army shall issue a decree, to assemble on the 1st of August next, the constituent congress, not now sitting, and which shall meet in the city of Chuquisaca, to consider, firstly, the propriety of receiving the message and admitting the proffered resignation of the Grand Marshall of Ayacucho, Antonio José de Sucre; secondly, of nominating a provisional government; and thirdly, of immediately convoking with all possible despatch a national assembly, which shall revise, modify, or declare efficient the existing constitution.

Art. VI. This national assembly shall, in preference to all other matters, occupy itself in electing and appointing a person to exercise the functions of President of the state, and in fixing the day on which the Peruvian army shall begin to evacuate the territory of the republic.

Art. VII. The Peruvian army shall occupy the department of Potosi till the day of the meeting of the Constituent Congress, on which it shall commence its march for la Paz and Oruro, through the department of Cochabamba and on its march, shall be provided with the necessary provisions.

Art. VIII. The National Assembly, after fulfilling the objects specified in Art. VI. shall suspend its

1828 sessions, and re-commence them as soon as the Peruvian army shall have re-passed the Desaguadero.

ART. IX. The Bolivian army shall occupy the departments of Chuquisaca, Cochabamba, Sànta Cruz, Tarija, and Potosi, on the day following that on which they are evacuated by the army of Peru. The revenues received therein during the stay of the Peruvian army, and likewise those of the Oruro and la Paz shall, after deducting the pay of the said army, be ceded to the former.

ART X. The supreme Government of both republics shall settle the charges to be demanded on both sides from the time the Peruvian army passed the Desaguadero.

ART. XI. The republics of Peru and Bolivia shall strengthen their relations by diplomatic agents as soon as the army has evacuated the Bolivian territory.

ART. XII. The republics of Peru and Bolivia shall not be able to form friendly ralations with the empire of the Brazils, until the said empire has made peace with the Argentine republic.

ART. XIII. All persons belonging to either republic and enrolled in the opposite army, shall be immediately delivered up, provided the Bolivians remain in their own country and the Peruvians return to theirs, this being left to their own choice. The Colombian soldiers in both armies are included and neither party shall be able to claim deserters.

ART. XIV. No Bolivian shall be molested directly or indirectly on account of the way he may have voted under the present circumstances; but such persons shall be preferred according to their abilities and the services they have performed.

ART. XV. The contracting parties shall be responsible for any act of hostility committed by either army after the ratification of these treaties.

ART. XVI. Two chiefs shall be given as hostages for the fulfilment of these treaties, and the same shall be chosen by the contracting Generals.

ART. XVII. These treaties shall be ratified or rejected in the space of 24 hours; and, in case of

their disapproval or non-ratification, hostilities shall recommence in 12 hours.

In these terms the present stipulation was agreed to and concluded at eight o'clock p. M. of the day, Month and Year first above-written, and two copies thereof were signed by the aforesaid commissioners, as we, the undersigned secretaries do hereby certify.

MIGUEL MARIA DE AGUIRRE, *General.*
MIGUEL DEL CARPIO, *Secretary.*
JUAN BAUTISTA ARGUEDAS.
JOSE MARIA LOPEZ, *Secretary.*

Lieutenant-Colonels Don Juan Agustin Lira and Don Juan Bautista Arguedas, accompanied by Captain Don Jose Maria Lopez, having presented themselves on the 7the day of July, 1828, at the head-quarters at Ciporo, before Don Agustin Gamarra, General-in-chief of the Peruvian army, to render account of the commission intrusted to their care, by which they were instructed to meet the Bolivian legation, for the purpose of agreeing upon a treaty of peace between the two now belligerent armies, and delivered to him the treaties entered into by the aforesaid commissioners, and signed by the contracting parties at eight o'clock p. M. of yesterday, the said General Gamarra declared that he signed, approved and ratified in the most solemn manner, every thing stipulated by the aforesaid commissioners, with this sole exception — viz., "That the hostages to be given for the fulfilment of this capitulation shall be appointed by their respective Generals, and not chosen by either party;" and with this sole and trifling modification, which will not, it is considered, affect in any way the substance of the other articles agreed upon, his Excellency promises to observe, keep and religiously fulfil all that is stipulated in the said treaties; and further promises, in the name of his Government, and by virtue of the authority granted to him for that purpose, that these treaties of peace and friendship between the republics of Peru and Bolivia shall be caused to be kept, fulfilled and executed by the national arms, conformable to the custom of war. In witness

1828 whereof the said General Gamarra agreed to and signed the same at nine o'clock a. M. of the above written day, month and year, as I, the undersigned secretary of war, do hereby certify.

AGUSTIN GAMARRA.

By order of His Excellency, Dr. Jose Maria de la Cuba, this a true copy.

129.

Déclaration du ministère Prussien du 13 Juillet 1828 concernant un arrangement avec la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 14. pag. 91).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von dem Senate der freien Hansestadt Hamburg die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig, und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18 der Deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger wider den Bücher-Nachdruck kommen wird, eine besondere Verordnung, durch welche der Bücher-Nachdruck und dessen Verbreitung bei Strafe der Konfiskation und einer nahmhaften Geldbufse in der Stadt Hamburg gänzlich verboten wird, erlassen worden, und diese Verordnung in ganz gleichen Maafse auf die Verlagsartikel der Schriftsteller und Verleger in den Königlich-Preufsischen Staaten Anwendung finden soll;

dafs das Verbot wider den Nachdruck, so wie solches bereits im ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie, zum Schutze der *inländischen* Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in der freien Hansestadt Hamburg ganz gleiche Anwendung finden, mithin jeder durch Bücher-Nachdruck oder dessen Verbreitung gegen letztere begangene Frevel, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden solle, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstelleren und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Senate der freien Hansestadt Hamburg vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 13ten Juli 1828.

Königl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende und nur mit besonderer Rücksicht auf eine mittlerweile publizirte Verordnung wider den Nachdruck vom 4ten Juli d. J. von dem Senate der freien Stadt Hamburg unterm 25sten Juli 1828 ausgefertigte Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Beziehung auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827. Nr. 17. S. 123) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 9ten August 1828.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

130.

1828 *Traité entre l'Autriche et la confédération Suisse concernant l'extradition réciproque des criminels, signé à Zürich le 14 Juillet 1828.*

(*Offizielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke.* Bd. 2. Heft 4. 1828. pag. 158 sqq.).

Wir Bürgermeister und Staatsrath des Standes Zürich, als wirklicher Vorort der Schweizerischen Eidgenossenschaft, —

Nachdem zwischen den Bevollmächtigten Seiner Kaiserlich - Königlichen Apostolischen Majestät und der Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft, ein Vertrag über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher zu Bern im November 1827 unterhandelt, und zu Zürich den 14. Julius 1828 von dem Bevollmächtigten Sr. K. K. Majestät; und Namens der Bevollmächtigten der Schweizerischen Kantone, durch die Herren Schultheiſs von Rüttimann und Geheimen Rath von Steiger, unter Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Seiner K. K. Apostolischen Majestät und der Eidgenössischen Kantone

Wir Franz der Erste von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Jerusalem, Hungarn, Böheim, der Lombardey und Venedig, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien und Lodomerien; Erzherzog von Oesterreich; Herzog von Lothringen, Salzburg, Steier, Kärnthen, Krain, Ober- und Niederschlesien; Groſsfürst in Siebenbürgen, Markgraf in Mähren; gefürsteter Graf von Habsburg und Tyrol u. s. w.

thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem von Unserm auſserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Achtbaren Schweizerischen Eidgenossenschaft und den von Dieser hiezu ernannten Bevollmächtigten am 14. July des laufenden Jahres zu Zürich ein Vertrag un-

abgeschlossen und unterzeichnet worden ist; —

Und nachdem, in Folge der von dem Eidgenössischen Vororte, der Bundesverfassung der Schweiz gemäfs, den Kantonen gemachten Mittheilung, diejenigen, welche schon dermalen den Vertrag genehmigen, ihre Erklärung in das Protokoll der Eidgenössischen Tagsatzung niedergelegt haben, — so bezeugen und beurkunden Wir — in Gemäfsheit und in Kraft dieser Standeserklärungen:

Es sey der am 14. Julius 1828 von den respektiven Bevollmächtigten unterzeichnete, von Wort zu Wort folgendermafsen lautende Vertrag:

terzeichnet worden ist, um zwischen Unsern Staaten und den Kantonen der Eidgenossenschaft eine wechselseitige Auslieferung der Verbrecher festzusetzen, welcher Vertrag also lautet: 1828

"Nachdem Seine Kaiserlich-Königlich-Apostolische Majestät und die Kantone der Hochlöblichen Schweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen haben, zu Befestigung des freundnachbarlichen Vernehmens und gröfserer Sicherheit beiderseitiger Staaten, über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher einen Vertrag zu Stande zu bringen; so haben die Bevollmächtigten beider Regierungen, nämlich von Seiten Seiner obgedachten Kaiserlich-Königlich-Apostolischen Majestät, Allerhöchstdero wirklicher Geheimer Rath, Aufserordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Inhaber des silbernen Civilehrenkreuzes, Grofskreuz mehrerer hohen Orden, Franz Freiherr von Binder-Kriegelstein, und von Seiten der Hochlöblichen Schweizerischen Eidgenossenschaft, Herr Vincenz von Rüttimann, Altlandammann der Schweiz, Schultheifs der Stadt und Republik Luzern, Kommandeur der Königlich-Französischen Ehrenlegion; Herr Franz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes

1828 Schaffhausen, und Herr Albrecht Gottlieb von Steiger, Mitglied des Kleinen und des Geheimen Raths der Stadt und Republik Bern, mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Seiner Kaiserlich-Königlich-Apostolischen Majestät und der Eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt."

Art. I. "Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr; ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsetzliche Brandstiftung; Diebstahl mit Einbruch oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffentlichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Strafsenraub; Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten, oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt werden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerotte."

Art. II. "Oesterreichische Unterthanen, welche a. in den Oesterreichischen Staaten ein schweres Verbrechen, oder b. welche in der Schweiz ein auf die Oesterreichischen Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert werden."

"Schweizerische Angehörige, welche a. in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder b. welche in in den Oesterreichischen Staaten ein auf die Eidgenossenschaft, oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, der Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in den Oesterreichischen Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden."

Art. III. "Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den Oesterreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht auszuliefern."

"Schweizerische Angehörige, welche in den Oesterreichischen Staaten was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oesterreich nicht auszuliefern." 1828

"Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Gesetzen des Landes, dessen Behörden sprechen."

Art. IV. "Wenn ein von einem der kontrahirenden Staaten reklamirter Verbrecher in dem Gebiete des andern Staats ein schwereres oder eben so schweres Verbrechen begangen hätte, so hat die Auslieferung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheil und vollzogener Strafe zu geschehen."

Art. V. "Wäre es nothwendig, dafs zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände, Oesterreichische Unterthanen oder Schweizerische Angehörige zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müfsten, so werden dieselben, auf vorläufige Ersuchungsschreiben, die Zeugnisse vor ihrem natürlichen Richter der Regel nach ablegen. Die persönliche Stellung der Zeugen kann auch in aufserordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers, oder der Sachen nothwendig ist, von der Regierungsbehörde begehrt, und insofern dadurch eine blofse freiwillige Aussage des Zeugen beabsichtigt wird, kann diese mündliche Abhörung nicht verweigert werden. Sollten hingegen diese Verhöre weiter als auf eine freiwillige Aussage, oder gar auf eine Verflechtung des Zeugen mit dem Verbrecher zielen, so mufs diese Absicht in dem Ersuchschreiben ausgedrückt werden. Von dem natürlichen Richter des angerufenen Zeugen hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung zu bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen das Angemessene zu verfügen sei."

Art. VI. "Wenn ein Oesterreichischer Unterthan oder ein Schweizerischer Angehöriger innerhalb des Gebietes des Staates, zu welchem er gehört, in Untersuchung kommt, und eines schweren Verbrechens schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete des andern kontrahierenden Staates begangen hat, so soll davon der betreffenden Behörde dieses Staates Kenntnifs gegeben, und insbesondere dasjenige, was

1828 zur Auffindung allfallsiger Mitschuldigen, die sich in dem letztern Staate befinden würden, oder für dessen Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, aus den Akten mitgetheilt werden."

Art. VII. "In den zur Auslieferung geeigneten Fällen ist hiefür weder das Geständnifs noch die Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, sondern es ist genug, dafs von dem Staate, der die Auslieferung verlangt, der Beweis geleistet werde, dafs von einer hiezu kompetenten Behörde nach gesetzlicher Form und Vorschrift die Untersuchung wegen eines der im Art. I. benannten Verbrechen gegen das reklamirte Individuum erkannt worden sei, und die Beweise oder erheblichen Inzichten, auf welche sich diese Erkenntnifs gründet, mitgetheilt werden."

Art. VIII. "Die Auslieferung soll auf diplomatischem Wege angesucht, inzwischen aber die Verhaftung auch auf das Ansuchen der Untersuchungsbehörde oder der Ortsobrigkeit vorgenommen werden. Zu diesem Ende haben sich die Oesterreichischen Gerichte an die Kantonsregierungen und diese sich hinwieder unmittelbar an die Oesterreichischen Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der Auslieferung wird aber erst dann statt finden, wenn die Identität des Angeschuldigten ausgemittelt und die im Art. VII. bestimmte Mittheilung gemacht sein wird."

Art. IX. "Bei der Auslieferung sind in der Regel

a. für die erste Verhaftung und Abführung aus dem Gefängnisse 2 Fl. C. M.

b. für jeden Bogen der Inquisitionsakte 10 Kr. C. M.

c. für Botengänge auf jede Meile 10 Kr. C. M.

d. für die Verpflegung des Beschuldigten täglich 10 Kr. C. M. nebst den bei seiner Ueberlieferung bis zum nächsten Grenzorte aufgelaufenen, und jedesmal gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten."

"Für alle übrigen Verrichtungen, als Kommissionen, Verhöre, oder was sie sonst für einen Namen haben mögen, findet keine Zahlung statt."

Art. X. "Sollten jedoch durch eingetretene Erkrankung des Verhafteten, die Verpflegungskosten desselben vermehrt werden, so soll auch eine verhältnifsmäfsige Erhöhung der Kostenvergütung statt finden."

ART. XI. "Alle Gegenstände, die der Verbrecher in dem einen Lande durch das Verbrechen an sich gebracht hat, und die in dem andern Lande vorgefunden worden, sind unentgeldlich zurückzustellen. Die Uebergabe sowohl dieser, als diejenige des Verbrechers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts- oder Polizeistelle des reklamirenden Staates geschehen." 1828

ART. XII. "Sollten in der Folge einige Artikel des gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung bedürfen, so wird durch diplomatische Verhandlungen hierüber ein gütliches Uebereinkommen getroffen werden."

ART. XIII. "Denjenigen Eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeitpunkt der Ratifikation nicht beigetreten sind, soll, auch nach geschehener Auswechslung derselben, der Beitritt zu jeder Zeit frei stehen."

ART. XIV. "Gegenwärtiger Vertrag soll spätestens binnen sechs Wochen ratifiziert werden, und nach förmlicher Auswechslung der Urkunden, als ein Staatsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhältnissen während der nächsten fünf und zwanzig Jahre, vom Tage der Auswechslung an gerechnet, unwiderrufliche Gültigkeit erhalten, ohne jedoch früheren Verträgen des einen oder andern Staates mit einem dritten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des festgesetzten Termins kann dieser Vertrag, mit gegenseitigem Einverständnisse, erneuert werden."

"Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrieben und ihr Siegel beigedrückt."

"So geschehen Zürich, den 14. Juli 1828."

"Aus Auftrag des Hohen Vororts, haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten Herrn Bürgermeister von Meyenburg mit unterschrieben":

BINDER. VINCENZ RÜTTIMANN.

A. v. STEIGER.

von den Eidgenössischen Ständen *Zürich*, *Bern*,

Als haben Wir nach reifer Prüfung und Erwä-

1828 *Luzern*, *Ury*, *Schwyz*, *Unterwalden*, *Freyburg*, *Solothurn*, *Schaffhausen*, *St. Gallen*, *Aargau*, *Thurgau*, *Tessin*, *Waadt*, *Wallis* und *Neuenburg* seinem ganzen Inhalte nach genehmiget und ratifiziert. Dabei versprechen Wir Namens der vorbenannten Kantone, dafs der ratifizierte Vertrag von ihnen getreu und gewissenhaft beobachtet werden soll.

Zu Beurkundung dessen, ist gegenwärtige Ratifikationserklärung mit den Unterschriften Unsers Amtsbürgermeisters, Präsidenten der Tagsatzung und des Vorortes, und des Eidgenössischen Kanzlers versehen und mit dem Staatssiegel der Schweizerischen Eidgenossenschaft verwahrt worden.

Zürich, den acht und zwanzigsten August des Jahres Ein tausend acht hundert acht und zwanzig.

Der Amtsbürgermeister des Standes Zürich, Präsident der Tagsatzung und des Vororts:

REINHARD.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft:

MOUSSON.

gung besagtem Vertrag und allen seinen Bestimmungen Unsere Kaiserliche Genehmigung ertheilt, und genehmigen denselben hiemit, indem Wir auf Unser Kaiserliches Wort für Uns und Unsere Nachfolger versprechen, dessen genaue Beobachtung anzuordnen und stets darüber zu wachen, dafs solches geschehe.

Urkund dessen, haben Wir gegenwärtiges Ratifikationsinstrument eigenhändig unterschrieben und mit Unserm beigedrückten Kaiserlichen Siegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer Kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien den vierten des Monats August im Jahre des Erlösers Eintausend Achthundert Acht und Zwanzig, Unserer Reiche im Sieben und Dreifsigsten.

FRANZ.

Fürst VON METTERNICH.

Nach Seiner K. K. A. Majestät Höchsteigenem Befehle:

FRANZ *Freih.* v. LEBZELTERN-COLLENBACH.

Note. Den 13. September 1828 wurden zu Bern zwischen Seiner Exzellenz dem K.K. Oesterreichischen Gesandten, Freiherrn von Binder-Kriegelstein, und dem Herrn Geheimen Rath von Steiger, als einem der mit der Unterhandlung obigen Vertrags beauftragt gewesenen Eidgenössischen Kommissarien und von dem Vororte hiefür besonders bevollmächtigt, die beiderseitigen Ratifikationen ausgewechselt.

131.

Traité entre la Prusse et les principautés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau, concernant la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe, signé le 17 Juillet 1828. 1828

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 15. pag. 95).

Um den Abschlufs des Vertrages, wegen der Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse, zwischen Preussen einerseits und den Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Landen andererseits zu erleichtern, haben Seine Majestät der König von Preufsen und Ihre Hochfürtsliche Durchlauchten, die Herzöge zu Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, Sich vereiniget, wegen Erhebung des Ihnen traktatmäfsig zustehenden Elbzolles, besondere Bestimmungen zu treffen, und zu dem Ende durch Ihre beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande und Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Classe; und

Ihre Hochfürstliche Durchlauchten der Herzog von Anhalt Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, den Köthenschen Geheimen Finanzrath *Ludwig Albrecht* und den Dessauschen Regierungsrath *Ludwig Basedow*,

nachstehende Uebereinkunft, unter Vorbehalt der Genehmigung, verabreden lassen:

Art. I. Von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. im Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Preufsische Gebiet eingeführt zu werden, oder

1828 b. aus dem Auslande nach dem Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingehen, mit der Bestimmung dort zu verbleiben oder in dem Packhofe zu Roslau zu verbleiben, oder

c. in dem Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Gebiete eingeladen worden sind, um durch das Preufsische Gebiet ins Ausland verschifft zu werden, soll weder an den Preufsischen Elbzollstellen noch an denen Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten der traktatenmäfsige Elbzoll erhoben werden.

Ausgenommen sind jedoch Waaren, welche aus dem Packhofe in Roslau nach dem Auslande ausgeführt werden sollen. Von diesen ist der Elbzoll und zwar in seinem vollen Satze, wie er Preufsen für die ganze Strecke von Wittenberg bis Mühlberg traktatenmäfsig gebührt, auch ferner an den Preufsischen Zollstellen zu entrichten.

Art. II. Eben so soll auch von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. in dem Preufsischen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Anhalt-Köthensche oder Anhalt-Dessausche Gebiet eingeführt zu werden, oder

b. aus dem Auslande mit der Bestimmung nach dem Preufsischen Gebiete eingehen, oder

c. im Preufsischen Gebiete eingeladen worden sind, und durch das Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessausche Gebiet in das Preufsische oder in das Ausland verschifft werden;

der traktatenmäfsige Elbzoll an den beiderseitigen Zollstetten nicht erhoben werden.

Art. III. Die Abgabe von den Fahrzeugen, oder die Rekognitions-Gebühr, wird nur dann erhoben werden, wenn die Schiffe nicht innerhalb des Preufsischen und Anhaltschen Gebiets verbleiben, sondern die Bestimmung haben, ihre Fahrt in das Ausland fortzusetzen.

Art. IV. An die Stelle des Elbzolles und der Rekognitions-Gebühr, wo beide nach vorstehenden Bestimmungen wegfallen, dürfen keine andere Belastungen treten. Doch versteht es sich von selbst, dafs der Erhebung der tarifmäfsigen Ein- und Ausgangs-Abgaben auf der Elbe, welche Preufsen, in Folge des besondern Vertrags mit Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten von Anhalt-Köthen und Anhalt-

Dessau, zusteht, durch die gegenwärtige Uebereinkunft kein Eintrag geschehen soll. 1828

Art. V. Mit Rücksicht auf die gegenseitige Aufhebung des Elbzolles wird Preufsen unter denselben Umständen, unter welchen dieser Zoll nicht entrichtet wird, auch auf der Saale, statt aller bisherigen Abgaben, nur die Schleusengefälle, welche zur Instandsetzung und Unterhaltung der Schleusen, nach dem Tarif vom 31sten Dezember 1826, bestimmt sind, erheben lassen.

Desgleichen wollen Seine Hochfürstliche Durchlaucht, der Herzog von Anhalt-Köthen, in den Fällen, wo Preufsischer Seits nur das gedachte Schleusengeld erhoben wird, das bisherige Seilgeld bei Nienburg bis zu einem Grade ermäfsigen, dafs die davon aufkommende Einnahme, die mit der Einrichtung wegen Senkung des Seils verbundenen Kosten nicht übersteigt, und zu dem Ende vorläufig den zu entrichtenden Satz des Seilgeldes auf vier gute Groschen von dem Schiffe, für welche dasselbe gesenkt wird, bestimmen.

Art. VI. Die etwa noch erforderlichen Maafsregeln, zur Verhütung von Unterschleifen, sollen zwischen dem Königlich-Preufsischen General-Direktor der Steuern und der betreffenden Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen obersten Behörde, besonders verabredet werden.

Art. VII. In Absicht der Dauer, der stillschweigenden Verlängerung und der Wiederaufhebung dieser Uebereinkunft, gelten die nämlichen Bestimmungen, welche der heute unterzeichnete Haupt-Vertrag, wegen der gegenseitigen Verkehrsfreiheit und der Anschliefsung der Herzogthümer Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau an das Preufsische System der indirekten Steuern aufstellt.

Art. VIII. Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht, dem Herzoge von Anhalt-Bernburg wird der Beitritt zu der gegenwärtigen Uebereinkunft vorbehalten.

Art. IX. Gegenwärtige Uebereinkunft soll zugleich mit dem ebenerwähnten Haupt-Vertrage zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt, und auch gleichzeitig binnen einer 14tägigen Frist, nach

1828 Auswechselung der Ratifikations-Urkunden, zur Vollziehung gebracht werden.

Zur Urkund dessen ist diese Uebereinkunft von den beiderseitigen Bevollmächtigten, unter Beidrükkung ihrer Siegel, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 17ten Juli 1828.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. LUDWIG ALBERT.
LUDWIG BASEDOW.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 16ten August c. imgleichen von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen am 27sten August 1828, und von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Dessau am 28sten Juli 1828, ratifizirt worden).

132.

Traité entre la Prusse et les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau concernant les rapports mutuels des douanes et du commerce, signé le 17 Juillet 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 15. pag. 99).

Nachdem Seine Majestät der König von Preufsen und Ihre Hochfürstliche Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, den bisherigen so nachtheiligen Hemmungen des freien Verkehrs zwischen den beiderseitigen Landen und den daraus entstandenen Beschwerden der Unterthanen auf eine gründliche Weise abzuhelfen beschlossen, dieser Zweck aber nur auf dem Wege des Beitritts der Länder Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten zu dem Preufsischen Systeme der indirekten

Steuern zu erreichen ist; so haben Allerhöchst- und 1828
Hochdieselben über diesen Gegenstand durch Ihre Bevollmächtigten, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weifsen Bande und Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau, durch den Anhalt-Köthenschen Geheimen Finanzrath *Ludwig Albrecht* und den Anhalt-Dessauschen Regierungsrath *Ludwig Basedow*,

unter Vorbehalt der beiderseitigen Genehmigung, nachstehende Uebereinkunft verabreden und abschliefsen lassen:

Art. I. Da die Freiheit des Verkehrs wesentlich auf der Uebereinstimmung der Grundsätze in Absicht der Besteuerung der im Verkehr befindlichen Gegenstände beruht, so treten Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-Dessau auf die Dauer von sechs Jahren und unbeschadet aller Ihrer Hoheitsrechte, für Höchst-Ihre Lande — mit Ausschlufs der Anhalt-Köthenschen hohen Grafschaft Warmedorf und der Anhalt-Dessauschen Aemter Sandersleben und Grofs-Alsleben, über deren Anschliefsung an das Preufsische indirekte Steuersystem besondere Verträge eingegangen werden sollen — der Preufsischen Gesetzgebung über Eingangs- Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, wie solche in dem Gesetze vom 26ten Mai 1818 und in den seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen enthalten ist, oder künftig noch durch Deklarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird, in der Art bei, dafs diese Gesetzgebung, nachdem solche in Höchst-Ihren Namen in den beiden Herzogthümern Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau verkündigt sein wird, von den Herzoglichen Behörden genau vollzogen werden soll.

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt-

1828 Dessau, werden daher unmittelbar nach Ratifikation des gegenwärtigen Vertrages die in Folge des Beitritts zu verkündenden Verordnungen und die damit in Verbindung stehenden organischen Verfügungen für die Zoll-Verwaltung ausarbeiten und durch einen Kommissarius dem Königlich-Preufsischen General-Direktor der Steuern mittheilen lassen, damit die Bemerkungen, welche dieser dabei zu machen sich veranlafst finden sollte, angemessen berücksichtigt werden können.

Künftige, das Anhaltsche Interesse berührende, Abänderungen der Grundsätze des Preufsischen Gesetzes vom 26sten Mai 1818 und der in Beziehung hierauf bis jetzt ergangenen Deklarationen, sollen jedoch in den Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Landen, auf welche sich der gegenwärtige Vertrag bezieht, nur dann zur Anwendung kommen, wenn darüber vorher eine Einigung erfolgt ist.

Art. II. Da mit Zustimmung Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzöge von Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, dem von Höchstdemselben erklärten Beitritt zu der Preufsischen Gesetzgebung über Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben die Wirkungen gegeben werden soll, dafs auch von allen auf der Elbe zum Bedarf der betreffenden Anhaltschen Lande eingehenden fremden steuerbaren Waaren, mit Ausnahme derjenigen Gegenstände, wobei Sich Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, nach Maafsgabe der folgenden Artikel IV. V. VI und VII, die eigene Erhebung der Eingangsabgaben vorbehalten wollen, die Eingangsabgaben und von den auf demselben Wege aus Anhalt ausgehenden inländischen Waaren die Ausgangsabgaben, welchen diese unterliegen, durch die Preufsischen Zollämter an der äufsern Preufsischen Grenze erhoben werden; so versprechen dagegen Seine Majestät der König von Preufsen, dafs dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen in Folge dieses Beitritts, nach Abrechnung des auf die zur eigenen Erhebung der Eingangsabgaben Anhaltischer Seits vorbehaltenen Gegenständen fallenden Ertrags, zufliefsen wird, den Kassen Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten zu Statten kommen soll.

Art. III. In Betracht, dafs die Bestimmung des 1828
nach vorstehendem Artikel II. Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten zustehenden Einkommens wesentlich von der Ermittelung des Bedarfs der Herzoglichen Lande an fremden, über die äufsere Preufsische Grenze eingehenden steuerbaren Waaren, und des hierauf nach dem Preufsischen Tarif zu berechnenden Steuerertrages abhängt, ist man übereingekommen, dafs jener Bestimmung für die nächsten 3 Jahre das Einkommen der zu dem Steuerverbande der 7 östlichen Preufsischen Provinzen gehörigen Landestheile an Ein- Aus- und Durchgangsabgaben, nach einem Durchschnitte der letzten 3 Jahre dergestalt zur Grundlage lage dienen soll, dafs Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten ein Antheil an diesem Einkommen, im Verhältnifs der Bevölkerung der Anhaltschen Lande, worauf sich der gegenwärtige Vertrag bezieht, zu der Bevölkerung des in dem Steuerverbande befindlichen Theils der gedachten 7 östlichen Preufsischen Provinzen gewährt, und hierbei derjenige Betrag an Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben, wovon dieser Antheil zu berechnen ist, mit Rücksicht darauf, dafs einestheils eine Vermehrung der Preufsischen Durchgangsabgaben, welche nur als Folge des Beitritts Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten zu dem Preufsischen Steuersysteme sich betrachten liefse, nicht statt findet, und daher auch hierauf eine Theilnahme an jenen Abgaben nicht zu gründen ist, anderntheils aber in den Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauschen Landen von den landwärts durchgehenden Waaren eine Durchgangsabgabe nicht bezogen werden kann, zu $\frac{3}{4}$ des Sammteinkommens angenommen werden soll.

Art. IV. Nachstehende Waaren können, sofern sie auf der Elbe eingehen, unter den in den folgenden Artikeln V. VI. VII. und VIII. enthaltenen näheren Bestimmungen zur Selbsterhebung der davon zu entrichtenden Abgaben, unter Begleitschein-Kontrolle der Königlich-Preufsischen Haupt-Zoll-Aemter zu Wittenberg und Mühlberg, imgleichen des Haupt-Steueramts zu Magdeburg, ferner abgabenfrei in die Herzoglichen Lande eingeführt werden:

1. Rum, Arrak, Franzbranntwein und alle andere fremde Branntweine und Liqeure;

2. Wein und Weinessig;

1828 3. Gemeines und Speise-Oel;
4. Südfrüchte aller Art, frisch und getrocknet;
5. aufser-europäische Gewürze;
6. Kaffee;
7. Thee;
8. Zucker aller Art;
9. Syrup;
10. Reis;
11. Heringe;
12. Sago;
13. Kakao;
14. Tabak aller Art, in Blättern und fabricirt;
15. Russischer Talg.

Art. V. Zur Erhebung der Steuern von den auf der Elbe eingegangenen Waaren wird bei Rofslau ein gemeinschaftlich Anhalt-Köthensches und Anhalt-Dessausches Steueramt errichtet.

Nach diesem Steueramte werden alle frei eingegangene Waaren gebracht und, insofern die Versteuerung nicht gleich geschieht, in den mit demselben verbundenen Packhof niedergelegt.

Art. VI. Sobald die in diesem Packhof lagernden Waaren in den Verkehr übergehen sollen, mufs davon, ebenso wie dies bei einer Versteuerung unmittelbar nach der Ankunft der Waaren auf der Elbe geschieht, die in völliger Uebereinstimmung mit dem Preufsischen Tarif gesetzlich bestimmte Abgabe zur Herzoglichen Steuerkasse entrichtet werden.

Art. VII. Alle im Anhaltschen Packhofe unversteuert lagernden Waaren können auch, jedoch nur auf dem Elbwege, nach dem Auslande wieder ausgeführt werden, und unterliegen alsdann bei den Preufsischen Zoll-Aemtern, aufser dem tractatenmäfsigen Elbzolle, keiner Preufsischen Abgabe.

Wegen Vermeidung von Unterschleifen mit Waaren, welche bei dem Ein- und Ausgange aus dem Packhofe durch Vertauschung oder Veränderung statt finden könnten, wird man sich gegenseitig über zweckdienliche Maafsregeln vereinigen.

Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten versprechen insbesondere die strengste Aufsicht über den Packhof von Seiten Ihrer Behörden führen zu lassen, nicht zu gestatten, dafs eine Veränderung und Vermischung

mit den in demselben lagernden Waaren insbesondere 1828
eine weitere Umpackung oder Bearbeitung derselben, als lediglich zu ihrer Conservation nöthig ist, vorgenommen werde, jeden entdeckten Unterschleif unnachsichtlich nach der Srenge des Gesetzes bestrafen zu lassen, auch namentlich nicht nachzugeben, dafs unter irgend einem Vorwande die zum Packhofe bestimmten Waaren unversteuert in Privatniederlagen oder Kellern aufbewahrt und von dort aus zur Elbe steuerfrei wieder ausgeführt werden, indem der Handel mit fremden unversteuerten Waaren ins Ausland einzig auf die im Packhofe lagernden und aus demselben wieder eingeschifften Gegenstände beschränkt seyn soll.

Art. VIII. Die mit den Preufsischen Posten nach Anhalt kommenden fremden Waaren aller Art werden im letzten Preufsischen Steueramte vor der Anhaltschen Grenze revidirt und alsdann mit der Revisions-Note an die Königlichen Postämter zu Köthen, Dessau und Zerbst weiter gesandt, welche sie alsdann an die dortigen Herzoglichen Steuerbeamten zur Auslieferung an die Empfänger gegen Erlegung der vollen Tarifsteuer übergeben. Der dafür eingehende Steuerertrag fliefst dem gemeinschaftlichen Herzoglichen Steueramte zu, und wird auf den jährlichen Steuerantheil Ihrer Hochfürstlichen Durchlauchten in Anrechnung gebracht.

Art. IX. Wegen gegenseitiger Befreiung von dem tractatenmäfsigen Elbzoll hat es bei dem heute besonders abgeschlossenen Vertrage sein Bewenden.

Art. X. Alljährlich findet eine Abrechnung wegen des Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten zu gewährenden Steuerantheils durch eine gemeinschaftliche Kommission statt.

Diese ermittelt zuvörderst, was von den im Laufe des Jahres abgabenfrei über die Preufsischen Hauptämter Wittenberge, Mühlberg und Magdeburg nach dem Anhaltschen Steueramte Rofslau eingegangenen Waaren von dort auf der Elbe wieder ausgeführt worden ist, was sich davon noch in dem Packhofe im Bestande befindet und was daher als Steuerbetrag für Waaren, welche zum Verbrauch ausgegeben worden sind, mit Einschlufs derjenigen welche auf der Post eingegangen, zu berechnen ist.

1828 Was nach Abzug dieses Steuerertrages an dem Ihren Hochfürstlichen Durchlauchten gebührenden jährlichen Einkommen noch fehlt, soll sofort aus der Königlichen Preufsischen Provinzial - Steuerkasse zu Magdeburg ergänzt werden.

Art. XI. Da nach vorstehenden Bestimmungen alle zum innern Verbrauch aus dem Auslande einkommenden Waaren in den Anhaltschen Landen eben so besteuert werden, als im Preufsischen, so sichern Seine Majestät der König von Preufsen und Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, der Herzog von Anhalt-Köthen und der Herzog von Anhalt - Dessau, Ihren Unterthanen gegenseitig völlig freien und ungestörten Verkehr mit den gedachten Waaren dergestalt zu, dafs die innerhalb des ganzen, von der Preufsischen Zolllinie an der äufsern Grenze des Preussischen Staats eingeschlossenen Bezirke, mit Inbegriff des dem Preufsischen Steuerverbande schon früher beigetretenen Herzogthums Bernburg, von den betreffenden Unterthanen zu verführenden Waaren, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. XII. Auch in Absicht aller inländischen Erzeugnisse der Natur und Kunst soll diese Freiheit des gegenseitigen Verkehrs (Art. XI.) in der Regel Statt finden. Nur in Beziehung auf Branntewein, Bier, Essig und Tabacksblätter, welche in Preufsen und Anhalt erzeugt werden, behält man sich gegenseitig vor, bei dem Uebergang jener Artikel aus dem einen Gebiet in das andere, diejenige volle Steuer zu erheben, welche auch auf den eigenen inländischen Erzeugnissen dieser Art ruht oder auf dieselben gelegt werden möchte; jedoch ist den Herzoglichen Unterthanen verstattet, die in den Herzoglich-Anhaltschen Ländern erzeugten Tabacksblätter sowohl landwerts als auf der Elbe, unter gehöriger Sicherheitskontrole *abgabenfrei* über die Preufsischen Grenzen auszuführen.

Von Mehl, Getreide und Schlachtvieh, wenn diese Gegenstände in Preufsische oder Anhaltsche Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer erhoben wird, eingeführt werden, ist diese Abgabe ebenso wie von den inländischen gleichartigen Producten zu entrichten, in-

dem dieselben frei über die Grenze eingehen, und, 1828
sobald sie diese passirt haben, den inländischen Waaren dieser Gattung gleich geachtet werden.

Dasselbe gilt auch von den in Preufsen und Anhalt erzeugten Victualien, als Butter, Käse, Eier, Obst und dergleichen, wenn sie in solche Anhaltsche Städte von Preufsischen Unterthanen zu Markte gebracht werden, wo auch Inländer eine gleiche Abgabe von diesen Gegenständen zu entrichten haben.

Art. XIII. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preufsischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben bereitet und verfertigt werden, im Preufsischen Gebiete nicht freien Umlauf haben; so können in Folge dieser Bestimmung, auch Salz und Spielkarten, welche in den Herzoglichen Landen verfertigt worden seyn möchten, in den Königlichen Landen nicht freien Umlauf haben, sondern sind daselbst den gleichen Beschränkungen, vorbehältlich der Durchfuhr der Sielkarten, unterworfen. In Rücksicht des Salzes finden überdies die Bestimmungen der darüber abgeschlossenen besonderen Uebereinkünfte Anwendung, und ist dabei ausdrücklich festgesetzt, dafs dieselben ihren Grundlagen nach so lange bestehen sollen, als die Vereinigung wegen der Steuern dauert.

Art. XIV. Handelsverträge, welche etwa zwischen Preufsen und anderen Staaten abgeschlossen werden und das Interesse der Herzogthümer Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau mit berühren, sollen in ihren Folgen den Herzoglichen Unterthanen ebenso, wie den Königlich-Preufsischen, zu Statten kommen.

Art. XV. Die Allerhöchsten und Höchsten kontrahirenden Souverains werden Sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle, und zur Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen, und daher namentlich auch gestatten, dafs die Königl. Preufsischen und Herzoglich-Anhaltschen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in die gegenseitigen Gebiete verfolgen und sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern. Wenn auch zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen von

1828 den beiderseitigen Zollbeamten bei den Landes- und Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, sollen diese, nachdem sie sich überzeugt, dafs den Umständen nach diese Anträge durch die Gesetze begründet, oder ihnen doch nicht entgegen sind, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten.

Art. XVI. Die Straf-Erkenntnisse über Zollvergehen in Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau werden von den dasigen Gerichten gefällt und vollstreckt, jedoch von einem dazu verpflichteten Fiskal, im Interesse der Verwaltung, betrieben. Zollstrafen und Konfiskate, worauf die Herzoglichen Gerichte erkennen, fallen, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, der Anhaltschen Steuerkasse lediglich anheim.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht behalten sich Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, hinsichtlich der von Ihren Gerichten verurtheilten Defraudanten, vor, wollen jedoch von jedem Falle, wo dasselbe in Anwendung gebracht worden ist, durch Ihre Behörden dem Königlich-Preufsischen Provinzial-Steuer-Director in Magdeburg Nachricht geben lassen.

Art. XVII. Sollte der gegenwärtige, auf einen vom 1sten Januar 1828 ab anzurechnenden Zeitraum von Sechs Jahren abgeschlossene Vertrag vor Anfang des letzten Jahres von einer oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden, so wird derselbe auf fernere Drei Jahre, und sofort stets auf Drei Jahre, als verlängert angesehen.

Art. XVIII. Wenn der gegenwärtige Vertrag zu Ende gehen, oder auch auf den Grund eines gemachten Vorbehalts schon früher seine Kraft verlieren sollte, ohne dafs eine anderweite Vereinigung an seine Stelle tritt, so verbinden Sich Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, die alsdann im Packhofe zu Rofslau noch lagernden Waaren nicht unversteuert ins Land übergehen zu lassen, sondern dafür zu sorgen, dafs dieselben entweder gegen die bisherige Versteuerung ihren eigenen Unterthanen ausgeliefert, oder auf der Elbe über die äufsere Preufsische Grenze wieder ausgeführt werden.

Art. XIX. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratification

eingereicht, und nach Auswechselung der Ratifica- 1828
tions-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Dessen zur Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 17. Juli 1828.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.
LUDWIG ALBERT.
LUDWIG BASEDOW.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 16ten August c., imgleichen von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Köthen am 27sten August 1828, und von Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht dem Herzoge von Anhalt-Dessau am 28sten Juli 1828 ratifizirt worden).

133.

Traité entre la France de la confédération Suisse, concernant les rapports de voisinage, de justice et de police, signé à Zurich le 18 *Juillet* 1828.

(*Officielle Sammlung der das Schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke* Bd. 2. Heft 4. 1828. p. 209 sqs.).

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et les Etats composant la Confédération Helvétique, également animés du désir de consolider de plus en plus les liens d'amitié et les relations de bon voisinage qui subsiste depuis si long-tems entr'eux, et dans ce but ayant jugé convenable de fixer définitivement er sur la base d'une parfaite réciprocité les règles à suivre de part et d'autre, tant pour l'exercice de la justice,

1828 qu'à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays, ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté Très-Chrétienne, le Sieur François Joseph Maximilien Gérard de Rayneval, Grand-officier de l'ordre Royal de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de Charles III, Conseiller d'état, son Ambassadeur près la Confédération Helvétique:

Et les Etats de la Confédération Helvétique, les Sieurs Emmanuel Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste Charles François de Perrot, Conseiller d'état de Neuchâtel, —

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les jugemens définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les Envoyés respectifs, ou à leur défaut, par les autorités de chaque pays.

Art. II. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse, ni des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucuns droits, caution du dépôt, auxquels ne seraient pas soumis les nationaux eux-mêmes, conformément aux lois de chaque localité.

Art. III. Dans les affaires litigieuses personnelles ou de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contract a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges, par devant lesquels elles se seraient engagées à discuter leurs difficultés.

Dans les affaires litigieuses, ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par devant le tribunal ou magistrat du lieu, où la dite propriété est située.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les 1828
héritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du dernier domicile que le Français avait en France; la réciprocité aura lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France. Le même principe sera suivi pour les contestations qui naîtraient au sujet des tutelles.

Art. IV. En cas de faillite ou de banqueroute de la part de Français, possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque, seront payés sur les dits biens comme les créanciers hypothécaires français, suivant l'ordre de leur hypothèque; et réciproquement, si des Suisses possédant des biens sur le territoire de la Confédération helvétique, se trouvaient avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui se seraient conformés aux lois suisses, pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse, seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque.

Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également, sans considérer auquel des deux pays ils appartiennent; mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

Art. V. Si des Français ou des Suisses, déclarés juridiquement coupables dans leurs pays respectifs des crimes suivans, savoir: crimes contre la sûreté de l'Etat, assassinat, empoisonnement, incendies, faux sur des actes publics et en écritures de commerce, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, vols de grand chemin, banqueroute frauduleuse, ou qui seraient poursuivis comme tels, en vertu de mandats d'arrêt, décernés par l'autorité légale, venaient à se réfugier, les Français en Suisse, et les Suisses en France, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Il en sera de même à l'égard des fonctionnaires ou dépositaires publics, poursuivis pour soustraction de fonds appartenant à l'Etat. Chacun des deux pays supportera, jusqu'aux frontières de son territoire, les frais d'extradition et de transport.

1828 Les choses volées dans l'un des deux pays, et déposées dans l'autre, seront fidèlement restituées.

Art. VI. Dans toutes les procédures criminelles ayant pour objet les mêmes crimes spécifiés à l'article ci-dessus, dont l'instruction se fera, soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses, qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter devant le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les passe-ports nécessaires seront donnés aux témoins, et les gouvernemens respectifs se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préable, qui seront dues à raison de la distance et du séjour. Si le témoin se trouvait complice, il sera renvoyé par devant son juge naturel, aux frais du Gouvernement qui l'aurait appelé.

Art. VII. Les habitans suisses des Cantons limitrophes de la France, auront la faculté d'exporter les denrées provenant des biens-fonds, dont ils seraient propriétaires sur le territoire du Royaume, à une lieue des frontières respectives, et la même faculté est accordée réciproquement aux Français qui posséderaient en Suisse des propriétés foncières situées à la même distance des frontières. L'exportation et l'importation de ces denrées territoriales seront libres et exemptes de tous droits. Néanmoins les propriétaires, qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par le présent article, se conformeront aux lois de douane et de police de chaque pays; mais pour éviter que les formalités à remplir ne causent des retards préjudiciables aux récoltes, leur transport d'un pays dans l'autre ne pourra être retardé, si ceux qui en auront préalablement demandé l'autorisation, fournissent, jusqu'à ce qu'ils aient pu l'obtenir, une caution solvable.

Il est bien entendu, que cette faculté ne sera pas limitée, et qu'elle durera toute l'année; mais il est également convenu, qu'elle ne s'appliquera qu'aux récoltes brutes, et telles que le terrain, sur lequel elles auront crû, les aura produites.

Art. VIII. Il sera conclu un arrangement particulier entre S. M. T. C. et les Cantons limitrophes

de la France, pour régler l'exploitation des forêts voisines des frontières, et en prévenir la dégradation. 1828

Art. IX. Si par la suite on venait à reconnaître le besoin d'éclaircissemens sur quelques articles du présent traité, il est expressément convenu, que les parties contractantes se concerteront pour régler à l'amiable les articles sujets à interprétation.

Art. X. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Zurich le 18 Juillet de l'an de grâce mil huit-cent vingt-huit.

Raynevad. Fischer.
Herzog *d'Effinguen.*
Perrot.

Ratifications:

A. *Da Sa Majesté Tres-Chrétienne.*

Charles, par la grâce de Dieu, Roi de France et Navarre, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut.

Ayant vu et examiné le traité contenant les règles à suivre tant en France qu'en Suisse, pour l'exercice de la justice et à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays, lequel a été conclu et signé à Zurich, le 18 Juillet de la présente année, par Nôtre très-cher et bien-aimé le Sieur Comte Gérard de Rayneval, Ministre d'Etat, Notre Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et Notre Plénipotentiaire, en vertu des pleins-pouvoirs que Nous lui avons donnés, avec les Sieurs Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste Charles François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, Plénipotentiaires nommés par le Directoire fédéral, au nom des Etats composant la Confédération helvétique, également munis de pleins-pouvoirs en bonne forme, duquel traité la teneur suit:

1828 *(Teneur du traité.)*

Nous, ayant agréable le susdit traité en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues, déclarons, tant pour Nous que pour Nos héritiers et successeurs, qu'il est accepté, approuvé, ratifié et confirmé, et, par ces présentes signées de Notre main, Nous l'acceptons, approuvons, ratifions et confirmons; Promettant, en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi, Nous avons fait mettre Notre sceau à ces présentes. Donné en Notre château des Tuileries, le dix-septième jour du mois d'Octobre, l'an de grâce mil huit-cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

CHARLES.

Par le Roi:
Le Comte PORTALIS.

B. *Du Directoire fédéral au nom des Cantons.*

Nous les Bourgmestres et Conseil d'Etat de Zurich, Directoire actuel de la Confédération Suisse, faisons savoir par les présentes:

Que le traité conclu et signé à Zurich le 18 Juillet de la présente année entre la Couronne de France et la Confédération Suisse, savoir: au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne Charles X, Roi de France et de Navarre, par Monsieur le Baron Gérard de Rayneval, Son Ambassadeur en Suisse etc. etc. etc., et de la part des Cantons Suisses par Messieurs Emmanuel Frédéric Fischer, Avoyer de la Ville et République de Berne, Jean Herzog d'Effinguen, Bourgmestre du Canton d'Argovie, et Auguste Charles François de Perrot, Conseiller d'Etat de Neuchâtel, au sujet des règles à suivre de part et d'autre tant pour l'exercice de la justice, qu'à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays:

Ayant été transmis aux Cantons confédérés et les déclarations de ceux-ci, consignées au protocole de la Diète des 10, 21 et 24 Juillet 1828, se trouvant en

nombre suffisant pour constater, dans une transaction 1828
de ce genre, l'assentiment du Corps Helvétique;

Nous, en vertu de ces mêmes déclarations, attestons et certifions, que le susdit traité du 18 Juillet 1828, tel qu'il a été signé par les Plénipotentiaires respectifs, de mot à mot comme suit:

(Teneur du traité.)

est accepté, approuvé et ratifié dans tout son contenu par la Confédération Suisse. Nous promettons dès-lors qu'il sera fidèlement et religieusement observé.

En foi de quoi les présentes ont été munies de la signature de notre Bourgmestre en charge, Président de la Diète Suisse et du Directoire fédéral, de celle du Chancelier et du sceau de la Confédération, à Zurich le dix-huit Octobre de l'an de grâce mil huit-cent vingt-huit. (18 Octobre 1828.)

Le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, Président de la Diète et du Directoire fédéral:

REINHARD.

Le Chancelier de la Confédération:

MOUSSON.

134.

Convention de cartel entre la Prusse et la France, signée à Paris le 25 Juillet 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* J. 1828. Nr. 16. pag. 111. *Le Moniteur universel.* 1828. Nr. 288).

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majeste le Roi de France et de Navarre étant convenus de conclure une convention de cartel, ont, à cet effet, muni de Leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Henry Auguste Alexandre Guillaume, Baron de Werther,

1828 Son chambellun et Son envoyé ertraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne, chevalier de l'Ordre de l'Aiglé rouge de la première classe et de celui de St. Jean de Jérusalem de Prusse, et grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne;

et Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le sieur Pierre Marie Auguste Féron, Comte de la Ferronnays, pair de France, chevalier des Ordres du Roi, chevalier des Ordres de Russie, grand-croix de l'Ordre de St. Ferdinand des deux Siciles, et de l'Ordre de la couronne de Wurtemberg, maréchal de camp, ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. A dater de l'échange des ratifications de la présente convention, tous les individus qui déserteront le service militaire des hautes parties contractantes, seront restitués de part et d'autre.

Art. II. Seront réputés déserteurs, non seulement les militaires de toute arme et de tout grade, qui quitteront leurs drapeaux, mais encore le individus appartenant à la marine, et ceux qui, appelés au service actif de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque des deux pays, ne se rendraient pas à l'appel, et chercheraient à se réfugier sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

Les jeunes gens résidant, soit par le fait de leur naissance, soit part toute autre circonstance, dans les Etats du souverain dont ils ne sont pas sujets, seront également soumis aux dispositions de la présente convention, à moins qu'ils n'aient obtenu des lettres de naturalisation par suite de l'autorisation du gouvernement dont ils sont sujets.

Art. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu de la présente convention:

1. les individus nés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auraient cherché un asile, et qui, par leur désertion, ne feraient que rentrer dans leur pays natal;

2. les individus qui soit avant, soit après leur dé- 1828
sertion, se seraient rendus coupables d'un crime ou délit quelconque, à raison du quel il y aurait lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils se sont retirés.

Néanmoins, en ce dernier cas, l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine.

Si un déserteur était retenu dans quelque prison pour le paiement d'une dette civile, son extradition sera suspendue jusqu'au jour où cet emprisonnement aura dû cesser.

Art. IV. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement; les officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales afin qu'elles aient à le faire arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes chargées de la poursuite pourront, au moyen d'un passeport ou d'une autorisation en régle qu'elles devront obtenir de leur chef immédiat, se rendre au plus prochain village situé en dehors de la frontière, à l'effet de réclamer des autorités locales, l'exécution de la présente convention.

Art. V. Les autorités qui voudront réclamer un déserteur, adresseront leur réclamations à l'administration, soit civile, soit militaire, qui, dans les deux pays, se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire.

Les dites autorités réclamantes accompagneront leur réquisitoire du signalement du déserteur, et dans le cas où l'on serait parvenu à l'arrêter, l'autorité réquerante en sera prévenue par un avis accompagné d'un extrait du régistre du géolier ou concierge de la prison où le déserteur aura été écroué.

Art. IV. Dans le cas où les déserteurs seraient encore porteurs de leurs armes ou revêtus de leur équipement, habillement, ou marques distinctives, sans être munis d'un passeport, et de même dans tous les cas où il serait constant, soit par l'aveu du déserteur, soit d'une manière quelconque, qu'un déserteur de l'une des hautes parties contractantes se

1828 trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté sur le champ, sans réquisition préalable, pour être immédiatement livré entre les mains des autorités compétentes établies sur les frontières de l'autre souverain.

Art. VII. Si, par suite de la dénégation de l'individu arrêté, ou autrement, il s'élevait quelque doute sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou interessée devra constater au préalable les faits non suffisamment éclaircis, pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté ou restitué à l'autre partie.

Art. VIII. Dans tous les cas, les déserteurs arrêtés seront remis aux autorités compétentes qui feront effectuer l'extradition selon les règles déterminées par la présente convention. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques, dont les déserteurs étaient nantis ou qui auraient été trouvés sur eux lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée du procés-verbal de l'arrestation de l'individu, des interrogatoires qu'il aurait subis, et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion. Pareille restitution aura lieu des chevaux, effets d'armement, d'habillement et d'équipement emportés par les individus désignés dans l'article III. de la présente convention comme exceptés de l'extradition.

Les hautes parties contractantes se concerteront ultérieurement sur la désignation des places frontières où la remise des déserteurs devra être opérée.

Art. IX. Les frais auxquels aura donné lieu l'arrestation des déserteurs, seront remboursés de part et d'autre à compter du jour d'arrestation, qui sera constaté par l'extrait dont il est fait mention à l'article V. jusqu'au jour de l'extradition inclusivement.

Les frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs et de leurs chevaux, et sont fixés à six gros trois fenins, argent de Prusse, ou soixante quinze centimes, argent de France, par jour pour chaque homme; et à huit gros neuf fenins, argent de Prusse, ou un franc six centimes, argent de France, par jour pour chaque cheval. Il sera payé en outre par la partie requérante ou intéressée une gratification

de six écus vingt cinq gros, argent de Prusse, ou vingt cinq francs, argent de France, pour chaque homme, et de trente deux écus vingt quatre gros, ou cent vingt francs, pour chaque cheval et son équipage, au profit de quiconque sera parvenu à découvrir et faire arrêter un déserteur, ou qui aura contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

Art. X. Les frais et gratifications dont il est fait mention dans l'article précédent, seront acquittés immédiatement après l'extradition.

Les réclamations qui pourraient être faites à cet égard, ne seront examinées qu' après que le paiement aura été provisoirement effectué.

Art. XI. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage, à cet effet, de tous les moyens que leur offrent les lois du pays, et elles sont convenues particulièrement:

1. de faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus qui franchiraient les frontières des deux pays, sans être munis de passeports en règle;

2. de défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le service militaire, soit pour les armes de terre, soit pour la marine, un sujet de l'autre des hautes parties contractantes qui n'aura pas justifié par des certificats ou attestations en due forme qu'il est dispensé du service militaire dans son pays.

La même mesure sera applicable dans le cas où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une puissance étrangère de faire des enrôlemens dans ses Etats.

Art. XII. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera à être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

Art. XIII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines ou plutôt, si faire se peut.

1828 En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le vingt-cinq Juillet mil-huit-cent-vingt-huit.

WERTHER.

Comte de la FERRONAYS.

(Cette convention a été ratifiée à Berlin le 13 Août 1828).

135.

Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reuss Plauen concernant la jurisdiction en matières de concours des créanciers, signée le 26 Juillet 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern.* 1828. Nr. 44. pag. 569).

Nachstehende, unterm 26. Jul. l. J. mit der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes abgeschlossene Uebereinkunft wird hiermit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntniſs gebracht.

München, den 8. November 1828.

Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeussern.

Gr. v. ARMANSPERG.

Zwischen der Königl. Bayerischen Staats-Regierung und der Fürstlich Reuſs-Plauenschen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Landes-Regierung zu Gera ist über gegenseitige Anerkennung des allgemeinen Gantgerichtsstandes und über gleiche Behandlung der beiderseitigen Unterthanen in Concursen folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden.

§. 1. Wenn der Unterthan des einen Staats, wo er seinen Wohnsitz hat, in dem andern begütert ist, und in Concurs geräth; so wird von beiden Staaten das Gericht des Wohnsitzes des Schuldners als allgemeines Gantgericht anerkannt.

Partikular-Concursen soll nur in folgenden zwei Fällen Statt gegeben werden, nämlich:

1. zu Gunsten der Erbschaftsgläubiger, welche in Ansehung der Erbschaft das ihnen zustehende Separationsrecht geltend machen;

2. wenn der Gemeinschuldner in dem einen oder dem andern Staate eine abgesonderte Handlung, eine Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzt, weshalb zum Vortheil derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung solcher Etablissements demselben besonders creditirt haben, ein Partikular-Concurs eröffnet werden darf, welcher Concurs zu eröffnen ist, ohne Unterschied, ob darauf von einem, dem Königreiche Bayern, oder den Fürstl. Reufsischen Landen, als Unterthan angehörigen Gläubiger dieses Etablissements angetragen werde.

§. 2. Alle Forderungen, sie seyen auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, und das aufserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemein-Schuldners wird nach geschehener Veräufserung der Grundstücke und Effecten, durch den Richter der gelegenen Sache und nach vorgängiger Mittheilung des Locations-Urtheils an diesen, dem Gantgerichte abgeliefert.

§. 3. Dagegen zieht der allgemeine Gerichtsstand die bereits anhängigen Rechtssachen nur rücksichtlich der Location an sich, so dafs dergleichen Forderungen zwar vor dem Gantgerichte bei Strafe der Ausschliessung anzugeben sind, und in das Locations-Erkenntnifs am gehörigen Orte eingereiht werden, die Haupt-Liquidation der Forderung aber von dem Gerichte, wo sie angefangen worden, bis zum Schlusse fortgesetzt wird, wobei den Gläubigern oder dem Contradictor unbenommen ist, zu interveniren.

Ist der Streit über besonders verhandelte Forderungen zur Zeit der Abfassung des Ganturtheils noch nicht beendiget, so wird dieselbe in diesem eventuell locirt.

1828 §. 4. Rücksichtlich der Rangordnung der Gläubiger entscheiden die an dem Orte des Gantgerichts geltenden Gesetze, ohne Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern. Was jedoch die auf unbeweglichen Gütern haftenden Hypothekarforderungen betrifft; so werden solche nach den Gesetzen des Gerichtsstandes der gelegenen Sache beurtheilt.

Dasselbe gilt von den jure separationis kommenden Ansprüchen auf im Besitz des Gemeinschuldners befindliche unbewegliche Grundstücke, wohin auch die Ewiggeldrenten in München gehören, so wie hinsichtlich der Nothwendigkeit, solche Ansprüche bei dem Concursgerichte anzumelden.

§. 5. Wenn eine bewegliche Sache sich als Pfand in den Händen eines Gläubigers befindet, so soll derselbe befugt seyn, sein Recht an dem ihm verhafteten Gegenstande vor dem Richter und nach den Gesetzen desjenigen Staates, wo dieser Gegenstand sich befindet, geltend zu machen. Ergiebt sich nach Befriedigung des Gläubigers ein Ueberschuſs, so muſs derselbe an den Richter, wo der allgemeine Concurs anhängig ist, zur Verwendung für Befriedigung der übrigen Gläubiger abgeliefert werden.

Reicht hingegen der Erlös aus dem verhafteten beweglichen Gegenstand zu voller Befriedigung des Faustpfands-Gläubigers nicht hin, so wird dieser mit dem Reste seiner Forderung an das allgemeine Concursgericht gewiesen, um, wenn ihm die Rechtskraft des ertheilten Präclusiv-Bescheides nicht entgegensteht, daselbst mit den übrigen Gläubigern, jedoch in der geeigneten Classe derselben, zu concurriren.

§. 6. In Fällen, wo auf Arrest erkannt wird, soll, sobald der Richter des Arrestes von dem ausländischen Richter des Wohnortes beurkundete Nachricht erhält, daſs über den Schuldner bereits entweder die formelle Gant erkannt worden, oder sich derselbe wenigstens im Stande des materiellen Concurses befindet, der die Eröffnung des formellen unvermeidlich macht, der Arrest aufgehoben, und die Forderung des Arrestimpetranten an das Gantgericht verwiesen werden.

§. 7. Die Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft kommen jedoch im Königreiche Bayern

nur in den sieben ältern Kreisen und mit Ausschluss 1828.
des Rheinkreises in Anwendung.

§. 8. Gegenwärtige Uebereinkunft tritt um einen Monat später nach dem Tage ihrer unverzüglich zu bewirkenden Bekanntmachung, resp. in dem Königlich Bayerischen Regierungsblatte und durch die Gesetz-Sammlung für die Fürstlich Reussischen Lande jüngerer Linie hinsichtlich der anhängig zu machenden Rechtssachen für die betreffenden Unterthanen und Gerichte in Anwendung.

136.

Traité entre l'amiral Codrington et Mehemet Aly-pacha, pour l'évacuation de la Morée, signé le 6 Août 1828.

(*Le Journal de Francfort* 1828. Nr. 290. *Le Moniteur universel* 1828. Nr. 295).

Les differens rapports envoyés successivement par Ibrahim-pacha, commandant en chef de l'armée égyptienne qui se trouve en Morée, ont convaincu Son Altesse Mehemet-pacha, visir d'Egypte, de l'impossibilité absolue où se trouvoit son fils, de se maintenir plus longtems dans l'affreuse position où le manque de subsistances avoit jetté ses troupes, et qui l'avoit mis dans la douloureuse nécessité d'autoriser Ibrahim à entrer en négociation avec L. Exc. les commandans des flottes des puissances alliées dans les eaux du Levant, afin de conclure une capitulation honorable pour lui, pour son armée et pour les intérêts de la Sublime Porte, qu'il est chargé de défendre et de soutenir en Morée.

En conséquence de cette autorisation, S. A. Ibrahim-pacha eut le 6 Juillet de cette année une conférence avec L. Exc. les amiraux de Rigny et de Heyden et M. le commodore Campbell. Dans cette conférence, Ibrahim déclara formellement qu'il étoit prêt à évacuer la Morée, mais qu'il n'enverroit ses trou-

1828 pes que sur des bâtimens turcs. Il s'engagea à ne point emmener d'esclaves grecs avec son armée. Il se refusa à la demande qu'on lui fit de livrer les esclaves qui après la bataille de Navarin avoient été envoyés en Egypte, en déclarant que cette condition ne dépendoit pas de lui et qu'elle outrepassoit les bornes de ses pleins-pouvoirs.

Il ne fut fait aucune mention des forteresses occupées par les troupes égyptiennes; on se réserva la décision de leur sort, jusqu'à ce que l'amiral Codrington se fut réuni à Corfou avec ses collègues. L. Exc. entrèrent sur ces objet en délibération, et le résultat fut la décision que l'amiral Codrington se rendroit à Alexandrie, pour négocier définitivement avec S. A. Méhémet-Aly pacha sur les conditions qui avoient été proposées par S. A. elle-même et n'avoient point été arrêtées dans la conférence du 6 Juillet, et pour s'accorder en même tems sur les meilleures mesures à prendre pour effectuer l'évacuation.

Aujourd'hui, 6 Août 1828, l'amiral Codrington a eu, en conséquence de cette résolution, une audience particulière de S. A. Méhémet-Aly pacha; l'amiral étoit accompagné seulement de MM. Drovetti, consul-général de S. M. T. C., Backer, consul d'Angleterre, du commodore Campbell, des capitaines Richard, Curzon et W. Codrington.

Après une longue discussion sur les principaux articles de l'évacuation des forteresses occupées par les troupes égyptiennes en Morée, et la mise en liberté des esclaves grecs conduits du Péloponnèse en Egypte après la bataille de Navarin, discussion dans laquelle le visir a eu surtout à coeur de peindre l'imprudence avec laquelle les journalistes françois et anglois avoient exagéré le nombre de ces esclaves et avoient parlé des mauvais traitemens auxquels ils étoient exposés en Egypte, on est convenu de l'évacuation de la Morée de la part des troupes égyptiennes sous les conditions suivantes:

Art. I. S. A. Mehmet Aly-pacha s'engage de rendre les esclaves conduits de la Morée en Egypte après la bataille de Navarin. Il commencera par remettre à l'amiral Codrington tous les esclaves dont il peut disposer pour le moment.

Pour ce qui concerne ceux qui sont devenus la 1828
propriété de particuliers, S. A. promet d'employer efficacement ses bons offices, afin que les consuls des puissances étrangères puissent racheter les esclaves autant que faire se pourra et aux meilleures conditions possibles.

Art. II. S. A. Mehemet-Aly-pacha promet de faire partir sous le plus court délai possible tous les bâtimens de guerre et de transport, qui feront voile pour Navarin et y prendront à bord les troupes égyptiennes.

Art. III. Les bâtimens de guerre et de transport seront escortés par des bâtimens anglois et françois, qui les accompagneront et qui entreront avec eux dans le port de Navarin, ou un autre port de Morée pour le but ci-dessus mentionné.

Art. IV. Les mêmes bâtimens seront également escortés depuis leur départ de Navarin jusqu'à la vue du port d'Alexandrie.

Art. V. Ni S. A. Ibrahim-pacha, ni aucun officier de son armée et en général aucun des individus compris dans l'évacuation, ne doivent prendre avec eux aucun grec de l'un ou l'autre sexe, si celui-ci ne le désire lui-même.

Art. VI. S. A. Ibrahim-pacha pourra laisser dans les places fortes de Patras, Castel Tornese, Modon, Coron et Navarin une garnison suffisante pour leur défense.

Fait et conclu à Alexandrie d'Egypte les dits jour, mois et an ci-dessus.

Le sceau de S. A. le Pacha tient lieu de signature.

Article additionnel.

S. A. Mehemet Aly-pacha s'engage de faire parvenir à Ibrahim-pacha l'ordre de répartir les garnisons de Patras, Castel-Tornese, Modon, Coron et Navarin de manière, que dans aucun cas et sous aucun prétexte, il ne puisse rester plus de 1200 égyptiens pour l'occupation de ces forteresses.

Sceau du Pacha.

137.

1828 *Convention de cartel entre le royaume des Pays-Bas et le duché de Nassau, signé le* 17 *Août* 1828.

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1828. Nr. 65. pag. 5).

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau étant convenus de conclure une convention de cartel, ont à cet effet muni de leurs pleins-pouvoirs,

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Jean-Gisbert Baron Verstolk de Soelen, Commandeur de l'Ordre du Lion-Belgique, Membre de l'Ordre Equestre de Hollande, son Ministre des Affaires Etrangères;

Et Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau, le Chevalier Auguste de Roentgen, Commandeur de l'Ordre du Lion de Zaehringen, Son Ministre résident à la Cour des Pays-Bas;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les individus qui, après l'échange des ratifications de la présente convention, déserteront des armées des deux hautes parties contractantes, seront remis de part et d'autre.

Art. II. Seront réputés déserteurs, non-seulement les militaires de toute arme et de tout grade, qui quitteront leurs drapeaux, mais aussi les individus qui appelés, ou dans le cas d'être encore appelés au service actif de la milice nationale des Pays-Bas, de la brigade ou du corps de réserve de Nassau, ou de toute autre branche militaire quelconque, ne se rendraient pas à l'appel, et se seraient retirés sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

Art. III. Sont exceptés de la remise ou de l'extradition, qui pourra être demandée en vertu des présentes;

a. Les individus nés sur le territoire de l'Etat, dans lequel ils auraient cherché un asile, et qui, n'ayant

point acquis de domicile fixe dans l'autre Etat, d'après les Lois et réglemens réciproquement en vigueur, ne feraient, en désertant, que rentrer dans leur pays natal. 1828

b. Les individus, qui, malgré leur naissance dans l'Etat qu'ils quittent, auraient, après leur désertion, établi leur domicile dans celui où ils se sont retirés, sur le pied des lois et réglemens y existans. Les Gouvernemens respectifs se réservent toutefois la faculté de modifier ces mêmes réglemens, d'après le principe de réciprocité.

c. Les individus qui, soit avant, soit après leur désertion, se sont rendus coupables d'un crime ou délit quelconque, à raison duquel il y a lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils résident; néanmoins, en ce cas, l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté, ou aura subi sa peine. Les engagemens civils, qu'un déserteur pourrait avoir contractés dans l'Etat de l'autre Souverain, ne pourront, dans aucun cas, motiver le refus de son extradition.

Art. IV. Les autorités qui voudront réclamer un déserteur adresseront leur réclamation à l'Administration soit civile, soit militaire, qui dans les deux pays se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire. Lesdites autorités accompagneront leur réquisitoire du signalement des déserteurs, et dans le cas où l'on serait parvenu à l'arrêter, l'autorité réquérante en sera prévenue par un avis accompagné d'un extrait du registre du geolier ou concierge de la prison, où le déserteur aura été écroué.

Art. V. Dans le cas, où les déserteurs seraient encore porteurs de leurs armes, ou revêtus de leurs équipemens, habillemens, ou marques distinctives, sans être munis d'un passeport, et de même dans tous les cas, où il serait constant, soit par l'aveu du déserteur, soit d'une autre manière quelconque, qu'un déserteur de l'une des hautes parties contractantes se trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté sur le champ, sans réquisition préalable pour être livré à telles autorités locales, qui se trouveront le plus à proximité des frontières.

Art. VI. Si par suite de la dénégation de l'individu arrêté ou autrement, il s'éleverait quelque doute

1828 sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou intéressée devra constater au préalable les faits non suffisamment éclaircis pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté, ou remis à l'autre partie.

Art. VII. Dans tous les cas les déserteurs arrêtés seront remis à telles autorités locales, qui se trouveront le plus à proximité des frontières, et la réquisition aux autorités Prussiennes pour le transport à travers le territoire du Royaume de Prusse, sera faite par le Gouvernement, qui se charge de l'extradition.

Art. VIII. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques, dont les déserteurs auraient été nantis, ou qui auraient été trouvés sur eux, lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée au surplus du procès-verbal de l'arrestation de l'individu, des interrogatoires qu'il aurait subis, et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion.

Art. IX. Les frais, auxquels aura donné lieu l'arrestation du déserteur, seront remboursés de part et d'autre, à compter du jour de l'arrestation, qui sera constatée par l'extrait, dont il est fait mention à l'art. 4, jusqu'au jour de l'extradition exclusivement. Ces frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs, et *casu quo*, de leurs chevaux, et sont fixés à 35 cents, argent des Pays-Bas, par jour pour chaque homme, et à 50 cents par jour pour chaque cheval. Il sera payé en outre, par la partie requérante ou intéressée, une prime ou gratification de 7 florins, argent des Pays-Bas, pour chaque homme, et de 75 florins même monnaie pour chaque cheval, et son équipage, au profit de tous ceux qui seront parvenus à découvrir un déserteur, de sorte qu'il ait été livré entre les mains des autorités, ou qui auront contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

Les frais d'arrestation et d'entretien sur le territoire des Pays-Bas et de Nassau, seront liquidés et restitués à la suite de communications diplomatiques, et l'on renoncera de part et d'autre aux frais du timbre et autres droits de cette nature. Pour autant que concerne le transport des déserteurs à travers le territoire du Royaume de Prusse, les frais, qui en résul-

eront, seront remboursés aux autorités Prussiennes 1828
par l'Etat en faveur duquel l'extradition aura lieu, et
l'après le tarif de ses stipulations particulières conve-
nues, ou à convenir avec la Prusse.

Art. X. Les hautes parties contractantes s'enga-
gent mutuellement à prendre les mesures les plus con-
venables pour la répression de la désertion, et la re-
cherche des déserteurs. Elles feront usage à cet effet
de tous les moyens, que leur offrent les lois du pays,
et elles sont convenues particulièrement 1° de faire
porter une attention scrupuleuse sur les individus in-
connus, qui franchiraient les frontières des deux pays,
sans être munis d'un passeport en règle; 2° de défen-
dre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler,
ou de recevoir dans le service militaire, un sujet de
l'autre des hautes parties contractantes, qui n'aura pas
justifié par des certificats ou attestations en due forme,
qu'il est dispensé du service militaire dans son
pays. La même mesure sera applicable dans le cas
où l'une des hautes parties contractantes aura permis
à une puissance étrangère de faire des enrôlemens
dans ses Etats.

Art. XI. La présente convention est conclue
pour le terme de six années, sauf aux parties con-
tractantes d'y faire tels changemens, dont elles pour-
ront convenir, et de la renouveler, après l'expiration
dudit terme.

Les ratifications de la présente convention seront
échangées dans le délai de six semaines, ou plutôt, si
faire se peut, et son contenu sera publié dans les
deux Etats, pour être observé et exécuté ponctuelle-
ment.

En foi de quoi, Nous, les Plénipotentiaires respec-
tifs, l'avons signée, et y avons apposé le sceau de
Nos armes.

Fait à La Haye, ce 17 Août 1828.

(*Signé*) Verstolk de Soelen.
— de Roentgen.

Le Ministre des affaires étrangères déclare, que la
présente convention a été ratifiée par le Gouverne-
ment des Pays-Bas, le 26 Septembre 1828, et par
celui de Nassau le 13 Octobre 1828.

Verstolk de Soelen.

138.

1828 *Traité de paix entre le Brésil et la république des provinces unies de Rio de la Plata, signé à Rio de Janeiro le 27 Août* 1828.

(*The Times* 1828. December 20. Nr. 13, 781).

In the name of the most holy and undivided Trinity!

The government of the republic of the United Provinces of the river Plata and his Majesty the emperor of Brazil, deriring to put an end to the war, and establish, upon solid and durable principles, the good understanding, harmony and friendship, which should exist between neighbouring nations, called by their interests to live united by the ties of perpetual alliance, have agreed, trough the mediation of his Britannic Majesty, on a preliminary treaty of peace, which shall serve as a basis to the definitive treaty of the same, which is to be celebrated by the high contracting parties; and for this purpose they have appointed their plenipotentiaries; to wit — The government of the republic of the United Provinces, General Don Juan Ramon Balcarce and Don Tomas Guido — His Majesty the Emperor, the Most Illustrious and Most Excellent Marquis of Aracaty, member of his Majesty's council, Gentleman of the Imperial bedchamber, councillor of finance, commander of the order of Aviz, senator of the empire, Minister secretary of state in the department of foreign affairs; Dr. Don Jose Clemente Pereira, member of his Majesty's council, chief judge of the house of supplication, dignitary of the Imperial order of the cross-bearer, Knight of that of Christ, Minister secretary of state in the home department et ad interim of justice, and Don Joaquin Oliveira Alvarez, member of his Majesty's council and that of war, lieutenant-general of the national and Imperial armies, officer of the Imperial order of the cross-bearer, Minister secretary of

state in the home department of war, who having 1828
exchanged their respective full powers, which were found to be in good and due form, agreed upon the following articles: —

ART. I. His Majesty the Emperor of Brazil declares the province of Monte Video, at present called Cisplatina, separated from the territory of the empire of Brazil, in order that it may constitute itself into a state, free and independent of any nation whatever under the form of government, which it may deem most suitable to its interests, wants and ressources.

ART. II. The government of the republic of the United Provinces concurs in declaring, on its part, the independence of the province of Monte-Video, at present called the Cisplatina, and its being constituted into a free and independent state, in the form declared in the foregoing article.

ART. III. Both high contracting parties oblige themselves to defend the independence and integrity of the province of Monte-Video, for the time and the manner that may be agreed upon in the definitive treaty of peace.

ART. IV. The existing government of the Banda Oriental, immediately upon the ratification of the present convention, shall convoke the representatives of that port of the said province, which it at present subject to it; and the existing Government of Monte-Video shall make simultaneously, a like convocation of the citizens residing within the city, regulating the number of deputies by that of the inhabitans of the province and using the form adopted in the election of representatives in the last legislature.

ART. V. The election of deputies for the city of Monte-Video shall take place indispensably extra muros, without the reach of the artillery of the city and in the absence of all armed force.

ART. VI. The representatives of the province being assembled at a distance of at least ten leagues of the city of Monte-Video, and any other place occupied by troops, shall establish a provisional government, which shall rule the whole province, until the installation of the permanent government, to be

1828 created as the constitution shall direct. The existing government of Monte-Video and the Banda Oriental shall cease immediately after the installation of the provisional one.

Art. VII. The same representatives shall betake themselves afterwards in the formation of the political constitution of the province of Monte-Video, and the constitution, previously to being sworn to, shall be examined by commissioners from the two contracting governments, for the sole object of seeing that it does not contain any article or articles opposed to the security of their respective states. Should this be the case, it shall be publicly and categorically set forth by the said commissioners; but should there be a want of common accord in these, it shall be decided by the two contracting governments.

Art. VIII. Any inhabitant of the province of Monte-Video, shall be at liberty to leave the territory thereof, taking with him his chattels, without prejudice to a third person, until the constitution be sworn to, if he do not wish to adhere to it, or if it so suit him.

Art. IX. There shall be perpetual and absolute oblivion of all political acts and opinions whatever, done or professed previously to the ratification of the present convention, by the inhabitants of the province of Monte-Video, and of the territory of the Emperor of Brazil, which has been occupied by troops of the republic of the United Provinces.

Art. X. It being a duty of the two contracting governments to assist and protect the province of Monte-Video until it be completely constituted, the said gouvernments agree, that if previously to the constitution being sworn to, and during five years afterwards, its tranquillity and security should be disturbed by civil war, they shall lend the necessary aid to maintain and support the lawful government. After the expiration of the above term, all protection which is by this article promised to the lawful government of Monte-Video shall cease and the said province shall be considered in a state of perfect and absolute independence.

ART. XI. Both the high contracting parties declare most explicitly and categorically, that whatever may happen to be the use of the protection, which, in conformity to the foregoing article, is promised to the province of Monte-Video, it shall in all cases be limited to the restoration of order, and shall cease inmediately that the object is attained.

ART. XII. The troops of the province of Monte-Video and those of the republic of the United Provinces, shall evacuate the Brazilian territory in the precise terms of two months from the date of the exchange of the ratification of the present convention, the latter passing to the left bank of the river Plata, over the Uruguay, with the exception of a force of 1500 men or more, which the government of the aforesaid republic, if it deem fit, may maintain in in any part of the territory of the province of Monte-Video, until the troops of his Majesty the Emperor of Brazil completely evacuate the city of Monte-Video.

ART. XIII. The troops of his Majesty the Emperor of Brazil shall evacuate the territory of the province of Monte-Video including La Colonia del Sacramento, in the precise term of two months, from the date of the exchange of the ratifications of the present convention, and return to the frontiers of the empire, or embark, with the exception of a force of 1500 men, which His said Majesty may maintain within the city of Monte-Video until the installation of the provisional government of the province, under the express obligation of withdrawing this force in the precise term of four months first following the installation of the said provision government at the latest; delivering, in the act of the evacuation, the city of Monte-Video in the statu quo ante bellum to commissioners completely authorized, ad hoc, by the lawful government of the province.

ART. XIV. It is understood that neither the troops of the republic of the United Provinces, nor those of his Majesty the Emperor of Brazil which, in conformity to the two foregoing articles, are to remain temporarily in the province of Monte-Video, must in any wise interfere in the political affairs, government, institutions etc. of the said province. They

1828 shall be considered as merely passive, and on observation, kept there to protect and guarantee public and individual liberties and property, and they cannot operate actively unless the lawful Government of the province require their assistance.

Art. XV. As soon as the exchange of the ratifications of the present convention takes place, there shall be an entire cessation of hostilities by sea and by land. The blocade shall be raised in the term of 48 hours on the part of the imperial squadron. Hostilities by land shall cease immediately after this convention and its ratifications are notified to the armies, and by sea, in two days to Cape St. Mary, in eight to St. Catherine's, in fifteen to Cape Frio, in twenty-two to Pernambuco, in forty to the Line, in sixty to the coast of Africa, and in eighty to the seas of Europe. All prizes made subsequently shall not be considered bona fide captures and indemnification will be reciprocally made for them.

Art. XVI. All prisoners taken by either party during the war, by sea or by land, shall be set at liberty as soon as the present convention is ratified, and the ratifications exchanged; but those who have not secured the payments of the debts contracted by them, cannot leave the country in which they are.

Art. XVII. After the exchange of the ratification, both high contracting parties shall proceed to appoint their respective plenipotentiaires, for the purpose of adjusting and concluding the definitive treaty of peace, which is to be celebrated between the republic of the United Provinces and the Empire of Brazil.

Art. XVIII. If contrary to expectation, the heigh contracting parties should not come to an adjustment in the said definitive treaty ef peace, trough questions that may arise in which they may not agree, notwithstanding the mediation of His Britannic Majesty, the republic and the Emperor cannot renew hostilities before the expiration of the five years, stipulated in the 10th article; nor even after this time can hostilities take place, without notification being reciprocally given with the knowledge of the mediating power, six months previously.

Art. XIX. The exchange of the ratifications of the present Convention shall be effected in the city of Monte-Video, in the term of 60 days from the date hereof, or sooner if possible.

In testimony whereof, we, the undersigned plenipotentiaries of the government of the United Provinces, and of his Majesty the Emperor of Brazil, in virtue of our full powers, sign the present convention with our hand, and seal it with the seal of our arms. Done in the city of Rio Janeiro, on the 27th day of the month of August, in the Year of the birth of our Lord Jesus Christ 1828.

Juan Ramon Balcarce.
Tomas Guido.
Marquis de Aracaty.
Jose Clemente Pereira.
Joaquim D'Oliveira Alvarez.

139.

Traité concernant le commerce conclu entre l'Hanovre, la Saxe royale, la Hesse électorale, la Saxe grand-ducale, le duché de Brunswic, le landgraviat de Hesse-Hombourg, les duchés de Nassau, d'Oldenbourg, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les lignes ainées et cadettes de Reuss Greiz, de Reuss Lobenstein et Ebersdorf et de Reuss Schleiz, la principauté de Schwarzbourg Rudolstadt et les villes libres de Bremen et de Francfort; signé le 24 Septembre 1828.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 1829. Nr. 2. pag. 5 sqq.).

Ihre Majestäten, der König von Großbritannien, Irland und Hannover und der König von Sachsen, Ihre

1828 Königliche Hoheiten, der Kurfürst von Hessen und der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, Ihre Durchlauchten, der Herzog von Braunschweig, der Landgraf von Hessen-Homburg, die Herzoge von Nassau, von Oldenburg, von Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha und Sachsen-Meiningen, imgleichen Ihre Durchlauchten, die Fürsten Reufs älterer und jüngerer Linie zu Greiz, zu Lobenstein und Ebersdorf, und zu Schleiz, der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, so wie die hohen Senate der freien Städte Bremen und Frankfurt, haben, in der gemeinsamen Absicht, der zu Frankfurt am Main am 21. Mai dieses Jahres unterzeichneten Declaration Folge zu geben, Bevollmächtigte ernannt und zu den verabredeten Conferenzen nach Cassel abgeordnet, nämlich:

Seine Majestät der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover, Höchstihren Geheimen Rath, Kriegscanzlei- und Oberzoll-Director, August Otto Ludwig Freiherrn von Grote, Commandeur des Königlichen Guelphen-Ordens;

Seine Majestät, der König von Sachsen, Höchstihren wirklichen Geheimen Rath, Hans Georg von Carlowiz, auf Oberschöna, Domherrn des Hochstifts Merseburg, Comthur des Königlich-Sächsischen Civilverdienst-, Grofskreuz des Kaiserlich-Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserlich-Russischen Sanct Annen- und Königlich-Preufsischen Johanniter-Ordens;

Seine Königliche Hoheit, der Kurfürst von Hessen, Höchstihren Geheimen Rath und Finanz-Kammer-Präsidenten, Carl Friedrich von Kopp, Grofskreuz des Kurfürstlichen Hausordens vom goldenen Löwen;

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, Höchstihren wirklichen Geheimen Rath Dr. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzoglich-Sächsischen Hausordens vom weifsen Falken, Comthur des Königlich-Sächsischen Civilverdienst- und Ritter des Kaiserlich-Russischen Sanct Wladimir-Ordens vierter Classe, und Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Geheimen Referendar Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzoglich-Sächsischen Hausordens vom weifsen Falken;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg, Höchstihren Kammerrath, August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Innhaber der Waterloo-Denkmünze;

Seine Durchlaucht, der Landgraf von Hessen-Homburg, den Herzoglich-Nassauischen Minister-Residenten an den Königlich-Niederländischen und Bairischen Höfen, Geheimen Legationsrath August von Röntgen, Commandeur des Grofsherzoglich-Badischen Ordens vom Zähringer Löwen;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Nassau, Höchstihren Minister-Residenten am Königlich-Niederländischen und am Königlich-Bairischen Hofe, Geheimen Legationsrath von Röntgen, Commandeur des Grofsherzoglich-Badischen Ordens vom Zähringer Löwen;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Oldenburg, Höchstihren Regierungsrath Carl Friedr. Ferdinand Suden, des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens Ritter;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Altenburg, Höchstihren wirklichen Geheimen Rath und Minister, auch Kammerpräsidenten Carl Johann Heinrich Ernst Edlen von Braun, Comthur des Königlich-Sächsischen Civilverdienst- und des Grofsherzoglich-Sächsischen weifsen Falken-Ordens, Ritter des Königlich-Würtembergischen Civilverdienst-Ordens;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, Höchstihren wirklichen Geheimen Rath und Kammerpräsidenten Christoph Anton Ferdinand von Carlowiz, Comthur des Königlich-Sächsischen Civilverdienst-Ordens, und Höchstihren Kammerrath Wilhelm Ernst Braun;

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Meiningen, Höchstihren wirklichen Geheimen Rath Dietrich Freiherrn von Stein;

Ihre Durchlauchten, die souverainen Fürsten Reufs älterer und jüngerer Linie zu Greiz, zu Lobenstein und Ebersdorf, und zu Schleiz, Höchstihren Kanzler, Regierungs- und Consistorialpräsidenten Gustav Adolph von Strauch, Ritter des Königlich-Sächsischen Civilverdienst-Ordens, und

1828 Seine Durchlaucht, der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, Höchstihren Kammerpräsidenten Christian Wilhelm Schwartz, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens;

Der hohe Senat der freien Hansestadt Bremen, deren Bürgermeister und bevollmächtigten Gesandten zum Deutschen Bundestage Johann Schmidt;

Der hohe Senat der freien Stadt Frankfurt, den Senator Dr. Johann Gerhard Christian Thomas; — welche, nach vorgängiger Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt Allerhöchster und Höchster Ratification folgenden Vertrag abgeschlossen haben:

Art. I. Die Königreiche Hannover und Sachsen, das Kurfürstenthum Hessen, das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach, das Herzogthum Braunschweig, die Landgräflich-Hessen-Homburgischen Lande, die Herzogthümer Nassau, Oldenburg, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha und Sachsen-Meiningen, imgleichen die Fürstenthümer Reufs-Greiz, Reufs-Lobenstein und Ebersdorf, Reufs-Schleiz und das Fürstenthum Schwarzburg-Rudolstadt, so wie die freien Städte Bremen und Frankfurt — treten in einen Verein, dessen Zweck es ist, im Sinne des Art. 19 der Deutschen Bundes-Acte, einen möglichst freien Verkehr und ausgebreiteten Handel, sowohl in seinem Innern unter den Vereinsstaaten selbst, als nach aufsen zu befördern, auch die Vortheile, welche in dieser Hinsicht einem einzelnen Staate durch seine geographische Lage und sonst gewährt sind, so weit es die finanziellen und merkantilen Verhältnisse desselben nur immer gestatten, auf das Ganze zu übertragen, zu erhalten und sicher zu stellen.

Art. II. Die Dauer des Vereins geht vorerst bis zum 31. December 1834.

Art. III. Um den Verein, seinem Zwecke gemäfs, immer weiter auszubilden, die Hindernisse, welche der Erreichung des Zweckes entgegenstehen, immer genauer kennen zu lernen, und die gewissesten ausführbaren Mittel zur Abhülfe durch offene Mittheilungen und gemeinschaftliche Berathungen aufzufinden, werden Abgeordnete der Vereinsstaaten von Zeit zu Zeit wieder zusammenkommen — das erstemal am 1. Juni 1829 zu Cassel. — Die Königlich

Sächsische Regierung ist von den sämmtlichen Vereinsstaaten ersucht worden und hat sich bereit erklärt, in der Zwischenzeit alle auf den Verein Bezug habenden Anträge entgegen zu nehmen und die etwa erforderlichen Communicationen mit den Vereinsstaaten eintreten zu lassen. Bei jenen Zusammenkünften wird auch der Ort und der Tag für die nächste Zusammenkunft jedesmal festgesetzt, die weitere Geschäftsleitung verabredet und endlich über die Erstreckung des Vereins oder die Erneuerung desselben nach Ablauf der oben angegebenen Frist berathen werden.

Art. IV. Die genannten Staaten verpflichten sich, einseitig, d. h. ohne ausdrückliche Beistimmung des ganzen Vereins mit keinem auswärtigen, in dem Vereine nicht begriffenen Staate in einen Zoll- oder Mauthverband zu treten. Von dieser Bestimmung sind nur solche Gebietstheile der Vereinsstaaten ausgenommen, welche von dem Gebiete auswärtiger, in dem Vereine nicht begriffener Staaten völlig umschlossen sind.

Art. V. Die Handelsstrafsen, insonderheit diejenigen, welche die Seeküsten mit den Haupthandelsplätzen Deutschlands, so wie mit dem Rheine, dem Maine, der Elbe und der Weser, imgleichen diese Haupthandelsplätze unter einander verbinden, sollen von sämmtlichen Vereinsstaaten, durch welche dieselben führen, dem Zwecke des Vereins entsprechend, immer vollkommener hergestellt und unterhalten werden. Dahin gehört es auch, dafs die Strafsenzüge vorzugsweise durch die Staaten des Vereins geführt, dabei jedoch möglichst abgekürzt und die, zu diesem Zwecke erforderlichen neuen Bauten ohne Verzug unternommen werden. Die besonders in das Auge zu fassenden und die in Gemäfsheit des gemeinsamen Beschlusses darmalen neu zu bauenden Strafsen sind in einer diesem Vertrage angefügten Beilage nach ihren Hauptrichtungen verzeichnet worden. Bis zum 1. Juni 1829 hat jeder Vereinsstaat anzuzeigen, was er in Gemäfsheit dieser Projecte bereits gethan hat und wann er die Ausführung beendigen werde. Vorläufig ist als endlicher Termin der völligen Ausführung der 1. October 1830 angenommen worden, obgleich zu erwarten steht und hier als vertragsmäfsige Verpflichtung anerkannt wird, dafs von keinem Staate

1828 etwas werde unterlassen werden, was zu noch grösserer Beschleunigung dienen kann.

Art. VI. Nicht minder wird jeder Vereinsstaat sich bemühen, dem Handel und Verkehr auf diesen Strafsen durch möglichste Vereinfachung der Formen und Controlen bei dem Ein-, Durch- und Ausgange, durch Abstellung etwa einschleichender Mifsbräuche, durch eine liberale Behandlung der Reisenden, und überhaupt durch Beschleunigung des Verfahrens seiner Beamten bei Ausstellung, Abgabe und Signirung von Ladungs-Manifesten, so wie bei etwa erforderlichen Untersuchungen diejenigen Förderungsmittel und Erleichterungen angedeihen zu lassen, welche geeignet sind, einen frequenten Transport auf diesen Strafsen zu veranlassen und zu erhalten.

Art. VII. Die genannten Staaten machen sich verbindlich, die in ihren Landen dermalen bestehenden oder gesetzlich bereits angeordneten Transito-Abgaben, sie mögen unter diesem oder einem andern Namen vorkommen, mithin auch das Geleit, in soweit es durchgehende Güter trifft, hinsichtlich derjenigen Waaren, welche entweder aus einem Vereinslande kommen, oder beim Eintritt in einen, zu dem Verein gehörenden Staat eins oder mehrere der übrigen Vereinslande schon berührt haben, imgleichen derjenigen, welche beim Wiederausgange aus einem Vereinslande in einen andern zu dem Vereine gehörenden Staat treten, einseitig nicht zu erhöhen. Zwar bleibt zufolge dieser Bestimmung einem jeden einzelnen Staate das Recht vorbehalten, solche Waaren, welche, ohne schon früher ein Vereinsland berührt zu haben, aus den nicht zum Verein gehörenden Staaten kommen, und, ohne einen andern Vereinsstaat zu berühren, in einen nicht zum Verein gehörenden Staat gebracht werden, einseitig mit höheren Transito-Abgaben zu belegen, auch soll dasselbe Recht mehreren in unmittelbarer Berührung nach einander liegenden, von derselben Strafse durchschnittenen Vereinsstaaten in der Maafse gesichert seyn, dafs sie sich auf dieser Strafse über die Erhöhung der Transito-Abgaben von fremden aus einem Nichtvereinsstaate, ohne ein Vereinsland früher berührt zu haben, in ihr Gebiet tretenden und aus diesem, ohne einen andern Vereinsstaat zu berühren, wieder ausgehenden Waa-

ren unter einander ohne Zustimmung der übrigen 1828
Vereinsstaaten einigen dürfen. Aber es soll weder in dem einen noch in dem andern der hier bezeichneten Fälle die Erhöhung der Abgaben für solche Waaren eintreten, welche zufolge der dieselben begleitenden Ladungs-Documente und mit Anwendung der unter den betheiligten Staaten zu verabredenden Controllmaafsregeln definitiv nach einem andern Vereinslande bestimmt sind.

Art. VIII. Durch die in dem Art. VII. stipulirte Nichterhöhung der Transito-Abgaben ist eine neue Regulirung der jetzt in den Vereinsstaaten bestehenden Durchgangszölle, wodurch keine Erhöhung dieser Zölle und überhaupt keine neue Belästigung herbeigeführt wird, nicht ausgeschlossen. Es entspricht vielmehr dem Zwecke des Vereins, dafs auf eine solche Regulirung überall Bedacht genommen werde, wo dieselbe nicht bereits geschehen ist, man aber durch Vereinfachung der Erhebung der Controlle die Zollpflichtigen erleichtern kann. Jeder Vereinsstaat, welcher von der Befugnifs einer neuen Regulirung seiner Zolleinrichtungen Gebrauch macht, ist verbunden, unter Mittheilung der darüber getroffenen Bestimmungen, den übrigen Staaten des Vereins nachzuweisen, dafs in deren Folge weder eine Erhöhung der bisherigen Transito-Abgaben, noch eine sonstige gröfsere Belästigung des Transito-Handels und Verkehrs stattfinde.

Art. IX. Einem jeden zum Verein gehörenden Staat oder auch mehreren derselben gemeinschaftlich bleibt die Befugnifs, einseitig Repressalien oder Retorsions-Maafsregeln zu ergreifen, welche überhaupt mit dem gegenwärtigen Vertrage, zwar nicht beabsichtigt, wohl aber vereinbar sind. Selbst eine Erhöhung der Transito-Abgaben als Repressalien oder Retorsion gegen Auswärtige zum Verein nicht gehörende Staaten bleibt in dem Falle ausdrücklich vorvorbehalten, wenn eine Erhöhung der dort bestehenden Transito-Abgaben dazu auffordern sollte. Jedoch versteht es sich von selbst, dafs auch durch die für solchen Fall ausdrücklich vorbehaltene Anwendung von dergleichen Maafsregeln nur das nicht zum Verein gehörende Ausland getroffen und den im Art.

1828 VII. enthaltenen, einen Hauptgegenstand der gegenwärtigen Vereinbarung ausmachenden Stipulationen gegenseitig eingeräumten Rechten nicht zuwider gehandelt werden darf.

Art. X. Sollte es bei der Ausführung der vorstehenden Art. VII bis IX. auf den Begriff des durchgehenden Gutes (Transito-Guts) ankommen, so ist derselbe in jedem Staate des Vereins zuförderst aus der eigenen, dermalen schon bestehenden Gesetzgebung zu entnehmen. Im Zweifel aber heifst: *durchgehendes Gut* Alles, was entweder, ohne umgeladen, oder wenn es umgeladen oder gelagert wird, ohne zur Consumtion oder zum Verkauf im Lande bestimmt zu sein, über eine Gränze des Landes ein- und über eine andere Gränze desselben ausgeführt wird.

Art. XI. Wie die Transito-Abgaben soll auch das Chaussee-, Wege-, Brücken- und Pflastergeld in den Staaten des Vereins über die jetzt in einem jeden dieser Staaten schon bestehenden Tarif-Sätze auf den Handelsstrafsen nicht erhöht werden. Aber vorbehalten bleibt die Belegung neu angelegter oder durch bedeutende Bauten verbesserter Chaussee-, Wege-, Pflasterstrecken und Brücken mit einem angemessenen Tarif-Satze.

Art. XII. Um die gegenwärtig schon bestehenden oder schon gesetzlich angeordneten Transito-Abgaben, imgleichen die Chaussee-, Wege-, Brücken- und Pflastergelder auf den Handelsstrafsen übergehen zu können, und also künftigen Zweifeln und Weiterungen vorzubeugen, sollen von den einzelnen Vereinsstaaten und für jeden derselben durchgehends unter Beziehung auf Gesetze und, dafern solche nicht mehr beizubringen sind, auf amtliche Zeugnisse, genaue Aufstellungen gefertigt, auch darin sowohl die Abgabensätze selbst, als die darauf bezüglichen Einrichtungen und Controll-Maafsregeln bestimmt angegeben werden. Diese Aufstellungen und Uebersichten sind als ergänzende Theile des gegenwärtigen Vertrags zu betrachten.

Art. XIII. Von keinem der Vereinsstaten darf gegen den andern irgend ein Waarenverbot durch Untersagung des Eingangs oder des Ausgangs, z. B.

eine Getraidesperre, angelegt werden, in sofern sol- 1828
ches nicht durch rein politische Verhältnisse, z. B. für Kriegsbedürfnisse oder durch Staats-Monopole, z. B. die Salz- und Spielkarten-Regie begründet wird. Schon bestehende Verbote aus Gewerbs- und sonstigen polizeilichen Rücksichten dürfen fortbestehen und erwiedert werden. Temporaire Maaſsregeln aus Rücksichten der Gesundheits-Polizei bleiben vorbehalten, z. B. Cordons und Eingangssperren bei ausgebrochenen Seuchen.

Art. XIV. Unter dem Vorbehalte weiterer Berathung und Vereinbarung über gegenseitig zu bewilligende Erleichterungen für Handel und Verkehr ist man hinsichtlich des Vertriebs der nothwendigsten Lebensbedürfnisse und einiger anderen Gegenstände übereingekommen, schon für jetzt das Folgende festzusetzen:

I. Frei von jeder Eingangs- und Ausgangs-Abgabe sind vom 1. Januar 1829 an:

1. Weitzen, 2. Roggen, 3. Dinkel oder Spelz, 4. Gerste, 5. Hafer, 6. Buchweizen, 7. Wicken, 8. Erbsen, 9. Bohnen, 10. Linsen, 11. Hirse, 12. Kartoffeln, 13. Heu, 14. Stroh, 15. Dünger, 16. frische Butter, 17. frisches Obst, 18. frisches Gemüſe, 19. Federvieh, 20. Eier, 21. Brennholz, 22. Holzkohlen, 23. Steinkohlen, 24. Braunkohlen, 25. Bäume zum Verpflanzen und 26. Futterkräuter,

wenn sie, ohne das Ausland zu berühren, von einem Vereinslande in ein anderes Vereinsland gebracht werden. Die Consumtions- und inländischen Verkehrabgaben, welchen die gedachten Gegenstände nach den verschiedenen Steuereinrichtungen der Vereinsstaaten auch dann unterliegen, wenn sie inländischen Ursprungs sind, werden durch diese Bestimmung nicht aufgehoben.

II. Die gedachten Gegenstände sind, wenn sie aus einem Vereinslande kommen und durch ein anderes Vereinsland transiren, auch von dem Transito-Zolle frei. Indessen soll bei der Durchfuhr der von Nr. I—II. incl. genannten Gegenstände, unter Beobachtung der nöthigen Controll-Maaſsregeln, die Forterhebung eines etwa schon hergebrachten Transito-Zolles bis zu ½ guten Groschen vom Centner gestattet sein.

1828 III. Da bei der vorstehend stipulirten Abgabenfreiheit ohne Rücksicht auf die eigentlichen kaufmännischen Speculationen die Absicht nur dahin gerichtet ist, den Verkehr mit den benannten Gegenständen an den gegenseitigen Gränzen der Vereinsstaaten möglichst zu erleichtern und den Absatz der Producenten zu befördern, so unterliegt dieselbe in Bezug auf den Handel mit Getraide und Hülsenfrüchten (Nr. I.—II.) noch einigen näheren Bestimmungen und Beschränkungen, nämlich:

a. Nur das von den Producenten auf den Wochenmärkten ausgestellte, oder von ihnen, wie auch von Zwischenhändlern, von letzteren jedoch nur in Quantitäten von nicht mehr als 20 Centnern zum feilen Verkauf verführte Getraide ist bei der Einfuhr von einem Vereinslande in ein anderes Vereinsland von jeder Eingangsabgabe frei, wenn es mit Ursprungs-Certificaten versehen ist. Diese Certificate sind von den betreffenden Ortsobrigkeiten unentgeldlich zu attestiren.

b. Bei der Einfuhr von Getreide von 2 Centnern und darunter, bedarf es der Ursprungs-Certificate nicht.

c. Es bleibt jedem Vereinsstaate überlassen, die unter a. und b. nach Centnern angegebenen Quantitäten dem Gewichte entsprechend nach dem in jedem Lande herkömmlichen Gemäfs zu reguliren.

d. Getraide, welches eingeht, ohne dafs den vorstehend angegebenen Bedingungen der Abgabenfreiheit dabei genügt wird, entrichtet die in einem jeden Lande gesetzlich bestehenden Einfuhr- und Durchgangsabgaben.

e. Die Vereinsstaaten versprechen sich gegenseitige Hülfsleistung bei Untersuchung und Bestrafung der durch Mifsbrauch der Ursprungs-Certificate etwa versuchten Contraventionen.

Zwischen denjenigen Ländern des Vereins, zwischen welchen nach der bisherigen Verfassung schon gröfsere Freiheiten in Absicht des Verkehrs mit Getraide gesetzlich und gegenseitig bestehen, als durch gegenwärtige Bestimmungen gewährt werden, behält es bei dem Bisherigen lediglich sein Bewenden.

Art. XV. Vom 1. Januar 1829 an sollen die Handelsreisenden eines Vereinsstaats, welche in einem

andern Vereinstaate in Gemäfsheit der bestehenden 1828
Gesetze desselben zur Vorzeigung von Mustern oder zum Betrieb sonstiger Handelsgeschäfte zugelassen werden, hinsichtlich der, während der Zeit ihres Aufenthalts, von ihnen dafür begehrten Leistungen und Abgaben in keiner Hinsicht mehr belastet werden, wie die Handelsreisenden irgend eines andern zum Vereine nicht gehörenden Staates.

Art. XVI. Den einzelnen Vereinsstaaten bleibt das Recht vorbehalten, ohne Zustimmung des ganzen Vereines sowohl unter sich, als mit fremden Staaten Handelsverträge abzuschliefsen. Dabei versteht es sich indessen von selbst, dafs in dergleichen einseitige Verträge nichts aufgenommen werden darf, was den Verpflichtungen widerspricht, die jeder Staat durch die gegenwärtige Vertragsurkunde gegen den Verein übernommen hat, oder übernehmen wird. Solche Verträge, welche die Erleichterung des Verkehrs zwischen den sich unmittelbar berührenden Nachbarstaaten des Vereins zum Zwecke haben, sind als weitere Ausführung der Absicht des Vereins zu betrachten. Von jedem solchen Separat-Vertrage, welchen ein Vereinsstaat mit einem andern Staate abschliefst, ist spätestens zu der Zeit, wo derselbe in Kraft tritt, den übrigen Vereinsstaaten Mittheilung zu machen.

Art. XVII. Jeder Vortheil in Ansehung der Eingangs-, Ausgangs-, Durchgangs-, Verkaufs- und Verbrauchs-Abgaben, welche ein Vereinsstaat einem fremden, nicht zum Verein gehörenden Staate zugesteht, soll ohne Weiteres auch jedem andern Vereinsstaate zu Theil werden, welcher jenem den gleichen Vortheil entweder bisher schon gewährt hat oder künftig zu erwiedern bereit ist.

Art. XVIII. Ueber gemeinsame Maafsregeln des Vereins bestimmt die Gesammtheit desselben. Es gehören hieher Repressalien und Retorsionen von Seiten des ganzen Vereins, so wie Unterhandlungen und Verträge, welche der Verein als solcher zur Erleichterung des Handels und Verkehrs mit auswärtigen, zum Verein nicht gehörenden Staaten abzuschliefsen für rathsam hält und deren Beförderung im Allgemeinen den Grundsätzen des gegenwärtigen Vertrags nur entsprechen kann.

1828 Art. XIX. Die Stipulationen dieses Vertrags beabsichtigen keineswegs, die wegen der freien Flufsschifffahrt und des Flufshandels durch die bestehenden Staatsverträge getroffenen Bestimmungen abzuändern, da sie sich überhaupt nur auf den Landverkehr beziehen und daher hinsichtlich der Flufs- und Seeschifffahrt, so wie des Flufs- und Seehandels und der Verträge über dieselben keine Anwendung finden können.

Art. XX. Die auf fremden Handelsplätzen angestellten Consuln der zum Verein gehörenden Regierungen sollen angewiesen werden, das Interesse der Unterthanen aller übrigen Vereinsstaaten eben so wie das Interesse der Unterthanen ihrer Regierungen wahrzunehmen und zu vertreten. Etwaige daraus entstehende Kosten und Auslagen der Consulate hat eine jede Regierung für ihre Unterthanen zu ersetzen.

Art. XXI. Zur Erleichterung des Handels und der Berechnungen sollen hinsichtlich des Gewichts, des Gemäfses und des Geldtarifs, wonach die Abgaben von Transito-Güter erlegt werden, Vergleichungs-Tabellen entworfen und publicirt werden.

Art. XXII. Da der gegenwärtige Vertrag unter dem ausdrücklichen Vorbehalte der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen abgeschlossen ist, so soll derselbe von sämmtlichen Bevollmächtigten an ihre respectiven Gewaltgeber zu diesem Behufe eingesendet und die Ratificationen sollen innerhalb sechs Wochen von heute an ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von sämmtlichen Conferenz-Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden.

So geschehen Cassel den vier und zwanzigsten September Eintausend Achthundert und acht und zwanzig.

August Ludewig Otto Grote.

Hans Georg von Carlowiz.

Carl Friedrich von Copp.

Carl Friedrich Anton von Conta, für mich und für den Herrn wirklichen Geheimen Rath Dr. Schweitzer.

August Philipp Christian Theodor von Amsberg. 1828

August von Roentgen, als Bevollmächtigter von Hessen-Homburg und von Nassau.

Carl Friedrich Ferdinand Suden.

Carl Joh. Heinr. Ernst Edler von Braun.

Wilhelm Ernst Braun, für mich und den Herrn wirklichen Geheimen Rath, *Freiherrn* von Carlowiz.

Dietrich *Freiherr* von Stein.

Gustav Adolph von Strauch.

Christian Wilhelm Schwartz.

Johann Smidt.

Johann Gerhard Christian Thomas.

Die wörtliche Uebereinstimmung der vorstehenden Abschrift mit dem Originale beglaubigt

H. G. v. Carlowiz. U. F. v. Meysenbug,
Kurfürstlich Hessischer Ministerial-Assessor.

140.

Réglement de douanes concerté entre le Wurtemberg, la Bavière et les principautés de Hohenzollern Hechingen et de Hohenzollern Sigmaringen, publié à Stouttgart le 26 Septembre 1828.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg.* 1828. Nr. 61. pag. 727 sqq.).

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg. In dem Artikel VII. des Grund-Vertrags über den Zoll-Verein vom 18. Januar 1828, worüber

1828 Unsere getreuen Stände nach erfolgter Mittheilung ihre zustimmende Erklärung abgegeben haben, ist eine Vereinigung über die Zoll-Ordnung und die Zoll-Tarife vorbehalten worden, nach welcher die gemeinschaftlichen Zölle erhoben werden sollen.

In Gemäfsheit der hierauf mit der Krone Bayern geflogenen weiteren Verhandlungen verordnen Wir nun nach Anhörung Unseres Geheimen Raths,

dafs die angeschlossene Zoll-Ordnung nebst beigefügtem Tarif als Vereins-Zoll-Ordnung verkündet und vom 1. October 1828 an gehörig in Vollzug gesetzt werde.

Stuttgart, den 26. Sept. 1828.

WILHELM.

Der Finanz-Minister:

Freiherr v. VARNBÜLER.

Auf Befehl des Königs:

Der Staats-Sekretär,

VELLNAGEL.

Vereins-Zoll-Ordnung.

1. Allgemeine Bestimmungen.

§. 1. Das Königreich Württemberg, das diesseits des Rheins liegende Gebiet des Königreichs Bayern, dann die Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen, umschliefst eine gemeinsame Zoll-Linie.

§. 2. Die Regierungen der vereinten Staaten behalten sich vor, einzelne Grenzorte aufser der Zoll-Linie zu setzen, und sodann als freie Stapelplätze zu erklären, wenn die betreffenden Gemeinden es wünschen, und deren Lage und Handel es erheischen.

§. 3. Hinsichtlich des bayerischen Rheinkreises verbleibt es bei den Bestimmungen, welche der Art. III. des Grund-Vertrages enthält.

§. 4. Die übrigen Besitzungen der vereinten Staaten, welche aufserhalb der gemeinschaftlichen Zoll-Linie liegen, werden nach Bestimmung des Art. IV. des Grund-Vertrags behandelt.

§. 5. In Hinsicht der Erweiterung des Vereins-Gebietes bleibt es gleichfalls bei den Bestimmungen des Grund-Vertrags.

§. 6. An der gemeinschaftlichen Zoll-Linie, und 1828
innerhalb derselben richtet sich die Erhebung der gemeinschaftlichen Zölle, und der damit in Verbindung stehenden Gebühren nach den Bestimmungen gegenwärtiger Zoll-Ordnung.

§. 7. Für alle Erzeugnisse der Natur, der Kunst und des Gewerbfleifses ist, mit nachfolgenden Ausnahmen, die Einfuhr, Durchfuhr und Ausfuhr gestattet.

§. 8. In Ansehung der Ein- Durch- und Ausfuhr des Salzes und aller jenen Stoffe, aus welchen Salz gezogen werden kann, wird es nach den Bestimmungen des Art. XXXV. des Grund-Vertrages gehalten. Die verbotenen Stoffe werden öffentlich bekannt gemacht werden.

§. 9. Die Einfuhr und Durchfuhr anderer ausländischer Artikel kann aus sanitätspolizeilichen Rücksichten auf bestimmte Zeit, allgemein oder örtlich, im Gebiete des Zoll-Vereins verboten werden.

§. 10. Allenfallsige Verbote der Ausfuhr des Salpeters und des Pulvers bleiben Gegenstand besonderer Anordnungen.

§. 11. Nicht minder bleibt den vereinten Regierungen vorbehalten, auf den Grund der Reciprocität gemeinsam Einfuhr-Verbote zu verfügen, und den Durchgang zu erschweren.

§. 12. Auf der Zolllinie werden Ober- und Zollämter aufgestellt, und denselben, wo es erforderlich ist, besondere Einnehmereien (Zollstationen) untergeordnet.

§. 13. Im Rücken der Zolllinie werden, wie bisher, Hallämter aufgestellt; mehrere derselben können mit Oberzollämtern vereinigt werden.

§. 14. Wer Handelsgüter und Waaren, zollbar oder zollfrei, mit sich führt, darf über die Zolllinie zu Wasser und zu Lande nur auf solchen Strafsen und Wegen nach Sonnen-Aufgang und vor Sonnen-Untergang — (Postwagen und Eilwagen der Post-Anstalt, so wie Reisende mit Postpferden, insofern es keine Handels-Reisende (§. 68) sind, ausgenommen —) ein- und austreten, welche durch Aufrichtung bestimmter Zeichen als erlaubte Zollwege erkennbar gemacht, und an welchen sich kompetente, öffentlich bekannt gemachte Zollerhebungs-Behörden befinden,

1828 die streng verpflichtet sind, die Ein- und Austretenden nicht unnöthig aufzuhalten, sondern sogleich zu expediren.

Auch muſs der Weg, den Fall einer durch Zeugen erweislichen Noth ausgenommen, ununterbrochen bis zur Zollstätte oder von dieser zur Grenze fortgesetzt werden. Alle übrigen Wege sind in Hinsicht der Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr als verboten erklärt, so wie der Eintritt und Austritt zu einer andern Zeit verboten ist, Unglücksfälle oder außerordentliche Umstände ausgenommen.

§. 15. Die Zoll-Abgabe haftet jedenfalls auf der Waare.

Alle die Zoll-Linie überschreitenden Waaren im Ein- Aus- und Durchgange, sie mögen nach den Tarifen zollbar oder zollfrei seyn, müssen bei den kompetenten Zoll-Erhebungsstellen sogleich bei ihrer Ankunft angemeldet, und deklarirt werden. Die Deklaration ist die vor dem Eintreten der amtlichen Verhandlung zu machende genaue und vollständige Angabe der, auf eigene oder fremde Rechnung ein- aus- oder durchgehenden Gegenstände, nach ihrer Gattung, Zahl, Werth, Maaſs, Gewicht, Zeichen, Ziffer, Herkunft und Bestimmung, und richtet sich nach dem Tarife. Ist der Zollpflichtige nicht im Stande, zu deklariren, so steht es demselben frei, bei dem Amte, ehe die Amtshandlung eintritt, sich vom Inhalte und Gewichte vollständig zu überzeugen, und dann erst zu deklariren.

Als Zollpflichtiger wird derjenige betrachtet, welcher sich bei der Zoll-Behörde zu Folge vor- oder nachgehender Bestimmungen zur Vornahme einer Zoll-Behandlung zu stellen verpflichtet ist, und sich im Besitze der zollbaren Gegenstände in dem Augenblicke befindet, als die Zoll-Behandlung vorgenommen wird, er sey nun deren Eigenthümer oder nicht.

au §. 16. Die bisherigen Transitzölle werden hiemit tefgehoben; künftighin sind von durchgehenden Gürn nur jene Gebühren zu entrichten, welche in den §§. 69 und 70 festgesetzt sind.

§. 17. Die Einfuhr-Zölle werden nach dem beiliegenden Tarif erhoben.

§. 18. Die Ausfuhr-Zölle werden gleichfalls nach dem beiliegenden Tarif erhoben.

§. 19. Werden Güter mit Betretung eines fremden Gebiets von einem Orte des Vereins-Gebietes an einen andern Ort des Vereins-Gebietes versendet oder verführt, so kann hiefür die Befreiung vom Ausgangs- und Eingangs-Zolle angesprochen werden; in diesem Falle müssen jedoch die betreffenden Güter von dem Hallamte, von welchem sie kommen, oder von dem Erhebungs-Amte, bei welchem sie austreten, versichert, mit einem unentgeldlich auszustellenden Passirschein begleitet, und an dem Ort ihrer Bestimmung oder an dem diesem zunächst gelegenen Zoll- oder Hallamte der Kontrole unterworfen werden.

§. 20. Das Weggeld bei den Gegenständen der Einfuhr, mit Ausnahme des Holzes, bei welchem für die Stunde per Pferd ½ Kr., und vom Fahrzeug 2 Kr. Weggeld bezahlt wird, ist aufgehoben.

Dagegen wird auf gemeinsame Rechnung ein fixer Zoll-Beischlag:

I. Von 6¼ Kr. per Centner, oder per Fafs, oder per Eimer, oder per Scheffel, oder per Pferdlast:

a. bei allen Gegenständen, welche im Tarife mit 25 Kr. bis zu 3 Fl. 20 Kr. per Centner, oder mit 3 Kr. vom Guldenwerth belegt sind;

b. bei solchen Gegenständen, welche vom Fafs bis zu 12 Kr., vom Stück bis zu einem Gulden, vom Eimer oder Scheffel bis zu 45 Kr., von der Pferdlast bis zu 24 Kr. Zoll belegt sind;

II. von 12½ Kr. vom Centner, bei jenen Artikeln, welche im Tarife

a. mit 3 Fl. 20 Kr. bis 15 Fl. einschlüssig, per Centner, dann beim Guldenwerth zu 6 und 9 Kr.;

b. beim Stück bis zu 4 Fl., vom Eimer und Scheffel bis 1 Fl. belegt sind;

III. von 25 Kr. per Centner oder vom Guldenwerth oder per Eimer, oder Scheffel oder Stück, bei allen höher belegten Artikeln, erhoben.

Das Weggeld bei den Gegenständen der Durchfuhr soll in 12½ Kreuzer per Centner bestehen.

Auf den Strafsen, welche kürzer als 50 geographische Stunden sind, wird für jede Stunde 1 Pfennig per Centner erhoben.

1828 Auf den Wasserstrafsen besteht das Weggeld dort, wo es im Allgemeinen Anwendung findet, in der Hälfte des Weggelds zu Lande.

Der Reisende, welcher mit ausländischen Pferden oder Maulthieren eintritt, bezahlt 3 Fl. von jedem Pferde oder Maulthiere. Sollte jedoch derselbe im Vereinsgebiete nicht 50 Stunden zurücklegen, so wird das Weggeld für jede Strafsenstunde, um welche der von ihm zurückgelegte Weg hinter der Zahl von 50 Stunden zurücksteht, um 3 Kr. zurückvergütet. Fremde Reisende, welche inländische Bäder besuchen, sollen, wenn ihre Reisepässe dieses Reisezweckes ausdrücklich erwähnen, vom Weggelde frei sein.

§. 21. Das Waggeld im inländischen Verkehr, und für die zur Ausfuhr bestimmten Gegenstände, wird aufgehoben.

§. 22. In Hinsicht der Brücken- und Pflaster-Zölle bleibt es bei den Bestimmungen des Art. 30 des Grund-Vertrages.

§. 23. Das auf separirte Rechnung eines jeden der vereinten Staaten zu erhebende Waggeld wird mit 2 Kr. von jedem Sporco-Centner erhoben, wobei jedoch Quantitäten unter 50 Pfd. für einen halben, und Quantitäten über 50 Pfd. für einen ganzen Centner gerechnet werden.

Das Waggeld kann für jede definitive Durchgangs- Ausgangs- und Eingangs-Behandlung nur einmal erhoben werden.

Dort, wo es rechtlich hergebrachte Tarife oder Rücksichten für den Verkehr erheischen, kann die Waggebühr von der betreffenden Regierung unter den Betrag von 2 Kr. per Centner vermindert werden.

Für Gegenstände die nicht gewogen werden, und weder Zoll noch Weggeld nach dem Gewichte entrichten, wird auch kein Waggeld bezahlt.

§. 24. Für Güter, die an Krahnen ein- und ausgeladen werden, sind von jeder Last zu 10 Centner höchstens (§. 23) 3 Kr., und bei geringeren Lasten von jedem Centner 2 Pfennige ($\frac{1}{2}$ Kreuzer) als Krahnengebühr zu entrichten.

Für den Uebersatz der Güter aus einem Schiffe in das andere, sind von jedem Centner 2 Pfennige ($\frac{1}{2}$ Kreuzer) zu bezahlen.

§. 25. Die Kanal- und Wehrlochöffnungs-Gebühren, dann die Winterhalts-Gebühren werden dort, wo sie hergebracht sind, in dem bisherigen Betrage erhoben.

§. 26. Von jedem Gulden des Zoll- und Weggeld-Betrages wird eine Stempel-Gebühr zu 2 Kr., und wenn jener Betrag unter 1 Fl. steht, zu 1 Kr. erhoben.

§. 27. Die Regierungen der vereinten Staaten behalten sich vor, im gemeinsamen Einverständnisse Erhöhungen oder Verminderungen der Eingangszölle nach dem Bedürfnisse der Landwirthschaft, der Industrie und des Handels provisorisch, nach Maſsgabe der verfassungsmäſsigen Bestimmungen der einzelnen Staaten, anzuordnen.

§. 28. In derselben Art und Weise behalten sich die Regierungen der vereinten Staaten vor, sowohl den Durchgangs- und Ausgangs-Zoll von allen aus dem Vereins-Gebiete gehenden Handelsgütern, die durchgehenden mitbegriffen, aufzuheben, oder in einzelnen Sätzen nach Gutbefinden zu vermindern, als auch das Weggeld in der Einfuhr und Durchfuhr, im Allgemeinen, oder auf einzelnen Straſsenzügen, herabzusetzen, oder ganz zu erlassen.

§. 29. Der Grenz-Verkehr, worunter besonders der tägliche kleine Verkehr mit landwirthschaftlichen Produkten aller Art und Lebensmitteln in unverpaktem offenen Zustande, und in kleinen Quantitäten verstanden wird, soll keineswegs erschwert, sondern möglichst erleichtert werden.

Zu diesem Ende werden darüber nach Beschaffenheit der örtlichen Verhältnisse die Grenz-Zollämter von den vereinten Regierungen mit besonderen, hierauf sich gründenden Weisungen versehen, und diese, so wie deren jedesmalige Veränderungen öffentlich bekannt gemacht.

§. 30. Die Zahlung der Zoll- und übrigen Gebühren, muſs immer in Geldsorten geschehen, die in demjenigen Staate, in welchem sich die Erhebungsstelle befindet, Kurs haben.

§. 31. An den schuldigen Zöllen und anderen Abgaben hat keine Nachborge Statt.

§. 32. Für jeden entrichteten Betrag an Zöllen und anderen Nebengebühren, muſs eine von Korrekturen und andern wesentlichen Mängeln freie Be-

1828 scheinigung ausgestellt werden, die allein als Beweis der Zahlung und erfüllten Obliegenheit gültig ist.

§. 33. Die Zollscheine müssen in der gehörigen Zeit und dort abgelegt werden, zu welcher, und wo sie nach der zollamtlichen, auf dem Zollscheine vorgemerkten Weisung abgelegt werden sollen. Für die richtige Ablegung des Zollscheins haftet derjenige, auf dessen Namen derselbe ausgestellt ist; für die Einhaltung der Kontrole und des Ablege-Termins aber jederzeit der Fuhrmann.

Bei Speditionsgütern müssen, auf Verlangen des Spediteurs, die Zollscheine nicht auf seinen, sondern auf den Namen des Fuhrmanns gestellt werden, in so ferne dieser ein angesessener Inländer, oder, wenn derselbe ein Ausländer wäre, hinreichend verbürgt ist.

Ueber die Ablegung des Zollscheins hat die Behörde, bei welcher derselbe abgelegt wird, dem Ablegenden einen Empfangsschein auszustellen.

§. 34. In Differenzen zwischen den Zollpflichtigen und Zollbeamten über die Anwendung der Zolltarife, und die Entrichtung des Zollsatzes, steht, wie bisher, die Entscheidung der betreffenden Ober-Zoll-Administration, und im Recurswege dem Ministerium der Finanzen des betreffenden Staates zu. Jedoch bleibt demjenigen, welcher sich bei der Entscheidung des Finanz-Ministeriums nicht beruhigen zu können glaubt, die weitere Beschwerdeführung unbenommen, je nachdem es die Landes-Einrichtungen und Gesetze zulassen.

Andere Recurse und Beschwerden, welche über Verfügungen der Ober-Zoll-Administrationen an den General-Kongrefs der Vereins gelangen, finden ihre Erledigung nach den Bestimmungen der Art. XXXVII und XXXVIII des Grund-Vertrages.

II. Von der Durchfuhr.

§. 35. Die zur unmittelbaren Durchfuhr ohne Abstofs schon zum Voraus bestimmten Handelsgüter sind von der Bezahlung des Eingangs-Zolles frei, wenn sie so verpackt sind, dafs die ganze Ladung mit Schnur und Siegel vollständig belegt werden kann. Einem solchen Frachtführer steht jedoch frei, eine Umladung an einem Hallamte zu bewerkstelligen, welches er auf seinem Wege berührt.

§. 36. Wenn eine solche, jedes unmerkliche Herausnehmen verhindernde Belegung einer Ladung nicht angebracht werden kann, und der Fuhrmann will seine Reise ohne weiteres fortsetzen, so findet die Freiheit von dem Eingangszolle nicht Statt, sondern dieser Zoll ist zu erheben. 1828

Zieht der Fuhrmann vor, sogleich wieder umzukehren, und über die Grenze zurückzufahren, so ist es ihm zu gestatten.

Gleichfalls steht es ihm frei, unter Aufsicht des Zollamtes seine Ladung so einzurichten, dafs sie nach Vorschrift des §. 35. mit Schnur und Siegel vollständig belegt werden könne. Will aber der Fuhrmann nicht umkehren, und kann auch seine Ladung nicht so eingerichtet werden, dafs sie mit Schnur und Siegel belegt werden kann, so mufs er abladen, und jedes einzelne Frachtstück mit Schnur und Siegel vollständig belegt werden.

§. 37. Nur für durchgehendes Vieh und Holz kann die Zurückvergütung des Eingangs-Zolles, welcher bei dem Eintritte erlegt worden ist, gegen Entrichtung des Ausgangs-Zolles Statt finden.

§. 38. Von Wasserfrachten und von Frachten des Postwagens können ausnahmsweise auch einzelne Colli mit Schnur und Siegel belegt, somit als durchgehendes Gut behandelt werden.

§. 39. Hingegen sind alle gemischten Landfrachten, (welche theils durchzuführende, theils im Lande zu bleiben bestimmte Güter enthalten,) als durchgehend zu behandeln.

§. 40. Die als durchgehend zu behandelnden Ladungen müssen bei dem Zollamte der Grenze, wo sie eintreten, im Ganzen abgewogen, und es mufs dafür ein Waggeld zu 2 Kr. vom Sporco-Centner entrichtet werden.

§. 41. Der ganze Inhalt einer als durchgehend zu behandelnden Ladung mufs in den von dem Frachtführer vorzulegenden Frachtbriefen nach einzelnen Stücken, und diese nach Quantität und Qualität des Inhalts angegeben werden.

§. 42. Sämmtliche Frachtbriefe von solchen Ladungen müssen dem Zollamte übergeben werden, von welchem sie der Inhaber in einem versiegelten Umschlage, der an das Amt, bei welchem die Ausfuhr

1828 oder Umladung geschehen soll, zu überschreiben ist, zurückempfängt.

§. 43. Der Umschlag ist überdiefs noch mit der Aufschrift: Transitogut oder Hallgut zu versehen, und awar:

Transitogut, wenn im Lande gar nicht umgeladen,
Hallgut, wenn umgeladen werden soll.

§. 44. Die Zollverwaltung kann auch anordnen, dafs die Ladung, nachdem sie mit Schnur und Siegel belegt ist, auf beiden Seiten mit der Aufschrift: Transito- oder Hallgut, versehen wird, je nachdem sie zu dieser oder jener Categorie gehört.

§. 45. Hienächst empfängt der Frachtführer unentgeldlich einen Zollpafs, welcher seinen Namen und Wohnort, das Gewicht der Ladung, den Tag und Ort des Eintritts und den Ort des Austritts oder der Umladung, wie auch die Strafse, welche der Frachtführer befährt, bezeichnet.

§. 46. Ist der Frachtführer ein Ausländer, so wird auf seinem Reisepasse bemerkt, dafs er mit einem Zollpasse versehen sei.

§. 47. Dem Frachtführer, dessen Ladung als Hallgut bezeichnet ist, steht nicht zu, ohne Umladung auszutreten, und ohne erweisliche Noth an einer andern Halle, als derjenigen, wohin sein Zollpafs lautet, umzuladen.

§. 48. Der Frachtführer hingegen, dessen Ladung als Transitogut bezeichnet ist, kann zwar, ohne umzuladen, nicht bei einem andern Zollamte, als demjenigen, wohin sein Zollpafs lautet, austreten; es ist ihm aber gestattet, bei jedem Hallamte, das er auf dem Wege berührt, die Umladung zu bewerkstelligen.

Zur Erleichterung der Frachten und der Spedition kann das Rottfuhrwesen mit den zur Sicherung der Zollgefälle erforderlichen Mafsregeln fortbestehen.

§. 49. Die Frachten, die bei einer Halle umgeladen werden, sind, wenn sie zur Durchfuhr bestimmt bleiben, sie mögen nun unmittelbar austreten, oder vorerst an eine andere Halle übergehen, ganz eben so, wie bei dem Eintritte, zu behandeln, und gegen Ablieferung des Zollpasses mit einem neuen zu versehen.

§. 50. Jedoch geschieht bei allen solchen Umladungen zum Behufe der Controle die Abwägung der einzelnen Colli und des ganzen Wagens unentgeldlich. 1828

§. 51. Alle als Transitogut oder Hallgut bezeichneten Frachten müssen vor jedes Hallamt, das sie auf dem Wege berühren, geführt, und es muſs der Zollpaſs zur Controlirung und Unterschrift vorgelegt, — Eilfuhren müssen jederzeit, andere Fuhren aber von Morgens 5 Uhr bis Abends 8 Uhr ohne unnöthigen Aufenthalt, expedirt werden; jedoch ist die Ankunft der Eilfuhren zur Nachtzeit, vorher anzusagen, und haben sich dieselben auf Kosten der Betheiligten begleiten zu lassen.

§. 52. Der Zollpaſs muſs auch allen Polizei-Behörden und ihren Dienern, jedoch nur auf ausdrückliches Verlangen vorgezeigt werden.

§. 53. An der Grenze, wo der Austritt geschieht, wird der Zollpaſs an das Zollamt, welches den Ausgangszoll erhebt, abgegeben, und dafür ein Zollgegenschein ertheilt, der an die äusserste Postirung abgegeben werden muſs, welche die Belegung mit Schnur und Siegel abnimmt, und eine Begleitung bis an die äusserste Grenzlinie auf Kosten der Zoll-Casse verfügt.

Der Ladungsschein, welchen der Fuhrmann von dem Hallamte, wo er auf- oder umgeladen hat, mitbringt, ist von dem Grenz-Zollamte zum Beweis des richtigen Austritts der Ladung unentgeldlich zu unterfertigen und ihm zurückzugeben.

Den durchgehenden Frachtführern, die im Lande nicht abgeladen haben, ist von dem Grenz-Zollamte eine Bescheinigung über den richtigen Austritt ihrer Ladung unentgeldlich zu übergeben.

Ist das Zollamt selbst unmittelbar an der Grenze gelegen, so wird der Zoll-Gegenschein an die daselbst stationirte Grenzwache abgegeben, und die Versicherung vom Zollamte abgenommen.

§. 54. Einem Frachtführer, dessen Ladung als durchgehend oder als Hallgut behandelt wird, ist nicht erlaubt, zollbare Güter auf eigene Rechnung mitzuführen, noch von seiner Ladung irgend etwas im Lande auf eigene Rechnung zu verkaufen.

§. 55. Eben so wenig ist einem solchen Frachtführer gestattet, irgend einen Theil seiner Ladung auf

1828 fremde Rechnung ohne Frachtbrief darüber, mitzuführen.

§. 56. Kein Frachtführer darf, ohne erweisliche Noth, weder beim Eintritt noch beim Austritt zwischen der Grenze und dem für dieselbe aufgestellten Zollamte anhalten, sondern jeder hat den Weg zu, oder von demselben ununterbrochen fortzusetzen. Wo es die Grenzpostirung für nöthig findet, ist der Frachtführer von Amtswegen bis zum nächsten Zollamte zu begleiten.

§. 57. Wenn eine Fuhr, welche nach ihren Frachtbriefen sich als Eilfuhr ausweiset, aufser der gewöhnlichen Zeit an der Grenze sich einfindet, um einzutreten, so mufs sie zwar zum Eingange behandelt, aber sie mufs auch bis zum nächsten Hallamte auf Kosten des Frachtführers begleitet werden.

Im Ausgange aber, wenn die Fuhr zu ungewöhnlicher Zeit über die Grenze gehen will, mufs ihr von dem expedirenden Hallamte auf ihre Kosten Begleitung bis zur Grenze mitgegeben werden.

III. Von der Einfuhr.

§. 58. Dem Eingangs-Zolle sind alle in das Vereinsgebiet einkommenden Handelsgüter und Waaren, so weit sie nicht als durchgehend zu behandeln, oder in dem beiliegenden Tarife ausdrücklich für eingangszollfrei erklärt sind, unterworfen.

§. 59. Die Angabe, dafs solche Handelsgüter entweder schon einmal verzollt worden seyen, oder dafs sie inländische, jetzt aus dem Auslande nur zurückkommende Erzeugnisse seyen, gibt auf Nachlafs oder Minderung des Eingangs-Zolles keinen Anspruch, wenn nicht im letzten Falle, nämlich bei ausgegangenen inländischen Erzeugnissen, ihre Identität so hergestellt und so gesichert ist, dafs über die Wahrheit nicht der mindeste Zweifel obwalten kann.

Es darf sodann die Behandlung zum Wieder-Eingange mit Genehmigung der betreffenden obersten Zoll-Behörde, jedoch nur bei derjenigen Zoll-Behörde geschehen, welche sie zum Austritte behandelte. Jedenfalls sind von der Eingangs-Verzollung jene Güter ausgenommen, die aus dem Inlande nach §. 19 mit Betretung eines fremden Gebiets zu einem inländischen Orte gebracht, vorschriftsmäfsig versichert,

mit Passir-Scheinen begleitet, und bei der Controle richtig befunden werden. 1828

§. 60. Der Eingangs-Zoll wird von dem Zollamte an der Grenze erhoben, wenn entweder eine als durchgehend angegebene Ladung nicht als solche behandelt werden kann, und der Fuhrmann seinen Weg ohne weiteres fortsetzen will, oder die Ladung an einen Ort bestimmt ist, an welchem sich kein Hallamt befindet.

§. 61. Es ist keinem Zollamte gestattet, von einem Theile der Ladung den Eingangs-Zoll zu erheben, und den übrigen als durchgehendes Gut zu behandeln.

Diefs kann nicht anders, als bei einem Hallamte in Folge der Umladung geschehen.

§. 62. Der Frachtführer hat zum Behufe der Zoll-Erhebung sämtliche Frachtbriefe dem Zollamte vorzulegen.

Wenn er selbst Eigenthümer der Fracht ist, hat er schriftlich die zu verzollenden Gegenstände zu declariren, es wäre denn, dafs diese nur aus Kleinigkeiten, im Werthe von höchstens 5 Fl. beständen, in welchem Falle die mündliche Angabe und die Unterzeichnung desselben im Zoll-Manuale genügt.

Ist der Zollpflichtige nicht im Stande zu declariren, weil ihm der Inhalt der Colli und der Ladung unbekannt ist, so steht es ihm frei, bei dem Zollamte, ehe die Zoll-Behandlung eintritt, sich vom Inhalte und Gewichte zu überzeugen, und dann erst zu declariren.

§. 63. Nachdem die Angabe des Inhaltes der Ladung oder der einzelnen Colli aus der schriftlichen Declaration der Zollpflichtigen ausgemittelt ist, wird zur Abwägung der einzelnen Stücke geschritten, wofür bei Zollämtern ein Waggeld von 2 Kr. vom Sporco-Centner, bei Hallämtern aber, weil die dahin gelangenden Ladungen schon an der Grenze im Ganzen abgewogen worden sind, nichts weiter entrichtet wird.

§. 64. Hierauf erfolgt die innere Besichtigung der einzelnen Stücke, gleichviel, es seyen die Gegenstände zollfrei oder nicht, wenn nicht als Inhalt derselben Güter angegeben sind, von welchen der höchste Zollsatz zu erheben ist.

§. 65. Der hierauf zu berechnende Eingangszoll mufs auf der Stelle baar erlegt werden. Den Zoll-

1828 schein hat der Empfänger sogleich an die hiezu ermächtigte, auf dem Zollscheine bemerkte Person, oder, wo eine solche nicht auf der Stelle ist, an die anwesende Zoll-Wache gegen einen Zoll-Gegenschein abzugeben.

§. 66. Sobald der Zoll-Pflichtige im Besitze dieses Zoll-Gegenscheines ist, der ihm in derselben Stunde, da er den Zollschein abgegeben hat, eingehändigt werden muſs, kann er über die verzollten Güter frei verfügen.

§. 67. Namentlich ist für die Frachten von verzollten Gütern, wie von einheimischen, nicht erforderlich, daſs sie vor die Hallämter der Orte, von denen sie abgehen, oder zu denen sie kommen, geführt werden.

§. 68. Ausländischen Frachtführern, welche den Eingangs-Zoll entrichtet haben, weil ihre zur Durchfuhr bestimmte Ladung nicht als durchgehend behandelt werden konnte, ist diese Entrichtung auf ihrem Reisepasse zu bezeugen.

Reisende, mit Ausschluſs der Handels-Reisenden, welche über die Grenze hereinkommen, haben, ohne zu einer schriftlichen Deklaration verbunden zu sein, bei dem Zollamte die zollbaren Waaren, welche sie mit sich führen, znm Eingange zu verzollen; wenn sie aber erklären, daſs ihnen die dem Zolle unterworfenen Waaren unbekannt seien; so ist ihnen sogleich der bestehende Zoll-Tarif mit der überhaupt zu beobachtenden Höflichkeit vorzuzeigen.

Die Zollämter sind, wenn sie Verdacht haben, daſs Waaren zum Handel eingeschmuggelt werden, befugt, die Kutschen und Koffer der Reisenden öffnen zu lassen, und sie zu untersuchen; jedoch haben sie die Reisenden durchaus mit Anstand zu behandeln, und genaue Sorge zu tragen, daſs bei der Visitirung kein Gegenstand der Reise-Bedürfnisse Schaden leide.

Die Kleidungsstücke und alles Gepäcke der Reisenden, so wie alle Bedürfnisse, welche Bade-Reisende mit sich führen, unterliegen der Verzollung nicht.

Körperliche Visitationen der Personen sind verboten.

IV. Von der Ausfuhr.

§. 69. Alle aus den vereinigten Staaten ausgehenden Handelsgüter, die durchgehenden mit begriffen,

sind dem Ausgangs-Zolle unterworfen, mit Ausnahme derjenigen, die im Tarife ausgangszollfrei erklärt sind. 1828

Der Ausfuhr-Zoll von durchgehenden Gütern wird auf $12\frac{1}{2}$ Kr. vom Centner festgesetzt, jener von andern (nicht nach Gewicht belegten) Gegenständen richtet sich nach dem beiliegenden Tarife.

§. 70. Diejenigen durchgehenden Handelsgüter, welche bei einem Hallamte verladen werden, sind nur einem Ausgangs-Zolle von $6\frac{1}{4}$ Kr. unterworfen.

§. 71. Den Ausgangs-Zoll von einheimischen, zur Ausfuhr bestimmten Handelsgütern, die mit durchgehenden gemischt verpackt werden, erhebt das Hallamt, bei welchem die Verladung geschieht, und bezeugt dieses auf dem Zollpasse.

§. 72. Auch von denjenigen in das Ausland bestimmten Frachten, welche nur inländische Erzeugnisse enthalten, mufs der Ausgangs-Zoll von einem Hallamte, wenn die Verladung oder wenigstens die Besichtigung bei demselben geschieht, erhoben, und der Zollschein dafür ertheilt werden, dessen Ausstellung auf dem Reisepasse vorzumerken ist.

Gegenstände, welche zentnerweise nach dem höchsten Ausfuhr-Zolle declarirt und behandelt werden, sind der innern Besichtigung nicht unterworfen, und die hiefür zu entrichtende Gebühr kann nach freier Wahl des Exportirenden entweder bei einem Hallamte oder bei einem Zollamte an der Grenze erlegt werden.

§. 73. Für die Abwägung von allen Handelsgütern, die von einem Hallamte zur Ausfuhr abgehen, sind 2 Kr. vom Sporco-Centner zu entrichten.

§. 74. Wer entweder durch einen Zoll-Gegenschein nachweiset, dafs er die Handelsgüter, die er ausführen will, bei dem Eintritte verzollt habe, oder durch den Zollpafs eines Hallamtes die Ausgangs-Zollfreiheit, oder auch durch den Zollschein von einem Hallamte die geschehene Bezahlung des Eingangs-Zolles darthut, erhält vom Zollamte der Grenze für diese Papiere unentgeldlich einen Empfangsschein, den er an die äufserste Zoll-Postirung, oder, wenn er eine solche nicht mehr zu passiren hat, an die bei dem Zollamte stationirte Grenzwache abzugeben hat.

Der Ladungsschein, den der Fuhrmann von dem Hallamte, wo er auf- oder umgeladen hat, mitbringt, ist von dem Grenz-Zollamte zum Beweise der Er-

1828 füllung seiner Obliegenheit unentbehrlich zu unterfertigen, und ihm beim wirklichen Austritte zurückzugeben. Wenn aber der Fuhrmann oder Exportant von keinem Hallamte kommt, so ist von dem Grenz-Zollamte eine Bescheinigung über den Austritt der Ladung unentgeltlich auszustellen, solche aber demselben erst an der äufsersten Grenzpostirung, nämlich wenn er die Vereinsgrenze wirklich überschreitet, zu behändigen.

§. 75. Von durchgehenden Frachten, die im Vereinsgebiete nicht umgeladen worden sind, wird der Ausgangszoll erst bei dem Austritt erhoben, und darüber gegen Abgabe des Zollpasses der Gegenzollschein ertheilt.

§. 76. Auch für die Abwägung solcher Frachten sind 2 Kr. vom Sporco-Centner zu entrichten, in so weit diese Waggebühr nicht schon bei einer frühern Zollbehandlung in oder bis zu dieser Gröfse entrichtet worden ist.

§. 77. Wer aus einem Orte kommt, wo er sich zu seinen Ausfuhrgütern weder mit Zollgegenschein für bezahlten Eingangszoll, noch mit Zollpafs und Zollschein für entrichteten Ausgangszoll versehen konnte, mufs bei dem Zollamte der Grenze nicht nur den Ausgangszoll, sondern auch 2 Kr. vom Sporco-Centner für die Abwägung entrichten.

V. Von den Niederlagen.

§. 78. Zur Erleichterung des Zwischen- und Speditions-Handels sowohl, als der Fabriken und Manufakturen, werden in den Städten, wo sich Hallämter oder Oberzoll- und Hallämter befinden, ferner, wie bisher, öffentliche Niederlagen bestehen.

§. 79. Handelsgüter, die dem Eingangs-Zolle unterworfen sind, beiben davon, so lange sie in einer öffentlichen Niederlage sind, frei, haften aber jedesmal für die Gebühren.

Die Halle oder Niederlage haftet für die Entwendung und den aus Schuld des Dienstpersonals entstehenden Schaden, aber nicht für Unglücksfälle und Verderben.

Für den Inhalt der Colli haftet sie nur dann, wenn bei der Einlagerung die innerliche Besichtigung auf

Verlangen und in Gegenwart des Zollpflichtigen vor- 1828
genommen wurde.

§. 80. Acht Tage (d. h. achtmal vier und zwan- Stunden) lang, werden die in eine öffentliche Niederlage gebrachten Handelsgüter unentgeldlich aufbewahrt, nach Ablauf dieser Frist aber nur gegen eine Gebühr von $\frac{1}{8}$ Kr. täglich für den Centner, insoferne nicht die betreffende Regierung durch örtliche Verhältnisse oder aus Rücksichten für den Verkehr sich bewogen findet, die Niederlagegebühr zu vermindern oder ganz zu erlassen.

§. 81. Diese Gebühr mufs von dem Inhaber der Güter bei der Zurücknahme aus der Niederlage, falls er aber dieselbe länger als sechs Monate darin läfst, nach Ablauf eines jeden Semesters entrichtet werden.

§. 82. Die auf den Hallen hinterlegten Güter, für welche sich binnen Jahresfrist kein Eigenthümer meldet, und die Lager-Gebühr entrichtet, werden als herrenlos erklärt, sofort in öffentlichen Blättern mit genauer Beschreibung zu Jedermanns Kenntnifs gebracht, und, wenn sich innerhalb eines Vierteljahres Niemand dazu meldet, vier Wochen darnach öffentlich versteigert. Der erlöste Betrag wird nach Abzug der rückständigen Lagergebühren, des Eingangszolles und der Versteigerungskosten noch ein Jahr in Verwahrung behalten. Legitimirt sich in dieser Frist noch Jemand als Eigenthümer für den einen oder andern Gegenstand, so wird diesem der deponirte Betrag verabfolgt, wo nicht, so fällt das Depositum dem für das Zollpersonale bestimmten Unterstützungsfonds zu, vorbehaltlich des Regresses des etwa vor der Verjährungszeit sich noch meldenden Eigenthümers. Die Verjährungszeit endet nach 5 Jahren vom Tage der Niederlegung auf der Halle gerechnet.

§. 83. Handelsgüter, welche feuergefährlich sind, oder durch deren Aufbewahrung in der öffentlichen Niederlage, andere daselbst befindliche beschädigt werden können, sind von den Hallen ausgeschlossen.

Die betreffende Regierung wird am Sitze jedes Hallamts Anordnung treffen lassen, wohin derlei Waaren untergebracht werden sollen.

§. 84. Kein Handelsgut kann aus der öffentlichen Niederlage abgeliefert werden, als gegen Zurückgabe des Hallscheins, welcher unentgeldlich immer ertheilt

1828 werden mufs, und der allenfalls rückständigen Niederlags-Gebühren, dann gegen Bezahlung des Eingangs-Zolles, es wäre denn, dafs es entweder al Bestandtheil einer durchgehenden Fracht bei den Hallamte verladen, oder in ein Privatlager gebrach werden sollte, wobei die Bezahlung des Eingangs Zolles im ersten Falle ganz, im letzteren Falle ab vorläufig unterbleibt. Güter, die inländischen Ur sprungs oder schon zum Eingange verzollt sind, kön nen mit Bewilligung der Hallämter auch auf die öf fentlichen Niederlagen gebracht werden. Die Bestim mungen des §. 79. in Hinsicht der Haftung der Nie derlags-Gebühren und der Hallscheine sind auch b diesen Gütern zu beobachten.

§. 85. Colonial-Waaren, und solche ausländi schen rohen Handelsgüter, dergleichen im Gebie des betreffenden Staates nicht erzeugt werden, m Ausschlufs aller Flüssigkeiten, können auch in Pr vatlagern niedergelegt werden, jedoch nur auf vo läufige Bewilligung der betreffenden obersten Zollb hörde, und nur an Orten, wo ein Hallamt, oder e Oberzoll- und Hallamt ist, unter beständiger Au sicht des Hallamtes, und gegen Erfüllung der Bedi gungen, mit welchen die Bewilligung verbunden wir

Privatlager können unter Verschlufs der Hallän ter auch für Flüssigkeiten Statt finden, wenn die B theiligten ein der Zollbehörde anständiges Lokale a ihre Kosten ausmitteln; doch sollen dergleichen Pr vat-Niederlagen nur soliden Handelsleuten und G werbtreibenden zugestanden werden.

§. 86. Ausnahmsweise kann die betreffende Obe zoll-Administration auch für rohe Stoffe, dergleich auch im Gebiete des betreffenden Staates erzeugt we den, die Niederlegung auf Privatlagern gestatten; j doch ausschliefsend nur dann, wenn die öffentlic Halle für die Lagerung derselben nicht Raum gen hält. Diese Ausnahmen können nur für die Dau des Bedürfnisses, und unter einer besonders anzuor nenden Aufsicht Statt finden.

Auch die Privatlager für dergleichen Stoffe, soll nur soliden Handelsleuten und Gewerbetreibenden gestanden werden.

VI. Von aufserordentlichen Vorkehrungen der Zoll-Behörden. 1828

§. 87. Wenn ein Grenz-Zollamt oder Hallamt den gegründeten Verdacht schöpft, dafs ein Fuhrmann aufser den in den Frachtbriefen angegebenen Gütern, andere Güter heimlich, ohne Frachtbrief mit sich führt, so ist dasselbe verbunden, die Ladung nach den Frachtbriefen zu revidiren, und die verheimlichten Güter, von dem Wagen zu nehmen, sie genau zu untersuchen, und die ganze Ladung nach §. 88. von einem verpflichteten Wächter auf Kosten des Fuhrmanns begleiten zu lassen.

Wenn ein Zollamt oder Hallamt den gegründeten Verdacht schöpft, dafs an einer durchgehenden Ladung durch Herausnahme oder Austausch etwas verändert worden sei, so ist dasselbe verbunden, die Abladung und Besichtigung der einzelnen Stücke anzuordnen, nachdem zuvor die Verdachts-Gründe in das Protokoll niedergelegt worden sind.

Dem Fuhrmann ist in dem einen so wie in dem andern Falle beglaubigte Abschrift des Protokolls kostenfrei zuzustellen. Das Zoll-Aerar hat, wenn der Verdacht sich nicht bestätigt, für jeden durch Auf- und Abpacken sich ergebenden Schaden zu haften.

§. 88. Der gegründete Verdacht, dafs an einer aus Hall- oder Transitogütern bestehenden Ladung auf dem Wege etwas durch Herausnahme oder Austausch verändert werden möchte, berechtigt jede Zoll-Behörde, von welcher der Zollpafs für die Ladung ertheilt oder visirt worden ist, dieselbe bis zum nächsten Hallamte, oder wenn auf der Strafse keines ist, bis zum Austritts-Zollamte durch einen verpflichteten Wächter, jedoch nicht auf Kosten des Frachtführers, begleiten zu lassen, woselbst er sodann der genauen Controle sich unterwerfen mufs.

Auch in diesem Falle mufs das Amt die Verdachts-Gründe in das Protokoll niederlegen.

§. 89. Wenn ein Hallamt, zu welchem eine so begleitete Fracht gelangt, dieselbe nicht ferner bis zum Austritte in dieser Weise begleiten lassen will, so sind die Gründe in das Protocoll niederzulegen.

§. 90. Gegen Frachtführer, die nach Verkündung gegenwärtiger Zoll-Ordnung wegen Verkürzung des

1828 Zollgefälls einmal über 25 Fl., oder dreimal über 5 Fl. bestraft worden sind, ist diese Maſsregel immer, und zwar auf ihre Kosten vorzukehren.

Gegen Frachtführer, die dreimal wegen Verletzung der Zoll-Ordnung, ohne daſs eine Verkürzung des Zollgefälls dabei Statt gefunden hat, bestraft worden sind, ist diese Maſsregel ein Jahr lang, vom letzten Straffalle an gerechnet, in Anwendung zu bringen.

VII. Von Zoll-Freiheiten und Begünstigungen.

§. 91. Zoll-Befreiungen haben in der Regel nicht Statt. Nur folgende Ausnahmen werden festgesetzt:

1. Alles, was für die Souveraine der vereinten Staaten und die Mitglieder ihrer Regentenhäuser über die Zoll-Linie des Vereins ein- oder ausgeführt wird, soll zwar der tarifmäſsigen Verzollung unterliegen, jedoch die Rückvergütung der entrichteten Zölle, in so weit diese nach den Anordnungen der einzelnen Regierung Statt findet, aus der betreffenden Staats-Casse geschehen, oder der Regierung zur Last geschrieben werden.

2. Alle Gegenstände, welche auswärtige Souverains durch das Vereins-Gebiet, oder aus demselben für ihre Person und zu ihrem Gebrauche beziehen, sind zollfrei. Es werden zu diesem Ende auf vorhergegangenes Ansuchen die geeigneten Freipässe ausgestellt, oder die erforderlichen Weisungen an die Zoll-Behörden ertheilt werden.

3. In Ansehung der Standesherrn kommen die die besondern Gesetze jedes einzelnen Staats unter den im Art. 23. des Grund-Vertrags enthaltenen Bestimmungen zur Anwendung.

4. Alle Militär-Fuhrwerke und Bagage-Wagen der vereinten Regierungen sind zollfrei, jedoch nur alsdann, wenn sie von Militär-Personen begleitet werden, und nur in so weit, als sie von Armee-Gegenständen beladen sind, weſswegen sie, mit Ausnahme der geladenen Munitions-Wagen, der zollamtlichen Besichtigung zur Vergleichung des von ihnen mit sich zu führenden Vorweises sich nicht entziehen können.

§. 92. In Ansehung der Zollfreiheit der an den Hoflagern der Souverains der vereinten Staaten accre-

ditirten Bothschafter, Gesandten und Geschäftsträger 1828
soll es genau ebenso gehalten werden, wie es damit in den Staaten, denen sie angehören, gegen die Botschafter, Gesandten und Geschäftsträger der vereinten Staaten gehalten wird.

§. 93. Frei von der Abgabe des Weggelds (§. 20) ist der Anspann, der nach §. 91 Nr. 1 und 2 und der nach §. 92 zollfreien Personen, wie auch der Gesandten am deutschen Bundestage.

§. 94. Die Begünstigungen der an inländische Fabrikanten und Manufakturisten eingehenden rohen Stoffe und Halbfabrikate, welche in dem veredelten Produkte zur Wiederausfuhr kommen, so wie der aus dem Inlande zu gleichen Zwecken in das Ausland gehenden, und von da zurückkommenden Fabrikate, nicht minder jener rohen Stoffe und Halbfabrikate, die zur Zeit noch nicht im Inlande in erforderlicher Quantität und Qualität erzeugt werden, zur Concurrenz mit den ausländischen Fabrikaten und Manufakturisten, sollen in jedem der vereinten Staaten von besonderen Bewilligungen der Regierungen abhängen. Diese Begünstigungen sollen immer nur auf bestimmte Zeit Statt finden, und im Falle des Mifsbrauchs oder einer vom Begünstigten verübten Zolldefraudation, ohne weiteres eingezogen werden.

Der Entgang, welcher für die Vereinskasse sich durch solche Begünstigungen ergibt, wird nach den Bestimmungen des Art. XXIV. des Grund-Vertrags behandelt.

§. 95. In Hinsicht der Begünstigungen für den Königlich Bairischen Rheinkreis bleibt es vor der Hand bei den in den betreffenden Staaten des Vereins bereits bestehenden Anordnungen.

VIII. Von Verletzung der Zollordnung und deren Bestrafung.

§. 96. Die nachstehenden Verletzungen der Zoll-Ordnung werden mit folgenden Geldstrafen belegt:

1. Wer blofse Formalitäten der Zoll-Ordnung verletzt, oder vernachlässiget, jedoch dadurch das Zollgefäll — worunter hier und in den nachfolgenden Bestimmungen alle in gegenwärtiger Zoll-Ordnung vorgeschriebenen Abgaben verstanden werden, —

1828 weder gar nicht, oder unter dem Betrage von 5 Fl. verkürzt, unterliegt einer Geldstrafe von 1 — 25 Fl.

2. Bei einer Verkürzung des Zollgefälls von 5 Fl. und darüber, wird im ersten Falle der zehnfache Betrag der gefährdeten Gebühr als Strafe bestimmt, im zweiten Falle der fünfzehnfache Betrag der gefährdeten Gebühr und die Confiscation, im dritten Falle der zwanzigfache Betrag der gefährdeten Gebühr und die Confiscation.

Wer eine Verkürzung des Zollgefälls sich noch öfter zu Schulden kommen läfst, soll nicht nur der Strafe des dritten Falls, sondern auch der Einziehung oder Niederlegung des Gewerbes, wobei er defraudirt hat, unterliegen.

3. Wer die zollbaren Gegenstände im Gewichte, Maafse oder Werthe (so weit dieser als Belegungs-Maafsstab angenommen ist) in der Art zu gering deklarirt, dafs die Differenz den zehnten Theil des deklarirten Ganzen übersteigt, hiebei aber einzelne Colli oder Stücke nicht verschwiegen hat, wird um den vierfachen Betrag der verkürzten Gebühr bestraft. — Im zweiten Falle tritt die Strafe des achtfachen, und im dritten und allen folgenden Fällen die Strafe des zwölffachen Betrages der verkürzten Gebühr und Confiscation ein.

4. Wer einen Passir- oder Controlschein für Waaren, welche von einem inländischen Orte verführt werden, nicht vorschriftmäfsig ablegt, hat den vierfachen Betrag des Ausgangszolles als Strafe zu erlegen. Sind die verführten Waaren frei vom Ausgangszolle, so findet im obigen Falle eine Geldstrafe von 1 — 25 Fl. Statt.

5. Wer gegen das Verbot des §. 8 ausländisches Salz oder Stoffe, woraus Salz gezogen werden kann, einbringt, niederlegt, auf irgend eine Weise an sich bringt, verkauft, oder ohne besondere Erlaubnifs durchführt, unterliegt einer Strafe von 5 Fl. vom Centner, im Wiederholungsfalle von 10 Fl. vom Centner.

6. Den bei vorstehender Ziffer 5. festgesetzten Strafen unterliegt auch derjenige, der gegen das in Gemäfsheit des §. 6. bestehende Verbot, Salz oder Stoffe, woraus Salz gezogen werden kann, in ein Vereinsland ausführt, oder ausländische Artikel ein- oder durch-

führt, deren Einfuhr oder Durchfuhr in Gemäfsheit der §§. 9 und 10. verboten ist.

In Württemberg kommen gegen die Einschwärzung des Salzes die daselbst geltenden Gesetzstrafen in Anwendung (vergl. Gesetz vom 7. Mai 1811, Reg. Blatt S. 217).

7. Wer Zollpässe und Zollgegenscheine über durchgehende oder nicht vollständig verzollte Gegenstände im verpackten Zustande nicht vorschriftmäfsig ablegt, oder diese Bescheinigung ohne Beibringung der Waaren ablegen will, unterliegt der Strafe des fünffachen Betrags des höchsten Eingangs-Zolles. Wären aber die Waaren unverpackt, oder nach ihrem Inhalte nach vorausgegangener zollamtlicher Behandlung bekannt, so wird der fünffache Betrag des tarifmäfsigen Eingangs-Zolles als Strafe erhoben.

§. 97. Als Verbrechen oder Vergehen können im Königreiche Bayern die im gegenwärtigen Gesetze vorgesehenen Straffälle nur dann behandelt werden, wenn mit denselben solche Handlungen oder Unterlassungen verbunden sind, für welche die allgemeinen Strafgesetze eine Vergehens- oder Verbrechensstrafe bestimmt.

Als Verbrechen, die mit einer Strafe von zwei bis acht Jahren Arbeitshausstrafe belegt werden, sind noch anzusehen, wenn Schwärzungen in Rotten (Banden) oder mit gewaffneter Hand geschehen, oder wenn die Zoll-Verkürzung in Verbindung mit einer Assekuranz-Gesellschaft unternommen wird.

Wenn im Königreiche Württemberg und den Hohenzollern'schen Fürstenthümern mit den in der gegenwärtigen Vereins-Zoll-Ordnung vorgesehenen Straffällen solche Handlungen oder Unterlassungen verbunden sind, durch welche nach den allgemeinen Strafgesetzen eine besondere Strafe verwirkt wird, so bleibt die besondere Bestrafung derselben nach den Gesetzen des Landes vorbehalten.

Dahin gehören insbesondere auch: Schwärzungen, die in Rotten (Banden) oder mit gewaffneter Hand geschehen, oder wenn die Zoll-Verkürzung in Verbindung mit einer Assekuranz-Gesellschaft unternommen wird.

§. 98. Bei den in Ziffer 2—6 des §. 96. angegebenen Verletzungen der Zoll-Ordnung findet neben

1828 den gesetzlichen Strafen und deren Folgen auch die Confiskation in folgenden besonderen Fällen Statt:

1. wenn Gegenstände ein- aus- oder durchgeführt werden, deren Eingang, Durchgang oder Ausgang verboten ist;

2. wenn die Zollstätte, sei es im Ein- Aus- oder Durchgange ohne Anmeldung zur amtlichen Behandlung übergangen, oder wenn eine zollbare Waare auf verbotenen Wegen ein- oder ausgebracht, oder wenn die noch nicht verzollte Waare heimlich abgestofsen, ausgewechselt oder vermindert wird;

3. wenn die zollbaren Gegenstände verschwiegen, oder die Waaren falsch, und in einer Qualität, die einem geringeren Zollsatze unterliegt, declarirt werden;

4. wenn die an eingehende oder durchgehende Güter amtlich angelegte Versicherung verletzt wird, — und über den Zufall sich nicht genügend ausgewiesen werden kann;

5. wenn bewilligte Begünstigungen mifsbraucht, oder Begünstigungsscheine nicht vorschriftmäfsig abgelegt werden.

§. 99. Die Confiskation erstreckt sich:

a. auf diejenigen Frachtwaaren, in Hinsicht deren der Zoll verkürzt werden sollte, auf Schiff und Geschirr (Wagen und Pferde), wenn der Zollpflichtige und der Frachtführer zugleich schuldig befunden wurden, oder wenn der Fuhrmann zugleich Eigenthümer der Fracht, oder der Zollpflichtige Eigenthümer des Schiffes, des Wagens, der Pferde und der Geschirre ist;

b. auf jene Frachtwaaren allein, wenn der Zollpflichtige der Bestrafte ist;

c. blos auf das Schiff, den Wagen, die Pferde und das Geschirr, wenn der Frachtführer der Bestrafte ist. — Als Eigenthümer der Fracht wird der Fuhrmann immer angesehen, wenn er mit keinem Frachtbriefe versehen ist.

Sind die Gegenstände nicht mehr vorhanden, so mufs in Ermanglung anderer Beweismittel der durch eidliche Schätzung ausgemittelte Werth bezahlt, oder wenn die Werthschätzung unmöglich ist, statt der Confiskation auf 50 bis 2000 Fl. nach Erwägung aller Umstände erkannt werden.

§. 100. Die genannten Gegenstände werden auf eine glaubwürdige Anzeige sogleich in Beschlag ge-

nommen, und wenn die Anschuldigung von der Art ist, dafs darauf eine Untersuchung vorgekehrt werden kann, bei der competenten Untersuchungs-Behörde oder auf Anordnung derselben so lange verwahrt, bis das Erkenntnifs in Rechtskraft übergegangen ist, in so ferne der Angeschuldigte nicht durch baare Erlage des ganzen Werthes oder durch Bürgen Sicherheit leistet. Vieh und dem Verderben ausgesetzte Gegenstände werden, wenn die Sicherheit binnen acht Tagen nicht aufrecht gemacht wird, nach eingetretener Untersuchung von Gerichtswegen öffentlich versteigert, und der Erlös wird nach gerichtlicher Anweisung deponirt.

§. 101. Bei einer zufälligen Verletzung der Schnüre und Siegel kann sich der Frachtführer nur dadurch von der Strafe befreien, wenn er in Bayern bei dem nächsten Gerichte oder Zollamte, in Württemberg bei dem nächsten Oberamte oder Zollamte auf seinem vorgezeichneten Wege den Zufall anzeigt, und glaubwürdig nachweiset.

§. 102. Der Beweis der Erfüllung derjenigen Verbindlichkeiten, worüber nach der gegenwärtigen Zoll-Ordnung amtliche Urkunden ausgestellt, und den Zollpflichtigen zur Aufbewahrung übergeben werden müssen, kann nur mit diesen Urkunden geführt werden.

Wer eine solche Urkunde durch Unglück oder Zufall verliert, kann von dem Zollamte, welches sie ausgestellt hat, jederzeit ein Attest verlangen, worin ihm die Erfüllung seiner zollgesetzlichen Verbindlichkeiten auf den Grund der Zollbücher bezeugt, und welches jederzeit als Beweis der erfüllten Obliegenheit angesehen wird.

Für dieses Attest ist die einfache Taxe oder Sportelgebühr zu entrichten (wo eine solche besteht). Derjenige, dem die Ausstellung einer in der gegenwärtigen Zoll-Ordnung vorgeschriebenen amtlichen Urkunde verweigert wird, kann innerhalb drei Monaten selbst, oder durch einen Dritten, bei der betreffenden Oberzoll-Administration darüber Beschwerde führen. — Unterläfst er diefs, so mufs er, wenn er in Untersuchung kommt, und sich mit den amtlichen Urkunden nicht ausweisen kann, rechtsförmig darthun, dafs ihm, ungeachtet er seine zollgesetzliche Verbindlich-

1828 keit erfüllt hat, die Ausfertigung dieser Urkunden verweigert worden ist.

Im Falle der unrechtmäfsigen Verweigerung, oder der verzögerten Ausstellung (§. 66) derselben, haben die Beamten für allen daraus entstehenden Schaden zu haften, ohne dafs hiedurch das Straf-Verfahren im Disciplinar-Wege ausgeschlossen wird. — Der Beweis der Erfüllung der zollgesetzlichen Verbindlichkeiten, worüber keine amtlichen Urkunden auszustellen sind, kann auf erhobene Beschwerde wegen Verletzung der Zoll-Ordnung auch durch exceptionsfreie Zeugen geführt werden.

§. 103. Das Familienhaupt haftet rücksichtlich der Geldbufse und des Ersatzes für die Gefährden und Uebertretungen, welche für dasselbe in seinem Geschäfte durch die unter seiner väterlichen Gewalt stehenden Familienglieder begangen werden, so wie der Dienstherr für die Gefährden und Uebertretungen seiner Diener, rücksichtlich der Geldbufse und des Ersatzes, aufser, wenn sie erweislich ohne sein Wissen und Willen verübt worden sind.

§. 104. Vermögenslose Defraudanten werden nach den Bestimmungen der allgemeinen Strafgesetze im Verhältnisse der Geldstrafe mit einer Freiheitsstrafe belegt.

§. 105. Für alle Geldstrafen haften, wenn nicht hinlängliche baare Sicherheit geleistet wird, Schiff und Geschirr (Wagen, Pferde u. s. w.), wenn der Frachtführer, — so wie die Waare — wenn der Zollpflichtige — beides aber, wenn der Frachtführer und der Zollpflichtige zugleich schuldig sind, und wenn nicht inner vierzehn Tagen die erkannte Strafe erlegt wird, erfolgt der öffentliche Verkauf der genannten Gegenstände. Der Mehrerlös wird an den Eigenthümer zurückbezahlt.

§. 106. Von verlassenen Handelsgütern wird, wenn nicht das Gegentheil offenbar ist, angenommen, dafs das Zollgefäll in Beziehung auf selbe verkürzt worden sey, und sie unterliegen der Confiskation.

Die Thatsache ist jedoch öffentlich bekannt zu machen, und erst nach dem Ablaufe von sechs Monaten, vom Datum der Bekanntmachung, kann die Einziehung erkannt werden, wenn sich der Eigenthümer nicht meldet und rechtfertiget.

Ausgenommen hievon ist das verlassene ausländi- 1828
sche Salz und andere Gegenstände, deren Einfuhr und Durchfuhr verboten ist. — Die Confiskation derselben ist ohne weiteres sogleich zu erkennen.

§. 107. Die Untersuchung wegen Unterlassung der vorschriftmäfsigen und rechtzeitigen Ablegung zollamtlicher Papiere mufs inner Jahresfrist, vom Tage der Ausstellung dieser Papiere gerechnet, begonnen werden; aufserdem tritt die Verjährung ein. Diese wird durch eine inner des Zeitraums eines Jahres begangene neue Uebertretung unterbrochen; die erst nach erfolgter Revisions-Erinnerung geschehene Ablegung wird als nicht geschehen angesehen.

§. 108. Den Schadens-Ersatz oder die Zollgebühr hat der Verurtheilte neben der Strafe besonders zu leisten, ebenso die Kosten der Untersuchungs-Verhandlungen besonders zu vergüten.

§. 109. In allen Untersuchungsfällen, in welchen durch das vorliegende Gesetz nicht etwas Eigenthümliches verordnet wird, sollen die allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der betreffenden Staaten Anwendung finden.

§. 110. Die Judicatur über Verletzung der Zoll-Ordnung steht:

a. im Königreich Bayern in erster Instanz den unmittelbaren K. Gerichten, in deren Gerichtsprengel die Verletzung entdeckt wird, zu.

In den standesherrlichen Gebieten soll es jedoch in Hinsicht der Judicatur wie bisher gehalten werden.

Die Eintheilung der nicht standesherrlichen Herrschafts- und Patrimonial-Gerichts-Bezirke in die difsfallsigen Sprengel der kompetenten Gerichte wird durch besondere allerhöchste Verordnung der Königlich bayerischen Staats-Regierung festgesetzt werden.

b. Im Königreich Württemberg — den Königlichen Oberämtern und der Ober-Zoll-Administration mit einem bestimmten Strafmaafse, in höheren Fällen den Gerichten.

c. In dem Fürstlich Hohenzollern'schen Gebiete — den in dem Zoll- und Handels-Vertrage zwischen der Krone Württemberg und den Fürstlich Hohenzollern'schen Häusern vom 19. Mai 1824 zur Judicatur über Verletzungen der Zoll-Ordnung für zuständig erklärten fürstlichen Landes-Behörden.

1828 §. 111. Das Verfahren bei Untersuchung der Straffälle ist summarisch, und wird von Amtswegen im Untersuchungswege geführt.

In den §. 97 erwähnten Straffällen richtet sich das Verfahren nach den in den betreffenden Staaten geltenden Bestimmungen des allgemeinen Strafrechtes.

§. 112. Im Königreiche Bayern sind von den zur Judicatur competenten Behörden und Stellen die Akten vor Erlassung des Spruches zur Erinnerung und nach gefälltem Spruche zur Bemessung des allenfalls einzuführenden Rechtsmittels dem einschlägigen Fiskale, oder den an ihre Stelle tretenden Beamten zur Einsicht vorzulegen.

§. 113. In allen Fällen, in welchen nach den gesetzlichen Bestimmungen eine Berufung zulässig ist, kann in Bayern dieses Rechtsmittel bei dem Königlichen Appellations-Gerichte des einschlägigen Kreises in Anwendung gebracht werden.

Die Berufung an das Königliche Ober-Appellations-Gericht kann daselbst in Fällen, wo die Straf-Summe 400 Fl. und darüber beträgt, oder der Verlust der Gewerbs-Concession ausgesprochen ist, auch dann Statt finden, wenn die Erkenntnisse der ersten und zweiten Instanz gleichlautend ausgefallen sind.

In Württemberg findet nach den daselbst bestehenden Gesetzen Eine Berufung Statt: von den Königlichen Oberämtern an die Königliche Ober-Zoll-Administration; von der Königlichen Ober-Zoll-Administration an den Königlichen Geheimenrath; von einem Gerichte an das vorgesetzte höhere Gericht.

In den Hohenzollern'schen Fürstenthümern geht die Berufung an die einschlägigen höheren Landesbehörden.

§. 114. Von allen Geldstrafen und dem Werthe des eingezogenen Guts fällt die Hälfte dem Aufbringer, und die andere Hälfte dem Unterstützungs-Fonds der Zoll-Verwaltung zu.

§. 115. Der Straf-Antheil, welcher dem Aufbringer nach rechtskräftigem Erkenntnisse zukommt, soll ihm ungeschmälert verbleiben, in soferne er nicht zu Gunsten des Schuldigen oder des Unterstützungs-Fonds freiwillig darauf verzichtet.

Zollbedienstete, welche sich bestechen lassen, zu Defraudationen mitwirken, die Zollpflichtigen zu Ge-

fährden zu verleiten suchen, oder die abzulegenden 1828
Polleten ohne Vorweisung der Waaren annehmen, sollen nach den allgemeinen Strafgesetzen bestraft werden.

Bei jeder Zoll-Behörde ist ein Buch anzulegen, in welchem jeder Zollpflichtige seine Bemerkungen über die ihm gewordene Behandlung bei dieser Behörde unter Namens-Untersohrift niederlegen kann.

IX. Schlufs-Bestimmung.

§. 116. Die gegenwärtige Zoll-Ordnung tritt mit dem 1. October laufenden Jahrs in Wirkung, jedoch sollen die vor diesem Tage begangenen Defraudationen noch nach den bisherigen gesetzlichen Bestimmungen untersucht und abgeurtheilt werden.

Stuttgart den 26. September 1828.

Zur Beglaubigung:

Der Kanzlei-Direktor des K. Finanz-Ministerium:

SCHMIDLIN.

(Est joint à ce réglement le tarif des droits d'entrée et de sortie).

141.

Traité concernant le commerce entre la Saxe royale, la Saxe grand-ducale et, les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha, et de Saxe-Meiningen et les principautés de Reuss et de Schwarzbourg-Rudolstadt; signé le 29 Septembre 1828.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen* 1828. Nr. 2. pag. 17).

Se. Majestät, der König von Sachsen, Se. Königl. Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Ei-

1828 senach, Ihro Durchlauchten, die Herzoge von Sachsen-Meiningen, Sachsen-Coburg-Gotha und Sachsen-Altenburg, Se. Durchlaucht, der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, und Ihro Durchlauchten, die Fürsten Reufs zu Schleitz, zu Lobenstein und Ebersdorf und zu Greitz, wollen, in Folge des zwischen Allerhöchst- und Höchstihren und mehrern andern Deutschen Staaten, zu Bildung eines allgemeinen Handelsvereins, unterm 24sten dieses Monats geschlossenen Vertrags und im Betracht, dafs Separatverträge zwischen Nachbarstaaten die Zwecke dieses Vereins wesentlich fördern, einen besondern Vertrag über verschiedene, dem nachbarlichen Handel und Verkehr wechselseitig zu gewährende Erleichterungen abschliefsen, und haben in dieser Absicht Bevollmächtigte ernannt, nämlich: Se. Majestät der König von Sachsen, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Hans Georg von Carlowitz, auf Oberschöna, Domherrn des Hochstifts Merseburg, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-, Grofskreuz des Kaiserl. Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Annen- und des Königl. Preufsischen Johanniter-Ordens;

Se. Königl. Hoheit, der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Dr. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weissen Falken, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und Ritter des Kaiserl. Russischen St. Wladimir-Ordens 4ter Klasse, und

Höchstihren wirklichen geheimen Legationsrath und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weissen Falken;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Meiningen, Höchstihren wirklichen geheimen Rath, Dietrich Freiherrn von Stein;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Coburg-Gotha, Höchstihren wirklichen geheimen Rath und Kammerpräsidenten, Christoph Anton Ferdinand von Carlowitz, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-Ordens, und

Höchstihren Kammerrath, Wilhelm Ernst Braun;

Se. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Altenburg, 1828
Höchstihren wirklichen geheimen Rath und Minister, auch Kammerpräsidenten, Carl Johann Heinrich Edlen von Braun, Comthur des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Grofsherzogl. Sächs. weissen Falken-Ordens, Ritter des Königl. Würtemberg. Civil-Verdienst-Ordens;

Se. Hochfürstl. Durchlaucht von Schwarzburg-Rudolstadt, Höchstihren Kammerpräsidenten, Christian Wilhelm Schwarz, Ritter des Königl. Preufs. rothen Adler-Ordens, und

Ihre Hochfürstl. Durchlauchten von Reufs-Schleitz, Reufs-Lobenstein und Ebersdorf, und Reufs-Greitz, Höchsthren Kanzler, Regierungs- und Consistorial-Präsidenten, Gustav Adolph von Strauch, Ritter des Königl. Sächs. Civil-Verdienst-Ordens, welche, mit Bezug auf ihre in den Conferenzen für den allgemeinen Handelsverein bereits ausgewechselten Vollmachten, und unter dem Vorbehalte Allerhöchster und Höchster Ratificationen, folgende Bestimmungen unter einander festgesetzt haben:

Art I. Die genannten Allerdurchlauchtigsten und Durchlauchtigsten Fürsten schliefsen, in der Voraussetzung, dafs der über die Bildung eines allgemeinen Handelsvereins unterm 24sten dieses Monats geschlossene Vertrag allseitig ratificirt werde, den gegenwärtigen besondern Vertrag unter einander ab, bei welchem der Lauf ihrer Landesgrenzen und die hierdurch bedingten Verhältnisse, die Lage ihrer Staaten und die Richtung des Verkehrs ihrer Unterthanen besonders berücksichtiget worden ist.

Art. II. Dieselben machen sich wechselseitig verbindlich, den Grundsatz festzuhalten, dafs die Unterthanen ihrer sämmtlichen Lande in merkantiler Beziehung den Inländern, so wie die Produkte und Fabrikate dieser Lande, rücksichtlich der Ein- und Ausfuhr, ingleichen des Ein- und Verkaufs, den inländischen gleich behandelt und nur den auch die letztern treffenden Abgaben unterworfen werden sollen.

Art. III. Zufolge dieses Grundsatzes darf vom 1sten Januar 1829 an, und so lange gegenwärtiger Vertrag bestehet, in keinem der gedachten Staaten eine Abgabe vom Handel und Verkehr angeordnet

1828 oder ferner erhoben werden, welche die Unterthanen, oder die Erzeugnisse der andern theilnehmenden Staaten, oder eines derselben trifft, ohne zugleich auch den Inländer und die inländischen Erzeugnisse derselben Art in gleicher Mafse zu treffen, und es soll zwischen ihnen eine Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangs-Abgabe auf ihre gegenseitigen Erzeugnisse nicht Statt finden. Dem gemäfs verspricht namentlich

Art. IV. A. das Königreich Sachsen,

1. dafs die Produkte und Fabrikate der übrigen contrahirenden Staaten von der Grenz-, Eingangs- und Durchgangs-Accise befreiet sein sollen,

2. dafs von diesen Produkten und Fabrikaten die Generalaccise (Landes-Consumtions-Abgabe) nur nach den für inländische Waaren bestehenden Sätzen erhoben werden soll,

3. dafs die Händler aus obigen Staaten, welche Märkte im Königreiche Sachsen besuchen, wegen Veraccisirung ihrer Marktwaaren, wie inländische Landkrämer, nach §. 33 der General-Accis-Ordnung vom 12ten Juni 1824 behandelt,

4. dafs die Ausgangsabgaben von Wolle und Flachs, als die einzigen im Königreiche bestehenden Abgaben dieser Art, bei der Ausfuhr dieser Artikel in die jenseitigen Lande nicht weiter erhoben werden sollen, und

5. dafs das Porzellan aus diesen Landen, bei der Einfuhr in das Königreich, nur nach den Tarifsätzen für inländisches Steingut veracciset werden soll.

Art. V. B. Sachsen-Weimar-Eisenach, dafs

1. der Transitozoll im Neustädtischen Kreise,

2. der Salzlicent in Grofsheeringen und Wetzdorf, auf der Strafse von Neusalza in das Altenburgische, vorbehältlich der einzuhaltenden Salzstrafse und der Regiemafsregeln, so weit solche mit Rücksicht auf noch bestehende Verträge rechtlich zulässig sind;

3. der Impost (Landes-Consumtions-Abgabe), so weit solche vom ausländischen Gute nach höhern Sätzen erhoben wird, als vom inländischen gleicher Art, und

4. die im Grofsherzogthume durch das Gesetz vom 22sten September 1826 eingeführte Abgabe von fremden Handels- und Gewerbs-Leuten, von Unterthe-

nen und Erzeugnissen der übrigen contrahirenden 1828
Staaten nicht weiter erhoben werden sollen.

Art. VI. C. Sachsen-Meiningen gewährt, hinsichtlich seiner vormals Altenburgschen Landestheile (der nunmehrigen Grafschaft Camburg), die im Artikel VIII. angegebenen Sachsen-Altenburgischen Zugestehungen, insoweit sie Anwendung finden und unter denselben Beschränkungen.

Art. VII. D. Sachsen-Coburg-Gotha verspricht namentlich die Abgabe von fremden Handelsreisenden, wenn sie Angehörige der übrigen contrahirenden Staaten sind, nicht weiter zu erheben.

Art. VIII. E. Sachsen-Altenburg sichert den Unterthanen der gedachten Staaten bei der Ein-, Aus- und Durchfuhre der Produkte und Fabrikate eines dieser Staaten, rücksichtlich der Gleitsentrichtung in Ansehung derjenigen Begünstigungen, denen nach der Altenburgschen Gleitsordnung vom Jahre 1818, und nach dem Nachtrage vom Jahre 1826, so wie nach der Observanz, inländische Producenten und Handwerker bei dem Vertriebe ihrer Produkte und Fabrikate über die Grenze ihres Amts- oder Gleits-Bezirks im Allgemeinen geniefsen, in Fällen gleicher Art völlige Gleichstellung mit den Inländern zu, und hebt den Unterschied im Gleitssatze, welcher, nach einigen Bestimmungen der genannten Gesetze, zwischen inländischer und ausländischer Waare, ausdrücklich festgesetzt oder herkömmlich ist, dergestalt auf, dafs von den Produkten und Fabrikaten aus den contrahirenden Staaten der nämliche geringere Gleitssatz, der auch die gleiche inländische Waare bei Ueberfahrung der Amtsgrenzen, trifft, erhoben werden soll.

Art. IX. F. Schwarzburg-Rudolstadt hebt, den contrahirenden Staaten gegenüber, die bestehende Abgabe von den Handelsreisenden auf.

Art. X. G. Reufs-Schleitz wird die Unterthanen der gedachten Staaten, namentlich auch rücksichtlich des Gleits von dem erkauften Rindvieh, den Inländern gleich stellen, so dafs sowohl Käufer, als Verkäufer von je — 20 Groschen Kaufwerth, statt der bei Ausländern bisher üblich gewesenen 4 Pfennige, nur 2 Pfennige zu entrichten haben sollen; auch

1828 läfst es die unter der Benennung Centnergeld bestehende Durchgangsabgabe, zu Gunsten der contrahirenden Staaten, fallen.

Art. XI. H. Reufs-Lobenstein und Ebersdorf hebt die Ausgangsabgabe von Kämmwolle und feinem Garn, zu — 8 Groschen — vom Centner und — — 1 Pfennig vom Pfund, vorbehältlich der Wagegebühren, auf.

Art. XII. Die in vorstehenden Artikeln IV-XI namhaft gemachten Folgen der in den Artikeln II und III. festgesetzten Principien sind blos als Beispiele zu betrachten, welche die nicht namentlich genannten, aber nothwendigen sonstigen Folgen und überhaupt die weitere consequente Durchführung der Grundsätze dieses Vertrags keinesweges ausschliefsen sollen.

Art. XIII. Hinsichtlich aller der, Gemeinden, Corporationen, oder Privaten zuständigen Erhebungen an Wege-, Brücken- und Pflaster-Gelde, Anlagen zur Tilgung der Communschulden und dergleichen schon jetzt bestehenden örtlichen Abgaben, behält es überall sein Bewenden. Die vereinten Regierungen sagen sich jedoch zu, dahin wirken zu wollen, dafs die hier und da etwa noch bestehenden Beeinträchtigungen des nachbarlichen Marktverkehrs durch Abgaben an Innungen, welche den Ausländer härter treffen, als den Inländer, dem Hauptprincipe dieses Vertrags gemäfs, möglichst abgestellt werden.

Art. XIV. Ausgenommen von den Bestimmungen der Artikel II und III. sind ferner:

a. die Abgaben von Branntwein, Bier, Wein, Most und Essig;

b. das Gleite, insofern es vom Inländer und von der inländischen Waare in gleicher Mafse erhoben wird, auch versteht es sich von selbst, dafs die, rücksichtlich gewisser Stände, oder gewisser Bauten hergebrachten Gleitsbefreiungen eben so wenig, als die hier und da den Inländern wegen des Hausbedarfs oder in Beziehung auf den Verkehr innerhalb einer Amtsgrenze, oder eines Gleitsbezirks, eingeräumte Gleitsbefreiung auf die Unterthanen der übrigen Lande irgend eine Anwendung finden können;

c. die Wasserzölle, insofern sie vom Inländer 1828
und von der inländischen Waare in gleicher Maafse erhoben werden;

d. die im Artikel XIII des Hauptvertrags vom 24sten dieses Monats vorbehaltenen Beschränkungen;

e. die Bestimmung der Königl. Sächsischen General-Accis-Ordnung, wonach Ausländer, welche im Inlande einkaufen, oder erlaubter Weise verkaufen, die vom Handel auf dem platten Lande und laut Tarifs bei einigen Artikeln auch in den Städten erhoben werdende, den inländischen Händler in gleicher Maafse treffende Handelsaccise ohne Unterschied zu entrichten haben, die Waare mag zum eigenen Bedarf, oder zum Handel bestimmt seyn, im Lande bleiben, oder aus selbigem geschafft werden;

f. die Beschränkung des Handels auf den Dörfern, namentlich das im Königreiche Sachsen bestehende Verbot der Niederlage von Waaren auf dem Lande.

Art. XV. Die Produkte und Fabrikate, welche aus einem der contrahirenden Staaten in den andern zur Consumtion, oder zum Verkauf eingeführt werden, müssen, wenn auf die vertragsmäfsige Befreiung Anspruch gemacht werden will, durch bei der Waare befindliche Ursprungscertificate beglaubigt seyn. Diese Certificate sind von dem Producenten, Fabrikanten, oder Fabrikverleger auf Ehre und Gewissen auszustellen und entweder von den Zollämtern, wo deren bestehen, oder von den Ortsobrigkeiten, auf ihre Pflicht, stempel- und kostenfrei zu attestiren.

Acciszettel, in welchen der inländische Ursprung der Waare bemerkt ist, vertreten die Stelle der Certificate.

Alle Gegenstände, welche aus einem Vereinslande unmittelbar in das andere eingebracht werden und der Gattung nach zu den Erzeugnissen des Landes, woher sie kommen, gehören, bedürfen der Certificate nicht, wenn sie nur in solchen Quantitäten eingebracht werden, dafs die zu entrichtende Grenzaccise von allen zusammen nicht über — 2 Gr. — betragen würde.

Art. XVI. Jedes Ursprungscertificat ist, sofern es nicht von Neuem legalisirt worden, nach drei Mo-

1828 naten von seiner Ausstellung an, ungültig, eben so in dem Falle, wenn der Eigenthümer der Waaren, zu welchen dasselbe gehört, mit jenen zuvor Messen und Märkte eines an diesem Vertrage nicht theilnehmenden Landes besucht, oder wenn überhaupt eine Lagerung der Waaren in einem solchen Lande Statt gefunden hat. Hat derselbe dagegen mit seinen Waaren nur Märkte eines in diesem Vertrage begriffenen Landes besucht, so sollen die Ursprungscertificate für das weitere Einbringen in die andern Lande gültig bleiben, insofern sie nur von den Behörden der früher besuchten Marktplätze attestirt sind.

Art. XVII. Diejenigen Fabrikate des Königreichs Sachsen, welche durch einen darauf angebrachten Stempel, oder sonst auf eine, nach dem Ermessen der Regiebeamten, gnügende Weise, als inländische Fabrikate nachgewiesen sind, und aus den contrahirenden Staaten wieder nach dem Königreiche Sachsen zurückgebracht werden, sollen fortwährend als inländisch behandelt und daher nicht nur grenzaccisfrei gelassen, sondern auch bei dem Verkaufe nur mit den inländischen General-Consumtions-Accis-Sätzen belegt werden.

Art. XVIII. Die Regierungen verpflichten sich gegenseitig, wenn ihre Unterthanen sich eines Mißbrauchs, oder gar einer Verfälschung der Certificate schuldig machen, diese Vergehen, so bald sie zu ihrer Wissenschaft gelangen, auch ohne vorherige Requisition, zu untersuchen und nach den Gesetzen ihres Landes zu bestrafen.

Art. XIX. Die Dauer dieses besondern Vertrags wird vorerst, gleich dem über den allgemeinen Handelsverein am 24sten dieses Monats geschlossenen Vertrage, bis zum 31sten December 1834 festgesetzt.

Art. XX. Der gegenwärtige Vertrag soll sofort nach dem Eingange aller Genehmigungsurkunden zu dem im vorstehenden Artikel genannten allgemeinen Vertrag ratificirt und die Ratificationen sollen baldmöglichst ausgewechselt werden.

Urkundlich ist dieser Vertrag von sämmtlichen 1828
Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Cassel, am Neun und Zwanzigsten September Eintausend Achthundert Acht und Zwanzig.

HANS GEORG VON CARLOWITZ.	CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA, für mich und für den Herrn wirklichen geheimen Rath, D. SCHWEITZER.
DIETRICH *Freiherr* VON STEIN.	WILHELM ERNST BRAUN, für mich und den Herrn wirklichen geheimen Rath *Freiherrn* v. CARLOWITZ.
CARL JOHANN HEINRICH ERNST EDLER v. BRAUN.	CHR. WILH. SCHWARTZ.
GUSTAV ADOLPH VON STRAUCH.	

Verzeichniſs der Modificationen des Altenburgischen Gleites, nach Art. VIII. des besondern Vertrags.

I. Gleichwie nach der Gleitsordnung vom Jahre 1818, S. 8 sub 17,

„inländische Handwerker, die ihre Waaren mit eigenen, oder gedungenen Pferden, auf auswärtige Messen und Jahrmärkte fahren lassen, von den aufgeladenen Waaren nur das halbe Gleite zu entrichten haben,"

so sollen künftig auch Handwerker aus den Königl. Sächsischen Staaten, aus dem Groſsherzogthume Weimar-Eisenach, aus den Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen und Sachsen-Meiningischen, ingleichen aus den Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen und Fürstlich Reuſsischen Landen, wenn dieselben auf der Fahrt nach einer auſserhalb des Herzogthums Altenburg Statt findenden Messe, oder einem Jahrmarkte der Art, eine Altenburgische Gleitsstelle berühren, für ihre Waaren nur mit der Hälfte des sonstigen Satzes an Waarengleite, oder, wofern sie auf ihren Geschirren Waaren aus den Vereinslanden haben, die

1828 als Centnergut zu vergleiten sind, nur mit der Hälfte des sonstigen Gleitssatzes für Pferde und Wagen belegt werden, nicht aber beim Besuche der Altenburgschen Jahrmärkte, bei denen auch der Inländer keine Erleichterung geniefst.

II. Hirten und Schäfer, wenn sie, von einem Vereinslande in das andere, durch Altenburgisches Gebiet ziehen, sind, in analoger Anwendung der Bestimmung S. 7. s. 13. der Gleitsordnung, wegen ihres Hansraths gleitsfrei.

III. Bauern aus den genannten Staaten, die ihre eigenen Erzeugnisse verführen, sollen bei den Altenburgischen Gleitsstellen den inländischen Bauern, welche in diesem Falle nach S. 9. der Gleitsordnung s. 20, nur das halbe Gleite bei Ueberfahrung der Amtsgrenze entrichten, gleich gesetzt werden.

IV. Von Ochsen aus den benannten Landen wird beim Durch- und Ausgange, wie von inländischen, nach S. 21. der Gleitsordnung, der geringere Gleitssatz von — 1 Groschen 6 Pfennige, anstatt — 2 Groschen — entrichtet;

V. Desgleichen von einer Kuh- oder Ochsenhaut, insoweit überhaupt stückweise Vergleitung des Leders Statt hat, nach S. 22. ibid. nur 6 Pfennige, anstatt 9 Pfennige.

VI. Butter zahlt beim Eingange aus den genannten Staaten kein Gleite, da, nach S. 22, auch die einheimische, innerhalb Landes verführte Butter gleitsfrei ist, wogegen es bei der Vergleitung der durch- und ausgeführten Butter, wobei ein Unterschied zwischen in- und ausländischer nicht Statt findet, unverändert bewendet.

VII. Das S. 28. s. 16. der Gleitsordnung angeordnete besondere Gleite wegen fremder irdener Tabakspfeifen, von 3 Groschen vom einspännigen Karren, 8 Pfennige vom Schubkarren, 4 Pfennige von der Tracht, wird aufgehoben und auf selbige das allgemeine Gleite wie vom Centnergut, nach S. 19. der Gleitsordnung, angewendet.

VIII. Wollene Zeuge (Tücher, Casimire u. s. w.) aus den genannten Staaten werden, gleich den inländischen Fabrikaten dieser Art, nach S. 5. §. 14. des

Nachtrags vom Jahre 1826, als Centnergut mit 2 1828
Groschen 6 Pfennige vom Pferde und 1 Groschen vom Wagen vergleitet, und dagegen das besondere Gleite auf ausländische Zeugwaaren zu 2 Groschen 6 Pfennige vom Centner aufgehoben. Baumwollene Zeugwaaren aus den Vereinslanden sollen künftig, gleich den wollenen Zeugen, als Centnergut vergleitet werden.

IX. Das Gleite von den in das Amt Cahla zum Behuf der Langholzflöfse eingebrachten Langflofshölzern, zu 3 Groschen von jeder zweispännigen Fuhre, wird aufgehoben und von diesen Stammhölzern, wie von den aus inländischen Waldungen zur Langholzflöfse kommenden, nach §. 34. des gedachten Nachtrags, aufser dem Flofs-, Zoll- und Stempel-Gelde, eine weitere Gleitsabgabe nicht entrichtet.

X. Töpferwaaren aus den Vereinslanden, welche auf Märkte innerhalb der Vereinsgrenzen verführt werden, entrichten künftig, unter analoger Anwendung der Bestimmung S. 10. des Nachtrags, die geringern Gleitssätze, nämlich:

ein einspänniger Wagen . . 2 Groschen,
ein zwei- und mehrspänniger Wagen 3 —

Die Töpfer in Kohren werden, bei Verführung ihrer Waare auf einen Markt in einem Vereinslande, hiernach ebenfalls behandelt, und entrichten aufserdem im Altenburgischen Amtsbezirke, wie bisher, von zwei- und mehrspännigen Wagen anstatt 5 Groschen, nur 4 Groschen und retour 2 Groschen, vom einspännigen Wagen dagegen künftig auch aufser den Märkten nur 2 Groschen.

Altenburg, den 27sten November 1828.

Herzoglich Sächsisches Geheimes Ministerium.

VON TRÜTZSCHLER. E. VON BRAUN.

142.

1828 *Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg, signé à Berlin le 4 Octr. 1828 et dont les ratifications ont été echangées à Berlin le 18 Novembre de la même année.*

(LAPPENBERG *Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg* Bd. 10. pag. 135. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1828. Nr. 19. pag. 135).

Seine Majestät der König von Preufsen einer Seits, und der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg anderer Seits haben, von der Ueberzeugung ausgehend, dafs eine gegenseitige völlige Gleichstellung Ihrer respectiven Unterthanen und Bürger in den gegenwärtig und künftig bestehenden Handels- und Schifffahrts-Abgaben wesentlich zur Beförderung der gegenseitigen Handels-Verbindungen beitragen würde, zum Abschlusse eines diesem wünschenswerthen Zwecke entsprechenden Vertrages zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen, Allerhöchstihren Geheimen Legations-Rath Ernst Michaelis und

der Senat der freien und Hansestadt Lübeck, der Senat der freien und Hansestadt Bremen und der Senat der freien und Hansestadt Hamburg, den Kammerherrn, Minister-Residenten und Geschäftsträger der freien und Hansestadt Hamburg zu Berlin, Ludwig August von Rebeur,

welche über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Die Preufsischen, mit Ballast oder mit 1828
Ladung in den Häven der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg ankommenden, imgleichen die Lübecker, Bremer und Hamburger, mit Ballast oder Ladung in den Häfen des Preufsischen Staats ankommenden Schiffe sollen, bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich der jetzt oder künftig bestehenden Hafen-, Tonnen-, Lootsen-, Leuchtthurm- und Berge-Gelder, wie auch hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staatskasse, den Städten oder Privat-Anstalten zufliefsenden Abgaben und Lasten irgend einer Art oder Benennung, auf demselben Fufse, wie die National-Schiffe behandelt werden.

Art. II. Alle Waaren, Güter und Handelsgegenstände, sie seien inländischen oder ausländischen Ursprungs, welche jetzt oder in Zukunft auf National-Schiffen in die Königlich-Preufsischen Häven oder in diejenigen der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg ein- oder aus selbigen ausgeführt werden dürfen, sollen in ganz gleicher Weise auch auf den Schiffen des anderen Theils ein- und ausgeführt werden können, ohne mit höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art belastet zu werden als sie bei ihrer Ein- oder Ausfuhr auf National-Schiffen zu entrichten haben würden. Auch sollen bei der Ein- oder Ausfuhr solcher Waaren, Güter und Handelsgegenstände auf Schiffen des anderen Theiles die nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und irgend sonstige Begünstigungen gewährt werden, welche zu Gunsten der Ein- und Ausfuhr auf National-Schiffen etwa bestehen, oder künftig zugestanden werden möchten.

Art. III. So wie nach vorstehendem Artikel in Rücksicht auf die Nationalität der beiderseitigen Schiffe, eine Gleichstellung in den von deren Ladungen zu erhebenden Abgaben Statt finden soll, eben so soll auch jeder wegen des Eigenthums solcher Ladungen in der Gröfse dieser Abgaben etwa bestehende Unterschied wegfallen. Bei der Ein- und Ausfuhr auf den Schiffen der paziscirenden Theile sollen daher alle Güter, Waaren und Gegenstände des Handels, welche Königl. Preufsischen Unterthanen gehören, in den Häven von Lübeck, Bremen und Hamburg, von

1828 Seiten dieser freien und Hansestädte, keinen höhern oder andern Ein- und Ausgangs- oder sonstigen Abgaben, als das Eigenthum ihrer eigenen Bürger, und umgekehrt, alle Güter, Waaren und Handelsgegenstände, welche Bürgern der freien und Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg gehören, in den Königl. Preufsischen Häven keinen höhern oder andern Ein- und Ausgangs- oder sonstigen Abgaben, als das Eigenthum Königlich Preufsischer Unterthanen, unterworfen sein.

Art. IV. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel sind in ihrem ganzen Umfange nicht nur dann anwendbar, wenn die beiderseitigen Schiffe direct aus ihren National-Häven ankommen, oder nach selbigen zurückkehren, sondern auch dann, wenn sie unmittelbar aus den Häven eines dritten Staates ankommen oder dahin bestimmt sein sollen.

Art. V. Die Preufsischen sowohl als die Lübecker, Bremer und Hamburger Schiffe sollen gegenseitig der Befugnisse und Vorzüge, welche ihnen der gegenwärtige Vertrag zusichert, nur in sofern geniefsen, als sie mit den nach den Vorschriften desjenigen Theils, dessen Flagge sie führen, ausgefertigten Schiffspässen und Musterrollen versehen sind.

Art. VI. Was in den obigen Artikeln I bis IV. in Betreff der, in die beiderseitigen Häven eingehenden, oder aus selbigen auslaufenden Seeschiffe des andern Theils und deren Ladungen festgesetzt ist, soll auch auf den gegenseitigen Flufsschiffahrts-Verkehr völlige Anwendung finden. Bei den Flufsschiffen genügt zum Beweise der Nationalität das in der Weserschifffahrts-Acte vom 10. September 1823 und resp. in dem Schlufs-Protocolle der Elbschifffahrts-Revisions-Commission d. d. Hamburg den 18. September 1824 vereinbarte Manifest.

Art. VII. Würden die Contrahenten es zweckmäfsig erachten, zur Beförderung ihres gegenseitigen Handels-Interesse additionelle Stipulationen einzugehen, so sollen alle Artikel, über welche man sich dergestalt vereinigen wird, als Theile dieses Vertrags angesehen werden.

Art. VIII. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag als für die drei freien Hansestädte Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinschaftlich geltend angesehen

werden soll, so ist man dennoch übereingekommen, 1828
dafs deshalb nicht eine solidarische Verpflichtung unter ihren respectiven Regierungen Statt finden, und das etwaige Aufhören der Bestimmungen dieses Vertrags für eine derselben, keine Wirkung auf die vertragsmäfsigen Verhältnisse der andern haben soll, für welche vielmehr in einem solchen Falle der Vertrag in voller Kraft bleiben wird.

Art. IX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, welche vom Tage der Auswechselung der Ratificationen ab in Kraft treten wird, ist vorläufig auf den Zeitraum bis zum 1. Januar 1840 festgesetzt, und soll, wenn zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der andern Seite eine Aufkündigung nicht erfolgt sein wird, stets als noch ferner auf ein Jahr, und so fort bis zum Ablaufe eines Jahres nach geschehener Aufkündigung verlängert, betrachtet werden.

Art. X. Der gegenwärtige Vertrag soll von den contrahirenden Theilen ratificirt und die Ratifications-Urkunden sollen spätestens innerhalb fünf Wochen oder wo möglich noch früher in Berlin ausgewechselt werden.

Dessen zu Urkund ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihrer Siegel unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 4. October 1828.

(*Unterzeichnet:*)

Ernst Michaelis. Ludwig August von Rebeur.

143.

1828 *Convention betwen His Majesty and the Catholick King, for the final settlement of the claims of british and spanish subjects, under the Convention concluded at Madrid, the 12th of March* 1823. *Signed at London, October* 28, 1828.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty*, 1829. London printed by R. G. Clarke fol.)

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty The King of Spain and the Indies, being equally convinced of the great and almost insuperable difficulties that have presented themselves in carrying into effect, by means of the mixed Commission appointed under the Convention concluded on the 12th of March 1823, the stipulations of the said Convention, respecting the claims preferred by subjects of both Nations, — have considered that the most speedy and efficacious manner of obtaining the objects which Their Britannick and Catholick Majesties proposed to themselves in framing the Convention above-mentioned, would be that of a compromise, or amicable adjustment, in which Their said Majesties, by common consent should assign fixed and proportionate sums for the indemnification of the Claimants of both Countries, so that each of the two High Contracting Parties should possess the power of adjudging and satisfying the legitimate claims of its own subjects, out of the sums which each Government should, for such purpose, receive from the other, or of distributing those sums among the individuals interested, by means of an arrangement mutually agreed upon.

143.

Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823; signée à Londres le 28 Octobre 1828. 1828

(*Sur copie officielle*).

Hallandose Su Magestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña y de Yrlanda, y Su Majestad el Rey de España y de las Yndias, igualmente convencidos de las graves y casi insuperables dificultades que se han presentado para llevar á efecto, por medio de la Comision mixta creada por el Convenio celebrado en 12 de Marzo de 1823, las estipulaciones de dicho Convenio, respectivas á las reclamaciones de subditos de ambas Naciones, — han conceptuado quela manera mas pronta y eficaz de conseguir los objetos que Sus Magestades Británica y Católica se propusieron en la formacion del referido Convenio, seria la de una transaccion ó ajuste amistoso, en que, de comun acuerdo, Sus referidas Magestades destinesen cantidades fijas y proporcionadas para la indemnizacion de los reclamantes de ambas partes, quedando á cada una de las dos Altas Partes Contractantes la facultad de juzgar y satisfacer las reclamaciones legitimas de sus propios subditos con las sumas que para ello percibiese de la otra, ó de distribuir éstas entre los interesados, por medio de un arreglo particular con los mismos.

1828 With this view, Their Britannick and Catholick Majesties have nominated and appointed as their respective Plenipotentiaries, namely: — His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George Earl of Aberdeen, Viscount Gordon, Viscount Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, and Kellie, a Peer of the said United Kingdom, a Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the most ancient and most noble Ordre of the Thistle, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: — and His Majesty The King of Spain and the Indies, His Excellency Don Narciso de Heredia, Count of Ofalia, actual Knight of the Royal Spanish Order of Charles III, Knight Grand Cross of the American Order of Isabel the Catholick, and of the Legion of Honour of France, Councillor of State, and His said Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary on a special Mission to the Court of His Britannick Majesty: — who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. His Catholick Majesty engages to make good to His Britannick Majesty, the sum of nine hundred thousand pounds sterling, in specie, as the amount of the whole of the English claims presented to and registered by the mixed Commission established by the Convention of the 12th of March 1823.

Art. II. His Britannick Majesty engages to make good, in the same manner, the sum of two hundred thousand pounds sterling, as the amount of the whole of the Spanish claims, presented to and registered by the mixed Commission, in pursuance of the said Convention.

Art. III. It shall be lawful for either of the High Contracting Parties to cause to be adjudged within its respective Territory the claims of its own subjects, in order to satisfy, within twelve months from the date of the exchange of the Ratifications of the present Convention, such claims as shall appear to be just and legitimate, out of the sums which one of the High

Con este objeto, Sus Magestades Británica y Católica han nombrado y constituido por sus respectivos Plenipotenciarios, á saber: — Su Magestad el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña y de Yrlanda, al Muy Honorable Jorge Conde de Aberdeen, Vizconde Gordon, Vizconde Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, y Kellie, Par del mencionado Reino Unido, Miembro del Muy Honorable Consejo Privado de Su Magestad Británica, Caballero de la muy antigua y muy noble Orden del Cardo, y Principal Secretario de Estado de Su referida Magestad en el Departamento de Negocios Extrangeros: — y Su Magestad el Rey de España y de las Yndias, al Excelentisimo Señor Don Narciso de Heredia, Conde de Ofalia, Caballero de numero de la Real Orden de Carlos III, Gran Cruz de la Real Orden Americana de Ysabel la Católica, y de la Legion de Honor de Francia, Consejero de Estado de Su Magestad Católica, y Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario encargado de una Mision especial cerca de Su Magestad Británica: — los cuales, despues de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, y hallandolos en buena y debida forma, han acordado y convenido en los Articulos siguientes: — 1828

Art. I. Su Magestad Católica se obliga á satisfacer á Su Magestad Británica la cantidad de novecientas mil libras esterlinas, en dinero efectivo, por el importe de la totalidad de las reclamaciones Ynglesas presentadas y registradas ante la Comision mixta creada por el Convenio de 12 de Marzo de 1823.

Art. II. Su Magestad Británica se obliga á satisfacer, en la misma forma, la cantidad de doscientas mil libras esterlinas, por el importe de la totalidad de las reclamaciones Españolas presentadas y registradas ante la Comision mixta, á consecuencia del mismo Convenio.

Art. III. Cada una de las dos Altas Partes Contractantes podrá hacer juzgar dentro de su respectivo Territorio, las reclamaciones de sus propios subditos para satisfacer, dentro de un año contado desde el dia del cange de las ratificaciones del presente Convenio, las que resulten ser justas y legitimas, con las sumas que para ello percibe de la otra: ó podrá

1828 Contracting Parties shall receive, for this purpose, from the other: or it shall be lawful for the Government of either of the said High Contracting Parties to agree with the persons interested, or their assigns, upon any other mode of arrangement which may be deemed most expedient for satisfying them within the same term, without the necessity of any previous and formal adjudication.

Art. IV. The Government of His Britannick Majesty shall retain in its possession the sum of two hundred thousand pounds sterling, which, by the second Article, is to be made good to Spain, in order to set that sum against, or deduct it from, the nine hundred thousand pounds sterling which it is to receive from the same: but it is expressly declared, that this compensation is stipulated on the understanding that His Catholick Majesty, within the period specified in the preceding Article, shall pay to His own subjects the amount of their legitimate claims against England, preferred under the Convention of the 12th of March 1823, in specie, or in other effective value; and in such a manner that His Britannick Majesty may be exempted from every responsibility for the amount of such claims.

Art. V. His Catholick Majesty shall effectuate the payment of the nine hundred thousand pounds sterling, in satisfaction of the English claims, by instalments, in the following order: —

Two hundred thousand pounds sterling shall be delivered over on the day on which the exchange of the Ratifications of the present Convention shall take place; and another like sum at the expiration of three months from the exchange alluded to.

The compensation mentioned in the preceding Article shall be considered as the payment of two hundred thousand pounds sterling more; and the remaining three hundred thousand pounds sterling shall be made good by two instalments, at the rate of one hundred and fifty thousand pounds sterling; the one at six months, and the other at nine months, from the date of the exchange of the Ratifications.

Art. VI. The two last instalments of one hundred and fifty thousand pounds each, His Catholick

el Gobierno de cada una de las referidas Altas Partes Contratantes convenirse con los interesados, ó quien los represente, en cualquiera otro medio de arreglo que se conceptue mas expedito para satisfacerles dentro del mismo termino, sin necessidad de que preceda un juicio formal. 1828

Art. IV. El Gobierno de Su Magestad Británica retendrá en su poder la suma de doscientas mil libras esterlinas, que, por el Articulo segundo, debe satisfacer al de España, á fin de compensarlas ó deducirlas de las novecientas mil libras sterlinas que tiene que percibir del mismo; pero queda expressamente declarado, que esta compensacion se estipula en la intelligencia de que Su Magestad Católica, dentro del termino convenido en el Articulo precedente, pagará á sus propios subditos el importe de sus reclamaciones legitimas contra la Ynglaterra, segun el Convenio de 12 de Marzo de 1823, en dinero, ó en otros valores efectivos; y de tal manera que el Gobierno de Su Magestad Británica quede exento de toda responsabilidad por el importe de las espresadas reclamaciones.

Art. V. El pago de las novecientas mil libras esterlinas respectivas á las reclamaciones Ynglesas, lo realizará Su Magestad Católica en diferentes plazos, por el orden siguiente: —

Se entregarán doscientas mil libras esterlinas en el dia que se verifique el cange de las Ratificaciones del presente Convenio; y otra igual suma á los tres meses de dicho cange.

Se considerará como pago de otras doscientas mil libras esterlinas la compensacion de que va hecha mencion en el Articulo precedente: — y las trescientas mil libras esterlinas restantes se satisfarán en dos plazos, á razon de ciento y cincuenta mil libras esterlinas, el uno á los seis meses, y el otro á los neuve, de la fecha del cange de las Ratificaciones.

Art. VI. Por lo que respecta á los dos ultimos plazos de ciento y cincuenta mil libras cada uno, Su

1828 Majesty reserves to himself the power either of paying up in specie, at the time of that sum falling due, or of effectuating the payment by certificates of inscriptions in the English and Spanish language, expressing the purpose for which they are issued, bearing interest at five per cent. per annum, payable half-yearly in London, at fifty per cent. discount.

For this purpose, His Catholick Majesty shall, within three months from the date of the Ratifications of this Convention, cause the sum of sixty millions of reals of vellon, in such inscriptions, (being equal, at one hundred reals to the pound sterling, to the sum of six hundred thousand pounds sterling,) to be lodged in the Bank of England, or with the Banker of the Court of Spain in London, with instructions to deliver one half of them to the Government of His Britannick Majesty, for the use of the claimants, on the day of each of the said instalments falling due, provided they shall not be punctually paid in sterling money.

It is likewise hereby agreed, that the Government of His Catholick Majesty shall have the power of redeeming the inscriptions thus created, during the four years succeeding, and upon giving six months notice, at the rate of fifty-five pounds for every hundred pounds so delivered. After such period of four years, the Spanish Government shall only possess the power of redeeming the inscriptions referred to, at the rate of sixty pounds for every hundred pounds.

Art. VII. His Catholick Majesty shall be at liberty to effect the payment of the second instalment of two hundred thousand pounds sterling, mentioned in Article V, by delivering, on its being due, fifty thousand pounds in ready money, and one hundred and fifty thousand pounds in inscriptions at fifty per cent, making three hundred thousand pounds in inscriptions; but this arrangement is only to take place on the express condition that the payment of one of the two last instalments of one hundred and fifty thousand pounds sterling, mentioned in Article VI, shall be made in ready money.

Art. VIII. The inscriptions to be delivered by the Government of His Catholick Majesty, shall be,

Magestad Católica se reserva la facultad de poder satisfacerlos en numerario, al tiempo de su respectivo vencimiento, ó de verificarlo en certificaciones de inscripciones estendidas en Yngles y en Español, con espresion del objeto para que se espiden, y con el interes de cinco por ciento anual, pagadero por semestres en Londres, las cuales se darán al descuento de cincuenta por ciento. 1828

Para este efecto, Su Magestad Católica dispondrá que dentro de tres meses de la fecha de las Ratificaciones de esta Convenio, una suma de sesenta millones de reales vellon, en dichas inscripciones, (la cual, á razon de cien reales vellon por libra esterlina, es equivalente á seiscientas mil libras esterlinas en inscripciones) se deposite en el Banco de Ynglaterra, ó en poder de Banquero de la Corte de España en Londres, con las oportunas instrucciones para que se entregue la mitad de ellas al Gobierno de Su Magestad Británica, á beneficio de los reclamantes, en el dia del vencimiento de cada uno de los referidos plazos, si no estuviese satisfecho para aquel dia en moneda esterlina.

Se ha convenido igualmente que el Gobierno de Su Magestad Católica tendrá la facultad de poder redimir las inscripciones creadas al efecto, en los cuatro primeros años, y dando aviso, con seis meses de anticipacion, á razon de cincuenta y cinco libras esterlinas en efectivo, por cada ciento que recoja en inscripciones. Despues de trascurridos los cuatro años, el Gobierno Español solo podrá redimir las mencionadas inscripciones, á razon de sesenta libras esterlinas pro cada ciento.

Art. VII. Su Magestad Católica podrá hacer el pago del segundo plazo de doscientas mil libras esterlinas, mencionado en el Articulo V, entregando á su vencimiento cincuenta mil libras en efectivo, y ciento y cincuenta mil en inscripciones al cincuenta por ciento, que hacen trescientas mil de esta especie; pero, en este caso, será precisamente obligatorio el pago en dinero efectivo de uno de los dos ultimos placos de ciento y cincuenta mil libras, de que se hace mencion en el Articulo VI.

Art. VIII. Las inscriptiones que se espidan por el Gobierno de Su Magestad Católica, deberán ser

1828 in all essential points, according to the form which is annexed to the present Convention.

Art. IX. As soon as the said sum of nine hundred thousand pounds sterling shall have been paid, all the bills of exchange, libranzas, and other documents, forming and constituting the value represented by the aggregate of the English claims against Spain, shall be given up to the Government of His Catholick Majesty.

Art. X. There shall be given up also, on the part of the Government of His said Catholick Majesty, at the period specified in the preceding Article, all the documents relative to the Spanish claims against England.

Art. XI. To prevent any of those claims which shall be satified by the present Convention, from again being produced under any other form or pretence, it is hereby agreed that the mixed Commission appointed under the aforesaid Convention of the 12th of March 1823, shall, prior to the cessation of the exercise of its functions, add to the lists already formed of the English and Spanish claims, presented to and registered by the same, such notes or remarks, relating to the documents in support of those claims, as may be deemed necessary, in order that the said lists and notes, after being given up to both Governments in an authentick form, may serve them as a security, till the delivery of the original documents shall take place.

Art. XII. The aforesaid Convention of the 12th of March 1823, and the several articles and things therein contained, except so far as the same are altered by this present Convention, are hereby declared to be, and shall remain, in force.

Art. XIII. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged in forty days from the date hereof, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their Arms.

Done at London, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

Aberdeen.

conformes, en todo lo esencial, al modelo de que va unida copia al presente Convenio. 1828

Art. IX. Verificado que sea el pago de las novecientas mil libras esterlinas, se entregarán al Gobierno de Su Magestad Católica todas las letras de cambio, libranzas, y demas documentos que forman y constituyen el valor representado por la masa de las reclamaciones Ynglesas contra la España.

Art. X. Ygual entrega se hará, por parte del Gobierno de Su Magestad Católica, de los documentos respectivos á las reclamaciones Españolas contra la Ynglaterra, en el Articulo precedente.

Art. XI. Para evitar que ninguna de las reclamaciones que han de quedar fenecidas por el presente Convenio, pueda aparecer de nuevo, bajo otra forma ó pretexto; se ha convenido que la Comision mixta nombrada en consecuencia del referido Convenio de 12 de Marzo de 1823, antes de cesar en el egercicio de sus funciones, deberá añadir á las listas ya formadas de las reclamaciones Ynglesas y Españolas presentadas y registradas ante ella, las notas ó apuntaciones referentes á los documentos de las mismas reclamaciones, que se crean necessarias, para que entregradas á ambos Gobiernos dichas listas y notas en forma autentica, puedan servirles de resguardo, hasta tanto que se verifique la entrega do los documentos originales.

Art. XII. Se declara que el citado Convenio de 12 de Marzo de 1823, y los diferentes articulos y clausulas que contiene, subsistirán en vigor, á excepcion de aquella parte de los mismos que se halla alterada por el presente Convenio.

Art. XIII. El presente Convenio será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en el termino de cuaranta dias contados de su fecha, ó antes si fuese posible.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado, y sellado con el sello de sus Armas.

Fecho en Londres, el dia veinte y ocho de Octubre, de mil ochocientos veinte y ocho.

El Conde de Ofalia.

1828 *Formula of Inscription.*

Nr. — Capit. L. 500 sterling, equivalent to Capit. of 50,000 reals vellon. } Annuity L. 25 sterling, equivalent to Annuity of 2.500 reals vellon

This Debenture has been issued in satisfaction of an Agreement entered into at London, the 28th day of October 1828, in execution of a Convention signed at Madrid the 12th of March 1823, between His Britannick Majesty and His Majesty The King of Spain, for the payment of the Claims of British Subjects.

Spanish five per cent.

Consolidated Annuities, payable in London, inscribed on the Great Book of the Consolidated Debt of Spain.

Nr. — Capit. L. 500 sterling, equivalent to Capit. of 50,000 reals vellon. } Annuity L. 25 sterling, equivalent to Annuity of 2.500 reals vellon

The Bearer hereof is entitled to an Annuity of Twenty-five Pounds, payable in London, in moieties, every six months, on the of and the of

The Spanish Government reserves to itself the right of redeeming this Debenture by payment in London, during the four years succeeding the date hereof, at the rate of 55 per Cent., or, at any subsequent period, at the rate of 60 per Cent. on the nominal amount, giving, in either case, six months notice in the London Gazette.

A. B. Secretary of State, Minister of Finance.

C. D. Director of the Sinking Fund

E. F. } British Commissioners for Claims.
G. H. }

The Certificates of inscriptions, which are to be deposited by the Government of His Catholick Majesty, and which will be given in payment, in the case specified in Article VI. of the Convention signed

Formula de Ynscripcion. 1828

Nr. — Cap. 500 libras esterlinas, equivalente à Capital 50,000 reales vellon. } Rente 25 libras esterl. equivalente à Rente 2.500 real. vell.

Esta Ynscripcion se espide en consecuencia de un Convenio celebrado en Londres, à veinte y ocho de Octubre de 1828, en cumplimiento de otro concluido en Madrid, el 12 de Marzo de 1823, entre Su Magestad Británica y Su Magestad el Rey de España, para el pago de las reclamaciones de Subditos Yngleses.

Cinco pro ciento Español.

Renta Anual Consolidada, pagadera en Londres, e inscrita en el Gran Libro de la Deuda Consolidada de España.

Nr. — Cap. libras esterlinas 500, equivalente á Capital reales vellon 50,000. } Renta Anual 25 libras esterlinas, equivalente á Renta Anual 2,500 reales vellon.

El Tenedor de esta Ynscripcion es acreedor á una renta anual de veinte y cinco libras esterlinas, pagadera en Londres por semestres, en los dias de y de

El Gobierno Español se reserva la facultad de redimir esta Ynscripcion, por medio del pago en Londres, dentro de los cuatro años primeros contados desde su fecha, á razon de 55 por 100, ó, despues de dicho periodo, á razon de 60 por 100, de su valor nominal, dando, en ambos casos, aviso de ello, con seis meses de anticipacion, en la Gaceta de Londres.

Firmas. — Del Ministro de Hacienda
Del Director de la Caja de Amortizacion.
De los Comisarios de Reclamaciones.

Avertencia.

Los Certificados de Ynscripciones que han de depositarse, y que se darán en pago, en el caso prevenido por el Articulo VI. del Convenio firmado en

1828 this day, shall be issued according to the following distribution: —

Two hundred, of one thousand pounds each.
One hundred and twenty, of eight hundred pounds each.
Two hundred, of five hundred pounds each.
Four hundred, of two hundred and fifty pounds each.
Four hundred and twenty, of two hundred pounds each.
Two hundred, of one hundred pounds each.

In witness whereof, We, the Undersigned, Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and His Catholick Majesty, have signed the present Formula, and have affixed thereunto the seals of our Arms.

Done at London, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

ABERDEEN. OFALIA.

144.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune, signée le 31 Octobre 1828.

(*Sur copie officielle*).

Ueber die provisorische Einrichtung der von Seiten des Königreichs Hannover und der freien und Hansestadt Bremen in Conformität des Art. IX. des Staatsvertrags vom 11. Januar 1827. gemeinschaftlich anzuordnenden Quarantaine-Anstalten, ist zwischen dem Regierungsrath G. Haltermann aus Stade, in Auftrag des Königlichen Cabinets-Ministerii zu Hannover und

este dia, se espedirán en el siguinte orden de distribucion: — 1828

Doscientas, de mil libras esterlinas cada una.
Ciento y veinte, de ochocientas cada una.
Doscientas, de quinientas cade una.
Cuatrocientas, de doscientas y cincuenta cada una.
Cuatrocientas y veinte, de doscientas cada una.
Doscientas, de cien libras cada una.

En fé de lo cual, nos los abajo firmados Plenipotenciarios de Su Majestad Británica, y de Su Magestad Católica, hemos firmado la presente Formula, y hemos puesto en ella el sello de nuestras Armas.

Fecho en Londres, á veinte y ocho de Octubre, de mil ochocientos y veinte y ocho.

ABERDEEN. OFALIA.

---

dem Senator F. W. Heineken zu Bremen, in Auftrag des Senats zu Bremen, am unten benannten Tage, mit Vorbehalt der beiderseitigen höheren Ratification, die nachfolgende Vereinbarung getroffen.

§. 1. Hinsichtlich der Untersuchung und der Zulassung oder Zurückweisung solcher aus entfernten und rücksichtlich ihres Gesundheitszustandes verdächtigen Gegenden auf die Weser kommenden Schiffe, soll eine gleiche Vorsicht auf der Weser vor der Mündung des Geeste-Flusses durch gemeinschaftliche, Hannöverischer und Bremischer Seits zu treffende Veranstaltung angewandt werden, wie solche bisher schon von Herzoglich-Oldenburgischer Seite auf der Weser und Hamburgischer Seits zu Ritzebüttel angeordnet ist; und wird jedesmal, wenn die Anordnung einer Quarantaine nöthig ist, oder dieselbe wieder aufgehoben werden soll, darüber von beiden Gouvernements in gegenseitigem Einverständnifs gehandelt werden.

§. 2. Zu diesem Zweck soll eine gemeinschaftliche Quarantaine-Commission gebildet werden, bestehend aus dem Richter zu Lehe und dem Amtmann zu Bremerhaven, denen bis auf weiteres der damalige adjungirte Oberlootse und provisorische Havenmeister

1828 Johann Deetjen als drittes Mitglied der Quarantaine-Commission beigeordnet wird. Der Quarantaine-Commission bleibt es überlassen, in denjenigen vorkommenden Fällen, wo die Zuziehung eines Arztes ihrerseits erforderlich gehalten wird, einen zuverlässigen und angestellten Arzt der nächsten Umgegend provisorisch zum Quarantaine-Dienst zu requiriren, auch den Umständen nach ihn zu ihren collegialischen Berathungen zuzuziehen.

§. 3. Die vom Richter zu Lehe und vom Amtmann zu Bremerhaven nach gemeinschaftlicher Berathung für dringend erforderlich gehaltene Anschaffung von zwei Ruderböten, zum Preise von circa 170 Rthlr. und von 60 Rthlr. in Golde, deren Bemannung mit 4 von der Quarantaine-Commission gegen angemessenen Monats-Gage bestthunlichst zu engagirenden, hinlänglich qualificirten Matrosen; ferner die Anschaffung einer Anzahl von Pestflaggen, imgleichen der nöthigen Drahtzangen zur Empfangnahme der Papiere der zu untersuchenden Schiffe und der zum Räuchern derselben dienlichen Essenzen und einiger anderer nothwendiger Inventarien-Stücke wird vorgeschlagenermaſsen genehmiget, und soll die Quarantaine-Commission zu deren Anschaffung unter Beobachtung der thunlichsten Sparsamkeit authorisirt werden.

§. 4. Die specielle Aufsicht auf die beiden Ruderböte wird dem Havenmeister J. Deetjen übertragen, der auch der nächste Vorgesetzte der zu engagirenden Schiffsmannschaft sein, und der, wegen seiner desfallsigen Bemühungen, eine Remuneration von monatlich 20 Rthlr. in Golde genieſsen soll. Diese Remuneration, das Monatsgeld für die anzunehmenden Matrosen, imgleichen die Kosten der nöthigen Ruderböte und des übrigen, zum Dienste der Quarantaine-Commission erforderlichen Inventarii werden zu gleichen Theilen vom Hannöverischen Gouvernement und von der Stadt Bremen getragen und vorläufig von jeder Seite funfzig Pistolen zu guter Rechnung der Quarantaine-Commission fördersamst gestellt.

§. 5. An Bord der Ruderböte, welche beiden Theilen gemeinschaftlich gehören, sollen sich sowohl die Hannöverische wie die Bremer Flagge befinden, und wenn selbige im Quarantaine-Dienst gebraucht

werden, sollen beide Flaggen, die Hannöverische und 1828
die Bremer Flagge aufgezogen werden.

§. 6. Sollte die Aufrechthaltung der Authorität der gemeinschaftlichen Quarantaine-Commission oder irgend ein sonstiger nicht vorherzusehender Umstand es nothwendig oder beiden Theilen wünschenswerth machen, dafs ein gröfseres, mit einigen Kanonen bewaffnetes Fahrzeug zum Dienst der Quarantaine-Commission gestellt werde, so wird zwar das Hannöverische Gouvernement gern bereit sein, für diesen Zweck den kleineren Brunshauser Zoll-Kutter auf einen oder einige Monate nach der Geeste zu detachiren, und in einem kleinern an der Elbe zu miethenden Fahrzeuge den Zolldienst während der Abwesenheit des erwähnten Kutters von seinem Stations-Ort verrichten zu lassen. Die dadurch solchenfalls entstehenden extraordinairen Kosten werden jedoch zur Hälfte von Hannöverischer und zur Hälfte von Bremischer Seite, gleich den übrigen Kosten, übernommen, die der Quarantaine-Dienst erfordert, mit alleiniger Ausnahme der Ausgaben für das Militair-Commando, welches Hannover auf der Hafen-Batterie vor der Geeste hält und ferner allein zu halten hat, und welche Kosten Hannover daher auch in dem Falle allein trägt, wenn solches Militair oder ein Theil desselben zum Besten des Quarantaine-Dienstes auf Ordre des Richters zu Lehe mit gebraucht werden mufs.

§. 7. Ueber die Bestimmung, welchen Schiffen, ob allen, die den obwaltenden, Umständen nach einer Untersuchung unterzogen werden müssen, oder nur solchen, bei welchen demnächst eine Observations-Quarantaine nöthig gefunden wird, die Leistung eines Beitrags zu den Quarantaine-Kosten aufzulegen, und wie der desfallsige Tarif festzusetzen sei, behalten sich beide Theile nach deshalb vorab einzuziehenden näheren Erkundigungen eine weitere Vereinbarung vor. Diese Gebühren fliefsen, so weit sie nicht eine Remuneration für bestimmte Dienstleistungen, z. B. die Diäten des Arztes befassen, in eine Sustentations-Casse der gemeinschaftlichen Quarantaine-Anstalt.

§. 8. Da die Instructionen und Entscheidungen, welche wegen einzelner bestimmter Schiffe, die von

1828 der Quarantaine-Commission als verdächtig in Untersuchung gezogen sind, in zweifelhaften Fällen, auf deren Anfrage abgegeben werden müssen, die größte Eile erfordern, und deshalb eine vorgängige zeitraubende Communication zwischen dem Senat zu Bremen und der Königlichen Landdrostei zu Stade in der Regel nicht zulassen, auf gleiche Weise auch möglicher Weise andere die höchste Eile nach der Natur des Gegenstandes erfordernde Verfügungen an die gemeinschaftliche Quarantaine-Commission zu erlassen sein können, und selbiger allemal um Conflicte und widersprechende Instructionen zu vermeiden, Eine Oberbehörde benannt werden muſs, welche zur Zeit das Directorium in den gemeinschaftlichen Quarantaine-Angelegenheiten zu führen und deren Anweisungen die Quarantaine-Commission Folge zu leisten hat, so sind beide Theile darunter einverstanden, daſs das erwähnte Directorium bis zu anderweiter Verabredung alljährlich vom 1. September jeden Jahres anzurechnen, unter ihnen alterniren, und daſs die Landdrostei zu Stade dieses Directorium zum erstenmal für das laufende Jahr vom 1. September 1828 bis dahin 1829 übernehmen soll.

§. 9. Die zeitige Directorial-Behörde hat jedoch nicht nur in der Regel und mit Ausnahme eilender Nothfälle über die in Quarantaine-Sachen zu erlassenden Verfügungen mit dem andern Theile vorher zu communiciren, sondern demselben auch von allen der Eile halber ohne vorangegangene Communication getroffenen Anordnungen vollständige Mittheilung um so mehr zu machen, damit thunlichst für künftig vorkommende ähnliche Fälle eine gemeinschaftliche Vereinbarung zeitig genug concertirt werden könne.

Geschehen und unterzeichnet, auch besiegelt

Bremen den ein und dreiſsigsten October, Tausend acht hundert acht und zwanzig.

(*Gez.:*) G. Haltermann. (*Gez.:*) F. W. Heineken.

145.

Déclaration relative aux mesures concertées entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 5 Novembre 1828. 1828

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* In 1828. Nr. 17. p. 133).

Nachdem die Königlich-Preufsische Regierung mit der Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Regierung übereingekommen ist, die im Jahre 1801 zur Verhütung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen getroffene Vereinbarung zu modifiziren, und zu diesem Behuf wirksamere und den jetzigen Verhältnissen angemessenere Maafsregeln zu treffen, erklären beide Regierungen Folgendes;

Art. I. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich-Preufsische als die Grofsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinsche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen des andern Gebiets verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. II. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dafs die Spur der Frevler durch die Förster oder Waldwärter etc. bis auf eine Meile Entfernung von der Grenze verfolgt und Haussuchungen ohne vorherige Anfrage bei den landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der Stelle, jedoch nur in Gegenwart und nach den Anordnungen des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden Bürgermeisters oder Orts-Schultheifsen, vorgenommen werden.

1828 Art. III. Bei diesen Haussuchungen muſs der Ortsvorstand sogleich ein Protocoll aufnehmen, und ein Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, ein zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Behörde (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet. Wenn der Ortsvorsteher nicht im Stande seyn sollte, das Protocoll gehörig aufzunehmen, und kein Forst-Officiant daselbst befindlich ist, so hat der Ortsvorsteher die betreffenden Umstände doch so genau zu untersuchen und zu beobachten, daſs er nöthigenfalls ein genügendes Zeugniſs darüber ablegen könne, weshalb er auch eine sofortige mündliche Anzeige bei der vorgesetzten Behörde zu machen hat. Auch kann der Angeber verlangen, daſs, wenn in dem Orte, worin die Haussuchung vorgenommen werden soll, ein Förster, Holzwärter, Holzvogt etc. wohnhaft oder gerade anwesend ist, ein solcher Officiant zugezogen werde.

Art. IV. Für die Konstatirung eines Forstfrevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem Gebiete des Anderen begangen worden, soll den officiellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Beamten des Orts des begangenen Frevels aufgenommen werden, von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle jener Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetze den officiellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. V. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa statt gehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniſs statt gefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. VI. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich Preuſsischen und in den Groſsherzoglich-Mecklenburg-Schwerinschen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so

schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung 1828
des Landes nur immer möglich seyn wird.

Art. VII. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Mecklenburg-Schwerin zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 5ten November 1828.

Königl. Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

146.

Convention entre la Russie et la Bavière concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne, publiée à Munic le 21 Novembre 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern* 1828. Nr. 48. pag. 657).

Die im Regierungs- und Intelligenzblatte des Königreichs vom Jahre 1825 Seite 7. publicirte Erklärung ddto. 1. November 1824 die bedingte Freizügigkeit mit Russland betreffend, soll nunmehr zufolge einer nachträglichen Uebereinkunft, und zwar vom heutigen Tage an, gleichmässig und dem vollständigen Inhalte nach, auf das Königreich Polen und die Polnischen Unterthanen in Bayern, wie auf Bayern und die Bayerischen Unterthanen im Königreiche Polen, ausgedehnt, und in wirkliche Anwendung ge-

1828 bracht werden. — Welches zur allgemeinen Nachachtung nach den Grundsätzen der Reciprocität auf allerhöchsten Befehl hiemit bekannt gemacht wird.

München, den 21. November 1828.

Königl. Staats-Ministerium des K. Hauses und des Aeufsern.

Gr. v. Armansperg.

147.

Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles; publiée à Stouttgard le 22 Novembre 1828.

(*Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg* 1828. Nr. 69. pag. 861).

Die Königlich Württembergische Regierung ist mit der Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Regierung in Beziehung auf Vergütung derjenigen Kosten, welche durch Requisitionen in Strafrechts-Fällen bei den gegenseitigen Gerichts-Stellen veranlafst werden, dahin übereingekommen:

dafs in solchen strafrechtlichen Verhandlungen, wo die Kosten niedergeschlagen, oder auf die Casse des Staats oder des Gerichtsherrn übernommen werden müssen, gegenseitig keine Kosten für Protokollirung, für Schreiben, so wie für die an die Gerichts-Personen, oder an die Casse sonst zu entrichtenden Sporteln aufgerechnet werden sollen.

Dagegen sind in den Untersuchungssachen der genannten Art auch künftig die baaren Auslagen für Verpflegung (einschliefslich der ärztlichen und der Kur-Kosten, des Lagerstrohes, der Wäsche und nothdürftigen Bekleidung), für Transport und Bewachung der Gefangenen, ingleichen für Abschriften,

Bothenlohn und Postgelder, gegenseitig zu berechnen und zu erstatten. 1828

Dem gemäfs haben die K. Gerichte in vorkommenden Fällen sich zu achten.

Stuttgard den 22. November 1828.

Für den Justiz-Minister:

V. OTTO. BEROLDINGEN.

148.

Traité entre la Hesse électorale d'un côté, et la Saxe grand ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Coburg-Gotha de l'autre côté concernant les rapports mutuels de commerce, signé à Cassel le 11 Décembre 1828.

(*Gesetzsammlung für das Herzogthum Gotha.* 1828. Nr. XX. pag. 17).

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, eines Theils, und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, ingleichen Ihre Herzoglichen Durchlauchten, der Herzog von Sachsen-Meiningen uud der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, andern Theils, haben in der Absicht, dem Zwecke des durch Vertrag vom 24sten September d. J. geschlossenen Handelsvereins gemäfs, den Artikeln 14 und 16. jenes Vertrags weitere Folge zu geben, Bevollmächtigte ernannt, von welchen in Gemäfsheit der angebogenen Specialvollmachten folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Die Staatsregierungen von Kurhessen, Sachsen-Weimar-Eisenach, Sachsen-Meiningen und Sachsen-Coburg-Gotha sichern sich gegenseitig alle

1828 Bereitwilligkeit zu, den wechselseitigen Handelsverkehr ihrer Unterthanen auf, den beiderseitigen Interessen entsprechende Weise möglichst zu erleichtern und werden dem gemäfs fortwährend darauf Bedacht nehmen, die Hindernisse, welche einer gröfsern Belebung dieses wechselseitigen Verkehrs zur Zeit noch entgegenstehen, nach und nach möglichst zu beseitigen.

Art. II. Für jetzt schon verspricht die Kurfürstl. HessischeStaatsregierung folgendeGegenstände, nämlich:

1. Getraide und Hülsenfrüchte, so weit sie nicht bereits durch den Hauptvertrag vom 24. September d. J. der Befreiung geniefsen,
2. Anis, Fenchel, Coriander,
3. Saamen,
4. Graupen, Grützen und Perlgerste,
5. Brennöhl,
6. Essig,
7. Vieh, was einzeln eingebracht wird,
8. Schinken und Würste,
9. Schwarze Seife,
10. Seilerwaaren,
11. Korb- und Siebwaaren,
12. Wagnerarbeiten in einzelnen Stücken,
13. Grobe Holzwaaren,
14. Spielwaaren von Holz und dergl.
15. Pech und Theer,
16. Kolophonium,
17. Feuerschwamm,
18. Braunstein,
19. Erdengeschirr,
20. Geschmiedetes Eisen, so wie grobe Eisen- und Stahlwaaren,
21. Bleizucker,

von den Eingangsabgaben, ingleichen

22. Felle und Häute,
23. Hirschgeweihe,
24. Asche,

welche aus dem Kurfürstenthum in die Lande der mitcontrahirenden Staatsregierungen ausgeführt werden, von Ausgangsabgaben vom 1. Januar 1829. an gäuzlich frei zu lassen.

Art. III. Die contrahirenden Grofsherzogl. Sächsischen und Herzogl. Sächsischen Staatsregierungen

verpflichten sich dagegen in voller Erwiederung der 1828
in dem vorstehenden Artikel von Kurfürstlich Hessischer Seite zugestandenen Befreiungen, während der Dauer dieses Vertrags von den gleichnamigen Kurhessischen Erzeugnissen beziehungsweise ebenfalls keine Eingangs- oder Ausgangsabgaben zu erheben. Den fortbestehenden Geleitsabgaben sollen dieselben Gegenstände auf keinen Fall nach höhern Sätzen unterworfen werden, als die inländischen Erzeugnisse gleicher Art, und es sollen demnach die verzeichneten Gegenstände gegenseitig als inländische betrachtet und allenthalben auch hinsichtlich des Geleitsgeldes, als solche behandelt werden.

Art. IV. Die Grofsherzogl. Sächsische Staatsregierung hebt ferner in ihren Landen den bisherigen Transitozoll vom Kurhessischen Salze, unter Vorbehalt des Salzmonopols und der Beschränkung auf gewisse nach gegenseitiger Uebereinkunft zu bestimmende Strafsen, ebenfalls vom 1. Januar 1829 an, gänzlich auf.

Art. V. Die contrahirenden Grofsherzogl. Sächsischen und Herzoglich Sächsischen Staatsregierungen werden es sich angelegen seyn lassen, hinsichtlich der Geleitsabgaben ebenwohl zur Beförderung und Begünstigung des gegenseitigen Verkehrs hinführende Einrichtungen einzuleiten; um indessen die Benutzung der Werra zu Waarenversendungen und Waarenbeziehungen schon jetzt möglichst zu erleichtern, haben es die Kurfürstl. Hessische, die Grofsherzogl. Sächsische und die Herzogl. Sachsen-Meiningische Staatsregierungen ihren Interessen für angemessen gehalten, Verabredung und Bestimmung dahin zu treffen, dafs alle Güter, welche zur Werra in die Handelsplätze Wannfried und Eschwege gehen, so wie alle Güter, welche aus diesen beiden Handelsplätzen versendet werden, vom 1. Januar 1829 an, während der Dauer des vorliegenden Vertrags resp. das Landgeleite zu Kreuzburg und die Meiningischen Geleitsabgaben nur zur Hälfte entrichten und vom Durchgangszolle gänzlich befreit bleiben sollten. Hierbei versteht es sich indessen von selbst, dafs diese Begünstigungen nur auf diejenigen Ladungen Anwendung finden können, welche auf den ordentlichen Strafsen gehen, und ungetheilt aus den bemerkten Handelsplätzen kommen oder ganz dahin bestimmt sind, nicht aber auf solche

1828 Fuhrwerke, welche die angegebenen Orte blos berühren, ohne daselbst ganz geladen zu haben oder ganz abladen zu wollen.

Art. VI. Sämmtliche contrahirende Staaten heben gegen einander die hier und da eingeführten Abgaben von fremden, im gegentheiligen Gebiet arbeitenden Handwerkern und Taglöhnern auf, und wollen diese in der erwähnten Hinsicht wechselseitig den Inländern gleich behandeln.

Art. VII. Eben so sollen die Handels- und Gewerbsleute, welche in dem einen der contrahirenden Staaten ansässig, die Messen und Märkte eines andern derselben des Handels wegen besuchen, daselbst nicht mehr Abgaben unterworfen, und überhaupt auf keine Weise härter behandelt werden, als die inländischen Handels- und Gewerbsleute gleicher Art. Namentlich sollen die sogenannten Schaugelder und ähnliche Abgaben, welche den Ausländer treffen, ohne von dem Inländer gleichmäfsig erhoben zu werden, wo dergleichen noch bestanden haben, vom 1sten Januar 1829 an, aufgehoben seyn.

Art. VIII. Auf die in den Artikeln 2 und 3 stipulirten Befreiungen kann nur dann Anspruch gemacht werden, wenn die befreiten Gegenstände von Ursprungs-Certificaten begleitet sind. Diese Certificate sind von dem Producenten, Fabrikanten und Fabrikverleger auf Ehre und Gewissen auszustellen, und entweder von den Zollämtern, wo deren bestehen, oder von den Ortsobrigkeiten (Stadträthen, Schulheifsen, Greben u. s. w.) auf ihre Pflicht und zwar, aufser der Bezahlung der gedruckten Formulare stempel- und kostenfrei zu attestiren. Getraide und Hülsenfrüchte, so wie auch Vieh in einzelnen Stücken, Korb- und Siebwaaren, Wagnerarbeiten u. s. w. in einzelnen Stücken bedürfen, wenn sie unmittelbar aus einem der contrahirenden Staaten in den andern eingeführt werden, der Certificate nicht, und bei den übrigen befreiten Gegenständen sollen sie dann entbehrlich sein, wenn letztere nur in solchen Quantitäten eingebracht werden, dafs der zu entrichtende Eingangszoll von der ganzen Ladung nicht über 2 gl. betragen würde.

Art. IX. Jedes Ursprungs-Certificat ist, sofern es nicht von neuem legalisirt worden, nach Ablauf

der darauf bemerkten, nach Maſsgabe der zum Trans- 1828
port an den Bestimmungsort erforderlichen Zeit festzusetzenden Frist und jedenfalls nach vier Wochen von seiner Ausstellung an, ungültig, ebenso in dem Falle, wenn die Waare, zu welcher dasselbe gehört, nicht direct aus einem der contrahirenden Staaten kommt.

Art. X. Die Regierungen verpflichten sich gegenseitig, über das bei der Ausstellung solcher Certificate zu beobachtende pflichtmäſsige Verfahren sorgfältig Aufsicht führen zu lassen, und, wenn ihre Unterthanen sich eines Miſsbrauchs, oder gar einer Verfälschung der Certificate schuldig machen, diese Vergehen, so wie auch etwaige Fahrlässigkeiten der bescheinigenden Behörden selbst, sobald sie zu ihrer Wissenschaft kommen, auch ohne vorgängige Requisition zu untersuchen, und nach der Strenge der Gesetze ihres Landes zu bestrafen.

Art. XI. Die contrahirenden Regierungen wollen sich gegenseitig alle nachbarliche Hülfe zu Sicherung ihrer indirecten Abgaben leisten. Insbesondere soll zu Verhinderung der Schmuggelei mit fremden Salz und fremden Branntwein dahin Verfügung getroffen werden, daſs Ladungen mit diesen Artikeln, wenn sie den einen der contrahirenden Staaten passiren, um in den benachbarten eingeführt zu werden, jedesmal auf die bestimmten Straſsen und resp. Hauptzollämter des letztern gewiesen werden. Zoll-, Accise-, Geleits- und Impostdefraudanten und Contrebandisten sollen, wenn sie nicht in dem Staate, in welchem sie sich befinden, einen wirklichen Wohnsitz erworben haben, und sonach als domicilirte Landesunterthanen betrachtet werden können, auf gegenseitige Requisition an dasjenige Gericht, in dessen Gerichtsbezirk das Vergehen verübt worden ist, unweigerlich zur Untersuchung und Bestrafung gestellt werden. Domicilirten Unterthanen soll es, auf vorgängige Requisition sich vor das Gericht des andern Staates freiwillig zu stellen verstattet werden, damit sie sich gegen die Anschuldigung vertheidigen und gegen das in solchen Fällen subsidiarisch zulässige Contumacialverfahren, so wie gegen dessen Folgen (an der Person oder an den Gütern in dem andern Staate) wahren können. Ein in Rechtskraft überge-

1828 gangenes, auf Gesetze gegründetes gerichtliches Erkenntnifs in dergleichen Fällen soll auf weiteres Ersuchen, auch gegen die Unterthanen vollzogen werwerden, unter den Bedingungen, unter welchen solches in Criminalrechtssachen statt findet.

Art. XII. Die Dauer dieses besondern Vertrags ist vorerst, gleich dem über den allgemeinen Handelsverein am 24. September d. J. abgeschlossenen Vertrage, bis zum 31. December 1834 festgesetzt. Bei den zur weiteren Ausbildung des allgemeinen Handelsvereins, nach Art. III. des gedachten Vertrags vom 24. September d. J. von Zeit zu Zeit zu haltenden Zusammenkünften soll auch über die etwaige Vermehrung und Erstreckung des gegenwärtigen Vertrags, Berathung gepflogen werden.

Art. XIII. Derselbe soll blos in einer Originalurkunde ausgefertigt, und bei dem Kurfürstlichen Archive zu Cassel verwahrlich niedergelegt, allen theilnehmenden Staaten aber in vidimirten Abschriften zugestellt werden.

Urkundlich ist gegenwärtiger Vertrag von sämmtlichen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Cassel am eilften December Eintausend Achthundert Acht und zwanzig.

149.

Convention entre l'Hanovre et la ville libre et Anséatique de Bremen concernant la communication du bourg de Vegesackavec Bremerhaven, signée le 20 Décembre 1828.

(*Sur copie officielle*).

Zwischen dem Königlich-Grofsbritannisch-Hannoverschen Staats- und Cabinets-Ministerio und dem Senate der freien Hansestadt Bremen, ist zu weiterer Ausführung der Artikel XII. des zwischen der Krone Hannover und der freien Hansestadt Bremen am 11. Januar 1827 abgeschlossenen Staatsvertrags enthaltenen Bestimmungen, durch die dazu mit specieller,

gegenseitig ausgetauschter Vollmacht versehenen Unterzeichneten, die folgende, für beide Theile verbindliche Vereinbarung getroffen worden: 1828

Art. I. Da die beabsichtigte Verbindung des Fleckens Vegesack mit der grofsen von Burg direct nach Bremerhaven führenden Hannoverschen Chaussee, für den nächsten Nothbedarf, schon durch eine Verbindungs-Chaussee, welche von Seiten Hannovers zugleich mit der gedachten grofsen Chaussee von der Wassermühle zu Lesum bis an die Auebrücke zu Vegesack angelegt und zu deren Unterhaltung von Seiten Hannovers auch das in den übrigen Theilen des Königreichs übliche Chaussee-Geld auf derselben erhoben werden wird; so wie durch einen ungepflasterten zu künftiger Anlage einer Chaussee geeigneten Fahrweg, welchen die Krone Hannover zu gleicher Zeit in gerader Linie zwischen Vegesack und Heilshorn einzuräumen und anlegen zu lassen zugesichert hat, erreicht werden dürfte; so entsagt die freie Hansestadt Bremen für die Dauer der nächsten 10 Jahre allen weiteren Ansprüchen auf eine vollständigere Erfüllung der in dem gedachten Artikel XII. des Staatsvertrags vom 11. Januar 1827 enthaltenen Bestimmungen.

Art. II. Sollte der eine oder der andere der contrahirenden Theile nach Ablauf solcher zehn Jahre diese weitere Erfüllung wünschenswerth finden, so verspricht die Krone Hannover auch den gedachten Fahrweg, zwischen Heilshorn und Vegesack, mit einer ordentlichen Chaussee versehen zu lassen, wogegen sich Bremen zur Erstattung der Hälfte der, von Seiten Hannovers darauf zu verwendenden Kosten, verbindlich macht.

So geschehen und vereinbart, unterzeichnet und untersiegelt, zu Hannover am zwanzigsten December des Jahres Eintausend Achthundert und Acht und zwanzig

(*Gez.*) Just Philipp Rose, *Geheimer Cabinets-Rath, Bevollmächtigter des Königl. Grofsbrittannisch-Hannoverschen Cabinets-Ministerii.*

(*Gez.*) Johann Smidt, *Bürgermeister und Bundestags-Gesandter der freien Hansestadt Bremen, Bevollmächtigter des Senats derselben.*

150.

1828 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil, signé le 20 Décembre 1828.*

(*Journal officiel du royaume des Pays-Bas.* 1829 Nr. 7. pag. 7).

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, désirant resserrer les liens d'amitié, qui subsistent heureusement, entre les deux états, par la conclusion d'un traité d'amitié, de navigation et de commerce, basé sur l'interêt réciproque de leurs sujets respectifs, ont à cette fin nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Guillaume-Gérard Dedel, chevalier de l'Ordre du Lion-Belgique, plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur du Brésil; et Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Leurs Excellences messieurs le Marquis de Aracaty, du conseil de Sa Majesté l'Empereur, gentilhomme de la Chambre impériale, Conseiller des Finances, Grand-Croix de l'ordre d'Avis, Sénateur de l'Empire, Ministre secrétaire-d'Etat pour les Affaires étrangères; Jose Clemente Pereira, du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Dignitaire de l'ordre impérial de Cruzeiro, chevalier de celui du Christ, Juge de la cour des supplications, Ministre secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Empire; et Miguel de Mello e Alvim, du Conseil de Sa Majesté l'Empereur, Commandeur de l'ordre d'Avis, et chevalier de celui de Cruzeiro, chef de division de la flotte nationale et impériale, Ministre secrétaire d'Etat au Département de la Marine. Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Il y aura amitié constante entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur

du Brésil, leurs Héritiers et Successeurs de part et 1828
d'autre, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs.

Art. II. Une liberté réciproque de commerce aura lieu entre les possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas en Europe, et l'Empire du Brésil.

Les sujets respectifs des deux états jouiront d'une pleine liberté et sûreté pour se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières, où d'autres étrangers ont en ce moment, ou obtiendront par la suite la permission d'entrer, et pour séjourner et demeurer dans chaque partie des susdits états, comme aussi pour y louer et y occuper des maisons et des magasins à l'usage de leur commerce.

Pareillement les vaisseaux de guerre des deux nations auront de part et d'autre la liberté d'aborder sans empêchement et sûrement dans tous les ports, rivières et lieux, où les vaisseaux de guerre de quelque autre nation ont, ou obtiendront à l'avenir la liberté d'entrer, en se soumettant toutefois respectivement aux lois et réglemens des deux états contractans.

Art. III. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas accorde en outre aux sujets de Sa Majesté l'Empereur du Brésil dans toutes les possessions du Roi hors de l'Europe, la même liberté de navigation et de commerce, qui a été stipulée dans l'article précédent, sur le même pied que d'après les principes généraux de son système colonial, elle est actuellement accordée à d'autres nations.

Art. IV. Les deux parties contractantes sont convenues de considérer et de traiter réciproquement comme navires des Pays-Bas ou Brésiliens, tous ceux reconnus comme tels dans les possessions et états auxquels ils appartiennent respectivement, d'après les lois et réglemens existans ou à promulguer par la suite, lesquelles lois et réglemens l'une partie donnera à temps communication à l'autre; bien entendu, que les commandans desdits navires pourront toujours prouver leur nationalité par des lettres de mer rédigées dans la forme usitée et munies de la signature des autorités compétentes du pays auquel le navire appartient.

Art. V. Les bâtimens des Pays-Bas qui entreront dans les ports du Brésil ou qui en sortiront, et les navires brésiliens qui entreront dans les ports des

1828 Pays-Bas, ou qui en sortiront, ne seront sujets à des droits perçus sur les bâtimens, abstraction faite de leur cargaison, à titre de port, frêt, ancrage, phare, tonnage, visite, pilotage ou autre dénomination quelconque, autres ou plus considérables, que ceux qui sont actuellement, ou pourraient, par la suite, être imposés aux bâtimens nationaux.

Art. VI. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à ne point faire des prohibitions d'entrée ou de sortie, qui frapperaient les importations ou les exportations de l'un des deux pays, tout en ménageant celles d'autres pays, par rapport aux articles du même genre. Elles s'engagent à ne les grever d'aucuns droits ou autres charges quelconques, qui ne soient étendus en même temps, à toutes les importations ou exportations du même genre sans distinction de pays.

Art. VII. Toutes les marchandises qui pourront être importées dans les états respectifs des hautes parties contractantes à bord des bâtimens nationaux, ou qui pourront en être exportées de la même manière, pourront de même y être importées et en être exportées par les navires de l'autre partie contractante. Bien entendu que dans cette stipulation n'est pas compris le commerce de port à port, ni celui le long de la côte, appelé cabotage, lequel sera uniquement permis aux bâtimens nationaux.

Art. VIII. Les marchandises quelconques, sans distinction d'origine, de propriétaire, ni de consignataire, transportées des ports des Pays-Bas aux ports du Brésil ou de ces ports aux Pays-Bas en navires des Pays-Bas, ou en navires appartenant à une nation favorisée dans les ports brésiliens; et les marchandises importées d'un pays quelconque dans les ports du Brésil par des navires des Pays-Bas, ou exportées pour un pays quelconque des ports du Brésil par des navires des Pays-Bas, ne paieront au Brésil les droits d'entrée et de sortie, et les impôts de toute espèce, qu'au taux accordé au commerce direct et national de la nation la plus favorisée.

Il est convenu, qu'en parlant de nation la plus favorisée, la nation portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison.

D'un autre côté, les marchandises quelconques sans 1828
distinction d'origine, de propriétaire, ni de consignataire, transportées des ports du Brésil aux ports des Pays-Bas, ou de ces ports au Brésil, en navires brésiliens, ou en navires appartenant à une nation favorisée dans les ports des Pays-Bas, et les marchandises importées d'un pays quelconque dans les ports des Pays-Bas par des navires brésiliens, ou exportées pour un pays quelconque des ports des Pays-Bas par des navires brésiliens, ne paieront dans lesdits ports les droits d'entrée et de sortie, et les impôts de toute espèce, qu'au taux accordé au commerce direct et national de la nation la plus favorisée.

Art. IX. Les primes, remboursemens de droits, ou autres avantages de ce genre, accordés dans les Etats de l'une des hautes parties contractantes, à l'importation ou à l'exportation, dans les navires d'une nation étrangère quelconque, seront de même accordés, lorsque l'importation ou l'exportation se fera par des navires du pays de l'autre des hautes parties contractantes.

Art. X. Dans la navigation directe et indirecte entre les Pays-Bas et le Brésil, les manifestes visés par les Consulats des Pays-Bas ou brésiliens respectivement, ou lorsqu'il n'y en aurait pas, par les autorités locales, suffiront pour admettre les importations ou exportations respectives à la jouissance des faveurs stipulées dans l'article huitième.

Art. XI. Les marchandises indiquées par l'article huitième, jouiront, dans les douanes respectives, par rapport à leur évaluation, de tous les avantages et de toutes les facilités, qui sont ou qui seront accordés à la nation la plus favorisée. Il est entendu que lorsqu'elles n'auront pas une valeur déterminée dans le tarif brésilien, l'expédition en douane s'en fera sur une déclaration de leur valeur, signée de la partie qui les importera; mais dans le cas où les officiers de la douane, chargés de la perception des droits, soupçonneraient fautive cette évaluation, ils auront la liberté de prendre les objets ainsi évalués, en payant dix pour cent en sus de ladite évaluation, et ce dans l'espace de quinze jours, à compter du premier jour de la détention, et en restituant les droits payés.

1828 Art. XII. Chacune des parties contractantes pourra nommer des Consuls, afin de résider sur le territoire de l'autre pour la protection du commerce: mais avant que quelque Consul exerce ses fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la forme usitée par le Gouvernement, sur le territoire duquel il devra résider, tandis que chacune des deux parties se réserve le droit d'excepter de la résidence de Consuls tels points particuliers, sur lesquels elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les Agens diplomatiques et Consuls du Brésil dans les possessions de Sa Majeste le Roi des Pays-Bas, jouiront de toutes les prérogatives, exemptions et immunités, qui sont ou seront accordées ultérieurement aux Agens du même rang de la nation la plus favorisée. Et réciproquement les Agens diplomatiques et Consuls du Roi, jouiront sur le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Brésil, de toutes les prérogatives, exemptions et immunités, dont les Agens diplomatiques et Consuls du Brésil jouiront dans le Royaume des Pays-Bas.

Art. XIII. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur du Brésil conviennent que le présent Traité sera valable pendant douze ans, à dater de l'échange des ratifications, et Leurs Majestés se réservent de convenir entre Elles de sa prolongation, ou de contracter un nouveau traité avant l'expiration de ce terme.

Art. XIV. Les ratifications du présent Traité seront échangées dans l'espace de quatre mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et l'ont muni du sceau de leurs armes.

Ainsi fait à Rio de Janeiro, le 20 Décembre de l'an de grâce mil huit cent vingt-huit.

W. G. Dedel.

Marquez de Aracaty.

Jose Clemente Pereira.

Miguel de Souza Mello e Alvim.

Le Ministre des Affaires Etrangères déclare que 1828
le Traité ci-dessus a été ratifié par le Gouvernement brésilien le vingt Décembre mil huit cent vingt-huit, et par celui des Pays-Bas le dix-huit Avril mil huit cent vingt-neuf, et que l'échange réciproque des actes de ratification a eu lieu à Bruxelles le vingt Avril suivant.

VERSTOLK DE SOELEN

151.

Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septbr. 1828, signé le 25 Décembre de la même année.

(*Grofsherzogl. S. Weimar Eisenachsches Regierungs-Blatt.* Nr. 5. den 6. März 1829).

Nachdem Se. Durchlaucht der souveraine Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen den Wunsch zu erkennen gegeben, in Ansehung des oberherrschaftlichen Fürstlichen Landesantheils, änmlich der Herrschaft Arnstadt mit Amt-Gehren, in den, durch Vertrag vom 24. September dieses Jahrs gestifteten Verein mehrer deutschen Bundesstaaten zur Beförderung des freien Handels und Verkehrs aufgenommen zu werden: so ist in Gemäfsheit der Casseler Verabredungen

von Seiten der Königlich Sächsischen Regierung durch den Königlichen wirklichen Geheimenrath Hans Georg von Carlowitz auf Oberschöna, Domherrn des Hochstifts Merseburg, Komthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Grofskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen- und des Königlich Preufsischen Johanniter-Ordens;

1828 und von Seiten der Grofsherzoglich Sächsischen Regierung

durch den Gofsherzoglich wirklichen Geheimenrath D. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, des Königlich Sächsischehen Civil-Verdienst- und des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, und den Grofsherzoglich geheimen Legations-Rath und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, Komthur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen und Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens.

Nahmens des Vereins mit dem

von Seiten Sr. Durchlaucht des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen hierzu bevollmächtigten

Fürstlichen wirklichen Geheimerath, Kanzler und Konsistorial-Präsidenten, Christian Wilhelm Friedrich Casper von Kauffberg

unterhandelt und nachstehender Beitrittsvertrag abgeschlossen worden

Art. I. Se. Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg Sondershausen tritt, in Ansehung der Herrschaft Arnstadt mit Amt Gehren, dem Casseler Vertrage vom 24. September dieses Jahres, so wie auch den Bestimmungen des Casseler Konferenz-Protocolls vom 5. vorigen Monats als Mitglied des Vereins und mit allen Rechten und Verbindlichkeiten eines solchen bei, ebenso, als wenn Se. Hochfürstliche Durchlaucht den obigen Vertrag und die nachträglichen Bestimmungen vom 5. dieses Monates ursprünglich mit abgeschlossen hätte.

Art. II. Die sämmtlichen höchsten und hohen Regierungen des Vereins nehmen diesen Beitritt Sr. Durchlaucht des Fürsten vorausbeschlossenermaafsen an, und sichern Höchstdemselben alle aus dem gedachten Vertrage vom 24. September und aus dem Konferenz-Protocolle vom 5. dieses Monathes fliefsenden Rechte hiermit ausdrücklich zu.

Art. III. Der gegenwärtige Accessions-Vertrag soll von Seiten Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht un-

verzüglich und spätestens in vierzehn Tagen ratificirt 1829
und von den Ratifications-Urkunden soll baldmöglichst eine Original-Ausfertigung jeder der Regierungen, welche den obigen Vertrag vom 24. September abgeschlossen haben, übersendet werden. Diese höchsten Regierungen werden dagegen Ihre Ratificationen ebenfalls, sobald als möglich dem Fürstlichen geheimen Konsilium zu Sondershausen zusenden.

Urkundlich ist gegenwärtiger Accessions-Vertrag von den genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Weimar den fünf und zwanzigsten December Eintausend Achthundert und Acht und zwanzig.

HANS GEORG VON CARLOWITZ.
D. CHRISTIAN WILHELM SCHWEITZER.
CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA.
CHRISTIAN WILHELM FRIEDRICH CASPER VON KAUFFBERG.

152.

Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828; signé, le 25 Décembre de la même année.

(*Grofsherzoglich S. Weimar-Eisenach'sches Regierungs-Blatt* Nr. 5. den 6. März 1829).

In Folge des unter dem heutigen Datum abgeschlossenen Accessions-Vertrages Sr. Durchlaucht des Souverainen Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen zu dem Casseler Vertrage vom 24sten September dieses Jahres, ist zwischen den nachbenannten Bevollmächtigten, nämlich:

1828 von Seiten der Königlich Sächsischen Regierung: dem Königlichen wirklichen Geheimen Rathe, Hans Georg von Carlowiz auf Oberschöna, Domherr des Hochstiftes Merseburg, Komthur des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-, Grofskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen- und des Königlich Preufsischen Johanniter-Ordens und

von Seiten der Grofsherzoglich Sächsischen Regierung:

dem Grofsherzoglichen wirklichen Geheimen Rath, Dr. Christian Wilhelm Schweitzer, Grofskreuz des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst- und des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, und dem Grofsherzoglichen wirklichen geheimen Legations-Rathe und geheimen Referendar, Carl Friedrich Anton von Conta, Ritter des Grofsherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, Komthur zweiter Klasse des Kurfürstlich Hessischen Hausordens vom goldenen Löwen und Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens,

eines Theils,

und

von Seiten Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht zu Schwarzburg Sondershausen, dem Fürstlichen wirklichen Geheimenrathe, Kanzler und Konsistorial-Präsidenten, Christian Wilhelm Friedrich Casper von Kauffberg

andern Theils,

folgender weiterer Accessions-Vertrag verhandelt und abgeschlossen worden.

Art. I. Se. Durchlaucht, der Fürst zu Schwarzburg Sondershausen, tritt in Ansehung des oberherrschaftlichen Fürstlichen Landesantheils, nämlich der Herrschaft Arnstadt mit Amt Gehren, auch dem zwischen Sr. Majestät, dem Könige von Sachsen, Sr. Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge von Sachsen Weimar-Eisenach, Ihren Durchlauchten den Herzogen von Sachsen-Meiningen, Sachsen Koburg-Gotha und Sachsen-Altenburg, Sr. Durchlaucht, dem Für-

sten zu Schwarzburg-Rudolstadt und Ihren Durchlauchten, den Fürsten Reuſs, zu Schleitz, zu Lobenstein und Ebersdorf und zu Greiz, zu Cassel am 29. September d. J. geschlossenen Separat-Vertrage und dem Protocolle von demselben Datum, hiermit bei. 1828

Art. II. Die in vorstehendem Artikel genannten Allerdurchlauchtigsten und Durchlauchtigsten Kontrahenten nehmen diesen Beitritt Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht zu Schwarzburg Sondershausen an, und Se. Majestät der König von Sachsen sichern Höchstdemselben für die Unterthanen der Herrschaft Arnstadt mit Amt Gehren insbesondere auch den, mittelst Kabinets-Registratur vom 1. November dieses Jahres den höchsten Theilhabern an dem Vertrage vom 29. September dieses Jahres für ihre respectiven Unterthanen zugestandenen Erlaſs von fünf und zwanzig Procent von der, zu Leipzig für die daselbst eingebrachten Producte und Fabrikate nach den dort bestehenden tarifmäſsigen Sätzen zu erlegenden Handels-Abgabe, ausdrücklich hiermit zu.

Art. III. Die Ratification des gegenwärtigen Accessions-Vertrages soll von Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht zu Schwarzburg-Sondershausen unverzüglich und spätestens in 14 Tagen ertheilt, nnd an jeden der kontrahirenden Höfe soll baldmöglichst eine Original-Ausfertigung derselben gesendet werden.

Die gedachten allerhöchsten und höchsten Höfe werden dagegen ihre Ratificationen so bald als möglich dem Geheimen Consilium zu Sondershausen zusenden.

Urkundlich ist vorstehender Accessions-Vertrag von den genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Siegeln bedruckt worden.

So geschehen Weimar den fünf und zwanzigsten Dezember Eintausend Achthundert und Acht und Zwanzig.

Hans Georg von Carlowiz.

D. Christian Wilhelm Schweitzer.

Carl Friedrich Anton von Conta.

Christian Wilhelm Friedrich Caspar von Kauffberg.

153.

1828 *Convention entre la France et l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des* 29 *Janvier,* 9 *Février,* 30 *Juin et* 10 *Décembre de* 1824 *et la manière de les acquitter; signée à Madrid le* 30 *Décembre* 1828.

(*Journal de Francfort* 1829. Nr. 46.)

S. M. C. et S. M. T. C., désirant fixer d'un commun accord le montant des sommes que l'Espagne doit à la France, ainsi que celles que la France pourrait devoir à l'Espagne, en vertu des traités, des 29 janvier 9 février, 30 juin et 10 décembre 1824, et ayant résolu de fixer le mode de paiement de ladite dette par un traité spécial, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: S. M. C., don Emanuel Gonsalez Salmon, etc.; et S. M. T. C., M. le vicomte de Saint-Priest, etc., qui, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Pour effectuer le paiement des sommes que l'Espagne doit à la France, en vertu des traités des 29 janvier, 9 février, 30 juin et 10 décembre 1824, S. M. C. s'oblige à faire inscrire provisoirement sur le grand-livre de la dette publique de l'Espagne, au nom et en faveur du trésor royal de France, un capital de 80 millions de francs, dont les intérêts, calculés à raison de 3 p. c., produiront une rente de

153.

Convenio entre S. M. Católica y S. M. Cristianísima, fijando el importe de las sumas debidas por la España á la Francia, igualmente que el de las que la Francia deba á la España, en virtud de los Convenios de 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, y el modo de satisfacerlas; fecho en Madrid á 30 de Diciembre de 1828. 1828

(*Suplemento á la gaceta de Madrid del Jueves 29 de Enero de 1829*).

S. M. Católica y S. M. Cristianísima, deseando fijar de comun acuerdo el importe de las sumas debidas por la España á la Francia, igualmente que el de las sumas que la Francia deba á la España, en virtud de los Convenios de 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, y habiendo resuelto arreglar el modo de satisfacer dicho importe por medio de un Convenio especial, han nombrado al efecto por sus respectivos Plenipotenciarios, á saber: S. M. Católica á D. Manuel Gonzalez Salmon, etc. etc., y S. M. Cristianísima al señor vizconde de Saint-Priest, etc., los cuales, despues de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, han convenido en los artículos siguientes:

Art. I. Para efectuar el pago de las sumas debidas por la España á la Francia, en virtud de los Convenios del 29 de Enero, 9 de Febrero, 30 de Junio y 10 de Diciembre de 1824, S. M. Católica se obliga á hacer inscribir provisionalmente en el gran libro de la deuda pública de España, á nombre y á favor del Real tesoro de Francia, un capital de 80 millones de francos, cuyos réditos calculados á razon de 3 por 100,

1828 2,400,000 fr., qui commencera à courir à dater du 1er janvier 1829. Le paiement de la dite rente aura lieu tous les six mois à Paris entre les mains du commissionné que S. M. T. C. désignera à cet effet. Le premier semestre sera payé le 1er juillet 1829, et le second le 1er janvier 1830, et ainsi successivement de six en six mois. Au dos des certificats d'inscriptions, qui seront délivrés au trésor royal de France, seront indiqués avec les formalités convenables les paiemens effectués.

Art II. En outre de la rente de 2,400,000 fr. créée en vertu de l'article précédent, et destinée au paiement des intérêts du capital provisoire de 80 millions, S. M. C. s'oblige à faire payer, à dater 1er juillet 1829, et également par moitié tous les six mois au commissionné de S. M. T. C. une somme annuelle de 1,600,000 fr., équivalent au 2 p. c. du susdit capital, et destinée à son amortissement. Les rentes rachetées serviront à augmenter le fonds d'amortissement, en faveur duquel on mettra l'annotation de transfert, à la fin de chaque semestre, sur un régistre particulier, tenu à cet effet par le commissionné de S. M. T. C.

Art. III. Une année après l'échange des ratifications, les deux gouvernemens se communiqueront réciproquement le montant de leurs réclamations respectives, en en présentant, autant qu'il sera possible, le compte détaillé, et en prenant pour base les traités ci-dessus indiqués. Si de l'examen de ces deux documens il résultoit que la somme due à la France par l'Espagne ne s'élevoit pas à celle de 80 millions de francs, adoptée provisoirement comme base de la dette, on fera une réduction proportionnée sur la somme qu'elle doit payer annullement pour les intérêts et l'amortissement du susdit capital, et la France tiendra compte à l'Espagne de ce qu'elle aura touché de plus. Si, au contraire, la somme due à la France s'élève à plus de 80 millions, alors on inscrira sur le grand-livre de la dette publique de l'Espagne une rente proportionnée au dit excédant, et le paiement de ses intérêts et de son amortissement aura lieu de la même manière, et commencera également à courir du 1er janvier 1829.

producirán una renta anual de 2,400,000 francos, que principiarán á correr desde el 1. de Enero de 1829. El pago de dicha renta se verificará cada seis meses en Paris, en manos del comisario que S. M. Cristianísima designe al efecto. El primer semestre será pagado en 1. de Julio de 1829, el segundo en 1. de Enero de 1830, y asi sucesivamente de seis en seis meses. En el dorso de los certificados de inscripcion, que se entregarán al Real tesoro de Francia, se indicarán con las formalidades convenientes los pagos efectuados.

Art. II. Ademas de la renta de 2,400,000 francos creada en virtud del artículo que precede, y destinada al pago de los réditos del capital provisional de 80 millones, S. M. Católica se obliga á hacer entregar desde la misma época de 1. de Enero de 1829, é igualmente por mitad cada seis meses, al comisario de S. M. Cristianísima, una suma anual de 1,600,000 francos, equivalente al 2 por 100 del mencionado capital, y destinada á amortizarse. Las rentas redimidas servirán á aumentar el fondo de amortizacion, á favor del cual se extenderá el asiento de traslado al fin de cada semestre, en un registro particular que al efecto llevará el comisario de S. M. Cristianísima.

Art. III. Un año despues de verificado el cange de las ratificaciones, ambos gobiernos se comunicarán recíprocamente el importe de sus respectivas reclamaciones, presentando en cuanto sea posible la cuenta detallada de ellas, para lo que tomarán por base los Convenios de 1824 arriba citados. Si del exámen de estos documentos resultare que la suma debida por la España á la Francia no llega á la de 80 millones de francos, adoptada provisionalmente como base de su deuda, se hará una reduccion proporcional en la suma que anualmente ha de satisfacer para pago de los réditos y de la amortizacion del susodicho capital; y la Francia abonará á la España en cuenta lo que haya cobrado de mas. Pero si al contrario la suma debida á la Francia excede á la de 80 millones, entonces se inscribirá en el gran libro de la deuda pública de España una renta proporcionada á dicho excedente ó demasía, y el pago de sus réditos y amortizacion se efectuará del mismo modo, y principiará igualmente á correr desde 1. de Enero de 1829.

1828 Art. IV. S. M. C. affecte dès ce moment la contribution dite de *paille et ustensiles*, au paiement de la rente de 4 millions, créée en vertu des articles précédens, ainsi qu'aux arrérages et à l'amortissement des sommes dont l'Espagne pourroit être ultérieurement reconnue débitrice envers la France. Dans le cas où le produit de cette contribution ne seroit pas suffisant, S. M. C. affecte à cet objet tous les autres revenus de sa couronne.

Art. V. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées dans le délai de six semaines, ou avant s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent traité, qu'ils ont scellé de leurs armes.

Fait double à Madrid, le 30 décembre 1828.

Emmanuel-Gonzalez Salmon,
Le vicomte de St.-Priest.

ART. IV. S. M. Católica aplica desde luego la contribucion llamada de paja y utensilios al pago de la renta de cuatro millones creada en virtud de los artículos precedentes, y tambien al de los réditos y amortizacion de las sumas de que la España pueda ulteriormente resultar deudora á la Francia. En caso que el producto de esta contribucion sea insuficiente, S. M. Católica aplica á este objeto todas las demas rentas de su Corona. 1828

ART. V. El presente Convenio será ratificado, y las ratificaciones cangeadas en el término de seis semanas, ó antes si fuere posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos, en virtud de sus plenos poderes, han firmado el presente Convenio, y puesto en él el sello de sus armas. —

Fecho por duplicado en Madrid á 30 de Diciembre de 1828. —

(Firmado.) MANUEL GONZALEZ SALMON.
El vizconde de Saint-Priest.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1820.

1820 25 Août Convention entre le Danemarc et la principauté de Waldeck, concernant l'abolition réciproque du droit de détraction. Pag. 1

1821.

1821 Ordonnance de S. M. le Roi de Danemarc, concernant les droits et les privilèges des agens consulaires des puissances étrangères en Danemarc. 3

29 Septr. Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles. 4

1822.

1822 18 Août / 12 Septr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg, concernant l'extradition réciproque des vagabonds. 5

1823.

1823 1 Févr. Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Strelitz, concernant l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires. 7

7 Mars	Convention entre le Danemarc et la Suède concernant la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège.	Pag. 14	1823
1 Avril	Convention entre le Danemarc et le grand duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires.	16	
22 Avril	Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant la réception réciproque des vagabonds.	23	
26 Mai	Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit d'aubaine entre la confédération Suisse et le royaume des Deux-Siciles.	24	
20 Mai	Circulaire de la chancellerie Danoise concernant le traitement des corsaires étrangers.	26	
15 Juillet / 29 Septr.	Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre la confédération Suisse et le grand-duché de Hesse.	28	

1824.

28 Janv.	Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et le duché d'Oldenbourg.	30	1824
26 Févr.	Déclaration concernant l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la ville libre et anséatique de Hambourg.	31	
22 Mars	Déclaration concernant l'abolition du droit d'aubaine entre le royaume des Deux-Siciles et la confédération Suisse.	33	
6 Mars	Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Meiningen, concernant la réception réciproque des vagabonds.	34	
15 Mars / 13 Fevr.	Déclaration entre la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réception réciproque des vagabonds.	36	

1824 2 Juill. Traité de limites entre l'Hanovre et le royaume des Pays-Bas. Pag. 379

1825.

1825 4 Avril Convention entre la Prusse et la Saxe royale en exécution du 1er paragraphe du XXIIème article de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses. 411

27 Septr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers intéressés. 434

15 Nov. Edit par lequel S. M. Jean VI, roi de Portugal, a déclaré formellement qu'il reconnoissoit son fils ainé Dom Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal. 545

6 Décbr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe. 441

28 Décbr. Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage reglé par la convention principale du 28 Août 1819 et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825. 447

1826.

1826 26 Janv. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Bâde concernant le commerce avec le royaume de Wurtemberg. 36

2 Févr. Convention entre le grand-duché de Bâde et celui de Hesse concernant le commerce sur les frontières respectives des deux états 38

Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à St. Petersbourg entre la Russie et la Grande-Bretagne Pag. 40 1826
Avril Convention entre le grand-duché de Bâde et le royaume de Wurtemberg, concernant le commerce sur le frontières respectives des deux états 44
Juin Récès principal de liquidation entre le Danemarc et l'Hanovre concernant le duché de Lauenbourg 47
Août Convention entre la Bavière et la principauté de Reuss-Greitz concernant l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations 74
Septr. Décret du pouvoir exécutif de la république de Colombie concernant le commerce sur les côtes de Guagiri, de Darien et de Mosquitos 76
Octbr. Nov. Convention conclue entre le royaume des Pays-Bas et les royaumes de Suède et de Norvège à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction 78
Débr. Traité d'amitie, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du Mexique, avec deux articles additionnels 80

1827.

Janv. Traité entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen, concernant les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 100 1827
Janv. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le duché d'Oldenbourg 113
Janv. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. R. l'infante régente de Portugal 114. 461
Janv. Déclaration concernant les mesures concertées entre la Prusse et le duché de

1827 Brunsvic pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. 120
30 Janv. Traité pour régler les limites entre la France et le grand-duché de Bâde (Extrait) 123
3 Mars Publication concernant l'admission réciproque des sujets de l'électorât de Hesse et du royaume de Bavière au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis 130
8 Mars Déclaration concernant l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction entre le Wurtemberg et la Sardaigne 131
10 Mars Convention entre la France et la Bavière pour l'extradition des déserteurs 132
12 Mars Convention entre le grand-duché de Hesse d'une part et la Russie et la Pologne de l'autre, concernant l'abolition du droit de détraction 137
14 Mars Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part et S. M. le Roi de Prusse de l'autre 138
14 Mars Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Hambourg, concernant la restitution des fraix de justice en cas d'extradition de criminels 142
20/7 Mars Déclaration signée entre le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les rapports féodaux et de jurisdiction entre les deux états 143
11 Avril Bulles concernant l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Bâde le 16 Octobre 1827, en Wurtemberg le 24 Octobre et en Nassau le 9 Octobre de la même année 146
12 Avril Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg 167

Avril	Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, concernant les rapports de jurisdiction Pag.	1827 178
Mai	Ordonnance de S. M. Catholique relative aux consuls et vice-consuls étrangers en Espagne	192
Mai	Convention entre la Sardaigne et plusieurs cantons Suisses au sujet des établissemens reciproques, avec les actes y relatifs	193
Mai	Déclarations entre le Danemarc et la Russie, relativement à l'abolition du droit de détraction	202
Mai	Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception réciproque des vagabonds	204
Mai	Convention entre la Suède et la Porte, qui accorde aux bâtimens Suèdois et Norvegiens le privilège de naviguer sur la mer noire	209
Mai	Déclaration signée entre les Pays-Bas et la Suède et la Norvège relativement à l'extradition des matelots déserteurs	214
Mai	Convention entre la France et la Suisse concernant les établissemens réciproques, avec les actes y relatifs	216
Juin	Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et le Brésil	225
Juin	Traité d'amitié, de navigation et de commerce conclu entre le royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis du Mexique	230
Juin	Concordat entre le Pape et le royaume des Pays-Bas, avec les Bulles et autres pièces qui y sont relatives	242
Août / Juin	Déclaration concernant le renouvellement de la convention d'étappes conclue entre la Prusse et la principauté de Lippe-Detmold le 18 Juin / 15 Août 1818	270
Juin	Traité entre le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, concernant les rapports de jurisdicton	270

1828 2,400,000 fr., qui commencera à courir à dater du 1er janvier 1829. Le paiement de la dite rente aura lieu tous les six mois à Paris entre les mains du commissionné que S. M. T. C. désignera à cet effet. Le premier semestre sera payé le 1er juillet 1829, et le second le 1er janvier 1830, et ainsi successivement de six en six mois. Au dos des certificats d'inscriptions, qui seront délivrés au trésor royal de France, seront indiqués avec les formalités convenables les paiemens effectués.

Art II. En outre de la rente de 2,400,000 fr., créée en vertu de l'article précédent, et destinée au paiement des intérêts du capital provisoire de 80 millions, S. M. C. s'oblige à faire payer, à dater 1er juillet 1829, et également par moitié tous les six mois, au commissionné de S. M. T. C. une somme annuelle de 1,600,000 fr., équivalent au 2 p. c. du susdit capital, et destinée à son amortissement. Les rentes rachetées serviront à augmenter le fonds d'amortissement, en faveur duquel on mettra l'annotation de transfert, à la fin de chaque semestre, sur un régistre particulier, tenu à cet effet par le commissionné de S. M. T. C.

Art. III. Une année après l'échange des ratifications, les deux gouvernemens se communiqueront réciproquement le montant de leurs réclamations respectives, en en présentant, autant qu'il sera possible, le compte détaillé, et en prenant pour base les traités ci-dessus indiqués. Si de l'examen de ces deux documens il résultoit que la somme due à la France par l'Espagne ne s'élevoit pas à celle de 80 millions de francs, adoptée provisoirement comme base de sa dette, on fera une réduction proportionnée sur la somme qu'elle doit payer annullement pour les intérêts et l'amortissement du susdit capital, et la France tiendra compte à l'Espagne de ce qu'elle aura touché de plus. Si, au contraire, la somme due à la France s'élève à plus de 80 millions, alors on inscrira sur le grand-livre de la dette publique de l'Espagne une rente proportionnée au dit excédant, et le paiement de ses intérêts et de son amortissement aura lieu de la même manière, et commencera également à courir du 1er janvier 1829.

producirán una renta anual de 2,400,000 francos, que 1828
principiarán á correr desde el 1. de Enero de 1829. El pago de dicha renta se verificará cada seis meses en Paris, en manos del comisario que S. M. Cristianísima designe al efecto. El primer semestre será pagado en 1. de Julio de 1829, el segundo en 1. de Enero de 1830, y asi sucesivamente de seis en seis meses. En el dorso de los certificados de inscripcion, que se entregarán al Real tesoro de Francia, se indicarán con las formalidades convenientes los pagos efectuados.

Art. II. Ademas de la renta de 2,400,000 francos creada en virtud del artículo que precede, y destinada al pago de los réditos del capital provisional de 80 millones, S. M. Católica se obliga á hacer entregar desde la misma época de 1. de Enero de 1829, é igualmente por mitad cada seis meses, al comisario de S. M. Cristianísima, una suma anual de 1,600,000 francos, equivalente al 2 por 100 del mencionado capital, y destinada á amortizarse. Las rentas redimidas servirán á aumentar el fondo de amortizacion, á favor del cual se extenderá el asiento de traslado al fin de cada semestre, en un registro particular que al efecto llevará el comisario de S. M. Cristianísima.

Art. III. Un año despues de verificado el cange de las ratificaciones, ambos gobiernos se comunicarán recíprocamente el importe de sus respectivas reclamaciones, presentando en cuanto sea posible la cuenta detallada de ellas, para lo que tomarán por base los Convenios de 1824 arriba citados. Si del exámen de estos documentos resultare que la suma debida por la España á la Francia no llega á la de 80 millones de francos, adoptada provisionalmente como base de su deuda, se hará una reduccion proporcional en la suma que anualmente ha de satisfacer para pago de los réditos y de la amortizacion del susodicho capital; y la Francia abonará á la España en cuenta lo que haya cobrado de mas. Pero si al contrario la suma debida á la Francia excede á la de 80 millones, entonces se inscribirá en el gran libro de la deuda pública de España una renta proporcionada á dicho excedente ó demasía, y el pago de sus réditos y amortizacion se efectuará del mismo modo, y principiará igualmente á correr desde 1. de Enero de 1829.

1827 4 Juill. Traité d'amitié et de commerce entre Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège d'une part et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale de l'autre Pag. 271
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce, conclu entre la Grande-Brétagne, la France et la Russie et signé à Londres 282. 465
9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur du Brésil avec un article additionnel du 18 Avril 1828 470
11 Juill. Convention additionnelle entre le grand-dnché de Bâde et le grand-duché de Hesse concernant les délits forestiers et autres semblables 290
21 Juill. Convention entre la Prusse et la France concernant la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292
6 Août Convention de commerce entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 476
6 Août Convention entre la Grande-Brétagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique 477
16 Août Ordre de cabinet de S. M. le Roi de Prusse relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 294
17 Août Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Brétagne et le Brésil 479
18 Août Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen, concernant l'exécution des dispositions des articles XI, XIII et XIV du traité du 11 Janvier 1827 295
11 Septr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris entre la Prusse et l'Hanovre pour la protection

ART. IV. S. M. Católica aplica desde luego la contribucion llamada de paja y utensilios al pago de la renta de cuatro millones creada en virtud de los artículos precedentes, y tambien al de los réditos y amortizacion de las sumas de que la España pueda ulteriormente resultar deudora á la Francia. En caso que el producto de esta contribucion sea insuficiente, S. M. Católica aplica á este objeto todas las demas rentas de su Corona. 1828

ART. V. El presente Convenio será ratificado, y las ratificaciones cangeadas en el término de seis semanas, ó antes si fuere posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos, en virtud de sus plenos poderes, han firmado el presente Convenio, y puesto en él el sello de sus armas. —

Fecho por duplicado en Madrid á 30 de Diciembre de 1828. —

(Firmado.) MANUEL GONZALEZ SALMON.
El vizconde de Saint-Priest.

1827 duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic Pag. 513
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et navigation entre les républiques libres et anséatiques de Brême, Lubeck et Hambourg et les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828. 362

1828.

1828 4 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le grand-duché de Bâde pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 516
5 Janv. Déclaration entre la Saxe royale et le Wurtemberg concernant les frais de justice en matières criminelles 518
8 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Altenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 519
8 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la principauté de Hohenzollern-Hechingen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521
9 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 522
10 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz et et de Reuss-Lobenstein, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524
18 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526

1828

18 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la ligne ainée de Reuss-Plauen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 528

18 Janv. Traité fondamental de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg 529

25 Janv. Déclaration concernant l'arrangement entre la Prusse et la Saxe royale par rapport à la contrefaçon 546

23 Janv. Déclaration du ministère Prussien concernant la prolongation de la convention du 23 Juin 1824 relative à la procedure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans 547

7. Févr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549

14 Févr. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse 550

19 Févr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et le royaume de Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562

22 Févr. Traité de paix entre la Russie et la Perse conclu et signé à Tourkmantschaï 564

$\frac{26}{14}$ Févr. Convention de commerce et d'amitie entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège d'une part et S. M. l'Empereur de Toutes les Russies de l'autre 572

15 Mars Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Meiningen concernant les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 593

17 Mars Conventions entre le Wurtemberg et la Saxe royale, le grand-duche de Saxe et le duché de Brunsvic concernant les fraix de justice en matières criminelles 594

19 Mars Convention entre l'électorat de Hesse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition de cri-

1828 minels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle . Pag. 595
20 Mars Convention entre le Wurtemberg et le grand-duché de Hesse concernant les fraix de justice en matières civiles 600
23 Mars Publication concernant l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre la Russie et le duché d'Oldenbourg 601
27 Mars Convention entre la Prusse et le duché de Nassau, concernant le remboursement des fraix de justice en matières criminelles 602
2 Avril / 12 Juin Convention entre la Hesse électorale et la principauté de Waldeck concernant les délits forestiers, de chasse et de pêche 604
26 Avril Traité de commerce et de navigation entre S. M. le Roi de Danemarc et S. M. l'Empereur du Brésil 608
1 Mai Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les Etats-Unis d'Amérique 615
20 Mai Convention entre l'Hanovre et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'extradition des criminels 622
2 Juin Convention entre la Prusse et la Saxe royale concernant le convent de Joachimstein près de Radmeritz 627
5 Juill. / 10 Juin Déclaration échangée entre les gouvernemens des Pays-Bas et de Prusse par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue entre les dits gouvernemens le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 638
6 Juill. Traité de paix entre la république de Bolivia et la république de Pérou 639
13 Juill. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement entre la Prusse et la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon . 644
14 Juill. Traité entre l'Autriche et la confédération Suisse concernant l'extradition réciproque des criminels 646

17 Juill. Traité entre la Prusse et les duchés d'Anhalt - Cöthen et d'Anhalt - Dessau concernant la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe Pag. 653 1828

17 Juill. Traité entre la Prusse et les duchés d'Anhalt - Cöthen et d'Anhalt - Dessau concernant les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

18 Juill. Traité entre la France et la confédération Suisse, concernant les rapports de voisinage, de justice et de police 665

25 Juill. Convention de cartel entre la Prusse et la France 671

26 Juill. Convention entre la Bavière et la ligne cadette de Reufs Plauen concernant la jurisdiction en matières de concours des créanciers 676

6 Août Traité entre l'amiral Codrington et Mehemet-Aly-pacha, pour l'évacuation de la Morée 679

17 Août Convention de cartel entre le royaume des Pays - Bas et le duché de Nassau 682

27 Août Traité de paix entre le Brésil et la république des provinces unies de Rio de la Plata 686

24 Septr. Traité concernant le commerce conclu entre l'Hanovre, la Saxe royale, la Hesse électorale, la Saxe grand-ducale, le duché de Brunsvic, le landgraviat de Hesse-Hombonrg, les duchés de Nassau, d'Oldenbourg, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les lignes ainées et cadettes de Reuss Greiz, de Reuss Lobenstein et Ebersdorf et de Reufs Schleiz, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt et les villes libres de Bremen et de Francfort 691

26 Septr. Réglement de douanes concerté entre le Wurtemberg, la Bavière et les principautés de Hehenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen 703

1828 29 Septr. Traité concernant le commerce entre la Saxe royale, la Saxe grand-ducale, les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les principautés de Reuss et de Schwarzbourg Rudolstadt Pag. 731

4 Octr. Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg 742

28 Octr. Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 747

31 Octr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758

5 Nov. Déclaration relative aux mesures concertées entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 763

21 Nov. Convention entre la Russie et la Bavière concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

22 Nov. Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles 766

11 Décbr. Traité entre la Hesse électorale d'un côté et la Saxe grand ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant les rapports mutuels de commerce 767

20 Décbr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen concernant la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 772

20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil 774

25 Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 Pag. 779 — 1828

25 Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 781

30 Décbr. Convention entre la France et l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter. 784

1828 29 Septr. Traité cencernant le commerce entre la Saxe royale, la Saxe grand-ducale, les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen et les principautés de Reuss et de Schwarzbourg Rudolstadt Pag. 731

4 Octr. Traité de commerce et de navigation entre la Prusse et les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg 742

28 Octr. Convention entre la Grande-Brétagne et l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformement à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 747

31 Octr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre de Bremen concernant l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758

5 Nov. Déclaration relative aux mesures concertées entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 763

21 Nov. Convention entre la Russie et la Bavière concernant l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

22 Nov. Convention entre le Wurtemberg et le duché de Saxe-Altenbourg concernant les fraix de justice en matières criminelles 766

11 Décbr. Traité entre la Hesse électorale d'un côté et la Saxe grand ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant les rapports mutuels de commerce 767

20 Décbr. Convention entre l'Hanovre et la ville libre et anséatique de Bremen concernant la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 772

20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre les Pays-Bas et le Brésil 774

Anhalt-Cöthen.

17 Juill. Traité avec la Prusse conc. la franchise des sujets récipr. du péage de l'Elbe Pag. 653 — 1828

17 Juill. Traité avec la Prusse conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

Anhalt-Dessau.

11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 511 — 1827

17 Juill. Traité avec la Prusse conc. la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe 653 — 1828

17 Juill. Traité avec la Prusse conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

Autriche.

17 Juin Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 225 — 1827

14 Juill. Traité avec la Suisse conc. l'extradition réciproque des criminels 646 — 1828

Bâde.

25 Janv. Ordonnance conc. le commerce avec le royaume de Wurtemberg 36 — 1826

2 Févr. Convention avec la Hesse grand-ducale conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 38

15 Avril Convention avec le royaume de Wurtemberg, conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 44

30 Janv. Traité pour régler les limites avec la France (Extrait) 123 — 1827

11 Avril Bulles concernant l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1821 et publiées en Bâde le 16 Octobre 1827 146

11 Juill. Convention additionnelle avec le grand-duché de Hesse conc. les délits forestiers et autres semblables 290

12/25 Septr. Traité avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour régler les rapports de jurisdiction 303

1828 4 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 676

Bavière.

1826 30 Août Convention avec la principauté le Reuss-Greitz, conc. l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations 74

1827 3 Mars Publication conc. l'admission des sujets de l'électorat de Hesse au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis 130

10 Mars Convention avec la France pour l'extradition des déserteurs 132

12 Avril Traité de commerce et de douanes avec le Wurtemberg 167

1828 18 Janv. Traité fondamental de douanes avec le Wurtemberg 529

26 Juill. Convention avec la ligne cadette de Reuss-Plauen conc. la jurisdiction en matières de concours des créanciers 676

26 Septr. Réglement de douanes concerté avec le Wurtemberg et les principautés des Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen 703

21 Nov. Convention avec la Russie conc. l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

Bolivia.

1828 6 Juill. Traité de paix avec la république de Pérou 639

Brémen (Ville libre de).

1827 11 Janv. Traité avec l'Hanovre conc. les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 100

18 Août Convention avec l'Hanovre, conc. l'exécution des dispositions des articles XI, XIII, et XIV du traité du 11 Janv. 1827 295

20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 333

17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec le Brésil Pag. 340 1827
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy. la Hesse élect. la Saxe gr. duc. le duché de Brunsvic etc. 691 1828
4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 742
31 Octr. Convention avec l'Hanovre conc. l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 758
20 Décbr. Convention avec l'Hanovre conc. la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 772

Brésil.

15 Nov. Edit par lequel S. M. Jean, roi de Portugal, a déclaré formellement, qu'il reconnoissoit son fils ainé, Dom Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal 515 1825
17 Juin Traité de commerce et de navigation avec l'Autriche 225 1827
9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec la Prusse, avec un article additionnel du 18 Avril 1828 470
17 Août Traité d'amitié et de commerce avec la Grande-Brétagne 479
17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec les villes libres et anséatiques de Lubeck, de Hambourg et de Brème 340
26 Avril Traité de commerce et de navigation avec le Danemarc 608 1828
27 Août Traité de paix avec la république de Rio de la Plata 686
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy. la Hesse élect. la Saxe gr. ducale etc. 691
20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les Pays-Bas 774

Brunsvic.

1827 23 Janv. Déclaration conc. les mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes Pag. 120
4 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 326
1828 17 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594

Buenos Ayres (Provinces Unies de Rio de la Plata).

1828 27 Août Traité de paix avec le Brésil 686

Colombie.

1826 21 Septr. Décret du pouvoir exécutif conc. le commerce sur les côtes de Guagiri, de Darien et de Mosquitos 76

Danemarc.

1820 25 Août Convention avec la principauté de Waldeck conc. l'abolition du droit de détraction 1
1821 Ordonnance, conc. les droits et les privilèges des agens consulaires des puissances étrangères 3
1823 1 Févr. Convention avec le grand-duche de Mecklenbourg-Strelitz, conc. l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires 7
7 Mars Convention avec la Suède, conc. la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège 14
1 Avril Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, conc. l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires 16
20 Mai Circulaire de la chancellerie conc. le traitement des corsaires étrangers 26
1824 28 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le duché d'Oldenbourg 30

26 Févr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec la ville libre et anséatique de Hambourg 31 — 1824

24 Juin Récès principal de liquidation avec l'Hanovre conc. le duché de Lauenbourg 47 — 1826

18 Mai Déclaration relativement à l'abolition du droit de détraction avec la Russie 202 — 1827

10 Décbr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec la Suisse 358

11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon tant dans la monarchie Prussienne que dans les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic 513

26 Avril Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 608 — 1828

Deux-Siciles.

29 Septr. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 4 — 1821

26 Mai Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 24 — 1823

22 Mars Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec la Suisse 33 — 1824

Espagne.

8 Mai Ordonnance relative aux consuls et vice-consuls étrangers 192 — 1827

16 Octr. Traité avec la Porte Ottomane conc. la navigation et le commerce de la mer noire 496

28 Octr. Convention avec la Grande-Bretagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols, conformément à la convention de Madrid du 12 Mars 1823 747 — 1828

30 Décbr. Convention avec la France fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter 784

Etats-Unis voyez Amérique septentrionale.

France.

1827 30 Janv. Traité pour régler les limites avec le grand-duché de Bâde (Extrait) Pag. 123
10 Mars Convention avec la Bavière pour l'extradition des déserteurs 132
30 Mai Convention avec la Suisse conc. les établissements réciproques, avec les actes y relatifs 216
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce avec la Grande-Bretagne et la Russie 282. 465
21 Juill. Convention avec la Prusse conc. la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292
18 Juill. Traité avec la confédération Suisse conc. les rapports de voisinage, de justice et de police 665
25 Juill. Convention de cartel avec la Prusse 671
1828 30 Décbr. Convention avec l'Espagne fixant le montant des sommes dues par l'Espagne à la France et par la France à l'Espagne, en vertu des conventions des 29 Janvier, 9 Février, 30 Juin et 10 Décembre de 1824 et la manière de les acquitter 784

Francfort (Ville libre de).

1828 24 Septr. Traité conc. le commerçe avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Grande-Bretagne.

1826 4 Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce signé à Petersbourg avec la Russie 40
26 Décbr. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis du Mexique, avec deux articles additionnels 80
1827 19 Janv. Convention avec S. A. R. l'infante régente de Portugal 114. 461
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce avec la France et la Russie 282. 465
6 Août Convention de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 476

6 Août Convention avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale conc. le territoire de la côte nord-ouest de l'Amérique Pag. 477 1827
17 Août Traité d'amitié et de commerce avec le Brésil 479
29 Septr. Convention avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, relative à l'arbitrage sur les points litigieux du 5ème art. du traité de Gand 491
28 Octr. Convention avec l'Espagne pour l'arrangement définitif des réclamations des sujets britanniques et espagnols conformément à la convention de Madrid du 22 Mars 1823 747 1828

Grèce.

4 Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce, signé à Petersbourg entre la Russie et la Grande-Bretagne 40 1826
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce, conclu entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie 282. 468 1827
6 Août Traité entre l'amiral Codrington et Mehemet-Aly-pacha, pour l'évacuation de la Morée 679 1828

Hambourg.

26 Févr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 31 1824
14 Mars Convention avec l'Hanovre conc. la restitution des fraix de justice en cas d'extradition des criminels 142 1827
17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 340
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362
13 Juill. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 644 1828
4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 742

Hanovre.

1824 2 Juill. Traité de limites avec le royaume des Pays-Bas Pag. 379
1826 24 Juin Récès principal de liquidation avec le Danemarc conc. le duché de Lauenbourg 47
1827 11 Janv. Traité avec la ville libre et anséatique de Bremen conc. les rapports de commerce et de navigation et l'établissement d'un port sur la Geeste et le Weser 100
14 Mars Convention avec la ville libre et anséatique de Hambourg conc. la restitution des fraix de justice en cas d'extradition de criminels 142
18 Août Convention avec la ville libre et anséatique de Bremen conc. l'exécution des dispositions des articles XI, XIII, et XIV du traité du 11 Janvier 1827 295
11 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 302
1828 20 Mai Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. l'extradition des criminels 622
24 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
31 Octr. Convention avec la ville libre de Bremen conc. l'établissement provisoire d'une quarantaine commune 75
20 Décbr. Convention avec la ville libre et anséatique de Bremen conc. la communication du bourg de Vegesack avec Bremerhaven 77

Hesse électorale.

1822 18 Août / 12 Septr. Convention avec le duché de Saxe-Cobourg conc. l'extradition réciproque des vagabonds
1823 22 Avril Convention avec la principauté de Waldeck conc. la réception réciproque des vagabonds
1824 6 Mars Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. la réception réciproque des vagabonds

15 Mars / 23 Fevr.	Déclaration entre la Hesse élect. et le gr.-duché de Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds	Pag. 36	1824
3 Mars	Publication conc. l'admission des sujets du royaume de Bavière au privilège des pauvres de faire plaider leurs causes gratis	130	1827
19 Mars	Convention avec le grand-duché de Weimar conc. l'extradition de criminels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle	595	1828
2 Avril / 22 Juin	Convention avec la principauté de Waldeck conc. les délits forestiers, de chasse et de pêche	604	
24 Septr.	Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc.	691	
11 Décbr.	Traité avec la Saxe grand-ducale, les duchés de Saxe-Meiningen et de Saxe-Cobourg-Gotha conc. les rapports mutuels de commerce	767	

Hesse grand-ducale (Darmstadt).

25 Juill. / 29 Septr.	Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec la Suisse	28	1823
2 Févr.	Convention avec le grand-duché de Bâde conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états	38	1826
12 Mars	Convention avec la Russie et la Pologne conc. l'abolition du droit de détraction	137	1827
11 Juill.	Convention additionnelle avec le grand-duché de Bâde conc. les délits forestiers et autres semblables	290	
18 Septr.	Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon	317	
27 Nov.	Convention avec le duché de Nassau conc. les insinuations judiciaires	357	
14 Févr.	Traité de commerce et de douanes avec la Prusse	550	1828
20 Mars	Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de jurisdiction en matières civiles	600	

Hesse Hombourg.

1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. Pag. 691

Hohenzollern-Hechingen.

1827 23 Juin Traité avec le Wurtemberg conc. les rapports de jurisdiction 270
1828 8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521
26 Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière, le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen 703

Hohenzollern-Sigmaringen.

1827 28 Avril Traité avec le Wurtemberg conc. les rapports de jurisdiction 178
12/26 Septr. Traité avec le grand-duché de Bâde pour régler les rapports de jurisdiction 303
22 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 353
1828 26 Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière, le Wurtemberg et la principauté de Hohenzollern-Hechingen 703

Lippe-Detmold.

1827 19 Juin Déclaration conc. le renouvellement de la convention d'étappes avec la Prusse du 18 Juin / 15 Août 1818 270
20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 332

Lippe-Schaumbourg.

1827 24 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 319

Lubec (Ville libre de).

19 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 330 1827
17 Nov. Traité de commerce et de navigation avec le Brésil 340
20 Décbr. Convention d'amitié, de commerce et de navigation avec les Etats-Unis d'Amérique, avec un article additionnel du 4 Juin 1828 362
4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 742 1828

Mecklenbourg-Schwerin.

1 Avril Convention avec le Danemarc, conc. l'extradition réciproque des criminels et des conscrits réfractaires 16 1823
7 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 506 1827
5 Nov. Déclaration rel. aux mesures concertées avec la Prusse pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 768 1828

Mecklenbourg-Strelitz.

1 Févr. Convention avec le Danemarc, conc. l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits réfractaires 7 1823
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 509 1827

Mexique.

26 Décbr. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne, avec deux articles additionnels 80 1826
15 Juin. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le royaume des Pays-Bas 230 1827

Naples voyez Deux-Siciles.

Nassau.

1827 11 Avril Bulles conc. l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Nassau le 9 Octobre 1827 Pag. 146
6 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 338
27 Nov. Convention avec la Hesse grand-ducale conc. les insinuations judiciaires 357
1828 27 Mars Convention avec la Prusse conc. les fraix de justice en matières criminelles 602
17 Août Convention de cartel avec les Pays-Bas 582
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Norvège voyez Suède.

Oldenbourg.

1824 28 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 30
1827 19 Janv. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 113
27 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 321
1828 23 Mars Publication conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec la Russie 601
17 Août Convention de cartel avec le duché de Nassau 682
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe-roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

Pape voyez Rome (Cour de).

Pays-Bas.

1828 2 Juill. Traité de limites avec l'Hanovre 379

26 Octr. / 20 Nov. Convention avec les royaumes de Suède et de Norvège à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction . . Pag. 78 1826
29 Mai Déclaration relativement à l'extradition des matelots déserteurs Suédois et Norvégiens . . 214 1827
15 Juin Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec les Etats-Unis du Mexique 230
18 Juin Concordat avec le Pape, avec les bulles et autres pièces qui y sont relatives . 242
5 Juill. / 10 Juin Déclaration échangée avec la Prusse par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 638 1828
20 Décbr. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le Brésil 774

Pérou.

6 Juill. Traité de paix avec la république de Bolivia . . 639 1828

Perse.

22 Févr. Traité de paix avec la Russie signé à Tourkmantschaï . . 564 1828

Porte Ottomane.

28 Mai Convention avec la Suède, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvégiens le privilège de naviguer sur la mer noire 209 1827
16 Octr. Traité avec l'Espagne conc. la navigation et le commerce de la mer noire 496

Portugal.

15 Nov. Edit par lequel S. M. Jean VI, roi de Portugal, a déclaré formellement qu'il reconnoissoit son fils aîné, Don Pedro, comme empereur du Brésil et comme prince royal de Portugal 515 1825
19 Janv. Convention avec la Grande-Bretagne 114. 461 1827

Provinces unies de Rio de la Plata voyez Buenos-Ayres.

Prusse.

1825 4 Avril Convention avec la Saxe royale en exécution du 1er § du XXIIème art. de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses Pag. 411

27 Septr. Convention avec la Saxe royale pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers y intéressés 434

6 Décbr. Convention avec la Saxe royale concernant les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe 441

28 Décbr. Convention avec la Saxe royale conc. le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage réglé par la convention principale du 28 Août 1819 et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825

1827 23 Janv. Déclaration conc. les mesures concertées avec le duché de Brunsvic pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 120

11 Mars Traité de commerce et de navigation avec la Suède et la Norvège 138

19 Juin Déclaration conc. le renouvellement de la convention d'étappes avec la principauté de Lippe-Detmold le $\frac{18 \text{ Juin}}{15 \text{ Août}}$ 1818 270

9 Juill. Traité d'amitié, de navigation et de commerce avec le Brésil, avec un art. additionnel du 18 Avril 1828 470

21 Juill. Convention avec la France conc. la réception réciproque des sujets de la classe ouvrière, qui se sont rendus sur le territoire de l'un ou de l'autre état pour y exercer leur métier 292

16 Août Ordre de cabinet relatif à la conclusion d'un arrangement avec les différens états de la confédération Germanique pour la protection commune des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 294

11 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec l'Hanovre pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 302 1827
18 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec le Hesse grand-ducale pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 317
24 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schaumbourg-Lippe pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 319
27 Septr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Oldenbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 321
4 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Brunsvic pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 326
6 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 327
19 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre et anséatique de Lubec pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 330
20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Lippe-Detmold pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 332
20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre et anséatique de Bremen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 333
20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 335
28 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Saxe royale pour la protection des

1827 droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 336
6 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Nassau pour la protection des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 338
7 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 506
22 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 353
26 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Waldeck pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 508
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 509
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe Cobourg et Gotha pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 355
11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Anhalt-Dessau pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 511
11 Décbr. Déclaration conc. un arrangement avec le Danemarc pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon, tant dans la monarchie Prussienne que dans les duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Schleswic 573
1828 4 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Bâde pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 576
8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe-Altenbourg pour la

protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 519 1828
8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la principauté de Hohenzollern-Hechingen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 521
9 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le duché d'Anhalt-Bernbourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 522
10 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec les principautés de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524
18 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec le grand-duché de Saxe-Weimar pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526
18 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la ligne aînée de Reuss-Plauen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 528
23 Janv. Déclaration conc. la prolongation de la convention de 23 Juin 1821 relative à la procédure de révision sur l'Elbe, pour un terme ultérieur de six ans 547
25 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Saxe royale par rapport à la contrefaçon 546
7 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec le duché de Saxe-Meiningen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
14 Févr. Traité de commerce et de douanes avec le grand-duché de Hesse 550
19 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec le Wurtemberg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562
27 Mars Convention avec le duché de Nassau conc. les fraix de justice en matières criminelles 602
1 Mai Traité de commerce et de navigation avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 615

1828 2 Juin Convention avec la Saxe royale conc. le couvent de Joachimstein près de Radmeritz Pag. 627

5 Juill. / 10 Juill. Déclaration échangée avec les Pays-Bas par rapport à la prolongation de la convention de cartel, conclue le 11 Juin 1818, pour le terme de six années 638

13 Juill. Déclaration conc. un arrangement avec la ville libre de Hambourg pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 644

17 Juill. Traité avec les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau conc. la franchise des sujets réciproques du péage de l'Elbe 653

17 Juill. Traité avec les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Dessau conc. les rapports mutuels des douanes et du commerce 656

25 Juill. Convention de cartel avec la France 671

4 Octr. Traité de commerce et de navigation avec les villes libres et anséatiques de Lubec, de Bremen et de Hambourg 742

5 Nov. Déclaration rel. aux mesures concertées avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 763

Reuss-Gritz.

1826 30 Août Convention avec la Bavière conc. l'obligation au service militaire par rapport aux émigrations 74

1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691

29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731

Reuss-Lobenstein et Ebersdorf.

1828 10 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et libraires contre la contrefaçon 524

24 Septr. Traité conc. le commerce entre l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc, le duché de Brunsvic etc. Pag. 691 — 1828
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731

Reuss-Plauen (ligne aînée de)

18 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 528 — 1828

Reuss-Plauen (ligne cadette de)

26 Juill. Convention avec la Bavière conc. la jurisdiction en matières de concours des créanciers 676 — 1828

Reuss-Schleitz.

10 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 524 — 1828
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc, le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe Meiningen etc. 731

Rome (Cour de)

16 Août Bulles conc. l'érection de l'archevêché de — 1821
11 Avril Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau 146 — 1827
18 Juin Concordat avec le royaume des Pays-Bas, avec les bulles et autres pièces qui y sont relatives 242

Russie (et Pologne).

4 Avril Protocole relatif aux affaires de la Grèce signé à Petersbourg avec la Grande-Bretagne 40 — 1826

1827 12 Mars Convention avec le grand-duché de Hesse conc. l'abolition du droit de détraction Pag. 137
18 Mai Déclaration relativement à l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 202
6 Juill. Traité pour la pacification de la Grèce, avec la Grande-Bretagne et la France 282. 465
1828 22 Févr. Traité de paix avec la Perse, signé à Tourkmantschaï 564
26/14 Févr. Convention de commerce et d'amitié avec la Suède et la Norvège 572
23 Mars Publication conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec le duché d'Oldenbourg 601
21 Nov. Convention avec la Bavière conc. l'extension réciproque de la franchise du droit de détraction sur le royaume de Pologne 765

Sardaigne.

1827 8 Mars Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction avec le Wurtemberg 131
12 Mai Convention avec plusieurs cantons Suisses au sujet des établissemens réciproques avec les actes y relatifs 193

Saxe (royale).

1825 4 Avril Convention avec la Prusse en exécution du 1er § du XXIIème art. de la convention principale conclue entre ces deux puissances le 28 Août 1819, concernant les fondations pieuses 411
27 Septr. Convention avec la Prusse pour régler les rapports publics des fondations de famille existant dans le royaume et dans le duché de Saxe et pour assurer les droits des particuliers y intéressés 434
6 Décbr. Convention avec la Saxe royale conc. les prétentions réciproques des fondations du royaume et du duché de Saxe 441
28 Décbr. Convention avec la Prusse conc. le partage des fondations locales et privées dans le royaume et dans le duché de Saxe non comprises dans le partage réglé par la convention principale du 28 Août 1819

et par les conventions supplémentaires du 4 Avril et du 27 Septembre 1825.
29 Mars Déclaration conc. les rapports féodaux et de jurisdiction avec le duché de Saxe-Altenbourg Pag. 143 — 1827
28 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 336
5 Janv. Déclaration entre la Saxe et le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 518 — 1828
25 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse par rapport à la contrefaçon 546
17 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594
2 Juin Convention avec la Prusse conc. le couvent de Joachimstein près de Radmeritz 627
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
25 Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septr. 1828 779
25 Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septr. 1828. 781

Saxe-Altenbourg.

29 Mars Déclaration conc. les rapports féodaux et de jurisdiction avec la Saxe royale 143 — 1827
29 Septr. Convention de cartel avec le duché de Saxe-Gotha 322
8 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 579 — 1828

1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. Pag. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
22 Nov. Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 766

Saxe-Cobourg-Gotha.

1822 18 Août / 12 Septr. Convention avec la Hesse élect. conc. l'extradition réciproque des vagabonds 5
1827 29 Septr. Convention de cartel avec le duché de Saxe-Altenbourg 322
27 Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 355
1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg et de Saxe-Meiningen etc. 731
11 Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767

Saxe-Meiningen.

1824 5 Mars Convention avec la Hesse électorale conc. la réception réciproque des vagabonds 34
1827 10 Octr. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. les fraix de justice en matières criminelles 329
1828 7 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 549
15 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers 593

24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic Pag. 691 — 1828
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg et de Cobourg-Gotha etc. 731
11 Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767

Saxe-Weimar.

15 Mars / 13 Févr. Déclaration entre la Hesse élect. et le gr. duché de Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds 36 — 1824
22 Mai Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen conc. la réception réciproque des vagabonds 204 — 1827
10 Octr. Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. les fraix de justice en matières criminelles 329
18 Janv. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 526 — 1828
17 Mars Convention avec le Wurtemberg conc. les fraix de justice en matières criminelles 594
19 Mars Convention avec la Hesse électorale conc. l'extradition de criminels et d'autres rapports de jurisdiction criminelle 595
20 Mai Convention avec l'Hanovre conc. l'extradition des criminels 622
24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731
11 Décbr. Traité avec la Hesse électorale conc. les rapports mutuels de commerce 767
25 Décbr. Traité d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 779

1828 25 Décbr. Traité ultérieur d'accession de la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 Pag. 781

Schwarzbourg-Rudolstadt.

1827 20 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 335
1828 24 Septr. Traité conc. le commerce avec l'Hanovre, la Saxe roy., la Hesse élect., la Saxe gr.-duc., le duché de Brunsvic etc. 691
29 Septr. Traité conc. le commerce avec la Saxe roy., la Saxe gr.-duc., les duchés d'Altenbourg, de Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen etc. 731

Schwarzbourg-Sondershausen.

1827 22 Mai Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar conc. la réception réciproque des vagabonds 204
6 Octr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 327
1828 25 Décbr. Traité d'accession au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 779
25 Décbr. Traité ultérieur d'accession au traité de commerce conclu à Cassel le 24 Septembre 1828 781

Suède et Norvège.

1823 7 Mars Convention avec le Danemarc conc. la réception réciproque des criminels et des vagabonds en Danemarc et en Norvège 14
1826 26 Octr. / 20 Nov. Convention avec les Pays-Bas à l'égard d'une abolition réciproque du droit de détraction 78
1827 14 Mars Traité de commerce et de navigation avec la Prusse 138

Mai Convention avec la Porte, qui accorde aux bâtimens Suédois et Norvégiens le privilège de naviguer sur la mer noire Pag. 209 1827
Mai Déclaration signée entre la Suède et les Pays-Bas relativement à l'extradition des matelots déserteurs 214
uill. Traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 271
Févr. Convention de commerce et d'amitié avec la Russie 572 1828

Suisse.

Septr. Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 4 1821
Mai Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 24 1823
uill. — eptr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction avec le grand-duché de Hesse 28
Mars Déclaration conc. l'abolition du droit d'aubaine avec le roy. des Deux-Siciles 33 1824
Mai Convention avec la Sardaigne au sujet des établissemens réciproques, avec les actes y relatifs 193 1827
Mai Convention avec la France conc. les établissemens réciproques, avec les actes y relatifs 216
Décbr. Déclaration conc. l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration avec le Danemarc 358
Juill. Traité avec l'Autriche conc. l'extradition réciproque des criminels 646 1828
Juill. Traité avec la France conc. les rapports de voisinage, de justice et de police 665

Waldeck.

Août Convention avec le Danemarc conc. l'abolition du droit de détraction 1 1820
Avril Convention avec la Hesse électorale conc. la réception réciproque des vagabonds 23 1823
Nov. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits

dés auteurs et des libraires contre la contrefaçon Pag. 508

1828 2 Avril / 12 Juin Convention avec la Hesse électorale conc. les délits forestiers, de chasse et de pêche 604

Wurtemberg.

1826 26 Nov. Ordonnance de S. A. R. le Grand-duc de Bâde conc. le commerce avec le royaume de Wurtemberg 36

15 Avril Convention avec le grand-duché de Bâde conc. le commerce sur les frontières respectives des deux états 44

1827 8 Mars Déclaration conc. l'abolition de la gabelle d'émigration et du droit de détraction avec la Sardaigne 131

11 Avril Bulles conc. l'érection de l'archevêché de Fribourg en Brisgau, de l'évêché de Rottenbourg en Wurtemberg et de Limbourg sur Lahn en Nassau, données le 16 Août 1821 et le 11 Avril 1827 et publiées en Wurtemberg le 24 Octobre 1827 146

12 Avril Traité de commerce et de douanes avec la Bavière 167

28 Avril Traité avec la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen conc. les rapports de jurisdiction 178

23 Juin Traité avec la principauté de Hohenzollern-Hechingen conc. les rapports de jurisdiction 270

1828 5 Janv. Déclaration entre le Wurtemberg et la Saxe roy. conc. les fraix de justice en matières criminelles 578

18 Janv. Traité fondamental de douanes avec la Bavière 529

19 Févr. Déclaration conc. un arrangement avec la Prusse pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 562

15 Mars Convention avec le duché de Saxe-Meiningen conc. les fraix de justice en matières criminelles et de concours des créanciers

17 Mars Conventions avec la Saxe royale, le grand-duché de Weimar et le duché de Brunsvic conc. les fraix de justice en matières criminelles

20 Mars Convention avec le grand-duché de Hesse conc. les fraix de justice en matières civiles

26 Septr. Réglement de douanes concerté avec la Bavière et les principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen

22 Nov. Convention avec le duché de Saxe-Altenbourg conc. les fraix de justice en matières criminelles

---

Errata.

Pag. 242	*ligne*	12	*au lieu de*	roraume	[illegible]
— 317	—	10	— —	ducats	[illegible]
— 516	—	33	— —	entre	[illegible]